

1. Introduction – quelles sont ces 100 lettres?

Cette collection de 100 lettres (par ordre alphabétique) à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican ont été publiés en 2023 après JC.

Bien qu'il soit extrêmement difficile de discerner l'efficacité de ces lettres dans l'instauration des recours demandés, elles servent néanmoins de programme exceptionnel dans les machinations passées et présentes de ces pourvoyeurs de criminalité et d'obscurité qui sont communément appelés par beaucoup: la Cabale , l'État profond, l'élite mondialiste, la mafia khazarienne, les sionistes et plus encore. La Commission Truth Beauty and Goodness préfère les appeler ce qu'ils sont réellement, un syndicat mondial de la criminalité. Quel que soit l'étiquette utilisée pour les décrire, ces 100 lettres exposent définitivement ce Global Crime Syndicate et identifient clairement bon nombre des abus, des stratagèmes, des escroqueries, des fraudes, des canulars, des manquements au devoir, de l'immoralité, des mensonges, des violations, des vols, tous conduisant à un comportement parasitaire et destructeur à une échelle nationale, internationale et mondiale sans précédent.

Il convient de noter qu'Anna Von Reitz est une Américaine et utilise donc une approche centrée sur l'Amérique dans ces lettres, mais les nombreux crimes qu'elle expose sont principalement de nature internationale et mondiale, et s'appliquent à la plupart des nations (souvent avec de légères variations dans l'application réelle).

Pour votre commodité, nous avons compilé ces 100 lettres dans un seul fichier PDF que vous pouvez télécharger en utilisant ce lien:

[100 lettres à la Cour de chancellerie du Vatican.pdf](#)

Ce PDF facilite l'impression de toutes les lettres en même temps si vous en avez besoin.

Informations sur S.E. Le cardinal Mamberti est disponible ici:

https://press.vatican.va/content/salastampa/en/documentation/cardinali_biografie/cardinali_bio_mamberti_d.html

Des informations sur la Cour de chancellerie du Vatican sont disponibles ici:

https://en.wikipedia.org/wiki/Apostolic_Chancery

Des informations sur l'éditeur de ces lettres, Anna Von Reitz, et les lettres individuelles (sous forme de fichiers PDF) sont disponibles ici:

<https://annavonreitz.com>

Ces 100 lettres ont également été publiées sur le blog Paul Stramer au format html à:
<http://www.paulstramer.net>

À noter en particulier pour ceux qui souhaitent localiser ces lettres à:
<http://www.paulstramer.net> ou <https://annavonreitz.com>

Sachez qu'il existe des écarts importants dans le fonctionnement des outils de recherche sur les deux sites. Ils produisent chacun des résultats de recherche totalement différents. Le site d'Anna propose des fichiers PDF et l'outil de recherche semble mieux fonctionner si vous utilisez les noms de fichiers originaux des fichiers PDF comme critères de recherche. Pour cette raison, nous avons intitulé ces lettres, sur ce site, en utilisant les noms de fichiers PDF (tous les minuscules). Ce sont les titres (parfois bizarres) tout en haut de chaque lettre. Il peut être utile d'utiliser ces noms pour rechercher le site d'Anna. Nous avons ajouté des espaces entre les mots pour une lecture plus facile, et il serait donc utile de supprimer ces espaces dans votre requête de recherche. Voici un exemple:

une franchise corp < - utilisez ceci (sans espaces) pour rechercher le site d'Anna, comme ceci: **non-prafranchise**

La CORPORATION UN comme exemple de franchise < - utilisez ceci, tel quel, pour rechercher le blog de Paul Stramer

La recherche sur le blog Paul Stramer fonctionne souvent mieux si vous utilisez le titre de la lettre tel que nous le fournissons sur la deuxième ligne à partir du haut.

VBB-logo-footer.png

Revision #2

Created 22 February 2025 23:32:26 by Bee

Updated 23 February 2025 01:54:20 by Bee

2. Perspectives puissantes sur la raison pour laquelle j'apporte cet avant

Perspectives puissantes sur la raison pour laquelle j'apporte cet avant

Par Anna Von Reitz

Ce que je fais en ce moment, c'est de mettre un terme à une ère de l'humanité. Considérez cela comme une "fermeture".

Lorsqu'il y a un décès dans la famille, lorsque nous sommes obligés de changer d'emploi ou de suivre un autre cours radicalement différent, lorsque nous subissons un traumatisme qui change qui nous sommes et comment nous considérons le monde, nous traversons un processus de deuil prévisible.

À la fin de ce processus se trouve ce que nous appelons la «fermeture».

La fermeture, c'est quand nous tournons la page et nous libérons du passé, fermons la porte et dépoussiérons nos mains, prêts à avancer.

Le processus de deuil n'est pas globalement agréable, mais la fermeture l'est.

Le deuil est souvent chaotique. Nous traversons le processus de deuil, que nous soyons conscients de ses paramètres prévisibles ou non; pour certains d'entre nous, nous traversons rapidement le chagrin, l'acceptons et continuons facilement. D'autres persistent dans le chagrin pendant de nombreuses années. incapable de atteindre la fermeture.

Je veux que vous atteigniez tous la fermeture aujourd'hui. Je veux que vous soyez prêt pour la prochaine étape de votre vie.

Pour la fermeture à venir, nous devons en finir avec le passé.

Donc, ce sur quoi je travaille depuis plus de quatre décennies, c'est simplement que, pour connaître le passé, admettre le passé, accepter le passé et en finir avec le passé.

Une grande partie de ce que j'ai écrit ces derniers mois et soumis à la Cour de chancellerie du Vatican - et en informant davantage d'autres hautes cours et fonctionnaires du monde entier - ne nécessite pas de preuve au sens juridique. Cela nécessite une observation, qui fournit la preuve.

C'est la même chose avec beaucoup de choses dans notre monde. Jusqu'à ce que nous les observions et prenions conscience d'eux, nous ne pouvons pas les engager ou les changer, mais maintenant que nous voyons la corruption et le mal dans notre monde, nous pouvons avancer et aller au-delà.

Nous devons savoir ce qu'est le mal et comment il fonctionne. Jusque-là, nous réagissons au Mal comme tant de flippers s'écrasant dans un pare-chocs en caoutchouc, réagissant et réagissant et réagissant désespérément jusqu'à ce que nous soyons épuisés par le mal.

Ce que j'ai fait ces quatre dernières décennies, c'est de faire la chronique des grands maux qui se sont perpétués sur nous et des moyens utilisés pour le faire.

J'ai disséqué les méthodes utilisées pour nous asservir et identifié les sources historiques du problème, jusqu'aux processus et méthodes et mécanismes exacts, aux sources ponctuelles et aux points tournants.

Mon voyage m'a emmené partout dans le monde, même s'il commence et se termine en Amérique.

Alors que j'ai été incité à le faire pour moi-même et pour le bien de ma famille et de mes proches, au fil du temps, il est devenu un travail d'amour plus généralisé pour la Terre et l'humanité.

Si suffisamment de gens apprennent ce que j'ai appris, ils fermeront tout ce qu'ils ont souffert et se détourneront du mal.

Ils diront, comme mon ami Hunter: "Mal, parle à la main! J'en ai fini avec le mal! "- et ils le diront de tout leur cœur.

Donc, ironiquement, moi, une femme qui cherchais à aligner fermement sa vie sur le bien, j'ai étudié le mal avec tout le dévouement d'un scientifique. Observer le mal. Analyser le mal. Suivi du mal à travers le temps. Le voir en moi. Le voir dans d'autres. J'ai suivi les empreintes de pas de le mal à travers l'histoire de nombreuses nations et de nombreuses institutions, comme un limier sur les talons d'un criminel.

Tout a été fait pour le bien de ce moment.

Cette fermeture.

Le voici donc, enveloppé et attaché avec un arc - mon cadeau pour vous et pour beaucoup. Si vous lisez mes paroles et suivez mes observations, vous saurez ce qu'est le mal, vous le reconnaîtrez et vous y mettrez fin. Vous fermerez la porte dessus.

C'est le pouvoir sur vous et votre monde sera brisé. Vous serez libéré. Bien qu'il reste beaucoup à faire, la fin est maintenant certaine.

Observez que l'homme se distingue des autres animaux par deux caractéristiques --- notre capacité à se souvenir du passé et notre capacité à imaginer l'avenir.

Observons également que nous avons tendance à zipper dès le moment présent alors que nous faisons une navette sans fin entre nos souvenirs et nos rêves. En contournant le moment présent qui relie les deux, cependant, nous manquons la chose la plus importante: notre vie et notre propre autonomisation.

Nous pouvons mettre fin au mal sur cette planète et nous pouvons le faire dès maintenant, en ce moment - et nous devons réaliser qu'il n'y a pas d'autre endroit ou temps pour prendre cette décision et diriger ce changement, mais maintenant.

Maintenant, ce moment précieux --- est à notre disposition.

Lorsque nous manquons "maintenant" et nous précipitons juste après entre nos réflexions sur le passé et nos projections dans le futur, nous manquons également notre chance de nous changer et tout le reste sur cette planète, car tout changement commence en ce moment appelé "maintenant" et nulle part ailleurs.

C'est le seul point pivot que nous ayons où nous pouvons prendre des décisions et définir des directions, nous devons donc prendre conscience du moment présent et devenir nous-mêmes présents. Nous devons attirer notre masse étincelante de souvenirs et de fantasmes futurs pour fusionner et être centré en ce moment présent.

Si nous sommes honnêtes, nous devons également admettre que tout ce que l'homme a fait a commencé comme un fantôme, ce que nous appelons une "idée", et cette idée n'existait pas dans le domaine physique lors de sa première conception.

Tout ce que nous faisons et tout ce que nous avons fait est un processus de création. Cela commence par une idée, et l'idée est développée jusqu'à ce qu'elle devienne une réalité, puis toutes nos inventions deviennent ensemble notre monde.

Le monde que nous créons pour nous-mêmes est très différent de la Terre. Nous devons réaliser que "le monde" est la création de l'humanité, et nous devons le posséder. Personne n'a créé ce qui est bon dans le monde, ni ce qui est mal et corrompu dans le monde, mais des gens comme nous. Nous y avons tous ajouté nos deux cents.

La Terre est la création de Dieu, mais nous pouvons supposer qu'elle a vu le jour par le même processus, qu'elle a commencé dans l'imagination, s'est accomplie au fil du temps et existe maintenant à cause de l'esprit et du cœur qui l'ont créée.

En observant cela, nous devons également apprécier que nous sommes, chacun de nous, des créations individuelles du Créateur, personnalisées et uniques, et que nous sommes tout au long de notre vie engagés dans le processus créatif du Créateur. Autrement dit, nous sommes créés, moulés, changés, et sommes "devenir" alors même que nous parlons.

Cette dynamique de la création de Dieu de nous et de notre création de notre monde se recoupe en ce moment. Tout ce qui a jamais été ou sera jamais présent en ce moment. Voilà à quel point "maintenant" est important.

Avec ces réalisations fermement placées devant nous, nous sommes prêts pour notre fermeture avec le passé et aussi notre fermeture avec tout l'immense mal du passé.

Imaginez-moi en train d'écrire les derniers mots de la présentation à la Cour de chancellerie du Vatican.

Imaginez-moi en train de reculer de mon bureau. Imaginez-moi placer le manuscrit géant, ce récit du mal, dans une boîte. Imaginez-moi fermer le couvercle de la boîte. C'est fini. Terminé.

Accusé de compte. Nous savons ce qui s'est passé. Plus besoin de se demander.

Il reste ce moment présent, maintenant, et ce que nous ferons de notre connaissance du mal et de la corruption. C'est notre moment où nous pouvons tourner le dos au mal et savoir que le règne du mal sur Terre est terminé.

Rejoignez-moi et dites: "La Terre soit guérie! L'humanité, soyez guérie!" Et pendant que vous faites cela, imaginez la Terre vierge, imaginez tout le monde en paix, heureux et prospère. Comme vous le commandez, "Guéris-je!" --- vous serez également guéri.

Préparez-vous à cela, sachez à quoi s'attendre les miracles. Parce que lorsque vous tournez le dos au mal et lui donnez la fermeture, il ne peut plus exister dans notre monde.

Par les lois invariables et éternelles de la plus grande création qui nous entoure, le mal est déjà parti.

C'est pourquoi j'ai travaillé si longtemps pour vous donner ma connaissance du mal, afin qu'ensemble, nous puissions nous fermer à ce sujet et construire un nouveau monde sans lui.

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:26 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:26 by Bee

3. mise à jour du voyage vatican

Par Anna Von Reitz

Notre voyage au Vatican a en effet été retardé. C'est néanmoins aller de l'avant - même s'il s'avère que ce n'est pas à proprement parler nécessaire.

Nous ne sommes pas les seuls sur la planète à avoir eu des problèmes avec l'administration de la juridiction aérienne, donc le plan initial était que nous allions tous ensemble à la Cité du Vatican et passions la journée à finaliser toutes nos formalités administratives avec le Pape.

Il est en effet disposé à liquider les sociétés incriminées et à prendre d'autres mesures demandées, un processus qui ne nécessite que son approbation de signature.

Ensuite, l'un des membres de notre groupe a eu du mal à obtenir un passeport, le pape a été malade pendant deux semaines et souffre d'une maladie chronique mortelle (non spécifié) et, comme nous l'avons découvert, il n'a qu'un seul poumon - le résultat de chirurgie quand il était jeune. Cela le rend beaucoup plus vulnérable aux maladies respiratoires que vous ne le pensez et a dicté qu'il n'était pas en public et ne traitait pas avec beaucoup de gens.

On nous a donc dit que nous devions sélectionner un maximum de trois membres de notre délégation globale de plusieurs groupes pour représenter chaque groupe, au lieu de nous rencontrer tous avec le Pape. Ce n'était pas un problème pour nous, car nous avons un nombre relativement restreint de personnes qui prévoyaient de partir, mais cela a néanmoins pris plus d'un mois de délibération de la part des autres groupes.

Cela se produit dans une atmosphère dans laquelle certains pays entiers envisagent de changer de nom en l'honneur de l'ancienne fin du système.

Frustrés que nous ne puissions pas procéder comme prévu, nous avons demandé de présenter nos réclamations en tant qu'articles individuels à la Cour de chancellerie du Vatican plutôt que comme une liste à signer, et cela a été facilement fait.

Donc, je me suis assis et j'ai écrit les plus de 450 pages de The Mamberti Papers qui ont été publiées et compilées, et comme moi, elles ont été publiées sur mon site Web et envoyées directement par courrier électronique aux directeurs et autres parties intéressées, ce qui signifie que le pape, l'archevêque de Canterbury, le monarque britannique, la Cour de chancellerie du Vatican, la Cour internationale de Justice, le FMI, la Banque des règlements internationaux, les chefs d'état-major interarmées, le US ARMY Corps Command, le gouvernement des Philippines (qui est toujours notre fiduciaire dans certains domaines), le secrétaire général des Nations Unies, les chefs d'autres gouvernements et de nombreux journalistes ainsi que l'ensemble du lectorat de mon blog, ont été copiés au fur et à mesure que chaque article sortait.

La Cour de chancellerie du Vatican a pu examiner chaque réclamation telle qu'elle a été formulée et engager le soutien du Pape à leurs décisions, et il a en effet examiné et accepté avec elles, de sorte que les signatures requises ont été obtenues une par une et avec une bien meilleure compréhension des problèmes, sur une période de temps.

Comme chaque article est apparu et que l'action demandée a été examinée et que chaque action a été entreprise, nous avons été heureux de voir les changements, mais consternés également.

Alors que chacune de ces sociétés a été détruite et que leurs dirigeants ont été arrêtés, un élément de chaos s'est ensuivi alors que la nouvelle de ces actions - bien que supprimée dans les médias grand public - s'est inévitablement répandue. L'arrestation du PDG de Pfizer il y a quelques semaines a fait l'actualité internationale, mais pas un mot ici dans ce pays.

En termes de création d'une réforme majeure, j'ai été comparé à Martin Luther; bien que ce ne soit jamais mon désir ou mon intention d'attaquer l'Église en tant qu'institution religieuse, la révélation de son pouvoir et de sa responsabilité dans le monde laïque a eu un impact profond sur la gestion interne et externe de l'Église en une période incroyablement courte.

Vous avez peut-être remarqué qu'il y a une note de désespoir et de chaos, une sorte d'attitude "vivre, boire et être joyeux" de la part de nombreuses agences gouvernementales, car elles sont financées et supprimées.

Certaines de ces agences, comme la FEMA, se sont tournées vers le crime et la débauche dans le cadre de leur dernière hurra --- comme nous l'avons vu sur Maui, avec l'utilisation d'armes DEW et 2400 enfants disparus, présumés avoir été vendus à des usines adrénocromes. Et les suites d'hôtel \$ 1000 par nuit abritant des centaines d'employés du gouvernement" - alias, ont embauché l'agence FEMA Mercenaries, qui s'est mystérieusement présentée à Hawaï 2-3 jours avant qu'il n'y ait une urgence.

L'arrestation d'officiers supérieurs de la FEMA la semaine dernière et la poursuite des enquêtes et des échanges de tirs entre le personnel de l'Agence (principalement Blackrock) et les Marines se sont poursuivis. Les mercenaires Blackrock sont bien financés et gagnent plus d'argent pour eux-mêmes grâce à des activités criminelles, telles que la vente d'enfants pour l'extraction de drogues et d'organes, et d'adultes pour l'extraction d'organes et le commerce du sexe.

Toutes ces sociétés sont démembrées et leurs PDG sont arrêtés, mais comme vous pouvez le voir, couper la tête du serpent ne signifie pas nécessairement sa mort immédiate. Il continue de se débattre et de faire des ravages - un peu comme Joe Biden.

Les mauvaises idées et pratiques persistent parce que les personnes impliquées: (1) ne peuvent imaginer aucune autre façon de faire les choses, ou (2) ne savent pas consciemment que ce qu'elles font est mal. Cette dernière condition est particulièrement troublante et courante chez les pédophiles. Nous constatons souvent qu'ils ont été maltraités dès leur plus jeune âge et ont survécu, de sorte qu'ils considèrent que les relations sexuelles avec des enfants prépubères sont normales.

Quoi qu'il en soit, je ne veux pas que vous pensiez que, parce que nous n'avons pas physiquement envoyé une délégation à Rome pour des réunions en face à face, rien ne s'est passé. À l'ère moderne, de telles réunions sont de nature diplomatique et bien que l'obtention de la signature directe du Pape devant des témoins ait fait l'objet du voyage, sa signature a été obtenue avec le Témoin de tout le Vatican
Cour de chancellerie.

À l'heure actuelle, nous compilons une très longue liste de brevets criminels qui ont été identifiés à l'Office des brevets et sont en train de les présenter en plus de The Mamberti Papers, demandant spécifiquement que ces brevets soient révoqués et que les gestionnaires britanniques de l'Office américain des brevets et des marques soit remplacé par notre peuple.

Il est clair que les monstres ont imaginé des stratagèmes et des produits criminels - et les ont brevetés afin de profiter des bénéfices.

Jusqu'à présent, plus de 15 000 de ces brevets ont été identifiés.

Votre don a soutenu tous les travaux et recherches qu'il a entrepris pour présenter les revendications publiées et faire la recherche sur les brevets en plus de notre plan d'origine.

J'ai parlé avec des membres des autres délégations la semaine dernière et ils retiennent également leur voyage à Rome en ce moment en prévision de l'augmentation des troubles civils et parce qu'ils sont, comme moi et notre équipe, en train de nettoyer leurs offices de brevets et de soumettre de longues listes de brevets criminels pour révocation.

En révoquant les brevets, nous refusons aux syndicats criminels leurs bénéfices et leur territoire. Donc, que notre intention d'aller physiquement à Rome se soit concrétisée jusqu'à présent ou non, je suis très satisfait que les objectifs de notre visite aient déjà été accomplis --- et mieux réalisés que si nous avions pu poursuivre immédiatement notre cours d'origine.

Nous espérons toujours aller à Rome et rencontrer le Pape, ne serait-ce que pour le remercier de ses efforts pour nettoyer non seulement ces questions, mais aussi l'inconduite des barreaux, qu'il a commis lui-même sans aucune incitation.

Comme pour tant d'autres exemples de ma vie, j'ai appris à accepter "l'édition". J'ai déjà dit à tous ceux qui écouteront que Jérémie est mon prophète préféré, mais je n'ai pas expliqué pourquoi.

J'adore Jérémie parce qu'il a été mis en service très jeune et était un candidat peu probable pour être prophète.

J'adore Jérémie parce qu'il a subi tant de pertes personnelles et s'est lié d'amitié avec tant de gens improbables.

Je l'aime peut-être surtout, parce qu'il a tout enduré dans la foi, et parce qu'il a humblement admis que nous ne connaissons pas notre prochaine étape dans cette vie.

Pas même une seule étape, encore moins toutes les étapes nécessaires pour aller à Rome.

Comme Jérémie, j'ai été mis en service malgré mon âge. Comme lui, j'ai élevé la voix à une époque de corruption et de danger. Et comme lui, je n'ai pas pu faire un seul pas. Je suis constamment redirigé par des circonstances indépendantes de ma volonté.

Dans ce cas, mon "échec" jusqu'à présent à se rendre à Rome comme prévu a abouti à la fois aux actions souhaitées et à la compilation et à la distribution de revendications formelles et spécifiques dans le monde entier. C'est un meilleur résultat que notre plan initial adopté et a permis une compréhension beaucoup plus large et plus large des problèmes et des maux auxquels nous sommes confrontés.

Alors, qui suis-je ou vous pour vous plaindre? Nous ne contrôlons pas ce qui se passe, tout comme Jérémie l'a observé il y a des milliers d'années.

Quant aux questions sur les dons et le manque de remerciements et de reconnaissance pour les donateurs:

Les dons faits à www.annavonreitz.com vont à Paul Stramer pour lui payer ses heures de travail sans fin et pour supporter l'équipement et les frais nécessaires pour faire fonctionner tout ce système. Je n'en vois jamais un centime à moins que Paul n'ait des largesses et décide d'en envoyer, ou quelqu'un dit spécifiquement que "ce don est pour Anna".

Les dons au site Web de TASA servent à soutenir TASA et son travail; comme Paul, ils se partagent comme ils peuvent au-dessus des dépenses, se sacrifient en cas de besoin particulier et transmettent des dons spécifiquement réservés à moi.

Pour autant que je sache, ce sont les deux seuls sites Web et "boutons" qui collectent des dons pour moi, donc, j'aurais besoin de savoir lequel vous avez utilisé pour le revenir en arrière, et de savoir combien, le cas échéant, j'ai reçu de celui-ci.

Quant à recevoir un merci de ma part, c'est l'une des grandes interdictions de ma vie, que je suis littéralement incapable d'envoyer des notes de remerciement à tout le monde.

J'ai donc très tôt adopté une pratique consistant à mettre tous les noms et adresses dans un "chapeau" et à dessiner des noms au hasard chaque semaine, que vous ayez fait un don \$ 5000 ou \$ 5. J'ai généralement environ deux heures le dimanche après-midi que je peux consacrer à l'écriture de notes de remerciement et c'est un plaisir, pas un devoir pour moi.

Un grand merci à mes aides de note de remerciement qui me tiennent approvisionné en notes et timbres et m'aident à cet égard. Nous avons joué avec l'idée que des bénévoles envoient des notes de remerciement "pour" moi, mais non, ce serait faux. Mes donateurs méritent un préavis réel et des remerciements honnêtes.

Sauf dans les cas où j'ai eu des affaires à discuter en plus des dons, c'est ainsi que tout le monde reçoit un merci personnel de ma part. Lorsque les gens demandent des confirmations par e-mail, je me penche toujours sur le côté pour m'assurer qu'ils en obtiennent une. Et compte tenu des circonstances de ma vie et de la quantité de travail que j'ai sur mon bureau, c'est le mieux que je puisse faire.

Hier soir, un homme de San Antonio m'a appelé au moment où je me couchais et a fait valoir les beaux points de langage utilisés dans l'Internal Revenue Code, un sujet qui n'est pas pertinent pour la plupart des Américains qui, comme lui, ne reçoivent aucun "revenu fédéral".

Une demi-heure plus tard, il était toujours hors piste et essayait de diviser les sens possibles de "de" et d'autres appels entraient toujours.

C'est, malheureusement, typique de ma journée, avant six heures et moins vers minuit ou une heure, car je suis l'un des rares experts à publier mon numéro de téléphone et mon e-mail et à essayer de répondre et d'aider les gens.

Ce que je trouve, c'est que la plupart des gens n'ont pas pris la peine de lire les livres que j'ai fournis --- littéralement fournis. Le livre était destiné à être une introduction, "Vous savez que quelque chose ne va pas quand....Un affidavit américain de cause probable", est soumis à un droit d'auteur très libéral, permettant aux gens et à des organisations entières de l'utiliser à des fins éducatives tant qu'ils ne falsifient pas le contenu ou n'en prennent pas de citations hors contexte.

Je l'ai rendu disponible en téléchargement direct en pdf afin que les gens du monde entier et même les personnes extrêmement pauvres puissent le lire, le télécharger et le partager. L'impression ou l'achat d'un livre via Amazon est recommandé car nous ne savons pas quand Internet peut échouer, mais je n'ai pas fait tout cela pour gagner de l'argent.

Je l'ai fait pour éduquer les gens, les réveiller et faire pression pour une réforme des maux les plus évidents de ce système.

À ce jour, le Commonwealth du Massachusetts a pris toutes les recettes de la publication de mes livres pendant des années. Je n'ai pas reçu un sou de leur vente sur Amazon.

Donc, toutes ces bêtises que "c'est trop cher" et pleurnicher et pleurer et les accusations selon lesquelles je fais tout cet argent de mes livres et que je pousse les gens à acheter des livres pour profiter de moi-même sont un blather plus calomnieux.

Je pousse les gens à lire mes livres, afin qu'ils ne soient pas ignorants et sans défense. Et malgré tous ces efforts de ma part, je trouve que la plupart de ceux qui m'appellent n'ont pas pris la peine de lire "Vous savez que quelque chose ne va pas quand" et ceux qui répandent des calomnies sur moi n'ont pas lu cela, ni lu mon premier livre, "Disclosure 101" qui explique la connexion du Vatican à tout cela, et ceux qui frappent à ma porte sur les problèmes d'argent n'ont pas lu" et je n'ai pas lu mes articles non plus.

Alors, qui, exactement, "ne joue pas" ici?

Il est toujours plus facile de blâmer les autres que d'accepter la responsabilité de nous-mêmes, mais accepter la responsabilité est précisément ce que je demande aux gens de faire et ce que je fais chaque jour. Il suffit de ramasser tous ces gros tas de reproches inutiles que certaines personnes insistent pour produire, comme nettoyer une grange à vaches, et continuer, faire de votre mieux avec ce que vous avez à gérer, chaque jour.

Voir cet article et plus de 4300 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:26 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:26 by Bee

4. Collusion de 1937

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

En 1937, les deux principales sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia décident de s'entendre et, au lieu de continuer à se battre dans une «guerre» commerciale de longue date, elles décident de nous victimiser, leurs employeurs.

L'essence de cette collusion illégale, illégale et immorale d'employés et de bureaucrates fédéraux et de leurs employés franchisés "d'État d'État" est commémorée comme "la Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis".

Il s'agit d'un contrat que nos employés et bureaucrates fédéraux ont accepté entre eux, ainsi que leurs propres gestionnaires de franchises de l'État d'État. Depuis, ils ont utilisé cette «déclaration» pour excuser leur négligence grave et leurs activités de trahison et de racket sur notre terre et notre sol.

Nous en avons des copies. Même si ces documents sont manuscrits et surdimensionnés, nous en avons des copies jpeg disponibles à la vente afin que chacun puisse avoir sa propre copie de la preuve absolue de cette collusion et qui en était responsable.

Tous les auteurs d'origine, sauf quelques-uns, sont maintenant morts, mais le blâme n'est pas la question. Le fait est que cette collusion existe, elle a commencé à un moment connu, elle est criminelle ---- et elle est toujours en cours.

Tout juge en a pris connaissance et a présenté la preuve qui ne prend pas de mesures immédiates à son encontre: (1) pas un juge - (de loin la réponse la plus courante) ou (2) est un juge qui commet une faute de trahison, une infraction grave au capital.

C'est un principe fondamental de la loi que les contrats de ce type, c'est-à-dire les contrats qui sont illégaux, immoraux et illégaux et qui sont formés parmi les criminels et les organisations criminelles pour organiser, encourager et accélérer le crime, sont nuls depuis le début, mais tant que les propriétaires-exploitants de ces sociétés municipales déchaînées ne sont pas pris à partie pour cela, les abus et la criminalité continuent.

Les employés de ces organisations de racket moralisatrices supposent qu'ils font la bonne chose et le font de la bonne façon, car c'est ce qu'on leur enseigne et, selon toute vraisemblance, c'est ce que deux ou trois générations de fonctionnaires dans ce pays ont appris - par erreur.

Ces mêmes personnes nous dénaturent par ignorance, nous et notre gouvernement américain légal, comme étant "absents", "interrègne" et "perdus en mer" parce que nous n'avons pas reconstruit notre sous-traitant fédéral américain, la soi-disant République fédérale, après la guerre civile.

Soyons très clairs. La Confédération des États nous appartient, et la République fédérale qui était auparavant exploitée par la Confédération des États, nous appartient également --- pas aux sociétés municipales étrangères restantes opérant toujours dans le district de Columbia. Tout est à nous et nous le revendiquons.

Nous revendiquons également le droit de réorganiser et de reconstruire nos instruments gouvernementaux quand et comme bon nous semble. Si nous ne reconstruisons jamais la Confédération des États (des États) ou la République fédérale ou ces deux entités longtemps inutilisables, c'est notre affaire. Personne d'autre.

Nous, les délégués, conservons les pouvoirs délégués restitués de la Confédération et de la République fédérale, et notre Fédération des États est compétente pour fournir tous les services que ces organisations fournissaient aussi longtemps que nous en avons besoin ou que nous le voulons. Nous l'avons démontré pendant cinq ans, 1776 - 1781.

Étant donné qu'aucune des deux sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia n'a rempli son devoir d'informer leurs employeurs, elles opèrent dans la fraude brute, la violation flagrante de la confiance, la négligence grave et en violation de leurs contrats de service depuis des décennies.

Ils ont également subi de nombreuses faillites frauduleuses qu'ils ont indûment imputées à nos frais et ils ont prétendu être nos fiduciaires lorsqu'il est évident que nous n'avons pas besoin de tels fiduciaires et n'avons jamais désigné aucune des sociétés municipales étrangères restant dans le district de Columbia pour agir dans de telles capacités.

La collusion de 1937 démontrée par "La déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis" est suffisante, à elle seule, pour démontrer la culpabilité, l'intérêt personnel, la négligence et la mauvaise foi des deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs franchises, départements et agences d'État d'État, dont la plupart ont été créés ou embauchés dans des conditions de fraude.

La malveillance déraisonnable et insoluble manifestée par ces employés publics étrangers envers les États et les personnes américains à qui ils doivent "bonne foi" et "service" et leur poursuite des profits de guerre illégaux et immoraux et leur implication dans des activités criminelles, y compris la traite des êtres humains, la conversion illégale, la piraterie intérieure, le racket, le complot contre nos constitutions et l'évasion de leurs obligations contractuelles, est une raison plus que suffisante pour liquider ces sociétés municipales en somme totale, et restituer tous les actifs qu'ils ont volés et les bénéfices de leurs crimes à ceux qui ont été contraints de payer leurs dépenses, de supporter leur

les faillites sans notre permission, subissent leur racket pernicieux et leur occupation militaire territoriale illégale.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

Avril premier 2023

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:26 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:26 by Bee

5. abus de fraude législative

La Fraude de l'abus de la loi

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

C'est un sujet peu divertissant, mais la loi peut être abusée pour promouvoir la criminalité, et dans de nombreux cas à travers l'histoire, elle a été utilisée à ces fins exactement.

Dans l'ancienne Babylone, c'était la loi que vous deviez coucher avec une prostituée du temple et payer votre taxe de temple afin de vous pardonner vos péchés, y compris les retards de paiement au gouvernement. Vous avez également dû sacrifier votre premier-né en brûlant le bébé vivant en l'honneur de Moloch (pour éviter et contrôler les résultats de leurs autres lois obligeant les gens à avoir des relations sexuelles, des relations sexuelles et plus de relations sexuelles de toutes sortes et pour chaque occasion.)

Nous avons tendance à ne pas penser à l'abus de droit, mais nous devons le faire, car notre monde entier souffre de cette maladie.

Tout au long de nos enquêtes, nous avons trouvé l'Angleterre et l'Écosse au bas de l'abus de droit dans tous les lieux et lieux que nous avons étudiés; bien qu'il soit souvent fait apparaître que "l'Amérique" est la source du malaise, il peut être rapidement déterminé que la source réelle du problème demeure la malversation et la mauvaise administration des sociétés municipales du district de Columbia --- des organisations pour lesquelles de nombreux Américains travaillent, mais qui sont de nature étrangère et d'alliance.

Une enquête plus approfondie révèle un schéma universel de l'Angleterre et de l'Écosse travaillant ensemble pour promouvoir les activités criminelles, en particulier les délits financiers, au cours des deux derniers siècles, qui coïncide à peu près avec le mariage de la famille royale avec les financiers écossais, les réformes législatives du Scottish Lord Mansfield, et le gigantesque système d'usurpation d'identité lancé par une société commerciale écossaise se faisant simplement appeler "Les États-Unis d'Amérique" - Incorporated.

C'est l'Écosse qui a affrété, hébergé et imposé "Les États-Unis d'Amérique" --- Incorporated, et sa "Constitution d'entreprise" non divulguée en 1868, des actions qui ont permis à cet Interloper d'accéder à notre crédit par vol d'identité et usurpation d'identité de le gouvernement légal, qui était, bien entendu, autorisé par les banques internationales complices.

Ce sont les financiers écossais qui ont compris comment légaliser la titrisation en général et en particulier, la titrisation de la chair vivante via le processus d'usurpation d'identité et d'émancipation; ce sont eux qui ont trouvé les moyens de légaliser un certain nombre de délits, de l'application des lois sur les cours juridiques privés au grand public à l'hypothèque de la dette foncière, à la substitution des forces de police privées aux forces publiques de maintien de la paix, et ce que l'on appelle la "loi sur les actions" britannique pour la common law américaine.

Bien plus que leurs homologues anglais, les avocats écossais ont été les principaux pourvoyeurs de confusions, de juridictions divisées et de mélange du droit du pays avec le droit de la mer. Cela a ouvert des possibilités d'activités qui ont été diversement décrites comme des biens "accrochés" et "saisissant", en particulier lors de l'utilisation de demandes d'abandon alors qu'en fait aucun abandon de ce type n'existe.

Nous avons découvert de nombreux cas où des demandes d'abandon ont été utilisées par des banques commerciales pour saisir des comptes séquestres non divulgués dus à des Américains qui ont vu leurs domaines de droit d'aînesse illégalement convertis et supprimés et autrement manipulés de manière à promouvoir exactement ce type de fraude.

Cette forme particulière de fraude se produit le plus souvent dans le domaine de l'hypothèque résidentielle où une hypothèque due par une ancienne entité gouvernementale est réduite au demandeur actuel involontaire, dont le crédit et les intérêts propres dans la maison sont censés générer tous les fonds pour la transaction, mais qui est alors considéré comme un "propriétaire absent".

Les victimes ne sont pas informées de la vraie nature de l'hypothèque en tant que dette antérieure envers des biens détenus dans une fiducie, et la nature de la transaction elle-même n'est jamais pleinement divulguée, ni le résultat final de tout cela jamais révélé --- c'est, que même après avoir remboursé environ cinq fois le montant total de l'hypothèque au cours de trente ans, la victime de ce régime vicieux ne sera toujours qu'un locataire redevable d'un "futur contrat de location-vente".

La propriété détenue en fiducie ne peut être vendue tant que toutes les dettes et charges ne sont pas remboursées et que la fiducie n'est pas liquidée. Cette accumulation de dette publique est l'hypothèque que l'acheteur rembourse, mais même lorsque cela est gratuit et clair, aucune instruction n'est donnée pour reconvertir la propriété de la fiducie étrangère, elle reste donc détenue en fiducie et l'acheteur / propriétaire reste locataire de la fiducie, et toute la victime obtient pendant trente ans de travail acharné et l'entretien est un "avenir" contrat de location-achat à un moment indéterminé où de nouveaux coûts et charges s'accumuleront et s'appliqueront.

Autrement dit, les victimes remboursent une hypothèque pour le monarque britannique, qui promet ensuite un autre arrangement futur - un bail, avec plus de paiements attachés. Ainsi, la victime pense qu'il est propriétaire de la maison qu'il a payée cinq fois, mais en fait, à moins qu'il ne la reconvertisse à la juridiction foncière et foncière après avoir remboursé l'hypothèque et obtenu son brevet, plus d'accusations sont portées contre un futur achat de location de la propriété

de la fiducie et l'ensemble du processus se répète.

L'Acheteur est en fait un Locataire, et une fois l'hypothèque remboursée, un futur locataire. Le bail présumé continue d'accumuler des frais de la part des surveillants du «gouvernement» et n'est pas transférable, donc lorsque de nouvelles personnes achètent la même propriété, le processus recommence dès le début avec une hypothèque à rembourser en premier, puis un bail présumé, etc.

Cela n'est jamais divulgué à l'acheteur, il s'agit donc d'une raquette immobilière au profit du monarque britannique et de diverses organisations de copinage qui fournissent des titres et des titres d'assurance, des membres de l'association du barreau qui fournissent des services juridiques et, bien sûr, des banques.

La victime de ce régime n'est également jamais informée du compte séquestre qui sera mis en place en son nom pour récupérer les fonds récupérés de son crédit excédentaire. Son incapacité à percevoir le compte séquestre - dont on ne lui a jamais parlé - est interprétée comme un cadeau à la banque, qui réclame les fonds séquestres comme des biens abandonnés.

Les propriétaires absents de ce pays et d'autres pays du monde qui ont été fraudés de la même manière comptent des centaines de millions, simplement parce qu'ils ne savent pas que, grâce aux enregistrements effectués lorsqu'ils étaient bébés, ils ont été victimes de la traite dans des juridictions territoriales étrangères et doivent prendre des mesures pour se convertir légalement à leur statut de droit d'aînesse avant d'être réellement éligibles à leur propre terre.

Jusqu'à-là, le monarque britannique avarice sera plus qu'heureux d'agir en tant que fiduciaire public et de garder toutes les terres sous sa garde, de garder la raquette en marche et de montrer à tous les futurs propriétaires en Amérique des "absents".

Cette conversion secrète et illégale de leur statut politique naturel fait des victimes américaines des sujets du monarque britannique, et les soumet également à des formes de droit étrangères, les prive de leurs droits de propriété et de leurs garanties constitutionnelles --- les réduit au remboursement des hypothèques dus par les gardiens du gouvernement, et vivre en tant que locataires sur leur propre terre --- et tout cela se fait par des abus de droit et sans leur verser un sou pour leur contribution simplement présumée "volontaire" de leurs actifs au British Territorial Public Trust.

Toutes ces chicanes et fraudes juridiques égoïstes délibérées entraînent un enrichissement injuste pour les auteurs et des crimes contre les nouveau-nés et sont toutes imposées comme une loi, ou plutôt, un abus de droit, exigeant l'enregistrement des nouveau-nés en tant que propriété appartenant aux franchises de l'État-État territorial britannique qui se substituent à nos propres organisations d'État depuis la guerre civile.

Le thème de sacrifier des bébés à Molloch est une partie principale de l'ancienne religion babylonienne, et ces pratiques et le manque de respect sous-jacent pour la vie sont condamnés dans toute la Bible. Il n'est pas nécessaire de chercher loin pour déduire que cette ancienne religion a encore une fois élevé la tête.

Après avoir vu l'étrange cérémonie de procession aux Jeux olympiques de Londres, qui comprenait des personnages peignés et cagoulés se promener dans l'effigie d'un bébé mort dans un cercueil, et prendre ce génocide en col blanc sur papier de bébés américains pour ce qu'il vaut, nous concluons que cet ancien mal a de nouveau pris pied.

Les tentatives continues de tuer des bébés à la fois par le biais de l'avortement et sur le papier ont vraisemblablement entraîné un manque de respect pour la vie, la destruction de la famille, le dénigrement des hommes et leur rôle dans la famille, et une fascination contre nature et souvent perverse pour le sexe de toutes sortes que nous voyons reflétées dans divers mouvements politiques.

Rien de tout cela ne serait possible sans l'abus de droit et dans ce cas, l'usurpation de la chair vivante en tant qu'entreprises non vivantes. Rien de tout cela ne serait possible sans substitution délibérée du droit privé au droit public. Rien de tout cela ne serait possible sans que des avocats, des avocats et des juges tordus profitent de l'abus de la loi.

Nous souhaitons que les crimes de personnage et de barratry soient poursuivis.

Nous souhaitons que toutes les inscriptions et allégations d'intérêt public similaires visant à s'accrocher aux bébés et à leurs bons noms soient renversées en attendant la preuve tangible que ces bébés sont en fait des pupilles de l'État et ne sont pas soutenus et soignés par leurs parents, ainsi que des preuves tangibles et la preuve que ces bébés, maintenant des adultes, ont renoncé à leurs domaines du droit d'aînesse dans des conditions de pleine divulgation.

Nous souhaitons mettre fin à l'abus de droit afin de promouvoir l'enrichissement injuste des tribunaux, des fonctionnaires des tribunaux et des gouvernements.

Nous souhaitons un moyen simple et efficace de signaler et de poursuivre ces crimes contre nous, contre nos intérêts immobiliers et contre l'humanité.

Nous souhaitons un moyen efficace d'exiger la divulgation complète de tous les contrats dans toutes les juridictions.

Nous souhaitons une guérison systémique de ces stratagèmes de fraude afin que les gens n'aient plus à chercher pendant des décennies pour trouver les recours requis par la loi et lutter contre le personnage dans les tribunaux et l'intérêt personnel dans l'industrie des services gouvernementaux.

Nous souhaitons mettre fin à la traite des êtres humains, au vol d'identité, au vol d'actifs et à la coercition promus par ces sociétés municipales fonctionnant comme des prestataires de services gouvernementaux.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

13 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:26 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:26 by Bee

6. agences abusives

Agences abusives et abus d'agence

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Bien que notre demande de liquidation des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, ainsi que la liquidation de leur cité-État international indépendant non autorisé, intervient également en réponse au génocide commis par ces sociétés commerciales, nous nous sentons obligés d'exposer le contexte du génocide à la suite d'une fraude et d'une non-divuligation intéressées dans l'abus de confiance, qui est maintenu contre la population de ce pays depuis plus de 150 ans.

Nous avons déjà démontré comment les services fournis par les sous-traitants fédéraux ont été étendus sans notre autorisation par les sous-traitants eux-mêmes, comment le coût facturé pour tous ces services non consensuels a également été augmenté dans la stratosphère par ces mêmes sociétés municipales agissant sans aucun respect pour "raisonnable et coutumier" limites, et comment tout cela a été dupliqué afin que nous devions payer pour deux ensembles complets d'employés fédéraux, un pour faire le travail réel et un pour les regarder travailler.

Tout cela est déjà assez grave, mais cela est pâle par rapport aux grandes fraudes qui ont conduit et permis à ces intérêts commerciaux voilés d'abuser et de frauder leurs employeurs et partenaires conventionnels et les débiteurs de services commerciaux de cette manière et tous sous la couleur du droit.

Le début de la série actuelle de fraudes internationales a commencé en Angleterre avec Henry VIII et les Enclosure Acts et a été pratiquement achevé en Angleterre en 1763, lorsqu'une série d'actes du Parlement et de remerciements aux traités a entraîné la mise à terre de la loi sur l'amirauté et le déplacement de la loi. du Land à des fins d'administration publique.

Cette action et la divulgation de son résultat n'ont pas été partagées avec le public à ce moment-là ou à tout moment par la suite, pour la très bonne raison qu'elle a été entreprise dans des conditions de fraude et a entraîné la conversion illégale des actifs appartenant au peuple anglais, irlandais. , L'Écosse et le Pays de Galles en actifs du monarque et de la Couronne britanniques. Il a également modifié la compétence et la forme de la loi pour accélérer les saisies illégales de biens privés et les abus de la population civile sous des présomptions de statut politique réduit: les personnes en mer ne bénéficient pas de la protection des personnes sur la terre.

Tout cela a été entrepris par fraude, car le roi Henri VIII, même s'il a obtenu sa propre tenue en Angleterre, n'était qu'un "roi parmi les nombreux rois résultant de la conquête normande, et ne semblait être primordial qu'en conséquence du butin affluant de son travail réel de surveillant du Commonwealth.

Cela a conduit les intérêts du Saint-Empire romain germanique à saisir les actifs de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Écosse et du Pays de Galles à ce qui, commodément, semblait être les mains d'un roi protestant. Ces actions et les lois de clôture qui les soutiennent étaient toutes frauduleuses et illégal et tous promus par des intérêts commerciaux agissant dans l'intérêt personnel et aux dépens du grand public.

Après le grand incendie de Londres en 1666, l'arnaque de la Municipal Corporation a été ajoutée au mélange, et nous voyons une fois de plus le modèle: conversion illégale des actifs fonciers (personnes) en biens maritimes (personnes) à leur insu ou sans leur consentement, faite en tandem avec un changement non déclaré de la forme de loi utilisée à des fins d'administration publique, suivie quelques années après par la création de fiducies municipales Cestui Que Vie, gérées par des dirigeants de Son Tort embauchés en tant que fiducies publiques et, bien sûr, elles sont administrées en faveur des sociétés municipales incriminées.

Le même régime exact de dépouillement d'actifs illégaux, illégaux et immoraux promu en Angleterre, en Écosse, en Irlande et au Pays de Galles par les mêmes joueurs de la Municipal and Crown Corporation a été appliqué en Amérique, avec la torsion qu'ils ont dû excuser leur prise de contrôle de notre administration publique et la changement de notre forme de loi, en affirmant que notre gouvernement américain était "absent", "en interrègne", présumé perdu en mer". Ils ont dit ce grand mensonge au reste du monde et ont fait tout cela en même temps qu'ils étaient payés pour exécuter nos contrats constitutionnels et nous fournir un "bon service de foi".

Les auteurs de tout ce crime contre le peuple et les gouvernements nationaux ont utilisé la ville intérieure de Londres et le district de Columbia comme base d'attache pour leur piraterie intérieure, et plus tard, comme nous l'avons vu, ont créé une ville internationale frauduleusement organisée "indépendante". -état "pour eux-mêmes hors de la ville de Washington située dans le district de Columbia.

En 1864, le Parlement britannique, clairement en prévision, a adopté la "Naval Agency and Distribution Act" et a nommé le secrétaire d'État (territorial) des États-Unis comme officier responsable de leur changement illégal d'administration publique et des opérations de sauvetage frauduleuses qui en découlent accélérées par amirauté Law à terre.

Une ruse et une utilisation similaires des "enclaves" souverains et de la loi sur l'amirauté à terre ont été utilisées pour dépouiller et battre les actifs non gagnés des pays du Commonwealth. Dans le cas de l'Australie, ces pirates opérant en tant que sociétés d'État et municipales britanniques se sont installés sur l'île Norfolk, et nous avons des preuves raisonnables qu'ils se sont également installés sur l'île de Mann, et ont pleinement l'intention d'étendre leurs opérations à la Chine tout en opérant à partir des îles Mariannes, l'une de nos possessions.

Ce ne sont pas des gouvernements, ce sont des sociétés commerciales qui fournissent des services gouvernementaux, usurpent et parasitent et dépouillent les nations et les gouvernements réels, tout en étant payés par ces mêmes gouvernements pour des "services de bonne foi" stipulés".

Ils agissent toujours sous la couleur ou la loi et l'apparence de la propriété, tout comme le roi Henry VIII l'a fait lorsqu'il a imposé illégalement, illégalement et immoralement les Enclosure Acts en Grande-Bretagne --- et ils utilisent toujours les membres des barreaux connus sous le nom de Bar Attorneys dans leur en tant que membres d'une compagnie de théâtre et de divertissement enregistrée pour donner la couverture de la fraude, car ils pratiquer leur propre droit administratif des sociétés et leur droit étranger de l'amirauté et des affaires maritimes dans les palais de justice et les tribunaux du dossier de la victime. Ces avocats agissant en tant qu'acteurs doivent nous fournir, au public offensé, "l'apparence de la justice", conformément aux règles fédérales de procédure civile adoptées par ces artistes bunko basés en Grande-Bretagne.

Le but apparent de ces organisations est depuis longtemps de promouvoir le piratage intérieur et l'enrichissement injuste, en utilisant les enclaves "urbaines" et "fédérales" comme bases pirates. Les aspirations politiques des délinquants semblent se résumer comme une forme de «féodalisme d'entreprise» dans laquelle les sociétés d'État municipales et britanniques et leurs officiers gouvernent en tant que despotes sur le peuple ils sont censés servir.

Nous pensons avoir démontré une mauvaise foi préméditée de la part du Parlement britannique avec l'adoption de la Naval Agency and Distribution Act de 1864, et leur non-divulgation en Amérique du bureau et de l'officier responsable de leurs créances de sauvetage et hypothèques de dette contre les actifs des propriétaires prétendument "absents.

Toute cette violation flagrante de la confiance et de la criminalité a été accélérée par l'utilisation abusive, les abus et les erreurs de direction des forces armées territoriales sous la couleur de la loi, l'application erronée du droit administratif privé, l'application erronée du droit maritime et l'application erronée de la loi sur l'amirauté sur la terre. et le sol, et un système de fraude formel, délibéré et répété contre leurs employeurs et bienfaiteurs.

Pour administrer et accélérer les avantages de ces actes de fraude, de force et de violation de la confiance exercés sous la couleur de la loi contre leurs employeurs, les auteurs ont embauché une autre couche d'employés, appelée «personnel d'agence», pour faire leur sale boulot pour eux.

Ces agents sont étrangers vis-à-vis du grand public et non déclarés --- c'est-à-dire que les victimes ne sont pas informées qu'elles sont adressées par des agents d'un gouvernement étranger. Cela permet ensuite aux auteurs de fonctionner secrètement et de profiter de la confiance et du respect naturels que les gens ont eu jusqu'à présent pour ce qu'ils croyaient être leur gouvernement, mais qui est en fait une société d'État étrangère à but lucratif municipale ou britannique exploitée en Breach of Trust and Service Contract.

Il y a des centaines de ces "agences" et des milliers de ces "agents" non déclarés et la plupart d'entre eux pensent qu'ils travaillent directement pour le gouvernement actuel de ce pays, alors

qu'en fait ils sont au mieux des sous-traitants de sous-traitants, n'ayant aucune autorité accordée, pas de fonction élue, et aucune autorité déléguée, quelle qu'elle soit, tout en constituant le "Code administratif" et

faire respecter cela comme une loi mal appliquée au peuple de ces cinquante États-nations souverains et indépendants.

Le Congrès territorial a été réprimandé à plusieurs reprises par la Cour suprême pour son manquement à ses responsabilités et à son propre travail, plus récemment dans *West Virginia c. EPA*, dans lequel le tribunal a réitéré et renforcé la décision de la Cour suprême du Tennessee dans *Norton c. Shelby County* il y a plus d'un siècle: le Congrès ne peut céder ses pouvoirs législatifs sur nomination à aucune agence, comme l'EPA, et l'EPA et les agences municipales et territoriales similaires ne sont pas autorisées à appliquer leurs codes administratifs comme s'ils étaient liés à la loi pour nous, le peuple et nos biens dans ces États de l'Union.

Malgré ces décisions répétées de la Haute Cour chargées de guider leurs activités, ces sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation continuent de mal adresser les membres de notre grand public et utilisent en double leurs propres sous-traitants secondaires, les soi-disant agences fédérales, pour le faire par évasion de la directive de la Haute Cour.

La raison la plus probable de l'existence et de l'utilisation de ces soi-disant agents fédéraux et agences fédérales a été d'introduire une couche de déni plausible entre les auteurs et leurs agents, qui sont menti et tenus ignorants par divers moyens, afin que ils commettent des crimes qu'ils ne commettraient pas autrement et fournissent à leurs employeurs les résultats qu'ils souhaitent, mais pas la responsabilité directe. Nous espérons que les sociétés d'État britanniques et les sociétés municipales tenteront de blâmer ces agences et leur personnel pour leurs propres crimes et s'efforceront d'utiliser ces mercenaires et ces bénévoles comme boucs émissaires.

Le caractère répétitif des stratagèmes de fraude et des actes législatifs prémédités mis en place à l'appui des activités illégales de ces sociétés dément toute possibilité qu'elles soient innocentes dans ces domaines. La tromperie chronique de leurs agences et de leur personnel d'agence via la falsification des enregistrements et la production de faux dossiers personnels ainsi que leur incapacité à éduquer et à divulguer pleinement leurs opérations à ces employés, et le fait de ne pas diriger correctement les activités de leurs sous-traitants, tous se dressent contre eux et offrent des preuves directes supplémentaires que ces sociétés d'État municipales et britanniques ont frauduleusement et dans leur propre intérêt

a agi en tant que gouvernements sans être des gouvernements, a usurpé leurs employeurs en violation de la confiance et a promu un cours de violence illégal qui a coûté des millions de vies et des milliards de dollars en pertes de biens et en charges frauduleuses évaluées contre leurs employeurs comme gonflées non consensuelles frais de service, intérêts sur dettes inexistantes, duplication des efforts, sape leurs employeurs dans les négociations commerciales, vente des biens de l'employeur sous fausse représentation, évasion de leurs obligations auto-affirmées en vertu des constitutions fédérales, stratagèmes de substitution, abus de la loi pour créer des juridictions artificielles et d'amirauté contre nature sur le terrain, création de présomptions légales dans l'intérêt d'une fraude constructive, utilisation d'agents étrangers non déclarés pour créer des documents d'enregistrement et d'inscription non divulgués servant à dénaturer, à des millions d'Américains, utiliser ces activités susmentionnées pour créer des fiducies publiques non

divulguées et des activités encore plus illégales, illégales et immorales pillant systématiquement les fiducies publiques qui en résultent en tant qu'exécuteurs de Son Tort.

Les sociétés d'État territoriales britanniques agissant en tant que sous-traitants militaires fédéraux continuent d'utiliser des médecins secrètement enrôlés comme officiers non déclarés, c'est-à-dire des «médecins médicaux», comme agents non déclarés, et les déploient pour obtenir des contrats d'enregistrement non divulgués de nouvelles mères. Cette paperasse promue et collectée par ces agents étrangers non déclarés confère à la British Crown Corporation une participation dans le bébé, une participation dans le nom du bébé, et leur permet de mal caractériser le bébé en tant que "citoyen des États-Unis", responsable pour toutes les dettes de la Municipal Corporation complice
Sous-traitant.

Cette arnaque de paperasse vise à promouvoir un faux récit, que nos mères nous ont volontairement remis à l'agent du monarque britannique sur un champ de bataille, qu'elles ont agi en tant que mères non mariées, qu'elles nous ont également volontairement mal identifiés en tant que "citoyens des États-Unis" et ont sciemment agi comme informateurs contre nous, car nous étions des bébés dans nos berceaux.

Ce n'est, bien sûr, rien d'autre qu'une fraude et une violation flagrantes de la confiance par des fonctionnaires, promues à l'insu ou sans l'accord consensuel des victimes; les mères n'ont reçu aucune divulgation sur les documents ou les résultats qu'elles auraient, et les bébés étaient beaucoup trop jeunes pour avoir des connaissances.

Cette même utilisation exacte et non divulguée des médecins en tant qu'officiers en uniforme enrôlés sous licence et déployés en tant qu'agents non déclarés des sociétés d'État britanniques incriminées hébergées dans le district de Columbia et ailleurs, joue un rôle dans la campagne de génocide actuelle et en cours, où les médecins et les patients sont mal informés et encouragés à accepter volontairement l'injection de substances étrangères et inconnues frauduleusement promues comme "vaccins" protéger contre une nouvelle maladie infectieuse qui a été développée et brevetée par les mêmes sociétés britanniques de la Couronne et des municipalités qui sont responsables de tout le reste de cela.

Après le fait que nous découvrons que ces injections n'étaient pas des vaccins selon la définition standard, n'ont pas du tout été testées par les fabricants ou n'ont pas réussi les tests de sécurité --- et ont quand même été libérées, que ces "vaccinations" contenaient toutes sortes de substances nocives y compris l'ARNm étranger conçu pour modifier le génome humain et rendre les destinataires génétiquement
Organismes modifiés (OGM) --- et donc, biens mobiliers appartenant aux titulaires de brevets coupables, ainsi que poisons mortels, parasites biologiques, oxyde de graphène, polyéthylène glycol, antennes nanobots auto-assemblées, facteurs de coagulation sanguine étrangers et maladies biologiques exotiques agents, comme les hydra-parasites d'eau douce génétiquement modifiés et les œufs d'un ver de cœur de mouton originaire du Moyen-Orient.

Tout ce cocktail de crud a été poussé directement dans la circulation sanguine de milliards de personnes innocentes par ces sociétés britanniques et municipales non responsables et leurs

agents non déclarés, les professionnels de la santé agréés et leur Glee Club de professeurs d'université malhonnêtes et contraires à l'éthique, tous menacés de la perte de leurs licences (médecins médicaux), subventions (universités) --- en même temps, séduit pour accompagner cette atrocité du génocide par de généreuses récompenses monétaires pour eux-mêmes et pour leurs institutions.

Les fabricants de ces clichés, pensant qu'ils ne pouvaient pas être tenus responsables de la responsabilité du fait des produits, ont accepté tout ce régime illégal, illégal et grossièrement immoral pour gagner de l'argent, et leurs PDG pointent maintenant vers le DEFENSE DEPARTMENT, INC., Et DOD, INC., Et le PENTAGON, INC., Comme ceux qui ont ordonné que tous ces hideux composants expérimentaux soient inclus dans le faux".

Les soi-disant «décès excédentaires» montent en flèche à hauteur d'un quart de million de décès supplémentaires chaque mois dans ce seul pays.

Nous souhaitons que toutes ces sociétés municipales et toutes leurs sociétés affiliées, franchises, filiales et partenaires de la Couronne britannique soient liquidées en faveur des personnes vivantes qui ont été assassinées et blessées, menties, menties, déformées, disséminées, et fraudé - et en faveur de leurs gouvernements nationaux légaux.

Nous souhaitons que la longue histoire d'activités illégales pernicieuses et destructrices promues par ces deux groupes complices de sociétés d'État municipales et britanniques, ainsi que leurs franchises et agences mal dirigées, prenne fin de façon permanente par liquidation ou déchéance en faveur de leurs créanciers préférentiels, y compris les gouvernements légaux de leurs nations respectives.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de l'encadré 520994

Big Lake, Alaska 99652

8 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:26 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:26 by Bee

7. fraudes nationales supplémentaires

Fraudes de confiance nationale supplémentaires

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons déjà détaillé certaines des façons dont les fiducies nationales et les fiducies publiques individuelles ont été créées sans autorisation, puis abusées sans justification en tant que successions décédées, successions abandonnées ou en tant que fiducies étrangères substituées à nos intérêts successoraux, à la fois en tant que pays et en tant que personnes individuelles.

Tant de confusion et de secret ont été exercés concernant la création, l'utilisation, les abus et les actifs de ces diverses fiducies qu'une brève discussion sur les intérêts publics et nationaux valides et invalides est méritée.

Les Américains doivent la common law américaine aux niveaux de l'État et du comté de notre gouvernement, et la loi fédérale très limitée publiée dans le Congressional Record concernant les personnes engagées dans des activités sous réglementation fédérale, dont certaines sont également codifiées dans les Statuts des États-Unis à grande échelle publiés par le sous-traitant fédéral américain opérant en vertu de la Constitution pour les États-Unis d'Amérique de 1787 à 1860.

Nous avons nos propres assemblées législatives, nos propres tribunaux et nos propres formulaires juridiques et sommes spécifiquement dispensés de connaître ou de pratiquer le droit étranger.

Nous devons également les garanties et les limitations du Preamble Trust and Bill of Rights le soulignant, qui a été ajouté à titre de mesure de protection et d'injonction aux trois constitutions fédérales, afin de clarifier le caractère limité des délégations de pouvoir prévues par la Constitution. contrats.

Le Preamble Trust indique clairement que l'intention des donateurs des pouvoirs énumérés et délégués spécifiques ne s'attendait pas à ce que les pouvoirs délégués soient exercés contre eux par leurs sous-traitants fédéraux. Les sous-traitants fédéraux, c'est-à-dire les sociétés municipales

hébergées dans le district de Columbia, en acceptant et en utilisant les pouvoirs délégués, s'engagent à les exercer de bonne foi et ne peuvent, par exemple, les utiliser pour faire la guerre ou commettre des crimes contre leurs employeurs sans être en rupture brute de contrat de fiducie et de service.

Les donateurs des pouvoirs délégués ne permettaient pas non plus à une interprétation fantaisiste de ces contrats de supposer qu'ils accordaient des pouvoirs dérivés ayant une incidence sur les pouvoirs, droits et garanties non énumérés. Ils ont ajouté la Déclaration des droits pour clarifier davantage les droits, pouvoirs et garanties non énumérés qu'ils conservaient - entre autres ces pouvoirs non délégués et conservés en vertu du dixième amendement par le peuple et les États.

Ce préambule concernant les pouvoirs énumérés et délégués est dû à chacun de nos États de l'Union et il se présente à la fois comme un contrat de service et une fiducie conventionnelle, car les constitutions fédérales sont la mise en œuvre des traités mettant fin à la guerre d'indépendance.

C'est la seule forme de confiance nationale que les Américains ont et la seule que nos États aient jamais acceptée. C'est également la seule confiance dont nous avons besoin car elle garantit notre sécurité, notre liberté et notre souveraineté contre les atteintes ou les réclamations de nos sous-traitants fédéraux. Il limite strictement les pouvoirs énumérés.

Sauf dans le sens où nous sommes héritiers et récepteurs de tous les actifs détenus dans le United States Trust, c'est-à-dire les résidus dus à notre ancienne République fédérale et aux membres de la Confédération des États d'origine, ce n'est pas un National Trust dans le même sens que nos autres sous-traitants fédéraux ont des fiducies nationales et un grand soin doit être fait pour identifier quelle "nation" et laquelle "National Trust" dont nous parlons à tout moment.

Le Preamble Trust est un Testamentary Express Trust.

Le United States Trust est une fiducie d'actifs appartenant à un instrument "mort" de notre gouvernement connu sous le nom de Confédération des États et sous-traitant fédéral américain connu sous le nom de République fédérale qui est censé fonctionner en vertu de la Constitution pour les États-Unis d'Amérique --- qui sont tous deux en stase, en attente de reconstruction ou d'une autre disposition par nos États de l'Union.

La dissolution du United States Trust en faveur des États membres ou la transmission des actifs du United States Trust via la cession à des entités commerciales reconstruites fait partie du travail auquel nous sommes confrontés.

Nous sommes les héritiers et les récepteurs du United States Trust parce que nous sommes les délégués et les donateurs de tous les pouvoirs et avoirs délégués qui ont jamais appartenu à la Confédération des États ou à la République fédérale des États-Unis, et à leur "mort" ou incapacité à exercer ces fonctions, ces pouvoirs et autres biens reviennent naturellement aux délégués par application de la loi.

En plus du Preamble Trust et du United States Trust, il existe deux autres "National Trusts" qui n'ont rien à voir avec les Américains de base, et qui se réfèrent aux deux "nations" distinctes qui

composent les citoyens du Territoire britannique États-Unis et Municipal États-Unis.

Lorsque Franklin Delano Roosevelt a annoncé que "les États-Unis d'Amérique étaient en faillite" à la Conférence des gouverneurs le 6 mai 1933, il parlait des États-Unis d'Amérique, Incorporated, la British Territorial Municipal Corporation hébergée dans le district de Columbia.

Nous le savons avec certitude, car les entités souveraines et non constituées en société ne sont pas éligibles à la protection contre la faillite, il ne pouvait donc pas faire référence à notre Fédération des États faisant des affaires sous le nom de États-Unis d'Amérique.

Lorsque Franklin Delano Roosevelt a reçu une affirmation de soutien de la Conférence des gouverneurs promettant les citoyens et les actifs de leurs "États", ils ne parlaient pas des États américains, ils parlaient des franchises des États territoriaux britanniques agissant en soutien à leur société mère municipale.

Ils parlaient de leur "Nation" composée de Territoriaux britanniques américains. Les citoyens de la même manière qu'ils parlent de leur "sécurité nationale" et de leur "National Trust" territorial britannique et des "57 États" qui font partie de leur hégémonie globale --- qui sont tous des "États confédérés", ce qui signifie "États d'États" --- opéré comme franchises de la Municipal Corporation.

Aucune de ces antécédents de faillites et de sociétés étrangères n'a quoi que ce soit de substantiel à voir avec nos États et notre peuple, même si cela a souvent été mal interprété et que des hommes malhonnêtes l'ont mal interprété - généreusement, car ils se sont accrochés à nos actifs sous la couleur de la loi et sous Faux prétextes pour payer les dettes réellement dues par ces sociétés municipales prodigues.

Nous souhaitons une divulgation publique complète et complète des faits, y compris le fait que notre pays et nos États / États ne sont pas et n'ont jamais été en faillite et ne sont pas des entités constituées.

Lorsque Franklin Delano Roosevelt a prononcé son premier discours inaugural en tant que président des États-Unis (gouvernement municipal) et a parlé de "sacrifices" et de "consécrations" et de "certificats de centre d'échange", il parlait de la vente des citoyens municipaux comme esclaves, littéralement, comme chattel utilisé pour payer les dettes dues par le gouvernement municipal des États-Unis et sa Municipal Corporation.

Leur seule confiance nationale est au Ciel. Ils espèrent que les choses iront mieux après leur mort, car leur vie sur Terre a été privée et appauvrie pour réduire la cupidité et la convoitise des hommes, des menteurs et des hypocrites dépravés, mauvais et égoïstes qui ont toujours abusé des innocents.

En vertu de la loi ecclésiastique, les citoyens municipaux des États-Unis doivent leur dû à ces sociétés et à leurs directeurs en ce moment, car ils n'auraient jamais dû être imités et victimes illégalement en premier lieu. Aucune obligation de citoyenneté non divulguée n'aurait jamais dû leur être conférée par une loi illégale du Congrès territorial.

La propriété publique des esclaves aurait dû être abolie ainsi que la propriété privée des esclaves et cela aurait dû être honoré en vertu du treizième amendement, et non tergiversé à des fins d'enrichissement et de recouvrement injustes de dettes odieuses.

La loi universelle du libre arbitre aurait dû être honorée en permanence tout au long de cette période de l'histoire, et ne l'a pas été.

Nous souhaitons que tous les citoyens municipaux des États-Unis soient libérés et que leurs avoirs leur soient restitués, afin qu'ils ne puissent plus jamais être considérés comme des biens publics ou maltraités à de telles fins.

En plus de tout cela, il y a plus de 5 000 soi-disant fiducies historiques et des millions de fiducies héritées qui ont été créées ou reconduites et déformées comme des actifs "non réclamés" ou abandonnés laissés à l'administration publique par les employés de la Municipal Corporation ---- dont la plupart appartiennent manifestement à des personnes décédées et appartiennent donc à leurs héritiers, ou appartiennent à des personnes encore en vie, ou appartiennent à des fiduciaires privés qui ont été ignorés et considérés comme "morts" en raison de tous les crimes d'usurpation d'identité et de fausses enregistrements et de fausses déclarations commerciales qui ont été utilisés pour les asservir et les piéger.

Nous souhaitons que tous les différents certificats de naissance soient retournés aux frais des auteurs aux héritiers et propriétaires, tous les actifs remboursés et mis de côté, y compris tous les trusts historiques et hérités.

Nous notons que, bien que les auteurs de ces stratagèmes illégaux puissent toujours localiser des personnes dans le but de mal traiter de fausses allégations commerciales, c'est-à-dire des accusations judiciaires contre eux, et contre les diverses sociétés étrangères exploitées en leur nom, ces mêmes auteurs affirment qu'ils ne peut pas trouver les Américains "manquants" qui se trouvent être les mêmes en ce qui concerne l'adresse.

Toute la circonstance sent la fraude et les crimes de personnage à long terme, cohérents et intéressés --- et il est temps que toute cette criminalité prenne fin.

Nous souhaitons les États-Unis. Les citoyens doivent être libérés et absents des connaissances spécifiques non déclarées, afin qu'ils soient tenus inoffensifs pour les crimes qu'ils ont commis sans le savoir. Nous souhaitons que leurs biens immobiliers leur soient restitués et placés sous leur contrôle et que toutes les personnes concernées connaissent la vérité sur ce qui s'est passé dans ce pays et ailleurs dans le monde ---- pas un récit funky créé à Hollywood cherchant à blâmer certains et glorifier les autres, mais la vérité réelle, afin que tout le monde puisse voir que nous avons tous été les victimes d'une matrice de mensonges juridiques (mais illégaux) artificiellement construite, de fausses déclarations, de faux prétextes et de fausses suppositions.

Nous avons vraiment vécu dans le royaume du Père de tous les mensonges, mais maintenant nous connaissons ses leçons et sommes prêts à nous en passer, et avec l'esprit de mensonge perpétuant ces crimes.

Les péchés des sociétés leur sont dus et imposés, ainsi qu'aux hommes chargés de les mal orienter et de les utiliser à des fins illégales.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

18 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

8. fraudeurs aux élections d'enregistrement d'agence

L'Agence, l'inscription et les fraudes électorales

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

L'Agence Fraud a commencé peu de temps après le Scottish Interloper, l'Imposter faisant affaire sous le nom de "The United States of America, Incorporated" est arrivé sur nos côtes.

Il s'agissait essentiellement de sous-traitants embauchant d'autres sous-traitants pour eux-mêmes, pour faire leur travail, pour acquérir des compétences pas nécessairement déjà dans leur propre base de compétences organisationnelles, ou pour se fournir un moyen pratique de se distancier de la responsabilité des actions impopulaires.

Dès le début, ces relations entre les sous-traitants du gouvernement au niveau des deux sociétés municipales et les différentes agences qu'ils ont embauchées, avaient tendance à être voilées et présentées au public comme si les agences faisaient partie de la société municipale en question.

Parfois, cette tromperie sémantique et cette non-divulgarion allaient jusqu'à qualifier ces agences de «départements» que le public supposait naturellement être des départements du sous-traitant américain d'origine, la République fédérale. D'autres fois, ils ont été présentés comme des services de renseignement internes et des organes chargés de l'application des lois du gouvernement actuel, alors qu'en fait, ces agences étaient toujours soit des franchises d'autres sous-traitants fédéraux, soit des sociétés individuelles en possession de contrats avec l'une des sociétés municipales de DC.

Personne n'a jamais dit à Joe Average American, ni à son gouvernement légal, que la République fédérale américaine - notre sous-traitant fédéral, était partie, en attendant une reconstruction qui ne s'est jamais produite grâce à l'obstruction et à la non-divulgarion des deux sous-traitants municipaux qui font l'objet de nos réclamations.

Des exemples de cela peuvent être vus dans les cas du «ministère du Trésor» et du «ministère de la Justice» --- dont aucun n'est un véritable ministère.

Le Département du Trésor a dû être organisé en tant que sous-traitant distinct, car la majeure partie des fonctions du Trésor a disparu ou a été placée au large des années 1920. Au cours de ces

réorganisations --- principalement en raison des faillites égoïstes déjà décrites, beaucoup de sale boulot a dû être fait, et les sociétés municipales de DC ne voulaient pas être directement responsables.

L'embauche d'un sous-traitant a donné aux sociétés municipales de DC un tampon intégré pour les isoler des critiques et fournir ce que l'on a appelé le «déli plausible». Cet élément de non-responsabilité que les agences ont fourni était et est très apprécié par les politiciens de DC, ils ont donc créé plus de départements et embauché plus d'agences.

Le ministère de la Justice était un autre sous-traitant précoce. créé comme un service juridique interne et une veste pare-balles pour les Scottish Interlopers, qu'ils utilisaient pour se défendre à nos frais publics. La British Crown-operated Municipal Corporation continue de contracter ces services dans le cadre du même arrangement aujourd'hui.

Le MJ municipal géré par la Ville s'est développé par la suite et est une autre entité constituée distincte, exploitée par un autre sous-traitant de la Société municipale, le DOD, INC.

La confusion résultant de toute cette duplication des efforts et des agences utilisant des noms similaires, est une source constante de friction et d'animosité et pour nous, des dépenses. Ce n'est pas assez grave que nous soyons restés coincés à payer les services juridiques d'une société de services municipaux étrangers prédateurs qui nous usurpait l'identité et obtenait un accès illégal à notre crédit, mais nous avons dû payer pour deux de ces agences, l'une pour la municipalité territoriale britannique Sous-traitant de la société et un pour le sous-traitant de la société municipale gérée par la ville.

Un peu de raison a été introduit en adoptant la convention de nommer les agences gérées par la ville à l'aide d'acronymes - le MJ au lieu du ministère de la Justice, le BATF au lieu du Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu, le FBI au lieu du Federal Bureau d'enquête.

Tout cela a commencé dans les années 1870, mais le roi des agences était Franklin Delano Roosevelt, dont l'administration a créé plus de 350 de ces nouvelles agences fédérales jamais entendues. Tous ces nouveaux sous-traitants des sociétés municipales de DC étaient sous le pouce personnel et l'index du FDR, et tous ont compris qu'ils avaient des emplois gouvernementaux relativement sucrés avec des avantages comme l'assurance maladie payés aux frais publics, à cause de lui.

Pas étonnant que la plupart des employés de la fonction publique fédérale aient voté des billets droits du Parti démocrate à chaque élection politique des années 1930 jusqu'à présent.

Ces 350 nouvelles agences fédérales ont imposé un énorme fardeau aux deniers publics, en particulier en double, mais ni le FDR ni les politiciens du Congrès ne se sont souciés de cela. Alors comme maintenant, ils étaient plus soucieux d'acheter des votes avec de l'argent public, d'imposer du travail aux sous-traitants et de récolter les fruits de la non-responsabilité.

Tout cela est extrêmement préjudiciable, à la fois à nos fonds publics et à la bonne administration du gouvernement, mais le pire des dommages survient lorsque ces agences sont confondues avec une forme d'autorité gouvernementale légitime, et le pire des dommages survient lorsque les

employés de ces agences pensent qu'ils ont une autorité gouvernementale légitime lorsqu'ils ne le font pas.

Nous avons déjà décrit comment l'Internal Revenue Service / IRS constitue des dossiers faussement narratifs sur chaque Américain, affirmant que nous sommes tous engagés dans une activité liée à la fabrication, la vente ou le transport interétatique d'alcool, de tabac ou d'armes à feu --- et comment ils utilisent ensuite ce faux prétexte pour faire appel au Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu / BATF --- qui a des capacités légitimes d'application de la loi armée, pour faire le sale boulot de maisons et d'entreprises et tirer sur les gens pour l'IRS.

Tout cela est déjà assez mauvais et emblématique de la longueur à laquelle certaines de ces agences vont piéger, piller et piller --- mais cela empire quand une agence fédérale suppose qu'elle est habilitée à écrire littéralement la loi et que leur "loi" s'applique aux personnes vivantes et à leurs biens.

Cela résulte de la façon dont les sous-traitants de la DC Municipal Corporation criminellement négligents mal administrent les agences et permettent aux agences d'interpréter les actes du Congrès, mais elles le feront pour produire ce que l'on appelle le code administratif pour mettre en œuvre ces lois.

Ainsi, le Congrès territorial se dérobe à son devoir de décrire pleinement son intention et de fournir les détails sur la façon dont une loi doit être interprétée et mise en œuvre --- et laisse cela au personnel d'agence non élu opérant en tant que sous-traitants aux sous-traitants.

Le code administratif rédigé par l'Agence qui en résulte est souvent déroutant, oppressif et illégal ainsi que illégal, mais les agences fugueuses agissent sur leur propre autorité présumée pour faire appliquer leurs règles aux membres du grand public, jusqu'à et y compris mais sans s'y limiter aux projets de loi, arrestations, amendes et frais exorbitants et autres atrocités commises contre notre peuple et leurs intérêts commerciaux privés.

Les tribunaux ont repoussé à plusieurs reprises ces pratiques grossières et ces réactions excessives, plus récemment dans une affaire de la Cour suprême, EPA contre Virginie-Occidentale, mais cette question - le manque d'autorité de l'Agence - a en fait été réglée il y a cent ans par la Cour suprême du Tennessee dans une autre affaire, Shelby contre Norton County.

Notre pays et notre peuple sont en proie à cette mauvaise administration délibérée du Congrès territorial et des soi-disant agences fédérales depuis plus de cent ans et tout cela a été fait par les sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés à Washington, DC, usurpant contre notre gouvernement légal en violation de la confiance et sous la couleur du droit.

La criminalité et le manque de responsabilité encouragés par les agences ont conduit à une dépendance flagrante à l'égard des ressources des agences et des agences, le Congrès territorial ayant poussé de plus en plus son travail vers des spécialistes de l'embauche et du personnel de l'agence, s'appuyer sur ces personnes non élues pour rédiger les projets de loi et les actes que les membres des organes du Congrès territorial et municipal approuvent sans même lire le texte, et encore moins réfléchir aux implications de ce qu'ils font.

Nous nous retrouvons avec le spectacle de membres du Congrès qui ne savent vraiment pas ce qui se passe et ne semblent souvent pas se soucier des résultats de leur négligence grave et de leur manquement au devoir. Leur théorie semble être, il suffit de la signer et, comme l'a dit Nancy Pelosi, ils découvriront ce qu'il contient par la suite --- probablement au fur et à mesure que les plaintes affluent.

Il peut sembler que nous nous attaquons au Parti démocrate de manière partisane, mais nous avons déjà démontré le type de corruption favorisé par les républicains dans le cadre de notre discussion sur la façon dont T.E. Harriman et d'autres barons des chemins de fer ont réduit le coût du personnel de sécurité privé de leurs sociétés au public, puis ont continué à diriger ces armées privées, même si elles le jugeaient bon.

Le plus souvent, les Robber Barons ont utilisé leurs Pinkertons pour démolir les syndicats et menacer les concurrents, alors qu'ils n'étaient pas occupés à revendiquer tranquillement un "intérêt public" par des millions et des millions d'acres de terres comme droit de voies et de servitudes pour les chemins de fer et les services publics qui pourrait ne jamais être construit, puis facturer les impôts fonciers publics sur toutes ces acquisitions contrôlées et bénéficiant aux Robber Barons et à leurs amis.

Cet abus du public au nom de l'intérêt public s'est poursuivi jusqu'à nos jours, et tout comme les démocrates ont acheté des votes en utilisant l'argent public, les employés des Robber Barons ont voté des billets républicains directs pendant des décennies. Cela équivaut à deux porcs qui se disputent leur part d'un creux public qui n'appartient à aucun d'eux.

Plus récemment, ce phénomène s'est quelque peu éclaté avec des dizaines d'intérêts spéciaux rejoignant la frénésie alimentaire, aucun d'entre eux, à l'exception des organisations de soutien aux anciens combattants, n'ayant de raison particulièrement valable de demander l'aide de notre gouvernement --- la source ultime de tous ces paiements et soi-disant droits.

Ce qui s'est développé à partir de tout cela, c'est une "guerre" entre des factions politiques et commerciales rivales, Big Business contre Bureaucrats, à la fois en s'attaquant au public et en pillant au nom du gouvernement.

Pendant ce temps, les Américains de base sont restés largement inconscients des deux sociétés municipales de DC de plus en plus criminelles qui représenteraient notre gouvernement pendant sa longue et inexplicable absence. Les sociétés incriminées se sont donné beaucoup de mal pour que cela continue, à la fois pour cacher et déformer leurs activités criminelles derrière une cape d'autorité gouvernementale, et pour soutenir les fausses revendications sur l'abandon qu'elles ont faites et par leurs copains de banque à l'effet que notre gouvernement n'existe plus, et que tout le pays est donc à gagner.

L'existence de ces communications et l'existence de nos cinquante assemblées d'État et les documents de communication de notre gouvernement américain à la défunte reine, aux banques, aux hautes cours et littéralement des milliers de divers responsables de sociétés, nos signatures sur les traités postaux et les banques Traités et nos actions publiques enregistrées, comme la réitération de nos lettres patentes souveraines et le dépôt en temps opportun de centaines de

revendications commerciales uniformes prouvent que, oui, notre gouvernement américain est toujours en vie et notre pays n'est pas abandonné et nous sommes en fait en session.

Le gouvernement légal de ce pays, comme beaucoup d'autres, a simplement été tenu dans l'ignorance par des intérêts commerciaux étrangers trahison et intéressés agissant en violation flagrante de la confiance et en violation de leurs contrats de service.

Nous avons déterminé que ces abus et les autres décrits tout au long de cette présentation étaient en cours et avons pris des mesures rapides pour porter nos revendications devant le pape Benoît XVI en 2005 et nous avons continué à faire valoir nos revendications et à prendre des mesures juridiques et légales appropriées depuis, y compris, mais pas limité à fournir aux sous-traitants de la Corporation municipale sept ans de procédure régulière, avis et enfin, en 2014, délivrance de notre jugement définitif et de nos ordres civils.

Depuis lors, il y a eu un processus lent de sensibilisation du public et un processus de correction administrative tout aussi lent, mais rien de tel que ce qui est raisonnablement exigé des directeurs responsables de la mauvaise administration des sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia.

C'est une chose de dériver vers la criminalité par un lent processus d'oubli, de paresse ou de délits mineurs, et une autre d'institutionnaliser les présomptions et les pratiques criminelles et de les poursuivre face à une réfutation et une remontrance déterminées, ouvertes et publiques. Telle a été notre expérience avec ces deux sous-traitants de la Corporation municipale et leurs nombreuses franchises au cours de dix-huit ans de correction et de reproche constantes.

Il ne fait aucun doute qu'ils savent qu'ils opèrent de manière criminelle et irresponsable et nuisible et illégale, mais ils continuent volontairement et souvent avec manque de respect envers leurs employeurs, à commettre des crimes de toutes sortes --- crimes administratifs, crimes commerciaux, crimes internationaux, crimes de guerre et crimes contre Dieu et l'homme.

Un exemple récent étonnant est l'adoption d'une loi de 2023 sur l'autorisation de la défense nationale de plus de 4 000 pages, qui autorisait les dépenses de copinage effrénées, les dépassements inconstitutionnels et les revendications d'autorité pour commettre des crimes et des sections proposant de tenir les criminels inoffensifs aux frais de l'État, et les membres du Congrès territorial ont admis qu'ils n'avaient pas le temps de lire ou d'envisager correctement.

Cela démontre clairement un autre mal résultant de la pratique d'utiliser une société municipale pour fonctionner "en tant que" gouvernement --- les membres des organes du Congrès territorial et municipal pensent qu'ils peuvent simplement jeter ces "offres" au grand public, et s'ils ne sont pas immédiatement arrêtés, castrés et pendus --- ça va.

Nous sommes ici pour vous dire qu'en dépit de notre politesse et de notre patience, rien de tout cela ne va et rien de tout cela n'est accepté.

La détente de 1937 connue sous le nom de Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis a permis la collusion et la coopération entre les deux sous-traitants de la DC Municipal Corporation. Ils ont uni leurs forces pour s'attaquer plus efficacement aux personnes qu'ils étaient

contractuellement et moralement obligés de servir.

Les grandes entreprises ont trouvé des moyens de donner des pots-de-vin aux bureaucrates, et les Bureacrats ont trouvé des moyens de donner des faveurs aux grandes entreprises aux frais publics. Il y a quelques années, ces brigands sont allés jusqu'à légaliser les dons politiques illimités des entreprises, afin que les grandes entreprises puissent littéralement acheter des politiciens et que la seule importance possible de l'électorat se limite au vote lors d'élections d'actionnaires de plus en plus compromises.

L'avènement des machines à voter informatisées a marqué la fin même de cette voix marginalisée pour l'électorat. Maintenant, nous n'avons que le spectacle d'équipes rivales de geeks informatiques en compétition pour les moyens les plus récents et les meilleurs de pirater les résultats des élections.

Les élections elles-mêmes ne sont pas des élections publiques, ce qui fait que les titulaires de charge font un travail au profit et à la protection de ce pays et de sa population. Au lieu de cela, lorsque les gens s'inscrivent pour voter, ils sont supposés se porter volontaires sciemment et volontairement pour servir d'actionnaires ou agir en tant que franchises de sociétés municipales en faillite, et en échange du privilège de voter, ils peuvent choisir un titulaire de procuration, également connu comme un représentant, pour voter pour eux à Washington, DC.

Les électeurs trompés pensent qu'ils élisent des gens dans des bureaux publics, alors qu'en fait, ils sont engagés dans un type d'élection complètement différent, une élection privée pour élire des dirigeants d'entreprise. Les élections ne sont donc qu'un autre type de régime de fraude à la substitution. Les électeurs ne sont pas informés qu'ils sont censés fonctionner comme électeurs, à la place, et que leurs bureaux publics sont soit vacants, soit semblent occupés par des imposteurs ou, ici et là, occupés par des Américains faisant leur devoir public.

Les électeurs ne savent pas de quel type d'élection il s'agit, ne connaissent pas non plus la nature des bureaux à pourvoir et ne connaissent pas les candidats. Dans de telles circonstances, les résultats d'une telle "élection" doivent être tenus nuls et non avenue pour l'imprécision, la duplicité et la tromperie, indépendamment de toute dispute sur les tchads suspendus et dont le programme informatique conçu pour modifier les résultats des élections a été le plus efficace.

Les électeurs qui s'inscrivent pour voter et participent aux élections décrites ci-dessus ne sont pas informés qu'en votant dans ces élections déformées et non divulguées, ils acceptent de s'imposer pour les dettes de ces sociétés en faillite et d'obéir aux 80 millions de codes, lois et règlements qui ont été accumulés sur les citoyens fédéraux.

Les différentes divisions des élections de l'État d'État sont devenues si complètement lentes dans l'exercice de leurs fonctions que les personnes qui ne conservent même pas de résidence dans cet État d'État territorial sont autorisées à se présenter aux élections. Nous avons eu des gens de Californie - des gens qui ne prétendaient pas vivre en Alaska ni avoir l'intention de vivre en Alaska --- courir pour représenter les intérêts de l'Alaska aux États-Unis. Sénat. Nous avons des gens de l'Idaho proposant de faire de même pour le Michigan.

C'est comme avoir quelqu'un vivant au Panama, qui n'a jamais vécu en France et qui ne parle même pas français, représentant les intérêts de la France dans un organe législatif.

Nous souhaitons mettre fin à toutes les pratiques manifestement illégales susmentionnées qui sont institutionnalisées sur nos côtes.

Nous souhaitons la fin de la substitution des élections privées de la Corporation municipale aux élections publiques qui nous sont dues et dont nous sommes les héritiers.

Nous souhaitons mettre fin aux prétentions et pratiques qui ont permis aux organes du Congrès territorial et municipal de se soustraire à leurs devoirs et responsabilités en tant qu'organes législatifs et administratifs.

Nous souhaitons mettre fin à la négligence et au manquement au devoir dont ces membres étrangers des Congrès fédéraux ont fait preuve envers leurs responsabilités présumées et leur refusons tout droit assumé sur la base de ces mêmes responsabilités délirantes et négligées et éludées.

Nous souhaitons mettre fin à la duplication des services fournis par toutes ces agences et mettre fin à l'utilisation d'agences privées à but lucratif comme moyen pour les sous-traitants de la DC Municipal Corporation et leurs officiers et personnel d'échapper à la responsabilité, de par les circonscriptions privées, permettre aux personnes non élues de créer des codes administratifs qui sont ensuite imposés au grand public en tant que lois, accélérer la fraude à la faillite, et faire respecter les contrats privés non divulgués et non consensuels obtenus en vertu de la couleur de la loi et d'autres faux prétextes.

Nous souhaitons mettre fin à tous les processus et demandes d'enregistrement non divulgués et non décrits, y compris les enregistrements des naissances, les immatriculations de camions et de voitures privés en tant que "véhicules à moteur", l'enregistrement des électeurs, --- en somme totale, nous souhaitons la fin de tous et toute inscription et toute demande d'enregistrement, et dans la mesure où certaines inscriptions dans des lieux très limités pourraient être nécessaires, nous souhaitons que toutes les obligations et tous les résultats de l'enregistrement soient pleinement divulgués et clairement énoncés dans tous les cas.

Nous souhaitons que l'interdiction générale décrite ci-dessus des processus d'enregistrement non divulgués et contraints et les demandes d'enregistrement incluent, mais sans s'y limiter, toutes les enregistrements effectués par les États-Unis. Département du commerce et ses franchises d'État servant à créer des franchises de sociétés municipales, et l'administration DOC / HSS (Santé et Services sociaux) forçant l'inscription aux programmes fédéraux de sécurité sociale, les États-Unis. Le ministère des Transports / DOT saisit des automobiles, des remorques et des embarcations de plaisance privées, y compris des bateaux et des moyens de transport tout-terrain.

Nous souhaitons que toutes les conséquences de l'incorporation soient pleinement divulguées à toutes les personnes cherchant à intégrer tout type d'entreprise ou d'entreprise, de sorte que la perte de participation et les obligations liées à l'incorporation de quoi que ce soit, y compris une entreprise ou un service soumis à licence, par exemple, une licence de vente d'armes à feu, est entièrement et librement divulguée aux fondateurs et titulaires de licence potentiels.

Nous souhaitons que tous ceux qui ont incorporé des entreprises en l'absence de divulgation complète se voient offrir ces informations maintenant et aient la possibilité de dissoudre leur statut commercial incorporé sans entrave et nous souhaitons qu'elles soient dotées d'un système simple et facilement accessible et correctement les moyens annoncés pour ce faire.

De même, nous souhaitons que toutes les personnes qui ont des obligations de citoyenneté territoriale leur soient imposées par des officiers non déclarés en uniforme travaillant comme médecins, infirmières autorisées et dans d'autres postes de confiance, et qui "ont signé leurs enfants" et le droit d'aînesse de leurs enfants sans divulgation sous l'influence et la demande de ces agents étrangers, se voient accorder la même divulgation complète que celle décrite ci-dessus et une approche tout aussi accessible, simple, et option correctement annoncée pour dissoudre les dispenses successorales pour enfants et toutes les autres présomptions et obligations légales et associations politiques résultant de ces fausses enregistrements.

Nous souhaitons qu'un processus similaire de divulgation publique des effets et des conséquences de l'émancipation de la Corporation municipale soit mis à disposition et promu au grand public, afin que toute personne qui souhaite dissoudre les franchises municipales exploitées par la Ville opère en son nom à son insu ou consensuel accord, a la possibilité de dissoudre rapidement et sans controverse ces sociétés et toutes les obligations qui leur sont liées sans autre présomption légale ou obstruction.

Nous souhaitons que tous les membres du grand public reçoivent une éducation solide et véridique leur permettant de lire les divulgations complètes et d'évaluer les avantages et les inconvénients des différents statuts politiques et organisations commerciales, afin de conclure des contrats éclairés et consensuels lorsque et si de tels contrats sont nécessaires.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

28 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

9. poursuite prévue de la fraude du gouvernement étranger

La persistance prévue de la fraude du gouvernement étranger

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Il y a exactement un gouvernement américain légal qui fonctionne depuis 1776 et il n'y a pas d'autre gouvernement légal dans ce pays; notre peuple a été identifié et nos assemblées d'État ont été mises en session, et nous sommes représentés, présents, vivants et bien.

Nous sommes américains, pas américains. Citoyens, pas citoyens municipaux des États-Unis. Nous avons été attaqués, pillés et pillés par nos propres employés fédéraux qui ont été mal dirigés et utilisés comme forces mercenaires par les sous-traitants de la Municipal Corporation résidant dans le district de Columbia.

Notre plan de maintien du gouvernement a été établi lorsque les lumières se sont éteintes dans le chaos après le conflit du Mercenaire déformé sous le nom de guerre civile américaine.

Une fois que le dernier président américain, James Wilson, a été dénoncé, les assemblées d'État ont cessé de se rencontrer et dans la confusion et le bien-être d'organisations de même nom, la plupart des Américains ont supposé que tout était comme il se devait --- tandis que ceux qui savaient mieux ont été forcés de fuir pour sauver leur vie dans les collines du Kentucky et du Tennessee, les montagnes du Montana, ou même aux frontières sauvages de Washington, de l'Oregon et de l'Alaska.

Au moment où nous avons rassemblé notre autorité d'invocation et convoqué les assemblées d'État en session, le Texas était la seule assemblée d'État encore en session.

Malgré tous les obstacles, notre gouvernement américain n'est jamais mort et n'a jamais été soumis à la compétence législative exclusive du gouvernement territorial britannique à l'époque ou maintenant.

Nous avons entendu et nous voyons qu'un cadre est en place pour permettre au gouvernement territorial britannique de survivre et de prospérer malgré ses difficultés financières et politiques

actuelles.

Ils espèrent récupérer l'autorité sur le défaut de paiement de la dette et le rejet de la faillite prévus pour le 21 juin de cette année, après quoi ils veulent organiser une grande production théâtrale pour proclamer une nouvelle République fédérale territoriale britannique --- et la confondre avec notre ancienne République fédérale.

Lors de l'examen de la «continuité du gouvernement», il est avantageux de demander quel gouvernement? Le gouvernement légal de ce pays, ou le «gouvernement» d'une British Territorial Municipal Corporation gérée par la Couronne britannique?

Ce serait une autre fraude à la substitution, les Britanniques sonnante une entreprise américaine dormante et tentant de la remplacer par leur version territoriale britannique du même nom, tout comme ils ont substitué leur État d'État territorial faisant des affaires comme "l'État de l'Oregon" à l'Américain version faisant des affaires comme "L'État de l'Oregon".

Ils ont déjà prévu d'abuser des capacités de leur système de défense pour fermer le réseau de télécommunications normal et utiliser leurs compétences en réalisation de films et en écriture de scénarios d'Hollywood et des installations de production CGI de pointe pour déployer un "choc et une crainte" pièce à succès de propagande qui durera trois jours pendant que les habitants de ce pays sont maintenus enfermés par des couvre-feux illégaux imposés par la couleur de la loi par une société commerciale n'ayant pas plus d'autorité réelle que Ford Motor Company, Inc. ou IBM, Inc. ou Burger King, Inc.

Exactement pourquoi devrions-nous être davantage harcelés, menacés, propagés ou illégalement et illégalement "renforcés" par des mercenaires de toute nature? Beaucoup moins de mercenaires qui reçoivent leurs chèques de paie de nos poches?

Ces sous-traitants des sociétés municipales doivent se retirer partout et les dirigeants de ces organisations doivent apprendre ce que c'est que de parler et de signifier et de vivre à nouveau la vérité.

Utiliser les illusions et le théâtre basés à Hollywood et les faux récits dans une tentative d'usurper davantage notre gouvernement légal et d'excuser ce qui s'est passé ici ne changera rien. C'est une insulte aux morts et une insulte à notre intelligence aussi.

Nous ne sommes pas une démocratie ni un Commonwealth ni un territoire. Nous sommes cinquante États souverains et indépendants, chacun une nation en soi.

Les pouvoirs mutuels que nous, la Fédération des États non constituée en société, avons délégués à la Confédération formée en 1781 et que la Confédération a exercés et mis en œuvre via la République fédérale américaine, ne peuvent pas être exercés par les Britanniques, car ces pouvoirs nous sont restitués par l'opération de loi. Si jamais notre République fédérale américaine doit être reconstruite, ce travail doit être fait par les Américains.

Il est envisagé et notre objectif est de restaurer complètement toutes les parties de notre gouvernement et d'en observer les mérites et les pièges, afin d'apporter des changements

réfléchis une fois la restauration terminée.

Dans l'intervalle, les puissances déléguées à la République fédérale américaine sont déjà revenues à la source de la délégation de pouvoirs, notre Fédération des États non constituée en société.

Nous sommes compétents pour faire le travail nous-mêmes ou embaucher des entrepreneurs intérimaires pour accomplir tout ce qui doit être fait - entièrement sans drame ni mensonges ni excuses ou images horribles de carnage et d'usines adrénochromes diffusées dans nos maisons et nos psyches.

À ce stade, on nous a menti et menti si souvent, nous n'en croirons rien de toute façon, et personne d'autre non plus.

Nous souhaitons que toutes les expositions bidon et les événements théâtraux soient annulés. Il ne sert à rien d'essayer de mettre en scène une autre fraude à la substitution territoriale britannique, plus besoin de faux récits ou de fausses excuses auto-agrandissantes.

Nous avons déjà tout vu; nous n'avons pas besoin de le revoir.

Nous souhaitons que les sous-traitants territoriaux britanniques se retirent et cessent de parler à l'infini de leur démocratie. Pour autant que nous ayons pu déterminer qu'ils n'ont pas de démocratie, ils ont une autocratie présidée par un commandant en chef et n'ont pas pu obtenir un mandat de 51%, même de leurs propres citoyens limités depuis la Seconde Guerre mondiale.

Alors que nous contemplons cette situation, des jeunes hommes - hispaniques, chinois, arabes - s'entraînent à Fort Hood au Texas et ailleurs, étant mis dans un camp d'entraînement et préparés pour être utilisés comme mercenaires, sans aucun doute pour être déployés sur notre sol --- plus d'actes illégaux.

Il n'est pas évident que ces jeunes troupes soient intégrées dans les forces mercenaires régulières que les sous-traitants territoriaux britanniques ont maintenues en tant que forces d'occupation, ou utilisées comme paramilitaires forces en costume quasi civil, opérant comme des unités de guérilla étrangères dans nos environnements urbains.

Une chose est sûre, ils vont être déployés pour tuer des Américains innocents ou ils sont eux-mêmes mis en place comme une force insurgée, pour fournir une cible et une excuse pour la guerre sur nos côtes.

Ces jeunes sont délibérément importés via la frontière sud ouverte illégalement en violation de l'article IV, section 4, de la Constitution des États-Unis d'Amérique et de la Constitution des États-Unis.

Nous ne prendrons pas la peine de jouer avec tout le fourrage des armes à feu, importé ou local si cela continue. Nous éliminerons les coupables réels, et le reste, sans chèque de paie, rentrera chez lui.

Que tout le monde soit informé que nous savons exactement où les oiseaux de l'air ont leurs nids et que les renards ont leurs tanières, et nous ne manquerons pas si quelqu'un est assez stupide pour organiser un conflit armé sur nos côtes.

Nous l'avons déjà vu et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Nous souhaitons un règlement pacifique et pratique de toutes les dettes et possessions, permettant à chacun de rentrer chez lui et de s'occuper de ses affaires et de prendre soin des terres et des sols qui leur appartiennent.

Nous considérons la tendance insensée vers l'homogénéité et la migration forcée des populations de réfugiés créées artificiellement comme un affront direct à la nature et au Dieu de la nature en vertu de la loi ecclésiastique et d'une initiative complètement stupide entrepris par des politiciens et des planificateurs sociaux ignorants qui ont mal identifié nos différences comme la cause des troubles sociaux et des conflits.

Au contraire, la diversité de l'humanité, comme toute autre diversité clairement affichée dans le monde naturel, est une source de force, d'adaptabilité et de bénéfice mutuel qui doit être chéri et préservé.

Nous souhaitons la fin de tous les efforts pour homogénéiser l'humanité et détruire les nations au nom de la paix. Les nations ne sont pas la cause de la guerre, ni nos nombreuses races, religions, traditions, cultures et génotypes différents.

La cause de la violence découle toujours de la peur et des privations physiques qui sont maintenant et ont toujours été totalement inutiles dans cet environnement.

Nous souhaitons la fin de la doctrine de la rareté et ses résultats irréflechis qui contribuent à des souffrances dénuées de sens, à des privations physiques inutiles entraînant la faim, la soif, la mauvaise santé et tout le miasme social que ces conditions favorisent.

L'idée que Dieu est un papa indifférent et mortel au milieu de la beauté et de l'abondance de cette Terre est un blasphème de premier ordre causé par des hommes qui ne considèrent la pauvreté comme vertueuse que lorsqu'elle est visitée par d'autres. Nous souhaitons mettre fin à cette hypocrisie.

Nous souhaitons également mettre fin à toutes les manipulations hyped-up alarmistes et médiatiques conçues pour provoquer des réponses à l'adrénaline et à la dépendance à l'adrénaline, qui peuvent être considérées comme une "drogue de départ" pour la dépendance à l'adrénochrome.

Nous avons observé l'effet des "Nightly News" sur le grand public et tout ce qu'il fait, c'est stimuler une réponse à l'adrénaline de bas niveau mais pernicieuse qui rend les gens affamés, excités sexuellement, nerveux et nécessaires - pensant qu'ils ont besoin de plus de gouvernement pour les protéger, mais ne réalisant pas qu'ils ont besoin d'une protection contre ce qui est leur gouvernement.

Nous souhaitons que les sous-traitants de la Corporation municipale cessent de censurer, de diriger, de limiter, de récompenser ou d'interférer avec le journalisme dans ce pays.

Nous souhaitons que les sous-traitants de la Corporation municipale sortent le nez de nos maisons et de nos entreprises et respectent leurs obligations.

Nous souhaitons que le droit à la vie privée et tous les autres droits garantis par nos accords constitutionnels soient rigoureusement honorés sans exception, et que toute manipulation secrète de notre biologie à des fins commerciales cesse.

Nous souhaitons que tous les brevets de contrôle mental soient interdits et retirés de l'Office des brevets et que cette interdiction inclue, mais sans s'y limiter, tous les brevets réprimés liés à la sécurité nationale, y compris les brevets Mindbox, Alphabet, Inc., les brevets et les brevets similaires et produits non brevetés conçus pour contrôler et diriger l'opinion publique sans que le public en soit conscient.

Une grande partie de cette blessure, tant en ce qui concerne les sociétés municipales que les abus des médias à des fins de contrôle mental, de promotion des réponses biologiques et de manipulation subliminale de l'opinion publique et de la moralité, est pratiquée dans la juridiction de l'air et emploie de l'énergie et utilise des brevets et implique l'utilisation d'entreprises et du personnel et de l'équipement des sociétés pour déployer ces technologies abusives.

Nous souhaitons mettre fin à ces activités illégales, tant à l'Office des brevets, où des brevets illégaux ont été entretenus et protégés, que dans les journaux et autres bureaux des médias à travers le pays qui ont subi la censure et ont été contraints de servir d'agences de propagande pour les municipalités étrangères. Corporations.

Les Forces territoriales britanniques déguisées en États-Unis. L'armée a été responsable des actions les plus destructrices, injustes et violentes de notre histoire. C'est William Tecumseh Sherman, le boucher du Sud, qui a d'abord inventé l'utilisation de l'expression "solution finale" et l'a appliquée aux Indiens Lakota Sioux cinquante ans avant qu'Hitler ne l'applique aux Juifs.

Comme leurs pairs, Lord Pirbright et Cecil Rhodes, le général Ulysses S Grant, alias US Grant, dont le nom était en fait Hiram Grant, et le général William Tecumseh Sherman étaient des agents britanniques non déclarés, membres de ce qui allait devenir l'équivalent du Raj américain, brutaux, hommes mauvais et corrompus qui ne méritent aucun honneur de notre part ou de quiconque,

Ensemble, avec les banquiers centraux britanniques, ces hommes ont planifié la panique bancaire de 1873 et l'ont utilisée comme excuse pour violer le traité de Fort Laramie signé seulement sept ans auparavant. Ils ont permis à des milliers de mineurs d'or de profaner les Black Hills et de pénétrer dans la réserve de Lakota Sioux.

Ce ne sont les actions d'aucun gouvernement civil légal.

Ce sont les actes des mercenaires territoriaux britanniques lâchés sur une population civile pacifique et autorisés à se déchaîner par des directeurs qui nous ont toujours dû bonne foi et service. Cette violation de la bonne foi et les activités illégales continues de ces sociétés

municipales sur nos côtes nous poussent à porter ces réclamations en vertu du droit ecclésiastique et nous incitent à demander la liquidation permanente de ces sociétés, de leurs franchises, agences et filiales.

Nous souhaitons que ces organisations perdent leurs crimes contre nous et contre l'humanité au cours des cent soixante dernières années.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

26 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

10. fraude compensatoire d'actifs

Les fraudes de crédit, de faillite et de «compensation d'actifs»

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Ayant pleinement réalisé que ce qui pose à notre gouvernement n'est que deux sociétés municipales étrangères géantes dans le domaine de la fourniture de "services gouvernementaux essentiels" et que ce ne sont jamais que des sous-traitants fédéraux --- jamais notre gouvernement réel, fournit le contexte de la compréhension tous les malversations, la violence, et la fraude qui s'est produite ici et à l'étranger à la suite de leur racket et de leur profit de guerre.

Le service le plus halcyon que les banques pourraient fournir à l'humanité est d'éteindre les comptes de ces sociétés municipales et de réactiver nos comptes - qui ont longtemps été tenus en tant que "comptes hors registre" -. Nous pouvons alors fournir le soutien réel des actifs nécessaire pour négocier de l'argent, pas du crédit, et les criminels seront empêchés de tout mal, car leurs comptes, qui sont tous basés sur notre crédit, seront gelés.

Une telle action est justifiée pour tout un pays pour la même raison qu'elle est justifiée lorsqu'un pirate de carte de crédit humain est découvert en train de chaparder le compte de quelqu'un. Comme nous l'avons noté, les actifs et le crédit développé à partir de ces actifs appartiennent aux propriétaires réels - les États et les habitants de ce pays, et non les sous-traitants municipaux.

Pour que tout le monde comprenne, les sous-traitants fédéraux, ces deux sociétés de «services» municipaux à tête géante opérant à partir du district de Columbia, sont limités à fonctionner à crédit, tandis que nos États réels sont limités à l'exploitation de l'or et de l'argent par les constitutions fédérales. qui permettent à ces sociétés municipales d'exister. C'est la raison pour laquelle ils ont été si déterminés à rechercher des garanties pour justifier le crédit et la raison pour laquelle ils ont traité des notes de dette dans un système de crédit de dette.

Lorsque nos États et notre peuple ont été signalés "manquants, présumés perdus" au lendemain de la guerre civile, les sous-traitants de la Corporation municipale ont déclaré un faux "état d'urgence" et des "pouvoirs d'urgence" également faux qui ne leur avaient jamais été accordés. Opérant sous ces présomptions de pouvoir et affirmant qu'ils étaient nos fiduciaires, ils ont saisi

chaque morceau de garantie en vue, et même finalement (Buck Act, 1940) "sécurisé" et revendiqué la propriété de nos corps vivants en falsifiant notre statut politique.

Cette fraude et cette fausse déclaration leur ont alors permis de revendiquer une participation en nous et de les laisser souscrire des polices d'assurance-vie --- une pratique qui a finalement cédé \$ 950 billions en avril 2017 au prince Philip en tant que "Annuités de valeur de la force de vie" et qui a fourni une motivation pratique pour le génocide des vaccins dont nous assistons actuellement. Au lieu d'avoir à payer les soins aux personnes âgées et les frais médicaux de fin de vie pour les baby-boomers, ces criminels ont décidé de tuer les personnes âgées et de percevoir l'assurance-vie (également émise en fraude) à la place.

Lorsque tout cela a été découvert, ils ont été contraints d'aller au Plan B, pour justifier leur titrisation continue de la chair vivante (asservissement) qui a abouti à un autre aspect du génocide des vaccins - implantation secrète de l'ADN / ARNm artificiel breveté qui change le génome des victimes. Les auteurs affirment ensuite que leurs victimes sans méfiance sont réduites à être des organismes génétiquement modifiés (OGM) par ce processus, ne sont plus humains et ne doivent plus de droits de l'homme, et sont même soumis à la mort par les propriétaires de ces brevets qui prétendent être leur créateurs.

Au-delà de la fraude et de la non-divulgateur évidentes de présenter ces injections changeantes du génome comme un "vaccin" pour prévenir une maladie, il y a les problèmes de prépondérance des droits et d'intrusion illégale et illégale et de conversion illégale. Il y a aussi le fait que notre gouvernement américain légal a adopté une loi publique par Roll Call Vote des États de l'Union interdisant ces activités et réclamations dans ce pays, à compter du premier janvier 2020.

Nous sommes, une fois de plus, confrontés au fait inévitable que ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia sont exploitées par des criminels et sont impliquées dans des activités illégales et illégales depuis très longtemps --- des activités illégales et illégales qui ont entraîné dans le vol de billions de dollars de crédit, la destruction de bases d'actifs, et la mort de millions d'Américains dans des conflits mercenaires non divulgués et des activités criminelles connexes ---- et maintenant, nous sommes confrontés à des réclamations de génocide et de propriété motivées par le profit accélérées par de fausses "vaccinations".

Certaines des fraudes de crédit les plus notables se sont produites dans les années 1933-1934, lorsque les lois sur la titrisation d'urgence et les services bancaires d'urgence ont été adoptées par le Congrès territorial et leur prétendu congrès municipal.

La loi sur la titrisation d'urgence, qui ne pouvait s'appliquer qu'aux citoyens territoriaux et municipaux, c'est-à-dire les sous-traitants de la Société municipale fédérale, a entraîné la titrisation illégale susmentionnée de la chair vivante (esclavage) et a fourni la motivation pratique pour mal caractériser les Américains comme des étrangers. citoyens dans leur propre pays.

En d'autres termes, les auteurs ont faussement affirmé que nous, leurs employeurs, le peuple américain, étions "apatrides" en raison des autres mensonges du auteur selon lesquels notre gouvernement américain était "manquant, présumé perdu et / ou interrègne". --- et cela a laissé des millions d'Américains mal caractérisés comme étant d'origine inconnue et soumis aux

opérations de sauvetage du Perpetrator.

La loi sur les services bancaires d'urgence et l'adoption des politiques de la loi sur la réserve fédérale de ces sous-traitants de la société municipale prétendant subrepticement être ou représenter notre gouvernement sous la couleur de la loi, les ont amenés à établir unilatéralement un taux de change qui leur a permis d'échanger leur «note de la réserve fédérale "IOU" sur une base "un pour un" avec nos dollars en argent.

Cela leur a permis d'émettre des crédits contre notre monnaie réelle et de créer une porte dérobée pour accéder à nos réserves réelles d'argent sous la couleur de la loi. Notre peuple ne voulait pas renoncer à ses certificats d'argent et d'argent en échange de ce qui semblait être des I.O.U délivrés par le gouvernement, mais encore une fois, parce que toute la situation n'était pas divulguée et parce qu'ils étaient trompés pour l'accepter sous la couleur de la loi, les gens se sont conformés.

La loi sur la titrisation d'urgence et la loi sur les services bancaires d'urgence étaient des stratagèmes de dépouillement des garanties de la société municipale commerciale chauve exécutés en vertu de la force et de la couleur de la loi.

Ces actes illégaux et les blessures infligées à nos personnes et à nos biens par couleur de droit et sans aucune autorisation accordée par ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, représentent des actes de piraterie et d'extorsion commerciales intérieures, de racket sous couleur de droit, et complot en faveur de la fraude commis par ces soi-disant prestataires de services contre leurs employeurs.

En tant que parties lésées et créanciers prioritaires préférentiels, nous devons le retour de tous nos actifs volés et purs, le crédit et les bénéfices, ainsi que les actifs matériels et immatériels de ces sociétés municipales.

En plus de toutes ces blessures, ces sociétés municipales ont commis une fraude libérale et cyclique à la faillite et une fraude compensatoire des actifs.

Une fois entièrement structurées en deux entités de la Corporation municipale, ces sociétés municipales étrangères complices ont commencé à accumuler d'énormes dettes et à imputer tout ce qu'elles voulaient à nos biens publics et à notre trésorerie.

Ils nous ont inculpés pour leurs réparations de guerre et les frais de poursuite de la Seconde Guerre mondiale et de tous les autres conflits mercenaires dans lesquels ils se sont engagés, mais ils n'ont pas comptabilisé leurs bénéfices ni partagé leurs bénéfices avec nous, ce qui est une preuve plus circonstancielle que ces sociétés ne sont pas en fait travailler pour nous ou à notre direction, et sont en fait des organisations criminelles qui nous utilisent, nous et nos vénérables contrats constitutionnels, simplement comme vitrine.

Nous avons vu les prix facturés pour les services de placement familial et d'incarcération, qui ont été gonflés de manière sauvage et délibérée pour promouvoir le profit, et les mêmes types de frais bien supérieurs aux "frais raisonnables et habituels" que nous avons autorisés, ont été appliqués à tous les niveaux. Il en résulte une forme de saisie forcée des actifs et provoque une inflation par

rapport à la monnaie.

Si le prix courant des services d'entretien ménager dans l'économie est \$ 12 par heure, et que votre société de services gouvernementaux facture \$ 512 par heure pour le même service, et le fait par couleur de droit, elle est engagée dans un racket exorbitant , une pratique grossièrement illégale.

Cela se produit depuis des décennies parce que, comme nous l'avons vu, les sociétés municipales ont glissé leur laisse sous l'administration frauduleuse d'Abraham Lincoln, le moment où elles se sont secrètement lancées dans les affaires pour elles-mêmes et ont commencé à parasiter leurs employeurs et tout le monde en remplaçant leurs sociétés commerciales pour les gouvernements légaux ordonnés par le peuple de chaque nation.

Depuis lors, ces sociétés municipales opérant à partir du district de Columbia n'étaient plus sous le contrôle et la surveillance du gouvernement civil actuel de ce pays. Ils nous facturent tous les services qu'ils voulaient fournir à tout prix qu'ils voulaient facturer, non consensuellement, au point d'une arme à feu territoriale britannique, et opérant par ailleurs en violation flagrante de la confiance.

Nous souhaitons que ces sociétés municipales incriminées soient liquidées en notre faveur avec leurs franchises et filiales de l'État et des agences.

Nous souhaitons que les banques ferment leur accès à notre crédit et au crédit de toutes les autres nations également lésées par ces charlatans --- cela inclut, mais sans s'y limiter, les actifs et le crédit appartenant au peuple d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse, du Pays de Galles , tous les anciens pays du Commonwealth, dix-sept pays d'Europe occidentale toujours sous occupation territoriale illégale, la Corée du Sud et le Japon.

Les fonctions de défense et bancaires doivent être transférées et transférées des sociétés municipales incriminées à notre contrôle.

Dans le même temps, les comptes hors registre qui nous appartiennent et à ces autres pays touchés doivent être avancés et activés afin d'accélérer une base sûre et sûre pour le commerce en cours, les nouvelles devises et les nouveaux accords de crédit.

Nous avons déjà adopté une nouvelle monnaie internationale, le dollar de la Fédération américaine adossé à l'or, et nous avons pleinement l'intention de réémettre nos dollars en argent et les certificats connexes à des fins de commerce intérieur. Les sociétés municipales criminellement mal gérées du district de Columbia et leurs successeurs nous doivent plus d'argent en vertu des dispositions de la loi sur les services bancaires d'urgence que jamais extrait de la croûte terrestre et probablement plus d'argent que ce qui existe dans le monde physique.

Cette observation qui précède est, en soi, suffisante pour justifier la faillite et la forclusion immédiates du chapitre 7 de tous les actifs détenus et contrôlés par ces sociétés municipales renégates et le retour immédiat de leurs fonctions administratives au gouvernement légal. De toute évidence, le coût de la faillite devrait être supporté par les propriétaires et exploitants réels des sociétés municipales incriminées et non par les États et les habitants de ce pays qui ont été

victimes d'une occupation territoriale illégale et illégale pendant plus d'un siècle et demi, ou toute victime similaire dans le monde qui a vu son statut politique illégalement converti et elle-même déformée en tant que citoyenne de ces mêmes sociétés municipales incriminées hébergées dans le district de Columbia, leurs franchises, agences et filiales.

Ces informations devraient également inciter à l'arrestation des dirigeants du Forum économique mondial et des membres de leur programme "Future Leaders" et d'autres, y compris divers hauts responsables des barreaux, pour avoir promu et financé cette forme de féodalisme d'entreprise sans loi et tenté de forcer sur les gens libres du monde via la fraude de la Corporation municipale exercée sous la couleur du droit.

Tout le personnel fédéral non essentiel qui n'est pas nécessaire pour fournir des services de défense, bancaires, de transport et postaux doit être renvoyé chez lui; médecins, dentistes, les infirmières et tous les autres professionnels des services de santé doivent être libérés de toute présomption selon laquelle ils sont soumis à la conscription en tant qu'officiers en uniforme et doivent être pleinement informés de leurs droits et prérogatives et libérés des contrats de l'American Medical Association et également libérés du permis de leur capacité prescrire des médicaments traditionnels et courants, des nutriments et des thérapies non exclusives.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

6 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

11. fraude bancaire commerciale étrangère

Fraude bancaire - Banques commerciales étrangères

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les banques américaines ne sont généralement pas des banques américaines. Ce ne sont même pas des banques créées pour répondre et répondre aux besoins des personnes vivantes.

Il s'agit plutôt de banques commerciales presque universellement créées par la Couronne britannique et les sous-traitants municipaux hébergés dans le district de Columbia.

Pour faire fonctionner leur programme bancaire, tous les habitants de ce pays doivent être redéfinis et incorporés en tant que SOCIÉTÉS américaines --- et interprétés comme tels, car les gens ne peuvent pas utiliser les banques commerciales.

Nous ne nous engageons pas dans le commerce par définition, car le «commerce» est une affaire entre deux entités constituées. Les usurpateurs ont dû créer des franchises pour eux-mêmes et les exploiter "pour" nous afin d'acquérir un contrôle réglementaire sur nous et d'obtenir un accès détourné à nos actifs.

Ainsi, les sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation complices ont illégalement saisi nos personnes légales, c'est-à-dire nos noms propres, et ont créé séquentiellement une personne morale territoriale britannique appartenant à la British Crown Corporation et ensuite, un PERSONNE municipale appartenant à la Corporation municipale, toutes deux portant notre nom, à notre insu ou sans notre consentement.

Cette usurpation d'identité non divulguée et non consensuelle est utilisée de diverses manières pour frauder les Américains au profit de ces sociétés d'État et municipales britanniques agissant en violation de la confiance, mais pour l'instant, se concentrer sur le crime de personnage de base impliqué, qui crée puis s'accroche à des personnes morales étrangères qui portent notre nom --- et qui semblent ensuite nous être associées --- le tout à notre insu ou sans notre consentement.

Après avoir créé leurs propres franchises non autorisées et non divulguées qui portent notre nom, les sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia ont dénaturé ces personnes de fiction juridique dans le cadre de leurs citoyens.

L'ensemble du processus entraîne un crime capital de conversion illégale. Cela a donné aux sous-traitants de la Couronne britannique et des municipalités complices la possibilité de soumettre ces franchisés étrangers à leurs lois et politiques d'entreprise, et leur a donné une excuse pour nous abuser, comme si nous étions les "mêmes" que ces entités fouettées sur papier.

D'autres actes de tromperie combinés à ce système de conversion illégal de base leur ont permis de construire l'ensemble de leur système bancaire sur la fraude et les actifs purloqués.

En 1924, nos prétendus «United States Trustees» ont vendu les marques et les intérêts commerciaux du «Trésor américain» et du «Département du Trésor américain» au Fonds monétaire international. Cet actif appartenant à notre République fédérale américaine a ensuite été utilisé par une société municipale faisant affaire sous le nom de FMI, pour promouvoir la fraude constructive.

Plus célèbre, le "Trésor des États-Unis", disparu depuis longtemps, a envoyé des lettres de perception des impôts et toutes sortes de formulaires fiscaux aux Américains chaque année, les abusant en tant que franchises des sociétés municipales et donnant délibérément à des millions de personnes la fausse impression que la communication était un gouvernement officiel. Les affaires qui leur sont adressées, alors qu'en fait, il s'agissait d'une fraude postale promue par une banque commerciale étrangère recouvrant une dette d'une franchise de la Municipal Corporation faisant des affaires au nom de la victime.

Des millions d'Américains ont assumé la dette présentée sous la couleur de la loi, et au moins selon les auteurs, se sont portés volontaires pour payer une taxe qu'ils ne devaient jamais et se sont également soumis involontairement à la "loi" de la Société municipale étrangère comme résultat non divulgué.

Nous avons finalement démantelé ce stratagème de fraude, seulement pour que les sous-traitants de la British Crown Corporation écrivent des lettres de perception de l'impôt au nom de la "Federal Tax Authority" et menacent les Américains avec des privilèges fiscaux et des ventes fiscales et envoient des mandats de contrainte sous la couleur de la loi. Ils commettent une fraude postale et se dénaturent comme "le gouvernement" et dénoncent les Américains comme des franchises territoriales.

Ce comportement criminel pernicieux et volontaire de la part des deux sous-traitants hébergés dans le district de Columbia, tous deux opérant en tant que sociétés municipales, bien que sous une direction différente, mérite leur dissolution ou la déchéance directe de notre gouvernement légal en tant que syndicats du crime impliqués dans des activités multigénérationnelles et criminalité internationale.

Leur attitude évidente est que si un stratagème de fraude ne met pas la proie en sac, le deuxième stratagème de fraude le sera. Ils sont complices de cette manière, comme nous l'avons vu, depuis 1937 --- et ces intérêts des entreprises étrangères se sont toujours cachés, ont toujours opéré dans

le dos du peuple américain, ce qui témoigne de la nature préméditée et délibérée de leurs crimes contre nous.

Le peuple américain n'a délibérément pas été informé par les sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation qui leur devaient un service de bonne foi, et en conséquence, nous avons été illégalement la proie de ces intérêts étrangers agissant sous la couleur du droit et conditions de tromperie depuis six générations. Le montant de la dette déjà due par ces sociétés au peuple américain est incalculable, de sorte que la demande qu'elles soient confisquées avec toutes leurs franchises, successeurs potentiels et autres actifs n'est pas déraisonnable.

Nous souhaitons la cessation immédiate de toutes les activités illégales du Mercenaire sur nos côtes et le strict respect des limites des Constitutions réelles aussi longtemps qu'il le faudra pour nettoyer ce gâchis.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

14 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

12. fraude bancaire nous bons du Trésor

Fraude bancaire - "Obligations du Trésor américain"

Par Anna von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

En vérité, les banques de la British Crown and Municipal Corporation sont en faillite depuis les années 1930, mais ont été autorisées à poursuivre leurs opérations, donnant lieu à l'un des stratagèmes de fraude et d'abus de pouvoir les plus extraordinaires jamais observés sur Terre.

Ayant illégalement présumé et déployé les actifs des gouvernements des États-nations dans des fiducies publiques contrôlées et utilisées au profit des auteurs, il n'y avait aucun actif dur disponible pour soutenir un système bancaire.

Ainsi, les sous-traitants de la Couronne britannique se sont accrochés au «fret» de notre prétendument disparu navire d'État.

Ils ont remboursé leurs opérations bancaires en faillite sur nos corps identifiés comme "cargo" dans leur programme moderne d'obligations de fond. Pour couronner le tout, ils ont construit ce système sur la cautionnement public et le crédit --- tous mis à profit sur les paiements futurs, qui bien sûr ne sont jamais payés.

Entre-temps, la Corporation municipale a saisi les ressources patrimoniales liées au travail des personnes vivantes dans le cadre de ce que l'on appelle la confiance du public et a émis des contrats de travail des enfants en notre nom.

Dans les deux cas, les obligations d'esclaves qui en résultent ont été utilisées comme actifs pour financer les banques respectives et d'autres franchises de ces sous-traitants désespérément corrompus.

Le «Trésor des États-Unis» - alias, FMI, INC., Émet des «obligations du Trésor des États-Unis» sur la base de ces actifs d'obligations de main-d'œuvre que la Réserve fédérale a purgés sans discernement auprès des employés fédéraux et classent les Américains. La Réserve fédérale rachète ensuite les «obligations du Trésor américain» à un rabais substantiel. Cette «réduction sur

le marché» est le retour en arrière dû par le FMI à la Réserve fédérale pour sa part dans le programme.

Ces «obligations du Trésor américain» sont dirigées par des contrats de servitude littérale sous la forme d'obligations de rendement évaluées par les sous-traitants de la Couronne britannique et de contrats de travail des enfants promus par les sous-traitants municipaux.

Les obligations de performance se traduisent par une forme d'esclavage toujours appliquée en vertu de la loi sur l'amirauté et les contrats municipaux de travail des enfants entraînent une augmentation des obligations d'esclaves dues à un paiement futur.

Grâce au programme de conversion illégal qui a créé des millions de franchises britanniques et municipales non autorisées exploitées en notre nom, ce système de fraude secondaire a été appliqué aux Américains en général simplement en les abusant en tant que franchises étrangères et en émettant à la fois des obligations de performance et des contrats de travail des enfants liés à leur.

Rien de tout cela n'est jamais divulgué aux employés fédéraux, encore moins au grand public américain, et il en résulte que des actifs obtenus illégalement sont utilisés pour soutenir l'émission de ce qui semble être des obligations publiques, mais qui sont en fait émis par le FMI, INC. au nom du "Trésor américain"--- un bien de marque de notre République fédérale américaine vendu illégalement par les dirigeants de Son Tort au Fonds monétaire international en 1924.

Les sous-traitants de la British Crown Corporation et les sous-traitants de la Municipal Corporation ont donc été continuellement remboursés en cautionnant notre travail et le travail de leurs propres employés et personnes à charge, pour payer leurs dettes, et tout a été fait de manière non consensuelle, sans divulgation à personne.

Nos sous-traitants municipaux étrangers et sous-traitants de la Couronne britannique auraient dû informer pleinement leurs employeurs réels, le peuple américain. De nouvelles élections publiques - et non des élections privées - auraient été déclenchées, et la vie aurait continué dans ces États-Unis.

Au lieu de cela, nous avons subi plus de 150 ans d'occupation étrangère non divulguée et illégale par les forces territoriales britanniques, pillage, fraude, confiscation illégale, fausses arrestations, actes de responsabilité illégaux, malversations, prétextes de guerre, usurpation d'identité et pire encore.

Nous souhaitons que tous les biens soient remis sous le contrôle de notre gouvernement légal et que toutes ces sociétés municipales, anciens sous-traitants du Saint-Empire romain germanique et de la Couronne britannique, nous soient confisquées, les directeurs américains, compte tenu des crimes qu'ils ont commis contre leurs employeurs en violation de la confiance et contre la paix qu'ils ont illégalement violée.

Nous souhaitons mettre fin à tous les mensonges et prétextes qui ont contribué à cette situation et qui ont servi à enrichir injustement les criminels.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

13 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

13. grande division

La grande scission

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Le Big Split est venu lorsque l'Empire romain s'est divisé en deux, l'Est et l'Ouest, et l'Empire occidental a chuté, tandis que leurs homologues de Byzance ont connu des fortunes considérablement accrues, tant matériellement que diplomatiquement. L'impact de ce schisme se fait encore sentir aujourd'hui, ainsi que l'impact de l'alliance secrète entre les évêques de Rome et les patriarches.

Bien qu'ils semblent des mondes à part, l'Est et l'Ouest parlent pour la même Église universelle, et ils collaborent à leur avantage mutuel --- comme les deux sociétés municipales géantes hébergées dans le district de Columbia, semblant être différentes et sous une direction différente, tandis que les deux suivent un plan de match unique.

Nous n'étudions ni ne parlons même plus de l'Empire ottoman dans les écoles occidentales, mais il s'est étendu de 1299 à 1922 et a été le gouvernement de millions de musulmans et de plusieurs pays. Ses avoirs allaient de l'Afrique du Nord au cercle polaire arctique et de l'Irak aux Balkans. Il se tenait sur la voie directe du commerce entre la Chine et l'Occident et est devenu extrêmement riche en tant qu'intermédiaire. Il était considéré comme la plus grande menace pour le christianisme qui ait jamais existé.

L'Église orientale a reçu de nombreux cadeaux du vaste Empire ottoman --- qu'elle a finalement minés et détruits. Largement banalisés par les pays occidentaux, d'énormes réserves d'or, de bijoux et d'autres richesses se sont empilées à Constantinople alors que l'Empire ottoman s'est évanoui et, pour la plupart, ces trésors y sont restés sous le contrôle de l'Église, car l'Église contrôlait subrepticement les banques.

Cette idée de contrôler les nations en contrôlant leur argent et en exerçant un contrôle réglementaire coercitif sur leurs banques vient directement de Constantinople.

Le contrôle de l'Église orientale sur les banques s'est développé à partir de son rôle laïque de gouvernement de Byzance, une cité-État. C'est grâce à eux que nous avons des commissions bancaires et au moins une prétendue surveillance publique des opérations bancaires. Ils nous ont également apporté l'artifice pratique connu sous le nom de «réclamation sur l'abandon» et les stratagèmes de fraude associés.

L'emploi de ces deux dispositifs - un contrôle réglementaire invisible des banques et des créances sur l'abandon - serait également crucial pour le succès des sociétés municipales dans leurs régimes actuels, sauf qu'elles ont été prises en flagrant délit.

L'Église orientale a sapé l'Empire ottoman pour ses différences religieuses, et elle a acquis un contrôle de facto d'une grande partie de la richesse de l'Empire ottoman via sa manipulation réglementaire invisible des banques. Les efforts pour résoudre cette situation intenable sont finalement tombés sur l'archiduc Ferdinand, dont l'assassinat a déclenché la Première Guerre mondiale.

Travaillant derrière l'écran de fumée géant créé par la Première Guerre mondiale, les revendications de l'Église orientale sur l'abandon ont réussi et une grande partie de la richesse du monde du Moyen-Orient aux États des Balkans a disparu dans ses coffres sans murmure.

C'était le plus grand casse de l'histoire et personne n'en a entendu parler.

Les efforts britanniques pour reprendre la masse continentale de l'Empire ottoman ont échoué, mais la fraude bancaire réussie de l'Église orientale en a valu la peine.

Le même plan de base a été mis en œuvre à nouveau pendant la Seconde Guerre mondiale, mais cette fois, la cible était tout l'or américain qui avait été retiré aux îles Philippines pour "maintien en toute sécurité" par les États-Unis. Marine. Une partie importante de ce trésor a ensuite été découverte et emportée par le général japonais Yamashita, conduisant au mythe de Yamashita's Gold. Encore une fois, les fausses revendications sur l'abandon et les «origines inconnues» ont été utilisées comme excuse pour la fraude bancaire, et encore une fois, elles ont été retirées derrière l'écran de fumée d'une guerre - la Seconde Guerre mondiale.

C'était le deuxième plus grand casse de l'histoire du monde, et encore une fois, personne n'a compris.

Nous arrivons à notre troisième itération de vol gigantesque promue via de fausses allégations sur l'abandon, et les auteurs tentent à nouveau de concocter la Troisième Guerre mondiale pour lui fournir l'écran de fumée. Cette fois, la cible n'est rien de moins que toutes les terres qui ont été secrètement et illégalement occupées par les mercenaires territoriaux du "Commonwealth".

Les criminels en col blanc proposent que toutes ces terres soient "abandonnées" par les gouvernements nationaux respectifs, et libres pour les faux gardiens de réclamer pour eux-mêmes. Ils proposent de diriger cet empire instantané via l'Organisation des Nations Unies, tout en utilisant le CORP nazi de l'ONU pour le gouverner.

Bien sûr, eux et leurs collaborateurs gérant toutes les différentes franchises comme l'Australie, Inc. et l'AUSTRALIE, ont voté pour ce résultat et l'ont déformé comme "179 nations l'ont approuvé" alors qu'en fait, 179 sociétés commerciales intéressées et criminelles l'ont approuvé pour leur propre bénéfice.

Les nations réelles composées de personnes vivantes n'ont pas été consultées.

Dans le programme promu par les sociétés municipales, nous devons être considérés comme des actifs du nouveau féodalisme d'entreprise et cultivés comme des animaux, les eugénistes prenant des décisions sur l'ADN transmis et l'ADN qui frappe la poubelle de l'histoire. Oubliez des concepts tels que l'amour et la liberté --- selon eux.

L'une des leçons apprises du Big Split de l'Église en Est et en Ouest était les nombreux avantages d'avoir deux côtés à tout, d'avoir toujours un bon flic pour contrebalancer le mauvais flic, d'avoir toujours un ennemi pratique pour attaquer ----- et des insoupçonnés supplémentaires mains prêtes à emporter le butin.

Nous voyons cette même configuration délibérée de deux côtés à tout dans toutes sortes de lieux. Les mêmes auteurs qui nous ont apporté tout ce plaisir et ces jeux ont mis en place le concept de "Palestine" puis mis en place le concept d "'Israël" au Moyen-Orient comme tête de pont pour leurs activités commerciales et leur ingérence politique.

L'ensemble du conflit au Moyen-Orient a été mis en place avec la malveillance prévue par les banquiers centraux et les sociétés municipales criminelles - et ce n'est pas la première fois. Ils ont créé l'Empire prussien (par opposition au Royaume prussien) exactement de la même manière et aux mêmes fins fondamentales.

Il faut avoir deux côtés pour diviser et conquérir. C'est plus facile à faire si vous installez vous-même les deux côtés.

À partir des années 1700, ces mêmes délinquants ont créé un réseau de sociétés secrètes, en particulier les francs-maçons, et leur ont enseigné les mêmes principes, bien qu'ils l'aient habillé de doggerel semi-biblique mystérieux et ont enseigné à leurs initiés que ces deux côtés à tout programme reflète les deux piliers d'entrée du Temple de Salomon, Joachim et Boaz.

D'autres sociétés secrètes enseignent qu'il ne s'agit pas de piliers, mais de goads - droite et gauche, pour les troupeaux de la même manière qu'un agriculteur utilise un bâton pour rassembler les cochons et les chèvres - une explication moins moralisatrice et plus véridique.

Le trésor ottoman a été rapidement rebaptisé trésor de l'Est (l'Église) pour déguiser ce qu'il était et d'où il venait, et l'Église romaine, en raison de sa position plus étroite et de ses liens avec les terres déchirées par la guerre d'Europe occidentale, est devenue le banquier et le facilitateur de choix. La Banque du Vatican existait déjà depuis des siècles, mais la version que nous connaissons maintenant a été mise au lendemain cruelle de la Première Guerre mondiale, lorsque beaucoup d'argent a été gagné en prêtant de l'or turc purloqué à des nations européennes appauvries qui tentaient de reconstruire.

Ces nations sont alors devenues endettées et cette dette a été utilisée pour les exploiter politiquement; lorsque l'or américain "abandonné" aux Philippines est venu à la discussion, et les bénéfices à tirer d'une autre guerre à but lucratif ont été calculés, et les plans pour la Seconde Guerre mondiale ont été accélérés de la même manière que les plans pour la Troisième Guerre mondiale ont été accélérés maintenant.

Un autre exemple est fourni par la rivalité entre la Dutch East India Company et la British East India Company. Lorsque la Compagnie néerlandaise des Indes orientales a été forcée de déménager à la suite de la découverte de son rôle dans le scandale des obligations de fond, la British East India Company - soi-disant son pire ennemi et concurrent --- est venue à son secours et lui a fourni un refuge sûr à New York. Les deux sociétés étaient finalement détenues par les mêmes investisseurs.

Les sociétés municipales du district de Columbia ont joué le même jeu Good Guy - Bad Guy, et même si le sous-traitant de la société municipale géré par la ville fait la préparation finale pour déménager en Chine, le sous-traitant de la société municipale géré par la Couronne britannique couvre leur départ des États-Unis et collabore aux fausses revendications sur l'abandon contre notre nation et notre gouvernement national --- et prépare l'écran de fumée, la Troisième Guerre mondiale, nécessaire pour augmenter les bénéfices et détourner l'attention du public loin des problèmes économiques, financiers et bancaires.

Nous voyons le même régime à deux partis utilisé par les partis politiques dans ce pays, les républicains et les démocrates semblant être des mondes à part, mais produisant en fait les mêmes résultats laids.

Notre point est que ce plan "des deux côtés à tout" est utile et qu'il est systématiquement utilisé pour promouvoir la fraude et la violence; tout le processus de "réclamation sur l'abandon" est également constamment utilisé par les banques pour voler des actifs qui ne leur appartiennent pas.

Nous ne sommes pas trompés; nous voyons les jeux joués par ces sociétés municipales. Toutes ces sociétés à but lucratif apparemment disparates sont gérées par les mêmes intérêts - des intérêts qui causent délibérément toutes ces perturbations et cette corruption afin de s'enrichir injustement et de recueillir un pouvoir coercitif sous la couleur du droit.

Il est grand temps que ces mêmes intérêts s'arrêtent et réfléchissent. Cette fois, nous savons qui ils sont et ce qu'ils font. Nous connaissons leur aspiration à plonger la Terre dans une nouvelle ère du féodalisme des entreprises, où les gens seraient des esclaves appartenant à des sociétés, au lieu que les sociétés appartiennent au peuple.

Notre gouvernement national est toujours là et toujours intact. Nous sommes présents et en session et nous rejetons toutes les revendications d'abandon pour nous-mêmes et pour toutes les autres nations qui ont été illégalement "occupées" par les forces territoriales du mercenaire agissant sous le coup de la loi.

Nous souhaitons la paix et considérons la guerre comme un crime, pas un passe-temps, et non comme une opportunité de gagner de l'argent ni un écran de fumée pratique pour cacher la fraude bancaire.

Le soi-disant «plus grand transfert de richesse de l'histoire humaine» - c'est-à-dire un transfert directement dans les poches des sociétés municipales coupables, vient de frapper un hic.

Nous souhaitons que les banques centrales ainsi que leurs franchises de banques commerciales - qui fonctionnent toutes en tant que sociétés municipales d'une espèce ou d'une autre, soient confisquées et placées sous le contrôle du ou des gouvernements nationaux où ces maux persistent.

Nous souhaitons une révision en faveur de la vérité et la fin de ces sociétés et la fin du féodalisme des entreprises en tant que modèle pour le gouvernement mondial ---- avant même qu'il ne s'assoie.

Nous ne serons pas trompés.

Tout comme les sociétés municipales ont manqué à leur confiance, les banques centrales ont échoué. Aucune de ces sociétés n'a fourni les résultats et les services promis qu'elles ont vantés; les sociétés municipales ont agi en tant que prédateurs des personnes qu'elles étaient censées servir et les banques centrales n'ont pas empêché l'inflation ou la contrefaçon ou les opérations bancaires - mais elles ont réussi à construire un vaste système de grèvement illégal et illégal des produits de base qui nuit aux devises et aux marchés boursiers mondiaux, et qui blesse systématiquement les producteurs, les consommateurs et les investisseurs.

Il ne fait aucun doute que toutes ces sociétés municipales ont fonctionné illégalement, et souvent illégalement aussi, et qu'elles ont échoué au test en tant que prestataires de services publics. Ces questions étant clairement tranchées par leur propre volonté et leurs actions, il n'y a aucune raison pour que ces entités existent et aucune raison d'en discuter.

Nous souhaitons qu'ils soient soit: (a) liquidés, comme dans le cas de toutes les agences fédérales erronées qui ont été ajoutées à nos dépenses par nos sous-traitants de la Corporation municipale sans notre accord consensuel; ou (b) perdu au contrôle des gouvernements nationaux respectifs, afin de préserver au mieux la paix et la sécurité de toutes les parties concernées.

Si l'un des autres gouvernements nationaux a besoin de temps pour se réorganiser après un long sommeil, nous agissons comme leurs fiduciaires jusqu'à ce qu'ils se lèvent et aient leurs bureaux gouvernementaux traditionnels en place.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

17 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

14. fraude à la guerre biologique

La fraude à la biowarfare

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nos recherches ont confirmé, tout comme les recherches du Dr. David Martin a récemment livré au Parlement européen que la soi-disant arme biologique Covid 19 avait été développée et basée sur des recherches et des brevets qui ont commencé en Grande-Bretagne, ont migré vers les États-Unis, puis ont migré vers la Chine.

L'ancêtre en Grande-Bretagne était le Pirbright Institute, l'héritage du scion Rothschild Henry de Worms, Lord Pirbright, la même source de: (1) sociétés à but lucratif se substituant aux gouvernements; (2) camps de concentration; (3) expérimentation médicale non consensuelle et non divulguée, en particulier l'expérimentation de vaccins.

Tous ces maux se sont manifestés pour la première fois en Afrique pendant les guerres des Boers.

Ce seul homme, "Lord Pirbright", et l'institution qu'il a financée, a été la principale source de tout ce mal au cours des 140 dernières années. Nous avons blâmé les nazis, mais en fait, ces maux ont eu leur genèse en Angleterre et continuent de se propager à partir de cette source puissante.

Bien qu'il soit interdit et supprimé, il s'avère que le gouvernement des États-Unis (territorial britannique) a barboté dans la biowarfare, tout comme le gouvernement britannique et ses agences et affiliés, sur une base continue depuis les expériences que Lord Pirbright et ses amis Cecil Rhodes et l'Américain Mengele, Henry Wellcome (Wellcome Trust), conduit sur des prisonniers néerlandais détenus dans des camps de concentration pendant les guerres des Boers environ soixante-dix ans avant que Hitler ne prenne le pouvoir.

Nous notons qu'à peu près au même moment où ces génocides se produisaient en Afrique, les Indiens d'Amérique piégés dans les soi-disant "réserves" --- recevaient des cadeaux de couvertures chaudes lacées de variole par les États-Unis. Gouvernement, c'est-à-dire le gouvernement britannique territorial des États-Unis.

Au-delà de notre sort actuel, en voici un exemple dans le continuum:

"Et il y avait la question de la guerre des germes. Les Chinois ont consacré beaucoup d'efforts à faire connaître leur affirmation selon laquelle les États-Unis, en particulier de janvier à mars 1952, avaient largué des quantités de bactéries et d'insectes chargés de bactéries au-dessus de la Corée

et du nord-est de la Chine. Il a présenté le témoignage d'environ 38 aviateurs américains capturés qui auraient piloté les avions avec la cargaison mortelle. Beaucoup d'hommes sont entrés dans des détails volumineux sur l'ensemble de l'opération: les types de bombes et autres conteneurs largués, les types d'insectes, les maladies qu'ils portaient, etc. Dans le même temps, des photographies des prétendues bombes germinales et des insectes ont été publiées.

Puis, en août, un "comité scientifique international" a été nommé, composé de scientifiques de Suède, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Brésil et de l'Union soviétique. Après une enquête en Chine de plus de deux mois, le comité a produit un rapport d'environ 600 pages, de nombreuses photos, et la conclusion que: Les peuples de Corée et de Chine ont en effet été les objectifs des armes bactériologiques.

Ceux-ci ont été employés par des unités des forces armées américaines, utilisant une grande variété de méthodes différentes à cet effet, dont certaines semblent être des développements de celles appliquées par les Japonais pendant la seconde guerre mondiale.

La dernière référence concerne les expériences de guerre bactériologique que les Japonais avaient menées contre la Chine entre 1940 et 1942. Les scientifiques japonais responsables de ce programme ont été capturés par les États-Unis en 1945 et ont bénéficié de l'immunité de poursuites en échange de la fourniture d'informations techniques sur les expériences à des scientifiques américains du centre de recherche biologique de l'armée à Fort Detrick, Maryland.

Les Chinois en étaient conscients au moment de l'enquête du Comité scientifique international.

Il convient de noter que certaines des déclarations des aviateurs américains contenaient tellement d'informations biologiques techniques et étaient si pleines de rhétorique communiste — "impérialiste, capitaliste Wall Street warmonger" et autres — que leur paternité personnelle des déclarations doit être sérieusement remise en question. De plus, il a été appris plus tard que la plupart des aviateurs n'avaient avoué qu'après avoir été victimes de violences physiques.

Mais au vu de ce que nous avons appris depuis sur la participation américaine aux armes chimiques et biologiques, les revendications chinoises ne peuvent être rejetées d'emblée. En 1970, par exemple, le New York Times a rapporté que pendant la guerre de Corée, lorsque les forces américaines ont été submergées par des "vagues humaines de chinois", l'armée a creusé dans des documents de guerre chimique nazi capturés décrivant Sarin, un gaz nerveux si mortel que quelques-uns des livres pourraient tuer des milliers de personnes en quelques minutes.

Au milieu des années 90, l'armée fabriquait des milliers de gallons de Sarin." Et au cours des années 1950 et 1960, l'armée et la CIA ont mené de nombreuses expériences avec des agents biologiques aux États-Unis. Pour ne citer que deux exemples: En 1955, il existe des preuves convaincantes que la CIA a libéré des bactéries de la coqueluche en plein air en Floride, suivies d'une augmentation extrêmement forte de l'incidence de la maladie dans l'État cette année-là. L'année suivante, une autre substance toxique a été disséminée dans les rues et les tunnels de New York. Nous verrons également dans le chapitre sur Cuba comment la CIA a mené une guerre chimique et biologique contre le règne de Fidel Castro."

<https://www.cia.gov/library/abbottabad->

[composé / 13 / 130AEF1531746AAD6AC03EF59F91E1A1_Killing_Hope_Blum_William.pdf](#)

Il apparaît dans tous ces exemples que, à la fois par des moyens trompeurs pour tenter de faire des volontaires leur propre mort ou la mort d'autrui (avortements légalisés, règle de l'enfant unique en Chine, "vaccins" expérimentaux mandatés) ou par la force, profitant de prisonniers et détenus dans des installations de "réservation", bactériologiques et autres formes de bio-armement ont été promus et appliqués à plusieurs reprises par les mêmes monstres: La Grande-Bretagne et son gouvernement fantoche Raj en Amérique, aux États-Unis, Inc.

D'après notre présentation, notre discussion et notre calendrier fournis dans le cadre de notre processus de réclamation devant la Cour de chancellerie du Vatican et poursuivis en vertu de la loi ecclésiastique, il est évident que: (1) la bioweapon Covid 19 basée au Sars-2 est en cours de développement en Grande-Bretagne et aux États-Unis depuis 1965; (2) l'arme biologique de Covid 19 provient de brevets appartenant à l'Institut Pirbright qui a sa genèse avec l'héritier Rothschild, Henry de Worms, qui a été le pionnier et financé ces mêmes maux en Afrique il y a plus de cent ans; (3) tous les maux promus par Henry de Worms, alias Lord Pirbright, se sont poursuivis sans relâche et ont eu leur expression la plus récente comme l'expérience pré-planifiée sur la population générale connue sous le nom de Covid 19 Pandemic.

Il existe un moyen simple et opportun de mettre fin à tout cela.

Liquider le Pirbright Institute, le Wellcome Trust, les États-Unis, Inc. sous toutes ses formes actuelles, les États-Unis, Inc. sous toutes ses formes actuelles, l'ONU, Inc., sous toutes ses formes actuelles, le NIH, Inc. (National Institutes of Health), CDC, Inc. (Centers for Disease Control), la FDA, Inc. (Food and Drug Administration), Microsoft, Inc. (inventeur de la technologie Microdot utilisée pour programmer l'arme), CIA, Inc., Pfizer, Bayer, Monsanto, Moderna, Astrazeneca et Johnson and Johnson, Inc., pour la production et déploiement de poisons biologiques et environnementaux et d'autres activités illégales qui ont fait des millions de blessés et de morts.

Ces sociétés coupables ont poursuivi leurs activités malgré de multiples lois publiques et internationales interdisant l'utilisation d'armes biologiques et malgré des moratoires sur la recherche sur les armes biologiques. Ils ont échappé à la loi actuelle et ont menti à ce sujet et ont promu la fraude, le meurtre, la mutilation et le chaos contre l'intérêt public tout au long de ces activités. Au cours de la récente et en cours guerre russo-ukrainienne, il est devenu évident que les affiliés de la Société OTAN représentant les États-Unis et plusieurs pays européens encore occupés depuis la Seconde Guerre mondiale, ont échappé au droit international et aux moratoires, pour poursuivre la recherche et la production d'armes biologiques en Ukraine.

Cela a été accéléré par le meurtre du gouvernement ukrainien élu en 2014 et son remplacement par une société territoriale qui a mis en danger la vie et ruiné la paix du peuple ukrainien et menacé des milliards de vies. Nous appelons donc à la liquidation immédiate d'UKRAINE, Inc.

Nous recommandons que les actifs de ces organisations incriminées nous soient confisqués, le gouvernement actuel des États-Unis d'Amérique, pour être gérés au profit et à la santé de

l'humanité. Nous considérons la protection des personnes et de leurs biens comme le seul travail légitime du gouvernement et c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui.

En vertu de la loi ecclésiastique, le pape a le droit et la responsabilité de liquider les sociétés exerçant des activités illégales et il appartient à la Cour de chancellerie du Vatican de disposer des actifs.

Nous exhortons le Pape et la Cour de chancellerie du Vatican à exercer ces droits et responsabilités en faveur des habitants de cette planète et en faveur de leurs gouvernements légitimes.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

9 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

15. fraude des certificat de naissance revisitée

La fraude des certificat de naissance revisitée

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Comme nous l'avons noté dans tous les pays, des pays entiers ont été victimes de vols d'identité de la part de leurs propres employés publics et des services militaires et alliés.

Il peut sembler anti-climactique de constater que nous avons tous eu nos identités volées et notre statut politique illégalement converti, et pourtant, sans cette érosion un par un et un an de notre grand public, il serait impossible de continuer la fausse "guerre" mercenaire dont dépend ce système corrompu.

Trop d'Américains et d'autres personnes dans le monde sauraient l'histoire, et en la connaissant, lutterait contre l'esclavage et le féodalisme et la conversion illégale pratiqués par les «gouvernements» des sociétés territoriales et municipales constituées".

Maintenant que nous avons le problème en vue, nous sommes prêts à y faire face.

L'enregistrement des naissances est un enregistrement de propriété et la Depository Trust Company, comme Cede and Company, est le séquestre et la chambre de compensation qui reçoivent le bien: vous. Le certificat de naissance est un reçu d'entrepôt / centre d'échange permettant à vos actifs d'être encaissés, monétisés et échangés.

Vous recevez une copie du certificat de naissance comme celui qui a le droit d'utiliser le nom figurant sur le certificat de naissance, le représentant autorisé, mais vous ne possédez pas le bien référencé enregistré.

Lorsque vous "enregistrez" quelque chose, vous renoncez à votre participation à toute organisation, personne ou entreprise qui reçoit l'enregistrement.

Dans le cas de la plupart des bébés américains, cette entité est une organisation étrangère de l'État territorial britannique, comme l'État de New York.

Il s'agit d'une raquette d'esclavage à col blanc sophistiquée opérant au 21e siècle sous notre nez, et elle est en fonctionnement ouvert depuis les années 1920.

Dire que c'est illégal, illégal et immoral serait un euphémisme, mais cela n'apparaît pas sous sa véritable forme de conversion illégale du statut politique, car les auteurs prétendent être toujours engagés dans une "guerre" qui a maintenant 160 ans, et aussi faire semblant de ne pas savoir qui vous êtes ou d'où vous venez.

Vous n'êtes qu'un waif, trouvé abandonné comme un bébé sur un "champ de bataille" ou "en mer" et remis à l'organisation de l'État d'État par un "Informateur" - les documents utilisés pour dire "Mère", et prétendre que la Mère n'était pas mariée, supprimant ainsi la gentillesse de garantir le consentement parental du Père au vol de son enfant. Maintenant, ils appellent simplement la Mère un "Informateur" pour se passer de ses droits parentaux aussi.

Cette paperasse d'enregistrement n'est jamais identifiée comme un enregistrement. Il est effectué par des agents étrangers privés non déclarés et a été vu par un médecin, qui surclasse commodément tous les avocats et juges de l'Ordre des avocats du barreau dans le système des tribunaux de district et d'État.

Ils ne peuvent pas remettre en question le témoignage d'un officier supérieur.

Vous y êtes donc. On vous donne un "titre" à votre propre nom, comme si vous étiez un citoyen territorial britannique obligé de servir le monarque britannique tous vos jours --- et c'est un titre exactement au même sens qu'un titre de véhicule.

Vous pouvez l'utiliser, mais vous ne le possédez pas --- même si vous êtes le propriétaire nu d'origine et que vous avez une revendication supérieure sur la propriété.

Vous ne pouvez pas exercer cette affirmation si vous ne connaissez pas la situation dans laquelle vous vous trouvez, et des millions de personnes ont été commodément laissées dans le noir à ce sujet.

Afin de légaliser ce système ultime de fraude et de vol de biens, les auteurs doivent fournir un recours, mais ils n'ont pas à en faire la publicité ou à le rendre généralement accessible au public, car --- revenir à la source de toute cette pourriture --- c'est une opération militaire impliquant leur "sécurité nationale", c'est-à-dire la sécurité nationale des États-Unis territoriaux britanniques d'Amérique, pas le nôtre.

Nous sommes dans une position où nous devons penser et parler en termes de leurs "États-Unis" et de nos "États-Unis", de leurs "États-Unis d'Amérique" et de nos "États-Unis d'Amérique".

Le trou unique dans le mur est enterré dans le charabia des règlements de l'État du Minnesota, au bureau du registraire des titres, conformément à la règle 220. Bien que chaque État territorial de l'Union soit tenu de suivre les mêmes règles, aucun autre État sur lequel nous avons enquêté n'a de "registraire des titres".

La propriété de vous-même se résume donc à un bureau dans une franchise d'État dans tout le pays, et vous ne recevez aucune instruction concernant les matériaux que vous devez produire afin de récupérer votre bon nom pour votre propre usage.

La règle 220 stipule essentiellement que vous devez fournir un certificat de naissance authentifié et au moins un témoin disposé à signer un affidavit sous peine de parjure qu'il "est familier avec les faits récités" et que la partie nommée dans le certificat de naissance présenté est la même que l'un des propriétaires nommés dans le certificat de titre, et que désormais le registraire des titres traitera le propriétaire enregistré mentionné dans le présent document comme ayant atteint l'âge de la majorité 18 ans après la date de naissance indiquée sur le certificat.

Assez simple, sauf que: (1) de nombreux obstacles ont été mis en place pour empêcher les gens d'obtenir des certificats de naissance authentifiés, et (2) un bureau d'État pour traiter les réclamations de 320 millions d'Américains est extrêmement insuffisant et (3) même après on sait quel bureau gère ces titres, c'est diaboliquement difficile à trouver.

Il n'y a pas d'adresse pour le Bureau du registraire des titres au Minnesota, donc le petit remède offert au grand public est obstrué et insuffisant par toute norme logique. Le secret entourant le remède offert par ce bureau solitaire est entièrement intéressé par les auteurs qui dépendent de cette raquette d'esclavage pour la base de leur pouvoir coercitif et des revendications de propriété dans la victime et leurs biens immobiliers.

Même après avoir sauté à travers tous les cerceaux pour obtenir un certificat de naissance authentifié et l'affidavit du témoin et vérifié le rôle du bureau du registraire des titres du Minnesota, il y a plus à considérer. Maintenant que vous avez notifié aux sociétés votre participation dans vous-même et votre nom de famille et tous leurs dérivés, vous devez toujours perfectionner votre revendication supérieure.

Donc, maintenant, nous devons rechercher 28 USC 1733 qui déclare que tous les documents authentifiés sont égaux aux originaux. Vous pouvez maintenant prouver que votre certificat de naissance authentifié est de poids et de valeur égaux à l'original.

Combinez votre acte de naissance authentifié du Département d'État des États-Unis avec l'affidavit de témoin correctement rédigé requis par la règle 220 du Minnesota et vous avez un contre-acte viable qui peut être présenté comme une preuve dans toute affaire civile ou pénale affirmant votre position de propriétaire de votre propre nom et succession.

Ceci est fondamentalement important pour traiter avec ces sociétés municipales opérant "en tant que" gouvernements, car cela ne laisse aucun doute quant à qui vous êtes, à votre compétence et à votre intérêt préférentiel garanti. Sinon, eux et leurs sociétés affiliées à la robe noire continuent de supposer que vous êtes un «décédent infant» sans intérêt pour votre propre nom et vos biens immobiliers.

La "guerre" frauduleuse donne lieu aux enregistrements frauduleux et les enregistrements frauduleux donnent lieu à la titrisation illégale, illégale et immorale de la chair vivante - c'est-à-dire l'esclavage et la conversion illégale du statut politique des victimes.

En tant qu'Américains nés dans l'un des États-nations de l'Union, nous avons notre propre gouvernement et notre propre souveraineté et nous devons chaque instant des Constitutions fédérales et leurs garanties, mais une fois que nous sommes égoïstement "présumés être" renonçant à nos domaines de droit d'aïnesse et adoptant volontairement les États-Unis.

Citoyenneté en tant que citoyen territorial britannique, le monarque britannique assume la propriété de nous et de nos biens immobiliers.

Il ou elle partage ensuite gratuitement le butin de cette raquette criminelle avec le Pape en se faisant passer pour chaque victime de ce régime en tant que société franchisée des États-Unis, constituée en société faisant des affaires sous le nom de la victime, une convention empruntée au latin , indiquant que la personne est un esclave.

Ceux qui font les fausses allégations et les fausses présomptions liées à notre asservissement sont des criminels en vertu du droit international et du droit commercial mondial ainsi que du droit ecclésiastique.

Nous souhaitons le discrédit total de ce système de choses et de toutes les présomptions légales qui y sont attachées.

Nous souhaitons que tout ce système d'enregistrement des bébés en tant que propriété appartenant aux franchises de la Corporation municipale soit démantelé et que toutes les réclamations contre les intérêts immobiliers des vivants qui appartiennent naturellement à la Populace générale de chaque pays soient rejetées.

Nous souhaitons que toute nouvelle réclamation frauduleuse contre des Américains et d'autres personnes vivantes basée sur leur injection de fragments d'ARNm brevetés non divulgués soit également refusée; ces injections ont été frauduleusement déformées en tant que vaccins pour se protéger contre une maladie infectieuse et aucun autre objectif n'a été divulgué.

Les seules personnes nées dans ce pays qui pourraient effectivement adopter la citoyenneté territoriale britannique sur une base limitée et temporaire sont les mercenaires servant dans les forces armées américaines, et les seuls qui pourraient également adopter le statut de citoyens des États-Unis sont le gouvernement fédéral Employés de la fonction publique.

Personne d'autre ne recevrait une contrepartie équitable pour ses pertes de biens, garanties et autres avantages, et n'aurait aucune raison d'adopter volontairement ces obligations de citoyenneté étrangère.

Nous souhaitons l'effacement complet de toutes les fausses créances dans le commerce et le commerce sur la base de ces systèmes ou de tout autre visant à nous faire passer pour nous ou notre pays, en particulier de tels régimes de propriété invoqués à des fins d'enrichissement injuste via la pratique de la fraude, du vol d'identité , vol de crédit, saisie d'avoirs, privation de droits en vertu de la couleur de la loi, évasion des obligations contractuelles de service, en matière, en matière, en matière d'enlèvement, titrisation, piratage intérieur, offres non divulguées de droit, d'enregistrement ou de certification, privatisations sous licence étrangère, retenues et ordonnances de mise en fourrière déguisées en mandats, délivrance de connaissances, recours à la monnaie légale privée en vigueur et couleur de la loi, grand larcin, racket, extorsion, complot, conversion illégale, barratage, fausses déclarations de guerre, fausses allégations d'immunité de l'État, confiscations illégales, manquement, guerre à but lucratif, génocide de civils, entrave au commerce, traite des êtres humains, meurtre, mutilation, chaos, fausses déclarations dans le commerce, comptabilité, fraude fiscale et financière et crimes d'État, y compris la guerre à but

lucratif, le génocide et l'invasion.

Nous souhaitons la fin complète de toutes ces malversations illégales et de la mauvaise foi et la fin de toutes les sociétés qui ont agi comme accessoires et complices de ces crimes contre nous et contre l'humanité, tout en opérant en violation de la confiance en tant que prestataires de services gouvernementaux et autrement en tant que producteurs et pourvoyeurs de produits qui ont été utilisés à des fins criminelles.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

12 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

16. blâmer la fonction publique

Pourquoi nous blâmons la fonction publique

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005 - 19 janvier 2023 à suiv:

Il y a quelques jours, nous avons couvert en détail ce que nous tenons contre le sous-traitant militaire dirigé par le sous-traitant de la British Crown Municipal Corporation en tant que force territoriale du mercenaire, l'équivalent d'un Raj américain. Nous tournons maintenant notre attention vers la fonction publique fédérale et ses péchés contre leurs employeurs américains.

La fonction publique fédérale constitue l'autre partie qui est nécessaire pour maintenir la fausse fraude du conflit mercenaire et de la substitution gouvernementale pendant plus de 150 ans. Ce sont les héritiers des fonctionnaires fédéraux qui ont combattu dans la soi-disant guerre civile américaine avec les forces de l'État d'État du Sud connues sous le nom d'États confédérés d'Amérique.

Les Sudistes ont eu la bonne grâce et l'honnêteté d'admettre qu'ils fonctionnaient comme des "États confédérés" et non comme de véritables "États", et admettant ainsi au moins tacitement qu'ils étaient engagés dans un conflit mercenaire, et non comme une véritable guerre déclarée.

La fin militaire de ce crime géant a été promue par la Grande-Bretagne et la Couronne opérant à titre territorial, tandis que la fin du service civil et en particulier le service postal fédéral, ont été traitées directement par le Saint-Siège et ses sous-traitants depuis le tout début.

Ce rôle initial des employés d'origine du Saint-Empire romain germanique était très limité, mais comme nous le verrons, ces positions et l'utilisation de ces bureaucrates comme "esclaves" de l'armée territoriale britannique ont eu un effet profond et gravement préjudiciable pour eux et pour nous, à partir des années 1930 sous l'administration de Franklin Delano Roosevelt.

Il était sous mandat du FDR de créer autant d'emplois fédéraux que possible que des dizaines de nouveaux ministères et plus de 350 «agences fédérales» ont été créés, et environ 85% de ces nouvelles sociétés municipales et du personnel fédéral n'avaient rien à voir avec l'armée. Il s'agissait principalement de bureaucrates civils, opérant initialement sous la direction du Saint-Siège et de ses sous-traitants de la Corporation municipale --- et pendant un certain temps, tout s'est bien passé.

La partie insidieuse, autre que le fardeau supplémentaire et largement inutile de tous ces nouveaux employés fédéraux pour nous, leurs fidèles employeurs, est venue avec deux

innovations ultérieures: (1) l'utilisation des membres de la fonction publique fédérale pour dupliquer le travail des sous-traitants du gouvernement territorial faisaient déjà, et (2) vendaient et / ou perdaient autrement le contrôle de certaines "agences fédérales" clés --- surtout, le Federal Bureau of Investigation (FBI), le United States Marshals Service, la Central Intelligence Agency (CIA), le United States Treasury, le United States Patent and Trademark Office et le Bureau of Alcohol, Tobacco, and Firearms.

À la suite des nouveaux ministères et organismes «fédéraux» du FDR, nous avons soudainement eu une duplication des services partout et nous étions obligés de payer les deux. Nous avons fait opérer le ministère britannique du Travail et le «DOL» sous la direction du fournisseur de la fonction publique fédérale faisant le même travail, et pour la plupart, le service réel a été fourni par la fonction publique fédérale, l'homologue territorial prenant son aise et assumant une position de «surveillance».

Ces deux systèmes, qui ont été soit repris à la suite de la guerre civile par les forces militaires territoriales sur une base "urgence", soit ajoutés plus tard dans le cadre du FDR, n'ont, pour la plupart, jamais été censés être exploités par ces deux étrangers Sous-traitants de la Corporation municipale.

L'armée territoriale était censée nous aider sur les «voies de navigation intérieure en haute mer et navigables» et la fonction publique fédérale était censée diriger le bureau de poste, et pratiquement toutes les autres fonctions étaient destinées à être gérées par le sous-traitant fédéral américain. , notre propre République fédérale américaine.

Au lieu d'aider et de défendre leurs employeurs, ces sociétés municipales renégates opérant à partir du district de Columbia sont actuellement engagées en prétendant qu'elles sont des représentants de notre République fédérale américaine - une propriété et un intérêt qui, encore une fois, appartiennent à leurs employeurs, pas à leur.

Donald Trump et ses partisans de l'armée territoriale ont signalé à plusieurs reprises leur intention de substituer leur société "Président" à notre président de la République fédérale, ce qui est tout à fait inapproprié, et ce qui équivaldrait à un autre régime britannique de fraude à la substitution territoriale.

Compte tenu du résultat final de permettre à une Confédération des États d'État d'exister et de diriger la République fédérale, notre sous-traitant fédéral américain, qui était censé fournir la surveillance et la majorité des dix-huit services énumérés, nous ne pouvons pas choisir de ressusciter la Confédération défailante du tout. Telle est, comme elle l'a toujours été, la prérogative des États de l'Union.

Au fil des années et le public américain s'est endormi (après tout, les services ont été fournis et on ne nous a jamais dit explicitement quel sous-traitant était responsable de quel service) les deux sous-traitants de la Municipal Corporation étrangers restants ont englouti avec impatience tout le travail destiné aux travailleurs de la République fédérale et n'a jamais dit un mot. Les bureaucrates de la fonction publique fédérale, comme leurs homologues militaires territoriaux, ne se sont jamais tournés vers leurs employeurs réels et ont dit: "Pourquoi faisons-nous ce service pour vous, alors

que votre propre sous-traitant américain est censé le faire?"

Si nous pouvions rester endormis, ces deux sociétés municipales étrangères complices (depuis 1937) et leurs «présidents» pourraient continuer à contrôler et à évaluer le coût de ce qui restait du gouvernement fédéral comme bon leur semble, emprunter les pouvoirs coercitifs qu'ils ont choisis, accéder à notre crédit sans notre autorisation et nous, leurs employeurs, ne serions pas plus sages. C'est, en fait, ce qui a été pratiqué contre nous et contre nos intérêts.

Nous blâmons également les militaires et la fonction publique fédérale civile pour leur fausse déclaration intéressée de leurs employeurs américains, leur non-divulgateion à leurs employeurs et les nombreux stratagèmes de fraude qu'ils ont utilisés contre leurs employeurs pour leur propre bénéfice.

L'histoire américaine a disparu de nos écoles publiques et seule l'histoire des "États-Unis" a été présentée, laissant aux gens l'idée que seuls les citoyens "américains" existent et que la citoyenneté est le seul statut politique disponible pour les Américains.

Nous avons été systématiquement et délibérément enregistrés en tant que citoyens étrangers et dépouillés de notre statut politique naturel en tant que ressortissants de nos États-nations de l'Union dans des conditions de fausse déclaration, de tromperie, de non-divulgateion et de couleur de droit par des personnes employées par les mêmes sociétés municipales en discussion.

De plus en plus de pouvoirs coercitifs ont été assumés par le personnel dit "fédéral" et l'Internal Revenue Service et l'IRS ont été libérés comme des chiens vicieux sur le grand public de ce pays et nous avons été obligés de payer "l'impôt fédéral sur le revenu" sur nos revenus du secteur privé, sans jamais recevoir un sou de revenu fédéral réel.

L'armée territoriale, avide de plus de payola et de pouvoir, est devenue experte dans la génération d'événements et de propagande sous faux drapeau, accéléré par leur contrôle de nos ondes via la Federal Communications Commission (FCC) et l'espace aérien (FAA) et les médias --- avec pour résultat que le peuple américain a été délibérément induit en erreur en entreprenant (et en payant) deux guerres mondiales et littéralement des centaines de des conflits mercenaires moindres pour leur bénéfice d'entreprise.

Tous ces combats, destructions et bombes dans les airs ne faisaient pas non plus les autres pays qui étaient les cibles et les victimes de cette guerre voilée et intéressée. Leur paix, leurs progrès et leur bonheur ont été constamment perturbés par ces sociétés municipales se faisant passer pour des gouvernements, alors qu'en fait, ce sont des organisations commerciales qui fournissent des services gouvernementaux et n'ont pas le pouvoir de fonctionner dans les capacités d'un gouvernement réel --- et aucun droit naturel d'exister.

Toutes les organisations militaires territoriales occupant la Grande-Bretagne, l'ancien Commonwealth, les États-Unis, dix-sept pays d'Europe occidentale, la Corée du Sud et le Japon avaient leur propre version du Raj, mais de plus en plus ils étaient tous liés, continent par continent, et placés sous une structure de commandement centrale qui était à son tour directement liée à leurs partis politiques et à leurs "présidents" de la Société municipale étrangère".

Toute cette misère et cette criminalité ont été apportées sur nos côtes et nous avons été utilisés à la fois comme argent et comme matériel pour produire ce résultat final, par deux sociétés municipales étrangères qui étaient censées être ici pour nous fournir (1) une assistance en haute mer. et Navigable Inland Waterways et (2) le service postal.

Plus récemment, la fonction publique fédérale a été armée jusqu'aux dents avec du matériel militaire excédentaire et plus de 800 camps FEMA ont été construits sur notre sol, tandis que les employés du FBI, de la CIA, du BATF, de l'IRS, du MJ, etc., qui sont tous détenus et exploités par la Corporation municipale dba DEPARTEMENT DEFENSE, INC. ont été nourris de tout un tas de mensonges sur des "insurgistes" criminels "citoyens souverains" --- c'est-à-dire leurs anciens employeurs américains perdus depuis longtemps, irrespectueux et déformés qui ont remarqué que les tribunaux de district militaires non autorisés ne fonctionnent pas comme des cours de justice et que leurs propres garanties constitutionnelles à des choses telles que la liberté la parole et le droit de porter des armes ne sont pas honorés par leurs propres employés publics.

Beaucoup ont également remarqué la criminalité ouverte de Joe Biden opérant comme ce qui semble être notre président américain, tout en exploitant un "président" de la Corporation municipale étrangère, permettant des pillages et des émeutes insensés dans tout le pays, permettant et promouvant le génocide des vaccins, et seul un imbécile manquerait le fait qu'il menaçait de faire exploser les pipelines Nordstream --- et l'a fait, au détriment de nos alliés traditionnels dans toute l'Europe.

De nombreux Américains ont également remarqué que, malgré son sens des affaires bien meilleur et son penchant apparent pour ce pays, Donald Trump a promu le même génocide de vaccin et a fait beaucoup de coups de sabre pour l'armée territoriale qui a essayé de générer une excuse pour la guerre mondiale. III.

Ce que nous avons ici, déguisé "en" notre gouvernement, ce n'est pas notre gouvernement --- ce ne sont que deux sous-traitants de la Municipal Corporation hors de contrôle et intéressés hébergés dans le district de Columbia - des entités qui sont censées nous fournir " services gouvernementaux essentiels "de bonne foi, mais qui fonctionnent tous deux sous de faux prétextes et en violation de la confiance et contrat de service à la place.

Tous ces problèmes auraient pu être résolus il y a longtemps par l'une ou l'autre des sociétés municipales, mais ils ont plutôt choisi de donner du pouvoir et de tromper et de dénaturer leurs employeurs. L'un ou l'autre aurait pu être honnête et a demandé conseil au peuple américain, à nos citoyens d'État.

Nous souhaitons que ces sous-traitants des sociétés municipales soient liquidés en notre faveur et transférés à notre contrôle direct. Nous souhaitons mettre fin à toutes les présomptions d "'urgences" et de "guerres" et "intérêts de garde" sur ou dans notre sol, l'enlèvement des districts militaires étrangers et des tribunaux de district militaire, la fin de toutes les occupations militaires par les forces dites territoriales , la fin des présomptions de l'Internal Revenue Service / IRS selon lesquelles nos revenus sont des revenus fédéraux, le respect de nos garanties constitutionnelles de la part de tous les employés de la Corporation municipale et de l'État et du comté de franchise, la

fin de tous les préparatifs pour un autre

"guerre civile" illégale, illégale et immorale sur notre sol --- alors qu'en fait, en fin de compte, toutes ces sociétés sont détenues et exploitées par les mêmes personnes.

Il n'y a même pas deux parties à ce prétendu conflit, et toutes les sociétés municipales concernées, à la fois celles hébergées dans le district de Columbia et les organisations associées occupant des enclaves similaires à travers le monde, ont violé le privilège de l'incorporation et la base de leur propre existence. Ils sont tous fortement engagés dans des activités illégales depuis 1840 en Grande-Bretagne, 1860 aux États-Unis, 1917 dans l'ancien Commonwealth et à nouveau dans les années 1960 dans tout l'ancien Commonwealth, 1939 en Europe occidentale et au Japon, 1950 en Corée du Sud ... la liste continue.

Nous souhaitons que tous les "gouvernements" bidons promus par ces sociétés municipales s'effondrent en faveur des gouvernements légaux réels de chaque pays.

Nous souhaitons que les banques ferment l'accès illégal et illégal que ces sociétés municipales renégates ont eu à nos ressources de crédit. Nous souhaitons que nos comptes, à la fois des dépôts de crédit et des actifs matériels, soient restaurés et rouverts sous notre propre contrôle, et que toutes les parties concernées reconnaissent que le gouvernement américain légal est présent, est en session et est compétent pour faire des affaires et gérer son propres affaires.

Nous avons affrété nos propres banques dans le but de distribuer des crédits prépayés aux victimes via notre propre système de banque commerciale, et dans le but de distribuer notre propre argent adossé à des actifs, notre célèbre dollar américain, notre argent adossé à de l'or American Federation Dollar, et des certificats pour les mêmes, par le biais de nos banques commerciales internationales.

Nous recommandons de fermer les banques centrales comme une expérience ratée et principalement criminelle; leur contrôle des produits de base, et en particulier des produits monétaires, n'a pas conduit à la sécurité, à la stabilité et à l'économie mondiale pacifique qu'ils ont annoncées à la suite de leurs activités.

Comme tout le reste, les fonctions potentiellement utiles et positives des banques centrales ont été sapées et usurpées par les sociétés municipales criminelles opérant "en tant que" gouvernements, et les fonctions de la banque centrale ont plutôt été utilisées pour promouvoir les agendas politiques et économiques dictés par ces sociétés commerciales.

Plus précisément, la capacité des banques centrales à imposer des soi-disant "sanctions économiques" a été motivée politiquement et économiquement par ces sociétés municipales renégates au lieu d'être motivée dans l'intérêt de la sécurité économique mondiale ou même nationale, de la stabilité et de la paix. Leur contrôle des monnaies nationales n'a pas globalement conduit à la fin de la contrefaçon --- au lieu de cela, nous avons subi le pire épisode de contrefaçon internationale de l'histoire mondiale orchestré par l'administration Obama. De même, le système des banques centrales n'a pas réussi à contrôler l'inflation généralisée et la déflation des devises et la manipulation des devises à des fins commerciales illicites.

À tout le moins, une compréhension transparente du système des banques centrales, un leadership bancaire responsable devant le public et la fin de la manipulation intéressée du système au profit des sociétés municipales en discussion entraîneraient une probabilité beaucoup plus grande de succès dans la réalisation des avantages potentiels de la banque centrale et servirait à limiter les abus de celle-ci.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

7 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

17. cardinal mamberti 2

Lettre envoyée à S.E. Cardinal Mamberti

Par Anna Von Reitz

Voici une copie d'une lettre envoyée à Son Éminence le Cardinal Dominique Mamberti à la Cour de chancellerie du Vatican pour souligner notre mécontentement privé et public à l'égard de la performance du Saint-Siège et de l'appareil du Vatican --- et pour exiger une action sous la loi ecclésiastique pour forcer la liquidation des sociétés incriminées.

20 février 2023

Cher cardinal Mamberti,

Notre gouvernement légal a envoyé nos objections à la poursuite des sociétés municipales des États-Unis et des sociétés d'État britanniques qui ont participé au génocide de vaccination et ont fait leurs déclarations privées obscènes de posséder les victimes vaccinées de cette fraude.

Tout cela est un outrage contre Dieu et contre l'humanité et ne peut entraîner que les conséquences les plus désastreuses et inimaginables pour l'Église, pour les personnes qui soutiennent l'Église et pour tous les aspects du catholicisme dans le monde, si vous ne vous levez pas et n'exercez pas l'autorité de liquider ces CHOSES contre nature qui ont été créées sous les auspices de la Curie romaine, le monde entier saura que vous avez manqué à votre devoir envers Dieu.

Ces sociétés doivent être involontairement liquidées en vertu du droit international et ecclésiastique - immédiatement.

En insérant secrètement leur morceau d'ADN breveté dans le génome humain, ces crétins proposent de voler tout l'appareil de la création et la prétention de Dieu de posséder l'invention beaucoup plus grande --- en effet, de renverser le brevet éternel de Dieu.

Seule une personne folle pourrait trouver quelque chose d'aussi illusoire et penser qu'elle s'en sortira, mais il est clair que la Couronne britannique agit avec la collaboration de certains éléments de l'Église pour tenter de faire exactement cela --- une revendication commerciale contre la création de Dieu, et une tentative de posséder la création en tant que société commerciale.

L'idée entière est profondément arrogante et répugnante et ne sera pas autorisée. Depuis hier, notre demande reconventionnelle guérissant protégeant tous les habitants des États-Unis contre les réclamations commerciales fondées sur cette "vaccination" contrainte a été émise et une

communication d'urgence a été envoyée aux délégations compétentes.

Tout ce qui et quiconque a encouragé cette folie doit maintenant être désavoué, et les côtés laïques et sacrés de l'Église doivent être informés que cet horrible schéma prémédité est une fraude à but lucratif visant non moins à voler la Création au Créateur, et donc aussi déshériter le Fils.

Nous voyons cela comme le dernier soupir de Satan alors qu'il griffe au bord des Abysses, son court laps de temps touche à sa fin, et nous notons que les navires de prison sont déjà là en attendant sa capture et son retour. Hâtez-vous dans vos délibérations et hâtez vos actions.

Nous demandons une action immédiate pour liquider toutes ces sociétés coupables à l'échelle mondiale, et la fin de toute guerre pour le profit est promue par des entités constituées.

La loi ecclésiastique qui nous est due exige que toutes ces sociétés errantes, qu'elles soient municipales ou britanniques, soient involontairement liquidées pour un motif valable, et rapidement aussi. Ils se sont livrés à des activités illégales entraînant la mort, des maladies et un handicap. Chacune des sociétés responsables --- que ce soit à but lucratif ou à but non lucratif, que ce soit pour les entreprises ou pour la charité.

Nous ne vous disons rien que vous ne sachiez pas.

James Clinton
Anna Maria

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee

18. fraude cbdc

Fraude sur les devises numériques de la Banque centrale

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Commencez par le fait que les banques centrales sont utilisées pour contrôler l'offre et la demande de produits de base, et que les devises et les différents types d'argent sont tous définis comme des produits de base pas moins que le ventre de maïs et de truie.

Suivez la prise de conscience que les banques centrales sont en train de truquer les produits de base, et le gréement des produits de base est illégal, illégal et immoral.

Alors demandez-vous, comment est-il possible que nous ayons toutes ces banques centrales en activité? Pourquoi n'ont-ils pas été fermés?

Ils financent les sociétés d'État, ce qui leur permet de faire à peu près tout ce qu'elles souhaitent faire, malgré le fait que les banques centrales se livrent par définition à des activités criminelles.

Les banques centrales entravent régulièrement le commerce, provoquent des virements bancaires, se livrent à la fraude en matière de faillite, amassent des caisses noires incroyablement importantes, paient des pots-de-vin, bloquent les transactions internationales, achètent des candidats politiques et des agences entières de ce qui semble être nos gouvernements, provoquent des cycles d'inflation et de déflation, rig matières premières et bourses, bénéficient d'une titrisation illégale, mettent en œuvre des sanctions économiques arbitraires et intéressées - et, fournis par des sociétés municipales qui opèrent elles-mêmes selon la couleur de la loi.

Maintenant qu'ils ont été surpris en train de se moquer de la comptabilité et des obligations fiduciaires, les deux ont été surpris en train de contrefaire la soi-disant monnaie de réserve, contrôlant artificiellement les prix de l'or et de l'argent, truquant les marchés boursiers et des matières premières et provoquant des fraudes cycliques à la faillite publique, tout en promouvant les fraudes hypothécaires, la fraude dans l'utilité publique, la fraude dans la confiance du public, et dévaluation arbitraire des devises (inflation) --- ce qui équivaut à une taxe cachée favorisant les mêmes acteurs ---- les auteurs du système actuel veulent tout basculer vers un système de monnaie numérique de la banque centrale (CBDC).

Ils veulent une société sans espèces, et il est évident pourquoi. L'argent fournit un enregistrement de leurs dettes, alors bien sûr, ils veulent se débarrasser de l'argent. L'argent coûte de l'argent à imprimer et à entretenir, tandis que les chiffres ne sont que des coups d'ordinateur qui peuvent être saisis et modifiés par plus d'ordinateurs. Cela signifie encore plus de bénéfices pour eux. Et enfin, un tel système leur permet de surveiller et de contrôler chaque achat et chaque personne, ce qui leur permet de s'immiscer et de contrôler coercitivement les choix d'achat, et de punir les personnes qui ont des opinions politiques ou religieuses différentes.

Personne ne fait confiance aux banquiers, aux sociétés municipales ni à leurs franchises de sociétés commerciales. Personne ne veut faire affaire avec eux. Personne ne les aime à cause de ce qu'ils ont fait avec le pouvoir qui leur est confié.

C'est pourquoi l'Alliance BRIC existe et c'est pourquoi nous avons lancé notre Banque mondiale de commerce international de la famille et un tout nouveau système bancaire bilatéral pour opérer sur le terrain et dans la juridiction aérienne.

Ces organisations --- ces sociétés municipales et les sociétés commerciales associées et les banques qui les soutiennent se sont livrées à des guerres illégales à but lucratif, ont trempé la Terre de sang innocent, pollué la Terre et menti sur tout pour tout le monde sans arrêt pendant plus de 150 ans.

Ils ont montré un intérêt ou une préoccupation précieux pour la Terre ou la vie elle-même, en dehors de ce qu'ils pourraient exploiter pour le profit ou le contrôle du pouvoir coercitif. Ils l'ont fait tout au long de la pratique de l'idolâtrie, du chantage, des mensonges et des illusions dignes d'un spectacle de cirque.

Non seulement nous souhaitons la fin de toutes les spéculations et parlons tous d'une monnaie numérique de la banque centrale, mais nous souhaitons la fin de l'ensemble du système de la banque centrale. Tout ce système n'a fait qu'entraver le commerce, promouvoir la fraude et s'engager dans une violence et une coercition insensées et intéressées.

Les systèmes bancaires et politiques actuels sont criminels et ils sont criminels depuis longtemps, imprégnés de sang et de misère et injustement enrichis par le travail d'hommes et de femmes qui ont été secrètement asservis et contraints de vivre comme tant de souris dans un labyrinthe.

Les criminels responsables sont des élitistes. Ils pensent qu'ils sont brillants et puissants et supérieurs à toutes les personnes qu'ils victimisent et qu'ils appellent «élevage» et traitent comme des animaux.

Ces auteurs croient vraiment que tout le monde est stupide et incapable de voir les maux qu'ils promeuvent. Ils se donnent de grands bureaux, des titres et des richesses. Ils pensent que tout va bien, car ils adorent le Père de tous les mensonges et sont trompés.

Les églises qui se tenaient autrefois comme un rempart contre cette folie se taisent, rattrapées par le jeu de l'argent, malades pour leurs âmes, déterminées à gagner plus d'argent et plus d'argent et plus d'argent, allant même jusqu'à ouvrir un marché noir échange, où ils proposent d'acheter et de vendre des certificats de baptême en tant que propriété des âmes.

Il ne vient apparemment pas à l'esprit des auteurs que quiconque peut gagner son propre argent. Littéralement.

Pas étonnant que les gens en aient marre, attendant que des signes de raison reviennent aux chefs religieux du monde entier, attendant que nos chefs militaires se réveillent, attendant que les banquiers se rendent compte que oui, c'est la fin de la route, attendant que tous les avocats et avocats sentent aussi le java.

Pas de CBDC. Pas de QFS.

Plus de billets de dette ou de chiffres. Plus de mensonges.

Nous souhaitons un système bancaire qui tienne correctement compte et honore les contributions et les intérêts de propriété des personnes vivantes.

Nous souhaitons un système bancaire exempt d'idolâtrie et de subterfuge.

Nous souhaitons une véritable transparence et la fin de l'usurpation d'identité et du blanchiment d'argent et de la fiscalité.

Pour toutes ces raisons, nous appelons la Cour de chancellerie du Vatican à restituer tout ce qui est dû aux personnes vivantes et aux personnes morales, et nous appelons la loi ecclésiastique à rendre justice aux fictions juridiques qui ont causé tant de criminalité, de violence, d'appauvrissement, et la douleur.

Nous souhaitons que les banques et les banquiers et les payeurs soient assemblés et reçoivent de nouvelles commandes.

La vie est la base de tout ce qui est précieux sur Terre, pas la mort. Nous n'adorerons pas les choses mortes, ni les œuvres de nos propres mains.

Nous souhaitons un système monétaire et de crédit qui reflète la participation des personnes vivantes et leurs contributions, et qui met leur crédit à leur disposition de manière directe et directe, sans gardiens abusifs ni intermédiaires ni dirigeants de Son Tort.

Nous avons créé un système qui permet des transactions aériennes bilatérales responsables et nous souhaitons qu'il soit adopté, ainsi que les principes et la pratique d'un commerce libre et sans entrave entre les peuples et les nations.

Nous souhaitons qu'il y ait une compréhension claire et universelle que notre nouveau système ne fait partie ni ne s'aligne sur aucun autre système bancaire. Il s'agit d'un système de crédit transparent, unique, privé, physique et prépayé, avec ses propres protocoles de transfert et de transaction.

Nous représentons et épousons une vision de la paix, de la liberté financière et de la résolution de problèmes aux yeux clairs qui est enracinée dans le présent, et en vérité, ne pas regarder en arrière vers le passé, pas perdu dans les rêves d'avenir, mais vivant et conscient de la puissance

que nous possédons chacun à chaque instant.

Nous en avons fini avec le mal, la tromperie, la guerre, l'usurpation d'identité, les mensonges, les escroqueries, la violence, la mort et la destruction. Nous avons terminé le cours, nous nous sommes souvenus de notre histoire et nous nous sommes souvenus de qui nous sommes. Nous avons consciemment choisi l'amour plutôt que la haine, la vie plutôt que la mort, la vérité sur le mensonge.

Nous ne sommes condamnés à revivre aucun des maux du passé, ni obligés de faire avancer les maux du passé dans le futur.

Nous avons exprimé nos objections aux banques centrales, au contrôle des banques centrales, aux monnaies numériques des banques centrales et au maintien du système actuel des banques centrales.

Nous avons fourni une alternative bancaire sécurisée, précise, privée et centrée sur les personnes, comme nous l'avons connue dans le passé.

Nous avons construit notre système pour fonctionner directement entre la juridiction internationale de la terre et la juridiction mondiale de l'air, créant des voies transactionnelles qui contournent le royaume de Satan.

Dans cette partie de la création divine où nous vivons, travaillons et respirons et avons notre vie, notre sens et notre valeur, nous avons créé des banques commerciales internationales compétentes pour accepter et travailler avec des dépôts d'actifs physiques et des banques mondiales opérant dans la juridiction de l'air, qui sont compétents pour fournir un crédit prépayé et fournir l'abondance qui est due à chaque homme, femme, et enfant sur cette planète.

Avec ces préparatifs, nous sommes pleinement habilités à recevoir et à distribuer l'héritage de ceux qui ont la chance de connaître le Dieu vivant.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

30 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

19. jeu d'hôte parasite de la fraude en Chine

Jeu hôte de la fraude et du parasite en Chine

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Il y a environ trente-cinq ans, les sous-traitants de la Municipal Corporation ont commencé un plan inédit pour déplacer la majeure partie de leurs opérations en Chine.

La motivation apparente était la capacité d'exploiter la main-d'œuvre chinoise, avec une main-d'œuvre bon marché, abondante et non syndiquée augmentant immédiatement la rentabilité pour eux.

Selon leur modus operandi basé à Rome que nous pouvons observer pendant plus de deux mille ans, c'était aussi une décision de se diversifier à l'échelle mondiale et de commencer à saper la base industrielle des États-Unis et de l'Europe pour nous empêcher de pouvoir rivaliser efficacement avec leur Produits à base chinoise.

Lorsque le parasite se déplace vers un nouvel hôte, il sape et endommage rituellement l'ancien hôte, de sorte que l'hôte précédent ne peut pas rivaliser avec son nouvel hôte. C'est juste des affaires. Pas de rancune. La vieille femme est épuisée et porteuse d'enfants, alors radiez-la et achetez-en une nouvelle.

En conséquence, Taiwan et HSBC, les Britanniques ont enchevêtré Hong Kong et Shanghai Bank, sont devenus les leaders mondiaux du gréement des produits de base du marché noir et du blanchiment d'argent pour la Couronne britannique et Rome, qui exploitaient les deux sous-traitants de la Municipal Corporation à partir de DC comme muscle et visage nécessaire pour séduire la Chine.

À la suite de leur programme de fraude au sol de dumping établi, les auteurs ont offert aux Chinois un accord qu'ils ne pouvaient pas refuser --- vider toutes les dettes de toutes les sociétés chinoises enregistrées en tant que franchises de la British Crown-operated Municipal Corporation ou de la City-operated Municipal Corporation Sous-traitants sur l'Amérique.

Ainsi, la filiale de la British Crown Corporation, China, Inc., a été rapidement créée et a été rapidement suivie par la filiale de la City Corporation, CHINA, INC. L'ancien jeu d'accumulation de

dettes de franchise --- à décharger contre notre pays et notre peuple dans une autre faillite pré-planifiée --- a commencé.

La Chine, comme tous les autres pays impliqués dans ce stratagème de fraude en matière de faillite, a imputé toutes les dettes de toutes leurs franchises de la Municipal Corporation aux Américains; nous avons reçu toutes les dettes, les auteurs de la Municipal Corporation étrangère ont reçu tous les bénéfices.

Et, comme on pouvait s'y attendre, la construction de l'industrie et des infrastructures chinoises et tout le reste ont explosé. Des milliers de nouvelles usines et vitrines ont éclaté comme des champignons au printemps. Des millions de travailleurs chinois se sont retrouvés à travailler de plus en plus longtemps. En Amérique, les autocollants "Made in America" ont disparu tandis que les autocollants "Made in China" ont proliféré de la même manière explosive.

Nous payions pour notre propre disparition industrielle, et nous payions à la fois aller et venir. Grâce à la violation des obligations de confiance et de service, les véritables opérateurs étrangers des deux sociétés municipales incriminées utilisaient notre crédit et nos actifs physiques pour s'introduire en Chine, ainsi que pour verser de la neige fondante de leurs opérations Black Ops en Chine.

De l'autre côté du China Pipeline, nous payions également à la caisse enregistreuse. Et ce n'était pas la seule façon de payer pour toutes ces largesses.

Nos ressources naturelles étaient dépouillées, tout, de nos enfants victimes de la traite des êtres humains, au siphonage de gaz naturel, au chargement de bois et au transport en Chine. N'importe qui pouvait se tenir sur n'importe quel quai de Californie et le regarder naviguer à l'horizon.

Nos matières premières étaient donc expédiées en Chine pour nourrir leur capacité industrielle et la Chine expédiait les produits finis sur nos marchés et nous les payions pour les produits finis ---- et ils nous facturaient également tous leurs frais de fonctionnement. C'était un Trifecta de dépouillement d'actifs réalisé par des professionnels.

Après tout, Rome fait cela depuis 753 avant JC.

Les conditions dans l'UE n'étaient pas beaucoup meilleures, voire meilleures.

Là, les marchandises chinoises ont simplement fait appliquer de nouveaux autocollants pour qu'ils semblent provenir du Bangladesh ou d'un autre pays d'origine, et le modèle d'expédition --- comment les ressources naturelles sont arrivées en Chine et comment les marchandises finies sont revenues à l'UE --- était plus complexe, mais c'était toujours le même schéma.

Les auteurs ont continué à saper les bases industrielles de l'Europe et des États-Unis, forçant toujours les victimes à payer pour les produits chinois, manipulant toujours tout pour que les ressources naturelles de l'Europe soient dépouillées et envoyées en Chine également.

En attendant, chaque type d'accord amoureux qu'ils pourraient éventuellement donner à la Chine a été donné à la Chine --- du moins, sur papier. Beaucoup de poignée de main. Beaucoup de sourires.

Best Friends Forever.

L'argent et le crédit ont littéralement afflué en Chine comme un raz de marée pendant des décennies, à tel point que le gouvernement chinois manquait de projets liés à la base industrielle pour le dépenser. La construction de villes modernes géantes dans le désert de Gobi est devenue une option.

Les travailleurs chinois ont dû se demander ce qui se passait? Soudain, leurs pires ennemis étaient leurs meilleurs clients? Leur vie s'est considérablement améliorée à certains égards, alors même que le gouvernement leur imposait une surveillance toujours plus stricte et que leurs chaînes d'information devenaient de plus en plus occidentalisées.

Quiconque connaissait l'histoire romaine et les opérations de prise de contrôle n'était pas confus, mais cela devait ressembler à un voyage au Pays d'Oz pour la plupart des Chinois --- tout était en plein essor, tout à coup, partout. Des touristes britanniques, américains, néerlandais et même japonais se sont rassemblés.

Tout le monde dans le Jet Set n'était personne jusqu'à ce qu'ils aillent à Beijing.

Donc, tout le monde est allé en Chine et tout le monde a vu que le plus gros problème de la Chine était aussi leur plus grand atout: leur peuple, mais les Britanniques et les Romains l'avaient depuis longtemps observé et ont fait leurs plans en conséquence.

Premièrement, la Chine serait contrainte de réduire sa population, ce qu'elle a fait, ce qui entraînerait la soi-disant «politique de l'enfant unique» et la punition pour tout couple qui a eu plus d'un enfant.

Cela a également entraîné un surplus d'un million d'hommes, des hommes célibataires d'un certain âge qui n'ont pas pu trouver de camarades, en raison des forts préjugés culturels en faveur des fils et contre les filles qui ont entraîné un génocide généralisé contre les fœtus féminins et même les tout-petits --- si leur mère a ensuite conçu un garçon. Et puis, ironiquement, une pénurie de femmes et de mères.

Cette ingérence dans la vie et son manque de respect ont conduit à une armée d'un million d'hommes, une "nouvelle muraille de Chine" virtuelle --- parce que ces hommes supplémentaires étaient considérés comme des produits largement consommables par leur propre gouvernement et étaient considérés comme des mercenaires bon marché par les envahisseurs occidentaux sociétés commerciales.

Les mercenaires bon marché sont une exigence pour les conflits mercenaires et les guerres à but lucratif, ce qui fait partie intégrante de la façon dont les Romains ont toujours fonctionné. Toute la politique de l'enfant unique visait davantage à créer une force mercenaire bon marché d'un million d'hommes que la surpopulation, ce qui montre à nouveau la nature cynique, égoïste et préméditée de la bête.

Non seulement ils ont miné notre capacité industrielle et ont cherché à la détruire, même au point d'envoyer des agents comme pyromanes pour brûler nos installations de production alimentaire et nos raffineries de pétrole, mais ils ont organisé des déraillements de trains impliquant des produits

chimiques hautement toxiques dans le but de détruire le sol et l'eau --- ceci en plus d'un programme à long terme de pulvérisation aérienne de déchets industriels toxiques et hautement incendiaires sur notre sol et d'ajouter plus de déchets industriels --- fluor - à nos produits d'eau et de soins dentaires.

Tout cela est une méthodologie romaine de manuel, inchangée depuis des siècles. Ils l'ont appris des Juifs lors de leurs sièges et se battent avec les Maccabées, et l'ont amélioré de façon typiquement romaine.

Personne ne nous protégeait, car les sous-traitants romains qui étaient censés nous protéger étaient occupés à nous poignarder dans le dos et à cueillir nos poches à la place.

Toute la situation qui se déroule actuellement a été mise en mouvement sous l'administration Reagan. La guerre de modification du temps a commencé dans les années 1950. Des éléments de la guerre scalaire ont commencé au début des années 1970 pour passer aux systèmes "radar" à l'horizon et à HAARP en 1987. La pulvérisation aérienne a commencé en 1989. Les technologies de guerre basées sur la CIPPA sur les tranches et les dés sont devenues disponibles au milieu des années 1990 et nous voici installés comme des dindes de Noël par nos propres employés.

Alors que les Britanniques ont la réputation bien méritée de la ruse, les Romains ont la réputation bien méritée de l'impitoyabilité; quand ils travaillent ensemble, les Britanniques fonctionnent comme les hommes de tête charmants, et les Romains suivent la mise en œuvre pratique. C'est ainsi que cela a été au cours des 1000 dernières années, et ce n'est pas la première fois que les Britanniques et les Romains tentent de prendre le contrôle de la Chine.

Les Chinois se sont révélés remarquablement durs; les Chinois préfèrent la paix, car au final, elle est plus rentable. Les Chinois ne sont pas sensibles à l'importation de drogues et à la culture de la drogue --- déjà là et l'ont fait la deuxième fois qu'ils se sont affrontés contre Rome.

Tout se passait bien et selon le plan britannique-romain, lorsque deux groupes de militaires --- certains généraux chinois et américains. Navy Admirals --- a décidé de se lancer dans la loi et de siphonner l'argent et les marchandises du pipeline commercial sino-américain. Les Américains ont continué à payer à la caisse, mais les travailleurs chinois n'étaient pas payés à temps et les entrepôts qui auraient dû être remplis de produits finis en attente d'expédition étaient vides.

Quelque chose n'allait pas à Hong Kong. Des commandes supplémentaires avaient été passées et non payées. Les Chinois semblaient avoir accordé beaucoup plus de crédit que quiconque ne l'imaginait, et il semblait que les Américains étaient ravis et n'avaient pas payé. Lorsque tout cela a bouilli, le cartel militaire tordu en position d'intermédiaire a été débusqué, mais les Chinois étaient toujours fous et toujours à l'extrémité courte du bâton.

Le programme de pénurie de pipelines a été conçu par les sous-traitants étrangers de la Corporation municipale et leur personnel agissant en collusion avec certains généraux chinois tordus qui ont ensuite été exécutés. Il n'y a aucune trace officielle de ce qui est arrivé aux États-Unis. Admiraux et commandants de la marine attachés à la flotte du Pacifique qui étaient impliqués.

La violation flagrante de la confiance contre ce pays et son peuple démontrée par la cour de la Chine et le dépouillement et la sape de l'Amérique va de soi. Il en va de même pour toutes les autres tactiques romaines typiques empruntées au Livre d'Isaïe, ---- dans lesquelles le processus secret d'empoisonnement de notre sol, de l'eau et de la nourriture est détaillé.

Maintenant, nous apprenons que ces mêmes sociétés municipales dégénérées et leurs franchises vont "faire la guerre" --- guerre mercenaire illégale, immorale et illégale - avec la Chine. Les premiers rapports indiquent que le pape va mener cette attaque. Nous espérons sincèrement que ce n'est pas vrai.

La Couronne britannique et les auteurs de la ville de Rome ont utilisé les sociétés municipales du district de Columbia pour concevoir tout cela.

Ils ont utilisé nos ressources pour courtiser la Chine et acheter des politiciens chinois - puis nous ont forcés sous le coup de la loi à payer pour notre propre disparition économique et à payer leurs dettes et à subir leur racket violent alors qu'ils se préparaient à quitter notre pays et notre peuple diffamé et désolé et pollué par leurs poisons.

Maintenant, ils trouvent que les Chinois se sont claqué la porte au nez et se préparent probablement à nationaliser tous ces investissements de notre argent et de nos actifs en Chine. Comme on pouvait s'y attendre, ils diront à Big Lies et prépareront peut-être de vilains événements de faux drapeau ---- mais c'est tout un non-sens.

C'est notre crédit et nos actifs qu'ils ont investis, bien que, pour leur propre bénéfice, pas le nôtre --- c'est vrai --- mais nous ne l'avons pas investi, et ils n'avaient pas le pouvoir d'investir quoi que ce soit de la nôtre, donc les sociétés municipales, en plus de tout le reste, sont responsables de nos pertes. Pas les Chinois.

Les escrocs et les méchants dans cette situation ne sont pas les Chinois. Ce sont la Couronne britannique et les sous-traitants municipaux romains qui en sont responsables.

Ils nous ont ciblés à une extrémité du programme et ont ciblé la Chine à l'autre.

Alors, ils pensent --- pourquoi ne pas s'engager dans une autre guerre à but lucratif? Faites en sorte que les Américains soient les Agresseurs, puis perdez délibérément contre la Chine, avec des accords détournés en place pour garantir que leurs investissements en Chine seront honorés?

Où avons-nous vu cela auparavant?

Notre propre guerre d'indépendance.

Le roi George a financé les deux côtés du conflit. Son cousin, George Washington, a tout arrangé.

Le roi George avait conclu des traités mal avisés avec des tribus indigènes dans le nord-est des États-Unis pendant ce que nous appelons la guerre française et indienne, leur promettant de vastes étendues de terre et promettant d'arrêter la colonisation et l'immigration dans le pays au-delà du fossé de Cumberland. Ayant gagné la guerre, ses alliés indigènes attendaient avec

impatience la paix et la prospérité, cependant, le roi avait d'autres plans en tête.

Ainsi, lorsque la poussière s'est installée sur la guerre d'indépendance, George III n'a pas été pire, ses investissements en Amérique ont été intacts et indemnes grâce au cousin George, les obligations conventionnelles envers les autochtones étaient dans la poubelle sans aucune faute apparente de sa part, et la colonisation des terres à l'ouest du Cumberland Gap était libre de procéder sous l'administration du nouveau gouvernement.

Nous sommes maintenant dans une position globale similaire, dans laquelle Rome pourrait mener une guerre mercenaire courte et délibérément infructueuse avec la Chine, toutes pré-planifiées pour ce résultat, et --- similaire au roi George III déversant son obligation d'honorer les traités indigènes via un changement au gouvernement, Rome pourrait espérer garder tous ces bons investissements en Chine et se dérober à la responsabilité de nos pertes.

Nous l'avons déjà vu, nous n'avons pas besoin de le revoir.

Nous ne défendrons pas les personnes et les institutions qui nous ont bloqués pendant 163 ans et qui sont en fait responsables de l'investissement de notre crédit et de nos actifs physiques en Chine. Nous savons comment ils nous ont traités, comment ils ont planifié cette prise de contrôle stratégique de la Chine à nos dépens, comment ils ont nui à notre peuple, à notre terre, à notre sol et à notre eau avec malveillance, comme une dernière vile et cruelle injustice contre une nation qui a toujours dû un service de bonne foi.

Le reste du monde doit regarder notre expérience avec horreur et savoir que tous ces dommages nous ont été infligés --- non pas par la Chine, mais par ceux qui ont ciblé la Chine. Tous ces dommages nous ont été causés par des directeurs généraux et des sociétés municipales qui nous doivent un service de bonne foi.

Ironiquement, les Américains et les Chinois sont dans le même bateau, tous deux attaqués sans provocation par les mêmes criminels opportunistes.

Il est temps que cette vague de crimes vieille de quatre cents ans se termine.

Nous souhaitons la confiscation de la British Crown Corporation, de la District of Columbia Corporation, de la Washington DC Municipality, de la United States of America Corporation et de leurs sociétés affiliées, y compris, mais sans s'y limiter, leurs franchises individuelles, filiales, agences, chambres de compensation, banques, et des trésors, au gouvernement national légal et aux personnes à qui ces dettes et dommages sont dus.

Nous souhaitons que ces entreprises criminelles soient réutilisées, restructurées et réformées en permanence sans exception, afin que la guerre pour le profit et tous les maux qui vont avec ne soient plus.

Nous souhaitons que toutes les soi-disant franchises nationales, par exemple l'Australie, Inc. et l'AUSTRALIE, créées aux fins du dumping de dettes sur l'Amérique, soient également confisquées par les gouvernements nationaux légaux et nous souhaitons que les dettes odieuses qui ont été déversées sur le peuple américain par ces sociétés de franchise municipale dans des faillites

successives, à supprimer et à annuler.

Nous souhaitons toutes les réparations de guerre, toutes les hypothèques, tous les impôts fonciers, tous les paiements de l'IRS, tous les paiements de sécurité sociale, toutes les réparations de guerre, tous les impôts que les Américains moyens non citoyens, les Australiens, les Canadiens, les Britanniques, et toutes les autres personnes qui ont payé en vertu de la force et de la couleur de la loi, à restructurer et à restituer avec des intérêts raisonnables et habituels comme crédit prépayé.

Nous souhaitons que tout le monde, y compris, mais sans s'y limiter, les banques, comprennent que nos actifs et notre crédit nous appartiennent; nous sommes présents et nous sommes compétents et nous ne permettons pas aux auteurs de ces maux d'accéder à notre crédit ou à nos actifs.

Nous souhaitons une action immédiate pour prévenir tous les faux drapeaux, toute rhétorique ou propagande injuste contre la Chine, et surtout, la prévention de toute attaque contre la Chine par des forces mercenaires ou des consortiums d'intérêts commerciaux.

La paix est plus rentable --- et c'est toujours vrai, vue dans une perspective suffisamment large. Laissez tout le monde ouvrir les yeux et les oreilles.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

28 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

20. demande mise à jour 32923

Mise à jour des réclamations, plus de preuves d'activités illégales

Par Anna Von Reitz

Transmis à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005 - 19 janvier 2023, en seq:

Estimations conservatrices non alignées des dommages causés à la population non nationale par le DOD, l'INC. En violation des traités internationaux, des contrats de service et de la décence commune:

<https://www.technocracy.news/vax-damage-26-6-million-injured-1-36-million-disabled-300k-excess-deaths/>

Nous réitérons notre appel à la liquidation immédiate de DOD, INC., Ses franchises et sa société mère, la United States of America Corporation, qui a permis à ce sale profit de guerre destructeur de se dérouler au nom de "Public Health".

Nous souhaitons également la liquidation de l'OMS, de l'INC. Et de la BANQUE MONDIALE, qui ont toutes deux participé à cette "guerre" mercenaire contre des populations civiles innocentes non domestiques et ont cherché à s'enrichir et à s'opposer injustement aux droits et intérêts substantiels des vivants. gens.

Ces sociétés n'ont aucun droit naturel d'exister et dans le cadre de notre accord pour les laisser exister, il est du droit et de la responsabilité du Pape de liquider toutes ces sociétés destructrices prises dans des activités illégales. Cela est requis comme condition de leur existence en vertu de la loi ecclésiastique, après quoi nous portons ces accusations et réclamations contre les contrevenants devant la Cour de chancellerie du Vatican.

La réclamation commerciale contre ces sociétés s'élève désormais à \$ 266 000 000 000 000 000 000 d'or. Cette dette est due pour la destruction gratuite de nos actifs par des forces commerciales mercenaires illégales et illégales déployées en tant qu "'officiers en uniforme" par le gouvernement britannique territorial des États-Unis agissant en tant que DOD, INC., Propriétaire et exploitant du NIH, CDC, FDA, et d'autres entités constituées qui ont été complices de ces crimes horribles contre l'humanité.

Nous souhaitons que les sociétés municipales incriminées soient liquidées et que tous les biens en leur possession soient restitués à notre administration directe sans autre adieu.

Nous souhaitons que les "congrès" territoriaux et municipaux qui sont également détenus et exploités en tant que sociétés, soient retirés des sièges du Congrès de la République fédérale américaine à Washington, DC, et empêchés de façon permanente d'assumer tout contrôle ou droit substantiel de possession lié à nous, nos actifs et notre crédit.

Ces organisations et individus ont menti au public américain qu'ils sont censés servir, ont usurpé l'identité des Américains en violation du droit international, n'ont pas fourni les services stipulés de leurs contrats de service d'origine, et ont en effet cherché à se soustraire à leurs obligations contractuelles et ont conspiré contre le Constitutions fédérales à des fins d'autopromotion et de racket.

Sur quoi nous considérons toute obligation correspondante de payer ces mécréants ---- séparés.

Leurs sociétés habitant le district de Columbia et les environnements étrangers associés doivent être liquidées et les étrangers responsables de leur mauvaise gestion criminelle doivent être au chômage.

Toutes ces activités illégales visant à nuire physiquement et à frauder leurs employeurs, à se soustraire à leurs obligations contractuelles et à accéder illégalement à notre crédit sans notre autorisation et sans contrat écrit - doivent être considérées comme encore plus de preuves d'activités illégales, d'intention criminelle et de cause à la fois pour liquider ces sociétés municipales et arrêter les agents territoriaux responsables.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

29 mars 2023

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

21. cooptation des fonctions publiques

Cooptation des fonctions publiques

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Cette partie de la Grande Fraude a commencé dans les années qui ont immédiatement suivi la soi-disant guerre civile américaine et a été l'une des actions égoïstes entreprises par les Robber Barons qui construisaient les chemins de fer à cette époque.

De nombreux groupes de hors-la-loi hantaient l'Occident américain, y compris, mais sans s'y limiter, des bandes itinérantes d'anciens soldats de l'Union et des Confédérés et des gangs de flingers professionnels et de voleurs de bétail et, bien sûr, de voleurs de train.

Les barons des chemins de fer ont utilisé leur influence sur le Congrès territorial pour obtenir de nouvelles lois leur permettant d'embaucher des sous-traitants privés, en particulier des sous-traitants de l'Agence de détective de Pinkerton, pour emprunter les chemins de fer privés aux frais publics.

Les agents de Pinkerton travaillaient comme personnel de sécurité privé sous la direction des barons des chemins de fer, mais leurs services étaient payés sur les fonds publics. Ce premier «partenariat public-privé» a servi d'exemple à de nombreux autres abus et transgressions bien pires contre la barrière naturelle entre les fonctions publiques du gouvernement et l'intérêt personnel des entreprises privées.

Les sociétés ferroviaires, toutes opérant en tant que franchises du district de Columbia Municipal Corporation, ont immédiatement profité du transfert du coût du personnel de sécurité sur le dos du grand public, tout en conservant le contrôle de ce personnel de sécurité et ont pu les diriger, mais la direction de la société a choisi. De T.E. Le point de vue de Harriman, c'était le meilleur des deux mondes: les forces de sécurité privées aux frais publics.

Nous notons que le Congrès territorial n'avait pas le pouvoir de créer des partenariats public-privé au profit de leurs copains et franchisés, mais cette pratique a proliféré et s'est poursuivie de manière non consensuelle pendant plus de cent ans, sans divulgation au grand public et à l'État. Principaux citoyens.

Au fil du temps, les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia ont utilisé divers moyens de tromperie et opérations sous la couleur de la loi pour convertir illégalement nos forces de maintien de la paix des comtés et des États en services répressifs privés dans le même cadre. Il s'agit de services de sécurité privés employés par des franchises de sociétés municipales faisant semblant d'être ou de «représenter» nos gouvernements de comté et les gouvernements d'État.

En tant que tel, tous les soi-disant «police d'État» et «troupes d'État» et «shérifs de comté» opérant en tant qu'agents chargés de l'application des lois ont le même statut que tout autre personnel de sécurité privé engagé par des sociétés pour garder des entrepôts ou percevoir des loyers.

Ces soi-disant «agents d'application des lois publiques» n'ont donc pas de fonction publique, pas d'autorité publique, pas de lien public, pas de serment public, pas de connaissance du droit public et pas de devoir public réel; leur seul lien avec le public est leur salaire et leur allocation d'équipement, que nous payons. Sinon, ils prennent leurs ordres des chefs de sociétés qui prennent leurs ordres d'une législature étrangère de l'État agissant en tant que conseil d'administration d'une franchise de la Municipal Corporation, par exemple, l'État de l'Arkansas.

Ce n'est pas une conjecture. La circonstance a été confirmée par de nombreuses décisions de justice dans lesquelles nous, le grand public, avons été informés que la police sur nos salaires n'a aucune obligation de nous protéger, ni de prévenir la criminalité, ni de protéger les bâtiments publics.

Apparemment, le but de tous ces agents chargés de l'application des lois est d'agir en tant que personnel de sécurité privé payé aux frais publics --- et souvent, ils sont utilisés comme des voyous effectuant des collectes de revenus illégaux et des confiscations de biens en violation du droit public et international et les articles IV et VI de chaque Constitution fédérale.

Nous souhaitons que toutes ces franchises de la Corporation municipale, ainsi que tous leurs actifs, soient légalement converties en propriété publique et placées sous la direction du gouvernement de l'État non constitué en société préservé par nos assemblées d'État.

Nous souhaitons que tous les responsables de l'application des lois soient recyclés en tant qu'agents de maintien de la paix publique, dirigés et responsables devant leurs employeurs réels.

Nous avons déjà visité les programmes "Prisons for Profit" dans lesquels ces franchises de la Municipal Corporation opérant, par exemple, "l'État de New York", construisent un nouvel établissement pénitentiaire avec des fonds publics, le dotent également de responsables de l'application des lois de fonds publics, puis, sortir et arrêter des membres de notre grand public, les dénaturer et les usurper, puis les amène aux tribunaux privés des sociétés, les incarcère, puis facture au trésor public un autre montant compris entre \$ 6000 et \$ 20 000 par jour pour les garder enfermés.

Nous souhaitons que toutes les personnes qui ont leur origine dans l'un des États-nations des États-Unis, qui ne sont pas des employés fédéraux, qui ont été reconnues coupables de crimes non violents, d'infractions au code et d'autres infractions réglementaires, soient libérées.

Nous souhaitons que ces prisons à but lucratif, les agences de protection de l'enfance et d'autres organisations impliquées dans l'arrestation, la détention, la mise en fourrière ou l'obstruction des mouvements de nos personnes et de notre commerce en violation des articles IV et VI des trois constitutions fédérales, en particulier les organisations qui opèrent en tant que partenariats public-privé, soient auditées et évaluées au profit du grand public de ce pays.

Ces organisations et partenariats public-privé qui manquent d'avantages substantiels au grand public, à ceux qui sont criminellement négligents ou criminellement intéressés, doivent être dissous et leurs avoirs restitués au gouvernement légal dans le cadre des réparations dues aux personnes vivantes de ce pays.

Nous souhaitons que l'administration directe de toutes les franchises de la Municipal Corporation, y compris, mais sans s'y limiter, toutes les fonctions de police et d'application de la loi, soit rendue aux personnes vivantes qui peuplent chaque État-nation de l'Union.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

23 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

22. fraude commandant en chef

Fraude Le commandant - en - chef

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Nous attachons un résumé de la manière exacte dont le gouvernement et la Constitution australiens légaux dus au peuple australien ont été sapés par la monarchie britannique, et comment en fait, des changements arbitraires dans les définitions des mots et la création d'un bureau de commandant en chef ont été utilisés pour mettre en œuvre ce changement illégal et illégal.

C'est ainsi que le gouvernement territorial britannique s'est engagé et a réussi à se créer des pouvoirs dictatoriaux dans tout le Commonwealth, et comment ses sociétés de "service" commercial ont renversé les gouvernements nationaux légaux par fraude et tromperie.

L'auteur de l'exposé ci-joint, Dick Yardley, un chercheur dévoué, a fait un travail magistral pour détailler le processus qui a également été utilisé pour faire la même chose dans tous les pays du Commonwealth, substituant un gouvernement territorial illégal au gouvernement national dû - par tour de passe-passe et tromperie légale.

Les auteurs de ces torts grossiers commis en violation de la confiance et du contrat de service recréaient consciemment la fraude qu'Abraham Lincoln travaillait en Amérique et la diffusaient au Commonwealth avec malveillance.

Lincoln a trompé le public en semblant se porter candidat et être élu au bureau public actuel du président des États-Unis d'Amérique, tout en opérant secrètement à titre privé, celui de "président" des États-Unis d'Amérique, Incorporated.

Ce programme de substitution a permis à Lincoln d'accéder, d'utiliser et d'abuser des pouvoirs de la fonction publique réelle, personne n'étant plus sage.

Les militaires ont inconsciemment accepté Lincoln comme commandant en chef, un bureau attaché au bureau public actuel, et n'ont jamais remis en question son autorité.

Cela a permis à Lincoln, un agent étranger non déclaré, de promouvoir et de mener l'ensemble du conflit mercenaire illégal et illégal que nous connaissons sous le nom de guerre civile américaine, et lui a également permis de promouvoir des pouvoirs dictatoriaux pour le bureau du commandant en chef et l'utilisation de ce que l'on appelle les «ordres exécutifs» pour réquisitionner les bureaux militaires et civils du gouvernement.

Les auteurs étaient tellement satisfaits de ce programme de substitution en Amérique, qu'ils ont littéralement créé des bureaux du commandant en chef dans tout le Commonwealth --- comme l'a documenté Dick Yardley en Australie - afin qu'ils puissent utiliser ce modèle pour saper la les gouvernements nationaux légaux dans les pays du Commonwealth britannique aussi.

Le problème, bien sûr, est que Lincoln n'a jamais été le commandant en chef légal et n'avait aucune position ou autorité possible pour occuper les bureaux de notre gouvernement américain au départ, y compris le bureau du commandant en chef. Les interdictions initiales contre les conflits d'intérêts étrangers et l'amendement sur les titres de noblesse ratifié en 1819 s'en sont assurés.

Ainsi, alors que le monarque britannique pourrait lever la plume et créer un tout nouveau bureau du commandant en chef en Australie ou en Afrique du Sud ou dans tout autre Commonwealth britannique, puis utiliser ce bureau pour reprendre l'armée et subjoindre le gouvernement civil légal, le modèle original de toute cette activité grossièrement illégale du personnel des sociétés commerciales --- tous entrepris en violation de la confiance et du contrat --- a été fourni par Abraham Lincoln agissant quarante ans avant les événements en Australie.

Nous souhaitons que la réclamation de Dick Yardley soit incorporée et intégrée à notre réclamation au nom de nos États-nations de l'Union et des demandeurs vivants dans le monde entier, qui ont souffert des mêmes maux, et de la même sappe des gouvernements nationaux aux mains des sociétés commerciales sous contrat pour fournir des services gouvernementaux essentiels.

Nous souhaitons que sa réclamation au nom de l'Australie soit étendue de manière générale à tous les pays du Commonwealth en attendant de nouvelles recherches.

Nous savons déjà que ces pays du Commonwealth ont tous été touchés de la même manière par cette même violation flagrante de la confiance et violation des contrats de service, y compris, mais sans s'y limiter, les différentes constitutions nationales, et nous savons également que l'imposition de nouveaux bureaux du commandant en chef Le chef a joué un rôle déterminant dans tous les cas où ces nations avaient leurs propres forces de défense permanentes.

Lincoln n'a jamais été valablement "commandant en chef" et donc tout ce qu'il a fait s'est transformé en fraude. Il a commis une violation flagrante de la confiance et un contrat de service commercial et, oui, une trahison en cas de conflit d'intérêts. Comme il a personnellement "déclaré" la guerre aux États-Unis du Sud sans aucune fonction publique et sans aucune déclaration du Congrès, la responsabilité de la destruction et de la perte de vie et tout le reste associé à la guerre civile américaine incombe à la Couronne britannique et le monarque britannique et les directeurs responsables.

De même, la violation des contrats de confiance et de services visités sur les pays du Commonwealth incombe aux mêmes Parties, promouvant et étendant un régime de fraude criminelle connu contre les pays et le peuple des pays du Commonwealth.

Nous souhaitons le retour immédiat de toute autorité investie du contrôle des gouvernements nationaux élus et la fin de l'occupation territoriale illégale, c'est-à-dire l'occupation par les forces mercenaires de l'emploi des sociétés municipales et de leurs franchises et agences discutées tout

au long.

Nous souhaitons la divulgation au grand public et l'annonce des élections publiques et la fin des élections des partis politiques privés substituées aux élections publiques légitimes.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

6 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

23. fraude des États confédérés

La fraude aux noms et identités des entreprises --- Fraude des "États confédérés"

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

La majorité des stratagèmes de fraude que nous avons rencontrés et décrits ont été des tromperies et des tromperies sémantiques par omission.

Les tromperies sémantiques ont impliqué l'utilisation de noms très similaires pour des choses différentes, par exemple, l'utilisation du même nom, les États-Unis d'Amérique, comme nom d'une Fédération des États non constituée en société en Amérique et également comme nom d'une Scottish Commercial Corporation.

La confusion aurait pu être évitée simplement en ajoutant le mot "Incorporated" au nom pour désigner la Scottish Corporation, mais la confusion a plutôt été encouragée en omettant le mot "Incorporated" du nom.

Ainsi, vous avez un exemple clé de l'utilisation de la tromperie sémantique à l'aide de noms similaires et de la pratique d'omettre des informations clés pour promouvoir ces fraudes et usurpations d'identité.

Des fraudes similaires ont été commises à l'aide d'acronymes qui semblent être des abréviations..

L'ONU n'est pas la même que l'ONU. L'IRS n'est pas le même que l'Internal Revenue Service. Nous pourrions continuer à utiliser de nombreux exemples pour démontrer comment l'utilisation abusive et l'abus de ces acronymes ont conduit à une confusion et à une tromperie grossières du même type de base.

Plus important encore, les Nations Unies sont une organisation internationale vouée à la promotion de la paix et aux efforts conjoints pour régler les différends internationaux sans guerre, tandis que l'ONU est une société commerciale fondée à Vichy France en 1943, à des fins entièrement différentes.

Ainsi, le grand public de cette planète entière a été délibérément ignoré de la nature des diverses identités nommées dont il avait affaire, et cette forme de non-divulgation délibérée a laissé les gens en proie à des sociétés commerciales.

L'OMS, l'INC., Une autre société commerciale, a été fortement impliquée dans le génocide actuel des vaccins, et a profité d'elle-même et a fait une offre pour un pouvoir politique coercitif qui lui a été accordé sous la fausse hypothèse qu'il s'agit d'une organisation humanitaire et professionnelle, alors que sa véritable nature en tant que société commerciale privée à but lucratif sous l'emprise des nazis, n'est pas entièrement divulgué au public ni même aux membres de l'Organisation des Nations Unies.

Bien qu'il s'agisse d'une convention juridique depuis la Seconde Guerre mondiale pour désigner des entités constituées en utilisant toutes les majuscules, l'existence et l'utilisation de cette convention linguistique et orthographique n'ont pas été enseignées dans les écoles publiques ni mises en évidence par le grand public par d'autres moyens.

Nous irions jusqu'à dire que l'utilisation de toutes les majuscules pour désigner les entités constituées en société et, en particulier, pour identifier les domaines des morts, a été un secret commercial, dont la connaissance a été étroitement surveillée et disponible auprès de quelques-uns seulement. sources utilisées par les avocats et les parajuristes et les linguistes qui s'intéressent professionnellement aux dérivés latins et latins.

Par conséquent, les contrats impliquant des sociétés commerciales non divulguées ne peuvent pas être considérés comme valables et cela comprend tous les contrats, traités ou autres obligations conclus avec l'OMS, l'INC. Et toutes les autres entités dites à trois lettres et autres acronymes.

Cette interdiction et objection s'appliquent très certainement à tous les différents accords commerciaux qui ont été mis en place et utilisés pour promouvoir la régionalisation du «gouvernement mondial» promu par ces différentes sociétés municipales et commerciales à leur propre avantage.

Elle s'appliquerait à la soi-disant Union nord-américaine, qui propose de détruire les frontières entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. Le mot "commercial" a été omis des discussions relatives à cet arrangement: il devrait être appelé "Union commerciale nord-américaine" et il devrait être évident qu'il s'agit d'un pacte supprimant les entraves aux activités commerciales entre ces nations ---- pas une excuse pour effacer les frontières nationales et dénigrer la souveraineté nationale.

Aucune des sociétés municipales ni leurs franchises de sociétés commerciales n'ont elles-mêmes la souveraineté et elles ne sont certainement pas en mesure de céder la souveraineté d'autrui, y compris nos États-nations de l'Union.

Nous souhaitons que ces questions soient traitées immédiatement et sans détour ainsi que les limites de tout le Code administratif. Veuillez rappeler à M. Biden que l'IRS, comme l'Internal Revenue Service, n'a aucune capacité d'application armée. Rappelez-lui également que l'IRS est un collecteur de dettes privé et que le titre 26 n'a jamais été adopté en droit positif ou inscrit au Congressional Record. Tout agent armé de l'IRS qui empiète contre les Américains ne sera que cela --- des brigands armés agissant en tant que mercenaires étrangers engagés dans des actes criminels à l'intérieur de la frontière de nos États-nations. Ceux qui usurpent l'identité de notre

président et détournent les armes à feu de cette manière seront suspendus en tant que pirates intérieurs. Une action rapide de la part des Principaux est nécessaire.

Nous souhaitons également discuter brièvement d'un élément particulier du modèle global de tromperie sémantique qui relève actuellement la tête à nouveau, et c'est une énigme présentée par l'utilisation du mot "État" pour faire référence de manière informelle aux "États confédérés". Ils ne sont en aucun cas la même chose et dans ce pays, ils ont une histoire particulière impliquée dans toute cette fraude.

Les États confédérés sont en fait ce que nous avons appelé des "États d'États" --- des organisations commerciales constituées en société ou non constituées en société qui fournissent des services publics sous contrat pour les États actuels. Ils ne sont pas du tout synonymes des États qu'ils servent, mais sont souvent appelés à tort "États" par acte d'omission.

Alors que nous avons eu du mal à démêler ces documents et faits obscurs, il est devenu de plus en plus évident que: notre Union d'États-nations non constituée en société d'origine, initialement appelée États-Unis, a également fait des affaires en tant qu'États-Unis d'Amérique et a fait des affaires au nom de l'Union des États-nations au niveau national. C'est le niveau de notre gouvernement qui est "l'Union" mentionné dans les articles de la Confédération en référence à une union "plus parfaite" et "perpétuelle" par laquelle ils voulaient établir leurs propres États américains et les lier ensemble dans une Confédération permanente.

Plus tard, c'est cette même Confédération des États des États membres de l'Union opérant en tant qu'États d'Amérique qui a créé la République fédérale et l'a dirigée en vertu de la Constitution pour les États-Unis d'Amérique, ce qui explique pourquoi ce contrat a utilisé le mot "uni" comme adjectif et n'incluait pas "uni" dans le nom de l'organisation recevant les pouvoirs délégués. Cela explique également pourquoi les membres séparatistes du Sud de la Confédération des États se sont appelés "les États confédérés d'Amérique".

Les Sudistes étaient beaucoup plus honnêtes en se représentant eux-mêmes et en leur capacité d'agir - c'est-à-dire en tant qu'États, pas du tout des États.

Ceci est essentiel pour comprendre l'histoire et la nature de la soi-disant guerre civile américaine en tant que conflit mercenaire, et également la clé pour comprendre le marécage qui a abouti à son sillage, et le désordre avec lequel nous luttons encore aujourd'hui, à la fois en termes de reconstruction de notre gouvernement et de nos sous-traitants étrangers déchaînés ont laissé les choses en marche dans le district de Columbia lorsque la République fédérale est devenue inutilisable.

Nous souhaitons la compréhension universelle que ces sociétés municipales et commerciales étrangères à but lucratif et les chefs qui en sont responsables ont agi en violation flagrante de la confiance et en violation de leurs contrats de service commercial appelés constitutions. Ils ont tous été jugés pendant sept (7) ans et le jugement civil final qui en a résulté a été publié et publié en avril 2014.

Ce n'est pas notre désir ou notre intention de continuer à lutter avec les employés qui ne font pas leur travail et nuisent réellement à notre pays et à notre peuple; nous souhaitons qu'ils soient

licenciés et renvoyés chez eux et que d'autres accords et moyens soient conclus via un processus de transition logique. Les directeurs généraux responsables de l'exécution des sociétés municipales doivent informer et réorienter pleinement M. Biden et M. Trump pour se conformer à leurs contrats de service et cesser et s'abstenir d'autres activités et présomptions.

Récemment, certains partis associés aux services militaires ont fait un effort pour créer un récit épousant le concept de la merveilleuse "Confédération perdue" et lui attribuant des pouvoirs qu'elle n'a jamais eu, et aussi tenter de donner à la Confédération la nature et les attributs de l'Union des États-nations au lieu d'admettre que la Confédération défailante et disparue depuis longtemps était un assemblage d'organisations commerciales d'État d'État qui ne pouvaient pas s'entendre et qui étaient en faillite dans le Nord et ruiné dans le Sud et jamais reconstruit.

Le vrai gouvernement reste investi comme il l'a toujours été dans nos États-nations et notre peuple, et les instruments qu'ils ont nommés.

Nous souhaitons une compréhension universelle similaire que ces entités constituées ne nous représentent pas, le gouvernement américain et le peuple américain, et nous ont simplement usurpé l'identité, volé notre identité, accédé illégalement à notre crédit via des banques complices et géré une confiance fantastiquement complexe et à long terme raquette sur nos côtes.

Nous souhaitons qu'il soit entendu que ces organisations et les prétendus employés publics qui les dirigent ont usurpé contre leurs employeurs au détriment des pays qu'ils sont censés servir. La nature et l'étendue de ce mauvais service varient mais ont universellement affecté tous les niveaux de gouvernement dans les pays qui ont été touchés par ces imposteurs et les pratiques trompeuses qu'ils ont utilisées pour frauder, céder et dévaluer leurs employeurs.

Nous souhaitons le démantèlement de ce système vénal de fraude et d'usurpation d'identité, les occupations illégales de pays entiers par des mercenaires étrangers et l'usurpation manipulatrice des gouvernements nationaux par les sociétés municipales et commerciales utilisant l'hypothèque de la dette et d'autres moyens inappropriés et obscurs de saisir les actifs et confisquer et endetter illégalement les avoirs des tiers.

Nous souhaitons mettre un terme à la "GIA" - une autre franchise privée à but lucratif constituée en société se faisant référence à la "Global Intelligence Agency" et aux services non élus et indésirables des "Majestic Twelve", CIA, FBI, DOJ, SERCO et les organisations affiliées qui ont manifestement fonctionné sans aucune autorité légale et d'une manière qui nuit à la paix et à la vie sur cette planète. Ces entités voyous non élues doivent être financées immédiatement, liquidées en tant que sociétés et remplacées par des opérateurs humains qui ont la capacité de bon sens et de conscience morale. L'expérience de laisser l'intelligence artificielle biologique comme Kim Goguen diriger le monde a échoué.

Nous souhaitons que tous ceux qui lisent ceci remarquent que ces soi-disant agences sont toutes des sociétés étrangères privées à but lucratif qui ont et ont accédé et dépensé notre crédit, sur la base de nos actifs, pour leurs projets sans notre autorisation et que les affiliés les banques commerciales l'ont autorisé et que leurs actifs sont maintenant confisqués.

Nous souhaitons que tous ceux qui lisent ceci remarquent que ces agences et entités susmentionnées et leur personnel sont engagés dans ce vol depuis quelques décennies sans détection en raison du fait que ces mêmes prétendues organisations de renseignement n'ont pas non plus fait le travail. qu'ils ont été embauchés pour faire --- principalement pour prévenir la criminalité et les fausses déclarations dans le commerce et le vol d'identité et fraude au crédit --- qui sont tous les mêmes crimes qu'ils se sont effectivement engagés.

Nous souhaitons que cette activité illégale s'arrête complètement et de façon permanente et que ces agences qui ont non seulement échoué dans leurs missions, mais ont agi en tant que syndicats du crime international et mondial, soient complètement honteuses et déracinées et remplacées non seulement par une nouvelle direction mais nouvelles organisations. Le personnel du DOD, de l'INC. impliqué dans le "GIA" et dirigeant le PENTAGON, la CIA, le FBI, le DOJ, le DHS, etc., n'a apporté qu'une histoire de honte, d'incompétence et de criminalité à ces organisations, qui sont mieux laissées dans la poubelle de l'histoire.

Nous souhaitons une action immédiate de toutes les personnes responsables du paiement de ces mécréants pour débrancher ces organisations non autorisées, non élues et indésirables et nous remarquons que les différentes itérations de "Congrès" qui ont alloué des fonds pour le soutien de ces organisations et leurs activités illégales et illégales opèrent de la même manière dans la fraude et l'usurpation de l'identité des organes législatifs publics tout en agissant en fait en tant que conseil d'administration de ces mêmes sociétés municipales du district de Columbia qui ont engendré ces agences et opéré les comme franchises.

Nous souhaitons que ces organisations soient démantelées à l'échelle mondiale, financées, privées de crédit, tous leurs comptes saisis et tous leurs actifs transférés à notre propriété, à notre contrôle et à notre direction. Nous sommes le gouvernement américain national et international, l'Union non constituée en société d'États-nations connus sous le nom de États-Unis et la Fédération des États non constitués en société opérant au niveau international sous le nom de États-Unis d'Amérique, et nous sommes les seuls à être compétents et légalement habilités à redresser ce gâchis.

Nous souhaitons que le GIA échoué et inintelligent soit immédiatement financé et dissous et que la police locale soit pleinement informée des circonstances à l'échelle mondiale. C'est l'occasion de rétablir une gouvernance légale et saine et morale pour les États-Unis, l'Europe occupée, le Japon, l'ancien Commonwealth et d'autres nations qui ont été touchées par ce jeu de con gargantuesque. C'est également l'occasion de corriger les opérations bancaires dans le monde entier.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

20 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

24. fraude au Congrès

La fraude au Congrès - Pourquoi ils ont dû tuer Lincoln

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

La fraude au Congrès n'est, dans un sens, qu'un autre régime de substitution, dans lequel nos congrès, à la fois le Congrès continental de la Fédération et le Congrès de la République fédérale, ont été remplacés par un congrès territorial britannique.

Le problème pour les Schemers était, et est, que nous avons gardé fermement le contrôle de la juridiction terrestre et terrestre entre les mains de nos deux organes du Congrès.

Ces pouvoirs non délégués à notre sous-traitant fédéral américain, la République fédérale perdue depuis longtemps, incombaient au Congrès continental de la Fédération, et les pouvoirs délégués liés à nos terres et à nos sols relevaient du Congrès de la République fédérale.

La seule façon pour le Congrès territorial de "supprimer" tout rôle lié à notre terre et à notre sol était de créer une "croyance présumée" dans notre "absence", et c'est exactement ce qu'ils ont fait.

La première génération d'auteurs a été confrontée à un problème supplémentaire. Ce qu'ils ont fait, c'est la trahison et la violation de la confiance, ainsi que la fraude. Si les gens de ce pays le découvraient, ils seraient pendus. Ils étaient très motivés et préoccupés par ce point fin, et Lincoln, tout en étant préoccupé par son propre cou, était également un canon lâche.

Lincoln était populaire auprès des Territoriaux britanniques et des habitants des États du Nord. Chaque journal s'est accroché à chaque mot qu'il a dit, et chaque apparition publique qu'il a faite était une célébration dans les jours qui ont suivi la reddition de Lee.

Bien qu'il soit l'un des principaux instigateurs du complot original de se présenter aux élections dans un bureau présidentiel différent et non divulgué, Lincoln a fait ce qu'il a fait pour des raisons commerciales. Il avait l'intention de rappeler l'actuel Congrès de la République fédérale en session --- ce qui aurait forcé l'achèvement de la reconstruction.

L'achèvement de la reconstruction aurait mis fin à tout rôle de garde pour le gouvernement territorial et mis fin à toute présomption de tutelle pour les Schemers. Ils auraient perdu le

contrôle, même tenue, de nos ressources en terres et en sols, ce qui était toujours une grande partie de leur objectif ---- alors Lincoln a dû partir, et le général Grant a dû l'accepter.

Lincoln était un rat, mais il ne voulait aller que si loin. Grant était un rat tout le long, et non pas parce qu'il avait un os politique dans son corps. Pour lui, il s'agissait de récompenses pour l'armée de l'Union et de récupération pour la guerre.

Pendant que Lincoln tentait de régler la faillite des "États-Unis d'Amérique, incorporés" et d'éclorre sa brillante solution Greenbacks avec son secrétaire au Trésor, Salmon P. Chase, Grant était las de la guerre et désireux de quelques jours de salade pour lui et ses troupes.

Lincoln's Greenbacks et 1040 Bonds ne faisaient pas de bénéfices assez rapidement pour Grant et l'armée. Et la reconstruction signifierait le retour du contrôle au gouvernement civil. L'armée perdrait la belle petite hégémonie que Lincoln leur a remise avec son ordre général 100,

Lorsque les banques Rothschild ont offert de vastes prêts contre la valeur des actifs nouvellement acquis des États du Sud, Grant était tout à fait d'accord; Lincoln ne l'était pas. Une autre raison pour laquelle Lincoln a dû partir.

Donc, les États-Unis. L'armée et les intérêts du gouvernement territorial britannique et oui, des membres de son propre cabinet, y compris son secrétaire d'État, se sont retournés contre Lincoln --- et ce n'était même pas fini la guerre. C'était au-dessus du pouvoir et de l'argent par la suite.

Et bloquer la reconstruction était la clé de celle-ci.

Chacun des trois sous-traitants fédéraux d'origine - la République fédérale américaine, le gouvernement territorial britannique et le gouvernement municipal du Saint-Empire romain germanique - avait délégué des devoirs et des pouvoirs dans les juridictions internationales.

Les Américains avaient délégué des pouvoirs à la fois sur terre et sur mer; le sous-traitant territorial britannique avait d'autres pouvoirs délégués en mer, et le sous-traitant du gouvernement municipal détenait des pouvoirs délégués dans la juridiction de l'air.

En conséquence, les membres du Congrès fédéral ont en fait participé en tant que membres de trois organes distincts du Congrès, en fonction du sujet en discussion et de leurs propres qualifications personnelles. Ils portaient simplement des chapeaux différents car ils changeaient de sujet et se rencontraient généralement à différents jours - lundi, mardi et mercredi pour les questions foncières, jeudi pour les questions maritimes et vendredi pour les questions aériennes.

Tant que les Américains contrôlaient, tous les problèmes de juridiction foncière étaient abordés par des hommes qui juraient une loyauté unique envers ce pays, mais une fois que le Congrès de la République fédérale ne se réunissait plus, les membres du Congrès agissant en tant que Congrès territorial et se faisant passer pour nos gardiens, n'étaient obligés que comme administrateurs.

Les administrateurs peuvent faire des choses très laides et mal avisées, si les donateurs ne réalisent même pas qu'ils sont des donateurs, et sont délibérément menti et gardés dans le noir, afin qu'ils ne puissent pas s'opposer à tout ce que font les fiduciaires.

Laisser Lincoln servir de martyr était moins problématique que de voir la reconstruction avancer de manière organisée et opportune, et ici, plus de 150 ans plus tard, ce travail reste à faire.

La différence est maintenant que le gouvernement américain est de retour en session. La Fédération des États a reçu les pouvoirs qu'elle a délégués à la République fédérale et les assemblées d'État peuvent agir directement via le vote par appel nominal.

Les donateurs présumés sont «rendus de chez eux de l'autre côté des mers», comme le disent les successeurs actuels des contrats originaux du Saint-Empire romain germanique.

Oui, nous avons "retourné" sans aller nulle part en dehors de nos propres frontières, après avoir été détourné sur papier par des congrès déloyaux du gouvernement territorial britannique, trafiqué dans leur juridiction étrangère via des processus de faux enregistrement, et encombré par non pas un, mais trois faux certificats de chambre de compensation.

Aujourd'hui, la plupart des prétendus membres des organes du Congrès territorial et municipal ne sont jamais entrés dans les bureaux qu'ils semblent occuper, car ils n'ont jamais accompli les serments de bureau écrits et enregistrés.

Ils agissent uniquement et uniquement en tant que conseil d'administration des sociétés municipales incriminées qui font l'objet de nos réclamations.

Toutes les mesures que ces députés non assis ont prises ou semblaient prendre pour adopter des mesures en tant que membres d'un congrès territorial ou municipal sont nulles et non avenues.

Nous souhaitons un sondage auprès de tous les prétendus membres du Congrès et la révocation de tous ceux qui n'ont pas prêté serment écrit et enregistré le même serment écrit de bureau dans un endroit connu facilement accessible par le public.

À la suite des résultats, nous souhaitons un audit de l'impact sur les membres, les quorums et les votes afin de déterminer si un vote valide d'un congrès a eu lieu ou non.

Nous souhaitons la suppression de toute loi qui n'a pas été dotée des pouvoirs appropriés et des compétences appropriées.

Nous souhaitons en particulier que ce processus d'examen se concentre sur toutes les lois du Congrès inscrites dans le dossier fédéral, qui peuvent ou non répondre aux exigences d'un passage valide et qui peuvent affecter les Américains et les entreprises américaines sous réserve d'une forme ou d'un certain degré de réglementation fédérale.

Nous souhaitons un examen rétroactif des serments d'office requis pour tous les membres des congrès territoriaux et municipaux jusqu'en 1860 afin de déterminer la validité des membres, des quorums et des votes.

Nous souhaitons un protocole et un processus bien organisés pour que tous les membres de tous les congrès soient assis et reconnus, ce qui doit inclure la réception du serment d'office requis et son enregistrement et sa publication sous une forme facilement accessible pour examen public.

Ce désarroi et ce potentiel de tromperie qui ont résulté de la possibilité pour un groupe de délégués au Congrès de se produire dans différentes capacités et juridictions faisaient déjà partie du problème avant la guerre civile, mais les auteurs et les intérêts commerciaux ont exploité ce potentiel pour obtenir un enrichissement injuste, pouvoir coercitif non consensuel, et a délibérément empêché le processus de reconstruction en violation de la confiance de conserver et de maintenir des positions d'autorité dérobées pour eux-mêmes.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99653

27 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

25. hareng rouge de la constitution

"La Constitution" comme un hareng rouge

Par Anna Von Reitz

Autres preuves et pièces justificatives historiques envoyées à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq: "La Constitution" comme un hareng rouge

Les «harengs rouges» sont utilisés comme leurres dans certaines pêcheries pour piéger les écoles de hareng et parfois leurs prédateurs, aussi --- mais l'implication d'argot d'un «hareng rouge» est un problème de distraction ou non séquentiel avancé pour masquer les faits réels ou empêcher découverte de preuves.

Le même concept est présenté par le phénomène du "trou du lapin", dans lequel les gens sont conduits sur des poursuites sans fin contre les oies sauvages en se concentrant sur du matériel qui ne fait pas réellement partie du sujet qu'ils essaient d'explorer.

Nos employés fédéraux concentrent constamment toute l'attention possible sur «la Constitution» afin d'empêcher une discussion plus appropriée. En effet, les employés fédéraux dépendent en fin de compte de l'une ou l'autre des constitutions pour leur fournir le pouvoir et les chèques de paie, et si les constitutions sont renversées, elles n'ont aucun fondement d'autorité et aucun argent.

En conséquence, les Constitutions présentent un intérêt suprême et vital pour nos employés fédéraux, mais pas pour nous.

Les Américains réels qui ne sont pas des employés fédéraux et non des personnes à charge fédérales et qui ne dépendent d'aucune des constitutions pour notre base d'autorité ou notre source d'argent, sont plus préoccupés par le fait que les employés fédéraux honorent leurs obligations en vertu de la Constitution qui s'applique à eux et honorent nos garanties, et sinon garder le nez propre et les mains hors de nos poches.

Bien que nos employés fédéraux aient l'habitude odieuse de se référer à «la» Constitution comme s'il n'y avait qu'un seul de ces documents, il y a en fait quatre (4) constitutions «fédérales» qui peuvent être référencées.

Il y a la Constitution pour les États-Unis d'Amérique, qui a créé la République fédérale (1787 à 1860), et la Constitution des États-Unis d'Amérique (1789) qui a créé le gouvernement territorial

britannique et la Constitution des États-Unis (1790) qui a créé le gouvernement municipal.

En plus de ces trois vénérables accords constitutionnels, il existe une quatrième soi-disant "Constitution d'entreprise" publiée par le gouvernement territorial britannique en 1868, qui a été imposée comme "une" constitution sans divulgation complète au public américain. Cette charte non divulguée d'une Scottish Commercial Corporation qui a enfreint notre bon nom, nos marques, nos droits d'auteur et, en fait, a volé notre identité afin d'accéder indûment à notre crédit, continue d'être diffusée même si l'usurpateur écossais a fait faillite en 1906. Il s'agit du document qui contient le tristement célèbre "quatorzième amendement".

Donc, en plus d'être le train de sauce et la source de tout bien pour nos employés fédéraux, quelle fonction ou quelle importance les Constitutions ont-elles vraiment aujourd'hui?

La Constitution de 1787, rédigée pour établir un sous-traitant fédéral américain, est restée en sommeil en 1860 lorsque la Confédération d'origine a éclaté et n'a plus été en mesure de superviser les opérations de la République fédérale.

La «Constitution d'entreprise» de 1868 est manifestement disparue avec la malhonnête Scottish Commercial Corporation qui l'a utilisée.

Cela laisse deux Constitutions encore théoriquement en vigueur, la Constitution territoriale britannique de 1789 et la Constitution municipale de 1790 --- c'est-à-dire la Constitution des États-Unis d'Amérique et la Constitution des États-Unis, respectivement.

Tout cela pose la question de --- quelles sont les Constitutions et pourquoi existent-elles?

Les gens ont appris à vénérer ces documents sans aucune idée de ce qu'ils sont réellement, apparemment pour sous-estimer l'importance de nos employés fédéraux et de leurs directeurs.

Pour le dire franchement, les constitutions sont des accords de dette découlant de contrats de services commerciaux pour des "services gouvernementaux essentiels" - article IV de tous ces documents - dans lesquels les États conviennent de payer dix-huit services stipulés et "énumérés" et les sous-traitants fédéraux organisés en vertu des dispositions des Constitutions conviennent de fournir ces services. Les Constitutions peuvent également être considérées comme des accords de partage du pouvoir, dans la mesure où les États ont dû déléguer les "pouvoirs énumérés" nécessaires aux sous-traitants fédéraux pour effectuer leur travail pour nous.

Les Constitutions ne doivent donc pas être considérées comme des vaches sacrées par la population générale de ce pays, mais doivent plutôt être considérées comme des contrats de service nécessitant des performances par les sous-traitants fédéraux et leurs employés --- qui sont tous finalement employés par nous, les Américains États et gens.

Que pouvons-nous observer de manière rentable sur les Constitutions?

Les constitutions représentent la mise en œuvre des accords conventionnels mettant fin à la guerre d'indépendance.

De toutes les choses que les gens manquent sur la nature et le sens des Constitutions, c'est l'omission la plus dommageable.

Les Constitutions ne se sont pas déroulées dans le vide et n'ont pas été établies pour le "plaisir" ou parce que notre gouvernement américain était incompetent pour fournir ses propres "services gouvernementaux essentiels". Ils n'étaient pas non plus une sorte d'accord de barre latérale pour les riches et les célèbres.

Les Constitutions sont le résultat du Processus du Traité de paix, un processus qui a donné à chaque chien un os et a assuré le règlement de paix et l'intérêt personnel de tous les anciens combattants de la guerre d'indépendance.

Les Britanniques ont été autorisés à conserver leurs intérêts immobiliers et ont obtenu les contrats lucratifs du gouvernement territorial.

De même, le Saint-Empire romain a conservé ses biens et son hégémonie sur les services postaux, les bureaux de poste, les poids et mesures, les brevets, les droits d'auteur, etc.

Pas moins de quatorze séries distinctes de traités de paix --- Traités de Paris, Traités de Versailles, Traités de Vienne, Traités de Rome, Traités de Westminster, Traités de Gand, etc., tous écrits à la main en français diplomatique de la période --- étaient tenus de régler la guerre d'indépendance.

Lorsque la poussière s'est dissipée, les Constitutions ont officialisé et mis en œuvre les résultats des accords conventionnels.

Nous, Américains, n'avons pas obtenu une victoire nette, mais nous avons atteint notre indépendance et notre souveraineté sur nos propres terres et sols, ainsi qu'un intérêt très important pour les "pouvoirs" non énumérés conservés en vertu du dixième amendement.

Voilà pour les Constitutions, et maintenant, pour la viande de la question.

Les vrais problèmes ne sont pas du tout liés aux Constitutions.

Les problèmes réels auxquels notre pays et notre monde sont confrontés résultent de sociétés commerciales voyous --- en particulier, des sociétés municipales, gérées par des intérêts du gouvernement territorial, autorisées à se déchaîner et à commettre des crimes en toute impunité.

De toute évidence, notre gouvernement américain est antérieur à tout contrat de service établi pour nos employés fédéraux par les constitutions, et c'est notre gouvernement américain --- le gouvernement des États-nations de l'Union --- qui agit en tant que partie principale acceptant les traités et leur mise en œuvre via les Constitutions adoptées en 1787, 1789 et 1790.

Les problèmes et les solutions se situent donc à un niveau de gouvernement entièrement différent et nous concernent, nous, le peuple américain, et non nos employés fédéraux qui ont été mal dirigés par leurs directeurs étrangers pendant une bonne partie des 160 ans.

Mettons à zéro le vrai problème: Abraham Lincoln et son administration.

Abraham Lincoln était avocat au barreau et écuyer. Il n'était donc pas éligible à occuper le poste de président des États-Unis d'Amérique (notre président de la Fédération). C'était le cas depuis 1819 et ni Lincoln ni ses cohortes ne pouvaient plaider l'ignorance.

Lincoln ne pouvait fonctionner que comme "président" du sous-traitant fédéral territorial britannique, dba "les États-Unis d'Amérique, incorporé" --- une société commerciale --- pourtant il s'est fait passer pour le président des États-Unis d'Amérique, non constitué en société, à la place.

C'est cette tromperie de base qui cherche à substituer "un" président de la British Territorial Corporation "au président américain qui a entraîné l'effondrement de la Confédération. Lincoln a continué à commettre une fraude depuis le moment de son élection jusqu'à sa mort.

L'analyse montre que l'assassinat de Lincoln a probablement été effectué par ses propres généraux syndicaux et des membres de son cabinet. L'épouse du général Grant et Grant étaient toutes deux censées être avec Lincoln au Ford Theatre cette nuit fatidique, mais elles ont supplié au dernier moment et sont allées rendre visite à leur fille dans l'Ohio, à la place. Des associés proches de John Wilkes Booth se sont présentés au domicile de William H. Seward cette nuit-là, et a disparu peu de temps après que d'autres membres du cabinet de Lincoln se soient présentés chez Seward sans raison apparente.

Grant a-t-il été prévenu? Évidemment.

Seward et les autres membres du Cabinet ont-ils simplement décidé d'organiser une fête pour des raisons inconnues, après dix heures du soir, la nuit où Lincoln a été assassiné?

Ensuite, nous arrivons au reste du Cui Bono?

Qui a profité de la mort de Lincoln et du chaos qui en a résulté? Outre "Ulysse S (Hiram) Grant" et son personnel? Outre son cabinet?

Le grand gagnant de tout cela était le pape, car il possédait les deux grandes sociétés municipales du district de Columbia.

Il était désormais facile pour le pape de diriger son surveillant du Commonwealth, le monarque britannique, pour jouer des tours sans fin de "Good Cop - Bad Cop" et maintenir le peuple américain dans un état de confusion constant, dans lequel il pourrait plus facilement être parasité. et pillé par ces deux directeurs étrangers.

Il y a quelques jours, nous avons montré à tout le monde la géante "militaire" Municipal Umbrella Corporation dba le DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, autrement connu sous le nom de DOD, INC.

Nous avons démontré comment le DOD, INC. Possède et exploite le "Congrès" territorial, le Trésor américain, la Securities and Exchange Commission, la CIA., Le FBI, le secrétaire au Trésor, et oui, le DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE aussi. Ce sont des sociétés municipales voyous et déchaînées qui sont mal dirigées par des directeurs étrangers qui sont censés être nos sous-traitants, partenaires des traités et alliés.

Les personnes associées à ces sociétés n'occupent ni ne sont élues dans aucune fonction publique américaine, n'ont aucune autorité accordée et aucun contrat écrit explicite à démontrer.

Ils ont mené un plan de fraude géant sur nos côtes en violation des permis d'utilisation créant le district de Columbia et la municipalité de Washington, DC, les deux.

Ils font de fausses déclarations dans le commerce contre nous et contre nos actifs et notre crédit depuis plus de 160 ans, nous imitant comme tout pirate de carte de crédit usurpe l'identité de sa victime.

Il n'y a pas un seul député fiduciaire dans tout le Congrès territorial.

88 des rats mal assis dans nos sièges au Congrès ont récemment voté pour promouvoir la "guerre perpétuelle" et pour continuer leur déchaînement de guerres à but lucratif, leur "vote" interne illégal et dénué de sens à l'argent approprié pour cela via la "défense nationale". Actes d'autorisation "et leur" autorisation d'utiliser la force militaire "tout aussi vide".

Il n'y a pas un seul soldat honorable employé par une nation réelle dans ses rangs.

Ils agissent comme des mercenaires commerciaux depuis 1860 et ne l'ont dit à personne. C'est de cela qu'ils ont tous parlé --- "opérant sous un manteau de secret", en effet.

Ils devaient garder le secret ou chaque force de police et personne morale réelle sur Terre auraient été dans la gorge, les dépouillant de leurs avoirs, liquidant leurs sociétés et donnant des coups de pied dans la mer.

Nous sommes les parties lésées dont la confiance a été grotesquement violée par ces employés fédéraux, les principales victimes de leurs fraudes, leurs créanciers prioritaires et les principales parties garanties devaient les actifs qu'ils avaient purs.

Apparemment, tout le monde a oublié que le pape possède et exploite toutes ces sociétés municipales, et qu'il est responsable de les liquider lorsqu'ils sont surpris en train de commettre des actes illégaux contre les intérêts des personnes vivantes.

C'est la contrepartie et l'accord conventionnel standard permettant au Vatican et à la Curie romaine de créer toutes ces entités de fiction juridique et d'en profiter en premier lieu. En vertu de la loi ecclésiastique, ils doivent liquider tout le gâchis sur demande.

Lorsque vous revenez en arrière dans le labyrinthe infini de fiducies imbriquées et de sociétés municipales affiliées par le biais du Swiss BIS et du Global Federal Reserve Banking System et de tout le reste de la corruption, vous constatez que le dernier Rat Hole est "la United States of America Corporation"
16-190-6193.

C'est pour cette raison que je dis que les Constitutions sont sans importance pour le problème. Les Constitutions de 1787, 1789 et 1790 sont tout aussi correctes et viables que jamais; leur violation aux mains de ces corporations municipales impitoyables et des employés fédéraux qui les dirigent

est le problème --- pas celui qui a signé les Constitutions, rien de ce que les Constitutions exigeaient.

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

26. fraude de confiance d'entreprise

La fraude au Corporate Trust

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Alors que toutes les entités constituées peuvent être considérées comme des fiducies dans la mesure où les biens des actionnaires sont gérés pour elles par les dirigeants de ces sociétés, d'autres sociétés mais non constituées en société, sont détenus en commun et n'ont pas un tel caractère.

Autrement dit, une entreprise ou une autre organisation peut être une entreprise, mais pas incorporée.

Une entreprise peut acquérir le caractère d'une fiducie publique ou privée par structure ou autre intention expresse, ou ce qui est beaucoup plus courant, par soumission à un pouvoir souverain étranger, mais une telle confiance ne peut pas être présumée dans le cas présent où des actions inappropriées ont été prises par la pratique d'enregistrer des bébés américains aux États-Unis. Citoyens sans divulgation complète, puis enregistrant ce qui semble être leur nom de sociétés municipales sous franchise également.

Aucune de ces incorporations ne peut exister, encore moins être appliquée car les obligations de confiance imposées aux Américains désemparés qui ne savent même pas que ces fiducies existent.

Cela est particulièrement vrai car le gouvernement américain est connu pour être organisé en tant que société en commun et pour avoir une structure non constituée en société créée en vertu de la common law.

Le seul Public Trust créé par le gouvernement américain était le Preamble Trust ajouté à chacune des constitutions fédérales respectives, faisant des constitutions elles-mêmes une obligation de confiance de nos employés et sous-traitants - pas nous.

Les victimes de cette arnaque complexe ont été nommées copropriétaires et co-fidèles et surnommées "représentants autorisés" de ces fictions juridiques étrangères qui portent leur nom --- un prétendu bureau et fonction dont elles n'ont jamais été informées, et qui a été délibérément

caché pour les empêcher de le répudier.

Chaque chèque attaché à chaque compte bancaire que nous avons examiné semble avoir une ligne de signature dans le coin inférieur droit, mais après un examen plus approfondi sous un grossissement élevé, ce qui semble être une ligne est en fait une répétition continue de la microimpression identifiant la signature au-dessus de celle-ci comme celle du "représentant autorisé" de la société étrangère / des fiduciaires qui portent leur nom.

En fait, la souveraineté de l'Amérique est dévolue à ses États-nations et est tenue en commun, et non en fiducie.

C'est pourquoi nos délégations du Congrès américain sont composées de députés fiduciaires et non de simples mandataires, administrateurs ou, en langue vernaculaire générale, représentants.

Toutes ces suppositions légales de l'existence d'intérêts de confiance du public et l'idée que les Américains ont toujours été légitimement ou volontairement rendus pupilles d'un empire territorial britannique et du pontife romain par un processus d'enregistrement non divulgué des bébés américains aux États-Unis. Les citoyens et les SOCIÉTÉS AMÉRICAINES doivent être supprimés.

Tous les biens dus aux victimes de ces stratagèmes doivent leur être restitués --- non seulement les Américains, mais les peuples britanniques, le peuple de l'ancien Commonwealth britannique et le peuple des nations occupées d'Europe occidentale, doivent tous être libérés immédiatement et restitution des sociétés municipales incriminées, de leurs franchises réelles, et les directeurs responsables de cette activité illégale sur nos côtes et sur les rives de nombreuses autres nations.

Ce n'est rien d'autre qu'un gigantesque stratagème de fraude criminelle.

Nous avons vu comment les prétendus intérêts de confiance du monarque britannique et du pape ont été formés alors que les sociétés municipales du district de Columbia se sont précipitées au lendemain de la soi-disant guerre civile, cherchant à revendiquer des citoyens et des biens pour elles-mêmes.

Les intérêts britanniques ont déformé leurs activités en tant qu'opérations de "salvage" et les successeurs des sous-traitants du Saint-Empire romain germanique ont "accepté" leur part du butin des activités britanniques sous la forme de leurs propres franchises de la Municipal Corporation mises en place en tant que "débiteurs dévoués" qui accepterait le fardeau des réparations de guerre dues aux Britanniques et fournirait également les frais de fonctionnement des activités du gouvernement municipal.

Les deux Territoriaux britanniques américains. Les citoyens créés par l'arnaque à l'enregistrement des naissances et les CORPORATIONS américaines formées par la suite au profit des deux directeurs étrangers ont été caractérisés comme des fiduciaires publiques et un intérêt de confiance du public a été attaché à chacune de ces personnes de fiction juridique --- seulement ce n'était pas notre public et notre confiance publique en a bénéficié.

Le Territorial britannique des États-Unis. Les citoyens étaient supposés être les pupilles du monarque britannique, et les SOCIÉTÉS américaines étaient supposées être les pupilles du pape

agissant dans son bureau du pontife romain, le monarque britannique et le pape acceptant divers biens naturels des victimes comme des propriétés de confiance abandonné dans leurs juridictions respectives.

La British Municipal Corporation s'est accrochée au corpus, c'est-à-dire aux actifs physiques de leurs Américains, Britanniques, Irlandais, Écossais, Gallois, Australien, Canadien... et entre autres, des victimes, expropriant leurs terres, leur or, leurs bons noms, et leurs corps physiques, tandis que le Saint-Siège attachait leurs atouts intellectuels et énergiques (travailleurs).

Tout cela a été fait à des gens qui ne devaient à aucun des principaux un sou, des gens qu'ils étaient obligés sous contrat de servir de «bonne foi».

Aucune exigence de guerre ne peut être offerte comme excuse pour ce pillage, pillage et verrouillage des biens immobiliers américains, car il n'y a en fait pas eu de guerre, seulement un conflit mercenaire illégal. Aucun pouvoir d'urgence ne peut être revendiqué, car toute urgence a été causée par les auteurs eux-mêmes, agissant en violation de la confiance et du contrat, et aucune puissance d'urgence consensuelle ne leur a été accordée.

Les Britanniques n'étaient engagés dans aucune opération de sauvetage légitime, mais étaient plutôt engagés dans une piraterie intérieure secrète. Voir les revendications ouvertes d'esclavage et de propriété dans la Buck Act (1940) promues par leur Congrès territorial comme préparation pour excuser leur coup de presse illégal et illégal des Américains pendant la Seconde Guerre mondiale.

Chaque Américain jamais rédigé pour combattre dans l'un des conflits mercenaires illégaux qui ont été déguisés et déformés en tant que "Wars" a été soumis à des coups de presse par les auteurs britanniques, et les coups de presse sont interdits depuis plus de 200 ans.

Les malversations britanniques et les fausses déclarations criminelles ont ouvert toute la possibilité au pape agissant en tant que pontife romain de gagner toutes les franchises de la Corporation municipale secondaire et d'en tirer des revenus par le biais de contrats de travail des enfants (voir la loi Miller dans ce pays et une législation similaire promulguée dans d'autres pays touchés par ce régime) et la perception de l'impôt sur le revenu (Peter's Pence), les impôts sur la performance, et les taxes sur les services publics aussi.

Ces impôts et frais ont été extraits des propriétaires réels de ces actifs par des sociétés municipales étrangères agissant en vertu de la couleur de la loi et se présentant à tort comme notre gouvernement et nos fiduciaires.

Les Britanniques travaillent main dans la main avec le Bureau du Pontife romain depuis que le roi Jean (Lacklands) a passé un contrat avec le pape Innocent en tant que surveillant des terres du Commonwealth de l'Église en Angleterre juste avant la Magna Carta.

La fermeture pratique du Bureau du Pontife en 2011 ne remédie en rien aux maux qui en ont été perpétrés et comme nos revendications américaines étaient déjà présentes et guéries et une régence établie en Angleterre au profit de la Grande-Bretagne et des territoires britanniques en 1999, il peut ne fait aucun doute que les actifs nous étaient et nous sont dus, pas les banques qui

ont été affectées pour agir en tant que fiduciaires.

Nous souhaitons que nos actifs nous soient restitués et à notre contrôle direct; nous sommes rejoints dans ce souhait par le gouvernement britannique de régence et le gouvernement légal de Terra Australis. Nous sommes sûrs d'être rejoints par d'autres gouvernements compétents en matière de juridiction foncière, en particulier ceux des pays occupés d'Europe occidentale et du Japon qui auraient dû être libérés et libérés de ce non-sens criminel en 2005.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Délivré le 4 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

27. fraude contre la contrefaçon

La fraude contrefaite

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Quand quelque chose est considéré comme autre chose, nous l'appelons une contrefaçon quoi que ce soit, ou un "coup de pied", ce qui signifie que quelqu'un a créé une copie de quelque chose et abusé des marques et des droits d'auteur pour le faire ressembler à l'article authentique produit par un autre fabricant.

Il existe d'autres formes de contrefaçon, qui incluent la plupart des programmes de substitution dont nous avons généralement discuté. Les entreprises étrangères constituées substituées à nos États américains sont un bon exemple. Ils contrefactivent et substituent leurs États aux nôtres.

Cela apparaît dans le fait que la seule différence perceptible entre "l'État du Wisconsin" et "l'État du Wisconsin" est la capitalisation --- ou non --- de l'article défini.

La même chose s'applique à la contrefaçon de devises émises contre notre crédit et nos actifs par les auteurs de ces systèmes de constitution et de substitution.

Il existe de nombreux problèmes de factures papier extrêmement similaires, toutes vertes, toutes gravées de la même manière, toutes représentant apparemment la monnaie "États-Unis" d'une forme ou d'une autre, toutes apparemment émises par une forme de "ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE" incorporés. Ces factures varient considérablement dans leur nature, leur valeur et leur émission réelles, mais elles sont toutes supposées avoir la même valeur et être identiques sur le marché, même si certaines sont objectivement contrefaites.

Un certificat d'argent de vingt dollars d'une valeur supérieure à \$ 400 en argent remboursable à partir de la fenêtre du Trésor réelle se négocie toujours comme l'équivalent d'un DOLLAR DES ÉTATS-UNIS de vingt dollars d'une valeur inférieure à un cent, sauf si nous ajoutons le coût de son impression.

L'une des raisons pour lesquelles les auteurs veulent arrêter d'imprimer de l'argent comptant est qu'il en coûte plus cher de l'imprimer qu'il n'en vaut réellement, ils perdent donc de l'argent sur les coûts d'impression, même s'ils sont autorisés à augmenter la prétendue "dette nationale" avec il.

Ce sont toutes des formes de contrefaçon et plus généralement des programmes de substitution, qui sont omniprésents tout au long des activités promues par les deux sociétés municipales

hébergées dans le district de Columbia.

Ces schémas, aussi corrosifs soient-ils à plus long terme, ne sont généralement pas ce que le mot "contrefaçon" rappelle, ce qui implique certainement des graveurs qualifiés travaillant de longues heures pour produire des copies exactes et obtenir des papiers et des encres spécialisés pour dupliquer des factures authentiques émises par gouvernements légitimes - sociétés à but non étranger.

Malheureusement, grâce à la grande fraude commise par nos employés fédéraux et à la non-divulgateion et à l'abus de confiance exercés contre leurs employeurs involontaires, il n'existe pas de telles factures authentiques émises par le gouvernement américain. Notre monnaie reste le dollar américain et maintenant, le dollar de la Fédération américaine soutenu par l'or.

Ainsi, tous les billets en dollars papier qui peuplent les portefeuilles de tout le monde depuis les Lincoln's Greenbacks sont contrefaits. Ce sont des dépisteurs de banques privées produits par des sociétés commerciales étrangères à but lucratif et n'ont rien à voir avec le gouvernement américain actuel ou toute autorité déléguée aux sous-traitants territoriaux ou municipaux des États-Unis, mais tout le monde dans le monde présume que toutes ces notes de la Réserve fédérale de divers types et générations sont "notre" monnaie.

Tout cela est déjà assez grave, mais lorsque Barack Obama est entré en fonction, nous avons été témoins d'un crime de contrefaçon classique à une échelle inimaginable: il a ordonné que des plaques de gravure, des papiers et des encres, directement de la Monnaie des États-Unis, soient expédiées au large de divers étrangers. et a autorisé les gouvernements étrangers à imprimer des billets de la Réserve fédérale à volonté.

Le résultat a été la production de billions de dollars de billets de la Réserve fédérale imprimés à l'étranger en Chine et dans d'autres endroits du monde et tous ont été imposés comme "notre" monnaie nationale par les mêmes sociétés municipales constituées qui ont créé ou autorisé tous les reste de la criminalité.

Il existe quelques factures papier non circulées qui sont, au moins sans doute, valables pour une utilisation comme monnaie américaine, y compris les dollars Kennedy soutenus par American Silver Assets et approuvés par Marcos et JFK quelques jours avant l'assassinat de Kennedy. De même, il y a des dollars américains adossés à de l'or "The Uncut" financés par des recettes d'investissement en or, qui sont assis dans des entrepôts partout dans le monde, prêts à être libérés.

Les auteurs savent que seul notre gouvernement américain peut émettre ces factures contre nos actifs physiques, et ils ont du mal à s'assurer que le grand public reste inconscient et incapable de participer à l'économie mondiale.

Comme les magasins maléfiques de la compagnie des barons des chemins de fer et des mines de charbon, le peuple américain, qui possède en fait tout ce qui est en vue, ont été piégés par leurs propres employés agissant en tant qu'agents étrangers non déclarés et contraints d'acheter tout en interne et limités par leur occupation étrangère illégale non divulguée à l'achat et à l'utilisation

de leurs produits à leurs prix dans une restriction collusoire et corrompue du commerce --- et ainsi, Les Américains ont été contraints d'utiliser le script de banque privée du Perpetrator sous la force des lois sur les appels d'offres légaux et ont effectivement été empêchés de gérer leurs propres fonctions de menthe et de trésorerie par nos propres employés.

Nous souhaitons la libération immédiate des dollars Kennedy non coupés et des dollars en or non coupés pour faciliter la transition vers une nouvelle économie et nous espérons, bien mieux, dans ce pays et dans le monde.

Nous souhaitons la libération via notre Fédération des pièces de la Fédération des États-Unis Gold Eagle que nous avons commandées à la Monnaie des États-Unis en octobre de l'année dernière.

Nous souhaitons une compréhension immédiate du fait que le gouvernement de la Fédération américaine est le délégué direct des pouvoirs délégués constitutionnellement et le receveur de tous les pouvoirs et devoirs restitués du gouvernement de la République fédérale, y compris, mais sans s'y limiter, le droit et le devoir de gérer la Monnaie des États-Unis et de diriger la production de billets fondés sur le crédit et de pièces d'or et d'argent pour le compte des Plusieurs États.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

7 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

28. crime et immoralité

Crime et immoralité

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

L'occupation militaire territoriale non divulguée et illégale de ce pays et de nombreux autres pays dans le monde a été accomplie par les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et une pléthore d'organisations de construction similaire agissant comme des franchises dans d'autres coins du monde.

Ces sociétés renégates suivent le même schéma de base jusqu'au même résultat: l'occupation militaire par les forces territoriales agissant secrètement comme des mercenaires commerciaux et opérant à partir d'enclaves territoriales utilisées comme bases pirates et paradis fiscaux.

Ces corsaires opéraient à l'origine sous des lettres de marque émises par le lord-maire de la ville intérieure de Londres et le monarque britannique, mais ces lettres de marque sont jugées invalides, en particulier en ce qui concerne notre pays et notre population en tant qu'États neutres non engagés dans de tels "guerre non officielle" ou conflit mercenaire.

Les auteurs ont utilisé l'île de Man à cette fin en Grande-Bretagne, dans le district de Columbia et à Porto Rico aux États-Unis, sur l'île Norfolk en Australie, et plus récemment, ils développent les îles Mariannes dans le même but.

Il peut être anti-intuitif de penser que ces minuscules enclaves peuvent être d'une grande importance, mais l'importance devient claire lorsque vous réalisez que ces enclaves peuvent être contrôlées très facilement et que les lois adoptées dans ces enclaves peuvent être adaptées à la main pour répondre aux besoins de la Municipal Corporation s'intéresse à leur contrôle.

Par exemple, Porto Rico, qui est une "possession américaine", est également une nation du Commonwealth et continue d'utiliser la loi espagnole de l'inquisition. En fondant leurs opérations hors de Porto Rico, les auteurs pouvaient accéder à cette forme de loi draconienne et l'appliquer à toutes les sociétés américaines "ESTATES" hébergées à Porto Rico et utilisées comme "cargo" dans la nouvelle variation du scandale des obligations de fond.

Ainsi, non seulement le partenaire de la Couronne britannique a mis en place son faux quatorzième amendement (à la soi-disant "Constitution corporative") pour attaquer des innocents en tant que criminels pré-jugés, mais les autres sociétés municipales avaient l'Inquisition en place --- et tout cela a été fait pour soutenir une fraude constructive unie qui a permis aux coupables de se

produire illégalement, illégalement, et dépouiller immoralement la valeur des actifs physiques de ce pays et de nombreux autres pour leur propre bénéfice et imposer un pouvoir coercitif aux personnes vivantes sous la couleur de la loi ---- et tout en étant payé pour nous protéger "de tous les ennemis, étrangers et domestique".

C'est précisément ainsi que le Raj a été organisé en Inde, ce n'est donc pas un mal inconnu. Le même pouvoir coercitif, arrogant et insensible a été déchaîné dans tous les pays où ce système criminel et injustifiable a pris pied, y compris ici, aux États-Unis.

Alors que le peuple indien a subi les marais salants et le massacre d'Amritsar, nous avons subi des milliards de dollars de dommages économiques infligés par ces tribunaux étrangers non divulgués de la Corporation municipale et par des harcèlements et de fausses arrestations, et des connaisseurs, qui ont détruit la vie et la santé et le bonheur de millions d'Américains, y compris des millions d'Amérindiens qui ont été essentiellement rassemblés dans des camps d'internement permanents et laissés à mourir de faim par ces mêmes acteurs.

Cela a été fait en cas de violation flagrante de la confiance et de violation des contrats de service --- c'est-à-dire des constitutions --- permettant à ces sociétés municipales d'exister et de fonctionner sur une base résidentielle dans ce pays.

Nous avons fourni un avis public et une procédure régulière aux responsables du monde entier depuis 21 ans et nous avons maintenant appelé à la dissolution de ces organisations en tant qu'organisations criminelles constituées prouvées et incontestées qui sont maintenant confisquées et sujettes à liquidation en vertu de la loi ecclésiastique.

Il s'agit d'une affaire principale au principal et n'est pas affectée par les multiples faillites des sous-traitants. Les Principaux qui ont bénéficié de la promotion de ces maux, qui ont agi en violation de la confiance, et qui ont éludé et violé leurs obligations en vertu des Constitutions, y compris l'évasion des garanties constitutionnelles dues à ces millions de personnes qui ont été fraudées et usurpées d'identité et blessées en vertu de faux prétextes , ont en outre agi de mauvaise foi.

Cette mauvaise foi a été utilisée pour construire une répétition d'un autre vieux - très ancien - stratagème de criminalité, connu sous le nom de Royaume des mensonges.

Cela a été fait par ces mêmes pirates opérant sous la direction de l'alpha draconii, qui n'ont aucune prétention valable à quoi que ce soit sur cette planète, mais qui ont néanmoins utilisé la présence d'une ancienne soi-disant colonie aryenne dans les contreforts de l'Himalaya il y a des milliers d'années, comme excuse pour s'immiscer dans la vie et le libre arbitre de l'humanité et pour introduire une revendication injustifiable de propriété contre cette planète.

Ces questions sont pleinement débattues dans d'autres tribunaux compétents, nous ne les soutiendrons donc pas ici, cependant, l'impact immédiat d'essayer de ressusciter la mauvaise foi et le royaume des mensonges promu par elle est la prolifération du crime, de la cruauté et l'immoralité à une échelle inimaginable.

Nous estimons que 90% de l'énergie de l'humanité est injectée dans des activités liées au sexe et à l'argent. 70% du trafic Internet est consacré à la pornographie et pratiquement toutes les

communications produites par la soi-disant industrie du divertissement sont remplies d'images et de messages subliminaux favorisant le sexe et la mort.

Cela ne signifie pas que cette circonstance est quelque chose que l'humanité a librement choisi; au contraire, cette concentration forcée sur le sexe et la mort a été appliquée via des médias agréés et par d'autres moyens et a été imposée au public par les sociétés municipales complices.

En forçant l'impulsion générative dans l'esprit au lieu de lui permettre de fonctionner dans le corps comme prévu, les auteurs ont une fois de plus miné la valeur et la qualité de vie. Ce n'est pas un résultat nouveau ou imprévisible de leurs activités illégales, c'est plutôt le résultat logique et prémédité, et nous l'avons déjà vu à plusieurs reprises. Nous avons appris nos leçons et n'avons pas besoin de répéter Babylone.

Liquider et / ou perdre les sociétés municipales résoudra la promotion naissante de la mauvaise foi, car, comme d'habitude, les victimes des alpha draconii et ces sociétés municipales incontrôlables sont forcées ou séduites de payer pour leur propre destruction.

Le retour des actifs des sociétés municipales aux créanciers prioritaires préférentiels mettra un terme à tout cela et permettra la récupération d'un environnement sain, heureux et sain pour l'humanité, qui est le but et le destin de cette planète.

Prétendre que nous ne faisons pas partie de l'humanité par divers moyens de tromperie, de fraude et même de manipulation mécanique du génome de la population --- c'est-à-dire plus de grands mensonges et de machinations criminelles --- afin de saper la revendication de l'humanité sur cette planète, ne changera rien à cela.

Il s'agit plutôt de plus de criminalité, de plus de fraude, de plus de tromperie, de plus de violence et de plus de mauvaise foi promus par les criminels parmi nous, et par les sociétés municipales qui ont été utilisées comme instruments de ces fraudeurs.

Le vrai Dieu n'est pas trompé et ne sera pas moqué.

Nous souhaitons la déchéance immédiate des sociétés municipales, de leurs franchises, filiales et agences constituées, ainsi que le retour de tous les actifs et de tous les contrôles qui leur sont liés aux créanciers prioritaires préférentiels, qui dans tous les cas, sont les gouvernements nationaux légaux.

Dans le cas où un gouvernement national légal n'est pas organisé et prêt à accepter la responsabilité dans un pays donné, notre gouvernement fournira un service d'enregistrement, un centre d'échange, un système comptable et un soutien organisationnel pour restituer leurs actifs et les aider à reconstruire leurs gouvernements traditionnels non constitués en société.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

13 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

29. canulars criminels

Le changement climatique et d'autres canulars criminels

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Compte tenu de l'histoire et du comportement des deux sous-traitants de la Corporation municipale hébergés dans le district de Columbia, nous ne devons pas être surpris que ces mêmes organisations, comme les eugénistes nazis, aient enveloppé les agendas politiques et les préjugés personnels dans la pseudo-science et les aient nourris au public.

Il est bien connu des géologues en général et des volcanologues en particulier, qu'un seul grand volcan éructant des gaz lors d'une éruption, est capable de libérer plus de dioxyde de carbone dans l'atmosphère que toute la race humaine n'a contribué pendant tout le cours de son existence.

Avec plus de 200 volcans actifs, en moyenne, crachant du dioxyde de carbone dans l'atmosphère chaque jour de chaque année, il est évident d'arriver à la conclusion correcte et vraiment scientifique: les émissions de dioxyde de carbone apportées par les gens et leurs activités chétives sont totalement insignifiantes.

De plus, si les volcans veulent éructer le dioxyde de carbone, nous ne pouvons rien y faire.

Il n'y a absolument aucune raison sensée pour l'agenda vert, aucune raison pour les couches de vache, et plus précisément, aucune raison pour les "taxes sur le carbone" non plus.

Oui, c'est une autre tentative évidente de la part de ces mêmes sociétés municipales coupables de trouver une justification pour cueillir nos poches à l'échelle mondiale, ni plus ni moins.

C'est aussi une tentative de justifier et de créer des pouvoirs et des autorités réglementaires plus coercitifs pour eux-mêmes --- des autorités qui n'existent pas et ne peuvent pas exister, compte tenu de leurs antécédents.

Voilà pour l'agenda vert. Il ne s'agit pas d'herbe verte. Il s'agit de papier vert. Les auteurs continuent de penser, de parler et d'agir comme si cela n'était pas complètement évident pour tout le monde, ce qui remet en question leur compétence --- scientifique et autre.

Le récent génocide par vaccination bidon est un autre canular pseudo-science basé sur l'idée que la Terre est surpeuplée et incapable de maintenir la vie si la population homo sapien n'est pas réduite.

Encore une fois, nous trouvons différentes formes de fraude à l'assurance au travail --- les sociétés municipales intéressées percevant des prestations de décès et des rentes et des polices d'assurance qui sont toutes basées sur de fausses réclamations d'intérêt public et des crimes de personnage.

Nous avons obtenu de nombreuses preuves crédibles que, dans le passé, la Terre soutenait des populations beaucoup plus importantes que nous ne l'avons actuellement --- et que des informations ont également été mises à la disposition du Saint-Siège tout au long de ce déchaînement criminel.

La motivation du génocide semble être multiplicité - pour recueillir les paiements d'assurance, pour convertir illégalement et secrètement des êtres humains en organismes génétiquement modifiés (OGM) qui peuvent être détenus comme des "produits" par les titulaires de brevets de la ferraille d'ARNm polluant maintenant le génome humain et l'affirmation de nouveaux pouvoirs réglementaires non autorisés pour les auteurs et l'OMS, INC., aucun de ceux à qui il faut faire confiance pour faire quoi que ce soit, surtout, autorisé à dicter les pratiques médicales.

Nous ne sommes pas du bétail. Nous n'avons besoin d'aucune assistance dans ce domaine de notre existence et n'accordons à aucun gouvernement ou organisme le pouvoir de dire un mot sur notre santé, publique ou privée. Même nos États de l'Union n'ont aucune autorité pour se lancer dans cette arène privée, donc aucun sous-traitant pour compte n'en a non plus.

Il ne devrait pas être de notre responsabilité de répondre constamment aux offres de nos sous-traitants d'augmenter leurs services et d'étendre leurs propres pouvoirs à nos frais; si nous voulions leurs services dans ces domaines, nous l'aurions dit et nous l'aurions prévu dans nos contrats écrits. Le fait que nous n'ayons pas permis à nos sous-traitants fédéraux de s'immiscer dans notre vie privée devrait être plus qu'un indice pour eux de s'occuper de leurs limites, qui sont également fixées et présentes dans les contrats écrits.

Plus particulièrement, les sous-traitants de la Municipal Corporation, qui sont des sociétés commerciales intéressées dans le domaine de la fourniture de services gouvernementaux, n'ont aucune excuse pour tenter de vendre de force leurs services ni aucune raison d'assumer des pouvoirs réglementaires liés à la santé ou à la médecine.

Les sous-traitants municipaux ont un pouvoir réglementaire sur trois choses: l'alcool, le tabac et les armes à feu. La seule autre chose qu'ils contrôlent - quelque peu - est le commerce interétatique, et l'intention de cette autonomisation est d'encourager la libre circulation des échanges et des activités commerciales à travers les frontières des États, de ne pas lui imposer de restrictions et de ne pas interférer avec une activité privée de les gens vivants.

L'idée de la santé publique est un concept relativement récent né au 19e siècle, survenant principalement dans le tiers monde et les bidonvilles urbains, et à la suite du choléra et du typhus

et de divers autres types d'épidémies que le peuple et ses gouvernements légaux ont combattus en coopération et avec succès.

La réalité des épidémies mondiales n'a rien de nouveau et ne justifie pas l'hypothèse de nouveaux pouvoirs réglementaires pour les gouvernements --- surtout, de nouvelles habilitations pour les sous-traitants de la Corporation municipale et leurs agences, qui opèrent déjà en violation de la confiance et du service Contrat.

Un consortium de sous-traitants de sociétés municipales intéressés, y compris DOD, INC., Et la tristement célèbre Fondation Gates, et toutes les franchises de servantes détenues et exploitées par le DOD, INC. --- NIH, CDC, FDA, DOJ, FBI, etc. ainsi que d'autres collaborateurs du même genre, l'ONU, l'OMS, etc. --- a vu une opportunité d'employer leur stock d'armes biologiques déjà interdites pour leur amélioration commerciale et réglementaire --- et leur gain financier personnel.

C'est tout ce qui sous-tend la prétendue pandémie: un intérêt commercial imprudent imposé illégalement et illégalement et immoralement à des pays entiers et à des milliards de personnes sous le coup de la loi et tout cela via une prétendue autorité.

Pas une seule nouvelle maladie infectieuse prouvée n'a jamais été en vue, mais une "thérapie génique" et un suivi et une surveillance RF illégaux des nanotechnologies et des agents pathogènes expérimentaux déguisés et tous mal nommés et déformés comme une "vaccination" - c'est bien en vue.

Il en va de même de la législation préparatoire adoptée à la fin des années 1980 par le Congrès territorial, qui tient ses propres franchises de sociétés pharmaceutiques inoffensives et libres de toute responsabilité pour tout ce qu'elles pourraient mettre dans un vaccin et pour tout dommage causé par ces produits vaccinaux. Cette législation démontre la préméditation du crime de la part des membres du Congrès territorial agissant en tant que conseil d'administration du sous-traitant de la British Crown Municipal Corporation.

Le spectacle de ces responsables de sociétés commerciales non responsables prétendant être des membres de notre gouvernement détenant leurs propres franchises non responsables de crimes et d'omissions devrait être une preuve suffisante que les choses sont allées trop loin.

Vont-ils agiter les mains et se tenir inexplicables pour meurtre, mutilation et manquement au devoir aussi? Mise en danger imprudente? Fraude?

Nous avons entendu les mots «sûr et efficace» se répéter tant de fois sur nos vagues d'air public maltraitées, et pourtant aucun de ces employés publics sans valeur n'a jamais déclaré à quoi leur nouveau produit était sûr et efficace? Il a été prouvé très tôt qu'il ne fallait pas prévenir l'infection ou le transfert d'infection - le but traditionnel et unique d'un vaccin.

Nous trouvons que c'est sûr pour eux, car ils pourraient mutiler et tuer avec la pointe d'une aiguille au lieu d'un pistolet.

Nous trouvons cela efficace, dans la mesure où ils ont réussi à assassiner un quart de million d'Américains et seul Dieu sait combien d'autres personnes dans le monde, par mois, et mutilant et

désactivant probablement dix fois plus de personnes --- et ces effets continueront indéfiniment dans le avenir, gagner de gros bénéfices pour leurs franchises du secteur médical --- pour ne rien dire des milliards de dollars de ventes et de bénéfices immédiats et de toute autre permutation possible de fraude et d'intérêt personnel, jusqu'à, y compris, mais sans s'y limiter, la vente de "Obligations pandémiques".

Nous avons déjà tout vu. Nous n'avons pas besoin d'en voir plus.

Il a également été efficace de polluer le génome humain et de donner aux auteurs l'opportunité de profiter des décisions pré-planifiées de la Cour suprême leur permettant de prétendre que leurs victimes ont été redéfinies en tant qu'organismes génétiquement modifiés et soumises aux réclamations de propriété des titulaires de brevets ayant un intérêt pour l'ARNm artificiellement conçu que les victimes ont accepté dans des conditions de tromperie, de non-divulgaration, et couleur de la loi.

Nous interprétons la situation très différemment. Ces organisations et individus ont pollué le génome de l'humanité et ont tenté d'écraser la propriété de notre Créateur. Ce sont des criminels de premier ordre dans toutes les juridictions --- aérien, terrestre et maritime.

Nous constatons que ces sociétés municipales fonctionnent de manière absolument criminelle et illégale, en cas de violation de la confiance et du contrat de service.

Nous souhaitons leur confiscation totale, l'arrestation et la punition de leurs dirigeants d'entreprise, et le retour de tout enrichissement injuste, de tous les bénéfices et avoirs des entreprises, au profit des victimes de leurs crimes.

Nous souhaitons le paiement immédiat de \$ 234 000 milliards de dollars d'or à nos comptes dans la Global Family International Trade Bank que nous avons affrété à cet effet. Ce montant est dû et dû à la destruction de près d'un quart de million de vies américaines de décembre 2022 à janvier 2023. Ce montant était dû et dû au 6 mars 2023 et les auteurs ont reçu des avis publics. S'ils ne peuvent pas payer pour leurs crimes, leurs sociétés, y compris, mais sans s'y limiter, leurs personnes artificielles, sont condamnées, confisquées et saisies dans la juridiction de la mer.

Nous souhaitons la reconnaissance immédiate de leurs crimes sur le terrain et contre la loi du pays et contre le peuple américain, ses employeurs, et en raison de leurs crimes contre l'humanité et contre leurs employeurs, ils sont condamnés, confisqués et saisis dans la juridiction du pays.

Nous souhaitons la reconnaissance immédiate de leurs crimes dans la juridiction de l'air, de leurs multiples violations du droit éternel, universel, naturel, ecclésiastique et canonique, de leurs tentatives de ruiner la création avec leurs projets de profit commercial égoïstes et de leur ingérence ignorante contre la nature , leurs fausses déclarations contre la science et la raison, leurs tentatives de légaliser et d'autoriser elles-mêmes leurs actions illégales, leurs mensonges, leurs crimes prémédités contre Dieu et l'homme, pour lesquels ils sont condamnés, perdent et sont saisis dans la juridiction de l'air.

Nous n'avons dirigé, demandé, exigé, souhaité, ni prévu aucune des actions que ces sociétés municipales criminelles, leurs conseils d'administration, leurs présidents, leurs franchises, leurs

agences ou leurs tribunaux ont prises. Ils n'ont pas représenté leurs employeurs, le peuple américain, et n'ont pas agi sous notre direction. Ils ont représenté et pris leurs ordres d'autres directeurs, tout en faisant semblant de nous servir de bonne foi.

Nous souhaitons que le monde entier le sache et agisse en conséquence.

Nous souhaitons que le monde entier sache que cette même situation, et ce même stratagème de fraude visant à saper les gouvernements nationaux utilisant les forces territoriales du Mercenaire pour occuper illégalement et de manière trompeuse des nations amies, a été appliqué par ces mêmes sociétés municipales complices à travers le monde.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

19 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

30. fraude à la couronne

La fraude à la Couronne

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Alors que nous recherchons ces gigantesques stratagèmes de fraude, il devient évident que l'instigation et l'inspiration pour la plupart d'entre elles nous viennent via la Grande-Bretagne et la Grande-Bretagne via Rome, et cela est vrai même lorsque la fraude elle-même a des sources bien antérieures. Il devient également évident que les stratagèmes de fraude individuels se répètent au fil du temps - ainsi, l'histoire se répète, en particulier la mauvaise histoire.

Cela constitue une preuve circonstancielle que nous avons une partie importante de la société qui est singulièrement consacrée sur une base multigénérationnelle continue, à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratagèmes de fraude contre le reste de l'humanité, et ils le font sur une base professionnelle pour accumuler à la fois de l'argent et pouvoir coercitif.

Sinon, comment pouvez-vous expliquer la réapparition soudaine d'un système de fraude distinct vieux de 1500 ans que nous appelons la "tromperie justinienne", favorisant l'utilisation du Dog Latin à l'ère moderne?

Ou la répétition actuelle du scandale des obligations de fond de 300 ans?

Les dernières années de l'Empire romain d'origine ont fourni un lit chaud de tels stratagèmes, dont la plupart émanaient du gouvernement établi à Constantinople comme moyen de contraindre l'argent et le service des fidèles. D'autres floraisons notables de fraude nous viennent du Portugal au Moyen Âge et de l'Italie et de la Flandre de la Renaissance, mais aucune nation sur Terre ne peut revendiquer une carrière plus longue ou plus illustre dans la promotion des fraudes, grandes et petites, que la Grande-Bretagne.

Cette histoire observée peut provenir du penchant culturel de la Grande-Bretagne pour le jeu de mots, les jeux de mots, les doubles significations, les jests, les jokers, les jeux de hasard, la linguistique, la cryptologie et le théâtre. Quoi qu'il en soit, les pays des îles britanniques et en particulier l'Angleterre et son gouvernement avaient une réputation bien établie de "perfidie" et de pratiques trompeuses dès que nous pouvons retracer les grognements de ses voisins et partenaires commerciaux.

En Grande-Bretagne, il est possible de retracer les fils de cette activité généralisée jusqu'à une source ponctuelle: la ville intérieure de Londres, le cœur de la banque et le domicile de la

profession juridique, et aussi le centre mondial pour une religion païenne qui cimente les faits observés ensemble et fournit la concentration multigénérationnelle et la force organisationnelle pour choisir et gérer ces gigantesques stratagèmes de fraude à l'échelle mondiale.

La nature de cette religion païenne se suggère à la fois du fait qu'elle ne se centre pas autour d'une église, mais à la place, un temple --- et le Temple Bar ou bail, un double linguistique pour Baal. Ses liens avec Rome et le gouvernement romain se manifestent par les robes noires et les perruques blanches de ses adhérents, car ces costumes ont été portés par les Galli, prêtres de Cybele, également connus sous le nom de Semiramis, Isis, Astarte et, à vrai dire, Columbia ---- depuis au moins le deuxième siècle avant JC, lorsque ces personnes étranges sont arrivées à Rome et ont commencé à travailler comme collecteurs d'impôts pour César. Associé à l'inscription de la Bar Association en tant que compagnie de théâtre et de divertissement de nos jours et à son arrivée en Angleterre sous le nom de "The Merrie Men Company", nous pouvons commencer à voir la situation dans son ensemble comment les apparences, les illusions, le théâtre, --- et la fraude à but lucratif légalisée --- est employée par les gouvernements depuis.

L'essence de la «légalisation» de tout, même du meurtre, est de traiter toutes les transactions comme volontaires et de fournir un remède à l'imposition d'une telle «loi» en même temps qu'elle entre en vigueur. Il doit toujours y avoir une clause d'évasion ou d'exemption, ne serait-ce que pour le fait que les auteurs ont besoin d'une porte dérobée pour eux-mêmes.

La fonction des Galli en Angleterre n'était pas différente de la fonction des Galli à Rome --- de collecter les impôts, les tarifs, les amendes et les frais, et de le faire "au nom du roi" tout en mettant un vernis de loi sur l'exécution des contrats de travail non consensuels et des acceptations forcées de la dette publique.

À ce jour en Angleterre, de telles obligations de citoyenneté s'accumulent à la naissance et obligent les pécheurs à soutenir une bureaucratie multi-couche toujours croissante de «gouvernement» de toutes sortes.

À ce jour, la citoyenneté est liée à «l'adhésion» dans une ville, que ce soit la ville de Rome ou la ville intérieure de Londres, ou la ville de Washington, DC ou Citta Vaticano. Les partisans de ce système désignent souvent les cités-États de la Grèce antique et de l'Anatolie comme la source de leur schéma organisationnel, mais un examen plus sobre du système montre qu'il découle, encore une fois, de l'application romaine de la création originale très différente de quelqu'un d'autre.

Il ressort clairement de ce qui précède que la religion à laquelle nous avons affaire est la religion très ancienne de Babylone avancée dans les temps modernes et que cette religion est associée --- profondément --- au gouvernement de Rome et au réseau de gouvernement de la cité-État romanisé qui a proliféré dans le monde entier.

Le Royaume des mensonges et des divertissements ainsi établi sert les intérêts des gouvernements en percevant les impôts, les tarifs, les amendes et les frais et en développant les stratagèmes de fraude et les prétextes utilisés pour extraire le travail et les biens des victimes.

Alors maintenant, nous savons enfin à quoi nous avons affaire, comment ces mêmes stratagèmes de fraude reviennent sans cesse hanter l'humanité, qui promeut et organise ces stratagèmes de

fraude sur une base multigénérationnelle, ce qui fournit le cadre organisationnel - c'est-à-dire le monde réseau des gouvernements des cités-états, ainsi que la motivation pérenne des gouvernements concernés et des fraudeurs --- pouvoir coercitif pour forcer l'obéissance et extraire à la fois le travail et les richesses matérielles des "citoyens".

Conformément à leur croyance en la dualité éternelle, il y a un deuxième "côté" à cette structure organisationnelle étrangère fournie par les banques et les banquiers --- qui sont également associés à l'ancienne Babylone et à la même religion païenne et à ses pratiques.

Le gouvernement de la ville de Rome était le conduit qui a fait avancer ce mal dans le monde moderne, qui a embauché les Galli, qui a favorisé et toléré leurs stratagèmes sophistiqués de fraude à but lucratif - tant que le gouvernement de la ville et les représentants du gouvernement ont obtenu leur part du produit. La complicité et les conflits d'intérêts fondamentaux du gouvernement ont permis aux Galli --- alors et maintenant --- d'agir sous la couleur de la loi. Parfois, ils inventaient une nouvelle «loi» sur place et faisaient un suivi en donnant des coups de pied, en battant et en mordant leurs victimes.

Le gouvernement est toléré par la population de ce monde dans un seul but: protéger les mêmes personnes et leurs biens immobiliers, cependant, le gouvernement une fois installé, a un conflit d'intérêts fondamental, en ce qu'il est payé par le peuple pour ce service et est tenté de s'en prendre à eux à la place - afin d'augmenter les bénéfices du gouvernement et l'expansion de son propre pouvoir.

C'est cette tentation fondamentale et ce conflit d'intérêts qui sont au cœur de chaque échec du gouvernement et ce conflit n'est exacerbé que lorsqu'un vendeur commercial de "services gouvernementaux" est autorisé à usurper la position du gouvernement national actuel.

Nous avons vu comment les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia sont venues ici en tant que vendeurs de services gouvernementaux, chacun ayant son propre contrat décrit comme une Constitution.

La British Territorial Municipal Corporation a été créée conformément à la Constitution des États-Unis d'Amérique et la City-operated Municipal Corporation exploitant la ville de Washington, DC, a été créée conformément à la Constitution des États-Unis. Deux vendeurs, deux contrats, l'un un contrat de service militaire et l'autre, principalement pour fournir des services postaux.

Ils étaient ici et en mesure d'usurper contre notre propre fournisseur de services fédéraux américains, connu sous le nom de République fédérale, et par un processus de secret et de non-divulgateion, également en mesure d'usurper nos fonctions gouvernementales nationales et internationales. Cette fraude criminelle et cette violation flagrante de la confiance par les deux fournisseurs de services étrangers organisés en sociétés municipales sont ce dont nous témoignons et fondons nos revendications fondamentales.

L'introduction et l'utilisation abusive des Galli modernes, les avocats du barreau, pour collecter les impôts, les dîmes, les frais, les amendes, les hypothèques, les réparations de guerre et une pléthore d'autres dettes présumées pour ces sociétés municipales via l'utilisation non autorisée de tribunaux de district militaires étrangers et de municipalités les tribunaux administratifs

maladressant les personnes qui ne doivent pas un sou à ces sociétés municipales, de personnes qui sont en fait leurs créanciers préférentiels --- est le hic.

Ces sociétés étrangères ont le droit de discipliner leurs propres employés et de leur imposer des conditions d'emploi. Ils ont le droit de percevoir des frais auprès de leurs employés et d'imposer leur propre code administratif et leurs propres politiques sous cette même autorité, mais ils n'ont aucun pouvoir, droit ou raison valable de mal adresser les membres de notre grand public "comme s'ils" étaient des employés fédéraux ou citoyens fédéraux, l'un ou l'autre.

Nous avons été témoins des faux processus d'enregistrement et des fausses revendications et pièges sous la couleur de la loi qui ont été utilisés pour promouvoir l'idée que tous les Américains ont soudainement perdu la raison et ont volontairement choisi de quitter leur souveraineté et d'adopter certaines espèces de citoyenneté "fédérale, au lieu de cela --- et a également examiné comment et pourquoi aucun de ces prétendus contrats ni aucune obligation qui semble en résulter n'est valable.

De même, le sous-traitant de la British Territorial Municipal Corporation n'a aucun droit, raison ou autorité valide pour abuser des membres de notre grand public en tant que «combattants ennemis» impliqués dans tout conflit mercenaire illégal dans lequel ces fournisseurs de services se sont engagés. Nos États n'ont jamais été engagés dans la guerre civile ou tout autre conflit de ce type et nous avons notre propre garantie de paix sur le terrain que ces sociétés municipales et leur personnel ont commodément ignorée afin de poursuivre leurs programmes de racket et d'extorsion.

De même, ces vendeurs de services étrangers peuvent s'organiser à leur guise en tant qu'entités corporatives ou constituées, mais ils ne peuvent pas imputer le coût de leurs faillites aux habitants de ce pays et à nos actifs.

Ces maux et stratagèmes de fraude ont été illégalement et illégalement imposés par des tribunaux de district militaires et des tribunaux administratifs qui ont été imposés illégalement à notre pays, et immoralement par de simples prestataires de services agissant en violation des contrats de confiance et de service ---- deux sociétés municipales géantes déchaînées qui ont fraudé et diffamé et usurpé l'identité de nos innocents pour des profits d'entreprise sous la force et la couleur du droit.

Nous avons vu exactement ce qu'est le Temple Bar et connaissons le panthéon maléfique des "dieux" qui y sont adorés. Nous avons déterminé l'association de Rome, et en particulier du gouvernement de la ville de Rome avec ces fraudeurs et brigands perpétuels, et par l'association avec le gouvernement de la ville de Rome, nous avons retracé l'avènement de ces mêmes fraudeurs venant en Angleterre juste à temps pour le grand incendie de Londres et la loi Cestui Que Vie --- ou ce que nous appelons l'incendie du Reichstag de 1666.

La source de tout ce mal éternel, les conflits, la fraude, la violence, l'enrichissement injuste, la conversion illégale et la fraude pernicieuse et répétitive --- a enfin été mise à terre.

En outre, la base organisationnelle pour la promotion de ces maux aux générations suivantes a été identifiée - une religion païenne maléfique consacrée au Père de tous les mensonges, des

gouvernements romancés de la ville profitant de toutes ces activités criminelles et de la fraude, et les sociétés municipales opérant dans le cadre d'une rupture de contrat de fiducie et de service en tant que fournisseurs de services gouvernementaux - ont été mises à nu devant la loi ecclésiastique et la cour de chancellerie du Vatican.

Maintenant, enfin, nous arrivons au sujet des couronnes nationales, chrétiennes et impériales et de la fraude aux appâts et aux échanges qui a été utilisée par des générations de monarques britanniques pour frauder le peuple d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, du Pays de Galles et tous les pays du Commonwealth.

La Couronne nationale d'Angleterre est une couronne d'épines, une chose pauvre et scabre en alliage de fer, vêtue de dorure en lambeaux, dépourvue de bijoux ou de perles. Il repose néanmoins sur un oreiller en velours dans les Royal Vaults, symbole du bon peuple --- Sujets, comme dans ceux "soumis" aux cils et aux épines et aux sacrifices réels.

La couronne chrétienne de Saint. Edward est également en mauvais état mais en or et décoré de bijoux, un peu dévoreux et usé, mais toujours viable. Il n'a pas été porté à des fins sérieuses depuis des générations.

Et enfin, nous avons la couronne impériale de Rome, que la défunte reine portait alors qu'elle était assise sur la chaise des États, servant d'inverse du pape du Commonwealth, également connu sous le nom de propriétés "territoriales.

L'utilisation d'une couronne impériale réapparut après un laps de siècles sur la tête de Napoléon Bonaparte. Et puis, mystérieusement, sur la tête de Guillaume II, roi de Prusse. Il faut supposer que son apparition sur la tête d'Elizabeth II marque la fin de l'hégémonie britannique. Le parasite continue.

Nous avons une preuve définitive présentée comme l'affaire YAH c Regina de la Haute Cour, dans laquelle la Cour a déterminé qu'Elizabeth II avait tiré une fraude d'appât et de changement sur le peuple britannique, faisant de son couronnement entier une farce et de son baiser de la Bible un acte de fraude. Le visage public du dévoué monarque chrétien consacré au bien de l'humanité et au bien-être du peuple était une fausse déclaration frauduleuse et le couronnement lui-même était un "acte" comme dans un acte de théâtre.

Le contrat avec le peuple britannique confirmé par le couronnement a été annulé dans les trois jours, comme si la défunte reine avait subi le remords de l'acheteur. Elle a passé le reste de sa vie en tant que shill travaillant pour et sous la couronne impériale, marchant dix pas derrière le lord-maire de la ville intérieure de Londres, obligé de vénérer au Temple de la Couronne et obligé d'embrasser sa terrible religion.

En échange, Elizabeth II avait la richesse et la splendeur du monde, le même accord que Satan offrait à Yeshuah dans le désert. Elizabeth II, comme ses ancêtres, a échoué au test, a pris l'appât et a servi la mauvaise couronne.

Tout contrat entre la défunte reine et la population britannique a donc été rompu et aucune mesure qu'elle a prise, aucun décret ou déclaration qu'elle a émis, aucune dette qu'elle a

accumulée et aucune loi qu'elle a approuvée ne peut leur être imputée; toutes les règles, réglementations, codes et accusations contre leur crédit qu'elle et son administration ont faites, ont été réfutées et retournées pour le service et pour cause.

Ce même stratagème de fraude, une fraude à l'appât (monarque chrétien) et au changement (monarque païen) est régulièrement mené par tous les monarques britanniques depuis George III, rendant toutes leurs actions et les contrats semblant obliger le peuple britannique à être nul et non avenu pour fraude délibérée, duplicité, usurpation d'identité et fausse déclaration d'autorité.

Alors que cette grande fraude n'affecte que de manière élogieuse notre gouvernement parce que le seul contrat de service que nous avons avec ces Blighters est un contrat explicite de juridiction maritime établissant la loi du pays pour les marins (et les pirates), la fraude à la couronne affecte toutes les personnes qui vivent dans les îles britanniques et dans l'ancien Commonwealth, et affecte également toutes les entreprises et entités constituées qui s'appuient sur des lois du Parlement depuis 1763.

La British Crown Corporation et ses franchises sont interdites pour la construction frauduleuse et les activités illégales telles que le même enregistrement déformé et non divulgué des "naissances vivantes" nous avons décrit avoir lieu sur nos côtes, le même vol et la violation des droits d'auteur privés sur les noms donnés, les mêmes pratiques profanes de tromperie, de fraude, de fausse déclaration, de conversion illégale, de vol d'identité, de fausses fiducies, de création de fiducies constructives bidon à la fois publiques et privées, et les fausses déclarations en matière de commerce qui en résultent, avec l'exercice des pouvoirs coercitifs en vertu de la couleur du droit par les sociétés municipales et leur personnel --- qui ont tous également été appliqués au grand public dans toute la sphère d'influence britannique dans le monde entier.

Nous souhaitons l'action immédiate et positive de la Cour de chancellerie du Vatican appliquant la loi ecclésiastique en faveur du peuple et contre les sociétés, restituant les biens, les droits de propriété, les biens et les libertés qui sont dus au peuple vivant et reconnaissant le statut vacant de la Couronne chrétienne en Grande-Bretagne.

Nous souhaitons la liquidation ou la confiscation de toutes les sociétés d'État britanniques, y compris, mais sans s'y limiter, les sociétés municipales dirigées par la Couronne britannique et le retour de ces avoirs aux gouvernements nationaux légaux et aux personnes vivantes auxquelles ils appartiennent naturellement.

Nous souhaitons la reconnaissance du fait que la juridiction foncière de la Grande-Bretagne a été vacante en raison de ces actes de fraude par des personnes se présentant comme les rois et les reines d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse et du Pays de Galles et que les concessions de terres dues à ces royaumes doivent naturellement revenir à eux et être dévolus à la Couronne commune.

Nous remarquons qu'il n'est même pas clair d'après la procédure ratée, à laquelle le "roi Charles" le Parlement britannique a prêté allégeance, de sorte que tout le gouvernement britannique semble opérer dans la fraude. L'identité et la nature du "roi Charles" qui reçoit l'allégeance des

députés ne peuvent être laissées en doute. Leur allégeance publique a été donnée au "roi Charles" qui pourrait être une société municipale, pourrait faire référence à ce moment-là, le présomptif roi Charles, pourrait représenter le roi Charles 1er, qui est mort depuis plus de 300 ans, ou pourrait être le roi Charles d'Écosse qui porte le même nom, mais l'allégeance et le devoir du Parlement britannique peuvent difficilement, dans les circonstances, être laissé vide pour l'imprécision.

Nous souhaitons une réponse immédiate et officielle concernant qui ou quoi et sous quelle forme et juridiction le gouvernement britannique fonctionne-t-il. Compte tenu de la fraude pernicieuse qui s'est perpétuée contre les droits et les biens du peuple britannique et de la mauvaise foi manifestée en matière de serment de couronnement et de couronnement, rien lié à la Couronne britannique ou au monarque britannique ou au gouvernement de Westminster est être accepté; tous les contrats et offres sont considérés comme vides d'imprécision.

Nous souhaitons la liquidation de l'enclave de la ville intérieure de Londres car elle a été utilisée comme un moyen de protéger et de promouvoir les activités criminelles dans le monde entier, blessant et frauduleusement cruellement et répétitivement des générations de l'humanité; nous souhaitons la liquidation de la municipalité de Washington, DC, pour les raisons déjà données, et également en raison de leurs atteintes similaires à la santé, au bien-être, et la sécurité des personnes vivantes dans le monde.

Nous n'avons pas l'intention de permettre la création et la prolifération d'entités constituées pour promouvoir une forme de gouvernement violente, criminelle et concurrente. Nous souhaitons que les personnes morales incriminées soient emportées comme autant de sable revenant à la plage.

Nous souhaitons la dissolution des barreaux et le renversement de toutes les licences de barreau, y compris, mais sans s'y limiter, les lettres de marque, les cartes de bar, les comptes de barre, etc. utilisés pour financer et motiver les membres de cette "société de théâtres". Nous souhaitons la saisie de tous les actifs du barreau, y compris les fiducies foncières, les fonds de pension, les fonds d'assurance et les fonds d'investissement maintenus pour le soutien de ces acteurs criminels et pour le retour de ces actifs aux victimes de ces maîtres de la tromperie.

Les tentatives de proscrire et de supprimer la religion vénale à laquelle ces organisations se soumettent et s'abonnent ont une fois de plus échoué. Les efforts du premier gouvernement romain pour éradiquer cette religion perverse et ses enseignements n'ont abouti qu'à sa diffusion dans tout l'Empire romain.

Nous souhaitons qu'elle et toute son histoire soient exposées et soumises à l'examen du public, pour ce qu'elle promet, comment elle fonctionne, ses principes et ses croyances et pratiques --- ce n'est plus un mystère mais un mal connu caché à la vue.

La seule façon de se débarrasser des cauchemars et des fausses croyances est de les soumettre à la raison et à l'examen de leurs résultats factuels. La religion de Mystery Babylon est mûre pour un tel examen par le grand public du monde, après quoi nous sommes convaincus qu'elle disparaîtra comme les mirages qu'elle crée, ses fortes illusions laissées pour compte.

Nous avons déjà tout vu et nous n'avons pas besoin de répéter toute histoire associée à la collection de perversions Mystery Babylon, de pratiques dégoûtantes, de superstitions, de

mensonges et de croyances vénales.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

25 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee

31. mort à l'arrivée

Mort à l'arrivée

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Qu'est-ce qui a fait faillite en 1933? Une société commerciale gérée de façon trompeuse comme «les États-Unis d'Amérique, incorporée», par le sous-traitant de la Municipal Corporation situé dans le district de Columbia. Ce sous-traitant de société commerciale en faillite n'avait aucun lien réel avec notre gouvernement américain. C'était un sous-traitant d'un sous-traitant.

La solvabilité ou la faillite d'une entité constituée à l'étranger nous est largement indifférente, mais ses dettes ont été imputées au peuple américain et notre intérêt prééminent en tant que créancier prioritaire n'était pas représenté à la procédure de faillite. 115 autres créanciers ont été informés, mais pas le créancier ayant la position de créancier préférentiel.

Cet échec de la procédure régulière en cas de violation de la confiance rend l'ensemble de la procédure nul et non avenue et rouvre l'homologation et la faillite conjointes.

Des procédures similaires en 1907 concernant l'homologation et la faillite de la Scottish Commercial Corporation faisant des affaires sous le nom de "The United States of America, Incorporated" sont également invalidées, de même que toutes les autres actions d'homologation et de faillite également mal administrées et non divulguées depuis lors.

Dans tous les cas, le gouvernement américain actuel a été exclu des considérations, et le peuple américain était supposé être les directeurs responsables des dettes du failli, alors qu'en fait le failli n'était pas affrété sous notre autorité et n'était pas de notre responsabilité et n'était même pas notre sous-traitant direct.

L'or et l'argent et les terres que la Réserve fédérale nous doit sont dus et payables, majorés des intérêts.

La même Corporation municipale hébergée dans le district de Columbia et opérant en tant que gouvernement d'une cité-État internationale indépendante non autorisée s'accroupissant sur nos côtes en violation de nos permis d'utilisation a été une source constante de conflits, de violence, d'évasion des limitations contractuelles et d'évitement. des fonctions contractuelles.

Nous avons déjà noté que le "pouvoir plénier" lié au gouvernement de la ville de Washington, DC, est un pouvoir plénier exclusif accordé dans un seul but - fournir un lieu de rencontre neutre pour

le Capitole fédéral. Aucun autre pouvoir plénier ou autre ne peut être créé ou assumé, et nous devons observer que la Corporation municipale a manqué à son seul devoir imposé par les pouvoirs pléniers --- Washington, DC n'est pas un Capitole fédéral neutre et ne l'a pas été depuis 1933.

Franklin Delano Roosevelt a transgressé à la fois contre le contrat autorisant le pouvoir plénier associé au gouvernement de la ville et a empiété sur nous, le gouvernement américain, lorsqu'il a agi en fraude pour mettre en place le gouvernement indépendant et international de la cité-État qui serait le gouvernement de la Municipal Corporation.

Il a également empiété sur nous lorsqu'il a revendiqué des "pouvoirs de guerre" pour cette cité-État non autorisée et frauduleusement construite et a déclaré la "guerre" contre les citoyens américains - c'est-à-dire le sous-traitant de district géré par la Couronne britannique et ses alliés. Cela a rouvert un conflit mercenaire illégal sur nos côtes parmi nos employés fédéraux.

Voir le dossier public, 9 mars 1933. Roosevelt a appelé à l'adoption de la "War Powers Act" illégale et illégale ---- 12 USC Section 95 (a) et 95 (b) par le Congrès municipal. Cet "acte" a déclaré que tous les citoyens des États-Unis étaient l'ennemi du gouvernement des États-Unis (Corporation) et a placé le gouvernement municipal sous la règle d'urgence permanente --- des pouvoirs supplémentaires ne lui ont jamais été garantis.

Ces actes illégaux, illégaux et immoraux: (1) organisation d'une cité-État internationale indépendante opérant en violation de nos permis d'utilisation des terres; (2) faire semblant d'avoir des pouvoirs pléniers dépassant les limites de la ville de Washington, DC; (3) engendrer un "état de guerre" permanent" avec nos autres sous-traitants et vendeurs comme moyen de promouvoir les crimes de guerre et les crimes de personnage contre notre grand public; (4) défaut de maintenir Washington, DC, en tant que Capitole fédéral neutre --- ne sont qu'une partie du déchaînement de trahison commis par l'administration Roosevelt qui a également favorisé la vente de citoyens municipaux et la traite des êtres humains via le processus de certification des naissances sept ans après l'abolition de l'esclavage dans le monde et 168 ans après il a été interdit dans ce pays.

Ces crimes de guerre commis par la Corporation municipale sans loi exploitant le gouvernement de la ville à des fins non contractuelles et criminelles contre ses propres citoyens, contre nos autres sous-traitants, et contre la lettre et l'esprit de nos traités et contrats de service (Constitutions) devaient être exécutés dans des conditions de secret, de non-divulgateion, d'obscurcissement délibéré et de tromperie équivalant à une fraude volontaire, et ils l'ont été.

Pour ces actes illégaux, hostiles et trahison, nous souhaitons une indemnisation abondante et substantielle, y compris, mais sans s'y limiter, la liquidation complète et / ou la déchéance du contrôle des deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, afin que nous, le gouvernement national, peut mettre un terme à ces activités illégales et immorales sur nos côtes et mettre fin à toute présomption de conflit mercenaire illégal persistant entre nos employés fédéraux.

Revenons maintenant à nos programmes de personnage qui ont été promus pour permettre que des crimes de guerre soient commis contre des Américains moyens non citoyens.

Il existe, comme nous l'avons montré, deux (2) de ces programmes de personnage, un chacun promu par les deux sociétés municipales concernées.

La première fraude et le personnage sont commis par le sous-traitant anglo-territorial, qui s'accroche aux bébés américains à leur naissance.

Un médecin est le plus souvent présent, et tous les médecins agréés sont des agents étrangers non déclarés enrôlés sous le titre du Code fédéral XXXVII en tant que «officiers en uniforme». Fonctionnant à ce titre non divulgué, ces hommes et ces femmes, ou leurs employés, présentent des documents d'enregistrement également non divulgués, qui sont présentés comme des documents de routine --- et non comme des documents qui modifient la vie et modifient le statut politique exigeant une éducation en droit à lire.

Agissant dans ces conditions de non-divulgation, les mères sont déformées en tant que mères célibataires ou informatrices signalant un crime. Quoi qu'il en soit, les mères ne sont pas identifiées sur cette paperasse comme mères de famille et sont plutôt déformées comme mères célibataires désirant abandonner le bébé, ou comme de simples informateurs qui ont "trouvé" le bébé sur le champ de bataille caché et remettent le bébé à l'armée. les autorités.

En utilisant cette ruse complexe et non divulguée, les auteurs obtiennent l'enregistrement d'une «personne» territoriale britannique ayant le même nom donné que la victime américaine. Cela fraude le bébé des protections des Constitutions et convertit illégalement leur statut politique à celui d'un citoyen territorial britannique, comme s'ils étaient nés à Porto Rico.

Sept ans plus tard, l'enregistrement est tiré par les banques de la Réserve fédérale pour être utilisé comme un «actif collatéral non réclamé» et la personne territoriale britannique est déclarée légalement morte et intestat. Cela donne ensuite aux tribunaux administratifs municipaux et militaires de district la mise en place nécessaire pour saisir les Américains fraudés --- et leurs biens immobiliers.

Veillez noter que dans la hiérarchie de la British Crown Corporation, tout le personnel juridique surclasse les citoyens en général et tout le personnel médical surclasse le personnel juridique ainsi que les citoyens en général, de sorte que les enregistrements fournis par un médecin affirmant le statut politique d'un bébé ne peuvent pas être remis en question: ce sont des ordres d'un officier supérieur.

Il n'est donc pas bon pour un membre du grand public qui se trouve avoir le même nom donné, de remettre en question la mise en place ou les accusations, et ce n'est pas bon pour un avocat engagé par la victime de remettre en question cette criminalité non plus. Les avocats sont déjà dépassés avant d'entrer dans la salle d'audience, tandis que le médecin, non formé au langage juridique et aux implications de sa signature sur les documents d'enregistrement des naissances, est impuissant à guérir une erreur qu'il ne sait littéralement pas qu'il a commise.

La Mère est laissée dans un état de méconnaissance similaire et le bébé, victime de ce schéma de conversion illégal, est trop jeune pour avoir un souvenir de ces problèmes.

Le Public Trust qui en résulte est administré comme si la personne territoriale britannique "mort" était décédée et avait laissé tous ses biens matériels au profit du public --- dans ce cas, le "public" fourni par les citoyens du sous-traitant municipal britannique, et non le grand public de l'État américain auquel les bébés appartiennent naturellement.

Cette fiducie publique non divulguée s'accroche à tous les biens d'intérêt public --- les routes et les bâtiments publics et les terres publiques et autres biens publics et ressources naturelles auxquels le bébé s'intéresse.

Nous avons examiné l'escroquerie «bébé» morte beaucoup plus ancienne dans laquelle l'autre sous-traitant municipal géré par la ville reçoit le matériel après la naissance et le traite comme un être vivant et présume l'existence d'un «frère décédé à la naissance» ou peu de temps après. Ceci est ensuite utilisé pour créer une succession de défunts intestat pour les nourrissons à administrer directement en tant que fiducie privée qui s'accroche à tous les biens privés de la victime.

Jusqu'en 2015, toutes les fiducies municipales privées qui en ont résulté ont été construites comme des ESTATES d'homme mort organisées sous le nom de Cestui Que Vie Trusts et toutes les dettes dont la victime impuissante a été accusée, ont dû être remboursées comme hypothèques contre lui, son travail, sa maison, son terrain, ses biens personnels en somme totale.

En 2015, Barack Obama opérant en tant que président des États-Unis (Inc.) Administrait une autre faillite bidon, et il a changé ce récit --- tous les Cestui Que Vie ESTATES étaient considérés comme des "CITOYENS américains" et donc, il a redéfini ces US CITOYENS pour être des franchises d'une Puerto Rican Electrical Corporation en faillite, à la place. Autrement dit, les tribunaux devaient s'adresser à différentes CITOYENS américains --- sociétés franchisées qui étaient plutôt exploitées en tant que services publics de transmission en vertu de la loi portoricaine.

L'ensemble de la «notice» donnée au grand public a entraîné un changement dans la façon dont le nom donné a été déformé; au lieu d'ELLIOT SPENCER WALCOTT, le bouc émissaire polyvalent a été changé en ELLIOT S WALCOTT.

Au lieu d'administrer un faux Cestui Que Vie TRUST, tous les avocats sont occupés à s'acquitter des dettes d'une Puerto Rico Electrical Corporation en faillite contre les victimes américaines de toute cette fraude.

Nous souhaitons mettre fin à toutes ces pratiques intéressées de fraude constructive, y compris, mais sans s'y limiter, le renversement des enregistrements non divulgués obtenus dans des conditions de tromperie et de non-divulgateion.

Nous souhaitons la cessation immédiate de toutes les poursuites engagées en vertu de ces présomptions juridiques ou de présomptions juridiques similaires.

Nous souhaitons la compréhension mondiale que tous ces "personnes" sont mortes et sont mortes depuis le début, n'ont pas de pouls et aucune prétention valable contre les vivants --- pas maintenant et à aucun moment dans le passé.

Nos noms donnés sont un bien privé qui nous appartient en tant que cadeaux et fonctionne à la fois comme un droit d'auteur privé dû à nos parents et comme une marque de commerce des États-Unis d'Amérique --- notre Fédération des États.

Nous constatons que la British Crown Corporation et sa Municipal Corporation hébergées dans le district de Columbia et à Porto Rico ont non consensuellement protégé nos noms en tant que produits leur appartenant, sur la base de tous les mêmes mensonges et activités illégales et tromperies intéressées décrites ici, et ils ont qualifié à la fois les sociétés mères et la société municipale gérée par la Couronne britannique en tant que syndicats du crime engagés dans la conversion illégale et la traite des êtres humains, le personnage, le vol d'identité et les poursuites illégales.

Nous souhaitons que la British Crown Corporation et toutes ses franchises Municipal Corporation, y compris la District of Columbia Corporation et toutes les variantes de United States, Inc. ou United States of America, Inc., franchises et dérivés, être confisqué avec tous les droits d'auteur illégaux et non consensuels placés sur les noms donnés des personnes dans les pays touchés par cet horrible stratagème de fraude - et tous sont retournés à l'administration du gouvernement national de chaque pays.

Nous constatons que le sous-traitant municipal géré par la ville a également été engagé dans la traite des êtres humains illégale, illégale et immorale et des activités conspiratrices téméraires pour se soustraire à ses fonctions contractuelles et dénaturer trompeusement ses employeurs en tant que membre de ses propres citoyens.

Nous souhaitons la conformité, la justice, l'indemnisation et des mesures correctives rapides.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

22 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

32. mort et ignorance

Mort et ignorance

Par Anna Von Reitz

Informations supplémentaires fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican, concernant nos revendications du 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Mort et ignorance

Seules les personnes scientifiquement ignorantes ont jamais cru au «réchauffement climatique d'origine humaine» --- et elles ont été induites en erreur par des scientifiques du gouvernement qui ont été payés pour mentir sur des vérités scientifiques fondamentales, connues.

Arrêtez un moment et prenez cela.

Les vérités de base, comme le cycle du carbone, (que chaque petit écolier en Amérique enseignait jusqu'à ce que le "Département fédéral de l'éducation" de Jimmy Carter s'implique dans la dictée illégale de ce que nos écoles "publiques" locales ont adopté comme programme) ont été ignorées pendant deux décennies par les médias traditionnels et les universités et les politiciens et les laboratoires nationaux.

Ou, qu'en est-il des informations autrefois tout aussi bien connues sur la quantité de cendres, de dioxyde de carbone et d'autres gaz qu'un seul volcan produit. "Le Poo-Poo final" L'article que j'ai republié la semaine dernière donne une explication plus qu'adéquate de la raison exacte pour laquelle un seul volcan peut (et fait régulièrement) éclipser tout et tout effet sur les "émissions de dioxyde de carbone" que les humains ont.

Avec une moyenne de 200 volcans actifs crachant du dioxyde de carbone (et bien plus) dans l'air un jour donné, c'est une évidence de corréliser l'augmentation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère à leur activité accrue, pas la nôtre.

Pourtant, pendant deux décennies, nous avons dû avoir ce débat public odieux (et stupide) sur les émissions de dioxyde de carbone et l'idée complètement ridicule du "réchauffement climatique d'origine humaine" basé sur les émissions de dioxyde de carbone de nos automobiles et des gens qui respirent et pètent des vaches.

Seules les personnes mal informées et scientifiquement ignorantes, et les petits enfants, ont jamais cru à l'un de ces foutus.

La question demeure - pourquoi nos écoles seraient-elles abruties? Pourquoi les scientifiques du gouvernement dans les laboratoires et les groupes de réflexion spéciaux mentiraient-ils et continueraient-ils à faire des bêtises?

La réponse est simple: une population ignorante est plus facile à frauder et à contrôler.

Et quant aux "scientifiques du gouvernement" --- les mêmes sociétés gouvernementales qui les emploient leur versent également des pots-de-vin et des subventions pour dire tout ce que la Mama Corporation veut qu'ils disent.

Demandez-vous ce qui se passe lorsqu'une société commerciale étrangère s'empare de l'appareil gouvernemental?

Eh bien, tout ce qui est bon pour le résultat net de la société --- et les résultats de ses copains d'entreprise --- est bon, peu importe ce qu'il vous coûte, à leurs employeurs, aux consommateurs de leurs biens et services.

Oui, vous avez bien entendu cette théorie. C'est ce que les membres du Congrès territorial se disent tous les jours. Tout ce qui est bon pour leurs résultats d'entreprise est bon pour l'Amérique, même s'il tue et fraude les Américains, pollue notre pays et met à rude épreuve nos ressources naturelles.

C'est pourquoi la seule réparation offerte pour les horreurs de la fausse pandémie a été enterrée dans la loi sur la protection des consommateurs, sous le contrôle de la Federal Trade Commission.

Une situation similaire existe en ce qui concerne l'idée que la Terre est surpeuplée. Il n'y a absolument aucune preuve scientifique valable, mais les gens ont été massacrés et génocidés tout de même.

Enfin, aujourd'hui, j'ai des nouvelles d'une fissure apparaissant dans la folie monolithique qui a été imposée au monde par le DISTRICT OF COLUMBIA CORPORATION et la United States of America Corporation et le DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, INC. Aka DOD, INC.

Le nouveau PDG de Toyota dit que plus de voitures EV seront produites par Toyota.

<https://www.youtube.com/watch?v=R44denxWmzE>

Achetez donc des produits Toyota. Ils sont les seuls à faire preuve de compétence scientifique et économique.

De tous les résultats vraiment, vraiment fous de tout le Big Lie entourant le réchauffement climatique d'origine humaine, le développement des voitures électriques est un monument à l'ignorance scientifique et pratique --- et à la manipulation politique flagrante de la "science".

Voyons voir nous allons réduire les émissions de carbone d'origine humaine (qui sont de toute façon totalement insignifiantes) en utilisant des voitures électriques pour réduire notre "empreinte carbone" personnelle ---- bien que nous le fassions en INCREASANT la charge sur turbines électriques géantes qui produisent cette électricité et fonctionnent à partir de combustibles

fossiles.

Qui marque? Les services publics "publics" qui vous font payer pour votre utilisation accrue de l'électricité et les compagnies pétrolières qui font des ventes plus importantes et plus efficaces aux compagnies d'électricité et aux sociétés minières qui peuvent vous facturer tous les exotiques (et hautement toxiques et explosifs)) Rare Earth Minerals utilisé pour fabriquer des batteries de voitures électriques.

Qui perd? Tu fais. Et l'environnement aussi.

En s'attaquant à un problème inexistant - le "réchauffement climatique d'origine humaine" --- les criminels qui ont fait de l'argent ont créé de réels problèmes: augmentation de l'utilisation électrique et pollution industrielle résultant de cette utilisation accrue, augmentation considérable (et largement non réglementée) mines de lithium et de cobalt, terribles nouveaux risques de collision (les voitures électriques ont tendance à exploser), et de nouveaux dilemmes de gestion des déchets (où et comment éliminer en toute sécurité les batteries de voitures électriques géantes mortes mais toujours explosives pleines de minéraux de terres rares toxiques?)

En même temps que Toyota fait face à des faits et défend sa propre santé mentale, "l'UE" --- une autre société commerciale sous la coupe du DISTRICT DE COLUMBIE, INC. --- tente d'interdire le moteur à combustion.

Bonne chance avec ça. Surtout maintenant que les partenaires de la criminalité, l'UE, l'INC. Et le DOD, l'INC. Ont ruiné les pipelines Nordstream et laissé aux personnes vivantes aucun moyen viable de répondre à leurs besoins énergétiques, de rester au chaud et de se nourrir.

Mettre fin à l'UE, à l'INC. Et au DOD, à l'INC., Tous deux, et mettre fin à l'occupation militaire illégale "custodiale" des États-Unis, du Japon, de dix-sept pays d'Europe occidentale et de l'ensemble de l'ancien Commonwealth. Tous nos pays ont été occupés illégalement et nous, Américains, supportons 96% du coût de la défense de tous ces pays et de leur occupation. C'est un perdant-perdant pour toutes les personnes impliquées, sauf bien sûr, les sociétés municipales criminelles qui ont imposé tout cela à tout le monde et à leurs co-conspirateurs territoriaux britanniques.

Si l'Organisation des Nations Unies a jamais valu du sel, alors par tous les moyens, toutes les délégations nationales doivent s'opposer à cette criminalité commerciale flagrante et aux occupations militaires illégales qui en découlent.

Les entités responsables de tous ces problèmes sont toutes organisées en sociétés commerciales dans le domaine de la fourniture de services gouvernementaux essentiels. Ils n'ont pas de contrats et nous n'avons pas besoin que ces escrocs nous fassent du tort et nous blessent pour profiter d'eux-mêmes.

Ce qui doit se produire, c'est que ces sociétés municipales déchaînées soient liquidées en permanence et que leurs actifs soient remis sous le contrôle de gouvernements nationaux réels, et non de plus de sociétés agissant "en tant que" gouvernements.

En vertu de la loi ecclésiastique, le pape et la Curie romaine sont responsables de l'existence et des opérations de ces entités de fiction juridique qu'ils ont créées et qu'ils possèdent ---- et tous sont soumis à une liquidation immédiate sur demande lorsqu'ils se livrent à des activités "illégales" préjudiciables aux droits et intérêts substantiels des personnes vivantes.

Nous exigeons la liquidation du DISTRICT OF COLUMBIA, INC., Le DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, INC., La MUNICIPALITÉ DE WASHINGTON, DC. et toutes les sociétés affiliées, franchises, sociétés mères, filiales et conseils d'administration et organisations fiduciaires associés.

Tous les territoires britanniques - c'est-à-dire les forces mercenaires constituées - doivent être retirés des États-Unis, des anciens pays du Commonwealth et des pays occupés d'Europe occidentale et du Japon --- sans aucun argument. Ils, leurs fausses allégations d "'intérêt gardien", leurs districts militaires et leurs tribunaux de district militaire doivent tous être fermés et les sociétés associées liquidées avec les actifs restitués aux propriétaires réels - les gens et les gouvernements nationaux des offensés des pays.

Les Forces armées américaines seront immédiatement reconstituées en tant que force de défense nationale et retrouveront leur statut naturel de soldat national honorable. Leur seul travail restera comme indiqué dans nos vénérables Constitutions --- pour défendre ce pays et notre peuple et nos frontières --- et ne pas se moquer de la "défense" en l'utilisant comme excuse pour envahir d'autres pays et s'engager dans le racket au pays et le profit de la guerre à l'étranger.

Les mensonges flagrants racontés par ces gestionnaires et employés de la Municipal Corporation au peuple américain et aux gens du monde entier doivent être admis - qu'il s'agisse de canulars scientifiques, de faux drapeaux ou de fausses déclarations commerciales qui ont conduit à l'usurpation d'identité et à l'illégalité. saisie de nos actifs, y compris notre crédit, et titrisation illégale de notre chair vivante.

Nous ne sommes pas intéressés à entendre des histoires fantaisistes. Nous souhaitons que ces sociétés municipales soient liquidées, que leurs employés soient licenciés, à l'exception de ceux nécessaires pour assurer une transition sûre et une résolution pacifique qui n'implique pas plus de décès et d'ignorance.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de l'encadré 520994
Big Lake, Alaska 99652

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

33. maladie et fraude juste nous

Les fraudes à la maladie et aux justes nous

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Dans tous les domaines auxquels nous pouvons penser, du commerce à la diplomatie - comme nous l'avons vu dans l'exemple de la Chine - aux problèmes alimentaires et environnementaux, comme nous l'avons vu avec le canular fiscal sur le changement climatique d'origine humaine et l'empoisonnement délibéré de notre nourriture, sol et eau, le déchaînement des sociétés municipales et leur utilisation abusive en tant que gouvernements de facto n'ont conduit qu'à la guerre, aux mensonges et aux catastrophes.

Un grand nombre de ces guerres et catastrophes ont été délibérément causées par des personnes sans scrupules cherchant à profiter elles-mêmes. Ces effets néfastes ne font qu'augmenter en permettant aux sociétés commerciales intéressées de fonctionner comme des gouvernements sous la couleur du droit.

La fraude à l'argent que nous avons déjà décrite perpétue ce mal, et ce qui était autrefois un outil et une commodité utiles, devient un fléau et est en effet la racine de tout mal, alors que les gens contortent le monde en une moquerie de lui-même, chassant les petits idoles que d'autres ont faites.

Les avocats sont devenus des pourvoyeurs d'injustice et les médecins sont devenus des pourvoyeurs de maladies au nom du profit, et ces professions ainsi que de nombreuses autres professions de droit commun ont été illégalement converties en privilèges par des programmes d'enregistrement et de licence qui leur ont été imposés sous la couleur de loi par les sous-traitants de la société municipale incriminée et leurs opérations de franchise.

La pratique du droit et de la médecine sont, comme nous le disons, les deux professions du droit commun; mais les sous-traitants de la Corporation municipale opérant sous la couleur de la loi ont publié une législation exigeant que les professionnels de la santé et du droit devaient être agréés et passer des tests s'ils voulaient pouvoir fournir des services aux employés fédéraux; mais en utilisant une terminologie et des omissions délibérément vagues, ils donnaient l'impression que cette exigence de licence s'appliquait également au traitement de la Population générale.

Une licence délivrée par la franchise locale de la Municipal Corporation a été promue comme une marque d'excellence ou une garantie de performance de qualité. Bien sûr, les médecins ont été contraints par l'intérêt personnel si rien de plus pour obtenir une licence de «médecins» et les

avocats ont également été contraints d'étudier le droit de la mer et de devenir des avocats agréés.

Ces licences étaient exigées de toute personne pratiquant la médecine dans les hôpitaux qui recevait un financement fédéral et de toute personne pratiquant le droit dans les tribunaux maritimes et d'amirauté qui avait déjà été imposée au grand public par le système judiciaire de district militaire que nous avons décrit.

Pendant de nombreuses années, les professions de la santé dans ce pays ont résisté à l'assaut des sociétés municipales agissant en tandem pour obtenir un contrôle coercitif et transformer les soins de santé en un autre lieu à but lucratif, mais pendant l'administration Nixon, notre système de santé traditionnellement à but non lucratif a été ouvert à l'exploitation commerciale au profit des mêmes sous-traitants offensifs de la Municipal Corporation et de leurs franchises.

Le contrôle coercitif fourni par l'octroi de licences et le règlement alors imposé comme condition d'octroi de licences, combiné à la création d'investissements spéculatifs dans les soins de santé, a eu le même effet corrosif et corrompeur sur le système de santé, qui a donné aux avocats et aux juges une réduction des bénéfices de chaque condamnation a eu sur le système judiciaire.

Enfin, dans un effort pour briser la résistance obstinée des médecins privés dans ce pays, les sous-traitants de la Société municipale criminelle ont prétendu qu'ils avaient le pouvoir de réglementer les médicaments sur ordonnance et ont privé les honorables médecins privés de leur droit d'accéder et de prescrire des médicaments sans permis délivré par les auteurs de ces crimes et stratagèmes de fraude.

Il n'y a pas un seul mot dans un traité ou un accord contractuel que nous ayons jamais eu avec l'un de ces fournisseurs de services de la société municipale leur permettant de réglementer quoi que ce soit au-delà de la fabrication, de la vente et du transport interétatiques d'alcool, de tabac et d'armes à feu.

Aucune partie du gouvernement fédéral, territoriale ou municipale, ne prévoit d'interférer avec la capacité d'un médecin privé à prescrire des médicaments au besoin pour tout patient dont il a la garde. Tout comme il n'est prévu pour aucune de ces sociétés municipales de nous surveiller, de se fourrer le nez dans nos comptes bancaires, de nous refuser le service ou de dire un mot sur notre santé.

Le pire des malversations médicales et de l'autorité fédérale excessive s'est perpétué à la suite de la Seconde Guerre mondiale, mais il a en fait commencé au lendemain de la Première Guerre mondiale, lorsqu'il était vrai de se former, les auteurs n'ont pas pu résister à une dernière hurra car ils ont quitté le champ des conflits armés --- on l'appelait la grippe espagnole.

La grippe espagnole était pire que la guerre; le total des décès estimés de la Première Guerre mondiale s'élève à 40 millions, tandis que le nombre de morts causés par la grippe espagnole et son protocole de traitement défectueux s'élève à 50 à 100 millions dans le monde.

Les Perpetrators ont collaboré avec Bayer, Mfg., Qui venait alors d'introduire leur célèbre produit d'aspirine dans le monde et avec les laboratoires britanniques territoriaux de guerre des germes

pour créer l'épidémie de grippe espagnole.

Les premiers cas se sont présentés chez des militaires américains qui avaient été inoculés pendant l'entraînement, puis envoyés en Europe, où la maladie s'est propagée comme une conflagration parmi les populations civiles affamées et démoralisées et militaires.

Ensuite, les militaires de retour l'ont ramené en Amérique.

L'aspirine Bayer était le médicament de choix, tout en portant des masques dans l'espoir de prévenir la propagation de la maladie.

Personne n'a reçu d'informations claires sur la posologie d'aspirine ou les dangers d'une surdose d'aspirine, ce qui, à des concentrations plus élevées, cause des dommages irréversibles qui imitent la fièvre hémorragique. Personne n'a été informé des dangers du port du masque, qui constitue un environnement parfait pour le développement d'une pneumonie bactérienne.

Alors que les médecins et les infirmières surdosaient sans le savoir les patients atteints de grippe espagnole avec de l'aspirine, leurs symptômes se sont aggravés à cause du médicament - et donc, les médecins ont prescrit par ignorance plus d'aspirine ... avec de plus en plus de décès en conséquence. Bayer a fait un énorme profit de la mort horrible de millions de personnes à cause de cela, et tous ceux qui connaissaient le bon dosage se sont tus à ce sujet. Par la suite, ils ont continué à supprimer la vérité par crainte de responsabilité.

La même chose s'est produite avec les informations glanées sur les risques pour la santé de porter des masques. Entre les deux guerres mondiales, de nombreuses populations d'échantillons aléatoires des victimes de la grippe espagnole ont été soigneusement exhumées et examinées. Un très grand pourcentage de ces cadavres n'a donné aucun signe de virus de la grippe, mais a fourni des preuves d'infection bactérienne à la pneumonie --- un fait dont Anthony Fauci était très conscient lorsque les prétendus experts recommandaient que les gens portent des masques pendant la plus grande mise en œuvre du génocide, et il n'a pas réussi à émettre des avertissements et des recommandations appropriés contre les masques.

Nous notons que le nom "Fauci" signifie "Scythe" en sicilien - le même outil porté par les représentations du Grim Reaper; étant donné tout ce que nous savons sur M. Fauci et l'implication des National Institutes of Health / NIH dans le développement du récent génocide pandémique et le brevetage du contenu du hideux cocktail de poisons, les parasites et les produits de génie génétique sont passés comme un vaccin, il semble que ce soit un nom de code pour un opérateur d'entreprise de haut niveau travaillant pour les sous-traitants municipaux et la franchise DOD, INC. Qui possède et exploite également les NIH, CDC, FDA, DOJ et FBI.

C'est ainsi que Rome fonctionne depuis 2700 ans.

Les médecins et infirmières qui ont infligé ces protocoles aux patients pendant la pandémie de grippe espagnole, similaires à ceux qui ont infligé des masques et des ventilateurs et des médicaments toxiques tels que Remdesivir, et qui ont fourni la cause réelle du problème via les tests de PCR et par l'administration des soi-disant vaccins --- sont également réduits au silence par la peur de la responsabilité personnelle et les conséquences des contrecoups publics une fois que

le grand public se rend compte de combien d'argent les compagnies pharmaceutiques et les hôpitaux et les médecins et même les infirmières dans de nombreux cas, faisaient disparaître la mort et la misère de millions de personnes.

La peur de l'exposition pour leur responsabilité et la peur de la perte de leurs licences si elles s'expriment, associées à des milliers et des milliers de dollars de profit pur simplement en l'acceptant, servent à garder de nombreux professionnels de la santé à bord et silencieux.

Beaucoup d'entre eux sont même motivés à remporter les mensonges et les dissimulations, tout comme ils l'ont fait après l'épidémie de grippe espagnole. La perte de vie due à cette faute médicale flagrante et à la collusion de sociétés commerciales intéressées cherchant à gagner de l'argent avec tout, des vaccins aux tests de PCR en passant par les hospitalisations, a déjà surpassé le nombre de morts de la Seconde Guerre mondiale et de la Première Guerre mondiale combinée.

Sans aucun doute, ceux qui profitent de la guerre et de la mort ne pourraient pas être plus satisfaits, mais l'existence de sociétés commerciales organisées se faisant passer pour des gouvernements et se livrant à des activités criminelles de ce type et à cette échelle représente un danger clair et actuel pour la vie sur cette planète et met en danger l'avenir pour plus que l'humanité.

Nous pouvons voir ce qui s'est passé, nous connaissons l'intérêt personnel brut qui l'a motivé et les raisons du code de silence qui l'applique, mais nous ne sommes pas découragés.

Nous l'avons déjà vu et nous n'avons aucune raison de le revoir. Déjà.

Tout comme ces sociétés ont délibérément et avec malveillance prévu détruit la vie et mutilé l'avenir d'innombrables personnes pour des raisons de profit, nous exigeons la destruction et la mort de ces sociétés --- toutes complices de ces activités folles et illégales , sur nos côtes et dans le monde entier.

Ce sont les mêmes sous-traitants de la Municipal Corporation qui ont promu le Big Lie concernant les armes de destruction massive en Irak, puis ont chargé plus de leurs poisons de déchets industriels - l'uranium appauvri des réacteurs nucléaires - dans des obus d'artillerie et les ont explosés partout au Moyen-Orient, polluant l'air et le sol et causant des décès et des malformations congénitales pendant des siècles par la suite.

Quand on a finalement découvert qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak après tout, y avait-il des excuses à l'Irak? Encore moins d'admission officielle ou d'excuses faites lors des réunions de l'Organisation des Nations Unies? Une offre pour nettoyer le gâchis et aider les victimes de ce crime? Pas un mot. Rien. Juste un club suffisant de vieux salauds assis dans des chaises de club en cuir faisant couler du gin et se félicitant de la façon dont ils avaient capturé le dinar irakien et les réserves de métal et de pétrole de l'Irak et de précieuses antiquités et artefacts.

Étrange que nous ne les ayons jamais vus mettre un uniforme ou risquer leur vie - ou quoi que ce soit d'autre - au Vietnam, en Irak ou en Afghanistan ou ailleurs. Ces bellicistes et les banques qui

les soutiennent ont utilisé notre argent et nos ressources et notre sang pour tout cela, et ils ont menti entre leurs dents et ils ont créé des événements de faux drapeau égoïstes pour nous pousser à leur service.

Nous avons payé tous les frais, pris tous les risques, et ils ont collecté tous les bénéfices jusqu'à ce qu'ils soient comme des tiques gonflées, pleines de sang, des criminels qui ne valent pas la peine d'être crachés, qui nous représenteraient.

C'était la même chose fondamentale en Libye. L'Union africaine de Kadhafi et la monnaie au niveau de l'or constituaient une menace pour les sociétés municipales et leurs amis du gouvernement territorial, alors Kadhafi a dû mourir et la Libye a dû être envahie et détruite sous de faux prétextes, en utilisant nos fils et nos filles comme fourrage d'armes à feu, et tous à nos frais, aussi --- frais littéraux et destruction de notre bon nom dans la communauté mondiale.

Ces sociétés municipales illégales et leurs directeurs étrangers du gouvernement territorial qui causent tous ces problèmes partout dans le monde depuis des décennies doivent être arrêtés.

Contrairement aux victimes de ce dernier génocide, toutes ces sociétés municipales et commerciales en général n'ont aucun droit naturel d'exister. Nous appelons les responsables de la création de ces monstres en papier à faire leur devoir en vertu de la loi ecclésiastique: les liquider, ou dans quelques cas nécessaires pour maintenir les défenses nationales et l'ordre social, les confisquer ainsi que leur administration aux gouvernements nationaux légaux.

Nous souhaitons le retour de toutes les entreprises et services liés à la santé au statut de non-profit.

Nous souhaitons une publication généralisée des faits concernant le port du masque et ses terribles effets sur la santé, y compris le développement d'une pneumonie bactérienne.

Nous souhaitons la liquidation de Bayer et de ses filiales, dont Monsanto, qui ont été au fond de nombreux produits horribles qui ont été utilisés pour empoisonner les gens, le bétail, le sol qui cultive notre nourriture, l'eau que nous buvons et l'air que nous respirons. Nous souhaitons que ces deux sociétés, maintenant fusionnées, soient définitivement fermées à Noël prochain. Nous souhaitons que tous les brevets ou produits bénéfiques qu'ils possèdent soient évalués de manière indépendante et remis à des entreprises socialement responsables qui acceptent de fournir une divulgation complète aux clients.

Ces mêmes sociétés et Dow Chemical Corporation ont été impliquées dans le développement d'horribles concoctions chimiques, y compris le tristement célèbre agent Orange. Bien que les dommages et effets biologiques de l'agent Orange aient été connus avant même qu'il ne soit déployé, il a fallu de 1967 à 1987 avant que les sociétés municipales n'admettent les effets secondaires, y compris, mais sans s'y limiter, les lésions nerveuses, les lésions pulmonaires, l'insuffisance rénale, démence, et surtout, une forme autrement rare de cancer du pénis.

Ces mêmes joueurs ont également produit des pesticides neurotoxiques pour la fleur soluble dans l'eau qui ont non seulement pollué le fruit mais l'eau. Sans surprise, dès que ces pesticides ont été retirés du marché, des cas de polio ont également disparu. Les preuves suggèrent fortement que la

polio n'a été causée par aucun virus réel, mais que des exosomes de type virus ont été produits à la suite d'un empoisonnement aux pesticides - et l'ensemble du vaccin contre la polio et l'énorme couverture médiatique qui lui a été accordée n'étaient qu'une autre couverture d'écran de fumée - up conçu pour protéger ces mêmes franchises complices de l'industrie municipale de la défense contre la responsabilité.

Nous souhaitons la liquidation des sociétés mères et des opérations de franchise constituant l'ensemble du complexe d'entreprises affiliées à la United States of America Corporation et à ses sous-traitants DEPARTEMENT DEFENSE, y compris leurs franchises Municipal Corporation et leurs filiales et agences connues sous le nom de NIH, CDC, FDA, FEMA, DOJ, FBI, etc., qui sont sous son égide.

Nous souhaitons une divulgation publique complète et une exposition des individus et des groupes et organisations responsables de ces attaques massives de guerre biologique qui ont été mises en scène après la Première Guerre mondiale et, aujourd'hui encore, en violation de tous les codes et lois internationaux interdisant la guerre biologique. Cela comprend, mais sans s'y limiter, la participation à ce génocide actuel promu par des intérêts commerciaux qui sont membres du Forum économique mondial, du CORP des Nations Unies et de ses itérations actuelles et de l'OMS, deux autres sociétés municipales qui sont à la hauteur de ce dernier génocide, et même la Banque mondiale, qui a profité des soi-disant obligations pandémiques.

Nous souhaitons que toutes ces sociétés municipales et ces délinquants de la Couronne britannique soient liquidés, ainsi que leurs sociétés mères, et les organisations constituées responsables de leur mauvaise orientation et de leur malversation.

Nous souhaitons le financement, le démembrement et la liquidation de la Corporation municipale connue sous le nom d'OTAN, ainsi que la dissolution de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Inc. Ces entités et leur personnel ont été un lit de semence constant pour le grément des produits de base, les programmes de guerre à but lucratif, les programmes de contrôle monétaire, les invasions illégales, les attaques comme celles menées contre les pipelines Nordstream, les attaques contre les faux drapeaux et, plus récemment, la prolifération illégale de installations de recherche et de production en guerre biologique en Chine et en Ukraine. Ces activités sont encore plus dangereuses que les bombes nucléaires ou les armes scalaires et doivent être arrêtées à tout prix. Les organisations et sociétés et franchises, filiales et agences responsables doivent être dissoutes de façon permanente sans recours ni protection du voile d'entreprise. Leurs actifs doivent être évalués par des tiers, tous les actifs bénéfiques étant divulgués et gérés au profit des victimes de ces sociétés, et tous les autres actifs non bénéfiques doivent être détruits de manière responsable et sûre.

Nous souhaitons la destruction de ces sociétés coupables, toutes deux affiliées à la Couronne britannique et à la Municipal Corporation, pour constituer un rappel durable et une mesure préventive démontrant que les privilèges des sociétés sont limités aux activités licites pour de bonnes raisons, et l'intrusion contre ces limitations raisonnables nécessite la dissolution immédiate des les sociétés incriminées, la révocation de leurs dirigeants et la saisie de leurs comptes au profit de leurs victimes.

Nous souhaitons que les gouvernements nationaux légaux et les habitants de chaque nation soient les bénéficiaires des liquidations et des confiscations décrites ci-dessus.

Nous souhaitons que les banques complices soient démantelées et que tous les actifs de leurs systèmes bancaires soient restitués aux déposants et aux trésors nationaux dont les actifs physiques ont été purgés, et nous souhaitons que tous les crédits détournés soient mis à disposition en tant que crédit prépayé mis à disposition pour les besoins des gouvernements nationaux légaux et des personnes dans le monde qui ont souffert en raison de l'existence de ces sociétés municipales et de ces intérêts territoriaux criminels non divulgués.

L'utilisation abusive et la destruction causées par la médecine à but lucratif et les systèmes de santé ne se limitent pas au potentiel destructeur spectaculaire et, en même temps, au potentiel d'enrichissement injuste, des deux événements de génocide à l'échelle mondiale que nous avons subis et décrits ici.

La corruption des soins de santé à but lucratif s'est profondément institutionnalisée en quelques décennies seulement.

Ce sont les administrations hospitalières et les médecins et infirmières autorisées agissant en tant qu'agents étrangers non divulgués et officiers en uniforme qui ont été utilisés pour mettre en œuvre à la fois les escroqueries de faux enregistrement entraînant les successions de défunts pour nourrir utilisées pour contraindre et piller, ainsi que les deux pandémies.

Ces institutions et les professionnels qui les emploient --- tous prétendument existants pour promouvoir la santé et le bien-être --- ont été pervertis et utilisés pour provoquer plus de morts et de destructions que toutes les guerres mondiales et autres conflits mercenaires et purges politiques du siècle dernier combinés.

Comme le prouvent de nombreux documents, faits et témoignages directs, ces institutions et les professionnels qui en font la dotation ont été mal dirigés et aiguillonnés par les sous-traitants des sociétés municipales incriminées et leurs sociétés affiliées, franchises, filiales et agences, cherchant des bénéfices aux dépens de la Bien public.

Les sous-traitants de la Corporation municipale hébergés dans le district de Columbia ont utilisé une approche carotte et bâton et divers moyens de non-divulgaration, d'omission et de fraude pour atteindre leurs objectifs. Nous ne sommes pas surpris d'entendre des représentants de la Pfizer Corporation plaider devant les tribunaux qu'ils n'ont fait que ce que "le gouvernement" leur a dit de faire.

Nous répétons dans les termes les plus fermes qu'aucun de ces sous-traitants municipaux n'est le gouvernement actuel de ce pays. Leurs abus et transgressions constants sous la couleur de la loi, leur propre recherche de profit insensée, leur incompétence administrative et leur manque total de boussole morale ont entraîné toute cette mort, cette pollution et cette misère.

Tout au long de notre expérience, ces sociétés commerciales ont déployé la dialectique hégélienne trompeuse pour promouvoir leur propre ascendant sur les personnes vivantes qu'elles sont censées protéger et servir. Ils courent comme des chiens fous créant des problèmes à résoudre,

puis nous accusent de résoudre les problèmes qu'ils ont créés.

Ce cycle sans fin de création de problèmes afin qu'ils puissent nous facturer pour les résoudre, semble être la principale occupation des sous-traitants municipaux et de leurs franchises d'État --- pourtant aucun des besoins pressants réels de ce pays n'est répondu.

Nos préoccupations de fond telles que le remplacement des infrastructures publiques vieillissantes comme le réseau électrique du XIXe siècle, l'amélioration des options et de la disponibilité des transports publics, de meilleures technologies de gestion des déchets solides, que faire des nouvelles formes de pollution ayant un impact sur nos approvisionnements en eau, une énergie nationale responsable et cohérente plan, un budget fédéral rationnel --- absolument rien qui préoccupe et ne valorise réellement ce pays, ou tout autre pays touché par cette corruption, est même discuté.

Au lieu de cela, nous nous retrouvons avec le spectacle d'acteurs s'habillant dans une moquerie de ce à quoi ils imaginent les homosexuels, des hommes nus tatoués dans des tatouages corporels, des cheveux roses tuftés comme des crinières de chevaux, représentant prétendument la "fierté gay" et tout le reste de ce carnaval essayant de nous distraire pendant que les auteurs planifient et essaient de prétendre que ce cirque romain est important.

L'écran de fumée des médias qui tente de cacher la criminalité et l'intérêt personnel est au-delà de la minceur et est entré dans le Théâtre des Absurdes. Cela ne peut cacher le fait que la même vieille fraude à la faillite a été autorisée pendant l'administration Obama et est à nouveau jouée pendant l'administration Biden, car ils se précipitent tous pour nous faire payer leurs factures pour leur criminalité et leur incompétence, leur cupidité, leur stupidité et leur malversation. , abus de confiance, transgressions et intrusions.

Nous nous tenons ici à la Cour de chancellerie du Vatican pour dire non, non, non et non encore, autant de fois qu'il le faudra pour mettre fin à cette criminalité et à ces bêtises.

Dans l'industrie de la santé, ce processus de «création de problèmes à résoudre» comprend non seulement la création délibérée de nouvelles maladies et maladies, comme en témoigne le contenu des soi-disant vaccins déployés au cours de ce dernier génocide, mais la prétendue découverte de nouvelles maladies. , principalement créé à partir de rien et de définitions mal appliquées. Une explication succincte de ce processus secondaire tel qu'il s'applique aux statines peut être trouvée ici:

[https://marketing.alsearsmd.com/acton/fs/blocks/showLandingPage/a/28028/p/p-](https://marketing.alsearsmd.com/acton/fs/blocks/showLandingPage/a/28028/p/p-0875/t/page/fm/0?cm_mmc=Act-On%20Software-_-email-_-Your%20Sunday%20Review%20From%20Dr.%20Sears-_-Click%20here.&sid=TV2:4WnftMp9w)

[0875/t/page/fm/0?cm_mmc=Act-On%20Software-_-email-_-](https://marketing.alsearsmd.com/acton/fs/blocks/showLandingPage/a/28028/p/p-0875/t/page/fm/0?cm_mmc=Act-On%20Software-_-email-_-Your%20Sunday%20Review%20From%20Dr.%20Sears-_-Click%20here.&sid=TV2:4WnftMp9w)

[Your%20Sunday%20Review%20From%20Dr.%20Sears-_-Click%20here.&sid=TV2:4WnftMp9w](https://marketing.alsearsmd.com/acton/fs/blocks/showLandingPage/a/28028/p/p-0875/t/page/fm/0?cm_mmc=Act-On%20Software-_-email-_-Your%20Sunday%20Review%20From%20Dr.%20Sears-_-Click%20here.&sid=TV2:4WnftMp9w)

Le médicament de marque et breveté est déchaîné sur le public de confiance, provoquant des "effets secondaires" multiples et souvent horribles qui, à leur tour, génèrent tout leur marché secondaire des médicaments palliatifs pour contrer les effets secondaires des médicaments déjà administrés.

Pour couvrir cela, les coupables définissent les maladies nouvellement découvertes pour décrire les effets secondaires connus, ce qui obscurcit le fait qu'il s'agit des effets secondaires des médicaments brevetés et non de toute maladie en soi.

Tout ce cycle consistant à imposer des produits médicamenteux dangereux ou inutiles au public, puis à essayer de dégager la responsabilité pour les dommages que cela cause, se poursuit et se poursuit. Il est temps que cela cesse et que ces sociétés paient avec leur «vie» et leurs bénéfices.

Nous souhaitons une refonte complète du système de santé et une refonte de sa base économique pour promouvoir la santé réelle, un recentrage complet des objectifs de ce secteur économique, une refonte des rôles, normes et exigences professionnels, et une purge de toutes les lois qui favorise et soutient le profit médical et le manque de responsabilité,

Ceux qui ne meurent pas immédiatement des "vaccins" de Covid 19 sont imprégnés d'un large éventail de poisons, de parasites et d'altérations génétiques basées sur les OGM qui font que nos cellules produisent des poisons --- les soi-disant protéines de pointe sont des poisons de neurotransmetteurs pratiquement identique au venin de serpent. En raison de tous ces facteurs, une propagation entière de quatre générations de la population est mutilée, malade et stérilisée.

Les «avantages» permanents en matière de mauvaise santé - c'est-à-dire du point de vue des profiteurs bénéficiant de maladies chroniques et de fraude à l'assurance - de l'altération génétique nuisible seront transférés aux générations futures si nous ne trouvons pas un moyen de l'enlever ou le supprimer complètement.

Ce crime, de polluer le génome humain, vise non seulement à provoquer la mort, la maladie et le handicap à but lucratif. Il s'agit également d'un programme d'esclavage qui supprime tout vestige des droits dus à l'humanité, aux droits de l'homme ou aux droits civils dus aux personnes.

Toute cette progression du crime parrainé par les sociétés vise à une privation calculée de tous les droits en vertu de la couleur de la loi, voire du droit de vivre, que le Dieu vivant a ordonné.

Premièrement, les escroqueries d'enregistrement combinées menant au Dead Baby Estates réduisent les personnes vivantes à des "personnes" incorporées --- l'homme est réduit à être un humain, c'est-à-dire un homme de teinte ou une "couleur d'homme" semblable à la même couleur des fraudes législatives qui favorisent cette situation.

Ensuite, l'homme vivant présumé être un homme de teinte est réduit au niveau d'un OGM, un organisme breveté génétiquement modifié, appartenant aux titulaires de brevets et n'ayant aucun droit naturel et inaliénable et aucun droit humain ou civil non plus.

Comme c'est très pratique de promouvoir l'esclavage et les abus illimités des victimes de ce stratagème de fraude non divulgué.

Comme mentionné ci-dessus et précédemment, les avocats ont été utilisés, mal dirigés et tentés de la même manière que les médecins. Tout comme nos médecins ont été contraints d'accepter le permis d'exercice en tant que «médecins médicaux» et franchises des sociétés municipales, nos

conseillers juridiques ont été contraints d'accepter le permis et l'émancipation en tant que «avocats licenciés» sous la couleur du droit.

Ces dernières années, les auteurs ont abandonné le langage réel en admettant qu'ils étaient des avocats de licence et ont commencé à appeler la licence une "carte à barres" à la place, mais c'est une licence tout de même. Les individus ne peuvent pas exercer leur profession dans les tribunaux de district municipal ou militaire sans cette carte-barres, il s'agit donc d'une licence sous tout autre nom, comme en témoignent l'histoire et la fonction de ce diplôme professionnel particulier.

Les sociétés municipales incriminées ont également prévu une aubaine d'avantages et de bénéfices à terme ultérieurs, tous annulant le génocide multigénérationnel primaire qu'elles ont créé.

Parallèlement aux effets à long terme de ce qu'ils ont fait, ce qui a entraîné une demande considérablement accrue de soins médicaux, de médicaments et d'hospitalisations, ils comptent jouer aux deux extrémités contre le milieu et tirer plus de bénéfices à mesure que les victimes font la queue et essaient de chercher secours en intentant des poursuites contre les sociétés pharmaceutiques et les hôpitaux et les médecins responsables de leurs propres maladies individuelles.

Une fois de plus, les sous-traitants de la Municipal Corporation et leurs franchises prévoient d'exploiter leurs victimes à venir et à partir, d'abord avec l'arnaque au meurtre médical, puis l'altération génétique clandestine laissant les victimes sans aucun statut dans aucun tribunal mis à leur disposition et sans constitution ou protections contractuelles.

Les avocats complices de ce programme global misent sur une journée de terrain de blessures corporelles et de recours collectifs d'une durée inimaginable, année après année et décennie après décennie, et comme l'arnaque du quatorzième amendement, tous ces cas seront jugés à l'avance. Il y a déjà des prix attachés à l'indemnisation et les premiers cas ont déjà été livrés - les sociétés pharmaceutiques pires qu'inutiles et leur fonds pour les blessures par vaccin paient "volontairement" environ \$ 1500,00 par incidence de dommages permanents au muscle cardiaque causée par la myocardite - l'un des effets secondaires les plus courants des vaccinations Covid-19.

Les pauvres ou les imprudents accepteront ce règlement symbolique et seront encore trompés de toute juste compensation.

Les sous-traitants de la Corporation municipale incriminés hébergés dans le district de Columbia et leurs fraudes, omissions et crimes répétitifs, volontaires et prémédités constants parlent d'eux-mêmes des pages de l'histoire et de notre propre expérience quotidienne. Ces entités de fiction juridique ne méritent pas d'exister.

Comme la Naval Agency and Dispositions Act de 1864, le pré-passage d'une législation inoffensive pour les fabricants de produits pharmaceutiques, peu importe ce qu'ils mettent dans leurs vaccins et quel que soit le préjudice qu'ils causent, est un pistolet fumant démontrant la préméditation de ces crimes, tout comme les dispositions de la loi de 2011 sur l'autorisation de la défense nationale dans lesquelles les auteurs tentent de se tenir inoffensifs au mépris aveugle des garanties protégées par la Constitution, y compris, mais sans s'y limiter, le droit à la vie privée et à l'absence

de connaisseurs.

Dans ces cas et dans d'autres, les auteurs ont tenté de limiter ou d'effacer la responsabilité de leurs propres crimes par le biais d'actes de législation égoïste et ont soutenu des stratagèmes de fraude spécifiques utilisant la législation pour administrer, améliorer ou faire avancer des programmes de nature criminelle.

Nous avons déjà tout vu et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Nous souhaitons que tout le monde sur cette planète, homme ou bête, soit libéré et que ce système soit révélé pour ce qu'il est: une raquette d'esclavage ancienne, tawdry, diabolique et distinctement criminelle opérée en violation de la loi divine et en violation de la loi universelle du libre arbitre.

Lorsque les gens sont délibérément et avec malveillance avant d'être piégés, contraints et trompés sous la couleur du droit pour faire des choses contraires à la logique et à leur propre intérêt, cela ne peut pas être interprété comme un acte librement et sciemment entrepris et il ne peut pas être mal interprété comme une action volontaire non plus.

Nous avons déjà entendu les plaidoiries de certains des auteurs, affirmant que les victimes du récent génocide se sont portées volontaires pour prendre les injections fatales, et donc, les victimes doivent être accusées de leur propre disparition.

Aucun acte n'est jamais volontaire lorsqu'il est appliqué par la couleur de la loi et l'apparence trompeuse de l'intérêt de la confiance du public.

Aucun acte n'est entrepris par contrat privé lorsque les conséquences sont délibérément cachées et que la victime est piégée par la non-divulgation et l'omission, déformées par une fraude et une tromperie délibérées et constructives promues sous la couleur de la loi et une autorité gouvernementale inexistante.

Les gens qui se sont alignés et ont pris ces injections et qui continuent de demander des services médicaux à ces mêmes fournisseurs l'ont fait parce qu'ils faisaient confiance à ce qu'ils pensaient être leur gouvernement, alors qu'en fait, ils répondaient aux demandes criminelles des sociétés municipales étrangères non identifiées et de leurs agents étrangers non déclarés - des entités commerciales opérant de manière profondément criminelle et secrète et bien en dehors des limites de tout contrat qu'ils avaient avec nous ou pouvaient revendiquer en tant que successeurs.

Tout cela remonte à une mauvaise administration de la British Crown Corporation / CROWN et de la ville de Rome, Incorporated / ROMA, suivie d'une mauvaise administration criminelle dans tous les rangs de la hiérarchie des entreprises jusqu'à ce que nous nous retrouvions à Bumcrack, Missouri, avec un Le responsable du règlement désemparé nous demande notre permis de respirer.

Nous l'avons déjà vu en Égypte et en Allemagne nazie, et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Sachez que quoi qu'il arrive, nous ne reverrons plus jamais cela. Nous vivrons ou nous mourrons, mais nous ne revoyons plus jamais quelque chose comme ça.

Nous appelons à la liquidation de toutes ces sociétés criminelles et / ou à leur confiscation si nécessaire aux gouvernements nationaux légaux et aux personnes vivantes, qui ont tous été plus ou moins blessés par toute cette criminalité, tromperie et prédation sous la couleur de la loi.

Dé livré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
É tats-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

30 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

34. fraude à la double souveraineté

La fraude à la double souveraineté

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

En 1937, observant que nos États n'étaient toujours pas appelés en session, les deux sociétés municipales complices opérant dans le district de Columbia ont publié une déclaration connue sous le nom de "Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis".

Cela équivalait aux deux sociétés municipales coupables déclarant que, puisque les propriétaires réels n'étaient pas à la maison, ils prenaient le relais et travaillaient ensemble et s'accordaient la «souveraineté double» --- c'est-à-dire, prétendant que nos employés fédéraux avaient le droit d'hériter de nos biens et d'établir des créances doubles sur nos actifs prétendument abandonnés, bénéficiant à des puissances étrangères.

Cette offre pose de nombreux problèmes.

Pour commencer, nous n'avons jamais reçu d'avis de leurs activités ou présomptions; au lieu de cela, ces réclamations et activités ont eu lieu clandestinement et en privé, sans préavis au grand public.

Les deux entités coupables sont des sociétés municipales et, à ce titre, n'ont aucune souveraineté. Deuxièmement, les élus et les officiers et employés embauchés de ces sociétés municipales ne peuvent obtenir la souveraineté d'aucune autre entité constituée. Troisièmement, ils n'ont aucun permis d'utilisation, une propriété beaucoup moins valable, de tout terrain dans ce pays.

Même leur cité-État international indépendant qui est techniquement autorisé en vertu de l'article I, section 8, article 17 des Constitutions fédérales est autorisé comme la ville de Washington, pas la municipalité de Washington. De plus, il doit être conforme à l'intention de la législation et à l'objectif de la législation, qui est simplement d'établir un Capitole fédéral neutre sous le contrôle du sous-traitant fédéral américain --- pas des membres du Congrès territorial ou municipal.

Les accords de partage du pouvoir manifestés dans les traités mettant fin à la guerre d'indépendance sont mis en œuvre via les constitutions fédérales, et il ne fait aucun doute que la majorité des activités et des autorités entreprises par les congrès territoriaux et municipaux depuis

que le Congrès de la République fédérale américaine a cessé de se réunir en 1860, ne leur ont jamais été destinés ni garantis.

L'ensemble de la situation est une usurpation purement intéressée par les prestataires de services qui se fournissent des services aux dépens de leurs employeurs, le tout à l'insu de l'employeur ou sans son consentement.

Cela explique la vaste prolifération des unités et services gouvernementaux «fédéraux» et «étatiques» ainsi que des agences et des employés. Le nombre réel d'employés fédéraux auxquels nous pourrions nous attendre serait de 2 à 5 millions au maximum; au lieu de cela, nous nous trouvons avec 25 millions d'employés fédéraux, plus de 450 agences fédérales et un nombre inconnu de fournisseurs et sous-traitants supplémentaires.

Nous avons déjà commenté le fait que tous les services fédéraux sont dupliqués au moins une couche de profondeur, de sorte que le ministère territorial du Travail est reflété par le DOL municipal, et nous finissons par payer deux fois le même service.

De plus, plus de 450 agences fédérales, qui sont en fait des sous-traitants de nos sous-traitants - à trois couches de profondeur, sont embauchées par ces départements doubles pour effectuer l'essentiel du travail qu'ils sont censés faire. Nous sommes donc traités au spectacle de nos sous-traitants sous-traitant leur travail à des sous-traitants, qui le sous-traitent ensuite à des organisations privées qui n'ont aucun lien réel avec une fonction publique ou une fonction.

Étonnamment, le FBI, la CIA, le DHS et de nombreuses autres organisations de haut niveau sont des sociétés municipales étrangères privées à but lucratif détenues et exploitées par le DÉPARTEMENT Municipal DEFENSE, une autre franchise de la Municipal Corporation. Ceux-ci sont tous gérés par des conseils d'administration et n'ont pas plus de fonction publique ni d'autorité que toute autre société.

Nous nous trouvons déformés et maladressés par des gens qui n'ont même pas le pouvoir de nous parler, encore moins toute excuse pour parler pour nous. Ce ne sont pas nos sous-traitants et nous ne leur avons délégué aucune autorité ou fonction publique ni aucun pouvoir. Nous n'avons pas accepté d'embaucher et de responsabiliser toutes ces agences, afin que nos sous-traitants réels puissent décharger davantage leur travail et compenser leurs responsabilités.

Tous les coûts de l'Agence nous ont été répercutés de manière non consensuelle et le pouvoir législatif conféré aux congrès territoriaux et municipaux a été exercé en violation de la confiance par des agences administratives non élues qui ont imprudemment promulgué et appliqué le code administratif comme s'il s'agissait d'une loi.

Cette "erreur" a été abordée par la Cour suprême du Tennessee dans Norton c. Comté de Shelby en 1886, et nous devons encore faire face à cette portée excessive et à cette mauvaise administration par les sociétés municipales coupables aujourd'hui. Pas plus tard que l'année dernière, 2022, 136 ans après que cette affaire aurait été tranchée, la Cour suprême territoriale a dû la réexaminer en Virginie-Occidentale contre l'EPA, et encore une fois, la Cour suprême a dû dire au Congrès qu'elle n'était pas autorisée à céder ses responsabilités législatives aux sous-traitants.

Combien de fois cela doit-il être répété jusqu'à ce que les sous-traitants, leurs congrès et leurs sous-traitants d'agence reçoivent le message?

Ces doubles affirmations, à 136 ans d'intervalle, sont un petit réconfort pour les millions d'Américains et d'entreprises américaines qui ont été acheminés par chemin de fer par des tribunaux territoriaux et municipaux étrangers et condamnés pour des délits réglementaires qui ne s'appliquent pas à eux ou à leurs entreprises entre-temps.

Après 136 ans, les limites des agences fédérales et des agences de l'État d'État devraient être fixées dans le ciment et disponibles pour réciter le chapitre et les vers de chaque écolier de ce pays. Au lieu de cela, nous sommes toujours harcelés et forcés de nous battre pour des choses qui sont: (1) évidentes, et deuxièmement, (2) déjà décidées.

Les Américains qui ont enregistré leur choix de statut politique et l'ont présenté ne devraient jamais, jamais être mal adressés par une agence fédérale ou une franchise d'État, mais ces sous-traitants privés de sous-traitants --- et parfois une autre couche profonde, et tous non-consensément accusé de nous --- poursuivre ces pratiques de harcèlement sans autorisation ni fonction publique. Ils se réfugient dans les inscriptions étrangères sur mesure imposées aux bébés et sur les "contrats implicites" et les contrats manifestement non divulgués résultant de la réception non consensuelle de services et de licences.

Soyez témoin de la scandaleuse "Licence de mariage" déjà exposée dans notre présentation sur les fraudes licenciements promulguées contre notre peuple. Conçu à l'origine pour criminaliser le mariage et limiter la capacité des couples nègres et mulâtres à se marier légalement, cette horrible pratique a finalement conduit à dénigrer l'institution du mariage et à la réduire au statut de joint-venture d'entreprise dans laquelle un partenaire vénal silencieux, le Territorial La franchise de l'État d'État de la Corporation municipale s'immisce --- puis utilise son' a simplement présumé s'intéresser au JV pour saisir les "produits" - les enfants.

Que nous soyons confrontés à cet empiètement des entités constituées sur les droits les plus sacrés, communs et universels de l'humanité, et que des contrats privés non divulgués ont été utilisés pour excuser ce comportement et encore moins pour promouvoir l'exécution de toute réclamation fondée sur cette "licence" "--- est répréhensible.

En continuant à utiliser cet exemple, les franchises de l'État d'État saisissent régulièrement des enfants et séparent régulièrement des familles par ailleurs viables afin de réaliser des bénéfices pour leur franchise. Ils facturent des sommes d'argent complètement scandaleuses pour l'incarcération des enfants dans les institutions et les familles d'accueil - actuellement \$ 6000 par jour par enfant normal et \$ 9000 par jour pour les enfants ayant des besoins spéciaux - dont la plupart vont dans les poches de l'État d'État et les officiers responsables de ces enlèvements.

Et quelle autorité y a-t-il pour tout cela? Un accord de licence non divulgué?

Les auteurs admettent ouvertement que tout cela a été fait dans le cadre d'un "Cloak of Secrecy" pour "Raisons de la sécurité nationale" --- et ils négligent simplement de mentionner quelle sécurité nationale serait menacée en raison de la divulgation complète et honnête de la circonstance et l'infraction aux contrats de confiance et de services impliqués.

Nous avons vu des cas de personnes abattre du personnel des Services de protection de l'enfance, les tuant simplement en état de légitime défense pour empêcher l'enlèvement. Nous avons eu des exemples de personnes brûlant publiquement la Déclaration d'interdépendance du gouvernement aux États-Unis pour dramatiser leur opinion à ce sujet.

Il n'est pas exagéré de dire que cette mauvaise administration flagrante, cette faute grave et cette violation criminelle de la confiance de la part des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia ont atteint ses tentacules dans toutes les sphères possibles, avec une criminalité inégalée dans tous les aspects de tout ce qu'ils ont fait ici au cours des cent dernières années, et la faute ici réside principalement dans le fait que les directeurs étrangers n'ont pas limité de manière responsable les activités des entités constituées dont ils bénéficient.

Les employés de la franchise fédérale et de l'État ont été systématiquement mal dirigés et encouragés à assumer les autorités qu'ils ne possèdent pas et à agir sans le savoir à leurs propres risques, ce qui constitue une autre trahison de confiance de la part des employeurs de la franchise municipale et de l'État d'État.

Les franchises de la State of State Corporation envoient des patrouilleurs routiers sur les routes publiques sans aucune idée de leur rôle limité et aucune idée de ce que pourrait signifier la fonction publique réelle de leur part. Ils envoient des soldats de l'État pour faire appliquer les expulsions illégales et illégales liées à la fausse fraude au titre et aux fraudes hypothécaires déjà discutées. Ils laissent des hommes et des femmes fonctionner dans un bureau appelé "Sheriff" alors qu'en fait aucune franchise du comté ne peut avoir un tel bureau.

La Cour suprême territoriale a tenté de contourner cette question dans Mack et Prinz c. USA, Inc., dans laquelle le tribunal a déterminé que l'application ou la non-application de la Constitution était une question de discernement personnel et de discrétion de la part des soi-disant "shérif" travaillant pour des franchises de comté constituées des sociétés municipales.

C'est-à-dire, en privé, en tant qu'Américains, les soi-disant «shérif» pourraient décider d'honorer ou non la loi suprême du pays.

De toute évidence, s'ils occupaient effectivement une fonction publique, ils seraient obligés par leurs serments et sans serment compétent à l'appui des constitutions, ils ne serviraient pas dans une fonction publique, mais dans une fonction privée se faisant passer pour la fonction publique.

C'est exactement ce que nous trouvons. Ces gens errent, croyant fermement qu'ils sont les élus "shérif" alors qu'en fait, le poste auquel ils ont été élus est un siège social. Ils lèvent la main et disent un "serment" et pensent que c'est un serment d'office suffisant, alors qu'en fait, tous ces serments doivent être écrits, correctement témoins et enregistrés.

Leurs employeurs intéressés ne prennent pas la peine de dire différemment à ces «shérif», de sorte qu'ils n'ont pas de fonction publique, aucune autorité liée à une fonction publique, aucune obligation publique, aucune assurance privée pour les protéger, et ils deviennent victimes avec tout le monde. Ils finissent par se rendre compte que quelque chose ne va pas, ou ils sont poursuivis et même si le "procureur de district" du tribunal de district militaire non autorisé a refusé de les poursuivre pour les aspects criminels de ce qu'ils font, les crimes commerciaux

finissent par les rattraper.

Nous souhaitons qu'il soit pleinement, librement et universellement connu qu'il existe exactement une souveraineté dans ce pays, et qu'il appartient aux États-nations de l'Union, cinquante États frères unis pour leur bénéfice mutuel, tous officiellement inscrits en tant qu'États de la Union au 1er octobre 2020 et préservée dans leurs pouvoirs uniques.

Aucune forme de souveraineté possédée par un autre mandant ou signataire des constitutions fédérales ne peut être imposée ici dans notre pays sous la présomption que nous, les citoyens de l'État et leur instrumentalité, les États-Unis d'Amérique, notre Fédération des États non constituée en société, sommes absents, en interrègne, en proposant de nous soumettre ou en adoptant volontairement des obligations de citoyenneté étrangère.

De plus, nous souhaitons qu'il soit connu et reconnu que nos terres, notre sol, nos entreprises, nos corps, notre travail, notre bétail, nos villes, nos installations portuaires, nos routes, nos frontières et d'autres infrastructures, notre propriété intellectuelle, nos brevets, nos droits d'auteur, nos bons noms, nos enquêtes, notre argent, notre crédit, nos titres et tout le reste de valeur matérielle et immatérielle qui nous appartient à juste titre, est réclamé pour notre bénéfice et celui de notre pays.

Nous souhaitons opérer honorablement et avec compassion et respect pour tous les autres pays et nations qui ont été lésés par les sous-traitants territoriaux et municipaux britanniques et leurs guerres sans fin pour le profit, leurs profits mercenaires sans fin et leur mépris téméraire pour la santé et le bien-être de cette planète et des gens et des animaux qui appellent la Terre notre maison.

Nous souhaitons un règlement officiel, transparent, conscient, juste et honnête de toutes les dettes de toutes parts, et lorsqu'une dette nationale ne peut raisonnablement être remboursée, nous souhaitons la pardonner et ouvrir la voie à l'avenir. Nous ne croyons ni ne tolérons la dette multigénérationnelle. Nous reconnaissons que la mort met fin à l'endettement, et nous nous tenons donc pleinement en conformité avec la loi ecclésiastique, désireuse de paix et prête pour elle.

À ces nations comme l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye et maintenant l'Ukraine, qui ont subi des ingérences politiques et des dommages dévastateurs de la part de ces sociétés municipales, sachez que bien que les Américains aient travaillé pour ces sociétés, ce ne sont pas des sociétés américaines. Ce sont des sociétés municipales britanniques territoriales et de la ville de Rome qui ont été déchaînées par des intérêts financiers étrangers, notamment la Banque d'Angleterre, la Banque d'Écosse et d'autres sociétés de banques centrales et de valeurs mobilières.

Sachez que la grande majorité des Américains qui se sont enrôlés pour servir ces sociétés municipales bellicistes n'avaient aucune idée qu'ils travaillaient comme mercenaires étrangers engagés dans des guerres à but lucratif, et ils ne savaient pas non plus qu'ils exposaient vos pays à la pollution par les déchets nucléaires, pas plus qu'ils ne savaient qu'ils étaient eux-mêmes assassinés par exposition aux mêmes déchets nucléaires.

Nous souhaitons qu'à la récupération de nos actifs, nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour ramener la paix, l'abondance et la santé à tous sur cette planète. Nous souhaitons que toutes

les sociétés sales, y compris les banques et autres institutions qui ont profité de la promotion de la guerre et de la mort et du vol et des maladies à des frais publics, soient liquidées, afin qu'elles ne puissent plus jamais provoquer de conflits et de divisions inutiles, briser la paix, interférer dans les affaires licites de nations sensées, mentir à des recrues innocentes, mettre en scène de faux drapeaux, assassiner pour le profit, ou utiliser la banque et la monnaie comme moyen de contraindre politiquement et de cibler n'importe qui ou n'importe quelle nation.

Nous en avons fini avec le mal et nous l'avons reconnu pour ce qu'il est.

Il n'y a qu'une seule vraie souveraineté, la souveraineté de tout ce qui est, et un vrai roi, notre Créateur, le Dieu vivant. Tout comme il n'y a pas de double souveraineté disponible ou transmise aux sous-traitants de la Corporation municipale, il n'y a pas de double souveraineté sur la Terre.

Il n'y a qu'une seule Conscience Universelle qui donne librement vie à toutes choses, et une infestation d'entités mortes démoniaques --- des sociétés stupides, sans visage, gourmandes et inhumaines qui ont été autorisées à proliférer au nom de Mammon.

Nous souhaitons qu'à partir de maintenant aucune société n'existe uniquement pour profiter à ses actionnaires, et qu'une compréhension vraie et précise de ce que l'argent et le crédit sont et ne sont pas, sera librement partagée sur toute la Terre, afin que personne ne puisse être victime ou induit en erreur. l'argent, le crédit et la titrisation à nouveau.

Nous sommes la valeur et la source de toutes les évaluations, chacun de nous et chaque pays sur Terre. Nous souhaitons la fin de l'idolâtrie ignorante de l'argent et le début d'un monde qui utilise l'argent comme un outil pour atteindre des objectifs bons et dignes à toutes les échelles de l'existence.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

16 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

35. fraude double système

One If By Land, Two If By Sea la fraude du système double

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous recevons souvent des chapes de l'un des profondément endoctrinés dans l'armée, tous bouleversés parce qu'il croit qu'il n'y a qu'un seul drapeau, et que c'est le drapeau de la guerre.

La vérité est que chaque pays sur Terre a à la fois un drapeau de guerre et un drapeau de paix, et nous sommes censés les arborer selon que notre pays est en guerre ou en paix.

Nous sommes dans une situation curieuse où le pays est en paix, mais nos sous-traitants de la Federal Municipal Corporation sont en guerre.

La raison pour laquelle la plupart d'entre nous ne connaissent que les drapeaux de guerre est que la guerre est très rentable, et les sociétés municipales et territoriales qui se font passer pour notre gouvernement, au lieu d'admettre qu'elles ne sont que des sous-traitants étrangers de notre gouvernement, ont maintenu une constante état de guerre perpétuelle au milieu de la paix pour leur propre intérêt financier et leur pouvoir coercitif.

Le drapeau de guerre du titre IV que tout le monde associe à l'Amérique est en fait prêté au gouvernement britannique territorial des États-Unis pour son utilisation dans l'exercice de nos pouvoirs délégués.

C'est pourquoi une description précise du drapeau du titre IV est nécessaire et pourquoi il n'a qu'une proportion limitée et certaine, comme spécifié dans le titre fédéral IV.

Le drapeau de guerre du titre IV est donc notre drapeau, mais il est utilisé par un sous-traitant, et ce sous-traitant a abusé de son utilisation pendant de nombreuses années.

Par exemple, pourquoi le drapeau du titre IV a-t-il été hissé par eux lors de la récente attaque de la Libye? Qu'est-ce que cela a à voir avec la «défense» de notre pays?

Rien. Cela avait à voir avec l'empêchement de la Libye d'adopter et de promouvoir l'utilisation d'une monnaie au niveau de l'or en Afrique et n'avait rien à voir avec notre défense ou avec les pouvoirs que nous leur avons jamais délégués, mais ils utilisent notre drapeau de guerre lorsqu'ils

font du sale travail pour eux-mêmes et pour leurs propres intérêts commerciaux pour trois raisons:

(1) Nos soldats et marins remarqueraient l'absence de notre drapeau et se demanderaient ce qu'ils faisaient;

(2) Pour nous assurer que nous, et non eux, nous en sommes blâmés et subissons les conséquences de ce qu'ils font;

(3) Pour leur permettre de nous facturer les frais de tous ces conflits mercenaires et contre notre crédit.

Le système d'utilisation de deux drapeaux, un pour la guerre et un pour la paix, reflète le fait que nous sommes entourés à tout moment de deux systèmes de gouvernement distinctement différents. Observer:

1. Un pour la guerre, un pour la paix.
2. Celui qui est public, celui qui est privé.
3. Fédéral et territorial.
4. Celui qui est non légué et celui qui est délégué.
5. Celui qui fait des affirmations et celui qui prend des serments.
6. Un qui est complètement américain et un affilié britannique.
7. Un civil et un affilié militaire et militaire.

Au-delà du gouvernement fédéral que tout le monde suppose être le Big Cheese, nous avons notre propre précieux gouvernement américain, qui est lié à cinquante (50) États souverains tout aussi précieux de l'Union --- et c'est le gouvernement actuel de ce pays.

Malheureusement, nous avons été trompés par les grands-parents, et bien que nous pensions toujours à nos États et à notre Union d'États lorsque nous pensons à notre gouvernement, ce gouvernement actuel a été largement libéré et non en session générale pendant 160 ans.

Nous avons permis à nos sous-traitants fédéraux de gérer à peu près les choses et quand ils ont fait des choses qui étaient mauvaises, des choses qui n'étaient pas conformes à leurs contrats, nous avons jeté un coup d'œil dessus, nous ne nous sommes pas fortement opposés, nous n'avons pas convoqué nos assemblées d'État en session ... alors eux, les Federales, ont pensé que nous étions d'accord avec eux et ont accepté ce qu'ils faisaient.

Après tant d'années de silence et d'inaction de notre part, ils pensaient que notre gouvernement était mort, inexplicablement absent, dans l'interrègne.

Lorsque nous en avons finalement eu assez et que nous avons ramené nos États en session, tout le monde en Europe a été étonné.

Les banquiers qui étaient sur le point de tout prendre comme "garantie présumée" et "bavardage garanti" soutenant les dettes des sous-traitants municipaux, n'étaient pas satisfaits.

Et nous pilotons le drapeau de la paix américaine au lieu du drapeau de la guerre, car il s'avère que la guerre civile américaine n'était pas une guerre. C'était un conflit mercenaire dont notre gouvernement américain n'a jamais fait partie.

Nous sommes officiellement en paix depuis 1814 et nous sommes en paix maintenant et nous voulons rester en paix si possible.

Nous avons également l'intention de mettre les pinces sur les autres directeurs responsables de la mauvaise conduite et de la portée constante de ce qui n'est finalement que des sociétés commerciales étrangères habitant le district de Columbia tout en fournissant ici des services gouvernementaux stipulés.

Si vous regardez autour de vous et réfléchissez, vous verrez également les deux aspects du gouvernement reflétés dans tout et dans votre propre réflexion sur le gouvernement.

Vous comprendrez pourquoi les fonctionnaires et officiers territoriaux britanniques sont tenus de prêter serment et ne peuvent occuper aucune fonction publique sans accepter les fonctions et les responsabilités de ce bureau, tandis que ceux d'entre nous qui occupent des bureaux du gouvernement américain acceptent plutôt les fonctions d'affirmation publique.

C'est parce qu'il y a deux visages du gouvernement présents en tout temps.

Un peuple juste ne peut pas faire de "serments" et ne "jure" à aucun moment, mais ceux qui sont engagés au service d'une société commerciale doivent, et s'ils servent dans les marines marchands du monarque britannique, ils doivent également leur prêter allégeance ou, comme dans ce cas, "au drapeau" que le monarque britannique vole.

Malheureusement, le monarque britannique a battu notre drapeau de guerre emprunté partout dans le monde et a utilisé nos hommes et nos femmes comme mercenaires bon marché pour promouvoir la richesse et le pouvoir britanniques, pas américains.

Nous nous sommes retrouvés avec les sacrifices, la douleur et le coût, tandis que ces Sly Dogs ont fait des profits et nous ont laissé le blâme.

C'est donc une autre raison pour laquelle nous arborons le drapeau de la paix américain --- parce que le gouvernement américain est en paix et parce que nous ne sommes pas responsables de tous les actes d'agression, d'intérêt personnel et de destruction auxquels "les États-Unis" se sont engagés, dans nos noms.

Seuls les sous-traitants du gouvernement affiliés aux Britanniques opèrent de manière irresponsable et dans le cadre du contrat de confiance et de service qui arborent notre drapeau de guerre emprunté et l'utilisent de manière inappropriée tout en se livrant à leurs propres activités mercenaires et à leurs profits de guerre.

Pas nous.

Nous souhaitons que tout le monde apprécie et connaisse ces faits, afin que nous puissions régler les choses, et que lorsque nos fils et nos filles s'inscriront au service militaire, ils sauront dans quoi ils entrent et facturent leurs services en conséquence et ne soient pas séduits par toutes les idées Yankee Doodle Dandy du patriotisme et de la défense nationale, etc.

Nous souhaitons que notre drapeau de guerre ne soit hissé que lorsque nous, notre pays, sommes réellement en guerre, et nous souhaitons que nos sous-traitants cessent de l'utiliser à toute autre fin.

Nous souhaitons que chacun sache que lorsque nous parlons de "défense nationale", nous parlons de notre propre défense nationale et parlons en termes de nos pouvoirs mutuels de défense pour les cinquante (50) États de l'Union, et nous ne parlons pas de la défense de toute autre nation ou pays ou de la "défense" de tout intérêt commercial ou possession ailleurs dans le monde.

Nous n'avons jamais signé avec Manifest Destiny et tout le claptrap agressif de la doctrine Monroe, qui est encore une fois, quelque chose promu par les intérêts britanniques et industriels qui n'ont pas honoré leurs obligations envers les Constitutions, et qui ont plutôt réquisitionné notre peuple et nos ressources pour servir leur propre intérêt commercial à nos dépens.

Nous souhaitons mettre fin à cet abus de notre drapeau, de notre peuple, de notre pays et de nos vénérables contrats de service pour le profit de la guerre et d'autres buts et intérêts vénaux et non divulgués; nous ne voyons aucune raison de nous amuser et de considérer cela comme une affaire très publique ayant un impact direct sur notre pays et notre réputation dans le reste du monde.

Si vous regardez, vous pouvez facilement observer ces faits et conditions par vous-même, et pouvez déterminer la source du problème: les intérêts commerciaux britanniques et continentaux se heurtent à des intérêts industriels américains similaires, cherchant à utiliser et à abuser des pouvoirs du gouvernement pour bénéficier au public Coût.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

29 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

36. fraude au dumping

Les fraudes au sol

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Imaginez une situation où vous pourriez gagner tout l'argent que vous vouliez gagner, en franchise d'impôt, et ne jamais payer de frais de fonctionnement? Ne payez jamais pour le matériel, ne payez jamais pour le travail, il suffit de réduire toutes vos dettes sur un autre schmuck, de commander tout le monde et de récolter des bénéfices année après année, sans fin en vue?

C'est la situation dont jouissent depuis plus de cent ans toutes les sociétés municipales incriminées et toutes leurs nombreuses franchises dans le monde, et tout cela a profité aux sociétés mères, qui ont profité à la Couronne britannique et au Vatican et aux banques revendiquant la propriété des sociétés et la garde dans tous nos actifs physiques.

Avec la collusion des banques, les auteurs pourraient emprunter dix fois la valeur de tout en Amérique comme crédit, le dépenser, forcer les "contribuables" à en rembourser une partie, l'utiliser comme plus de crédit ---- tout comme une carte de crédit. Payez-le, dépensez-le, payez-le, obtenez une limite de crédit plus élevée, payez-le obtenez une limite de crédit plus élevée, et ainsi de suite, empruntez la carte de crédit de quelqu'un d'autre et forcez-le à payer la facture en vertu de la prétention des impôts fédéraux sur le revenu et des impôts fonciers, etc.

Ils ont raidi le public américain pour toutes leurs dettes, y compris leurs faillites, et en théorie, ils ont pré-endetté des générations d'Américains à naître, pour rembourser leurs hypothèques et leurs impôts fonciers et toutes leurs autres dépenses, tout en conservant les bénéfices et les a investis dans des choses comme l'intérêt majoritaire de toutes les sociétés du Fortune 500. .

C'est par la fraude et la tromperie que l'Amérique est devenue le dépotoir de la dette mondiale et que quiconque a acheté des billets de la Réserve fédérale pourrait nous rembourser sa dette, simplement en créant une "franchise nationale" --- c'est-à-dire en créant un Britannique La franchise de la Crown Corporation "au nom de" leur pays, puis la création d'une franchise Municipal Corporation "au nom de" leur pays.

Ainsi, par exemple, le Canada pourrait monter dans le train de sauce et rejeter ses dettes sur l'Amérique en créant une franchise «Canada, Incorporated» et une franchise CANADA, INC. ---- et cela a fonctionné de la même manière pour tous les autres pays qui se sont impliqués dans ce stratagème de fraude.

Chaque fois que leurs franchises nationales avaient une dépense, ils pouvaient l'échanger contre ce qui semblait être des billets de la dette américaine, même si la Réserve fédérale n'est pas américaine et ne l'a jamais été, et la Réserve fédérale répercuterait simplement ce coût sur les Américains et le facturerait. contre notre travail, nos terres et d'autres ressources.

Le coût de la British Crown Corp payant des mercenaires pour occuper illégalement tous ces pays amis dans des conditions de tromperie et de non-divulgateion a également été imputé contre nous tout en ne bénéficiant qu'à la British Crown Corp et à ses franchises. C'est également la raison d'être de l'accusation de toutes les dépenses de défense de tous ces autres pays contre l'onglet américain.

Utiliser le Federal Reserve Note comme monnaie de réserve dans cette raquette a permis à tous ces autres pays membres de rembourser leurs dettes comme s'il s'agissait de nos dettes, de sorte que les auteurs dans d'autres pays se sont tous empilés, et ont gardé les lèvres zippées et ont laissé ce qui semblait être notre "dette nationale" grimper dans la stratosphère.

Puis, au moment opportun, les auteurs ont débranché en 2009, ont mis en faillite leur marque déposée "FEDERAL RESERVE SYSTEM", ont jeté toute cette dette sur nous et contre nos actifs, et ont navigué sur ---- et tout a été fait avec malveillance. la pensée et le même type de planification préméditée reflétée dans la législation du Parlement britannique et des voyous qui dirigent le Congrès territorial du district de la Colombie.

Jetez un coup d'œil à la loi de 2011 sur l'autorisation de la défense nationale et vous pouvez voir comment les auteurs ont prévu de mettre en place Joe Average American pour voler tout ce que Poor Old Joe avait, puis appelez-le un "terroriste domestique" afin que la vermine responsable puisse justifier lui tirer dessus et le jeter en prison pour avoir résisté à leur confiscation illégale, illégale et immorale de ses biens pour payer leurs dettes.

Nous voyons un exemple parfait de ce programme alors que le FBI et les forces de sécurité privées déformées en tant que shérifs et députés locaux, sont déployés contre Ammon Bundy, dont la propriété se trouve juste sur un terrain que Hillary Clinton aurait vendu --- sans aucune autorité pour le faire --- dans le cadre de l'accord Uranium One. Un crime «fédéral» en perpétue donc un autre.

Aucune société municipale jamais créée n'a reçu le pouvoir délégué de dire un mot sur nos terres, et l'excuse que la propriété Bundy faisait partie d'un "État territorial" --- c'est-à-dire l'État d'État, ne donne aux auteurs aucun droit de contester les intérêts de l'État réel inscrit rétroactivement à la date à laquelle il est entré dans l'État territorial en vertu de l'ordonnance du Nord-Ouest --- l'une des tâches d'entretien ménager dont notre gouvernement américain s'est occupé depuis octobre 2020.

Tout au long de tout cela, la Couronne britannique a reçu 40% de la prise, et Rome a reçu 60%, qu'il s'agisse de la vente de corps via des certificats de naissance ou des âmes via des certificats de baptême, la vente d'héroïne ou la vente de contrats de travail des enfants, ou la vente d'hypothèques auprès de personnes sous faux prétextes, ou leur imposant des impôts sur le «revenu fédéral» qu'assurance vie" après que le génocide a été convenu, ou facturer des intérêts

sur une dette nationale inexistante --- cependant, chaque fois que, où que ce soit, la répartition a été la même: 40% pour les Britanniques et 60% pour Rome.

Cela reflète la "relation spéciale" que le soi-disant monarque britannique entretient avec la papauté depuis 1215 après JC, le monarque britannique agissant en tant que surveillant des États du Commonwealth (territorial) et siégeant à la présidence des États, au lieu de le trône.

Ce n'est qu'un aperçu de la criminalité que le système bancaire mondial a soutenue et de la raison pour laquelle la Réserve fédérale Note ---- un I.O.U. sous tout autre nom, est devenu la "monnaie de réserve". Il était basé sur un accès illimité au crédit américain et la capacité des tribunaux de district militaires étrangers et des tribunaux administratifs municipaux à extraire des sommes apparemment infinies des travailleurs américains sous la forme de taxes sur le travail et de taxes foncières et de taxes sur les carburants et les taxes sur les taxes à gogo.

Ces délits commerciaux prédateurs reposaient également sur la dévaluation délibérée de la monnaie que tout le monde supposait être la nôtre, via la taxe silencieuse sur l'inflation, qui a réduit la "valeur" d'un USD à une fraction d'un cent d'un dollar américain émis en 1913, pelleter nos réserves d'argent et d'or, louer notre travail et nos terres et nos brevets et performances pour l'enrichissement injuste des auteurs et bien plus encore.

Plus récemment, les sous-traitants de la société municipale incriminée ont essayé de vendre de gros morceaux de nos ressources naturelles "pour" nous --- comme l'accord Uranium One négocié par Hillary Clinton, et tente de vendre les "intérêts de hommage" de la reine dans notre -les actifs aurifères terrestres vers la Chine et tout le port de Long Beach, en Californie, vers la Chine également.

L'ensemble de ce stratagème de fraude était également basé sur le fonctionnement dans le cadre d'un "gifilet de secret" et sur le fait de ne jamais dire au gouvernement américain ce qui se passait lors de toutes ces diverses réunions qualifiées de conférences "G5" et "G7" et "G20" et avec les Nations Unies Résolutions et traités que ces usurpateurs des sociétés municipales entraînent pour nous sans autorisation: comme l'accord " de l'Amérique du Nord" signé par George W. Bush, acceptant de fusionner le Mexique, les États-Unis et le Canada en un seul gouvernement régional.

Depuis quand le président d'une société municipale a-t-il le pouvoir de jouer avec les frontières nationales de ses employeurs? Surtout une société municipale qui n'a pas la permission de dire un mot sur nos terres ou nos biens fonciers? Nous devons supposer que monsieur George W. Bush comptait sur nous pour garder le silence, mais nous ne sommes pas restés silencieux sur ce point. Si le service postal veut se réorganiser et établir des bureaux régionaux, on s'en fout; cela n'accepte ni n'autorise aucun changement dans notre siège de gouvernement ni n'efface nos frontières nationales --- qui est la fausse revendication au cœur de la crise actuelle de la frontière sud.

George W. Bush était un criminel qui n'est jamais entré dans une fonction publique qui nous concerne. Comme ses prédécesseurs depuis Lincoln, il a opéré comme imposteur, supposant que les autorités ne lui étaient jamais dévolues, n'acceptant jamais la responsabilité ou le devoir de la fonction publique qu'il prétendait occuper.

Il s'ensuit que ni lui ni Joseph R Biden qui tentent de mettre en œuvre la soi-disant fusion de l'Union nord-américaine n'ont le droit de falsifier nos frontières et les deux hommes ont agi en violation flagrante de la confiance et de la trahison contre notre pays et ont fourni un autre exemple des activités illégales des sociétés municipales qui ont été hébergées dans le district de Columbia, leur mauvais service frauduleux, leur nature criminelle et la justice de nos revendications.

Nous souhaitons que toutes ces dettes odieuses qui ont été créées "pour" que nous soyons effacés et libérés comme s'ils n'avaient jamais existé, et pour toutes ces nations qui nous ont empilé leurs dettes, pensant que notre gouvernement américain était en interrègne permanent et ne reviendrait jamais en session et répondrait à ces infractions --- qu'ils aient honte et soient conscients des criminels qui l'ont fait et ont tenté de les rendre, ainsi que leurs pays, responsables des dépenses des sociétés étrangères exactement de la même manière.

Nous souhaitons l'annulation de tous les contrats conclus "pour" par ces criminels agissant en violation de la confiance et en violation des contrats de service qui nous sont dus.

Nous souhaitons la préservation de nos frontières nationales avec d'autres nations amies et la reconnaissance et l'acceptation heureuses de nos différences historiques et culturelles.

Nous souhaitons la fin immédiate de toute ingérence extérieure dans nos affaires et la fin de toute migration forcée de personnes d'autres pays vers ce pays promue par les sociétés municipales incriminées, leurs franchises ou leurs agents.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

26 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

37. fraude d'empire

La fraude à l'Empire

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

L'Empire est défini comme une unité politique composée de plusieurs territoires sous une même direction, généralement avec un pouvoir central dans un endroit défini régnant sur divers territoires ou nations périphériques.

Le colonialisme est la pratique de dominer d'autres pays à des fins d'enrichissement injuste par l'extraction de ressources.

Le monde s'est réveillé dans les années 40 et a décidé que le colonialisme était parasitaire et injuste, et le maintien des colonies par des puissances étrangères, principalement européennes, était politiquement et socialement discrédité. Pour ne pas être privée de ses revenus mal acquis de ses colonies étrangères, la Grande-Bretagne a fait une grande démonstration de la fin du système du Commonwealth qu'elle utilisait pour maintenir le contrôle de ses anciennes colonies et, en même temps, a introduit un régime territorial basé sur des sociétés municipales agissant en tant que gouvernements sous contrat.

Cette forme d'empire que nous appelons «féodalisme d'entreprise» s'est avérée nettement pire que le système du Commonwealth qu'elle a remplacé. Il suit le même schéma établi par Cecil Rhodes et la British South Africa Company --- une British Crown Corporation est embauchée pour agir en tant que gouvernement territorial et fournie avec des mercenaires et des avocats suffisants pour intimider et racheter tout gouvernement populaire dûment élu.

Les victimes sont alors supposées accepter volontairement cette société étrangère quasi militaire semblable à Raj occupant leur territoire, et la société prend le contrôle des fonctions législatives, policières et économiques du pays.

Ils utilisent des sociétés portant des noms similaires au gouvernement qu'ils remplacent, de sorte que les gens ne remarquent guère qu'ils sont maintenant sous occupation par une puissance étrangère et qu'ils sont "administrés" par une société étrangère à but lucratif.

Veillez observer la fraude sémantique liée au remplacement de la Fédération des États faisant des affaires sous le nom de États-Unis d'Amérique par une British Territorial Municipal Corporation faisant des affaires sous le nom de États-Unis de America, Incorporated, ou remplaçant le gouvernement légal de Terra Australis par Australia,

Incorporated.

Ils essaient généralement de justifier cette agression en alléguant qu'il existe une sorte d'urgence qui les oblige à intervenir et à agir en tant que gardiens jusqu'à ce que l'urgence soit résolue, ou à affirmer que le gouvernement du pays ciblé est absent, inexistant, ou autrement altéré pour que la population soit en danger.

Nous avons vu ce qui s'est passé en Amérique à la suite de la guerre civile qui a été créée et promue par un agent britannique non déclaré, Abraham Lincoln, avocat au barreau. Le dépassement d'une grande partie du Commonwealth s'est produit dans un schéma similaire.

En Amérique, la guerre civile était l'excuse et l'urgence que la Grande-Bretagne a utilisée pour établir une position de garde secrète et non consensuelle lui permettant d'occuper notre pays à nos frais et d'utiliser nos propres soldats pour le faire.

Dans les pays du Commonwealth, la Grande-Bretagne a simplement fait une grande démonstration de leur libération de son hégémonie, puis a reculé tout en maintenant les anciennes opérations gouvernementales en marche. Lorsqu'aucun nouveau gouvernement ne s'est formé et n'a proposé de prendre le relais, ils sont revenus, ont raccroché leur bardeau et ont de nouveau affirmé un rôle de garde non consensuel pour eux-mêmes.

Pour les dix-sept pays européens occupés et le Japon, l'occasion était la fin de la Seconde Guerre mondiale et le rôle de garde sans fin des Alliés occupant toujours secrètement tous ces pays et les gérant en tant que sociétés à but lucratif au profit de l'Empire britannique.

Les Britanniques ont ainsi discrètement remplacé les gouvernements constitutionnels du Commonwealth quelque peu indépendants, par un gouvernement quasi militaire qu'ils possèdent, gèrent et soutiennent littéralement par les forces mercenaires.

Ils utilisent ensuite le «gouvernement» de cette société municipale du même nom pour contrôler les autochtones via l'imposition de «lois» appelées codes et règlements et lois et politiques publiques adoptées par la société, qui exploite ensuite l'ensemble du pays comme un entreprise à but lucratif bénéficiant à l'Empire britannique.

Le roi britannique, agissant en tant qu'empereur, pense qu'il peut se laver les mains de tout acte répréhensible de ces diverses sociétés opérant comme ses sous-traitants fournissant des services gouvernementaux à louer; après tout, l'armée britannique n'est pas directement impliquée --- juste des mercenaires britanniques embauchés par des sociétés municipales distinctes nommées d'après les pays qu'elles occupent.

Le système à deux niveaux exposé en Amérique avec deux sociétés municipales qui s'affrontent dans un jeu sans fin de bon flic, et une répartition 60/40 entre les Britanniques et le Pape, est maintenu tout au long.

Tout ce système abuse de la loi, utilisant les "statuts" privés des sociétés et leurs franchises pour remplacer le droit public de chaque pays affecté par cette fraude, il n'est donc pas surprenant que les "gouvernements" fournis par ces sociétés à but lucratif soient devenus de plus en plus

corrompu, violent et absurde dans leur administration.

En Amérique, les intérêts des sociétés étrangères ont soutenu les candidats aux bureaux privés utilisés pour refléter et usurper l'identité de nos bureaux du Congrès, et se sont efforcés de remplir ces sièges avec des homosexuels, des travestis, des pédophiles, des communistes, des fascistes, des idiots de village et des casse-noisette, afin de créer le divertissement de style Circus Maximus dont souffre actuellement le peuple américain.

Et tandis que Washington, DC, notre Capitole fédéral, est vacant, notre gouvernement actuel à Philadelphie est seul, revendiquant tous les droits, titres et intérêts, tous les biens matériels et immatériels qui sont dus à ce pays et à son peuple.

Il ne peut y avoir d'excuse pour toute prétention supplémentaire que notre gouvernement est en "interrègne" ou que nos terres sont "abandonnées" ou que toute société quasi militaire étrangère embauchée pour nous fournir des services de garde a des affaires ici, occupant nos États de l'Union. Les cinquante gouvernements des États sont en session et notre Fédération des États est active.

Il en va de même pour les nations de Grande-Bretagne et de l'ancien Commonwealth.

Tous les États de l'Australie ont pris des mesures pour établir la revendication et le contrôle de leurs terres et de leurs sols, tout comme l'Angleterre, l'Irlande, l'Écosse et le Pays de Galles, qui ont fait avancer leurs comtés et clans traditionnels constituant leur gouvernement indigène. Et tandis que ces pays et les États-Unis sont prêts à se débarrasser du joug non autorisé fourni par ces sociétés municipales, les pays d'Europe occidentale et du Japon doivent simplement mettre fin à l'occupation militaire qui les a étouffés et contrecarrés leur caractère national et saigné leurs économies sèchent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Pour dire les choses très, très franchement, nous sommes sous occupation par ce qui semble être notre propre armée à nos frais depuis 160 ans sans rien savoir à ce sujet. Ni le peuple américain ni son gouvernement n'ont jamais été informés de ce que faisaient ces sous-traitants de la Municipal Corporation "en notre nom" --- littéralement en nous imitant et en faisant semblant de nous représenter.

Les mêmes conditions s'appliquent dans les îles britanniques d'origine, dans l'ancien Commonwealth, en Europe occupée, au Japon et dans de nombreux autres pays qui ont subi la substitution de leurs gouvernements populaires élus par des sociétés d'État britanniques de même nom qui commettent des attaques mercenaires illégales et illégales et des stratagèmes de fraude sur leurs côtes --- le tout au mépris flagrant des traités internationaux, des contrats de service tels que les Constitutions et le droit international dans son ensemble.

Écoutez ces deux très courts clips vidéo qui décrivent plus que adéquatement l'oppression et la cupidité et les insoucians imprudents promus par ces sociétés territoriales britanniques:

<https://youtube.com/shorts/3OxRY1D4Vku?feature=share>

Pendant la grande famine du Bengale en Inde, les Britanniques, qui n'avaient pas le droit d'être là, prélevaient une taxe payée sur le riz extrait des agriculteurs indiens, tandis que soixante millions d'Indiens mouraient de faim. Au milieu de cette grande crise humanitaire, les Mercenaires britanniques sans cœur ont extrait encore plus de riz que d'habitude --- ce qui a conduit au mouvement "Quit India", ce qui signifie qu'il était temps pour les Britanniques de quitter définitivement l'Inde.

Nous sommes tous impliqués maintenant dans une demande tout aussi pacifique mais catégorique que les Britanniques emballent et quittent nos pays et que leurs sociétés municipales illégales et leurs franchises de sociétés commerciales erronées soient liquidées une fois pour toutes.

Dans ce très bref clip vidéo,

<https://youtube.com/shorts/3OxRY1D4Vku?feature=share>

Vandana Shiva explique très succinctement que l'Afrique est affamée - non pas à cause de la guerre en Ukraine - mais à cause des intérêts agroalimentaires anglo-américains incontrôlables détruisant des sources alimentaires locales nutritionnellement supérieures. Cela conduit à une maladie chronique, sur laquelle les mêmes intérêts corporatifs capitalisent également.

Les maux de l'intérêt personnel des entreprises et du profit effréné sont explicites. L'empereur Charles III, le pape François et le lord-maire de la ville intérieure de Londres sont tous sur la sellette pour promouvoir et permettre tous ces abus des vivants par leurs fantasmes sur papier.

L'empereur Charles III occupe désormais un poste à l'étranger tout en ne semblant siéger que sur le trône britannique et ne semble également être qu'un monarque chrétien limité par la monarchie constitutionnelle acceptée par le peuple britannique. Au lieu de cela, il a proposé de régner sur eux en tant qu'empereur païen dans un système politique fourni par la ville de Rome.

L'"annonce" de cette offre a été rendue visuelle par le couronnement et l'utilisation de la couronne impériale. Comme sa mère avant lui, Charles III ne peut pas servir deux maîtres et être à la fois empereur romain et roi britannique. Le peuple britannique a observé cela et a répondu dans les trois jours suivant le couronnement, refusant son offre. Ils veulent un monarque chrétien et une monarchie constitutionnelle limitée, qu'ils exigent.

Ils, en présence de leurs gouvernements autochtones, les chefs de clan et les héritiers des barons normands, se joignent à notre réclamation devant la Cour de chancellerie du Vatican pour demander la liquidation des sociétés municipales incriminées et des bureaux d'entreprise associés, y compris le président des États, , comme l'exige la loi ecclésiastique.

Nous souhaitons tous la fin de toutes les occupations territoriales des forces mercenaires dans le monde et la liquidation des sociétés municipales et commerciales qui ont profité de la guerre, de la mort, des maladies, de la malnutrition, de la pollution, de la traite des êtres humains, de l'esclavage et d'autres crimes contre l'humanité.

Nous souhaitons que l'empereur Charles III soit déplacé de toute prétention au trône britannique. Comme sa mère, Charles III promeut la fraude, occupe un poste étranger et est secrètement en conflit d'intérêts. Il fraude le peuple d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande et du Pays de Galles du monarque chrétien et de la monarchie constitutionnelle qui lui sont dus, tout en faisant semblant de les représenter en tant que roi - pas empereur.

Nous, les personnes vivantes et les personnes morales, souhaitons la destitution immédiate et pacifique des sociétés incriminées qui ont agi en tant qu'organisations criminelles et parasites se nourrissant du sang de notre travail, de nos ressources naturelles et de nos économies --- sociétés et chefs d'entreprise comme Bill Gates, qui ont littéralement causé les problèmes dont ils cherchent à profiter --- comme en témoigne la récente soi-disant pandémie.

Il y a suffisamment de misère dans le monde sans une poignée de milliardaires et de milliardaires déficients mentaux et émotionnels qui ont acquis leur enrichissement injuste via des stratagèmes de fraude, d'idolâtrie et de crimes violents, courant et provoquant délibérément plus de misère pour le profit. Nous souhaitons que ces hommes et leurs sociétés disparaissent, que tous les biens purs et acquis soient restitués aux propriétaires légitimes, et que le peuple se libère de toute prétention de guerre.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

17 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

38. fraude par personnage exact

La fraude pour personnage exact - Asservissement des sociétés

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

À la suite de la guerre civile américaine, qui était en fait un conflit mercenaire non déclaré illégal, le chaos a régné et, comme il était impossible de s'engager dans un processus de paix formel mettant fin à une "guerre" illégale, les présomptions de conflit sont restées malgré la cessation de résistance armée.

La cause de ce conflit mercenaire n'était pas l'esclavage en soi, mais l'avantage que l'institution de l'esclavage dans les États producteurs de coton du Sud accordait au coton américain sur le marché international que la Grande-Bretagne tentait d'entrer avec le coton égyptien. Même si le coton égyptien était à des milliers de kilomètres plus proche des usines textiles britanniques, le salaire nominal dû aux métayers égyptiens rendait les investissements en coton anglo-égyptien non rentables. Le Parlement perdait sa chemise.

Ainsi, pour rendre le coton américain plus cher, le système de plantation dans les États du Sud a dû être détruit. C'est pourquoi Lincoln, l'agent étranger non déclaré - territorial britannique - a déclaré à plusieurs reprises que le conflit n'était pas vraiment une question d'esclavage.

Nous avons vu un exemple récent du même type de mise en place avec la "présidence" de Barack Hussein Obama, un autre agent étranger non déclaré - Territoire britannique -, contrefaisant les billets de la Réserve fédérale à l'étranger pour saper la valeur de la monnaie de la Federal Reserve Note.

Même logique de base. L'euro ne pouvait pas rivaliser, le Federal Reserve Note a donc dû mourir.

Au lendemain de la soi-disant guerre civile, personne ne disposait d'informations très solides sur qui était qui dans le conflit.

Outre les véritables employés fédéraux étrangers, la sympathie pour le Sud ou le Nord ne pouvait être déduite que de preuves éparses et de témoignages. À ce moment-là, les citoyens municipaux des États-Unis, les employés de la fonction publique fédérale, qui ont combattu avec le Sud, étaient les seuls débiteurs officiels qui devaient des réparations de guerre.

Quelques centaines de milliers de fonctionnaires ne pouvaient pas payer les réparations de guerre, de sorte que davantage de "citoyens des États-Unis" municipaux devaient être créés à partir de rien.

Les auteurs l'ont fait par le biais d'une législation adoptée par le Congrès territorial, jugeant les esclaves des plantations libérés "apatrides" et, par conséquent, conférant arbitrairement la citoyenneté fédérale à leurs têtes malchanceuses, et les définissant comme des "citoyens des États-Unis" municipaux --- c'est-à-dire, en tant que débiteurs qui devaient des réparations de guerre, peu importe pour quel côté ils se battaient ou s'ils combattaient.

Ainsi, les anciens esclaves des plantations --- et parce que les auteurs ne faisaient pas trop attention à la base de leurs présomptions légales --- chaque homme noir en Amérique - ont été réduits en esclavage pour servir le gouvernement territorial britannique. Son corps, son travail, son bon nom et tout ce qu'il possédait étaient présumés appartenir à un citoyen des États-Unis [municipaux], debout comme un bien soutenant les dettes de réparation de guerre du Saint-Siège et des organisations commerciales du sud de l'État d'État.

La propriété privée des esclaves a été abolie, mais la propriété publique des esclaves vient de commencer.

Quelques années plus tard, les problèmes gênants qui y sont liés ont été légalisés en créant une nouvelle société municipale faisant des affaires sous le nom de "États-Unis, incorporés" et en redéfinissant tous les "citoyens des États-Unis" en tant que franchises de sociétés étrangères.

Après avoir redéfini les «citoyens américains» en tant que sociétés, les auteurs ont légalement - mais pas légalement ou moralement - prétendre que les gens étaient des sociétés et que les sociétés n'ont aucun droit.

À peu près au même moment, le mot "personnes" a disparu des Lexiques légaux et a été remplacé par "personnes" et le Congrès territorial est allé jusqu'à déclarer officiellement que le mot "personne" signifierait "société" à des fins fédérales.

Les mots "homme" et "femme" ont été remplacés par "homme", "femme" et "humain" dans l'effort continu pour désinfecter ce crime flagrant d'usurpation d'identité.

Tout le monde a été trompé en se caractérisant mal alors qu'ils continuaient à utiliser ces mots communs pour signifier différentes choses.

Dans la rue, le mot «personne» continuait de faire référence à un homme ou à une femme, mais dans le monde de Legalese et de la bureaucratie fédérale, cela signifiait «société».

De même, "hommes et femmes" désignaient le sexe des animaux, pas des gens, de sorte que la mentalité de basse-cour était introduite parmi les Washington Insiders - les politiciens, les banquiers et les hauts bureaucrates.

Les gens étaient ainsi réduits à être des «personnes», c'est-à-dire que les franchises de sociétés et les individus n'étaient que des animaux, appartenant à des maîtres - bien que des maîtres publics -

politiciens, banquiers et membres de l'Ordre des avocats.

En utilisant des mots, le Congrès territorial britannique et ses sbires de l'Ordre des avocats avaient trouvé un moyen habile de dénigrer tout le monde et donc de les frauder de leur position politique, de leurs droits, de leurs garanties et de leurs biens immobiliers.

Cet asservissement par usurpation d'identité littérale et affranchissement avait suffisamment fonctionné jusqu'en 1900, lorsque certains avocats célèbres, dont William Jennings Bryan, et une Cour suprême déterminée, ont mis en lumière l'obscurité - d'abord avec une série d'affaires connues sous le nom de Tarif insulaire Cas, les plus connus, *Downes v Bidwell*, et *Hooven et Allison v Evatt*, et plus tard avec *Hale v Henkel* et d'autres qui ont tracé une ligne entre les États-Unis territoriaux et la gouvernance des "Territoires et possessions" offshore par rapport à l'administration territoriale en vertu de l'ordonnance du Nord-Ouest conduisant à de nouveaux États de l'Union, et exposant également les relations entre hommes et les sociétés.

À plusieurs reprises, nous voyons le langage, "une société étant la créature de l'État" --- appartenant à l'État, opéré pour l'État --- n'a pas le caractère, les droits ou les protections d'un homme, et ne se tient pas sous la même forme de loi.

Dans *Downes c Bidwell*, le tribunal a déterminé que la Constitution, c'est-à-dire la Constitution territoriale britannique connue sous le nom de Constitution des États-Unis d'Amérique, ne suivait pas "nécessairement" le drapeau et ne s'appliquait pas nécessairement à l'administration des territoires insulaires et des possessions de les États-Unis que le gouvernement territorial britannique administre en dehors de leur travail en vertu de l'ordonnance du Nord-Ouest.

Cela a permis aux auteurs de mettre en place un gouvernement distinct à l'étranger qui n'était pas obligé de fournir les protections constitutionnelles et les garanties dans les possessions américaines à l'étranger. Le juge en chef Harlan a exprimé son mécontentement et a prévu que cela, selon ses mots, causerait un "méfait" et offrirait des occasions de confondre ces États-Unis avec ces États-Unis.

Les auteurs ont créé les nouveaux États-Unis non constitutionnels offshore. Gouvernement de Porto Rico, qu'ils dirigeaient - et continuent de diriger - en tant que Commonwealth britannique qui a toujours accès à la loi espagnole de l'Inquisition.

Bientôt, ils ont eu des sociétés municipales étrangères nommées d'après tous les Américains vivants --- tous installés et domiciliés à Porto Rico, et en 1925, ils étaient prêts à utiliser cette nouvelle configuration et une nouvelle société du Delaware faisant des affaires sous le nom de "Internal Revenue Service" pour commencer à extraire des actifs de millions de personnes territoriales britanniques inexistantes - c'est-à-dire des sociétés territoriales britanniques nommées d'après des Américains, tous domiciliés à Porto Rico, et tous soumis à la loi espagnole de l'Inquisition et tous libres de piller et "pas nécessairement" dus aux garanties et protections des Constitutions fédérales.

Que votre personne territoriale britannique soit libre de piller ou non a été laissée à la discrétion de ses propres juges.

Le méfait, en effet, bien que nous l'appelions vol d'identité prémédité, usurpation d'identité criminelle, barratterie, abus de droit, racket sous la couleur du droit, piraterie intérieure, contrefaçon et bien d'autres choses.

Ce régime est utilisé sans escale depuis 1925 pour frauder et céder des Américains innocents de la valeur de leur travail et de leurs biens immobiliers, et a connu un tel succès grâce à la mauvaise application de la loi espagnole de l'Inquisition, si coercitive et draconienne, que Joe Biden, "président" du White House Office, Inc., a récemment proposé d'embaucher 87 000 nouveaux agents de l'IRS pour appuyer sur des fausses réclamations supplémentaires.

Nous déclinons gracieusement son offre et contre-offrons plutôt un nœud coulant pour la piraterie intérieure.

En effet, ce régime d'usurpation d'identité du syndicat du crime a connu un tel succès que lorsque les choses sont devenues suffisamment chaudes pour fermer les choses à Porto Rico, les auteurs se sont retournés et se sont installés dans les îles Mariannes, plus près de la Chine, leur prochaine victime prévue.

Tous les efforts dévoués des juristes travaillant de 1900 à 1938, essayant de trier le Web enchevêtré laissé par les atrocités de la guerre civile, ont culminé avec The Clearfield Doctrine publié dans The American Law Report of 1938, qui fournit l'interprétation officielle d'Erie Railroad Company c. Harry J. Thompkins, dans lequel Thompkins a demandé réparation des blessures subies sur une emprise ferroviaire.

Les gouvernements territoriaux et municipaux fonctionnent comme des sociétés municipales et toutes leurs franchises d'État ne sont rien d'autre que des franchises de sociétés. Eux et leurs tribunaux n'ont aucune compétence sur les personnes vivantes, mais nous avons continué de subir les activités criminelles de ces tribunaux et de ces sociétés sur nos côtes pendant encore 85 ans, grâce à leurs activités pernicieuses de faux enregistrement, de conversion illégale et d'usurpation d'identité.

Les congrès territoriaux et les congrès municipaux ont continué à agir secrètement en tant que conseils d'administration des sociétés municipales étrangères à but lucratif qui ont conçu et organisé toute cette fraude et ce racket criminel contre leurs employeurs.

Ils ont continué de promouvoir les élections politiques et de substituer ces événements exagérés aux élections de la fonction publique qui nous sont dues. Ces élections dans les sociétés privées convertissent la forme de "représentation" de la représentation légale de l'intérêt public due par les députés fiduciaires, en la "représentation" due aux actionnaires donnant sans le savoir leurs procurations lors d'élections d'actionnaires non divulguées.

Les gens qui votent lors de ces soi-disant élections des partis politiques ne savent pas qu'ils sont prétendument actionnaires de ces sociétés municipales délibérément mal gérées, et n'ont aucune divulgation de ce dans quoi ils s'inscrivent lorsqu'ils s'inscrivent pour voter à ces élections, ce qui en fait des participants inconscients dans ces fausses déclarations criminelles substituées à nos propres élections légales et agissant sans le savoir contre leur propre intérêt.

Nous souhaitons la suppression des cités-États internationales non autorisées de nos côtes, à la fois la cité-État de l'ONU et la cité-État internationale indépendante de Washington, DC.

Nous souhaitons la liquidation et / ou la confiscation par accord des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et de leurs franchises pour nous, le gouvernement légal dû à ce pays, et aux personnes vivantes qui doivent tout intérêt bénéficiaire aux sociétés créées et opéré en leur nom à leur insu ou sans leur consentement.

Nous souhaitons le retour de tous les biens de propriété physique, énergétique et intellectuelle dus aux habitants de ce pays et du monde entier, partout où ces stratagèmes de fraude commerciale, les conflits mercenaires illégaux et les manipulations coercitives se sont produits, ainsi que les violations de libre arbitre et national qui en découlent. souveraineté.

Nous souhaitons la poursuite de toute personne ou de toute institution qui, ayant été pleinement informée par cette présentation des réclamations, fait obstacle à une réforme pacifique et complète des opérations de services gouvernementaux et à une reconversion légale sous la forme de gouvernement qui nous est due.

En vertu de la loi ecclésiastique, tous ces mensonges et fraudes, meurtres et vols et fausses déclarations sont clairement définis et sans argument, car les œuvres illégales d'entités constituées mal dirigées par des hommes mauvais. Par la loi, par traité et par contrat de service, ces incorporations doivent être liquidées ou confisquées pour nous afin de protéger au mieux nos intérêts.

Nous souhaitons les recours, les remèdes et les exonérations qui nous sont dus, remplis d'un grand secours pour les pertes, dommages et souffrances de nos États et de notre peuple, ainsi que pour tous les pays et peuples qui ont également subi une occupation illégale par des mercenaires non divulgués. forces --- des forces mercenaires qui ont été utilisées dans une violation flagrante de la confiance contre nous, tout en recevant finalement leur salaire de nos poches.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

18 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

39. fraude de faux héros

La science des systèmes - Fraude des faux héros

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous sommes conscients qu'il existe une grande direction de confiance à plusieurs niveaux dans le monde des affaires qui représente la forme ultime de délit d'initié. Cela fournit ensuite le profit qui permet la prise de contrôle illégale de tous les autres intérêts commerciaux et secteurs économiques que nous voyons aujourd'hui.

Sans aucun doute, quand tout a commencé à l'époque de l'Empire romain, il était assez naturel pour les familles puissantes de s'unir pour leur propre intérêt et leur gain mutuel. Grâce à un processus d'alignement du pouvoir sur le pouvoir et d'expansion progressive pour inclure les intérêts les plus puissants dans les nouveaux secteurs d'activité, il est devenu possible d'influencer puis de contrôler un secteur économique et politique après l'autre.

Maintenant, ces mêmes "secteurs de pouvoir" ont une machine bien huilée qui les aide à sécuriser et à maintenir le contrôle d'un grand nombre de personnes et à les cultiver comme des moutons ou des bovins, au profit de ces relativement peu d'entreprises, de banques, de médias, de sécurité, et les magnats du divertissement. Nous estimons qu'environ 15 000 individus contrôlent 8 milliards d'âmes et ne gèrent pas les 8 milliards à bon escient.

C'est-à-dire qu'ils ne gèrent pas le "monde" créé par les hommes dans un but noble ou éclairé, mais simplement pour leur propre profit et leur pouvoir politique. Ils n'ont aucune raison de vivre, d'être ou d'exister au-delà de leurs propres tripes, et peut-être d'être divertis par leur propre ingérence et leur impact souvent désastreux sur la vie des autres.

Bill Gates et Anthony Fauci sont tous deux de bons exemples de ce qui arrive à ces membres de la soi-disant élite. Ils passent leur vie à construire et à protéger une partie de la Grande Muraille entre eux et leurs copains et le reste du monde. Ils forment un cancer au sein du corps de l'humanité, qui aspire toutes les ressources à la tumeur et dépense toute l'énergie sur la tumeur, avec le résultat inévitable que l'hôte meurt.

Ce groupe central d'intérêts économiques et politiques imbriqués représentant la direction du "monde" est profondément corrompu et malade à tous égards, mais personne dans le grand public, et certainement personne au sein de la direction de ce groupe central d'intérêts personnels alliés

n'ose dire la vérité à ce sujet et entamer le processus de réforme où une réforme est nécessaire, parmi les élites.

En conséquence, aucune vision d'un monde meilleur ne se présente, car ceux qui ont les moyens de le promouvoir n'ont aucun intérêt ni motivation pour poursuivre un monde meilleur. Au lieu de cela, ils ont tous été scolarisés sur Machiavel et B.F. Skinner et sont maintenant de grands dévots de la dialectique hégélienne, avec pour résultat qu'ils traitent les autres comme des animaux et deviennent eux-mêmes des animaux, et ils courent en créant des problèmes afin qu'ils puissent ensuite résoudre et profiter des problèmes qu'ils créent, par exemple, cette soi-disant pandémie meurtrière.

Dans cette folie, nous sommes nés, et comme cette "tumeur" dans le corps de l'humanité se concrétise, des civilisations du monde entier meurent. Dans le passé, ce phénomène a été limité à un pays ou peut-être à quelques pays alliés - mais le parasite évolue et se forme à nouveau pour répéter le cycle, simplement centré dans une autre partie du monde. Et il a maintenant étendu ses opérations, de sorte que son "cycle de vie" parasite affecte la planète entière.

Plus récemment, les dirigeants ont constaté que faire des affaires en Europe et aux États-Unis devenait de plus en plus difficile, ils ont donc décidé d'ouvrir des opérations en Chine il y a une quarantaine d'années, avec l'intention de déplacer leur siège social et de démarrer leur réseau élitiste en Chine. Ils ont prévu une grande fusion mondiale des intérêts des entreprises pour créer US-CHINA, INC. C'est ce que Joe Biden essaie toujours de promouvoir, même si les Chinois se sont levés et ont froid aux pieds.

Toute la situation en Ukraine aujourd'hui en est le résultat. Alors que la Chine montrait des signes de registre des acheteurs, les élites ont dû rapidement ouvrir un autre terrain de rassemblement pour leurs opérations criminelles, alors elles ont assassiné le gouvernement élu d'Ukraine en 2014, installé un gouvernement fantoche et commencé à utiliser l'Ukraine comme base géographique pour promouvoir leur soi-disant «programmes».

Ils ont également commencé à rénover le système bancaire mondial pour faciliter leur blanchiment d'argent et leur donner un contrôle plus précis de tout le monde sur Terre.

Le soi-disant «système financier quantique» ou QFS est né, idée originale d'un seul programmeur informatique qui se trouvait être un colonel de l'Air Force travaillant avec les hommes de main de la CIA à Wright AFB. QFS est un système de monnaie numérique basé sur MS-DOS conçu pour contrôler et surveiller chaque achat effectué par une personne, et servirait également d'outil politique pour punir tout dissident en lui refusant la capacité d'acheter et de vendre.

Le QFS né hors service "Crimson Gate" servirait dans le cadre de la mise en œuvre d'un système mondial de notation du "crédit social" similaire à ce que la Chine a déjà en place comme moyen de contrôler ses près de deux milliards de personnes.

Tout a frappé un rocher en 2009 avec la découverte de qui sont tous ces gens et comment ils sont tous connectés. Pour la première fois dans l'histoire humaine, nous avons pu identifier les membres de la machine d'élite à l'échelle mondiale et nous organiser pour détruire la tumeur, jusqu'au niveau cellulaire, une fois pour toutes ---- mais ensuite, la question devient , comment organiser

l'humanité?

Nous avons un système complètement nouveau et sain conçu, mais nous devons d'abord lutter contre la fraude aux faux héros, qui a servi à perpétuer les élites. Ceux qui sont au sommet du réseau d'araignées du Pyramid Scheme choisissent des porte-parole et des administrateurs comme les présidents des États-Unis et le roi d'Angleterre pour servir de visage à l'ensemble de leur réseau, tout comme ils créent des organisations philanthropiques et culturelles pour servir de vitrines pour leur occupations beaucoup plus inconvenantes.

Ces faux héros, comme les organisations de devant les magasins, parlent d'une bonne ligne et convainquent le grand public de leurs soins et de leur intérêt sincères pour le bien-être des habitants de leur pays et de cette planète, mais comme tout le monde peut le voir - ils sont soit: (1) pas en contrôle, ou (2) pas sincère, car nous pouvons tous voir les résultats.

C'est une arnaque.

Nous devons être honnêtes.

Nous avons identifié les personnes qui contrôlent actuellement le monde créé par l'homme. Nous savons qui ils sont et où ils vivent, les aspects du système qu'ils contrôlent, les moyens utilisés pour les contrôler, tout cela. Et maintenant, nous devons passer à un monde nouveau et bien meilleur.

Nous souhaitons que les vrais héros surgissent dans chaque nation, qu'ils se lèvent et présentent une nouvelle vision pour l'humanité, qui n'est pas déconnectée de tout ce qui était bon dans le passé, mais construite sur un modèle complètement différent de diversité et individuelle contrôle lié à la conscience universelle.

Nous ne sommes pas des gouttes dans l'océan; nous sommes chacun l'océan dans son intégralité.

Nous souhaitons que ces contrôleurs, ceux qui sont mauvais et ceux qui sont toujours fondamentalement bons, se rendent compte que leur système, le système dans lequel nous avons tous grandi, est terminé, et le système que le WEF et les autres corporatistes ont prévu ne sera pas le remplacer.

Nous souhaitons que toutes les parties concernées réalisent que leurs motivations et actions les plus infimes sont connues et que nous pouvons choisir les résultats. L'identification des personnes responsables de différentes parties de ce système permet de contrôler les contrôleurs.

C'est plutôt que nous souhaitons une coopération et un nouveau vent sur la Terre, et que ce changement soit volontaire. Nous souhaitons à tous, vu que les "élites" et leurs mécanismes sont connus et désormais exposés, ne feront que voir les avantages et l'inévitabilité de ce que nous proposons.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

22 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

40. faux récits

Les intermédiaires et les faux récits sans fin – Officiel

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican, en ce qui concerne nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

De toute évidence, la création d'une telle situation, dans laquelle les gouvernements nationaux de pays entiers ont été usurpés et ces pays ont été occupés par leurs propres forces militaires territoriales, est au mieux anti-intuitive.

La situation n'a de sens que lorsque vous réalisez qu'il s'agit de soldats embauchés sous contrat par les gouvernements nationaux, mais ils opèrent plutôt comme des mercenaires commerciaux sous la direction de sous-traitants de la British Crown Corporation.

Autrement dit, certaines actions entreprises par des banquiers et des avocats, tous des agents non déclarés de la Couronne britannique, ont créé un poste d'intermédiaire involontaire pour les sous-traitants de la British Crown Corporation --- une position qu'ils et leurs directeurs ont secrètement abusée.

Hier, nous avons décrit comment le personnel territorial britannique usurpé laissé en charge par Abraham Lincoln a substitué ses propres organisations d'État à nos prestataires de services américains, et comment ils ont également saisi illégalement et illégalement des biens appartenant à nos États et créé des fiducies d'État pour caissier nos actifs et les garder sous leur contrôle, à utiliser et à abuser pour leur bénéfice commercial non divulgué.

Nous avons également décrit comment ils ont verrouillé nos comptes dans le système bancaire sous prétexte de protéger nos actifs "pour" nous, ce qui a abouti aux comptes dits "hors grand livre". Ils ont en outre transféré nos actifs aurifères à l'étranger aux Philippines et ailleurs sous la même prétention de garder nos actifs pour nous. Ensuite, ils ont préparé une excuse, en vertu de la loi sur les services bancaires d'urgence de 1934, pour emprunter notre argent au taux d'un dollar en argent par I.O.U. déguisé en note de la Réserve fédérale.

Ainsi, les sous-traitants de la British Crown Corporation et leurs homologues de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia, ont conspiré pour verrouiller et contrôler nos terres, notre or, notre argent et d'autres actifs, y compris notre crédit, en utilisant le faux prétexte qu'ils avaient un intérêt légitime pour la garde et dire au monde qu'ils nous ont "représentés" dans ces affaires, sans contrat de preuve.

Qui peut expliquer cet étonnant manque de circonspection et le manque de respect flagrant de la loi de la part des banques internationales? Est-ce que tout le monde prétendra qu'il n'a pas pu lire ou n'avait pas de copie des Constitutions pertinentes?

Comment se fait-il que le corps diplomatique d'autres gouvernements nationaux ait accepté ces escrocs - qui sont venus vers eux avec une histoire sanglante sur une "urgence nationale" que les auteurs ont provoquée - et aucun contrat les autorisant à faire tout cela "pour" nous du tout?

Comment cela doit-il être justifié par une norme commerciale rationnelle? Où est l'effort raisonnable des autres directeurs pour nous contacter et nous informer que toutes ces présomptions et hypothèses intéressées étaient faites dans notre dos?

Nous avons également vu comment ces mêmes intérêts commerciaux sans loi se sont entendus dans le crime capital de convertir illégalement le statut politique de millions et de millions d'Américains pour promouvoir davantage de profits de guerre et de racket contre leurs employeurs, tels que la nouvelle variation du scandale des obligations de fond, substituant des bébés américains aux navires et à nos domaines américains comme cargaison.

Parmi les autres résultats criminels de ces actions par les sous-traitants de la British Crown Corporation et leurs partenaires de la Municipal Corporation, il y a le fait que nos États ne pouvaient pas payer de dettes, y compris des contrats de service. En effet, nos actifs ont été bloqués dans des fiducies par ces prétendants non autorisés et les banques ont été invitées à bloquer nos comptes par les officiers de la British Crown Corporation et les officiers de la Municipal Corporation, qui semblaient agir en tant que fiduciaires ou gardiens --- tout en agissant en tant que Executors de Son Tort, à la place.

Lorsqu'un employeur est grevé pour une raison quelconque, de sorte qu'il ne peut pas payer ses factures, les travailleurs sont simplement censés cesser de travailler et rentrer chez eux jusqu'à ce que l'employeur libère des ressources. Dans ce cas, bien sûr, les employés étaient le problème. Ils avaient créé la situation en verrouillant les comptes de l'employeur et en glissant nos actifs dans les fiducies d'État, un problème dont ils avaient l'intention de tirer pleinement parti.

Le personnel de la British Crown Corporation et le personnel de la Municipal Corporation se sont tous mystérieusement portés volontaires pour rester et accepter notre crédit comme paiement au lieu de l'or et de l'argent requis par leur contrat. Les hypocrites l'ont fait, non pas comme le reste du monde le supposait, par souci pour leurs employeurs, mais parce que c'était la seule façon pour eux de contrôler nos actifs physiques et d'accéder à notre crédit.

Comme nous l'avons noté précédemment, il n'y a pas d'accord consensuel ou d'obligation contractuelle ou d'autorisation en vigueur permettant aux sous-traitants de la British Crown Corporation ou aux sous-traitants de la Municipal Corporation, l'un ou l'autre, d'accéder au crédit de nos États.

En faisant semblant d'avoir un intérêt personnel et en faisant semblant de nous représenter --- et aussi grâce à la collusion des banques qui savaient toutes mieux - les employés ont pris le contrôle des cartes de crédit de l'employeur et ont commencé à dépenser, dépenser, dépenser.

Nous n'avons pas été informés et ignorons tous ces arrangements confortables prétendument pris par nos employés "en notre nom" et nous ne pouvons donc pas nous y opposer jusqu'à présent.

Nous souhaitons que tous les frais contractuellement non autorisés soient inversés et soumis à révision. Nous souhaitons que les fiducies d'État soient dissoutes en notre faveur et retournées à notre contrôle direct. Nous souhaitons que tous nos comptes bloqués et les comptes bloqués dont nous sommes l'héritiers soient libérés en notre faveur et sous notre contrôle direct. Nous souhaitons que notre crédit soit rétabli, rendu immédiatement accessible à nous et sous notre contrôle exclusif.

Les banques sont avisées et sur demande, tout comme les sociétés d'État britanniques offensantes et les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et dans d'autres enclaves fédérales du monde entier.

Notez le fait que SERCO, un sous-traitant de la Couronne britannique, a fonctionné comme payeur pour toutes les forces militaires américaines.

Est-ce logique, pour un pays de laisser ses propres militaires dépendants des services Paymaster d'une société étrangère?

Non, mais cela a du sens lorsque vous réalisez que le sous-traitant de la British Crown Corporation hébergé dans le district de Columbia a fait le choix du payeur en l'absence de nos commentaires et agit au profit des intérêts de la British Crown Corporation, et non des employeurs réels.

Les sous-traitants de la British Crown Corporation opèrent secrètement dans des contrats de violation de confiance et de service intéressés depuis qu'ils ont trompé Abraham Lincoln "en tant que" président, et non le président dû à ce pays. Les sous-traitants de la Municipal Corporation sont de connivence avec eux depuis 1937 lorsqu'ils ont publié conjointement "La Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis".

Les hommes et les femmes ainsi employés dans ce qui semble être nos services armés sont censés fonctionner comme des "honorables soldats" du gouvernement national qui les a embauchés, mais même à leur insu, ils ont plutôt agi en tant que forces mercenaires commerciales, et ils ont été généreusement et trompeusement mal dirigés par les sous-traitants de la British Crown Corporation et les sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia pendant de nombreuses années, remontant à la soi-disant guerre civile américaine et se poursuivant depuis.

Veuillez également noter que les auteurs, les «sociétés de services gouvernementaux» étrangères opérant à partir du district de Columbia, ont également recruté nos jeunes en permanence dans des conditions de fraude, de tromperie délibérée et de non-divulgateion.

Ces jeunes sont délibérément induits en erreur pour croire qu'ils "servissent leur pays" et qu'ils "défendent l'Amérique" et qu'ils sont tenus de "s'inscrire au service sélectif" --- et tout cela n'est rien d'autre qu'une couchette promue par auto-entreprises commerciales étrangères intéressées agissant en violation de la confiance et du contrat de service.

Ces jeunes hommes et femmes innocents et de nombreux officiers de carrière passent également leur vie sous ces délires et se considèrent comme des soldats honorables, n'ayant aucune idée que leurs opérations ont abouti à ce que les conflits mercenaires n'aient rien à voir avec l'honneur, la sécurité nationale (si vous supposez que c'est notre "nation" qui est servie) ou tout sauf la cupidité et l'intrigue de la Couronne britannique.

La motivation pour garder tout ce secret est apparente. Si les enrôlés savaient qu'ils s'inscrivaient comme mercenaires, ils exigeraient beaucoup plus d'argent et d'avantages. S'ils savaient qu'ils se livraient à quelque chose d'illégal et d'immoral - le profit de la guerre - beaucoup moins pourrait être séduit pour rejoindre un tel "service". S'ils savaient qu'ils n'étaient en fait pas obligés de bénéficier d'un service sélectif, beaucoup moins s'inscriraient.

Si tout le monde dans les services armés savait qu'ils contractaient avec le sous-traitant de la British Crown Corporation au lieu du gouvernement américain, et se rendait également compte qu'ils recevaient des contrats invalides, il y aurait un enfer à payer.

Et si le peuple américain, nos citoyens d'État, en prenait vent, il y aurait un enfer à payer, ainsi que des réclamations de dommages très, très substantielles.

Donc, maintenant, c'est précisément ce qui s'est passé.

Nos contrats avec les sociétés d'État britanniques et les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia se réfèrent uniquement à la défense - la défense de notre comté, de nos terres et de nos sols. Certaines obligations conventionnelles s'appliquent également aux situations survenues sur les voies navigables intérieures réelles de haute mer et navigables, dans lesquelles le monarque britannique est obligé d'agir en tant que fiduciaire et défenseur.

Dans ces deux cas, la défense de notre pays et sous obligation de confiance sur la mer, ces défenseurs embauchés pourraient fonctionner comme des soldats et des marins honorables, mais dans la grande majorité de leurs opérations, ils ont été mal dirigés comme mercenaires commerciaux par la Couronne britannique et Les intermédiaires de la Municipal Corporation.

Les soi-disant forces armées américaines n'ont pas agi en tant qu'honorable soldat national que nous voulions et avons accepté de soutenir à des fins de défense de nos États-nations et de notre peuple. Ils n'ont pas fonctionné conformément à leurs contrats avec nous - qui sont, dans ce cas, également la base constructive de l'existence de ces sociétés.

Dans leurs tentatives de redéfinir et de réinterpréter les choses en fonction d'elles-mêmes et en fonction des ambitions des sociétés d'État britanniques et des sociétés municipales qui ont mal orienté leurs activités, le personnel impliqué dans cette malversation flagrante a joué de nombreux jeux de mots pour échapper et modifier ses obligations contractuelles et ont fait tourner de nombreux faux récits pour provoquer la réponse et le soutien de notre grand public.

Par exemple, sans aucune autorisation de notre part, ils ont changé le nom du Département de la guerre en Département de la défense, apparemment parce qu'ils ne peuvent pas déclarer ou participer à une guerre réelle, et aussi pour accélérer leur expansion du sens de "défense" pour couvrir leurs invasions constantes de tel ou tel autre pays sous de faux prétextes.

Selon eux, notre pays est constamment menacé par des endroits minuscules et relativement peu développés comme le Yémen et le Mali, et dans leur imagination de l'Iran, qui ne s'est pas engagé dans une guerre en dehors de ses propres frontières depuis plus de 200 ans, ou de l'Irak simplement parce que ils voulaient contrôler le pétrole irakien et piller ses trésors culturels.

Il y a sans aucun doute beaucoup de gens dans le monde qui "détestent les Américains" parce qu'ils croient à tort que nous faisons tout ce profit de guerre et le tolérons, alors qu'en fait, notre grand public n'en sait rien - par exemple, quand "notre" invasion du Mali a-t-elle frappé les ondes? - ou, alternativement, les gens ici ont été menti par ces sous-traitants de la British Crown Corporation et de la Municipal Corporation, comme avec l'invasion de l'Irak.

La seule "arme de destruction massive" jamais trouvée était George W. La bouche couchée de Bush. Ensuite, nous découvrons après coup que la prétendue attaque au 911 était un travail intérieur au profit de Larry Silverman qui faisait face à des milliards de dollars de pertes sur les bâtiments du World Trade Center, qui avaient tous besoin d'une restauration de l'amiante, et pour excuser les Bush de payer les obligations Brady et les autres dettes du sous-traitant de la Municipal Corporation qui étaient dues, et de couvrir une attaque contre les personnes et les dossiers des auditeurs fiscaux de la marine qui se rapprochaient de toute cette fraude, faute professionnelle et violation de la confiance.

Les seuls contrats de service valides que ces prestataires de services infidèles aient jamais eu ici --- La Constitution des États-Unis et la Constitution des États-Unis d'Amérique ont été violées dans l'esprit, dans l'intention et en fait.

Nous découvrons que les sous-traitants de DOD, INC. Ont engagé des équipes de tournage hollywoodiennes pour organiser la veille de l'événement "911" pour capturer et embellir toutes les opportunités de films dramatiques --- et les avoir prêts à diffuser sous forme de séquences haute résolution recueillies à partir de tous les imaginables. angle aux réseaux de "nouvelles" complices qu'ils possèdent et contrôlent également.

Ce que nous aurions dû voir diffusé le 11 septembre 2001, ce sont des courtes vidéos et des photos non professionnelles bousculées et granuleuses prises par des touristes à l'aide d'appareils photo portables et d'i-phones. Ce que nous avons obtenu à la place, c'est la meilleure imagerie haute résolution d'Hollywood et sous tous les angles possibles. Cela en soi aurait dû dire à tout le monde avec un cerveau sur cette planète, même aux membres de la Blue Ribbon Cover-Up Commission, que l'ensemble de la soi-disant catastrophe du 11 septembre était un faux drapeau pré-planifié, présenté par les sous-traitants de la société municipale des sous-traitants à la recherche d'une occasion de justifier une invasion de l'Irak.

Nous sommes ici pour dire que le contrat constitutionnel conclu par nos citoyens d'État est un contrat de juridiction foncière et son intention est explicite; les mots signifient ce que disent les mots, et à l'exception de la Cour suprême, aucune autorité n'est établie pour interpréter ces mots pour les sous-traitants fédéraux.

Ils n'ont aucun pouvoir --- ni leur propre autorité, ni le pouvoir du tribunal dans cette affaire --- de redéfinir le sens de leur contrat avec nous. Le mot «défense» en 1789 et maintenant, signifie une

action pour s'opposer à l'invasion de nos terres et de nos sols ou pour repousser les assauts sur nos navires et marins sur les routes de haute mer et de navigation intérieure navigable.

La défense de notre nation ne permet pas d'attaques préventives contre des nations qui ne nous ont en fait pas blessés, et elle ne permet certainement pas les opérations mercenaires et les profiteurs de guerre "en nos noms" par les sous-traitants de la British Crown Corporation et les sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia ou ailleurs.

Nous avons fourni un bon et récent exemple des événements sous faux drapeau que ces charlatans ont utilisés comme excuse pour proliférer et profiter de la guerre, mais il y en a beaucoup d'autres. Nous avons la preuve que Franklin Delano Roosevelt a été averti de l'attaque de Pearl Harbor au moins trois jours avant qu'elle ne se produise, et il n'a rien fait. Nous avons de très bonnes preuves indirectes que le naufrage du Lusitania s'est fait à l'aide d'explosifs et non de torpilles.

Ces événements sous faux drapeau et les faux récits qui les accompagnent causent un préjudice prémédité illégal non seulement à ceux qui sont directement lésés par ces activités - les passants innocents et leurs sauveteurs, mais aussi ces innocents érigés en boucs émissaires calomniés et blâmés et souvent tué par vengeance pour des actes qu'ils n'ont pas commis, et enfin, ceux qui sont menti et qui prennent ensuite des mesures sur une base délibérément promue de mensonges qui leur sont fournis par des sources d'information qui sont toutes compromises du fait de leur licence et de leur réglementation --- et qui sont souvent détenus et exploités par ces mêmes sociétés d'État britanniques Sous-traitants et Sous-traitants de la Corporation municipale, tous opérant sans divulgation, en vertu de la couleur de la loi et des conditions de tromperie.

Nous souhaitons que ces sociétés, ainsi que leurs franchises, filiales et agences, ainsi que leurs actifs matériels et immatériels, nous soient confisqués et renvoyés à des opérations licites sous le contrôle de notre gouvernement.

Contractuellement, nous affirmons nos droits en tant que dernier homme debout.

Pour l'information et l'avis du tribunal, certains des anciens employés de ces sous-traitants renégats de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation ont fait des efforts pour faire valoir qu'ils représentaient la Confédération fondée en vertu des articles de la Confédération en 1781. , et que la Confédération est le gouvernement national légal.

Ce n'est tout simplement pas vrai.

Les différents États-nations de l'Union créés par l'adhésion à la Déclaration d'indépendance unanime sont les entités indépendantes et souveraines référencées par tous les traités et contrats de paix. Aux fins de l'action mutuelle dans la juridiction nationale du sol, ces entités souveraines agissent comme les États-Unis, qui est la nomenclature correcte depuis 1851.

Aux fins de l'action mutuelle relevant de la juridiction internationale, ces mêmes entités souveraines opèrent sous le nom de États-Unis d'Amérique, une société holding non constituée en société organisée en Fédération des États membres depuis 1776.

Les États-Unis et les États-Unis d'Amérique sont des instruments directs au service des cinquante États-nations inscrits qui composent ce pays.

Dans nos pratiques et définitions du gouvernement américain, nous nous conformons aux mêmes pratiques et définitions de base que les autres nations utilisent - à savoir:

Les États sont des instruments internationaux des gouvernements nationaux.

Les États sont des organisations commerciales agissant sous contrat pour faire des affaires courantes pour les États.

Les États donnent naissance à des États, et non l'inverse.

Fédérations de États donner lieu à **Confédérations de États, pas le autre façon.**

Il y a une logique dans ce que sont les choses et les pouvoirs dont elles disposent et la façon dont elles sont construites.

Notre Fédération des États a vu le jour à l'automne 1776 et la Confédération des États n'a été créée qu'en 1781 - c'est-à-dire après que les États ont créé des organisations commerciales d'État pour elles-mêmes et ont donc toutes été représentées comme membres d'une telle Confédération.

Il devrait être évident pour tout le monde que les États ont une nature entièrement différente et des pouvoirs différents de ceux des organisations commerciales qui les desservent dans le cadre des constitutions de l'État d'État.

Notre Fédération des États est également de nature différente et a une autonomisation distincte et plus grande que la Confédération des États ordonnée en vertu des articles de la Confédération.

Notre Fédération des États existe toujours et nos États membres gérés par les États-nations de l'Union sont toujours compétents pour entrer en session et mener des affaires, alors que la Confédération est inopérante depuis 1861 et attend toujours la reconstruction.

C'est notre Fédération qui a été ordonnée par les États-nations souverains pour représenter les intérêts des États membres et du peuple dans les juridictions internationales et c'est notre Fédération des États qui soutient et maintient le gouvernement légal de ce pays.

Nos citoyens d'État exploitant les États membres de notre Fédération sont les gens de ce pays, et ce sont les directeurs qui ont ordonné l'adoption des contrats constitutionnels qui ont été éludés et violés et déshonorés par les sous-traitants de la British Crown Corporation et la Municipal Corporation Sous-traitants hébergés dans le district de Columbia.

C'est l'anarchie et la criminalité de ces sous-traitants incorporés susmentionnés qui ont entraîné la renaissance du Royaume des mensonges, et c'est leur mauvaise foi qui a conduit les forces armées territoriales à occuper illégalement et illégalement des pays entiers en violation de la confiance et en violation de leurs contrats avec les gouvernements nationaux.

Tout ce problème, dans le monde entier, et la violation de la foi, dans le monde entier, ont été causés par ces sous-traitants de la British Crown Corporation et de la Municipal Corporation opérant sous un manteau de secret au détriment des gouvernements nationaux.

Nous souhaitons que ces délinquants contre Dieu et l'homme soient confisqués, tous leurs avoirs remis au contrôle des gouvernements nationaux légaux et que des éléments non essentiels de ces entreprises criminelles soient liquidés.

Nous souhaitons que les banques fassent leur devoir et rendent service pour débloquer nos actifs et nos comptes hors registre et pour accélérer notre accès à nos ressources.

Nous souhaitons que les banques empêchent nos anciens employés d'avoir un autre accès non autorisé à notre crédit, directement par des crédits non autorisés, ou indirectement, via l'utilisation des personnes / PERSONNES fédérales construites qui ont été créées en notre nom à des fins de fraude et usurpation d'identité des Américains.

Nous avons mis en place notre propre système bancaire pour restituer des crédits prépayés aux victimes qui ont corrigé leur statut politique de personnes vivantes sous leur propre gouvernement national et publié la même chose dans le cadre de notre système d'enregistrement mondial ou par d'autres moyens raisonnables. Il s'agit d'un système mondial mis en place par le gouvernement américain pour restituer les actifs et les crédits pur et simple dus aux personnes vivantes et à leurs gouvernements nationaux.

Nous souhaitons que les personnes responsables de cette criminalité se retirent et cessent et renoncent à toutes les activités illégales et immorales telles que l'injection d'ARNm étranger dans des animaux et des personnes à base de viande, l'incendie criminel et la destruction de nos installations de production alimentaire et de raffinerie de pétrole, les applications de géo-ingénierie destructrices, ou tout autre déploiement intéressé de toute autre arme biologique, arme nucléaire, armes scalaires, armes à plasma ou toute autre technologie de pointe.

Ces activités, toutes comprises dans le contexte d'un conflit mercenaire, sont criminelles - illégales, illégales et immorales également. Le fait que des personnes aient dû faire face à ces attaques de la part de ceux qui ont été confiés et payés pour les protéger n'est qu'une raison de plus pour laquelle ces sous-traitants de la British Crown Corporation et les sous-traitants de la Municipal Corporation doivent être fermés de façon permanente, ainsi que toutes leurs franchises et filiales et agences.

L'antidote à cette criminalité ne peut pas être une simple question d'éducation correcte concernant les faits, ni de correction en embauchant une nouvelle direction, en modifiant les numéros de compte ou en adoptant de nouveaux noms. La vraie correction est un changement de compréhension qui conduit à un changement de cœur.

Toutes les structures organisationnelles essentielles doivent être placées sous une gestion légale du gouvernement national consacrée à la paix et au bien-être de notre planète et de notre compatriote --- pas des sociétés de mercenaires commerciaux exerçant secrètement les pouvoirs du gouvernement, désireuses de tuer des milliards de personnes et des animaux pour faire de l'argent.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

11 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:29 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:29 by Bee

41. faux services de travail des enfants

L'arnaque du bébé mort, les fausses salles et le travail des enfants

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

L'arnaque du bébé mort a commencé à la suite d'un malentendu. Les gens à l'époque de St. Thomas d'Aquin ne se rendait pas compte de la post-naissance et du placenta qui accompagnaient chaque bébé dans le monde, mais ils ont observé que ces choses semblaient avoir leur propre rythme cardiaque et, dans un certain sens, être vivantes. Ils ont également observé que ce "frère monstrueux" est décédé de façon prévisible peu de temps après l'accouchement.

Ainsi, ils ont donné un nom aux documents de l'après-naissance - votre prénom - et un enterrement chrétien en tant que pauvre inconnu. Il faudrait attendre que votre baptême et votre baptême officiels aient un nom chrétien et soient inscrits en tant que membre de l'Église.

Cela a abouti à une situation où la "succession de votre frère décédé" était en probation et intestat sous votre nom donné en même temps que vous étiez sans nom et erriez sans un nom chrétien comme l'héritier présumé de tout ce que la succession terrestre de votre frère décédé pourrait céder.

Ainsi, à l'esprit ou à l'incapacité, l'Église s'est mise en position d'administrer les domaines de tous ces bébés présumés morts et tous ces domaines de bébés morts intestat ont été exploités sous les noms donnés de personnes vivantes et ils ont tous été exploités par des magistrats nommés par l'Église comme administrateurs.

Il s'agit d'un autre régime de substitution, mais au lieu d'un faux intérêt public dans un domaine abandonné revendiqué par une entité gouvernementale ou une nation étrangère en vertu de la loi Cestui Que Vie de 1666 en Angleterre, celui-ci crée un intérêt privé tout aussi bidon dans ce qui semble être votre domaine privé pour l'Église, qui se présente comme le destinataire du cadavre et le nom du défunt, puis agit également comme le présumé fiduciaire de la succession qu'ils ont créée pour votre "frère décédé". En tant que fiduciaire, l'Église nomme un magistrat de cour comme administrateur responsable de l'homologation de sa succession.

N'oubliez pas que ce domaine, que vous ignorez totalement, fonctionne sous votre nom donné en même temps que vous vous promenez dans l'acquisition de compétences et d'éducation et que vous vous mariez et achetez une maison --- de sorte que absolument tout ce que vous êtes et que vous acquérez ne vous revient pas, mais à la succession de votre frère décédé.

Ce soi-disant domaine de cancérologie infantile est sous le contrôle de magistrats nommés par l'Église et géré au profit du Commonwealth de l'Église. Et voilà encore --- le lien avec le Commonwealth, c'est-à-dire le gouvernement territorial et les sociétés municipales.

Cette fraude est beaucoup plus ancienne, d'environ 500 ans, mais c'est essentiellement le même schéma de fraude que nous avons déjà examiné avec l'intérêt public pour la propriété privée revendiquée par des entités gouvernementales. Les seules différences substantielles sont que le gambit de l'Église se traduit par un intérêt privé dans la succession, et la succession est administrée sous une forme de loi différente.

Dans les deux cas, l'homme vivant est imité et une chose portant son prénom lui est substituée. Dans les deux cas, l'homme vivant perd son identité et sa réputation et le contrôle de ses droits de propriété au moyen de crimes de personnage, de fraudes non divulguées et de fausses déclarations dans le commerce.

Ce n'est rien d'autre qu'une fraude intéressée qui profite aux auteurs en créant des fiducies non divulguées et non autorisées, publiques et privées, et en laissant les auteurs ou leurs exécuteurs de Son Tort sous le contrôle des actifs appartenant aux personnes vivantes.

L'intérêt public présumé dans nos actifs affirmé par le sous-traitant municipal géré par la Couronne britannique a également un côté privé, dans la mesure où le monarque britannique obtient une coupe de l'action via la création d'une fiducie de sous-ensemble.

Le soi-disant matelot territorial britannique perdu qui opère juste sous le nom donné d'un Américain, est un adjudant du British Merchant Marine Service travaillant comme «contributeur» pour la reine (ou le roi) percevant des droits d'accise - et ce fictif L'adjudant est réputé être un quartier du monarque britannique. En tant que quartier, il n'a aucun statut juridique pour intenter une action, aucun contrôle sur ses propres biens et est soumis à la loi sur l'amirauté.

Tous ces programmes utilisent la substitution, l'usurpation d'identité, la conversion illégale et le vol d'identité constructif comme moyen de voler leurs victimes américaines de façon idiote. Les stratagèmes de fiducie ont mis en place le cadre, puis les faux tribunaux de district militaire non autorisés font le sale boulot pour les sous-traitants municipaux de la Couronne britannique et les sous-traitants municipaux gèrent leurs propres cours d'homologation et tribunaux des sociétés, qui sont tous non autorisés, également, à faire la même chose: taxer illégalement et illégalement les Américains et confisquer les actifs américains sous la couleur de la loi.

Ils ont fait la même chose en Grande-Bretagne, aux États-Unis, dans tous les anciens pays du Commonwealth, dans dix-sept pays encore occupés en Europe occidentale, au Japon, et partout ailleurs, ils peuvent mettre en place leur système de franchise Municipal Corporation.

Leur excuse? Que c'est la seule façon de financer le gouvernement et les bonnes œuvres de l'Église.

Ils oublient commodément le côté non budgétisé de leur système de comptabilité à double accumulation tordu conçu par le comptable d'Al Capone, Easy Eddie O'Hara ---- le deuxième ensemble de livres proverbial où tous les bénéfices non budgétisés "non budgétisés" et tous les comptes de caisse noire sont encaissés et n'ont jamais parlé.

Ils oublient également de mentionner l'afflux gigantesque d'or qu'ils ont reçu du Avila Family Trust privé qui était destiné à construire des infrastructures, à fournir des secours directs et à payer tous les coûts du gouvernement - mais a ensuite été mis de côté et converti en actifs soutenant de faibles prêts d'intérêts permettant au monde de reconstruire tous les dommages causés par ces mêmes sociétés municipales pendant la Seconde Guerre mondiale.

Idéalement, lorsque cet accord de fonds de prêt est arrivé à échéance en 2005, les auteurs ont fait défaut et ont présenté de fausses réclamations sur l'abandon des actifs aurifères déposés, afin d'éviter le remboursement au Avila Family Trust.

Ces sous-traitants de la Corporation municipale, eux-mêmes agissant dans des conditions de tromperie et se dénaturant en tant que nos représentants concernant des questions que nous ne leur avons jamais déléguées --- se sont révélés corrompus et déshonorants, et il ne fait aucun doute qu'ils ont opéré illégalement et illégalement, les deux, pendant de nombreuses années.

Nous avons noté tout au long de l'utilisation habile des "enclaves" et le choix de l'endroit où ces sous-traitants de sociétés municipales sont incorporés, comme un moyen de tirer parti des systèmes de droit étrangers pour se soustraire à leurs obligations constitutionnelles et accéder à des formes de droit qui ne sont pas autorisées dans ce pays.

Les sous-traitants de la British Crown Municipal Corporation ont installé arbitrairement et non contractuellement des "districts" militaires aux États-Unis afin de faire face à leur faux système de tribunaux de district militaire, et ils l'ont fait non seulement ici, mais aussi dans de nombreux autres pays.

Les sous-traitants de la Municipal Corporation ont exploité des tribunaux d'homologation non autorisés et non divulgués dans les districts militaires fournis par leurs cohortes britanniques complices, ce qui a entraîné des districts municipaux et davantage de tribunaux bidons sur nos côtes, pratiquant le soi-disant droit administratif, et l'appliquant mal au grand public et utilisant des tribunaux d'homologation qui n'ont jamais été autorisés ici à confisquer des biens américains sous le coup de la couleur du droit.

Ces criminels en col blanc se sont installés à Porto Rico, une possession pratique et sûre des États-Unis (c'est-à-dire la République fédérale), car c'est toujours une nation du Commonwealth et parce qu'elle leur a donné accès à la loi espagnole de l'Inquisition, qu'ils ont utilisée pour poursuivre les affaires fiscales.

De même, alors que le travail des enfants est largement interdit dans la plupart des pays du monde et certainement aux États-Unis, ils ont mis en place leur dernière version de "les États-Unis

d'Amérique, incorporés" en Inde, afin de continuer à gérer un enfant particulièrement odieux travail

service de passation de marchés et arnaque au blanchiment d'argent. L'Inde autorise le travail des enfants et la passation de marchés de travail des enfants.

Ils choisissent donc où ils s'installent et profitent des différentes lois nationales qui leur permettent de faire des choses totalement interdites dans ce pays - le problème étant qu'ils font ces choses tout en exploitant leurs franchises secrètes sous nos noms donnés.

Il en résulte une situation où nous avons un Américain nommé John Andrew Wilkes et un Territoire britannique américain. Le citoyen a également nommé John Andrew Wilkes et un enfant décédé municipal faisant des affaires sous le nom de John Andrew Wilkes et un sujet britannique opérant en tant que matelot marchand appelé John Andrew Wilkes, et une fiducie britannique Cestui Que Vie opérée sous le nom de JOHN ANDREW WILKES, etc.

La plupart de ces personnes bidon constituées en fiducies publiques et privées, en services publics de transmission, etc., ont été davantage exploitées et grevées dans des régimes dérivés --- où leurs actifs présumés ont été regroupés et des actions fongibles non attribuées d'intérêts non signalés ont été vendu aux investisseurs.

Certains de ces coupables responsables de cela sont tellement trompés par les illusions du pouvoir et de la peine qu'ils se félicitent d'avoir construit un syndicat du crime qui s'étend dans le monde --- n'utilisant rien de plus que la tromperie et la fraude exercées par la couleur de la loi contre leurs employeurs --- et certains d'entre eux pensent qu'ils peuvent continuer et continuer à patiner en promouvant une arnaque de plus: monnaie numérique.

Nous souhaitons que tous ces stratagèmes et abus prennent fin, et que les sociétés municipales promouvant ces stratagèmes et abus contre les personnes vivantes soient fermées de façon permanente. Cela comprend, mais sans s'y limiter, les sous-traitants de la Municipal Corporation qui ont été hébergés dans le district de Columbia et leurs successeurs --- à la fois ceux exploités par le gouvernement territorial britannique et ceux exploités par le gouvernement de la ville - et tous leurs états frauduleusement construits. des franchises et agences d'État également.

Nous souhaitons que tous leurs actifs dans le monde soient confisqués et mis à disposition pour l'usage du gouvernement national et des personnes qu'ils ont blessées.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

16 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

42. fraude à la réserve fédérale

La fraude de la Réserve fédérale

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

La Réserve fédérale est un entrepreneur privé.

Il n'est pas du tout associé directement à notre gouvernement.

C'est un sous-traitant de l'un de nos sous-traitants fédéraux. Vous l'avez déjà entendu: comme le FBI et le DOJ et BATF, la Réserve fédérale est un sous-traitant d'un sous-traitant.

La Réserve fédérale est un consortium de banques privées que notre sous-traitant territorial britannique a engagé pour créer et imprimer des billets de dette pour eux.

La Réserve fédérale travaille pour eux — notre sous-traitant territorial britannique — pas pour nous.

Cela a été fait pour que ces sociétés étrangères en faillite puissent continuer à faire des affaires ici.

Ils ont retransmis les billets de la Réserve fédérale, qui sont I.O.U. ' s émis par les banques de la Réserve fédérale, comme si ces billets étaient de l'argent, et ils ont forcé les gens à accepter ces banques privées I.O.U " comme si " c'était de l'argent.

Cela a été fait en force et en couleur de droit en utilisant " Legal Tender Laws " qui s'appliquait techniquement UNIQUEMENT aux employés et aux personnes à charge de notre sous-traitant territorial britannique. Pas à nous.

Cependant, pour faire des affaires avec eux, nous avons dû convertir une partie de notre argent en billets de dette.

Ils ont fixé un taux de change arbitraire pour cela en utilisant la Emergency Banking Act de 1934 à un billet de dette de la Réserve fédérale pour un dollar en argent des États-Unis.

De cette façon, ils ont gagné quelque chose de substantiel et de valeur en échange inéquitable d'un I.O.U papier. — créant une dette que ces banques n'ont jamais remboursée et qu'elles ont déformée en tant que " dette nationale " de notre sous-traitant territorial britannique.

Bien sûr, cela a confondu les gens et les a amenés à penser que nous sommes la “ nation ” qui doit cette dette, alors qu'il ne s'agit plutôt que d'une dette fictive due par l'un de nos sous-traitants fédéraux.

C'est une dette fictive parce que les billets de la dette sont fictifs et parce que les billets de la dette sont remboursés chaque fois qu'ils sont échangés contre quelque chose — une robe, une pastèque ou une visite au vétérinaire.

Autrement dit, la dette que ces billets de banque représentent est en fait annulée la première fois qu'ils sont échangés, mais parce qu'ils ne sont pas retirés du système, ces billets de dette continuent de circuler et sont payés encore et encore sous la forme de biens réels et prestations de service.

Les biens et services ne sont jamais crédités et donc l'apparition de la dette due par le sous-traitant territorial britannique aux banques de la Réserve fédérale augmente de façon exponentielle — et cette dette fantôme s'accumule parce que les billets de la dette continuent d'être en circulation même après avoir été remboursés par des biens et services réels mille fois.

Afin de faire fonctionner ce programme de Ponzi, de plus en plus de territoires britanniques américains. Les citoyens devaient être créés à partir de rien, de sorte que la loi Sheppard-Townsend a été promulguée par le sous-traitant territorial, et ils ont commencé à “ enregistrer ” les bébés américains en tant que personnes “ territoriales britanniques ” — tous les quartiers de le roi britannique.

C'est hautement illégal et illégal et cela s'est produit sans divulgation aux victimes.

Alors que le nombre de personnes territoriales britanniques augmentait, les banques de la Réserve fédérale étaient assurées que tous les nouveaux “ personnes ” entrant dans le système et leurs successions seraient valables en tant que garantie soutenant l'extension du crédit de la Federal Reserve Bank à notre sous-traitant territorial britannique — - pas à nous.

De cette façon, notre sous-traitant territorial britannique — a Municipal Corporation logé dans le district de Columbia — et les banques de la Réserve fédérale travaillant en tandem, ont volé la valeur du travail américain et des actifs physiques américains pour soutenir leurs dettes et justifier l'émission de leurs billets de dette.

Au fil du temps, bien sûr, l'effet combiné de ne jamais annuler les billets de dette déjà dans le système et d'ajouter constamment de nouveaux billets de dette au système, ainsi que la pratique de facturer des intérêts sur la dette fantôme, signifiait que toute la valeur possédée par le Les Américains avaient été dépensés et de nouvelles victimes devaient être enregistrées pour faire tourner les roues.

Le monde entier a souffert de deux guerres mondiales et maintenant de toutes ces horribles migrations forcées de réfugiés pour fournir de nouveaux biens pour nourrir cette fraude. Plus récemment, les Schemers se sont concentrés sur l'ajout de la main-d'œuvre et des actifs physiques de la Chine à leur pile de garanties.

Nous souhaitons que tout le monde reconnaisse la nature de tout ce qui précède en tant que diverses espèces de criminalité auxquelles se livrent les banques, et nos sous-traitants territoriaux britanniques, agissant en violation de la confiance, violation de leurs contrats de service et droit international.

Nous observons que la tragédie qui se produit à notre frontière sud est motivée par les mêmes motifs de profit non divulgués et que les sociétés municipales vénales responsables doivent être tenues responsables de tous les dommages et blessures causés aux personnes vivantes et à leurs personnes légales.

Nous appelons à la déchéance immédiate des deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et de toutes les sociétés affiliées qui se sont livrées à ces activités illégales sur nos côtes et dans le monde.

Il est évident que ni le roi britannique ni le lord-maire de la ville intérieure de Londres, ni la ville de Rome, ni aucun des dirigeants politiques depuis la guerre civile américaine n'ont agi honorablement, voire dans le cadre du droit public. Ils ont tous tenté de confondre le conflit mercenaire illégal et illégal comme justification de la violence et des crimes infligés par des sociétés commerciales à des civils innocents.

Comme le gouvernement légal de ce pays est toujours debout, nous recommandons que toutes les présomptions de pouvoir assumées par Joseph R Biden cessent et s'abstiennent et que notre frontière sud soit scellée — - à la fois pour le bien de notre pays et pour le bien des immigrants qui serait saisi comme biens au moment où ils franchiraient la frontière.

Nous avons déjà des preuves et des témoins experts témoignant que les employés mal dirigés de la Corporation municipale trafiquent des bébés et d'autres jeunes et les vendent littéralement comme esclaves lorsqu'ils descendent du bus au pays de la liberté.

Cela ne peut pas être toléré à l'ère moderne.

La fraude vitive tout ce qui est en vertu du droit civil romain que le gouvernement de la ville est tenu d'observer et la loi ecclésiastique est claire concernant les sociétés exerçant des activités illégales.

Nous souhaitons une action internationale immédiate pour arrêter le flux d'immigration illégale dans le monde, qui a été promu pour des motifs de profit non divulgués et odieux.

Nous souhaitons la fin de ces abus vénaux dans le monde.

Nous avons déjà vu tous ces maux; nous ne souhaitons pas les revoir.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

8 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

43. sommation finale

Le cadre à l'étude - Sommation finale

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Le monarque britannique continue d'agir en tant qu'étranger des intérêts territoriaux du pape, c'est-à-dire du Commonwealth, à ce jour, et administre ces positions en tant que "Prince", le pape étant le "roi" sur lui. Cette position s'est développée depuis l'époque du roi Jean, passant simplement de l'administration des terres du Commonwealth en Angleterre à l'administration des terres territoriales dans le monde et à la présidence des États --- c'est-à-dire, tous les domaines de Dead Baby - créés dans le monde entier par les doubles intérêts publics et privés créés de manière inadmissible par des contrats privés qui se présentent comme des enregistrements obtenus dans des conditions de fraude et de non-divulgateion.

Il en résulte une situation où le pape est le principal majoritaire de la District of Columbia Corporation et le détenteur de la majorité des intérêts dans le district de Columbia Municipal Corporations - et en vertu de la loi ecclésiastique, il est également le propriétaire et l'exploitant de toutes les sociétés, sans s'y limiter. les sociétés municipales en question. Ainsi, le roi britannique agit en tant qu'administrateur et intermédiaire - et obtient une réduction saine de 40% pour ses services supervisant la propriété du Commonwealth de l'Église (également connue sous le nom de propriété territoriale), avec 60% des recettes allant au Saint-Siège et le même arrangement général a longtemps appartenu aux parts de bénéfices des administrateurs de la ville de Rome de l'Empire des villes.

La municipalité de Washington, DC, une cité-État internationale indépendante non autorisée perchée sur notre côte Est, dirige son gouvernement en tant que société municipale qui, comme la situation qui précède avec le monarque britannique travaillant en privé pour le pape, est négociée par la ville de Rome.

On pourrait penser aux sociétés municipales territoriales britanniques comme toutes les différentes franchises de sociétés américaines, et aux sociétés municipales gérées par la ville comme toutes les diverses sociétés américaines et leurs franchises, bien que tout cela soit beaucoup plus complexe et imbriqué dans la réalité.

Pensez à une cible ronde avec un cercle rouge au milieu. C'est le gouvernement municipal. Imaginez ensuite un anneau bleu autour du cercle central. C'est le gouvernement de district. Imaginez maintenant un cercle jaune plus grand autour des deux premiers éléments. C'est notre sous-traitant américain, porté disparu depuis 1861, la République fédérale.

Tout cela était censé fonctionner de manière honnête et coopérative, mais au lieu de cela, les entreprises ont été utilisées pour favoriser une variété de maux et d'usurpations non consensuels contre le gouvernement légal de ce pays et de nombreux autres pays également.

Dans notre cas, ni les sociétés territoriales ni les sociétés municipales ne fonctionnent dans les limites fixées par les constitutions qui ont créé ces entités à l'origine et ne fonctionnent pas dans les permis d'utilisation qui ont établi le district de Columbia et la ville de Washington en son sein. Tous deux sont devenus des voyous et ont participé à une grande variété d'activités illégales et criminelles qui ont touché la patrie britannique, notre pays et les anciens pays du Commonwealth, ainsi que la majeure partie de l'Europe occidentale et du Japon. Depuis la Seconde Guerre mondiale, ce modèle de sociétés commerciales utilisées pour remplacer et usurper les gouvernements légaux s'est répandu dans le monde entier, et les maux engendrés par Lord Purbright et Cecil Rhodes en Afrique du Sud il y a 140 ans, ont simplement grandi et proliféré dans divers institutions pour devenir un cauchemar de renommée mondiale.

Tous ont été administrés sous la couleur de la loi et les fausses prétentions des intérêts de la garde et du protectorat qui n'existent pas. Les gouvernements quasi militaires brutaux de type Raj et les tribunaux étrangers des Maritimes et de l'Amirauté et les bureaux étrangers des secrétaires territoriaux des commandants d'État et des territoires étrangers ont été imposés et délibérément utilisés pour suborner les forces militaires légales et les convertir illégalement en mercenaires, que les corporations municipales ont mal utilisé pour promouvoir des incursions et des guerres à but lucratif à l'échelle mondiale.

Ce génocide actuel se produit plusieurs décennies après que l'esclavage et les conflits de guerre et de mercenaires ont été interdits et n'ont été autorisés que par d'autres crimes de personnage et de conversion illégale inventés par les sociétés incriminées responsables.

Ce programme de substitution qui a substitué les bureaux et officiers territoriaux et municipaux aux bureaux publics et agents publics légaux qu'ils usurpent l'identité, a utilisé des noms similaires pour tromper le public et les membres des gouvernements légaux en acceptant leur autorité, alors qu'en fait ils n'ont aucune autorité légale et aucune affaire ici dans ces conditions. Ils ont également promu de fausses élections dans des sociétés privées et les ont substitués à nos élections publiques légales.

Cela a impliqué la création d'un électorat sans méfiance, et même inconscient, des actionnaires présumés et des franchisés présumés via des activités d'enregistrement des électeurs non divulguées. Les électeurs agissent dans des conditions de non-divulgaration pour élire des dirigeants de sociétés étrangères.

Les auteurs de ces activités criminelles et élections privées pour affirmer que nous participons tous volontairement à ce spectacle secondaire et acceptons de vivre sous l'administration de ces sociétés municipales étrangères et de payer les dettes de ces sociétés étrangères quelles que soient leurs dettes, et acceptant de obéir à toutes leurs commandes et ainsi de suite ... ce qui est tout inadmissible et faux. Les gens d'ici ne se sont pas portés volontaires et n'ont renoncé à aucune partie de leur intérêt équitable dans leurs domaines.

Aucune des personnes participant à ces «élections» ne sait qu'il s'agit d'élections privées de la Corporation municipale. Aucun d'entre eux ne sait que l'inscription pour voter à ces élections convertit leur statut politique. Aucun d'entre eux ne sait que les hommes et les femmes pour lesquels ils votent agissent en tant qu'agents étrangers non déclarés. Aucun d'entre eux ne sait que les bureaux mêmes qu'ils remplissent via ce processus sont des bureaux privés de sociétés étrangères, et non des bureaux publics de même nom.

À la suite de cette tromperie de noms similaires et des schémas de substitution globaux et de l'enregistrement non divulgué et d'autres processus de passation de marchés inadmissibles, il n'y a pas eu d'élections publiques valides dans ce pays depuis 1852 et absolument aucune des lois adoptées par un congrès ou un État d'État. Législature de cette époque à cela peut être prise au sérieux à toute fin, sauf l'administration interne de ces sociétés municipales, leurs franchises d'État et leurs employés réels.

En effet, chaque projet de loi adopté par tous les congrès territoriaux depuis la guerre civile contient le verbiage l'admettant et exemptant les Américains, même si les clauses habilitantes ne sont généralement pas publiées avec la législation. De plus, aucun des responsables de sociétés privées du même nom "agissant en tant que" gouverneurs, etc., ne prête le serment d'office requis pour entrer dans la fonction publique qu'ils aient. Par conséquent, ces élus et officiers nommés par la Corporation municipale n'ont aucun devoir envers le bureau et aucune responsabilité qui y est associée, mais ils n'ont pas non plus d'autorité de la fonction publique.

À la suite de cette violation flagrante de la confiance et des malversations par les sociétés municipales et les autres directeurs impliqués dans ce fiasco, nous pouvons affirmer avec certitude que nous, notre vénérable Fédération des États et nos gouvernements légitimes de l'Assemblée d'État, sommes les seuls organes réels et habilités du gouvernement dans ce pays. Ce que nous disons doit disparaître, car nous sommes les seuls à avoir le pouvoir et le devoir et le devoir de dire quoi que ce soit au nom de ce pays et de son peuple.

Pour redresser ce gâchis grotesque après un tel laps de temps, il faudra de la bonne volonté et de la coopération de la part de toutes les parties concernées et un effort international concerté pour restituer le crédit prépayé qui est dû aux victimes et aussi pour redéfinir le système monétaire, récupérer les actifs physiques au profit des propriétaires réels et restructurer les banques et les militaires, ainsi que de remettre les tribunaux et les organisations gouvernementales territoriales et municipales constituées à l'étranger dans leurs juridictions limitées respectives.

Les sociétés municipales habitant le district de Columbia, ainsi que toutes leurs franchises et agences, sont des sous-traitants de notre gouvernement. Les deux sont obligés d'obéir et de vivre au sein de leurs constitutions respectives, qui ont créé les gouvernements municipal et de district, et les deux sont obligés de nous fournir certains services énumérés et de le faire de bonne foi.

Les gouvernements des districts et des municipalités, bien que structurés en tant qu'entreprises constituées à l'étranger, sont tenus de fournir des services énumérés, et nous les payons. Au lieu d'une République fédérale fonctionnelle exploitée par les États-Unis, les pouvoirs délégués à cette entité reviennent par l'application de la loi au délégué, qui est notre Fédération des États.

Veillez également noter que la guerre civile américaine était un conflit commercial du mercenaire. Ce n'était pas une guerre déclarée par notre Congrès et non une guerre promue par nos États. Il a été entièrement combattu par des organisations commerciales et toutes les "guerres" qui ont été combattues depuis ont également été combattues par des organisations commerciales en tant que conflits mercenaires. Tout cela était frauduleux et fondamentalement illégal de toutes parts et cela ne fournit aucune base pour une hypothèse au-delà de cela.

Nous devons prendre du recul et recommencer sur une base solide ou faire face à notre disparition en tant qu'espèce.

Nous ne pouvons pas prétendre que toute cette criminalité et cette fraude ne se sont pas produites, et nous ne pouvons pas non plus prétendre que certaines d'entre elles ne sont pas encore en cours. Nous ne pouvons pas revenir en arrière et modifier le passé, ni payer une injustice en en créant une autre. Nous devons y faire face dans l'état actuel des choses et aller de l'avant alors que nous créons un nouveau cadre de droit, de commerce et de gouvernance.

Ce que nous pouvons et devons faire, c'est: (1) mettre un terme à la fraude et aux actes répréhensibles en apportant des modifications administratives immédiates pour corriger et limiter les opérations des sociétés municipales et en aidant les gouvernements légaux du monde entier à rétablir l'ordre et à reprendre la normale opérations; (2) reconnaître les limites de l'autorité fédérale; (3) recycler les tribunaux et les officiers de justice pour travailler pour le grand public et administrer le droit public; (4) cesser de dénaturer les élections des sociétés privées comme des élections publiques; (5) mettre à la disposition des victimes un crédit prépayé abondant; (6) cesser et s'abstenir de programmes de réduction de la population et de migration forcée et de réinstallation; (7) retirer les employés de la Corporation municipale et le personnel de l'agence des postes de direction au sein du gouvernement fédéral qui devraient être occupés par nos propres employés de la République fédérale américaine et que nous remplirons temporairement avec des employés de la Fédération; (8) restituer les actifs purgés, publics et privés, qui ont été encaissés dans des fiducies, au contrôle du gouvernement légal et des personnes vivantes auxquelles ces actifs appartiennent; (9) dissoudre les intérêts de confiance publics et privés qui ont simplement été présumés exister et supprimer toutes les présomptions juridiques attachées à ces artifices.

Notons enfin que la fraude a été impliquée dans le début de la guerre civile américaine dans la conduite de la guerre et dans l'administration de tout ce qui résulte de ce conflit. La fraude fait partie de chaque guerre et conflit depuis lors.

Comme la guerre civile américaine n'a aucun honneur ou dignité en tant que guerre légale et que nos États se sont tenus en tant que non-combattants tiers et sont restés en l'honneur tout au long, personne ne peut supposer que nos États sont en faute pour les crimes violents et flagrants promus contre eux, par leurs employés et sous-traitants, et encore moins de raisons de supposer qu'ils sont "morts" ou "manquants" faute d'être appelés en session.

Nos États et notre peuple ont tout simplement été mal informés --- et mal informés par leurs sous-traitants agissant en violation de la confiance et du contrat de service.

Nos propres ancêtres ont été pris en embuscade alors qu'ils transportaient les Grands Sceaux des États-Unis chez eux en Virginie-Occidentale en 1865, et forcés de fuir pour sauver leur vie vers le nord-ouest du Pacifique, aux États-Unis. Ces phoques ont été vus pour la dernière fois en possession du Federal Reserve Board of Governors et seraient maintenant aux Philippines. Ils nous appartiennent, littéralement, et nous souhaitons qu'ils soient renvoyés.

C'est à cette même époque que la flotte britannique a dû être bloquée par la flotte russe agissant en vertu des dispositions de notre alliance russo-américaine de 1858, pour empêcher la Grande-Bretagne de lancer une attaque contre notre gouvernement civil pacifique et le peuple vivant de ce pays.. Cela démontre la mauvaise intention et le manque de confiance qui ont animé ces événements depuis le moment où Lincoln a décidé de se présenter à un poste présidentiel territorial et de le faire passer pour le bureau du président des États-Unis d'Amérique.

N'ayant pas réussi à tromper nos États de l'Union en rejoignant leur mercenaire pour tous, et n'ayant pas réussi grâce aux Russes à dépasser physiquement notre pays, les monarques britanniques ont cherché à engendrer un faux "état de guerre" dans ce pays et ont agi sous un manteau de secret pour le promouvoir, dont l'essence a été de se promouvoir secrètement, ainsi que leurs agents non déclarés, en tant qu'exécuteurs de Son Tort, et d'établir des fiducies publiques dans nos noms en utilisant la franchise morte, ou, comme nous la caractérisons, les escroqueries pour bébés morts décrites ici.

Ces stratagèmes qui s'emparent des bébés en protégeant leurs noms de leurs droits d'auteur et en convertissant illégalement leurs affiliations politiques naturelles sont un fléau depuis des siècles, d'abord aux mains de l'Église, puis aux mains du monarque britannique. Il est temps que ces pratiques prennent fin et soient toujours désavouées.

Nous avons été accusés de mentir, et en effet, il semble être une idée absurde que l'arnaque du bébé mort se déroule dans l'Église depuis les années 1100 et qu'une variation de ce mécanisme a été utilisée par les gouvernements laïques modernes à travers le monde, pourtant, les documents privés et publics donnent tous le même résultat, tout comme l'administration des tribunaux, tout comme le dossier législatif qui, dans notre pays, produit des châtaignes telles que la loi Shepherd - Townsend et la loi Buck.

Nous avons également été accusés d'avoir persécuté l'Église et d'être sous le couvert de Martin Luther et avons même été accusés de haïr les catholiques, mais il ne s'agit pas de doctrine ou de croyances religieuses ou même de politique.

Cette discussion porte sur les relations d'affaires et les crimes commis contre des employeurs fidèles, il s'agit d'obligations contractuelles fermes dans le dossier public, et il s'agit de fraude contre les bébés et leurs mères pratiquées contre eux par des agents étrangers non déclarés --- et de ses médecins, infirmières autorisées et autres professionnels de la santé illégalement enrôlés dans le service fédéral via des licences requises par la couleur de la loi, la non-divulgation, et fausse déclaration d'autorité.

Ces stratagèmes de fraude et ces actes de coercition et de conversion illégale servent tous à une seule fin, à savoir l'esclavage de l'humanité dans le cadre d'un stratagème de féodalisme

d'entreprise. En effet, c'est la seule solution dont disposent les auteurs qui pourrait les laisser au pouvoir, mais ce n'est pas le cas.

Nous n'acceptons aucune théorie du droit qui blâme les victimes pour cela.

Peu importe qui a pensé à tout cela et l'a mis en œuvre, et peu importe la période ou la commodité de ces saisies illégales de biens, nous devons croire que l'humanité est en mesure de créer une meilleure justification pour organiser nos vies et nos affaires que cela.

Il est clair sur les archives de l'Église catholique romaine et incarné dans le Credo de l'apôtre que nos corps sont créés par Dieu et nous sont donnés par lui, le Créateur. Il est également clair dans le dossier public et né de la pratique ancienne de chaque nation indigène, que nos noms donnés nous sont donnés en cadeau, soit par nos familles, soit par d'autres gardiens. Ceci est à nouveau soutenu par la Bible, qui admet que nous n'avons pas encore reçu nos vrais noms, nous devons donc nous contenter de ces noms doués imparfaits pour l'instant.

Il ne fait donc aucun doute que chacun de nous est en possession de ces dons, d'un corps qui nous est donné et d'un nom qui nous est donné, et que ces biens sont les nôtres en termes absolus. Il ne fait aucun doute que le corps possède à la fois la terre dans ses os et la mer dans son sang, et que nos prénoms nous relient au domaine de la pensée; nous sommes donc chacun en possession de notre propre air, terre et mer et nous sommes à la fois en théorie et en fait des êtres souverains.

Le vol de souveraineté en mer ne le interdit ni ne le change, car comme tous les biens, la possession par des pirates ne change pas de propriétaire.

Il ne peut y avoir de loi ou de pratique qui nie notre position légale et aucune illusion ou fraude insinuée par les opérateurs de la juridiction de la mer qui puisse s'opposer à nos revendications antérieures, soit en tant que personnes individuelles, soit en tant que nations. Aucun artifice de la Curie, aucune confiance du public simplement présumée exister, ne peut s'opposer à notre esprit incarné.

Nous souhaitons la dissolution de toutes les présomptions légales résultant des domaines défavorisés associés aux personnes adultes et vivantes, et le début d'une divulgation complète et honnête. Nous souhaitons la dissolution de tous les intérêts de confiance du public sur demande, que ces demandes soient écrites ou exprimées verbalement. Nous souhaitons l'examen de tous les bureaux publics et privés pour empêcher l'existence de personnel opérant en tant qu'exécuteurs de Son Tort.

Nous souhaitons mettre fin à toutes les fraudes en matière de faillite utilisant les successions pour enfants décédés ou d'autres personnes morales créées par incorporation pour créer des franchises non autorisées de la Couronne britannique et / ou des sociétés municipales gérées par la ville. Nous souhaitons la cessation de l'utilisation de ces franchises comme moyen de déverser des dettes d'entreprise non consensuelles sur le dos des personnes vivantes.

Pourtant, le cadre des crimes et des revendications de propriété que nous examinons actuellement ne concerne pas vraiment le système juridique meilleur ou pire, ni même les intérêts de propriété et les noms des sociétés municipales. Le cadre est plus fondamental que cela, et plus le sujet du

droit ecclésiastique.

Nos ancêtres ont choisi de connaître à la fois le bien et le mal, un choix qui a permis à la mort et au péché d'entrer dans le monde. C'est une éducation que nous payons littéralement de notre propre vie. Que nous nous cachions du mal ou que nous le rencontrions pour combattre dans un champ ouvert, le mal existe maintenant dans ce monde, et il nous trouvera. Le mal nous accusera et se dressera contre nous jusqu'à ce que nous le reconnaissons et le fermions de nos vies.

Nous pensons que nous devons être autorisés et prêts à reconnaître le mal lorsqu'il se fraye un chemin dans nos vies, nos maisons, nos entreprises, nos banques, nos gouvernements ou même nos églises. Nous ne pouvons pas nous permettre de jouer le rôle des moutons; nous devons tous, à part entière, devenir des bergers de nous-mêmes et de nos semblables.

Nous pensons que ceux qui s'opposent au crime doivent toujours l'exposer et s'y opposer. Nous pensons que laisser les gens ignorants du crime ne fait que les rendre vulnérables, comme le montre plus que la condition actuelle du monde.

Combien de crimes de confiscation, d'emprisonnement et de piraterie illégaux se sont produits à la suite des escroqueries sur les successions des enfants décédés, aussi bien intentionnées soient-elles à l'origine? Combien de ces actes criminels ont été promus par la fausse présomption de guerre? Combien de crimes contre l'homme et Dieu ont été perpétrés par ce système fondé sur la fraude et l'ignorance?

Les crimes de conversion illégale que nous avons décrits ont provoqué un monde bouleversé, un monde dans lequel les hommes et les femmes vivants ont été parasités par des fictions légales et appauvris par une fraude constructive commise contre eux par leurs propres employés et leurs institutions de confiance.

L'approche traditionnelle de l'Église a été de garder l'innocence de la population et de lutter contre la criminalité à la fois dans leurs propres rangs et dans le reste du monde sans engager le public. On pensait que si les gens ignoraient le mal qui les entourait - comme les moutons selon un berger - ils seraient gardés purs et leur esprit intact par le mal.

Cette justification traditionnelle suppose que le mal est un parasite qui n'existe pas naturellement en nous ni dans notre monde, et que l'évitement de toute familiarité avec le mal est pour le mieux. De nombreux théologiens de l'Église ont comparé la propagation du mal à la propagation d'une contagion.

Ce que nous appelons la théorie germinale du mal est assez raisonnable, car nous pouvons observer que les Hébreux ont été, en fait, infectés par les mauvaises idées et croyances des Cananéens et qu'ils sont tombés dans ces abus et pratiques mauvaises par contact avec les Cananéens, Ammonites, Philistins, Babyloniens, Égyptiens et autres.

C'est par contact avec les Cananéens que les Hébreux ont commis l'erreur enregistrée dans le premier Samuel, chapitre 8, verset 5.

Dans le même temps, nous pouvons voir que l'évitement du mal ou selon les Églises pour former un rempart contre lui n'a pas fonctionné.

L'effort traditionnel de protéger la population du mal en la laissant ignorante est intenable. Avec un nombre décroissant de gardiens et une partie d'entre eux devenant inévitablement pollués par les crimes qu'ils traitent, il ne reste plus assez de bergers résolus.

Nous devons tous défendre la cause, affronter le mal et y faire face.

Inévitablement, nous avons un massacre en gros, comme nous le vivons actuellement avec le génocide de Covid-19. Il y a eu 56 000 soi-disant décès supplémentaires en Grande-Bretagne signalés le mois dernier, et près d'un quart de million de ces décès supplémentaires chaque mois depuis janvier aux États-Unis --- et nous ne pouvons pas commencer à compter les décès survenus et survenus dans le tiers monde.

De même, tout le continent africain est convulsé par des "guerres civiles" importées qui sont, encore une fois, des conflits mercenaires illégaux artificiels promus par les suspects d'Europe occidentale habituels - les banques, les cartels commerciaux et les élitistes qui persistent à regarder l'Afrique comme leur possession coloniale et un approvisionnement potentiellement sans fin de mercenaires bon marché, maintenant la Chine leur a fermé la porte.

Un troupeau non gardé en subit les conséquences, et les victimes n'ont aucun moyen de connaître le mal avec lequel elles se disputent. Comme les moutons, ils sont conduits au massacre dans les tribunaux et dans les armées mercenaires et il n'y a pas de lieu sûr pour eux, même dans l'Église.

Nous sommes consignés à apprendre ces leçons, à connaître la différence entre le bien et le mal. Nous sommes obligés de développer le discernement et de faire un choix entre eux. Après avoir développé ce discernement et avoir fait le choix du bien, nous devons être autorisés à avancer.

L'Église a poursuivi sa lutte interne, demandant qui est en faute?

Ces crimes sont devenus institutionnalisés, nous avons donc ici des problèmes qui vont au-delà de toute génération d'hommes. Les auteurs de ces opérations criminelles sont tous morts et disparus. Les personnes qui exploitent ces systèmes maintenant sont largement ignorées des mécanismes impliqués.

Ils ne réalisent même pas qu'ils commettent des crimes.

Contournons donc tout le blâme et le pointage des doigts et traitons ce qui est.

Ces systèmes sont cassés et mauvais. Ils ont permis à des fantômes incorporés d'attaquer et de posséder des hommes vivants. Ils doivent être complètement réformés, ce qui prendra la pensée et les efforts de nombreuses bonnes personnes à travers le monde. Pas seulement le pape. Pas seulement la Curie. Pas seulement la Cour de chancellerie du Vatican.

Le problème et la criminalité en cause sont tout simplement trop vieux et trop vastes. Elle a un impact sur trop de pays et trop de groupes religieux. La réparer nécessite une action publique et

une action œcuménique, les deux.

Le pape Benoît XVI s'en est rendu compte et a seulement souhaité que la criminalité prenne fin. Comme l'a souligné l'un de mes détracteurs personnels, il y a un nouveau pape en ville. Sommes-nous censés croire que le pape François est moins préoccupé? L'une de ses premières actions a été de supprimer le corsaire.

Nous n'avons parlé que par courrier électronique ou par lettres occasionnelles au Saint-Siège depuis de nombreuses années. Nous les avons tenus informés de nos conclusions et comme chaque couche d'oignon criminel a été décollée, ils ont pris des mesures pour protéger l'Église et apporter des corrections administratives, essayant toujours de tout garder en bouteille et en interne.

La mort récente du pape Benoît XVI et la disposition de son cabinet ministériel n'étant pas une question publique, nous avons plus de préoccupations à faire valoir.

Comme le pape Benoît XVI, nous souhaitons que toute cette criminalité de la part de ces sociétés municipales et de leurs gestionnaires soit traitée de manière pragmatique et arrêtée. Nous souhaitons que les habitants de cette planète sachent ce qui s'est passé dans le passé, non pas pour blâmer quiconque vivant aujourd'hui, mais pour faire en sorte que le passé ne continue pas de gâcher et de mettre en danger l'avenir.

Il reste à voir, selon ses propres mots, ce que le pape François veut et quelles peuvent être les instructions qui lui restent. Son droit et sa responsabilité de disposer des sociétés exerçant des activités illégales sont désormais invoqués en vertu du droit ecclésiastique.

Nous souhaitons que l'Église saisisse l'occasion et n'ait pas peur de ces ombres, embrasse la vérité aussi amère soit-elle et décide de réexaminer le monde tel qu'il est et comment il pourrait être.

La vérité, en tout état de cause, est la seule voie à suivre. En tant qu'hommes et femmes, nous devons connaître nos péchés et les confesser afin d'être pardonnés. Peut-il être différent pour nos institutions et les sociétés que nous créons? Nous devons connaître le mal et le posséder, avant qu'il ne puisse être corrigé.

Ou nos constructions mentales chétives sont-elles à l'abri de la loi du ciel?

Nous souhaitons à tous --- catholiques, protestants, musulmans ou hindous ou tout être ou religion sensible à notre Créateur --- de prendre notre courage et de nous éloigner des vilaines pratiques de corruption du passé.

Ce à quoi nous nous attaquons est un vaste crime imbriqué qui entraîne l'esclavage de l'humanité et leur servitude envers les institutions et les entreprises qui ne sont que des constructions de nos esprits.

Nous avons le droit naturel d'exister matériellement; ces créatures de l'esprit n'ont pas ce droit qui leur est garanti, et ne peuvent exister que tant qu'elles opèrent légalement, ne causant aucun préjudice à leurs employeurs, clients et bienfaiteurs.

Nous avons décrit de manière adéquate les préjudices et les abus qui ont résulté de l'abus, de la mauvaise orientation et de l'abus des privilèges des entreprises.

Nous souhaitons que Alphabet, Inc., Mindbox, Inc. et toutes les sociétés affiliées liées qui se sont livrées à la recherche sur le contrôle mental et aux systèmes de contrôle mental et aux brevets de contrôle mental soient liquidés et que tous les brevets visant à asservir nos esprits soient interdits et détruits.

Nous souhaitons que Pfizer, Inc., Moderna, Inc., Johnson and Johnson, Inc., Astrazeneca, Inc., OMS, INC., UN CORP, INC., Et toutes les sociétés affiliées liées dans le monde entier soient liquidées pour leur part dans le Covid 19 Opération, et pour tous les brevets liés aux activités de biodarfare à détruire. Nous souhaitons que tous les brevets possédés par ces organisations soient examinés par des tiers experts et indépendants, et que tous les brevets criminels, c'est-à-dire les brevets liés ou utilisés par l'opération Covid 19 soient détruits, ainsi que tout brevet similaire susceptible d'être un délit. utilisation et abus.

Nous souhaitons que Bayer, Inc. et Monsanto, Inc., qui appartient maintenant à Bayer, Inc., soient liquidées pour leurs parties, respectivement, dans l'épidémie de grippe espagnole et pour l'utilisation abusive criminelle d'organismes génétiquement modifiés, et conjointement pour le déploiement de toxines et de poisons biologiques et environnementaux responsables de la destruction d'écosystèmes et d'espèces entiers.

Nous souhaitons que tous les brevets possédés par ces organisations susmentionnées soient examinés par des tiers experts et indépendants, et que tous les brevets criminels, c'est-à-dire les brevets liés à l'opération Covid ou à tout autre but criminel, soient détruits, ainsi que tout brevet similaire susceptible d'être utilisé à mauvais escient et abus.

Nous souhaitons que SERCO, INC., Qui dirige le United States Patent and Trademark Office / USPTO, soit examiné et liquidé pour sa part dans la promotion et l'autorisation des criminels de bénéficier du système des brevets, et la délivrance systématique de brevets pour les appareils et les entreprises modèles et programmes informatiques et machines et produits chimiques ouvertement criminels.

Nous souhaitons les bénéfices que les sociétés criminelles et leurs gestionnaires et conseils d'administration ont réalisés au prix de la pollution de l'environnement par des déchets industriels et de la dégradation de notre santé en utilisant des programmes tels que la fluoration de l'eau potable municipale, la pulvérisation aérienne de lisiers à charbon et sous-produits industriels nocifs similaires, chargeant des obus d'artillerie avec des déchets nucléaires et polluant même le génome humain à des fins lucratives, à saisir et à redistribuer leur enrichissement injuste au profit des victimes de ces crimes contre l'humanité.

Nous souhaitons que tous les brevets délivrés au cours des cinquante dernières années, y compris ceux jugés importants en termes de sécurité nationale, soient réexaminés et que tous les brevets de nature ouvertement criminelle soient refusés.

Ce n'est ni le but ni l'intention de nos offices de brevets de promouvoir les délits à but lucratif.

Nous souhaitons que ces stratagèmes de fraude et tous les crimes associés d'autres types, conversion illégale, usurpation d'identité, racket, etc., et les méthodes utilisées pour les mettre en œuvre, soient connus afin que nous n'ayons plus jamais à les traiter.

Nous souhaitons que l'enregistrement des bébés et le droit d'auteur de leurs noms prennent fin de manière ignominieuse, et que les présomptions juridiques et économiques qui en résultent et la confiance publique non divulguée et les intérêts de confiance privés allégués contre ces innocents et leurs intérêts matériels soient également à une fin. Laissez chaque parent et communauté assumer la responsabilité d'enregistrer de nouveaux bébés et leur provenance, et laissez les États et les nations mettre en place des systèmes d'enregistrement fiables à cette fin.

De tous les torts, blessures et injustices que notre travail a découverts, aucune de ces infractions n'est pire que la perte de notre bon nom, et de l'entendre chanter parmi les autres nations combien ils détestent "l'Amérique" et combien ils détestent "Américains" --- ne sachant jamais combien nous avons souffert nous-mêmes, et que notre pays et notre peuple ont été déformés par des sociétés municipales étrangères et leurs employés agissant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service.

Dans la mesure du possible, nous visons et souhaitons restaurer la réputation de notre pays en matière de bonne volonté pacifique et de relations équitables entre les nations, car nous avons perdu cette réputation aux mains de brigands étrangers, de pirates intérieurs et de corsaires agréés.

Nous souhaitons que les enregistrements, les droits d'auteur et les intérêts de confiance publics et privés connexes soient restitués aux hommes et aux femmes vivants de tous âges auxquels ces biens substantiels et intellectuels appartiennent.

Comme nous avons examiné tous les actes répréhensibles, les fraudes et les substitutions et tous les corsaires, les abus de confiance et les profits de la corruption qui ont été employés par nous et qui ont été obligés de nous fournir des services gouvernementaux énumérés de bonne foi tout ce temps, il est difficile de voir toute cette criminalité et cette mauvaise foi avec tout sauf le désespoir et une sensation de mal au ventre.

Nous poursuivons ces criminels depuis de nombreuses années et nous sommes dans une certaine mesure habitués à la puanteur de la corruption, mais nous sympathisons avec ceux qui rencontrent ces conditions pour la première fois et sont submergés par la peur et le dégoût. Que peut faire un homme ou une organisation contre autant de criminalité?

Pourtant, nous devons faire, chacun de nous, notre part - confiant que les gouttes de pluie font des océans et que la conscience jointe de nos esprits et de nos cœurs peut surmonter et trouver de nouvelles façons d'organiser et de financer un monde bien meilleur.

Nous souhaitons la paix, pour beaucoup, pour la gentillesse, oui, ces choses bien plus que toute justice illusoire, qui ne peut pas rendre notre temps perdu, notre joie perdue, notre foi perdue, nos maisons perdues ou nos proches perdus. Certaines choses dépassent la capacité de l'homme à réparer. Certains crimes que seul notre Créateur peut apaiser.

Pourtant, la Cour de chancellerie du Vatican opérant dans la juridiction d'origine et en vertu de la loi ecclésiastique est habilitée à rendre la justice la plus complète disponible chez les hommes. Nous déposons donc ici nos revendications et les asseyons et nous confessons que nos paroles sont, au mieux de nos connaissances et de nos croyances, à la fois vraies et exactes. Nous les affirmons devant les hommes et avec le témoin du vrai Dieu, et nous établissons donc nos noms et signes et sceaux en signe de cette action et de ce témoignage contre les sociétés incriminées qui nous ont fait du mal, ont blessé nos compatriotes, ont nui à notre pays et ont fait du mal le monde entier.

Ceci complète notre témoignage et nos réclamations devant la Cour de chancellerie du Vatican, dans l'affirmation directe et observable d'activités illégales par les sociétés municipales et commerciales nommées et associées:

Par: _____
James Clinton Belcher, chef de l'État
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Par: _____
Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

4 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1
Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee
Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

44. guerre des pieds et des mains

La fraude à l'auto-guerre, alias la guerre des pieds et des mains

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Dans la guerre civile américaine et dans pratiquement toutes les guerres depuis lors, des sociétés municipales qui appartiennent finalement aux mêmes personnes exactes se combattent. Nous voyons la même chose se perpétuer en ce moment partout dans le monde.

C'est toujours une guerre du profit contre soi-même, un concept anti-intuitif qui est néanmoins une fraude à première vue.

Allons-nous abandonner nos pieds? Ou nos mains?

La Municipal Corporation supervisée par la Couronne britannique est finalement détenue et exploitée par les mêmes personnes qui possèdent et exploitent la City-operated Municipal Corporation.

Seuls les intermédiaires sont différents. Les deux sont des sociétés municipales.

Cette utilisation de différents intermédiaires pour fournir l'apparence de deux "côtés" alors qu'il n'y a qu'un seul propriétaire ultime --- est frauduleuse.

Le jeu actuel à enjeux élevés a été mis en place avec les mondialistes qui dirigent la City Municipal Corporation, sapant les nationalistes qui dirigent la British Crown Municipal Corporation.

Pourtant, au bout du compte, ces deux structures sont des sociétés municipales et en plus de tout cela, le nationalisme et le mondialisme ne sont pas des concepts mutuellement exclusifs.

Nous partageons, comme nous l'avons toujours fait, l'air et les océans. Ainsi, où que nous soyons et où que nous soyons, nous sommes déjà en possession d'intérêts mondiaux. Nous faisons déjà partie de la communauté mondiale. En effet, il n'y a pas d'autre moyen pour nous d'exister.

Les mondialistes devraient reconnaître ce qui est de nature mondiale et ce qui ne l'est pas, et se conduire en conséquence, en gardant leur nez dans leur propre juridiction.

Les nationalistes devraient se concentrer sur l'amélioration de leur terrain et la chérissement de leur peuple en tant qu'expression unique du génie du Dieu vivant.

Et les banques et les banquiers devraient fournir plus qu'assez de jetons de casino pour que tout le monde ait et soit et fasse tout ce que nous devons réellement faire --- sans provoquer une crise de liquidité artificielle.

Nous pourrions en fait nettoyer l'environnement et être occupés à le faire au lieu de parler de le faire.

Nous pourrions réaliser que nous sommes la valeur qui soutient tous les systèmes monétaires sur Terre et cesser d'adorer la petite idole. Nous pourrions utiliser l'argent tel qu'il est censé être utilisé, comme un outil pour faire avancer les choses --- ne pas investir à l'infini dans de simples "symboles de valeur" pour un avenir qui n'arrive jamais.

Nous souhaitons la fin immédiate et permanente de la lutte promue entre la Globalist Municipal Corporation et la Nationalist Municipal Corporation.

Nous ne sommes pas trompés sur les circonstances et la propriété réelles.

Nous avons déjà vu cette fausse "guerre" et nous n'avons ni besoin ni envie de la revoir.

La crise actuelle à notre frontière sud est le résultat des tentatives de la faction mondialiste d'utiliser les accords commerciaux (Union nord-américaine, etc.) comme moyen d'usurper contre l'identité et l'autorité nationales.

La City-operated Municipal Corporation ne peut pas jouer sur les deux tableaux, prétendant avoir un contrat de fonction et de service légitime d'une part, puis ne respectant pas l'article IV, section 4 de la Constitution des États-Unis d'autre part.

Cet incident et de nombreux autres incidents et circonstances doloires ont été causés par la Corporation municipale gérée par la ville et ses citoyens empiétant sur la terre et le sol et tentant de renverser l'ordre naturel des choses, comme si notre tête pouvait remplacer nos pieds.

Chaque partie de l'Ordre naturel a sa place - et il est grand temps que la Corporation municipale gérée par la Ville et sa hiérarchie reconnaissent les limites que la nature - et nos vénérables accords - lui imposent.

Nous souhaitons la fin de tous les efforts pour forcer le mélange artificiel de différentes races et religions et cultures via les migrations de réfugiés et de demandeurs de liberté --- et la prise de conscience que l'homogénéité n'est pas dans l'ensemble une fin naturelle ou souhaitable.

Soyez témoin du Royaume du vrai Dieu: plus d'un million d'espèces différentes d'insectes, un nombre inconnu d'espèces de diatomées et de microbes, des milliers d'espèces d'arbres et

d'arbustes les sables de la mer et les étoiles dans le ciel, chaque grain de sable et chaque étoile unique, mais faisant partie de son genre. Nous aussi, chacun de nous et toutes nos nations, sommes uniques.

Alors observez et laissez-le; nous souhaitons que les gens reconnaissent leur place dans ce plus grand schéma de choses.

Nous souhaitons que les directeurs chargés de l'administration des juridictions mondiales de l'air et de la mer retirent leurs mains et quittent la terre, le sol et les gens.

Alors qu'ils détestent les transgressions, qu'ils apprennent à détester les offenses aussi.

Nous souhaitons que toutes ces pratiques de manipulation et usurpations promues par la juridiction aérienne et la juridiction maritime contre la juridiction terrestre et terrestre cessent; personne ne devrait prendre ce qui n'est pas le leur ni l'intrusion contre le domaine garanti aux autres par la nature et par la loi.

Nous avons officiellement et sciemment repeuplé la terre et le sol et avons dénoncé les actions illégales des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia qui ont conduit à toute supposition contraire. Nous n'avons jamais en fait ni pensé quitter notre maison et notre maison naturelles.

Nous souhaitons le retour pacifique de tous nos biens, y compris notre propriété intellectuelle de ces directeurs qui ont prétendu être nos gardiens, représentants, exécuteurs testamentaires et fiduciaires pendant notre prétendue absence.

Absent pendant un certain temps ou non, nous sommes de retour.

Nous souhaitons que les revendications égales et similaires de toutes les autres nations soient honorées; les gouvernements légaux d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse, du Pays de Galles, d'Australie, du Canada et, bien sûr, des États-Unis, sont déjà présents et d'autres nations mettent leurs gouvernements légaux en session pour résoudre ces mêmes problèmes de mauvaise administration frauduleuse, de conversion illégale, d'usurpation d'identité et d'usurpation illégale.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

11 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

45. fraude à la franchise et à l'application

La fraude favorisée en matière de franchise et d'application

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Docteur David E. Martin a récemment comparu devant le Parlement européen et a présenté un calendrier exact et approfondi démontrant le développement du coronavirus bio-conçu et armé à partir de 1965 avec des brevets parents en Europe, le transfert à l'Université de Caroline du Nord et sa libération éventuelle à Wuhan, Chine.

Il ne fait aucun doute que le coronavirus présenté comme la cause de la pandémie de 2019 a été délibérément construit dans un environnement de laboratoire comme une arme biologique qui, une fois injectée, tuerait celui qui le recevrait, mais ne pourrait pas être transféré à d'autres comme un véritable agent infectieux.

En même temps que le coronavirus était armé en Grande-Bretagne et à l'Université de Caroline du Nord Chapel Hill, l'industrie pharmaceutique est apparue devant les États-Unis. Le Congrès menace de suspendre la production de vaccins parce qu'ils sont frappés par trop de poursuites liées aux blessures et aux décès dus aux vaccins.

Le Congrès a répondu en libérant l'industrie pharmaceutique de toute responsabilité éventuelle pour les demandes de décès et d'invalidité résultant de vaccins qu'ils produisent en tant que produits de consommation.

Il n'est pas possible pour une société municipale de libérer sélectivement une ou plusieurs de ses propres franchises de sociétés commerciales de la responsabilité liée au rendement du produit. Même si la société mère devait assumer officiellement la responsabilité de sa franchise, cette société mère devrait être financièrement compétente pour le faire et devrait afficher une caution, ce qui n'a jamais été fait.

Dans ce cas, l'ensemble de la proposition et la promulgation qui en a résulté étaient un conflit d'intérêts flagrant et un abus de confiance, car les mêmes personnes qui ont été frauduleuses pour financer la British Territorial Municipal Corporation étaient les mêmes victimes que les franchises

des sociétés pharmaceutiques cherchaient à échapper --- ainsi les victimes paieraient leurs propres blessures de toute façon, et ni la société mère ni les sociétés pharmaceutiques n'étaient compétentes et disposées à payer leurs propres frais de responsabilité, qu'elles ont proposé d'imposer aux victimes.

Étant donné que le gouvernement britannique territorial des États-Unis fonctionne comme une société municipale hébergée dans le district de Columbia, la Municipal Corporation --- et son congrès --- n'ont jamais bénéficié de l'immunité de l'État et ne peuvent donc pas non plus offrir l'immunité de l'État à ses propres franchises commerciales.

En conséquence, les sociétés pharmaceutiques opèrent dans l'hypothèse d'une garantie bidon les tenant inoffensifs de toutes les réclamations en responsabilité et de toute responsabilité pour leurs produits vaccinaux.

Selon les sociétés pharmaceutiques et la législation produite par les États-Unis. Le Congrès, les sociétés pharmaceutiques auraient vraiment pu injecter de l'huile de serpent fermentée dans les victimes et ne pas avoir été tenu responsable - sauf que le Congrès ne pouvait conférer aucune immunité qu'il ne possède pas légitimement.

Comme le dit clairement leur propre titre fédéral 22, lorsqu'un gouvernement agit en tant que société, il perd tout avantage de l'immunité de l'État et devient soumis à toutes les lois et limitations qui régissent les sociétés.

Les sociétés municipales et leurs dirigeants et élus agissant en tant que pourvoyeurs de produits intéressés créés par leurs propres franchises restent 100% personnellement et commercialement responsables.

Les sociétés municipales et leurs élus et officiers tentent également d'échapper à leur responsabilité en omettant de rédiger leur serment d'office et de le publier, ce qui les oblige à ne jamais entrer dans une fonction publique. Ils fonctionnent tous comme des imposteurs comme plusieurs études l'ont montré:

<https://www.brighteon.com/e5366970-58d0-434c-82c0-e9f1efbd6579>

En tant que tels, ils n'ont pas de fonction publique, pas d'autorité publique et aucune responsabilité associée à la fonction publique vacante qu'ils semblent occuper --- mais dans le même sens, ils n'ont aucun pouvoir de promulguer une législation ayant une incidence sur le grand public de ce pays du tout; les seuls fils sur lesquels ils s'accrochent sont les contrats d'enregistrement purs et non divulgués qu'ils ont obtenus alors que les victimes de leur avarice étaient encore des bébés dans leurs berceaux.

Comme nous pouvons tous le constater, aucun de ces contrats n'a jamais été compris comme des contrats, aucun n'a été entièrement divulgué, tous sont entachés par la tromperie sémantique et d'autres éléments de fraude, et tous sont intéressés par la part des agents étrangers non déclarés employés comme officiers en uniforme.

Nous recherchons des allégations selon lesquelles ces mêmes médecins qui étaient employés aux mêmes capacités pendant la pandémie de Covid 19 ont été payés \$ 25 000 par tête pour chaque Américain identifié comme mourant du coronavirus - quelle que soit la cause réelle du décès.

Si tel est le cas, cela fait écho aux gains et aux pots-de-vin qui ont été versés aux médecins pour leur signature sur les documents d'enregistrement des naissances. La corruption des sociétés "gouvernementales" a également conduit à la corruption du peuple.

Ces «professionnels de la santé», qui ont été cités, ont été enrôlés à leur insu ou sans leur accord en tant qu'officiers agréés en uniforme de la British Territorial Municipal Corporation en vertu du titre fédéral XXXI, et menacés de perdre leur permis professionnel s'ils ne suivaient pas les ordres et postulaient officiellement approuvés - et mortellement --- contre-mesures.

Nous avons confirmé des paiements d'environ un milliard de dollars chacun aux 20 plus grands hôpitaux de ce pays pour accompagner le récit du coronavirus et faire le sale boulot.

Avec ce genre d'argent dépensé par les auteurs et effectivement payé par les victimes elles-mêmes, il s'agit de l'un des contrats de confiance et de service les plus flagrants et les plus nuisibles de l'histoire.

Pendant ce temps, les sociétés pharmaceutiques produisant le breuvage de cette sorcière ne ressentaient aucune menace de responsabilité, car leur société mère faisait un clin d'œil et promettait de pardonner tous leurs péchés. Les avocats de Pfizer ont déjà soutenu - devant les tribunaux - qu'ils ne faisaient que ce que les sociétés d'État leur avaient dit de faire, qu'on leur avait dit qu'ils n'en subiraient aucune responsabilité, peu importe ce qu'ils mettaient dans leur vaccin.

Les compagnies d'assurance ont également déjà fait valoir que les victimes ne devaient aucun paiement de police d'assurance-vie parce qu'elles avaient pris le vaccin volontairement et ont ainsi choisi de se suicider --- ceci, tandis que les sociétés municipales continuaient d'agir sous la couleur de la loi et dépensaient plus d'un milliard de dollars en publicité, disant aux gens que ces vaccins étaient cités: "sûr et efficace", et les encourager à penser que c'était une vaccination normale qu'ils devraient prendre pour se protéger et protéger les autres.

Les sociétés municipales et leurs franchises d'État ont perroquet ces fausses informations sur les ondes, même s'il était largement connu dans les communautés de la recherche et de la médecine que les vaccins ne sont pas efficaces contre le coronavirus, et cela était connu depuis les années 1990.

Ce produit s'est également révélé totalement inefficace pour prévenir la maladie ou en contenir la propagation par injection.

Aucune de ces sociétés municipales ni leurs franchises n'ont le droit naturel d'exister et aucun pouvoir de se dégager de toute responsabilité pour leurs actions. Les responsables de ces organisations n'ont occupé aucun poste public, de sorte que tout ce qu'ils ont fait a été fait en fraude contre le grand public, notamment en revendiquant l'immunité de l'État et en offrant l'immunité aux sociétés pharmaceutiques.

Nous souhaitons une compréhension claire qu'il est du travail et du devoir de ces sous-traitants municipaux de protéger le grand public --- de ne pas se protéger et protéger leurs franchises au détriment des personnes qu'ils sont censés servir.

Nous souhaitons une compréhension claire que tant que ces personnes n'écrivent et ne signent pas et ne publient pas leurs serments d'office, elles ne sont entrées dans aucune fonction publique et ne peuvent exercer aucun pouvoir associé à cette fonction, élue ou nommée. Quiconque continue d'exercer les pouvoirs d'un bureau sans publier un serment d'office valide sera arrêté et accusé d'usurpation d'identité et tenu 100% personnellement et commercialement responsable.

Nous souhaitons que chaque employé des sociétés municipales et de toutes les agences fédérales soit informé officiellement et par écrit que les ressortissants de l'État américain retournent à la juridiction foncière et foncière dont ils sont l'héritiers et que nous avons créé nos propres forces de maintien de la paix et que ces le maintien de la paix, y compris notre service des maréchaux continentaux et nos milices de l'Assemblée d'État, doivent être assistés et respectés par tous les employés fédéraux et d'agence et de l'État.

Les organisations de police et d'application de la loi actuellement employées par des franchises constituées des sociétés municipales sont des personnels de sécurité privés qui n'ont aucun pouvoir en tant que forces militaires ou de maintien de la paix sanctionnées par le gouvernement.

Nous souhaitons que chaque organisation d'application de la loi constituée en personne morale et chaque officier employé par ces organisations, qu'il s'agisse d'officiers municipaux ouvertement fédéraux ou de membres de franchises d'État employées comme soldats de la troupe ou Rangers, ou de franchises de comté employées comme shérifs, soient informés de la vérité - qu'ils n'ont aucun rôle ou bureau public, aucun droit de percevoir un chèque de paie public et aucune autorité supérieure.

Nous souhaitons que ces employés de sociétés étrangères comprennent parfaitement qu'en tant qu'Américains, s'ils sont américains, ils partagent une fonction publique longtemps négligée, pour faire appliquer la loi publique, y compris la loi du pays clairement énoncée par chacun des autorités fédérales. Constitutions.

Nous souhaitons que tout ce personnel de sécurité privé sache et comprenne qu'il n'a le droit d'abuser d'aucun membre du grand public de toute loi, code ou infraction réglementaire, et lorsque quelqu'un s'oppose à ses présomptions et offre une preuve raisonnable de son statut politique en tant que membres de notre grand public, ces personnes doivent être libérées et laissées seules, tant qu'ils ne blessent personne ni ne nuisent aux biens appartenant à autrui.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

31 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

46. fraude par les banques centrales

Fraude et abus des banques centrales

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Je suis né dans une famille très particulière, bien que, bien sûr, les enfants acceptent des conditions telles qu'elles sont, observent, écoutent, apprennent et tiennent pour acquis la richesse ou la pauvreté de leur environnement dans une multitude de dimensions. En tant qu'enfants, nous traduisons facilement ces multiples mondes, puis nous oublions comment faire cela, car le reste du monde vient charger, exiger notre attention, limiter et modeler notre façon de voir et ce que nous regardons, jusqu'à ce que la plupart des nous sommes estropiés et coupés de la nature et les uns des autres. C'est la somme totale de notre société et l'objectif du gouvernement à notre détriment.

Mon nom de famille est von Reitzenstein, qui est si ancien qu'il n'a pas de traduction moderne, et pourtant, la plupart des gens se froissent le nez et en saisissent l'essence, et disent --- "Un rocher itinérant?"

Les Anglais le savent assez bien. Ils ont des groupes de rock and roll et des magazines qui portent notre nom: "Rollingstones". Le concept n'est pas si étranger après tout.

Nous venions du Tyrol il y a des siècles et des siècles, où le nom peut avoir quelque chose à voir avec la façon dont les pierres et les cailloux sont constamment délogés et descendent les pentes des anciennes montagnes de dolomite.

De là, nous avons divisé nos lignées familiales, la moitié allant en Autriche et en Westphalie, la moitié allant en Franconie puis, à Issagau près de Dresde, et enfin, à Potsdam en Prusse --- c'est ainsi que nous sommes identifiés comme Prussiens, sans être Prusse.

En Prusse, notre nom n'était plus Reitzenstein, mais "vom und zum Stein" --- le "de et au rock" ou, si vous voulez, le "to and fro rock", et oui, je veux que vous vous souveniez que c'est la famille qui a donné naissance à Saint Germain et à cet homme:

Karl, Reichsfreiherr vom und zum Stein, (né en octobre. 26, 1757, Nassau an der Lahn, Nassau [Allemagne] — décédé le 29 juin 1831, Schloss Cappenberg, Westphalie [Allemagne]), homme

d'État prussien né à Rhineland, ministre en chef de la Prusse (1807 - 08), et conseiller personnel du tsar russe Alexandre I. Il a parrainé des réformes généralisées en Prusse pendant les guerres napoléoniennes et a influencé la formation de la dernière coalition européenne contre Napoléon.

Indépendamment de ses réformes et de ses services à tous ces gouvernements, il a également été l'inventeur de tout le concept de banques centrales et a créé le premier à plaisir à Frédéric le Grand, qui avait besoin d'un moyen de contrôler le commerce et les produits entrant et sortant du Royaume de Prusse.

C'est, à ce jour, le rôle et le but principaux des banques centrales - contrôler les produits de base en général, et en particulier les produits monétaires et fiscaux --- titres, jetons monétaires, crédit, richesse réelle, vous l'appellez.

En tant qu'inventeur, mon ancêtre harcelé et humble est le Créateur reconnu de toutes les banques centrales opérant sur la planète, et en vertu de la loi ecclésiastique, nous, sa famille, restons responsables de leur existence et de leurs opérations. C'est, entre autres raisons, pourquoi je suis présent et je présente les justes revendications du gouvernement américain légal et d'autres gouvernements légaux similaires.

Le Créateur des banques centrales n'a jamais eu l'intention de les utiliser à des fins criminelles, de les usurper sur des gouvernements légaux ou de faire des méfaits au détriment de l'économie mondiale tout entière.

Pourtant, nous voici deux siècles et demi plus tard, et nous voyons le fléau que les banques centrales et leurs fonds de produits associés, en particulier le Fonds de stabilité économique et le Fonds pour la sécurité économique, sont devenus.

Nous assistons en ce moment à l'abus des pouvoirs des banques centrales à l'échelle planétaire, car ils "dialisent" délibérément et malicieusement l'accès à la liquidité en espèces, dans le but de renforcer la propriété des petites banques sur un centime pour une base de dollar, et augmenter le contrôle monopolistique des grandes banques, et même, si elles peuvent l'affiner, détruire la liberté de la population vivante de commercer en privé.

Nous les avons surpris en train de comploter, par un accès inégal aux échanges et aux options liés à la "réévaluation" proposée des devises, pour forcer l'hémisphère oriental à financer et à populariser l'utilisation de leurs soi-disant monnaies numériques de la Banque centrale, tout en forçant l'hémisphère occidental à souscrire et à stabiliser leurs divers produits Note - "Notes des États-Unis" - et ainsi de suite, et poursuivre la pratique vénale de vendre des dettes.

Ce sont des crimes contre l'humanité, et ce sont aussi des crimes commerciaux.

S'exprimant au nom de ma famille, et cela signifie que les héritiers et héritiers du concept de banque centrale, co-créateurs dans toute l'entreprise, cette criminalité n'est pas quelque chose que nous tolérons ou approuvons et nous détenons les conseils d'administration et les conseils des gouverneurs et des dirigeants de banque individuels responsables de cet abus grotesque du concept de banque centrale.

Nous considérons que la circonstance actuelle est une preuve absolue que ces sociétés municipales et leurs officiers --- y compris, mais sans s'y limiter, le président des États-Unis et le secrétaire du Trésor américain --- sont moralement, intellectuellement et pratiquement incompétents pour faire autre chose que de rechercher leur propre intérêt avec un mépris téméraire pour la vie.

S'exprimant en tant que fiduciaire pour les États-Unis d'Amérique et au nom de ses États, nous souhaitons l'utilisation immédiate des liquidités stockées sous forme de billets non coupés et de dollars Kennedy et la libération de fonds en espèces autrement stockés dans le cadre du Fonds de stabilité économique et Fonds de sécurité économique, de mettre fin à la crise de liquidité délibérément créée et à l'incitation monopolistique engendrée par les banques centrales pour nuire à la concurrence, déstabiliser l'économie mondiale, restreindre le commerce et promouvoir un enrichissement plus injuste pour les auteurs de ces crimes.

Nous avons l'autorité en tant qu'héritiers et en tant que ancêtres, en tant que donateurs et bénéficiaires. Nous sommes les créateurs du concept. Nous souhaitons que les officiers appropriés soient pleinement informés et motivés à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ce crime économique flagrant contre l'humanité perpétué par les banques centrales et en bénéficiant ainsi qu'aux banques de niveau 1 via la restriction illégale du commerce et la manipulation artificielle des marchés des devises pour créer une catastrophe économique autrement évitable.

Ce ne sont pas des questions politiques. Ces problèmes ont un impact sur tous les secteurs de l'économie et sur le bien-être de toutes les couches sociales, quelle que soit leur couleur ou leur croyance, à l'échelle mondiale.

Ce sont des crimes dans toutes les juridictions, et les responsables de la juridiction de l'air sont venus au tribunal en présentant ces informations comme preuve de notre bonne foi et de notre service à l'humanité.

Nous souhaitons la discipline immédiate et efficace des responsables de ces abus et des mesures correctives immédiates appliquées à l'échelle mondiale.

Nous tenons les banques centrales et les banques de niveau 1 complices responsables, ainsi que les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, leurs agents, successeurs et affects, de tous les dommages subis par les petites banques affectées par cette crise de liquidité accrue, et les petites entreprises forcées de fermer et les souffrances inutiles de chaque personne.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

9 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

47. fraude pour les généraux

Comment fonctionne la fraude pour les généraux

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Lorsque Rome a conquis un peuple indigène, elle les a d'abord renommés "tribu" due "tribute" à Rome. Maintenant, la nation conquise avait un nom romain, tout comme ils ont renommé Yeshuah et l'ont appelé Jésus, à la place. Avoir un nom romain obligeait ces nations conquises à rendre hommage à Rome.

Nous espérons que les jeux de noms impliqués sonnent des cloches --- utilisant de nouveaux noms et des langues étrangères comme moyen de joindre des devoirs, des dettes et des obligations --- est un jeu que Rome promet depuis des siècles.

Rome s'installe ensuite dans le «territoire» conquis et commence à construire des routes, des ponts, des aqueducs, des forts et d'autres travaux publics pour l'administration des nouvelles acquisitions. Rome a commencé à enseigner l'histoire latine et romaine et les croyances religieuses romaines et les conventions et hiérarchies sociales romaines, sans parler dans l'ancienne langue maternelle du peuple et sans discuter du tout de sa culture.

Tout comme ils ont retiré tous les livres d'histoire américaine des étagères et n'ont enseigné que l'histoire des États-Unis.

Ensuite, il a construit des maisons et des auditoriums et des bains publics et des temples et toutes sortes de bâtiments qui, ajoutés aux routes, aux ponts, aux aqueducs et aux forts, ont apporté les coutumes romaines, la langue, la religion, les vacances et l'éducation dans l'arrière-pays.

Alors que les Romains affirmaient leur suprématie et leur supériorité à tous égards et encourageaient les membres de la tribu à imiter autant que possible les voies romaines, ils gardaient également un œil attentif sur toute nouvelle invention de bonne connaissance que les vaincus pourraient avoir à partager.

Le grand génie des Romains n'est pas la création de connaissances, mais l'application de la connaissance.

En deux ou trois générations, les tribus ainsi conquises avaient largement oublié qui elles étaient et comment elles vivaient avant la conquête romaine.

Ils se considéraient comme des hybrides, pas aussi élevés que les Romains réels, mais fiers d'être formés dans la tradition romaine et heureux d'avoir accès aux infrastructures romaines.

Dans des endroits comme la Grande-Bretagne, des légions locales ont été élevées et entraînées, et les princes tribaux ont étudié les batailles de Rome, de la Grèce, de Carthage et de la Perse, leur imagination capturée par les leçons apprises et toujours la gloire de Rome.

Et juste derrière les soldats, parfois en train de les surpasser, est venu le clergé: les enfants, la maison et l'église, des valeurs morales solides à suivre pour les membres de la tribu, un moyen cynique mais efficace de les maintenir en ligne, prévisible et naïf.

La même méthodologie exacte est utilisée aujourd'hui, simplement mise à jour pour s'adapter aux temps modernes et à la technologie.

Les cadeaux techniques romains et les améliorations des infrastructures sont importés avec des éléments uniques de sa culture et de ses traditions religieuses, et avant que vous ne le sachiez, quoi que vous soyez auparavant, vous pensez et agissez en tant que Romain.

C'est un peu comme le Borg à Star Trek. Et personne ne le remarque. Eh bien, presque personne.

Rome a repris la culture allemande et a créé les nazis, dont les prouesses militaristes et la discipline et le complexe des surhommes reflétaient le visage moderne de l'Empire antique; Mussolini aurait pu ressembler à la deuxième banane d'Hitler, mais c'est une autre illusion --- très astucieuse.

Si l'effort échouait, les Allemands en supporteraient le plus gros.

Le tout, la Seconde Guerre mondiale, a été conçu par Rome et porte son empreinte indubitable, jusqu'à la croix gammée de leur patrie aryenne dans la vallée de l'Indus et les couleurs rouges, noires et blanches de leurs drapeaux.

Alors qu'ils utilisaient les Allemands du Nord aux yeux bleus blonds comme garçons d'affiches, ce sont les Tyroliens aux cheveux noirs et à la peau serrée, les Bavarois et les Franconiens qui ont obtenu le feu vert à la table d'Hitler.

La même chose est arrivée à ce pays, et c'est évident pour quiconque a été témoin de la transformation des années 40 à nos jours et connaît la voie romaine --- c'est-à-dire la façon dont ils prennent le relais.

Rome, sous la forme de son enclave municipale dans la ville de Washington, DC, a toujours été une théocratie et les emblèmes de Rome sont partout ---- des croix gammées et des faisceaux (les étranges paquets de bâtons attachés ensemble) à gogo, de grands symboles phalliques en pierre poussé devant le dôme du Capitole.

Pour tous ceux qui connaissent le monde antique, il est évident que nous vivons dans un monde romain hybridé, sous l'emprise des valeurs étrangères et de la culture étrangère de Rome, et la direction de l'élite politique romanisée se heurte tête baissée aux valeurs de la Américains réels.

Voici notre prédiction: ils mettent Trump en place en tant que Sauveur de l'Amérique après avoir délibérément fait de Biden une risée criminelle. Des millions d'Américains seront aspirés dans le même vieux schtick --- les deux côtés de tout. N'oubliez pas que c'est le même nickel à la fin.

Si Trump revient au pouvoir, ce sera un apogée pour les militaires --- et l'économie. Tout le monde sera tellement soulagé qu'ils ne remarqueront pas ce qui se passe en Chine, mais nous lutterons contre l'action de l'arrière-garde pour couvrir le départ romain.

Comme on pouvait s'y attendre, les dirigeants romains ont divisé les choses en deux, pour gérer plus efficacement leurs stratégies de division et de conquête.

Cela a fait la différence entre Donald Trump et son administration contre Joe Biden et son administration en néons, conduisant inexorablement le pays dans les bras de Trump en même temps que Biden courtise la Chine et prépare la prochaine conquête romaine: la Chine.

La Chine est dans le besoin. Elle compte plus d'un milliard de personnes et loin des ressources dont elle a besoin. Il ne peut pas rester seul et regarder la supériorité technologique étincelante que Rome offre?

Les sociétés municipales coupables sont complices tout comme elles l'ont fait lorsque la Compagnie néerlandaise des Indes orientales a retiré le scandale des obligations de fond et a dû battre les pieds hors de la Grande-Bretagne. Alors comme maintenant, les Britanniques entravent Trump c. Biden se moque de la lutte, alors qu'ils préparent ce pays à payer pour toute leur fraude, criminalité et violence.

Les Munis soutenus par l'UE tentent de déménager en Chine, où ils bénéficieront à la Chine avec les infrastructures nécessaires et les nouvelles technologies volées dans nos offices des brevets, qu'ils gèrent commodément dans pratiquement tous les pays du monde.

Jetez un œil, les gens --- SERCO, une société municipale, dirige le United States Patent Office et sert de payeur pour l'armée américaine.

Oui, Rome aidera la Chine en tant que pays conquis - un nouveau territoire romain. Ils construiront des infrastructures et apporteront des merveilles et des avantages technologiques - tirés des offices de brevets d'autres personnes, avec l'aide de la monarchie britannique et du gouvernement de Westminster.

Rome mangera également la Chine vivante, de l'intérieur vers l'extérieur, et utilisera le peuple chinois comme fourrage dans ses jeux. Dans quelques générations, une culture qui perdure depuis plus de 5 000 ans sera romanisée.

Avec tout le bien de Rome, vient tout le mal. aussi.

Nous l'avons déjà vu. Nous n'avons pas besoin de le revoir.

L'argent que Rome crée provient de l'air mince, du sexe, de la guerre et de la drogue. Beaucoup de drogues. Sa richesse repose sur la tromperie, le mensonge, la misère humaine, le chantage et les conflits. C'est ainsi depuis 3000 ans.

Cela a toujours été ainsi depuis que les Sumériens, les Minoens, les Égyptiens et les Grecs --- et les Romains, comme d'habitude, ont appris de ces cultures antérieures et ont appliqué ce qu'ils ont appris.

Les mystères Balbek, Knossos, égyptien, Delphique et druidique étaient tous basés sur la prise de médicaments hallucinogènes, le venin de vipère étant le favori de tous les temps.

Peut-être que cette protéine de pointe - le venin de vipère autoproduit qui se fixe au même site de récepteur exact que la nicotine - a plus de sens maintenant?

Et observez ---- tandis que tout le monde chasse l'argent et l'or, qui sont des produits relativement sans valeur, quelque peu semblables aux morceaux de papier et aux frappes numériques, Rome s'accroupit et détruit le panier de pain de l'Europe et souffle les pipelines Nordstream.

C'est une autre leçon de l'histoire romaine.

Lorsque les Romains, comme les parasites, déménagent dans un nouveau pays hôte, ils détruisent autant que possible l'ancien hôte qu'ils quittent.

Ils empoisonnent l'eau (fluorure, etc.) et empoisonnent le sol (métaux lourds de Chemtrail et incendiaires métalliques - depuis 1989) et mettent le feu aux choses (comme les installations de production alimentaire et les chemins de fer et les raffineries de pétrole).

Les Romains ont délibérément empoisonné chaque puits et chaque printemps qu'ils ont pu trouver en quittant la Grande-Bretagne, déversant de grandes quantités de ferraille dans les puits.

Il est toujours là, pour tout le monde à voir, des tas de scories de l'époque romaine et de ferraille, ce qui rend l'eau toxique pour les autochtones, qui sont tous intolérants au fer.

La pandémie et les injections pour polluer notre sang et ruiner notre santé sont à la hauteur et pathétiquement prévisibles. Rome n'a rien regretté et n'a formé aucune conscience, en 3000 ans.

Nous souhaitons que les peuples du monde se réveillent et voient ce qui se passe et prêtent attention, afin que Rome (travaillant main dans la main avec ses homologues militaires à Constantinople et à Jérusalem) ne puisse pas continuer indéfiniment, génération après génération, chantant la même chanson et la même danse, jouant le même odieux, destructeur, égoïste, criminel, jeu violent et faire payer tout le monde.

Nous souhaitons que Rome soit reconnue pour ce qu'elle est et que la confrérie saturnine soit évincée, afin que la Terre et le reste du peuple puissent à nouveau avoir la paix et la prospérité.

Nous souhaitons que la loi ecclésiastique soit respectée et que les sociétés municipales anarchiques soient traitées --- liquidation pour la plupart, et déchéance et transfert du contrôle des services essentiels, y compris SERCO, qui a causé assez de problèmes et dérobé beaucoup trop de pouvoir pour lui-même.

Nous souhaitons le retour de nos brevets originaires de l'Office des brevets des États-Unis - tous, y compris les produits et procédés criminels que les greffiers de brevets de SERCO ont approuvés et fournis à la Chine sous les emballages de la sécurité nationale.

Nous nous souvenons de qui nous sommes, même six générations après que ces sous-traitants municipaux étrangers ont commencé leurs stratagèmes de fraude en cas de violation de la confiance et de violation de leurs contrats de service. Nous sommes toujours là. Et nous sommes toujours les héritiers légaux.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

20 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

48. blanchiment d'argent mondial

La fraude mondiale au blanchiment d'argent et la fraude instantanée au satanisme

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons déjà mentionné les fichiers maîtres concoctés créés et maintenus par l'Internal Revenue Service / IRS et les récits complètement fictifs qui ont été attachés aux noms de tous les Américains, reliant chacun d'entre nous à des activités offshore présumées et à l'engagement dans des activités réglementées liées à la fabrication, à la vente et au transport interétatiques de l'alcool, du tabac et des armes à feu.

Cela a évidemment été fait pour placer chacun de nous sous l'égide de l'application du Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu, qui a un pouvoir d'exécution armé qui manque à l'Internal Revenue Service / IRS.

On ne sait pas encore si ce même processus et ce même mécanisme ont été utilisés dans d'autres pays en utilisant des dossiers d'information trompeurs et faux similaires pour garantir l'application armée contre des personnes individuelles.

Comme nous l'avons vu en Australie et en Grande-Bretagne, le chemin peut différer, mais le résultat final --- criminalité et fraude pratiquées contre la population civile sous la couleur du droit --- est le même.

En plus de ces objectifs évidents visant à utiliser la force armée non autorisée à des fins d'activités fédérales non nationales d'application de la loi fiscale, ces faux dossiers narratifs servent un autre objectif --- le blanchiment d'argent.

Les personnes fictives créées par ce processus gagnent des milliards de dollars de revenus chaque année à partir de toutes sortes de professions fictives, et l'argent prétendu gagné par toutes ces personnes fictives engagées dans ces activités offshore fictives réglementées est utilisé pour blanchir de l'argent réel à partir d'activités illégales réelles.

L'argent entrant dans les coffres de la Corporation municipale provenant de la production et du commerce illicites de drogues, du trafic sexuel, des ventes d'adrénochromes humains, des jeux de hasard illicites, de la récolte d'organes, de la fraude en valeurs mobilières, des ventes d'armes illégales, du rhum, des contrats de service de mercenaires, des contrats de travail des enfants et une foule d'autres rentables mais activités illégales et également largement illégales, est injecté dans des comptes créés et tenus au nom des Américains désemparés dont l'identité a été détournée et dont le droit d'auteur privé a été violé.

Ce revenu offshore aux ESTATES privés offshore créés par la première arnaque Dead Baby est alors soumis à une taxe spéciale sur les cadeaux et les successions offshore due par le domaine des défunts non réclamés, qui est passé par certaines "banques participantes" - blanchies - et transmis, finalement, au Vatican.

Un processus exactement similaire est utilisé pour transmettre les revenus de sources illicites aux États des marins territoriaux britanniques "perdus" nommés d'après les Américains --- un domaine d'intérêt public formé par la deuxième arnaque du bébé mort, attaché au Public Charitable Trust, et ceci est traité en vertu de la loi sur l'amirauté comme une autre taxe spécialisée sur les salaires des marins due par la succession fictive en probation. Cette largesse revient finalement au monarque britannique agissant en tant que surveillant du Commonwealth.

Les deux sociétés municipales opérant dans le district de Columbia sont complices de ces activités, à la fois dans la mise en place du cadre juridique mais illégal du système constructif de fraude et d'usurpation d'identité utilisé pour créer toutes ces "personnes étrangères" opérant sous le nom de l'Américain désemparé victimes, et en utilisant ces étrangers pour récolter des bénéfices d'activités illicites --- des revenus qui sont blanchis en tant que revenus d'emplois inexistantes qui sont tous dans des professions sous réglementation fédérale.

C'est ainsi qu'un mécanicien adjoint travaillant dans un petit garage familial obtient une facture fiscale d'un million de dollars, plus les intérêts.

Pourquoi? Parce que son nom a été illégalement, illégalement et immoralement verrouillé par des agents étrangers non déclarés via un contrat non divulgué signé par sa mère sans divulgation complète.

Désespérés d'éviter les conséquences de leurs actions, les auteurs ont tenté de se convertir à la "religion" du satanisme et de l'utiliser comme excuse pour leur criminalité.

Il s'agit d'une tentative évidente et égoïste de justifier leurs activités criminelles pendant trois cents ans auparavant, et devrait être considérée comme une fraude plus intéressée, cette fois dans le domaine du droit ecclésiastique.

Même Satan peut être forcé d'admettre que leur conversion a été admise à la hâte et inspirée par leur empressement à justifier leur comportement criminel contre leurs employeurs et partenaires des traités et des milliards d'autres innocents - et que cette prétendue conversion est utilisée pour échapper à la punition qui est largement mérité.

Ils ne devraient pas être crus de leur conversion au satanisme - et de l'évasion commode qu'ils recherchent - pas plus que ces menteurs et tricheurs ne devraient être crus d'autre chose.

Bien que leur criminalité soit certainement et certainement dérivée de la source de toute cette criminalité, enracinée dans l'égoïsme, l'égoïsme, la cupidité, la gourmandise, la violence et toutes les formes de corruption, elle n'a pas été différente ni plus religieuse que tout autre exemple de la même depuis les années 1640 à maintenant.

Nous souhaitons que ces questions soient abordées et que le retour de nos biens purgés, y compris tous les certificats de baptême qui ont été illégalement, immoralement et illégalement échangés contre des bénéfices sous la prétention que ces morceaux de papier transmettent la propriété de nos âmes.

Bien qu'il soit douteux que la plupart des chrétiens soient conscients de ce que le mot "christianisme" implique ni de la première histoire de l'Église qui détermine sa nature actuelle, le christianisme n'est pas satanique, mais a plutôt ses racines dans les traditions païennes ésotériques et exotiques qui ne le font pas reconnaître Satan en soi --- donc même la prétention du Perpetrateur au caractère chrétien, encore moins un caractère protestant, a été et est une fraude sans relâche par la confession de quelque religion que ce soit, y compris, mais sans s'y limiter, le satanisme, au cours des cent dernières années.

À défaut de la profession antérieure totale et publique et indéniable d'une religion, même si les principes de cette religion interdisent la divulgation, rend l'existence de tout lien individuel ou institutionnel avec cette religion intenable et discréditée.

Nous n'avons que leur intérêt personnel en tant que preuves et protestations récentes sans relâche par toute confession publique antérieure, et nous notons que le roi Charles III, aussi récemment que samedi dernier, a prétendu être un chrétien protestant afin de se prévaloir de la couronne impériale romaine.

Là où la vérité est, la fiction n'existe pas - leurs tentatives de se transformer en satanistes instantanés dans le but d'échapper à la justice pour leur manquement à la confiance et aux contrats de services qui sont par ailleurs honorés et honorables, ne peuvent pas prévaloir.

Nous souhaitons leur éviction dans les trois juridictions et le remède pacifique, la guérison et la vérité pour guérir la Terre et tout le monde.

Nous souhaitons la suppression et la destruction de ces moyens, méthodes, dossiers et activités connexes criminels promouvant des personnes et des professions fictives afin d'obtenir des pouvoirs d'exécution armés non autorisés, puis utilisés pour promouvoir le blanchiment d'argent pour des activités criminelles, comme décrit ci-dessus.

Nous souhaitons la restauration de tous les droits de propriété, intérêts, identités, pouvoirs et prérogatives des personnes vivantes et des gouvernements légaux qui ont été purs, mal utilisés, mal dirigés et maltraités.

Nous souhaitons que la récente prétention des auteurs d'être satanistes soit refusée; leur éventuelle conversion récente et secrète n'affecte pas les actions antérieures et leurs résultats --- les questions que nous abordons actuellement.

Nous souhaitons que leur confession de cette religion étrangère soit considérée comme une autre ruse utilisée pour échapper à la punition pour les crimes. Faute de confession publique et explicite préalable de leur religion, et compte tenu de leur tentative d'utiliser cela comme un moyen d'échapper à la punition, leurs excuses ne sont pas crédibles, ni aucun contrat qu'ils peuvent détenir maintenant qu'ils ont avoué.

Pour reformuler --- s'ils sont des convertis récents au satanisme, leurs actes antérieurs ne peuvent pas être radiés en raison de leurs croyances religieuses, et s'ils ne sont pas des convertis récents et ont toujours été satanistes, ils doivent prouver leur revendication hors de tout doute raisonnable et tous les contrats, traités, fiducies, incorporations, et les accords qu'ils ont conclus doivent être dissous à leur détriment faute de divulgation complète.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

10 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

49. bonne foi violée

Bonne foi violée par des fiducies étrangères, la fraude et la non-divulgation

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Nous avons observé à plusieurs reprises la formule ou le modèle qui a été utilisé par les sociétés d'État municipales et britanniques incriminées pour prendre subrepticement des pays entiers.

Cette même formule ou modèle a été utilisée avec de petites variations pour prendre le contrôle de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'Inde, des pays du Commonwealth, de la plupart des pays d'Europe occidentale, du Japon et de la Corée du Sud ainsi que de nombreux autres pays touchés et influencés par celle-ci.

Le modèle appelle à la prise de contrôle des gouvernements nationaux légaux par leurs propres gouvernements "territoriaux" associés, de sorte que s'il est même remarqué, le putsch militaire est supposé faire partie des fonctions normales du gouvernement légitime en temps de guerre, ou comme ils l'ont mal caractérisé dans notre cas, lors d'une sorte d "'urgence nationale".

Puis, en l'absence de toute guerre ou urgence nationale réelle ou de toute autre excuse logique que ce soit, ces forces territoriales restent ancrées, occupant des terres qui ne leur appartiennent pas, augmentant les coûts de leurs services inutiles et indésirables et racket contre leurs véritables employeurs.

Le gouvernement territorial fourni par l'armée agissant sous contrat assume alors le commandement et le contrôle et affirme un "intérêt de garde protecteur" dans la population et les biens du pays; en utilisant cela comme leur trame de fond, ils commencent la confiscation illégale des biens publics et des ressources naturelles et des biens privés des victimes de cette ruse mercenaire.

Quelle «nation» avait une «urgence nationale» ou était engagée dans une «guerre» quelconque, ne devient claire qu'en tenant compte des citoyens étrangers ou nationaux impliqués, bien que cela ne soit pas déclaré et non divulgué, la plupart des gens supposent naturellement, par exemple, que son «Amérique» est en difficulté, en faillite, etc., lorsqu'il s'agit de la «citoyenneté» de la Municipal Corporation constituée et de la British Crown Corporation.

Regardons la fameuse faillite de 1930 des sociétés municipales de l'époque présidée par Franklin Delano Roosevelt et signée par lui en tant que représentant américain aux Conventions de Genève en mai 1930, puis, plus tard, lorsqu'il a continué en tant qu'administrateur de la faillite municipale en tant que "président" des États-Unis (municipaux).

C'est, vraisemblablement, lorsque la ville de Washington, DC a été vendue aux intérêts de la ville intérieure de Londres, qui ont ensuite chargé le Congrès territorial d'exercer frauduleusement les pouvoirs pléniers qui ne leur ont jamais été confiés --- mais étaient plutôt destinés à être exercés par l'Américain Sous-traitant fédéral à différentes fins --- pour en créer une cité-État internationale indépendante.

Il y a de nombreux problèmes avec toute cette perspective, et pas seulement le fait que ceux qui l'engagent n'avaient aucune autorité ou participation autorisée leur permettant de prendre les mesures.

La ville de Washington, DC, existait pour servir de capitale neutre et distincte pour les sous-traitants fédéraux et a reçu ses permis d'utilisation des terres en vertu de ces termes et conditions des gouvernements des États du Maryland et de la Virginie. Une fois que ces permis d'utilisation ont été violés par les actions du Congrès territorial et de la cité-État internationale indépendante agissant en tant que gouvernement complètement étranger, séparé et non autorisé sur nos côtes, tout le but de la subvention a été sapé et retourné à nos États-nations.

La cité-État internationale indépendante de Washington, DC, n'a pas de terrain et n'est pas autorisée et est assise sur notre propriété non consensuellement en tant que Squatter, qui a acheté une propriété qui n'appartenait pas aux vendeurs. Tout cela nous appartient, ainsi qu'à nos États-nations, et même la raison pour laquelle il aurait été vendu est frauduleuse --- il a été vendu pour payer les dettes que la municipalité Sous-traitants de sociétés engagés à la suite de la Première Guerre mondiale.

Ce n'était pas une dette que nous avons autorisée ni aucune dette qui était couverte par un contrat réel que nous avons avec les sociétés municipales, mais elles nous ont mal appliqué les charges et contre nos actifs de mauvaise foi, et ont manipulé des choses afin qu'elles conservent le contrôle et le bénéfice de la partie profit de cette sale affaire pour eux-mêmes, en la déposant dans des "fiducies publiques" et les fonds de pension et les fonds d'investissement qu'ils contrôlaient ensuite "pour" nous, dans notre "absence".

En plus de tous les autres stratagèmes de fraude, nous verrons que cette pratique de vente de choses qu'ils ne possèdent pas est un modèle qui se répète, comme le Congrès territorial - qui fonctionne frauduleusement en tant que Congrès municipal, propose également de vendre ou échanger nos biens à des investisseurs étrangers pour payer leurs dettes, généralement des dettes n'ayant rien à voir avec nos contrats avec eux.

Ainsi, les investisseurs saoudiens sont en colère de ne pas avoir de participation réelle sur nos routes, et les investisseurs chinois sont en colère que non, ils ne possèdent pas réellement le port de Long Beach, en Californie, et tout cela est le résultat d'une activité criminelle et le racket de

confiance retiré par les employés de la Municipal et de la British Crown Corporation --- tous faisant semblant de nous représenter --- quand ils ne le font pas.

Ce serait comme un chauffeur qui vend la participation dans la voiture de son employeur, alors qu'il n'y a évidemment aucune participation. Il semble seulement s'y intéresser, car il a été autorisé à le conduire à certaines fins. Au lieu d'opérer de bonne foi, le chauffeur se livre à la fraude et au racket contre son employeur et contre le potentiel acheteurs de voitures, pareils.

Ces activités et plus comme elles ont terni le bon nom des États-Unis d'Amérique dans les affaires et nu à d'autres relations également, et cette blessure nous a été faite aux mains d'employés de la Municipal et de la British Crown Corporation, qui ont agi de mauvaise foi et d'ouverture de la violation de la confiance contre nous, contre le droit public de ce pays et contre la décence commune, aussi.

Dans notre cas, nos contrats avec ces organisations et leurs directeurs sont écrits en noir et blanc, publiés dans le monde entier, il n'y a donc aucune excuse pour supposer que nos sous-traitants fédéraux ou leurs employés ont été investis de pouvoirs plus, différents ou étendus ou que ils ont été autorisés à agir à quelque titre de garde légitime sur nous ou nos actifs.

Leurs urgences sans fin, comme leurs faillites frauduleuses sans fin et leurs guerres mercenaires intéressées, n'ont rien à voir avec nous ou nos actifs, sauf que ces Bounders ont été contractuellement obligés de venir à notre secours en haute mer et dans les eaux intérieures navigables tout le temps, et a également obligé de nous fournir un service postal.

Les sociétés d'État municipales et britanniques incriminées hébergées dans le district de Columbia, leurs franchises, y compris les franchises d'État et leurs sous-traitants appartenant à des agences, sont confisquées et saisies pour leurs crimes et leurs violations contractuelles, leur abus de confiance et leur mauvaise foi en ce dimanche de Pâques 2023.

Nous avons subi une violation flagrante de la confiance, une violation de contrats de services commerciaux bien établis (Constitutions), une conversion illégale, une fausse déclaration délibérée, une non-divulgarion, un racket armé, ce qui semble être des "tribunaux" publics exploités en tant que tribunaux administratifs privés sous la couleur de la loi, et à travers tout cela, nous avons souffert de fraude et de mauvaise foi de la part de nos employés mal dirigés de la Municipal Corporation et de la British Crown Corporation.

Nous souhaitons que ces deux ensembles de sociétés qui sont les excroissances modernes de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales et de la British East India Company, tous deux, soient définitivement fermés. Tout au long de leur histoire, des Enclosure Acts et des Bottomry Bonds Scandals à nos jours, ces intérêts commerciaux se sont servis aux dépens de leurs clients, employeurs et grand public.

Ils ont promu la guerre pour le profit, le racket à la maison exercé sous la couleur du droit, les tribunaux bidons, les délits graves et tout type de fraude commerciale possible connu de l'homme, y compris la fraude à l'assurance.

L'assurance, qui est un jeu légalisé, et ne devrait pas être tolérée par une société morale, et la fraude à l'assurance, vont de pair.

La première grande promotion de la fraude, à l'exception des lois sur la saisie et des abus autorisés en vertu de la loi Cestui Que Vie de 1666, fut le scandale des obligations de fond de 1702, qui impliqua une fraude à l'assurance dans la juridiction de la mer.

Rien n'a changé depuis plus de 300 ans avec ces sociétés d'État municipales et britanniques, sauf qu'elles sont maintenant organisées en tant qu'entités constituées et sont soumises aux traités et accords qui permettent leur existence.

Notre situation actuelle concerne également la fraude à l'assurance et les mêmes récidivistes. Décrivons le scandale des obligations de fonderie: des navires inexistant ont été nommés et créés sur papier par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales enregistrée en Grande-Bretagne et agissant en tant que vendeur public civil desservant la flotte britannique; ces navires imaginaires étaient chargés de cargaisons tout aussi fictives, et toute cette flotte fictive était assurée par des obligations publiques, puis ces navires et cargaisons ont disparu --- sur papier, et ils étaient tous présumés "perdus en mer".

Des réclamations d'assurance privée ont été faites et payées, des frais de récupération liés à la flotte manquante ont été réclamés et payés, le grand public britannique a été menti, de fausses funérailles pour les marins disparus ont eu lieu, puis --- le gros gain pour les Schemers, encaissant les obligations publiques contre les deniers publics, payer l'intérêt public inexistant pour la flotte perdue et sa cargaison.

C'est ce qui a conduit à la disparition de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, le plus grand expéditeur commercial au monde à l'époque, et a été la raison de sa réinstallation précipitée à New York.

Quels sont les éléments communs à notre situation actuelle?

Premièrement, il y a eu des abus de la part d'un vendeur de service public incorporé pour promouvoir une fraude contre leurs employeurs, l'Amirauté britannique et, finalement, le public britannique --- sauf, cependant, que c'est le public américain qui a ciblé cette fois-ci.

Deuxièmement, il y avait un intérêt public présumé qui a été utilisé pour justifier le cautionnement public souscrivant le «bottomry» - l'intégrité du navire et de la cargaison en danger.

Troisièmement, la fraude était fondée sur l'existence de navires et de cargaisons fictifs, qui "ont disparu" --- des livres de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, en tant que navires perdus et abandonnés.

Quatrièmement, cette fraude a généré beaucoup d'argent pour les employés individuels qui ont assuré en privé leurs propres cargaisons à bord de la flotte inexistante, ainsi que pour la Compagnie néerlandaise des Indes orientales en tant qu'entrepreneur assuré par l'État, et même pour l'Amirauté, assuré pour la perte de toute sa cargaison.

Tout cela va dire que les «employés publics» individuels travaillant sous contrat privé ont fait de l'argent sur l'arnaque, le «vendeur public» a gagné de l'argent sur ses prétendues pertes, et même le gouvernement territorial représenté par l'Amirauté britannique, a fait une énorme somme d'argent.

Le seul perdant était le grand public qui s'est retrouvé coincé pour le lien d'intérêt public sur toute cette fraude.

Une fraude très similaire a été jouée ici, seulement au lieu de navires et de cargaisons "inexistants", des navires d'un type différent --- des bébés américains mal identifiés comme britanniques territoriaux américains. Les citoyens, tous définis comme les quartiers du monarque britannique, ont remplacé les navires inexistants et leurs biens, y compris leurs domaines "renoncés" en Amérique, ont remplacé les cargaisons.

Ces fictions légales figuraient dans les livres des sous-traitants fédéraux de la British Crown Corporation pendant sept ans, puis ont été déclarées «perdus en mer», un intérêt public présumé dans les domaines et les biens a été créé et cautionné par le sous-traitant fédéral de la Municipal Corporation.

Ces nouveaux domaines non divulgués de Cestui Que Vie ont été appelés sociétés municipales et définis comme citoyens municipaux des États-Unis en vertu de la soi-disant clause de diversité du titre XXVIII du code fédéral, responsables de toutes les dettes et charges qui leur sont adressées.

Lisez cela comme un accès illimité, mais frauduleux, aux actifs américains et à des fins gouvernementales, au crédit américain.

Nous avons donc eu des bébés américains servant de «navires» et leurs domaines servant de «cargos» et c'est encore le scandale des obligations de fond.

Les Américains illégalement convertis se sont mal identifiés comme étant les États-Unis territoriaux britanniques. Les citoyens, puis redéfinis en tant que franchises de la Municipal Corporation, ont été contraints d'émettre des obligations publiques pour payer l'assurance due à l'intérêt public liée aux «navires perdus» et à leurs cargaisons, ainsi que pour payer les sous-traitants de la Couronne municipale et britannique pour tout cela. mauvais service.

Cela n'a jamais pu être fait en Amérique, car notre gouvernement présume aucun intérêt de propriété pour les personnes vivantes, c'est pourquoi les bébés américains ont d'abord dû être illégalement convertis en États-Unis. Citoyens, à la place. Les auteurs ne pouvaient pas nous le faire. Ils ont dû prétendre que nous étions quelqu'un d'autre, soumis à d'autres lois et présomptions légales.

La Compagnie néerlandaise des Indes orientales et ses successeurs de sociétés municipales se sont tous révélés être des entités criminelles, répétant à plusieurs reprises les mêmes stratagèmes de fraude et promouvant les mêmes maux depuis les années 1500.

Les sociétés d'État britanniques ont toujours aidé et encouragé les sociétés municipales --- pour la très bonne raison qu'elles appartiennent aux mêmes personnes et servent finalement les mêmes

intérêts --- sont également des délinquants à long terme.

Ces fictions légales n'ont aucun droit naturel d'exister et aucun droit de causer des problèmes aux personnes vivantes ou à la vie sur cette planète; ils sont spécifiquement tenus de fonctionner "légalement" et pas seulement "légalement" comme condition de leur existence. Ils ont manifestement échoué à cette condition.

De toute évidence, leurs sociétés mères n'ont pas non plus organisé et dirigé correctement leurs opérations.

Le traité d'union et les actes d'union donnant naissance au Royaume-Uni en tant que nouvelle fraction politique appelée "Grande-Bretagne" et l'incorporant en tant que société d'État britannique et plus tard, la création de UK, INC en tant que société municipale, n'a causé que guerre continue, criminalité de toutes sortes et confusion qui a souvent été utilisée pour promouvoir la fraude et la confiscation illégale des droits et avoirs, jusqu'au génocide à but lucratif actuel inclus.

Ces sociétés et d'autres sociétés dites nationales n'ont pas globalement servi les intérêts des nations et des peuples qu'elles ont été créées pour servir; ils ont plutôt opéré en tant que syndicats du crime et ont utilisé leurs «enclaves» mises de côté comme le district de Columbia, et les soi-disant «États-villes internationaux indépendants» semblables à la Cité du Vatican, comme bases pirates.

Les employés de ces sociétés ont agi comme des prédateurs et des parasites sur les personnes qu'ils sont censés servir. Ils ont détourné, volé, réquisitionné et dérobé des biens appartenant à leurs employeurs, miné les gouvernements nationaux et engagé des profits de guerre sans fin au détriment des vivants.

Nous souhaitons que toutes ces sociétés criminelles nous soient liquidées ou confisquées directement, leurs créanciers prioritaires préférentiels, avec leurs avoirs à collecter en notre faveur et à administrer par nous, pour reconstruire le monde, restaurer la biosphère de la planète et émettre des crédits préparés aux victimes de ce pays et du monde entier.

Nous souhaitons la fin de la criminalité belliqueuse, guerrière et rampante qui a été imposée au monde par ces mêmes sociétés à maintes reprises pendant la majeure partie des cinq siècles.

Nous ne devrions pas avoir à faire face à des répétitions et à des variations de stratagèmes complexes de fraude publique-privée multigénérationnels comme le scandale des obligations de fond ou à objecter (encore) à la tromperie justinienne, qui utilise la corruption du langage comme moyen de frauder et d'obtenir un pouvoir coercitif --- un stratagème de fraude vieux de 1500 ans qui est actuellement repris comme PARSE SYNTAX et qui est soutenu par des contrats avec le Saint-Siège.

S'il était illégal il y a 1500 ans, il est toujours illégal maintenant.

Nous ne devrions pas avoir à nous manifester et à le rappeler à la Cour de chancellerie du Vatican, ni à prouver à chaque tour notre capacité à discerner et à appliquer notre discernement.

Nous savons très bien et en détail comment la domination du monde a été renversée et donnée aux pouvoirs des ténèbres, comment cette astuce de nécromancien a été utilisée pour promouvoir les intérêts des morts sur les intérêts des vivants, afin d'usurper et de frauder les vivants, et comment toute cette fraude a été administrée dans des conditions de fraude et de tromperie, et appliquée sous la couleur de la loi.

Nous avons vu la détermination des Hautes Tribunaux dans l'affaire Yah c. Regina, a observé la preuve qu'Elizabeth II n'a jamais réellement agi comme une forme quelconque de monarque chrétien, n'a jamais siégé au trône d'Angleterre, mais a plutôt siégé à la Chaire des États.

Nous savons également comment "un" président d'une société d'État britannique opéré à partir de Porto Rico a été remplacé par le président de nos États-Unis et toutes les fraudes et vols et fausses déclarations qui ont permis jusqu'à nos jours, lorsque des homologues modernes proposent de "occuper" notre République fédérale américaine et avoir des officiers de la Couronne britannique opérant notre République fédérale "pour" nous et faisant semblant de nous représenter, quand ils ne le font pas --- et quand ils n'ont aucune autorité pour opérer à un tel titre.

Comme notre réclamation devrait le prouver, notre République fédérale n'est pas libérée et n'a jamais été et ne le sera jamais.

Nous souhaitons que tous ces délinquants soient reconnus pour ce qu'ils sont et ce qu'ils ont fait. Nous souhaitons que le Saint-Siège révèle pleinement sa relation commerciale avec le roi Jean à partir de 1215 afin que tout le monde sur Terre ait une bonne vision de la façon exacte dont tout ce plan a été mis en place, comment le surveillant du pape des terres du Commonwealth a été imposé comme " le "Roi d'Angleterre, tout en fonctionnant à la place comme un gouvernement municipal / un employé de l'Empire romain germanique. Nous souhaitons que toute cette saleté, cette tromperie et cette criminalité soient extraites de la racine, de la tige et de la feuille, renoncées et détournées pour toujours.

Nous souhaitons tous ces anciens stratagèmes de fraude conçus pour saisir les actifs et les noms donnés de personnes innocentes, et maintenant, même en essayant de saisir et de changer leur ADN donné par Dieu en un produit commercial appartenant à des titulaires de brevets --- tout cela , nous souhaitons que ces crimes et fausses déclarations soient renoncés et abandonnés, les auteurs punis et les sociétés responsables dissoutes, perdu sous toutes ses formes et juridictions, pour toujours.

Nous souhaitons que le Royaume des mensonges de Satan soit désolé et laissé derrière lui un triste artefact dans de vieux livres, pleinement exposé pour ce qu'il est; nous souhaitons que le Saint-Siège soit libéré de son harcèlement aux morts.

Nous souhaitons vivre en paix, libres de tout et de toute obligation, publique ou privée, de payer les péchés des entreprises ou de répondre autrement pour elles.

Nous souhaitons que tout le monde sur Terre remarque l'Ordre Divin et le mandat du Ciel, que les vivants ne peuvent pas être soumis aux morts.

Nous souhaitons donc que ces sociétés incriminées décèdent et qu'elles et toutes les sociétés comme elles restent dans le passé, ainsi que tous leurs stratagèmes et astuces et entreprises frauduleuses.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

9 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

50. fraude hospitaliers

La fraude concernant "Sa Majesté" Paramonov, Hospitaliers et Etc.

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Ce membre de l'Ordre des Hospitaliers, un Alexander Nikoleavich Paramonov, réclame pour lui-même de nombreux titres et bureaux grandioses et émet toutes sortes de proclamations et d'ordres et fait des déclarations selon lesquelles il a le "seul" moyen de sortir des dilemmes financiers du monde, mais sa réponse est en fait ce qui a déclenché tout ce gâchis en premier lieu ---- plus de vol d'actifs.

Apparemment, les responsables pensent que les nouveaux voleurs vont tout réparer.

La soi-disant "annulation" des "actifs historiques" se traduit par davantage de vols de particuliers et de personnes vivantes pour la promotion de crimes plus clandestins contre l'humanité par un groupe restreint de "dieux" autoproclamés et non élus". Non, merci.

Dans ses nombreuses déclarations et déclarations tout en se faisant passer pour "International Treasury Monetary One", M. Paramonov utilise la peur du nazisme comme son principal outil pour effrayer et motiver son public, mais il néglige de dire que le communisme était responsable d'au moins deux fois plus de morts pendant la Seconde Guerre mondiale et peut-être jusqu'à quatre fois plus de morts dans le monde de 1913 à 1950.

Il ne note pas non plus que du point de vue des gens normaux, le communisme et le nazisme sont pratiquement les mêmes. Les communistes volent tout, contrôlent tout, paient tout en utilisant les actifs des autres et rendent tout le monde misérable en le faisant. La seule différence entre les communistes et les nazis est que les nazis forcent tout le monde à tout payer en plus de toutes les autres misères et claptrap.

Les Hospitaliers ont remplacé les Templiers en tant que banquiers internationaux du Saint-Siège et, le cas échéant, ont été particulièrement responsables de la fraude, de la greffe, de l'ingérence constante dans la politique, des crimes institutionnalisés et d'autres péchés qui ont amené le monde à cette crise en premier lieu.

Imaginons-nous que plus du même poison sera le remède? Combattons-nous les voleurs en devenant nous-mêmes des voleurs?

Les propriétaires réels de tous ces actifs dérobés sont des personnes vivantes connues, sensées et respectables.

Ils ne confèrent pas volontairement leurs biens et leur autorité sur leurs biens aux Hospitaliers et se sont avancés et se sont présentés de manière continue qui ne peut être niée.

Personne qui contrôle les gouvernements réels de la juridiction foncière et foncière sur Terre n'a accordé à la Couronne britannique ou aux Hospitaliers une position d'autorité sur eux, et nous n'avons créé aucun organisme se faisant appeler lui-même Global Treasury Monetary One. Comme nous le savons tous et avons des raisons de le constater, tous les biens physiques appartiennent à la terre et tous les biens intellectuels appartiennent à l'air.

Et tout cela, la Terre dans son intégralité, appartient à son Créateur.

Cela signifie que quels que soient ces personnes et tout ce qu'elles préconisent actuellement, à part l'autonomie gouvernementale, le libre arbitre et la prise en charge responsable, les donateurs présumés de tous ces actifs ne sont pas d'accord avec leurs présomptions et ces dispositions de nos actifs et appellent à la liquidation de toutes les fiducies et charges qui ont été créées en notre nom et qui ont simplement pensé exister, avec la fin de toute présomption de contrôle ou d'autorité investie dans tous les bureaux "M1.

Ferdinand Marcos était notre avocat à la location et n'a jamais obtenu de poste valide en tant que fiduciaire. Les "congrès" qui nous représentaient à partir de 1856 ont tous été entachés de fraude et d'usurpation d'identité, et toutes leurs actions, y compris la création d'une tutelle pour le gouvernement des Philippines et l'existence d'un MI Trustee, etc., sont tout simplement plus fraude à première vue.

Il n'y a que trois actions simples et sensées nécessaires pour sauver le monde et toutes les hautes cours sont chargées d'accélérer nos réclamations. Liquidier ou renoncer aux sociétés incriminées. Rendre les actifs purs et durs qui étaient "semblés" être abandonnés aux personnes et aux fiduciaires auxquels ils appartiennent réellement. Et puis, mettez-vous de côté --- laissez les habitants de cette planète jouir de la liberté et de la prospérité qu'ils ont gagnées.

De même, il n'y a que trois actions simples et sensées nécessaires pour préserver la Terre et tous ceux qui lisent cela font partie de cette solution --- développer l'économie mondiale, trouver des moyens, tels que le reboisement, d'augmenter la quantité d'oxygène atmosphérique et découvrir de meilleurs moyens de gestion des déchets.

Nous avons établi hors de tout doute possible que la Couronne britannique et des organisations similaires, ainsi que leurs franchises et filiales à l'échelle mondiale, y compris le CORP des Nations Unies et de nombreuses sociétés municipales fonctionnant en tant que gouvernements, et la plupart des membres du Forum économique mondial, se sont engagés dans des activités illégales allant de la simple fraude et usurpation d'identité aux crimes capitaux de conversion illégale, de piraterie intérieure, de génocide, etc.

Il est temps que nous affrontions tous le monde que nous avons créé et, en tant que créateurs, que nous prenions des mesures pour nettoyer ce gâchis en commençant par: (1) se débarrasser des

sociétés municipales et commerciales incriminées; (2) restituer les actifs «historiques» et «hérités» volés et endurcis aux propriétaires et héritiers réels; et (3) libérer les personnes vivantes de toutes les conditions d'esclavage, de pauvreté et d'ignorance.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

27 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

51. confiscations illégales

Confiscations illégales et fraude illégale par la personne

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Les crimes de personnage ne sont pas largement annoncés dans la communauté juridique et de nombreux avocats préfèrent ne pas en parler, car ils sont engagés --- sciemment ou inconsciemment --- dans la promotion des crimes de personnage.

Comme de nombreux autres crimes, les crimes de personnage gèrent une gamme de sévérités contre le petit vol et des délits similaires aux grands crimes et crimes capitaux.

Ces crimes reposent tous sur le crime fondamental de l'usurpation d'identité - soit en faisant délibérément semblant d'être quelqu'un ou autre chose, soit, à l'inverse, en étant «pris» pour quelqu'un ou autre chose, de manière à vous obliger à payer les dettes des autres ou à assumer les obligations de performance d'un autre.

Nous observons le potentiel des crimes de personnage chaque fois que nous rencontrons des individus de même nom, par exemple, trois hommes tous nommés James LeRoy Brown, ou trois entreprises toutes nommées "Coates and Sons" ou une variante, comme "Cotes & Sons" ou " Coats and Suns ", ou trois produits tous appelés" E-Z Cups "ou" Easy Cups "ou" Easee-Cups".

Ces représentations sont déroutantes et lorsque ces confusions sont sciemment déployées pour promouvoir un crime financier, immobilier ou d'identité, elles sont connues collectivement comme des délits de personnage.

Nous sommes tous conscients du crime commun de vol d'identité entraînant des délits par carte de crédit. Un voleur vole le nom et les informations de compte à partir d'une carte de crédit, puis prétend être (impersonne) le titulaire du compte et utilise les informations dérobées pour porter des accusations non autorisées contre le crédit de la victime.

Ces maux se produisent généralement dans les juridictions internationales et mondiales de la loi, où ils sont les plus difficiles à détecter.

Les faux vêtements et sacs à main de marque et les articles similaires appelés «coups de pied» sont le résultat de crimes de personnage. Dans ce cas, ce n'est pas seulement le nom du

producteur, comme Ralph Lauren (marque déposée) ou COACH (marque déposée) qui souffre de personnification, le produit lui-même est usurpé l'identité et remplacé sur le marché par un imposteur bon marché.

Nous connaissons également les crimes de personnage visant à exercer des fonctions et des identités officielles, tels que l'usurpation d'identité d'un policier ou d'un juge ou d'un élu afin d'exercer indûment l'autorité appartenant au bureau.

Toute la classe des crimes de personnage est largement reconnue comme des crimes internationaux de vol d'identité, de marque et de droit d'auteur et de contrefaçon de brevet, mais in extremis, peut être utilisée pour effacer le statut politique et les droits de propriété de la victime, et c'est à ce moment que le personnage devient un crime capital, passible de la peine de mort.

Cette forme de personnage sévère ultérieure est généralement accomplie par un processus de «conversion illégale» de son identité volée, ce qui entraîne la traite de votre nom dans des juridictions étrangères de la loi et son application aux étrangers, aux personnes ou aux choses.

Ces crimes graves de personnage et de conversion illégale sont interdits par les Conventions de Genève et de La Haye, tous deux, et entraînent la forme exacte de vol d'identité politique dont nous avons été témoins en Amérique, dans lequel les bébés américains sont mal identifiés comme citoyens territoriaux britanniques et leur nationalité, qui dérive naturellement de l'État de l'Union où ils sont nés, est illégalement converti et interprété comme celui d'un citoyen municipal des États-Unis.

À chaque étape de ce régime de personnage, les Américains sont fraudés et privés de leur identité, de leur statut légal, de leurs contrats et garanties, de leurs droits de propriété et de leur liberté, tout en étant faussement détenus en vertu de contrats présumés de fidélité et d'allégeance et obligés de servir des étrangers monarques et payer des dettes étrangères.

Veuillez noter ce qui suit:

Le nom légal et correct de "Allen Stone Fleming", un Américain vivant, ressemble et sonne identique au nom légal de "Allen Stone Fleming", un marchand britannique.

Et la représentation de la succession du "perdu" British Merchant Mariner, appelée "ALLEN STONE FLEMING", peut être confondue avec les personnes territoriales américaines ou britanniques, tout comme "ALLEN S FLEMING" le nom d'un public portoricain Transmitting Utility franchise.

Ces imitations imposées aux victimes américaines, européennes et asiatiques imprudentes entraînent toutes une conversion illégale de leur statut politique, de leur identité et de leur nationalité, afin de les priver de leur statut et de leur identité légitimes.

Ces mêmes conversions illégales et crimes de personnage, généralement cachés par des noms et des tromperies similaires, peuvent être appliqués à des bureaux politiques et même à des pays entiers, comme nous l'avons vu.

Le bureau américain du "Secrétaire d'État des États-Unis", par exemple, a été usurpé d'identité par le bureau territorial britannique du "Secrétaire d'État des États-Unis", utilisant la même conversion

et usurpation d'identité illégales de personnes morales en personnes morales qui se produit lorsqu'une personne américaine est "converti" en une personne territoriale britannique.

Le bureau de la Corporation municipale de "SECRÉTAIRE DES ÉTATS-UNIS D'ÉTAT" sonne exactement comme les deux autres versions lorsqu'il est prononcé à haute voix, et pourrait être confondu avec l'un des autres bureaux, même si les trois sont des bureaux complètement séparés.

Tout cela ouvre la possibilité et, dans un sens, encourage les crimes de personnage.

Même l'identité de tout un pays peut être volée et trafiquée et convertie illégalement: témoin, le nom de notre Fédération des États non constituée en société faisant affaire sous le nom de États-Unis d'Amérique à partir de 1776, a été illégalement converti et usurpé d'identité par Abraham Lincoln lorsqu'il a créé " Les États-Unis d'Amérique, incorporés ", puis aussi les " États-Unis d'Amérique, incorporés".

Ces noms très similaires appliqués aux entreprises constituées à l'étranger ont été utilisés pour usurper l'identité de notre Fédération des États non constituée en société - notre gouvernement actuel opérant dans la juridiction internationale. C'est un crime de personnage au niveau du capital à une échelle inimaginable. .

Pas étonnant que notre peuple et le reste des gouvernements du monde aient été confondus, tous ces crimes de conversion et de personnage illégaux étant autorisés à se déchaîner et sans opposition --- "Australia, Inc." se substituant à Terra Australis, États-Unis, INC. se substituant aux États-Unis d'Amérique, notre Fédération des États non constituée en société.

Des crimes de personnage et de conversion illégale ont été utilisés pour promouvoir le vol d'identité et l'accès illégal et illégal aux actifs et au crédit, même à l'échelle nationale.

Ces mêmes crimes ont été utilisés pour obliger et endetter secrètement les victimes à payer les dettes des auteurs.

Enfin, ces crimes de conversion et de personnification illégales ont été utilisés pour promouvoir les confiscations illégales et les recettes illégales et la contrefaçon.

Les billets de la Réserve fédérale - banque privée I.O.U.s --- ont été utilisés pour usurper l'identité des dollars en argent émis par le gouvernement, ce qui a entraîné de vastes opérations de contrefaçon.

Les «personnes» britanniques territoriales et municipales du même nom ont été utilisées pour confisquer et vendre illégalement de grandes quantités de propriétés privées américaines dans des conditions de fraude et d'usurpation d'identité.

La confiscation illégale est une forme de prise illégale interdite par l'article V de toutes les constitutions fédérales, mais en se faisant passer pour les victimes américaines, les auteurs ont pu se soustraire à leurs propres obligations en vertu des constitutions.

Dans les actions de confiscation illégales, les biens américains sont saisis par les tribunaux municipaux et / ou territoriaux britanniques agissant dans des conditions de fraude et de non-divulgation. Les recettes illégales suivent, lorsque les biens saisis des victimes sont vendus pour satisfaire, par exemple, un jugement d'impôt étranger, et récupèrent un prix supérieur à la dette.

Nous souhaitons que tout le monde reconnaisse que les Américains ne sont pas endettés et souffrent plutôt d'un échec délibéré de la part des auteurs à obtenir le crédit des Américains sur le grand livre et à équilibrer les livres.

Nous souhaitons que tout le monde se rende compte qu'il n'existe aucune dette fiscale, car tous les impôts ont été payés plusieurs fois et aucun intérêt ne peut non plus revenir sur ces dettes inexistantes.

Nous souhaitons que toutes les actions confiscatoires illégales et illégales cessent et s'abstiennent et que toutes les recettes illégales et illégales cessent et s'abstiennent également.

La Cour suprême territoriale est au courant de la question des recettes illégales, qu'elle a pleinement reconnue dans une affaire récente, Tyler c. Hennepin County, Minnesota.

Tyler, une grand-mère de 94 ans, a soutenu qu'elle devait une dette fiscale mineure pour laquelle le comté a saisi sa propriété. Le comté a ensuite vendu sa propriété pour satisfaire la dette fiscale et a conservé illégalement le reste, qui était dû à Tyler.

La Cour a statué en faveur de Tyler; le maintien du produit excédentaire de la vente était une "prise illégale" de la part du comté de Hennepin.

Nous dirions en outre que Tyler, né et élevé sur le sol américain, et non un employé fédéral de l'une ou l'autre bande, a été imité comme une personne territoriale britannique et une PERSONNE municipale également, et que la prétendue dette fiscale elle-même était frauduleuse et due par ces étrangers.

En raison de la fraude et de l'usurpation d'identité en cause, la vente de ses biens était illégale et illégale, car la dette fiscale n'était en fait pas due par la victime dont les biens avaient été saisis. C'est le premier problème, et il n'a malheureusement pas été abordé dans ce cas.

Quant au deuxième problème, le bénéfice excédentaire de la vente de la propriété aurait dû être retourné à Tyler, non conservé par le comté de Hennepin, une conclusion sur laquelle nous sommes tous d'accord.

Cette décision aide tous ceux qui ont eu des fermes et des ranchs et des entreprises de plusieurs millions de dollars et d'autres biens saisis et vendus pour satisfaire des dettes fiscales relativement mineures et n'ont jamais récupéré le produit excédentaire des ventes.

De telles réclamations peuvent être faites et traitées, peu importe depuis combien de temps ces ventes forcées ont eu lieu, tant que ces éléments de personnage et de fraude existent et que les bénéfices excédentaires résultent de la vente.

Les bénéficiaires excédentaires de toutes les ventes d'impôts doivent être restitués au propriétaire de la propriété. Le cas est: Tyler c. Hennepin County, Minnesota. Le fait de ne pas restituer de bénéficiaires excédentaires entraîne des recettes illégales en violation de l'article V.

Des recettes illégales exacerbées se produisent lorsque la prétendue dette fiscale est due par des étrangers et que la victime américaine est imitée en tant que personne ou entité étrangère.

Ces interdictions de recettes illégales identiques ou similaires se trouvent dans le droit international en général et dans le droit public de la plupart des pays; ils ne sont pas propres aux constitutions fédérales et sont basés sur des maximes de droit.

Développé par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

7 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

52. OPA illégales

D.C. Sociétés municipales et prises de contrôle illégales

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les fausses affirmations selon lesquelles nous sommes ou avons jamais été des «produits de l'amirauté maritime» et non des biens fonciers, «es-tu, et à la poussière revient», en violation de la Bible et de nos traités et du droit international, ont été utilisées pour titriser illégalement la chair vivante appartenant à Américains, puis plus de fausses déclarations ont été utilisées pour nous faire passer pour des sociétés d'État britanniques et des franchises de la Municipal Corporation.

Ces deux actes de conversion illégale et de fausse déclaration politique sont des crimes capitaux.

Les mêmes sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia sont responsables d'agir sous la couleur du droit et d'enregistrer faussement des millions d'Américains en tant que propriété appartenant au monarque britannique et également (dans le cadre de leur collusion de 1937) en tant que PERSONNES municipales de toutes sortes, engagées dans deux actions mercenaires commerciales vicieuses et non divulguées contre les gouvernements légaux d'Allemagne, du Japon et d'autres nations.

Ils n'agissaient pas "pour" nous, ni sous aucun contrat qu'ils avaient avec nous. Alors qu'ils nous désignaient comme leurs «employeurs» et prétendaient qu'ils nous «défendaient» ainsi que nos intérêts, ils étaient en fait en violation flagrante de la confiance et agissaient sans aucune autorité liée à nous. Ils nous ont doigtés pour les dépenses de leurs guerres et après leurs guerres, leurs faillites bidon liées à la guerre.

Ils agissaient de leur propre gré en tant qu'intimidateurs et criminels - bien que des intimidateurs et des criminels qui avaient obtenu un accès illégal et illégal à notre crédit grâce à des banques également criminelles qui ont profité de tout cela.

Cette brève vidéo suivante de Jordan Maxwell présente les mécanismes de base de la fraude commerciale commise par les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia. Il comprenait beaucoup de choses sur The Great Fraud, mais apparemment Jordan Maxwell n'a jamais compris comment les auteurs jetaient leurs dettes de guerre au public américain via des faillites pré-planifiées et des bénéfiques de Slush Funds sous leur propre contrôle "pour" nous.

<https://www.youtube.com/watch?v=7g3JLQsiCgk&t=85s>

Ces horribles guerres commerciales de type mafieux n'ont jamais été déclarées par aucun Congrès sur la juridiction des terres et des sols et échouent à tous les tests de "guerre illégale" tels que définis par le droit international, même s'ils ont été présentés au public américain comme si ces actes de meurtre et de violence étaient corrects et justifiés - à chaque fois par des opérations de faux drapeau menées par les auteurs eux-mêmes et imputées à leur cible.

Trop tard, nous nous souvenons de la façon dont les Surveillants papaux allemands prétendant être des "rois" en Angleterre ont usurpé les gouvernements britanniques via une fraude qui a commencé avec le "roi" John et a été fermement assis par la succession de Hanovre en 1701 et encore consolidé en 1840 lorsque l'Allemand La maison de Wettin a pris le contrôle des actifs britanniques qui avaient été violés depuis les Enclosure sous Henri VIII.

Les "rois" de la Grande-Bretagne sont des Allemands et Adolph Hitler était un agent britannique. Allez comprendre. Ces Allemands ont promu la guerre contre leur propre patrie et ont utilisé la fraude, le théâtre, les faux drapeaux --- et les populations LGBTQ pour le faire. Il s'agit du même Modus Operandi des sociétés municipales coupables hébergées dans le district de Columbia maintenant.

Hitler a fait appel aux membres marginalisés, harcelés et privés de leurs droits des communautés gaie et lesbienne et la plupart de ses chemises brunes d'origine provenaient de ces communautés, attirées à son service avec des promesses de justice sociale pour les homosexuels. Dès que le sale boulot de Kystal Nacht et le feu du Reichstag l'ont promu chancelier, Hitler a fait arrêter les chemises brunes et la plupart d'entre elles ont été tuées pour les empêcher de salir l'image blanche de Lily de Der Fuhrer.

Dans ce pays, les mêmes intérêts commerciaux coupables tentent de construire une coalition de partisans des LGBTQ et de personnes de couleur - qu'ils méprisent et utilisent également comme des pions --- pour promouvoir le même type de faux renouveau conservateur uber-patriotique comme une réponse contre les choses comme les émeutes de 2020 (Krystal Nacht) dans lesquelles des millions d'Américains et d'entreprises américaines ont subi des dommages, et d'autres faux drapeaux comme la destruction des pipelines Nordstream sont utilisés pour nuire à l'Europe et à la tristement célèbre pandémie inexistante.

Ceux qui ne se souviennent pas de l'histoire peuvent être condamnés à la revivre, mais nous nous en souvenons. Et nous en avons marre.

Nous souhaitons que ces sociétés municipales criminellement inclinées hébergées dans le district de Columbia soient liquidées pour leurs crimes violents, illégaux et prédateurs, et nous souhaitons que leurs dirigeants politiques soient retirés de toute apparence de fonction publique et "sorties" comme substituts non divulgués à l'actuel président de notre Fédération des États et / ou au président de notre République fédérale, qui sont tous deux des entités non constituées en société et des bureaux non constitués en société qui nous appartiennent.

À proprement parler, nous n'avons pas besoin d'un président pour fonctionner, et compte tenu de la mauvaise foi et du mauvais service que nous avons reçus aux mains des «présidents» exploitant l'une ou l'autre de ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, nous ne le faisons pas " t veulent l'un de leurs "présidents" dans toute position de pouvoir liée à nous ou à l'un des Américains mal informés qui ont appris - à tort - qu'ils sont une espèce de "citoyen des États-Unis".

Nous souhaitons que ces sociétés municipales incriminées soient fermées, à l'exception du personnel nécessaire pour revenir en toute sécurité à l'argent légal et au gouvernement légal. Deux guerres mondiales à but lucratif sont deux faux conflits illégaux de prise de contrôle par des entreprises de trop; nous pleurons la mort, la destruction et la misère que ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia nous ont causées, ainsi qu'au reste du monde.

Nous souhaitons que des modifications soient apportées à nous et à tous les autres, à tous les autres pays, qui ont été lésés; nous notons que le monde était un endroit profondément meilleur lorsque les entreprises et les individus étaient tenus responsables de leurs actions et inactions, et une crainte raisonnable des conséquences de leurs actes violents et immoraux les empêchait de promouvoir des stratagèmes de truquage des produits de base, de faux drapeaux, de pandémies, banques malhonnêtes et guerres mondiales.

Nous recommandons fortement que tout le concept de sociétés municipales opérant dans des enclaves fédérales ou privées soit revu --- et limogé. Ces «prestataires de services» municipaux n'ont rien fait pour mériter l'existence dans ce pays ou dans tout autre. Ils ont commis des crimes odieux contre leurs employeurs et tous les autres sans motif apparent au-delà de faire un profit pour eux-mêmes aux risques et aux dépenses publiques. Leur performance ne justifie en rien leur pérennité en tant que classe d'entités de fiction juridique.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee

53. fraudes contractuelles invisibles

Les fraudes invisibles aux contrats

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Il faut reconnaître universellement que les choses qui ont une substance sont par nature plus indéniables que les choses qui n'existent que dans la province de l'esprit, où en dehors de la verbalisation, elles restent mutables et soumises à la discrétion.

Ainsi, les contrats créés unilatéralement par l'action d'une Partie et ces contrats simplement implicites et présumés exister sont de qualité inférieure à tout contrat consensuel et à tout contrat conclu; et qu'il soit également observé qu'un contrat qui est écrit et signé et contresigné par les parties convenues en cas d'encre humide et avec une réunion des esprits et une divulgation complète des détails, y compris les moyens de résiliation du contrat, est supérieur à tous les autres.

Il s'ensuit en outre que, dans le domaine des contrats qui se contractent sous la juridiction de la mer et de l'air, peuvent subir de multiples défauts qui ne sont pas autorisés dans la juridiction du pays. Cela dit, même les contrats malléables qui peuvent être établis dans les juridictions maritimes et aériennes doivent être conformes à la logique et ne peuvent pas supposer que les contrats manifestement inéquitable sont valables.

On dit souvent que le seul contrat qui ne peut être rompu est celui que vous ignorez totalement, et c'est ainsi que les contrats dans les juridictions maritimes et aériennes peuvent être imposés aux imprudents et utilisés pour piéger et garantir les intérêts et obligations de propriété qui sont logiquement insupportables --- et pourtant ces contrats vaporeux et parfois littéralement inconscients sont valables jusqu'à ce qu'ils soient reconnus pour ce qu'ils sont et renversés.

Les contrats de citoyenneté municipale non divulgués que les mères ont été invitées à signer en cédant une participation de propriété publique à leurs bébés en sont un exemple.

Il n'y a pas de divulgation complète du contenu ni de la conséquence de l'offre ni du rôle des personnes faisant l'offre divulguée, et encore moins la conversion résultante du statut politique du bébé et la perte de sa succession de droit d'aînesse sont discutées. La seule preuve révélatrice du contrat criminellement non divulgué est le certificat de naissance lui-même, et comme ni la nature

du certificat de naissance ni sa signification en tant que certificat de chambre de compensation ne sont discutées, le bébé touché par ce système de conversion illégal est laissé dans une extrême désavantage par la non-divulgation entourant ces pratiques.

Même le personnel hospitalier chargé de solliciter ces contrats n'a aucune idée de ce qu'il est ou de ce pour quoi il est réellement utilisé et n'a aucune idée où il va ou de ce pour quoi il est utilisé une fois que la Mère signe la ligne pointillée. Les documents sollicités disparaissent. Ils ne font plus partie des dossiers de l'hôpital et ne sont pas archivés. En effet, techniquement, ces formes que le signe de notre mère ne sont pas les formes de l'hôpital --- ce sont des contrats privés obligeant le bébé à servir de citoyen municipal des États-Unis.

Ces documents de contrat privé sont envoyés à la Depository Trust Company / DTTC à New York, et ils restent là, formant la base de la négociation à la fois sur l'intérêt public et sur l'intérêt privé acquis par chacune des escroqueries de Dead Baby --- (1) saisissant les "abandonnés" Matériel de post-naissance et l'utilisation de cela comme excuse pour créer un intérêt de confiance privé dans le nom du bébé vivant, et (2) faire en sorte que les mères renoncent à la succession de droit d'aînesse du bébé sans bénéficié de la divulgation et créer sans le savoir une autre succession de défunt infantile dans le public intérêt de la confiance.

Aucune considération équitable n'a jamais été accordée en échange de ces contrats non divulgués pratiques; le bébé est trop jeune pour se souvenir, la Mère n'a jamais été pleinement divulguée, et plus tard, un voile de secret descend sur le sens et le but du certificat de naissance, qui est à nouveau étranger et illégal dans ce pays.

99% des Américains n'ont aucune idée de ce qu'est un certificat de naissance ou de ce que cela signifie. Le seul indice d'un avis public jamais donné qu'il s'agissait d'un certificat de chambre de compensation est apparu dans la première adresse inaugurale de Franklin Delano Roosevelt. Ainsi, les mères ont été piégées et, grâce à la non-divulgation, n'ont eu aucun fondement pour juger si elles devaient accepter ou rejeter cette offre de contrat --- ou même savoir qu'il s'agissait d'une offre de contrat privé obligeant leur bébé à une vie d'esclavage.

De la même manière, The Pledge of Allegiance a été rendu omniprésent et a été rejeté comme une déclaration innocente de patriotisme et de soutien au drapeau américain, alors qu'en réalité, ce "engagement" est un contrat verbal dans la nature des promesses féodales à un monarque et la nature du drapeau du titre IV recevant ce contrat contraignant est également laissée non divulguée.

Le drapeau du titre IV dans ses dimensions spécifiques est une version de notre drapeau américain confiée à nos sous-traitants municipaux territoriaux britanniques pour l'utiliser dans l'exercice de leurs pouvoirs délégués. Ainsi, le drapeau du titre IV est un drapeau américain, mais il est prêté à nos sous-traitants, et lorsque des écoliers innocents ont obéi à leur allégeance, ils ont été enrôlés et obligés de servir les sous-traitants territoriaux britanniques, pas du tout leur pays réel. Rien de tout cela n'a jamais été divulgué ou discuté dans les écoles et autres endroits où ces "promesses" ont été observées.

Ces contrats sont intéressés et trompeurs et défectueux à bien des égards pour non-divulgation de l'existence de l'offre de contrat et de contrat, défaut de divulgation de l'identité et de la nature des parties au contrat, défaut d'établir la compétence des parties, et un grand nombre d'autres défauts, mais tant que ces contrats invisibles restent et ne sont pas contestés, ils restent en défaut.

Un manque de divulgation légèrement différent affecte tous les contrats de service militaire, qui sont objectivement présentés comme des contrats conclus en tant que contrats de travail s'apparentant à la servitude sous contrat pendant une période de plusieurs années; cependant, une forme différente de tromperie et de non-divulgation a un impact sur ces contrats. Ils ne divulguent pas la nature du service lui-même. Tous les efforts sont faits pour présenter ces services comme des institutions honorables d'une armée nationale, mais ils ne le sont pas. Ce sont des services mercenaires et des services mercenaires depuis la guerre civile américaine. En conséquence, les jeunes sont utilisés comme mercenaires bon marché engagés dans des guerres à but lucratif mises en place par les sociétés municipales. Les privations et les sacrifices qu'ils endurent pour l'amour de leur pays sont déplacés en conséquence.

Nous souhaitons que les défauts de ces pratiques contractuelles soient pleinement reconnus et que ces obligations présumées soient mises de côté en masse, la charge de la preuve étant imposée aux sous-traitants municipaux pour produire des contrats de citoyenneté entièrement divulgués et consensuels, ou bien cesser et s'abstenir toute demande fondée sur l'existence de telles obligations.

Nous souhaitons que tous les contrats de service militaire soient réformés et pleinement divulgués et que les services militaires reviennent au statut de service militaire national honorable --- plus de service mercenaire commercial.

Si ces sous-traitants de la Municipal Corporation veulent que les mercenaires combattent leurs sales "guerres" illégales, ils peuvent payer le prix fort et donner une divulgation complète.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652
10 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

54. fraude irs

La fraude IRS

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les auteurs de tout ce crime contre la population de ce pays et de nombreux autres pays ont toujours utilisé les tribunaux comme agents de recouvrement, mais ils ont été confrontés à un dilemme - les tribunaux administratifs, d'amirauté et commerciaux maritimes dont ils disposaient dans le cadre de leur légitime fonctions de sous-traitants de notre gouvernement américain, n'ont jamais été conçus pour s'adresser aux gens et les formes de droit qu'ils pratiquaient n'étaient pas conçues pour les gens non plus.

Ainsi, comme nous l'avons vu, ils ont illégalement converti l'identité des gens et les ont imités comme des choses --- des "personnes". Nous avons été dénaturés et redéfinis et usurpés d'identité en tant que domaines, services publics de transmission, véhicules à usage spécial, sociétés commerciales à but lucratif, et bien sûr, "contribuables" ---- autrement connus sous le nom d'adjudants au British Merchant Marine Service, chargés de la collecte des tarifs et des droits d'accise sur les salaires des marins pour le monarque britannique --- et tout cela à notre insu. Si nous leur permettons de s'en tirer, ils nous appelleront également des organismes génétiquement modifiés dans notre dos.

Le tribunal fiscal est un tribunal administratif spécial qui n'existe techniquement que dans les limites de la municipalité de Washington, DC. bien qu'ils envoient leurs juges comme des coureurs de circuit pour tenir le tribunal dans d'autres endroits. La Cour de l'impôt administre la perception des paiements de secours de tous les employés des deux sous-traitants de la société municipale et de leurs franchises, de retour à leurs sociétés mères et, finalement, aux directeurs d'exploitation responsables de ces sociétés.

Le travail de la Cour de l'impôt consiste donc à percevoir des impôts sous de faux prétextes.

Le premier faux prétexte est que les personnes qu'ils collectent ne sont pas des personnes vivantes.

Le plus souvent, les personnes vivantes qu'ils collectent ne sont pas des employés fédéraux de l'une ou l'autre bande et n'ont aucun revenu lié au gouvernement fédéral, il y a donc un autre faux prétexte appliqué --- l'hypothèse que tout le monde est d'une manière ou d'une autre, un dépendant de les sociétés fédérales. L'Internal Revenue Service, Inc., qui perçoit l'impôt fédéral sur le revenu auprès des militaires et de l'IRS municipal, INC., Qui perçoit auprès de tout le monde,

sont des agences de recouvrement étrangères, privées à but lucratif. Ils ne sont en aucun cas associés à notre gouvernement américain, mais comme d'autres agences de ce type, ils se présentent trompeusement au peuple de ce pays comme s'ils faisaient partie de notre gouvernement, et aussi comme s'ils avaient le pouvoir de s'adresser à notre peuple, quand ils ne le font pas.

L'Internal Revenue Service, Inc. perçoit une taxe d'accise sur les salaires de tous les marins britanniques, y compris les contribuables --- les officiers chargés de percevoir cette taxe, et qui, par la suite, remboursent cette taxe au monarque britannique.

L'IRS, INC., perçoit une taxe sur les cadeaux et les successions prélevée sur les reçus de tous les autres "personnes" qui sont simplement présumées exister.

Ces deux organisations abusent régulièrement des Américains qui n'ont rien à voir avec leurs opérations et pas un sou du revenu fédéral. Les deux organisations abusent des services de courrier pour faire ce sale boulot. Ils présentent trompeusement leurs factures comme s'ils venaient du Département du Trésor des États-Unis --- qui, comme nous l'avons vu, est une marque appartenant à notre sous-traitant de la République fédérale américaine, dont les actifs ont été illégalement et illégalement saisis et vendu en 1924, sans préavis ----- et qui est maintenant une marque déposée abusée à des fins de fraude par le Fonds monétaire international.

Ces deux organisations, l'Internal Revenue Service et l'IRS, ont fait leurs débuts en tant qu'Inquisition de l'Église catholique romaine.

Les Papes d'alors ont commencé cette collection qu'ils ont appelée "Peter's Pence" au début des années 1100. C'était une collection spéciale pour aider à défrayer les coûts des croisades. Il était dû tous les 15 avril et était perçu comme un total de dix pour cent des gains annuels des paroissiens. Un membre de l'Ordre dominicain, les gentils gars qui dirigent l'Inquisition, se présenterait avec deux soldats armés et si, pour une raison quelconque, ils soupçonnaient qu'un homme ou une famille ne donnait pas et ne donnait pas généreusement, les retardataires seraient soupçonnés de déloyauté envers l'Église et pourrait plus tard dans l'année être accusé d'hérésie ou de sorcellerie et soumis aux autres services bien connus de la Inquisition.

Rien n'a beaucoup changé. La collection a toujours lieu le 15 avril, les personnes souffrant de cette collection sont toujours terrifiées à l'idée de contribuer. Une différence importante est que les gens qui font la collection ignorent totalement ce qu'ils font et imaginent qu'ils travaillent pour notre gouvernement.

Récemment, l'Église catholique romaine a commencé une nouvelle collection Peter's Pence qui a lieu le 15 juin. Il est censé fournir une aide et un secours aux réfugiés et autres malheureux, mais jusqu'à présent, il n'a pas été appliqué à cette fin.

Toute cette opération est supervisée par un commissaire qui, comme nous l'avons déjà vu, est un bureau qui n'existe pas dans notre gouvernement américain.

L'histoire de la taxe elle-même dans ce pays est assez simple. Il a d'abord été introduit comme une taxe sur les salaires dans les conditions d'emploi évaluée par rapport aux salaires des employés fédéraux. La Cour suprême a annulé cela. Ensuite, il a été introduit comme un impôt volontaire, un cadeau des employés fédéraux reconnaissants pour le privilège d'avoir un emploi au gouvernement. La Cour suprême ne pouvait rien faire contre une taxe volontaire et le vieux mal a donc pris pied dans ce pays, bien que le titre 26, le soi-disant Internal Revenue Code, n'ait jamais été promulgué comme une loi positive et que les agents n'aient jamais été autorisés à porter des armes à feu.

Ce qui a commencé comme une taxe sur les «cadeaux» des employés fédéraux et toujours déformé comme étant volontaire depuis, s'est transformé en l'un des régimes fiscaux les plus chers, brutaux et mal administrés au monde.

La population générale a largement échappé à l'impôt fédéral sur le revenu pour la simple raison que la plupart des gens n'ont pas de revenu fédéral en premier lieu --- jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il a été redéfini comme un "impôt sur la victoire" spécial". Les travailleurs américains ont été invités à verser un montant égal aux déductions prélevées sur les salaires des employés fédéraux dans le cadre de l'effort de guerre, et des millions d'Américains se sont inscrits. Cette taxe devait prendre fin à la fin des hostilités qui, la plupart des gens d'accord, se sont produites en septembre 1945, mais l'Internal Revenue Service, Inc. et l'IRS, INC. ont quand même continué à collecter auprès des Américains de base. Le Congrès territorial coupable a négligé d'abroger ou de fixer une date de fin pour l'impôt sur la victoire une fois la victoire remportée.

À l'époque, c'était un montant plutôt insignifiant et personne ne se souciait beaucoup de deux dollars supplémentaires par semaine prélevés sur leurs chèques de paie pour "soutenir le gouvernement". Beaucoup de gens ont oublié la taxe sur les victoires et comment ce sont ces travailleurs américains de base qui ont commencé à payer une taxe fédérale sur les employés --- y compris les commissaires de l'IRS. En un rien de temps, cet impôt "volontaire" était appliqué comme une obligation contractuelle privée et les contributions sont passées de quelques dollars par semaine à 30% ou plus des gains de la victime par an.

Cette même technique consistant à imposer quelque chose contre les employés fédéraux comme condition d'emploi, puis à l'imposer au grand public via l'hypothèse et la présomption, est utilisée depuis. Témoin des soi-disant «mandats fédéraux» de Joe Biden lors de la récente campagne de génocide. Tous les employés de la fonction publique fédérale devaient porter des masques et prendre des photos, et techniquement, il pouvait imposer cela comme condition d'emploi. Des millions d'Américains moins instruits ont entendu les mots «mandat fédéral» et pensaient qu'ils devaient aussi y obéir.

C'est la même chose avec l'impôt fédéral sur le revenu. Les employés fédéraux doivent le payer, donc l'hypothèse est que tout le monde le fait aussi ---- et ce malentendu est activement promu par les sous-traitants de la Municipal Corporation --- avec la non-divulgence nécessaire pour maintenir ce stratagème de fraude scandaleux contre les Américains.

L'Internal Revenue Service, Inc. et l'IRS, INC. N'ont jamais été autorisés à porter des armes à feu, mais ils ont contourné cela en empruntant les services du Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu qui ont obtenu le droit de porter des armes à feu dans le cadre de leur pouvoir d'application réglementaire sur la fabrication, le transport et la vente interétatiques d'alcool, de tabac et d'armes à feu. Le BATF effectue l'application des armes à feu pour l'IRS et remplace régulièrement les agents de l'IRS pour les aider.

Et maintenant, nous bouclons la boucle et comprenons enfin pourquoi l'Internal Revenue Service, Inc. / IRS, INC crée ces Masterfiles codés, inventant des histoires fictives sauvages sur chaque Américain, et nous comprenons également pourquoi dans tous les cas ces faux récits imaginent la victime dans certaines affaires louches impliquant de l'alcool, du tabac ou des armes à feu. Ils le font pour garantir un pouvoir d'exécution armé jamais accordé à l'Internal Revenue Service / IRS et ils mentent catégoriquement pour justifier l'implication du BATF.

Au fil du temps, ce même système de faux-maîtrise a été utilisé pour promouvoir le blanchiment d'argent, car les revenus provenant d'autres activités illégales et immorales et illégales doivent être comptabilisés d'une manière ou d'une autre, et les revenus de tous ces faux "personnes" prétendument opérant à l'étranger et engagés dans le gouvernement fédéral les activités réglementées fournissent également un faux système de comptabilité pratique à d'autres fins criminelles.

De nombreux Américains ont été étonnés de recevoir des factures de l'Internal Revenue Service ou de l'IRS disant qu'ils doivent des millions de dollars en impôts non déclarés ou en souffrance, lorsque leurs revenus annuels totaux étant déformés en tant que revenus, sont inférieurs à \$ 30 000,00 par an.

Chaque année, des millions et des millions d'Américains sont maltraités en tant que «contribuables» et reçoivent des factures par la poste, exigeant le paiement de cette taxe «volontaire», et sont menacés de saisie de leurs maisons et de leurs entreprises et même de prison s'ils ne le font pas payer - quand le fait est qu'ils n'ont aucun revenu fédéral et ne doivent aucun impôt fédéral sur le revenu. Ils ont été dupés en signant un formulaire 1040 dans des conditions de tromperie et de non-divulgation, et cela crée non seulement un contrat convenant qu'ils sont un "contribuable" --- c'est-à-dire un adjudant maritime marchand britannique, mais les soumet à les sanctions de parjure concernant également un tel officier.

Ces sanctions sont exigées en vertu de la loi sur l'amirauté et elles sont extrêmement sévères. Chaque année, nous recevons des rapports cauchemardesques d'Américains innocents se faisant confisquer leurs biens par ces vermines et jetés en prison et contraints de contracter avec eux. Malgré nos objections aux magistrats locaux et aux responsables des sociétés du district et des organisations municipales, ces pratiques se poursuivent.

La nature de l'ensemble de ce système en tant que programme coordonné de secours et opération de racket effectuée par les sous-traitants de la Municipal Corporation et leurs franchises et agences est apparente.

Nous souhaitons que l'Internal Revenue Service, Inc. et l'IRS, INC. Soient fermés en tant que syndicats du crime organisé engagés dans le racket et l'extorsion sur nos côtes. Nous souhaitons que le crédit obtenu illégalement auprès d'Américains qui n'ont pas reçu de revenu fédéral soit restitué aux victimes de cette arnaque.

Nous souhaitons que toutes les poursuites fondées sur ce système s'arrêtent et soient libérées sans autre commentaire.

Nous souhaitons le remboursement de tous les biens physiques américains illégalement et illégalement saisis et confisqués en vertu de ces tromperies et sous la couleur de la loi.

Nous souhaitons que chaque Américain qui a passé du temps en prison pour des impôts fédéraux qu'il ne devait pas, soit généreusement indemnisé pour son temps, ses souffrances et ses dommages à sa réputation personnelle et professionnelle.

Nous souhaitons que le FMI ou toute société détenant désormais la marque de commerce du "Département du Trésor des États-Unis" et de tout ou partie des noms et marques similaires, cessent et s'abstiennent de les utiliser; ces marques appartiennent aux départements de notre République fédérale et personne et rien d'autre ne leur revendique de façon valable.

Nous souhaitons également que le FMI cesse et s'abstienne plus spécifiquement de l'utilisation abusive et de l'abus de ces marques à des fins illégales, coercitives et frauduleuses liées à la perception de l'impôt fédéral sur le revenu ou de toute autre forme de dette présumée, car cela donne la fausse impression que notre sous-traitant fédéral américain est impliqué, alors que ce n'est pas le cas.

Ces sous-traitants de la Municipal Corporation peuvent avoir le droit, en tant qu'entités étrangères, de percevoir un retour des employés fédéraux comme condition d'emploi ou comme cadeau retourné au monarque britannique par des sujets réellement reconnaissants, mais ils n'ont aucune autorité, aucun droit et aucune raison valable pour abuser des Américains.

Nous notons également que toutes ces exigences pour que les employés fédéraux se soumettent à l'impôt fédéral sur le revenu doivent être énoncées et divulguées en détail, ainsi que d'autres impacts de l'emploi fédéral sur le statut politique et les garanties constitutionnelles, si un contrat valide avec des demandeurs d'emploi américains est existant.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

19 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

55. abus de licence et de conversion

Les abus de licence et de conversion

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Une licence est une autorisation de faire quelque chose qui serait autrement illégal.

Nous avons déjà abordé l'utilisation abusive des licences et la conversion illégale des droits naturels en privilèges en ce qui concerne la pratique du droit et la pratique de la médecine, à la fois, ainsi que le droit de voyager sur la voie publique.

Toutes ces professions et activités et bien d'autres ont été autorisées à but lucratif et à gagner un pouvoir et un contrôle coercitifs. Le pire de ces empiètements a été l'octroi de licences de mariage. Les gens ont été induits en erreur pour croire qu'ils devaient avoir une licence pour se marier.

Il s'agit d'une infraction contre Dieu et l'homme, réduisant la relation conjugale avec un arrangement commercial, avec des partenaires tiers non divulgués sous la forme des franchises de la Municipal Corporation délivrant les licences.

Ces soi-disant mariages civils sont interprétés comme des coentreprises, l'intérêt de franchise invisible de la Municipal Corporation revendiquant une participation dans les «produits» de ces coentreprises - les enfants, les maisons, les biens privés et d'autres actifs.

Pas étonnant que nos relations personnelles se soient de plus en plus réduites à des accords commerciaux, les hommes et les femmes se pensant en termes commerciaux: faire du shopping pour une bonne affaire, passer à un nouveau modèle lorsque l'ancien est porté et fatigué.

Si les gens n'obtiennent pas ces licences de mariage, leur relation est dénigrée et remise en question, leur accès à divers types de protection d'assurance privée en tant que couple est refusé, leur pouvoir de parler l'un pour l'autre en tant que mari et femme est refusé, leur capacité être reconnu comme une unité familiale est blessé et de nombreux autres préjudices reviennent à la fois aux individus et à la famille dans son ensemble.

Bien que tout cela puisse avoir une certaine utilité administrative du point de vue de la résolution efficace des litiges matrimoniaux, il n'entre pas dans la vérité et est basé sur une fraude essentielle

en vigueur, premièrement, dans la présentation de la demande de licence et le paiement du permis d'exercice sous la couleur de la loi, deuxièmement, dans l'imposition d'une sanction pour ne pas avoir obéi à la demande de permis, et troisièmement, dans la terrible non-divulgation impliquée.

Cette pratique d'octroi de licences particulièrement odieuse a commencé dans ce pays au lendemain de la soi-disant guerre civile américaine, lorsque les anciens esclaves des plantations devaient respecter diverses normes de stabilité financière et d'emploi et de compétence sociale avant de pouvoir se marier. Il s'agit d'un pur préjugé racial promulgué comme législation. Les auteurs craignaient que les Noirs ne prolifèrent et ne deviennent indigents et ne créent un fardeau pour la citation, "éléments productifs de la société".

Cette licence répugnante a été progressivement mal appliquée à tout le monde, de couleur ou non, sur la présomption que s'ils demandaient une licence de mariage, ils devaient être colorés ou adopter volontairement la nationalité municipale.

Cela a joué et soutenu la présomption légale selon laquelle toute personne titulaire d'une licence de mariage en avait besoin et doit en outre être présumée être un citoyen municipal des États-Unis. Cela était, bien sûr, commode, car les "citoyens des États-Unis" étaient définis comme des débiteurs coupables, pré-jugés et obligés de payer les charges qui leur étaient imputées par le 14^e amendement à la "Constitution" de 1868 Corporation".

Ainsi, un piégeage et une imposition aux droits naturels de l'humanité en ont conduit un autre, et toute la toile des mensonges, des préjugés et de l'intérêt personnel a servi à soutenir les autres parties.

Ce système répandu de goading people pour demander des licences de mariage avec des sanctions sociales et d'assurance d'un côté, et des hypothèses de convenance déplacées de l'autre, a conduit presque tout le monde à obtenir des licences de mariage et à être inconsciemment entraîné dans cette union impie avec une société municipale franchise, qui revendique ensuite le droit de disposer des biens de la coentreprise - garde des enfants, et la propriété de la maison familiale, etc. Il sert également secrètement à obliger davantage les victimes de cette non-divulgation au fardeau des citoyens municipaux.

Le Congrès territorial a saisi les esclaves des plantations noires libérées en supposant qu'ils étaient devenus des apatrides et en leur conférant la citoyenneté municipale --- encore une fois, commodément, le statut politique précis requis pour payer les dettes de la British Territorial Municipal Corporation.

De cette façon, la propriété privée des esclaves dans ce pays a été abolie et immédiatement après, l'esclavage public a été institutionnalisé.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

4 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

56. mensonges de temps et d'argent

Les mensonges du temps et de l'argent: attention S.E. Dominique Mamberti

Par Anna Von Reitz

Premier addendum à la réclamation devant la Cour de chancellerie du Vatican
19 janvier 2023.

Les États-Unis d'Amérique, notre Fédération des États biologiques non constituée en société, ont position que ni le temps ni l'argent n'existent de la manière présentée au public, ce qui entraîne des fraudes et des pratiques du mal.

Les saisons existent. Il existe des cycles célestes. Le seul moment éternel appelé «maintenant» existe, mais le temps n'existe pas dans la façon dont les hommes ont appris à y penser. Ces erreurs promulguent plus d'erreurs.

Le Saint-Siège a créé un système de calendriers imparfait et arbitraire, des années, des mois, des jours et des heures marquant notre position par rapport à ces cycles célestes naturels et nous l'avons appelé "garder le temps" mais cette commodité ne change pas le fait que les deux le passé et l'avenir sont illusoires et le temps, dans la mesure où ils existent, est un phénomène perceptuel utilisé pour cataloguer les événements et les emplacements physiques.

En vérité, le passé est à jamais hors de notre portée et l'avenir n'est pas encore à notre portée, mais à cause de notre "maintien du temps", les hommes ont l'idée fallacieuse que le temps existe en tant que substance unifiée qui peut être mesurée et achetée et vendue comme marchandise.

Ce malentendu se poursuit sans relâche même si la loi ecclésiastique et la Sainte Bible et le prophète Jérémie nous informent de cette erreur flagrante.

De même, l'argent est devenu une représentation symbolique de la «valeur» qui n'est pas définie. En conséquence, l'argent devient une idole et nous observons le retour de Mammon.

Nous sommes en proie à tous les côtés de l'idée que "le temps c'est de l'argent" et assistons aux abus les plus effroyables des personnes vivantes sur la base de ce non-sens, quand il est facilement observable que le temps n'est égal à rien, et ni l'argent fiduciaire.

Peut-être pouvons-nous dire qu'une nullité créée par l'homme équivaut à une autre nullité créée par l'homme, mais les problèmes créés par ces faux "dieux" demeurent.

Aujourd'hui, nous avons le spectre d'hommes vendant de grandes parties de leur vie en échange d'images gravées --- littéralement, échangeant le cadeau le plus précieux du vrai Dieu contre des images gravées produites par d'autres hommes exploitant des presses à imprimer.

La folie et l'injustice de cela sont évidentes, tout comme les conditions infernales qui en résultent de manière prévisible.

L'humanité a été embobinée dans la pratique de l'idolâtrie au dépourvu et Mammon s'est glissé dans la Maison de Dieu, après quoi nous invoquons la loi ecclésiastique pour apporter une correction.

L'humanité a été fraudée et asservie à Mammon alors qu'elle était sous la garde et la direction de générations successives de dirigeants de l'Église et de la Sécule --- qui ont tous manqué à leur devoir de défendre les mandats du Ciel et en particulier du Premier Commandement.

Ces erreurs et les abus qui en découlent, ainsi que les auteurs incorporés promouvant ces erreurs, sont soumis à la loi ecclésiastique, c'est pourquoi ces questions sont portées devant la Cour de chancellerie du Vatican et le Pape.

Les secours spécifiques recherchés sont invoqués au nom de toutes les personnes vivantes du monde entier qui ont été trompées, fraudées et asservies par ces mêmes erreurs, et ils comprennent, sans s'y limiter:

Liquidation de toutes les banques centrales constituées en société et restitution des actifs purloqués des banques centrales aux nations et aux personnes auxquelles ces actifs appartiennent naturellement.

Le but même des banques centrales est le grèvement des produits de base, qui est par définition illégal et illégal.

Ces institutions de banque centrale ont été autorisées à exister sur la base de l'idée qu'elles modéreraient les cycles économiques inflationnistes et déflationnistes, empêcheraient les ruissellements bancaires et créeraient une stabilité pour les déposants, mais aucun de ces avantages n'a été observé depuis plus de cent ans.

Au lieu de cela, la banque a été politisée et maltraitée pour profiter aux banquiers et à leurs copains aux dépens du public.

Toutes ces activités illégales ont été organisées et accomplies via des profits coercitifs organisés (systèmes fiscaux, droits, licences et tarifs), l'usurpation d'identité criminelle des personnes vivantes (agents publics et fiduciaires qui portent leur nom, de faux dossiers d'emploi conservés sur les personnes de fiction juridique résultantes dans l'IRS Masterfiles, etc.), la sécurisation de la chair vivante (monétisation des actifs convertis illégalement), manipulation du commerce, y compris la fixation des prix et de l'offre (en particulier les métaux précieux et les monnaies nationales), le jeu

institutionnalisé (assurance), l'hypothèque de la dette liée aux opérations de sauvetage non autorisées, la fraude à l'homologation et la fraude à la faillite.

Plus récemment, les défaillances des banques centrales ont entraîné des renflouements et des renflouements qui ont nui au grand public et aux déposants, aux actionnaires des banques injustement enrichis, et ont grandement contribué aux troubles sociaux et à l'injustice, à la baisse de la valeur des propriétés, à l'inflation, à la chaîne d'approvisionnement interruptions et effondrement économique.

Une situation similaire existe en ce qui concerne la titrisation illégale de chair vivante par la Securities and Exchange Commission et les activités de conversion illégales par des chambres de compensation comme le DTC et le DTTC conduisant à l'usurpation d'identité illégale de personnes vivantes.

Ces institutions et agences ont travaillé main dans la main avec les banques centrales pour frauder et dépouiller les actifs des personnes vivantes auxquelles ces actifs appartiennent.

Toutes ces entreprises constituées en société doivent être liquidées en raison de leurs activités illégales et préjudiciables, et un tout nouveau système de commerce international doit être fourni et adopté pour mettre fin à l'idolâtrie, au libre-service et se trouve au fondement même de la système bancaire actuel dans le monde entier.

Compte tenu de la longue durée des crimes perpétrés contre les personnes vivantes par ces entités constituées, un recours très substantiel est recherché ainsi que le retour des biens physiques réquisitionnés par ces institutions et agences constituées.

Au nom de Demitrius Julius Shiva, nous revendiquons comme fiduciaire international le contrôle et le retour des actifs du compte global des garanties à l'homme vivant qui est l'héritier légal de comptes principaux spécifiques 333, 555, 777 et 999.

Il est bien connu du Saint-Siège que Severino Garcia STA Romana a été embauché par le Vatican pour agir en tant que déposant en chef des métaux et employé à ce titre pour déplacer l'or et d'autres actifs physiques appartenant au Avila Family Trust dans le système de banque centrale dans le monde entier.

C'est à la suite des activités professionnelles de Severino Garcia STA Romana que son nom, ou l'un de ses alias connus, est apparu comme le déposant de tous ces actifs physiques. En raison de sa capacité professionnelle connue, tous les comptes de garantie mondiaux associés au Avila Family Trust ont été mis de côté de l'homologation des biens personnels de Severino Garcia STA Romana, et sont maintenant dus et dus à Demitrius Julius Shiva, l'héritier légal.

Demitrius Julius Shiva a chargé toutes les banques centrales qui reçoivent des actifs physiques appartenant au Avila Family Trust de séparer les actifs du Trust et de préparer ces actifs à être retirés en lieu sûr dans les limites des États-Unis. Il demande également que la valeur des actions de ces banques dues au Avila Family Trust en raison du rôle du Avila Family Trust en tant que preneurs fermes soit mise de côté de la faillite ou de la liquidation ou de la réorganisation de ces institutions, selon le cas.

L'Avila Family Trust a respecté ses obligations et a agi de bonne foi en faveur du plan Marshall et des efforts ultérieurs du Fonds européen de relance économique après la Seconde Guerre mondiale et ne mérite pas d'être lésé par le fait que ces banques n'ont pas fonctionné de manière légale. et selon des accords consensuels.

L'échec du système bancaire fédéral mondial à accepter un nouvel accord de cinquante ans depuis 2005 indique une mauvaise foi de la part de ces banques centrales et nous ne comprenons pas pourquoi le Vatican et le Saint-Siège se sont tus sur ces questions et ont jusqu'à présent, n'a pas protégé les intérêts du Avila Family Trust et ne s'est pas manifesté pour aider la récupération des comptes de garantie mondiaux et le crédit dû à la famille Avila sous la forme des comptes ASBLP administrés par la Banque mondiale.

Dans la mesure où la Banque mondiale n'a pas honoré la volonté d'Anthony Santiago Martin et n'a fait aucun effort pour contacter ou négocier avec le titulaire légal de sa procuration générale irrévocable, il semble que la Banque mondiale ait également agi dans Bad Faith et ait cherché à conserver un contrôle non consensuel des actifs de crédit générés par la négociation des actifs d'Avila Family Trust pendant plus de cinquante ans.

Le Saint-Siège et le Vatican ont joué un rôle déterminant dans le choix de Severino Garcia STA Romana comme dépositaire en chef des métaux pour les actifs d'Avila Family Trust et ont aidé à la gestion des actifs d'Avila Family Trust pendant des générations; par conséquent, rien de ce que nous vous disons n'est inconnu, sans papiers ou secret.

Ce qui est inexplicable, c'est le fait que le Saint-Siège et la Curie romaine n'ont pas discipliné ces diverses sociétés, y compris la Banque mondiale, Inc., qui ont continué à utiliser et à tirer profit des actifs d'Avila Family Trust sans aucune autorité ni contrat pour le faire depuis 2005.

C'est également une question qui doit être examinée par la Cour de chancellerie du Vatican. Non seulement le Avila Family Trust a été affecté négativement par la mauvaise foi et la chicane légale qui ont été utilisées par les sociétés de la banque centrale cherchant à commander des actifs privés pour leur propre bénéfice sans accord consensuel.

De même, plus de 5 000 fiducies matérielles d'actifs physiques ont été déformées comme des fiducies «abandonnées» et appelées «Heritage» ou «Legacy» par les auteurs de ces programmes d'enrichissement injustes agissant en tant qu'exécuteurs de Son Tort.

Nous avons la ferme intention que tous les actifs appartenant aux Américains leur soient restitués et à leur contrôle. Demetrius Julius Shiva est maintenant entièrement immigré aux États-Unis et se trouve dans sa juridiction d'origine et est un membre pacifique de la population du grand public de l'État biologique connu sous le nom de Caroline du Sud. Il se présente comme un Carolinien du Sud et est correctement représenté dans la juridiction internationale par les États-Unis d'Amérique, notre Fédération des États non constituée en société, qui porte cette affaire devant la Cour de chancellerie du Vatican pour une action favorable à ses intérêts.

Nous avons également la ferme intention, et notre accord avec la Russie et la Chine, que l'anarchie de ces sociétés, y compris les banques centrales, les chambres de compensation, les maisons de courtage en valeurs mobilières, les institutions d'assurance, les sociétés de services

gouvernementaux et les sociétés médicales / pharmaceutiques, soit par accord pacifique et restitution, soit par liquidation de ces organisations, qui ont blessé les personnes vivantes qui sont leurs clients, employeurs et preneurs fermes.

Ces sociétés complices ont éludé et délibérément mal interprété leurs obligations de service contractuel, violé les traités et les contrats constitutionnels de leurs directeurs d'emploi et ont fonctionné de manière illégale et prédatrice préjudiciable au monde entier.

Nous, le peuple russe, chinois et les États d'Amérique, sommes également d'accord pour dire que les mensonges qui se trouvent au bas du système monétaire actuel doivent être traités en faveur des personnes vivantes.

Nous souhaitons et voulons que tout le monde sur Terre ait la paix et l'abondance, que tous les gouvernements soient attachés à une coexistence pacifique et que tous les services et infrastructures gouvernementaux soient entièrement financés sans recours à une taxation d'aucune sorte.

Nous souhaitons que l'Internal Revenue Service et ses équivalents, ainsi que les différentes associations du barreau et les corsaires similaires, soient définitivement dissous.

Nous avons créé un remplacement indépendant distinct pour le système bancaire actuel, basé sur la vérité, le crédit prépayé et l'argent réel adossé à des actifs utilisés dans le commerce honnête. C'est par ces actions et intentions que nous souhaitons vaincre la pauvreté, l'ignorance et la souillure de l'usure, de l'idolâtrie, du vol et du mensonge qui corrompent le système financier actuel.

Dans la mesure où la Cour de chancellerie du Vatican est compétente pour répondre à ces torts mentionnés dans les présentes par une action visant à corriger et autrement par la liquidation des sociétés incriminées, nous invitons à régler rapidement et simplement les questions que nous avons soulevées.

Nous souhaitons une compréhension commune et correcte de la nature et de la fonction du temps et de l'argent pour permettre une utilisation purement bénéfique de ces concepts.

Nous souhaitons la reconnaissance du problème que l'argent présente lorsqu'il s'abstrait et est utilisé comme une idole basée sur des images gravées.

Nous souhaitons l'affirmation du Premier Commandement donné à l'humanité et la reconnaissance de sa première importance dans la conduite de nos vies et la préservation de la vie sur cette planète.

Nous souhaitons le retour des actifs collatéraux mondiaux détenus par le Avila Family Trust dans les comptes principaux 333, 555, 777 et 999 et les comptes de crédit ASBLP à l'auteur naturel et légal de ces actifs, Demitrius Julius Shiva, et nous recherchons également le retour / libération de plus de 5 000 fiducies familiales et de fondation privées qui ont été déformées.

Ce retour d'actifs aux propriétaires légaux comprend, sans s'y limiter, les actifs du V.K. Durham Trust, l'Urban Trust et la Fondation Saint Germain, entre autres, doivent être remis au contrôle des véritables héritiers et administrateurs vivants qui se tiennent sur la terre et le sol de ce pays.

Nous souhaitons la fin des délires aqueux qui ont confondu les personnes vivantes avec les entreprises, afin d'usurper l'identité des victimes de ce régime et de les priver ainsi de leur domaine naturel, de leur statut et de leurs protections légales.

Nous souhaitons en outre le rejet de toute allégation selon laquelle les personnes qui ont reçu une injection d'ARNm technique et brevetée en vigueur et de couleur de droit ne sont plus "humaines" et sont plutôt des organismes génétiquement modifiés appartenant à des titulaires de brevets et soumis à ces titulaires de brevets. sans recours à aucun droit humain.

Cette activité répugnante et criminelle doit être répudiée dans les termes les plus forts possibles comme une pollution délibérée du génome humain conduisant à des meurtres, des mutilations et des problèmes de santé à long terme dont les auteurs, les sociétés commerciales, cherchent à profiter.

Cette activité susmentionnée est d'autant plus odieuse que ces mêmes sociétés attaquent leurs propres bienfaiteurs et souscripteurs, à la manière des chiens enragés.

Nous souhaitons le retour immédiat des 20 000 tonnes métriques d'or qui ont été illégalement confisquées par l'administration Franklin Delano Roosevelt au peuple américain; cet or plissé a été distribué à la Réserve fédérale (6 000 MT) et à la Banque mondiale / IBRD (14 000 MT) en tant qu'investissement des actionnaires.

Nous, agissant en tant que Fédération des États organiques de l'Union, souhaitons le retour de ces actifs et de la valeur des actions, pour soutenir nos institutions de prospérité, qui seront utilisées comme un système indépendant pour corriger la comptabilité mondiale et distribuer prépayé crédit et restitution dus aux personnes vivantes de cette planète.

Nous souhaitons une action immédiate pour terminer le travail entamé par le pape Benoît XVI pour débloquer les entrepôts du Seigneur et assurer le retour du sceau de Saint Pierre qui a été illégalement et immoralement exproprié de James Thomas McBride par le Bureau fédéral des enquêtes (FBI). L'autorité du Sceau appartient aux hommes vivants, qui sont des Américains des États-Unis nommés par le Pape, pour accomplir ce grand travail pour l'éducation et la préservation de l'humanité.

L'obstruction insensée de cet effort humanitaire par les membres du gouvernement de district doit cesser; nous recommandons la liquidation du Federal Bureau of Investigation (FBI) et du United States Government, Inc., et du Government of the United States, Inc., qui sont responsables de la mauvaise orientation criminelle des activités de ce sous-traitant d'agence constituée.

Nous souhaitons rappeler à la Cour de chancellerie du Vatican la nécessité imminente de se préparer aux changements mondiaux physiques et mentaux alors que notre planète est toujours dans la ceinture de photons. Cette action est nécessaire et la cause est urgente.

Veillez nous aider dans nos bureaux séculiers pour accomplir la suppression des personnes et des sociétés incriminées et notez que notre présence ici à cette époque est prédite depuis de nombreuses générations; le nom de notre fiduciaire est enregistré dans la Bible précisément dans la position qu'elle occupe maintenant.

Jean 1: 5 Et la lumière brille dans les ténèbres; et les ténèbres ne le comprennent pas.

Il n'est pas nécessaire que l'obscurité comprenne; il suffit que la lumière brille.

Cet addendum publié le 3 mars 2023 et paraphé par:

James Clinton Belcher, chef de l'État

États-Unis d'Amérique

Après quoi toutes les procédures judiciaires possibles ont été signifiées au Saint-Siège et aux différents membres et dirigeants des organisations responsables et nous avons déterminé que le seul recours raisonnable et véridique est l'extension du crédit prépayé à tous sur Terre et le paiement de services gouvernementaux et développement des infrastructures sans recours à aucune forme de taxation, la suppression du soi-disant Internal Revenue Service et de toutes les autres organisations de corsaires engagées dans le recouvrement de dettes inexistantes.

Les sources de ce crédit prépayé sont: (1) aux mains du vrai Dieu; (2) en héritage des investissements et des arriérés dus à nos ancêtres et à nous au cours des six dernières générations; (3) comme crédit pour les privilèges établis contre les confiscations illégales, le non-paiement et les fausses déclarations; et (4) via une récupération des actifs physiques qui nous sont dus individuellement et collectivement.

En ce qui concerne ce dernier point, (4) ci-dessus, nous demandons spécifiquement des mesures pour restituer les actifs de toutes les fiducies individuelles «patrimoine» et «héritage» considérées comme des fiducies publiques et plus de 5 000 fiducies familiales et organisationnelles individuelles aux héritiers et aux descendants que ces fiducies appartiennent naturellement à.

Contrairement à tout enregistrement inscrit au nom de Dimetrius Julius Shiva, il est un homme vivant se trouvant dans la juridiction d'origine sur le terrain et le sol d'un État de l'Union que nous représentons; il n'a pas proposé de faire don des actifs des 111, 333, 555, 777 et 999 comptes principaux, qui lui appartiennent ou qui lui ont été confiés par le procureur général irrévocable.

Ces comptes de garantie mondiaux et les actifs qu'ils détiennent ne sont pas abandonnés et ont été mis de côté de l'homologation de la succession de Severino Garcia STA. Romana pour leur utilisation rapide par l'héritier et ses affects. De même, les comptes ASBLP détenus par la Banque mondiale, qui représentent le crédit commercial pour plus de cinquante ans de commerce sur les comptes de garantie mondiaux, sont dus et en raison de l'actif réel propriétaire, qui détient la procuration générale irrévocable d'Anthony Santiago Martin.

De même, les actifs du V.K, Durham Trust, de la Fondation Saint Germain et de 5000 autres fiducies et fondations de common law et statutaires ne sont pas abandonnés, ne sont pas soumis à l'administration publique, et doivent maintenant être liquidés en faveur des propriétaires et héritiers réels.

Ces fiducies détiennent de grandes quantités d'actifs physiques réels qui appartiennent à des personnes vivantes qui doivent le retour de leurs biens sans autre usurpation d'identité ou fausse déclaration en tant que sociétés, successions de défunt infant intestat ou administration publique en vertu d'autres fausses conventions et présomptions juridiques.

Nos États organiques de l'Union et notre Fédération des États non constituée en société sont en session et en opération en tant que gouvernement légal. Attributs et récepteurs; nous présentons cette demande de règlement au nom de notre pays et de nos compatriotes et proposons la libération de tous les pays et gouvernements mandataires qui ont été soumis à l'occupation dans des conditions de tromperie et de non-divulgation, telles que les sociétés incriminées, par ex. La CHINE, l'AUSTRALIE, etc., doivent être liquidées et les biens qui ont été saisis doivent être remis aux héritiers lors de l'organisation d'un gouvernement légal --- un processus qui doit être assisté et entièrement financé.

Cela comprend la liquidation de toutes les fiducies d'État, les organisations territoriales d'État et les organisations municipales d'État et d'État aux États-Unis et le retour des avoirs détenus par ces organisations étrangères au contrôle du gouvernement légal, de ses officiers et de ses affectations.

Pour assurer la stabilité pendant la transition vers un gouvernement légal, nous avons affrété un réseau mondial d'institutions de prospérité capables de fournir des services bilatéraux. .

Le crédit prépayé qui existe déjà et qui a été généré par l'investissement d'actifs physiques appartenant aux personnes vivantes doit être distribué directement via des comptes de crédit prépayés établis avec nos institutions de prospérité mondiale.

Ces comptes seront utilisés pour payer toutes les dépenses raisonnables et habituelles des personnes vivantes et assureront une vie agréable et équitable à tous ceux qui sont nés sur cette planète; nous avons l'intention de résoudre sans délai les problèmes de gestion des déchets, de polluants chimiques, de nourriture et d'eau de haute qualité, de logement et d'énergie propre.

En vertu de la loi ecclésiastique, il est tout à fait clair que ces entités constituées n'ont aucun droit naturel d'exister et qu'elles ont toutes fonctionné dans des conditions de non-divulgation et de tromperie échouant au critère des procédures contractuelles légales et du fonctionnement légal. Les nombreux accords permettant l'existence d'entités constituées exigent la protection des personnes vivantes et de leurs biens.

Nous appelons donc le Pape et la Cour de chancellerie du Vatican à prendre des mesures rapides et conciliantes pour retirer les fictions juridiques incriminées et à remettre sans délai les avoirs de fiducie aux propriétaires légaux.

Un monde qui fonctionne à crédit au lieu de la dette est beaucoup à désirer et à apprécier pour son reflet de la vérité éternelle, pour l'amitié qu'elle inspire et pour la paix qu'elle encourage et contribue à préserver.

Nous sommes conscients des problèmes potentiels de cupidité, de gourmandise et de paresse; mais, comme tous les potentiels de péché, ceux-ci doivent être confrontés à la détermination

d'éduquer et d'inspirer. Toute personne bénéficiant du crédit prépayé recevra des informations sur la provenance de ces largesses, et tous les efforts éducatifs comprendront

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

57. liquidation requise

Liquidation Microsoft, SERCO et USPTO requise

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

"Le brevet numéro 6 754 472 déclare que Microsoft détient désormais les droits" méthodes et équipements de transmission d'énergie et d'informations à l'aide du corps humain." La déclaration de l'entreprise indique que le corps humain n'est qu'un objet de propriété intellectuelle soumis à licence. Microsoft prévoit de connecter le corps humain avec des appareils électroniques tels que des téléavertisseurs et des téléphones portables."

Nous opposons et exigeons la liquidation immédiate des trois sociétés incriminées. Le corps humain n'est pas simplement une propriété intellectuelle - et si c'était le cas, ce serait une propriété intellectuelle appartenant à Dieu, pas Bill Gates ou les sociétés municipales habitant le district de Columbia. C'est une création divine bien au-delà de la compréhension d'une créature comme Bill Gates et les gestionnaires Microsoft poursuivant cette invasion grotesque de la vie privée physique et de la fausse représentation du corps humain dans la poursuite du pouvoir coercitif et du profit de ces criminels.

Nous avons une meilleure idée d'un avenir commun pour l'humanité.

Microsoft est liquidé pour des activités illégales, tout comme SERCO pour son incapacité à surveiller correctement les opérations au US Patent and Trademark Office / USPTO pour empêcher la délivrance de brevets criminels et le fait de ne pas empêcher l'enrichissement injuste des brevets criminels. Et comme l'USPTO a une longue histoire au cours des dernières décennies de délivrance de brevets criminels et de suppression des technologies légales, l'USPTO doit également aller et se tenir fidèle à notre administration directe.

Tous les greffiers et avocats des brevets qui ont permis à ces ordures de continuer doivent être arrêtés et rééduqués.

Les politiciens qui manquent à leurs fonctions de surveillance et permettent à ces ordures de continuer doivent être arrêtés, point final.

Et surtout, Bill Gates, qui a fait des millions de morts avec sa folie, doit être arrêté et évalué. S'il est fou, il doit être condamné comme criminellement fou et enfermé. S'il est rationnel et le fait, il

doit être condamné pour crimes contre l'humanité et exécuté.

Le brevet incriminé mentionné ci-dessus doit être retiré immédiatement.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

18 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

58. longue histoire de criminalité

Une longue histoire de crime

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Le droit civil romain et le droit ecclésiastique condamnent la fraude et il est universellement tenu de souiller tout ce qu'il touche plus tard.

Lorsque nous tentons d'aller à la racine de cette dernière série de mensonges, de propagande de guerre et de cupidité, la piste ramène au roi Henry VIII et à un enfant du cerveau de son administration, les Enclosure Acts, (initialement orthographié comme "Inclosure "), qui a commencé le long voyage vers la destruction totale des droits de propriété individuels en Angleterre --- sans aucune autorité pour le faire.

Henry VIII et sa fille se sont retrouvés pris dans d'autres problèmes et n'ont pas poursuivi leur plan, mais le roi James Ier l'a saisi avec vengeance. Plus de 5 200 lois d'information distinctes ont été adoptées en Angleterre de 1604 à 1914 et toutes ont été frauduleuses pour un certain nombre de raisons.

Ces saisies étaient des accaparements de terres, dans lesquels les droits fonciers communautaires détenus étaient retirés des Lords et des Freeman locaux, et déversés dans la propriété des fiducies publiques contrôlées par le Commonwealth, autrement connu sous le nom de gouvernement territorial.

Tous les rois et reines soutenant ces actions agissaient eux-mêmes dans la fraude. Tous agissaient en tant que surveillant des terres du Commonwealth par le pape, et les enclos leur ont profité de manière non divulguée, augmentant leur richesse et leur pouvoir personnels à mesure que de plus en plus de terres étaient sous leur contrôle, et les domaines immobiliers assis sur le terrain étaient également sous leur contrôle, qui a ensuite donné naissance à la Chaire des États, un autre bureau royal non divulgué.

Leur conflit d'intérêts flagrant, comme leurs bureaux non divulgués au sein de la Hiérarchie romaine sainte, et les méthodes utilisées pour obtenir leurs fins, ont tous servi de modèle pour de nouvelles fraudes et pour saper le gouvernement public avec leurs programmes dits de "gouvernement privé. Les parallèles entre leurs fraudes en Angleterre et leurs fraudes en Amérique sont exacts.

Henry II devient "un" roi en France, et se tient comme un égal parmi les nombreux rois

d'Angleterre créés par The Settlement of the Norman Conquest, mais se fait ensuite passer pour "The King of England" sans Royal Grant --- une fraude qui a été à l'origine de son argumentation avec Thomas de Beckett. Henry II, comme ses ancêtres, sert de surveillant des terres du Commonwealth en Angleterre et s'enrichit de sa part des dîmes, un conflit d'intérêts non divulgué tout le temps qu'il prétend être le roi d'Angleterre.

Nous voyons la même histoire reflétée par Abraham Lincoln, "un" président du sous-traitant de la British Crown Municipal Corporation logé dans le district de Columbia, se faisant passer pour "le président" dû à ce pays.

Lui aussi est un homme avec un conflit d'intérêts non divulgué, servant secrètement d'officier de la Couronne en même temps qu'il se fait passer pour servir dans une fonction publique américaine --- une fonction qu'il lui a été interdit d'occuper pendant de nombreuses années avant sa parodie.

Les auteurs en Angleterre ont mis en place une arnaque du Public Interest Trust mise en œuvre par les Enclosure Acts, pour saisir les terres de common law et les droits fonciers des Freeman et Lords locaux, de sorte que ces actifs ont été placés dans des fiducies contrôlées par le Commonwealth (également connu sous le nom de gouvernement "territorial"). Cela sert secrètement à augmenter la richesse et le pouvoir coercitif du Surveillant des terres du Commonwealth du Pape, et lui donne plus de garanties qui peuvent être empruntées. Cela convertit également illégalement le statut politique des Freeman possédant des Freeholds of Common Law Land, en le statut de locataires de une fiducie du Commonwealth.

Le même schtick de base était employé en Amérique. Les auteurs dirigés par Lincoln ont revendiqué un "intérêt gardien" - c'est-à-dire un intérêt de confiance du public, dans nos terres et nos biens et l'ont justifié en utilisant le chaos créé par le conflit du mercenaire qu'ils ont eux-mêmes engendré dans la violation de la confiance sur nos côtes. Tout comme pour les Enclosure Acts, cet intérêt de détention présumé à exister a permis aux auteurs de placer des actifs américains dans des fiducies publiques qui étaient ensuite administrées par le gouvernement territorial - avec les mêmes résultats exacts que les Enclosure Acts en Angleterre. Les auteurs ont acquis de la richesse et un pouvoir coercitif et des garanties contre lesquels emprunter, tandis que les Américains libres et indépendants en possession de leurs concessions de terres et de leurs brevets ont été illégalement convertis en locataires d'une fiducie municipale.

Nous sommes ici pour vous dire que nous ne sommes locataires d'aucune fiducie municipale et que nos terres et nos intérêts immobiliers ne sont soumis à aucune relation de garde avec le gouvernement territorial traître représenté par les États-Unis d'Amérique, Incorporated, une société municipale criminelle hébergée dans le district de Columbia, ou logé dans tout autre endroit, y compris l'itération actuelle de cette société qui a demandé protection et charte en Inde.

Nous publions et déclarons tous ces mensonges et stratagèmes de fraude perpétrés dans le cadre de la violation de la confiance, afin qu'eux-mêmes et le système juridique qui a été utilisé pour tirer profit de ces actes de trahison, de non-divulgateion et de fraude puissent tous être annulés et supprimés de notre vue.

La British Crown-Operated Municipal Corporation, hébergée dans le district de Columbia, et la City-Operated Municipal Corporation qui y est hébergée, ainsi que toutes leurs enclaves dans le monde

entier, se battent pour leurs crimes contre nous, leurs fidèles employeurs et contre toute l'humanité, pour au moins les trois cents dernières années.

Le système juridique et les avocats du barreau et leurs associations du barreau qui ont servi de moyen de créer, de perpétuer et d'appliquer ces gigantesques stratagèmes de fraude --- doivent disparaître, pour ne jamais revenir. Nos ancêtres les ont appelés marchands de tromperie et notre propre expérience le confirme, car ces professionnels ont été volontairement et dans de nombreux cas en train d'administrer et de tirer profit de ces crimes contre les personnes vivantes et leurs gouvernements nationaux. Nous souhaitons que toutes les franchises constituées des barreaux et leurs membres soient liquidées au profit de leurs victimes.

Nous souhaitons que les barreaux et leurs enseignements et leur forme de loi soient déracinés et que leur (s) langue (s) codée (s) soit interdite à quelque fin que ce soit. Notre langue officielle est l'anglais. Tout fournisseur de tout service dans ce pays doit parler anglais et le parler sans double sens et couches de tromperie destinées à induire en erreur, frauder ou obscurcir en utilisant le jargon et les codes professionnels.

La réforme de l'Amirauté commencée vers 1756 a manifestement échoué, ainsi que toutes les sociétés municipales qui n'ont pas été des vendeurs et des prestataires de services fiables; les officiers de ces sociétés municipales ont souvent agi comme de petits despotes, parasites et voyous.

Nous souhaitons que les fonctions restantes des tribunaux de l'amirauté, qui leur ont permis de recevoir des réclamations de sauvetage fictives et ont conduit à l'hypothèque tout aussi fictive de la dette contre les personnes vivantes et les gouvernements nationaux, à leur être retirées. Ils ont gravement abusé de ces habilitations destinées à lutter contre les opérations de sauvetage en mer à des fins criminelles et ont fourni un autre moyen de détourner l'enrichissement injuste de notre pays via la manipulation des créances fiscales en tant que droits d'accise dus sur les salaires des marins.

Cette fraude évidente, accusant la dette hypothéquée des salaires des marchands britanniques inexistantes et imposant ces ordures comme une accise sur les salaires des marins parle d'elle-même.

Nous souhaitons la confiscation de tous les biens associés au système juridique et le retour de tous nos biens publics, y compris, mais sans s'y limiter, les dossiers, palais de justice, prisons et équipements associés à ces opérations.

Nous souhaitons la libération de tous les délinquants non violents.

Nous souhaitons revenir à la common law simple et morale exigeant que les dommages réels aux personnes ou aux biens doivent exister comme condition de l'existence d'un crime.

De toute évidence, la fraude constructive et les jeux de supposition juridique fondés sur des pratiques linguistiques trompeuses et des contrats non divulgués pour promouvoir la conversion et la confiscation illégales et illégales de biens au nom des réclamations d'intérêt public vides, de la fraude à l'assurance et de divers régimes de substitution ont été une occupation à très long terme

de les pirates du col blanc responsables.

Nous devons reconnaître que ces crimes, bien que créés sur papier, sont appliqués avec des armes à feu, et la piraterie intérieure impliquée est un crime capital interdit par les Conventions de Genève et de La Haye, ainsi que par la violation du droit canonique de la part des magistrats qui échouent. de dissoudre les fiducies publiques. L'immense fraude et les blessures illégales perpétrées par ces sociétés municipales violent la loi ecclésiastique qui permet à ces entités de fiction juridique d'exister.

C'est loin d'être la première fois que ces problèmes sont résolus. La tromperie justinienne reprise par PARSE Syntax a 1500 ans, la répétition du scandale des obligations de fond --- mis à part le fait que la version moderne utilise les gens comme navires et leurs domaines comme cargaison --- a 220 ans, l'assurance La fraude est aussi ancienne que le concept d'assurance-vie, les fausses revendications d'intérêt public ont commencé sérieusement en 1666, l'utilisation d'Executors de Son Tort a suivi, et les schémas de substitution, en ce qui concerne à la fois les personnes et l'argent, sont communs comme de la saleté depuis les royaumes d'Égypte et de Samarie.

L'occupation secrète illégale et illégale de la Grande-Bretagne et de la majeure partie de l'Europe occidentale, de l'ancien Commonwealth, des États-Unis, Le Japon et de nombreux autres pays par des mercenaires commerciaux agissant en tant que forces territoriales - des hommes sous contrat pour fournir des services de bonne foi et prendre leur salaire dans les poches de leurs victimes - est connu depuis l'époque de la Ligue hanséatique, lorsque les commerçants allemands et allemands Les banquiers marchands ont utilisé des méthodes similaires pour saper les gouvernements nationaux.

Quelqu'un pense-t-il que c'est une coïncidence si les architectes de cette situation sont des banquiers d'investissement allemands? Des banquiers qui ont encaissé la richesse de la Grande-Bretagne et contrôlé à la fois la richesse privée de la famille royale germano-britannique depuis 1840 et la Couronne britannique depuis 1763? Ils l'ont déjà fait et ils le font à nouveau, avec collusion de co-conspirateurs britanniques et chinois --- et personne ne peut prétendre que nous ne savons pas ce qu'ils font et comment ils le font, parce que nous avons vu tout avant.

C'est pourquoi nous avons connu des nazis occupant des postes de confiance supérieurs dans l'OTAN, l'INC. Et le DOD, l'INC. Les sociétés municipales, et c'est pourquoi nous avons la guerre en Ukraine, et des organisations comme le WEF, l'INC .--- qui sont juste plus de sociétés municipales et de franchises --- commettant un crime à but lucratif.

C'est pourquoi nous avons tous ces maux endémiques et sur nos visages - encore une fois. Nous ne les avons pas reconnus pour qui et ce qu'ils sont au lendemain des guerres qu'ils ont créées pour le profit, mais nous les avons rattrapés maintenant et nos yeux sont grands ouverts.

Nous avons appris nos leçons et nous n'avons pas besoin de les répéter: nous souhaitons que ces sociétés municipales coupables --- toutes, dans le monde --- perdent, afin de bénéficier au mieux de la sécurité et du bien-être des gouvernements nationaux et les habitants de cette planète.

Ces sociétés municipales ont recherché le profit sans réfléchir, pour des raisons de profit uniquement. Ils ont adoré leurs propres illusions et les œuvres de leurs propres mains et leurs

idoles sont toutes mortes. Ils ne sont pas à la hauteur du Dieu vivant qui cherche maintenant sa vengeance. Que tout le poids de leurs péchés contre les Innocents repose sur eux.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

15 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

59. m corp fraude génocide esclavage

Fraude de la Corporation municipale - Génocide et esclavage

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Fraude de la Corporation municipale --- Génocide et esclavage

Les sous-traitants fédéraux étrangers hébergés dans le district de Columbia sont des sociétés municipales. L'un est géré par la Couronne britannique et l'autre est géré par le gouvernement de la ville.

Comme le montrent les informations déjà fournies, ces deux sous-traitants de la société municipale ont été criminellement mal gérés, tous deux ont été immunisés contre la correction, tous deux ont répété divers stratagèmes de fraude historiques, tels qu'une variation du programme d'obligations de fond - qui démontre la préméditation, les deux ont promu une législation préparatoire à l'appui de ces activités illégales et immorales, les deux ont comploté contre leurs employeurs réels - le peuple américain, tous deux ont empiété sur la paix publique pour promouvoir les conflits mercenaires illégaux en tant que guerres, tous deux ont déformé leurs employeurs les membres de leurs propres citoyens, ont tous deux conspiré pour se soustraire à leurs obligations en vertu des constitutions qui les ont créées et qui leur permettent d'exister, ont tous deux violé les dispositions de la loi sur la résidence et des traités sous-jacents, et tous deux ont agi en violation flagrante de la confiance et violation de leurs contrats de service et ont agi en mauvaise foi.

Nous souhaitons que ces sociétés municipales tout à fait criminelles soient financées et empêchées d'avoir plus accès à notre crédit et que toutes les fiducies publiques et les fiducies bancaires et les comptes contenant nos actifs soient dissous en notre faveur et mis à notre disposition.

Nous souhaitons une transition rapide et sûre des actifs et du personnel essentiel au contrôle de notre gouvernement actuel et la liquidation de toutes les agences non essentielles en notre faveur et à notre avantage.

Nous souhaitons la liquidation immédiate du Bureau fédéral d'enquête et de son clone municipal, le FBI, INC., Qui sont mal informés et mal dirigés pour nuire à leurs employeurs réels.

Nous souhaitons la liquidation immédiate du soi-disant ministère de la Justice et de son homologue connu sous le nom de DOJ, INC., Une autre société municipale constituée, mise en place en tant que sous-traitant des sous-traitants municipaux hébergés dans le district de Columbia. Ce «département» faisait partie de la fraude commise par la Scottish Commercial Corporation dba «The United States of America, Inc.» et il ne sert pas notre intérêt public; il a servi l'intérêt du Scottish Interloper en tant qu'entrepreneur de services juridiques interne payé aux frais publics et n'est plus nécessaire.

Nous souhaitons que nos comptes d'actifs et de crédit du gouvernement national soient débloqués et que nos comptes de crédit et d'actifs physiques individuels soient débloqués, et que notre crédit et nos actifs soient généralement indisponibles, sauf en particulier, pour les dépenses liées directement à la défense de nos frontières et la sécurité de notre peuple à la maison dans leurs États-nations.

Nous souhaitons la liquidation immédiate des deux sociétés de partis politiques, la DNC et RNC et leurs homologues territoriaux, qui organisent des élections aux actionnaires de sociétés privées en tant que subterfuge criminel pour inciter les gens à "s'inscrire" en tant que "électeurs" au lieu de prendre des mesures en tant qu'électeurs.

Leurs diaporamas ont également servi à masquer le manque d'élections de fonctions publiques, de bureaux usurpés ou laissés vacants, une obscurcissement criminel servant à perpétuer l'occupation illégale, illégale et immorale de notre pays.

Nous souhaitons que les sociétés municipales qui restent en activité dans le but de défendre notre peuple et d'autres biens physiques et matériels aient une compréhension claire de qui elles travaillent et connaissent les limites légales et légales et morales de leur emploi.

Comme nous l'avons vu, la criminalité incontrôlée de ces sociétés municipales complices a conduit d'un stratagème de fraude à un autre; il ne devrait surprendre personne que cette criminalité ait récemment entraîné le pire stratagème de fraude à ce jour: un plan pour tirer profit du génocide en encaissant des «annuités de valeur de la force de vie» et en laissant des polices d'assurance-vie basées sur des intérêts de propriété frauduleux en place, soutenu par un plan visant à revendiquer les survivants du génocide en tant qu'organismes génétiquement modifiés, littéralement détenus par les détenteurs de brevets des restes d'ARNm génétiquement modifié et d'agents de livraison de polymères lipidiques injectés secrètement dans les victimes.

Ce plan grotesque, même ouvertement appelé "la solution finale" par Bill Gates et les hommes de main nazis affiliés à OTAN, Inc., a été de nombreuses années à l'élaboration et a impliqué la collaboration des deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et de leurs franchises et banques.

La participation pure et simple dans notre «Valeur de la force de vie» et les bénéfiques de fraude à l'assurance résultant de fausses réclamations de propriété ont été perçus par le prince Philip

auprès du GOUVERNEUR D'OTTAWA en avril 2017 et s'élevaient à \$ 950 billions de dollars de bénéfiques résultant de la mort de toutes les personnes de franchise de fiction juridique territoriale britannique créées entre 1860 et 20. Ce transfert a aidé et encouragé le dépouillement des actifs avant la faillite des actifs de la Société municipale supervisés par le GOUVERNEUR D'OTTAWA, OTTAWA fonctionnant comme un autre soi-disant «enclave fédéral»".

Les polices d'assurance-vie souscrites à tous les Américains et Canadiens sous le faux prétexte de propriété fourni par le programme de conversion illégal et la prolifération des franchises municipales nommées d'après les Américains et les Canadiens, ont été laissées en place pour être récoltées plus tard - en tant que victimes du génocide prévu est décédé, les coffres des criminels seraient réapprovisionnés avec l'argent provenant des polices d'assurance-vie non divulguées que les mêmes criminels ont mises en place en utilisant les mêmes réclamations de propriété fondées sur la fraude.

Ces manœuvres ont permis aux auteurs de cacher et de protéger leurs bénéfiques en tant qu'actifs privés - notez que le prince Philip s'est retiré de la vie publique trois jours après le transfert - et de maintenir la fraude à l'assurance contre les personnes vivantes utilisées comme biens publics.

De toute évidence, les anciens stratagèmes de fraude approchaient également de la fin de leur espérance de vie, car les documents publics et les documents commerciaux faisaient l'objet de recherches et de découvertes actives par notre gouvernement national.

Les auteurs avaient besoin de quelque chose de nouveau, d'une nouvelle base pour affirmer un intérêt de propriété publique pour leurs victimes, alors ils ont eu l'idée de polluer secrètement le génome naturel de l'humanité et de "surécrire" la revendication de Dieu en tant que créateur de notre ADN individuel, en utilisant un morceau d'ARNm génétiquement modifié qui serait inséré à l'insu de la victime et qui entraînerait une revendication de cent ans pour que les titulaires de brevets de la Municipal Corporation possèdent littéralement les "produits" en tant qu'organismes génétiquement modifiés.

Ceux qui sont morts à la suite des injections seraient rentables en tant que réclamations d'assurance-vie, ceux qui ne sont pas morts seraient précieux en tant qu'esclaves OGM, et ceux qui étaient simplement mutilés par les injections fourniraient des bénéfiques aux franchises de la Medical Industry Municipal Corporation pour décennies à venir.

La véritable valeur de la vie humaine individuelle a été totalement écartée dans ces calculs profanes; le caractère criminel de ces sociétés municipales axées sur le profit et le caractère illégal de leurs activités sont pleinement exposés.

Les auteurs ont mis en place une législation préexistante pour accélérer leur planification prospective --- en 1986, le Congrès territorial a tenu les fabricants de vaccins à l'abri de toute responsabilité résultant de leurs produits vaccinaux. Cela a été fait pour que les sociétés pharmaceutiques ne soient pas responsables de la production de vaccins, peu importe ce que ces vaccins pourraient contenir.

Comme nous l'avons vu, Big Pharma a finalement produit une purée chimique de poisons, des œufs de parasite, une nanotechnologie auto-assemblée et un morceau génétiquement modifié

d'ARNm nocif, et l'a commercialisé comme un vaccin pour prévenir une maladie infectieuse qui, selon les mêmes auteurs, a nommé Covid-19.

Ces mensonges grossiers racontés au grand public et les mesures législatives d'autoprotection parlent d'eux-mêmes, en particulier dans le contexte de leurs abus antérieurs de leurs employeurs américains. Il explique également pourquoi le seul recours offert pour ce contrat d'interruption de confiance et de service brut est enterré dans la loi sur la protection des consommateurs et administré par la FCC, INC.

La fraude a été couronnée lorsque le président de la Société territoriale Trump et le président municipal Joe Biden ont acheté des milliards de dollars de ces "vaccins" et les ont imposés à leurs employés réels et au grand public sous la couleur du droit, en utilisant les décrets et les mandats, etc. --- et tous ces profits de dépenses personnelles et de "guerre" ont été facturés contre nous, en tant que dépenses publiques, afin que les victimes soient à nouveau obligées de payer leurs propres blessures et décès.

Nous avons vu suffisamment de ces prétendus fonctionnaires et de leurs partis politiques étrangers pour durer toute la vie et nous ne voulons plus les voir.

Nous souhaitons que ces sociétés municipales soient confisquées ou liquidées, comme le dictent le mieux les préoccupations de sécurité des personnes vivantes, remises à notre gouvernement national légal, et que tous les aspects des stratagèmes délibérés de génocide et d'assurance et de fraude à la propriété soient démantelés et supprimés avec pour toujours.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

14 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

60. fraude mécanique

La fraude mécanique

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Dans ce domaine, la situation décrite est spécifique aux États-Unis et ne peut pas être systématiquement appliquée de la même manière dans tous les différents lieux et pays qui sont également touchés par la "privatisation" des fonctions gouvernementales décrite par euphémisme et la promotion des entreprises. Le féodalisme en remplacement du colonialisme.

Cela dit, nous n'avons aucune raison de soupçonner que des moyens identiques ou similaires ne sont pas appliqués dans d'autres pays; nous n'avons tout simplement pas enquêté sur cette partie de la fraude globale sur une base internationale.

Ainsi, aux États-Unis, nous avons pu déterminer que les sociétés municipales fournissant les fonctions du gouvernement fédéral ont très peu accordé le pouvoir d'exécution au sein des États de l'Union, ce qui reste vrai malgré leur substitution de leurs propres opérations de franchise en tant que " Entreprises d'État.

Les pouvoirs réglementaires fédéraux se limitent à la fabrication, à la vente et au transport interétatiques de l'alcool, du tabac et des armes à feu et à la clause de commerce interétatique qui se trouve dans chacune des constitutions fédérales.

Nous noterons que les "armes à feu" référencées ne sont pas des fusils, des fusils de chasse ou des pistolets --- les armes à feu sous l'autorité de régulation fédérale sont plus grandes que 50 mm d'artillerie, de mortiers et d'armes similaires plus souvent considérées aujourd'hui comme des armes de qualité militaire.

Nous constaterons également que «l'État» exige le franchissement des frontières physiques et que «commerce» signifie les affaires menées entre deux entités constituées en société, et que l'intention de la clause de commerce interétatique elle-même est d'empêcher l'obstruction au commerce entre les États et n'est pas destinée à fournir restrictions au commerce.

Cela laisse très peu au gouvernement fédéral en termes de pouvoir d'exécution applicable dans les États de l'Union, mais au fil des ans, divers moyens néfastes ont été utilisés pour échapper à ces limitations légales.

Nous avons déjà décrit le processus par lequel les Américains sont mal caractérisés en tant que personnes territoriales britanniques, et comment ces personnes sont "perdues en mer", déclarées "légalement mortes" - et comment leurs successions sont ensuite transformées en franchises Municipal Corporation exploitées sous les noms de la victime , exprimé en majuscules.

Un processus quelque peu similaire de fausse déclaration et de mauvaise caractérisation par usurpation d'identité est utilisé pour fournir des pouvoirs d'exécution illicites.

Notons également que dans le cadre du processus de conversion illégal, la common law américaine a été remplacée séquentiellement par la loi militaire / amirauté (en s'adressant au territoire britannique américain). Citoyens) puis avec Municipal Maritime - c'est-à-dire le droit commercial, s'adressant aux citoyens municipaux des États-Unis.

Avant de commencer à discuter de la mécanique, observons qu'il existe deux types de citoyens étrangers employés par les deux sociétés municipales opérant à partir de leur base d'origine dans le district de Columbia --- Territorial britannique États-Unis. Citoyens et citoyens municipaux des États-Unis, et veuillez noter que les citoyens municipaux des États-Unis peuvent être vivants (clercs postaux, par exemple) ou morts - comme dans le cas des franchises, sociétés, successions et même public transmettant des services publics nommés d'après des personnes vivantes.

L'existence de ces différents types de citoyens opérant dans des capacités différentes nécessite deux voies de poursuites différentes et deux formes de droit différentes.

Dans notre observation directe depuis plus de vingt ans, lorsqu'un citoyen municipal des États-Unis est nommé défendeur dans une affaire civile ou pénale, le nom du défendeur apparaît dans toutes les majuscules, comme ceci: ROBERT ALBERT MURRAY, et ils sont jugés en vertu du droit commercial.

Quand un territoire britannique américain. Le citoyen est appelé accusé dans une affaire civile ou pénale, son nom apparaît dans les affaires supérieures et inférieures comme ceci: "John Thomas Anderson", et ils sont jugés en vertu du droit militaire.

Les citoyens municipaux des États-Unis continuent d'être poursuivis de manière générale en vertu des présomptions prévues par le quatorzième amendement à la Constitution d'entreprise qui nous a été imposé par la Scottish Commercial Corporation faisant affaire sous le nom de "États-Unis d'Amérique" --- Corporated, en 1868.

Ces DÉFENDANTS municipaux sont réputés coupables jusqu'à ce que leur innocence soit prouvée et sont donc jugés à l'avance comme des criminels en attente de condamnation à la discrétion du juge. Les actes d'accusation contre EUX peuvent découler de tout code ou titre fédéral, mais l'exécution relève toujours du titre 27 du Code fédéral territorial britannique, qui déclare en outre au 27 CFR 72.11, que tous les délits sont des délits commerciaux.

Le titre 27 confère un pouvoir d'exécution armé au Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu, dans le cadre de son pouvoir réglementaire sur la fabrication, le transport ou la vente interétatiques d'alcool, de tabac et d'armes à feu.

Tous les DÉFENDANTS municipaux peuvent être inculpés en vertu de tout titre, mais l'exécution est toujours en vertu du titre 27.

Ainsi, célèbre, DONALD J. TRUMP est inculpé en vertu du titre 18, mais l'exécution de cette action relève du titre 27 --- spécifiquement en vertu du 27 CFR 72.11, car il s'agit d'un acte d'accusation pénal.

L'application sera confiée au Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu.

De même, les États-Unis. Les citoyens défenseurs peuvent être inculpés en vertu de tout titre, mais l'exécution relève du titre 50. Si le défendeur nommé était "Donald J. Trump "nous envisagerions l'application de la loi en vertu de la loi sur le commerce avec l'ennemi (actes d'accusation civils) ou du Code militaire de justice - loi sur l'amirauté (actes criminels).

Les actes d'accusation peuvent donc provenir de n'importe quel titre, mais l'application aux États-Unis est extrêmement limitée et disponible sous seulement deux titres du Code fédéral.

Il est peut-être venu à l'esprit de quelqu'un de demander --- comment tous ces crimes et problèmes civils sont-ils attachés et appliqués en vertu de seulement deux pouvoirs réglementaires fédéraux extrêmement limités?

Ils mentent.

L'Internal Revenue Service / IRS conserve un dossier Masterfile codé sur chaque Américain de la naissance à la mort. Ils développent un récit constant et faux sur chaque Américain, qui implique cet Américain dans une activité réglementée par le Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu.

Ainsi, un homme qui est en fait un mécanicien automobile professionnel vivant dans le Michigan peut être mal qualifié de marchand d'armes international vendant des armes à feu en Malaisie.

Une femme au foyer qui a vécu toute sa vie dans une petite ville du Minnesota peut être mal caractérisée en tant que gestionnaire d'une entreprise d'exportation de vin à Tanger.

L'Internal Revenue Service / IRS crée ces faux dossiers pour deux raisons --- (1) afin qu'ils puissent emprunter les pouvoirs d'exécution armés de leur agence sœur, le Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu, et (2) afin qu'ils peuvent utiliser ces identités étrangères offshore pour les reçus de blanchiment d'argent des soi-disant Black Ops --- ventes d'armes, production de drogue, traite des êtres humains, etc., - et à des fins d'évasion fiscale des sociétés municipales.

Lorsque l'Internal Revenue Service (Territorial) ou l'IRS (Municipal) veut "faire exploser" quelqu'un pour fraude fiscale, il emmène ses dossiers de faux récit au Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu et le BATF prend en charge l'application, marie l'équipement, fournit des commissions de poche et remplace les employés de l'IRS --- et partage leurs pouvoirs d'exécution armés avec l'IRS sur la base du propre faux récit de l'IRS reliant le "contribuable" ciblé aux activités réglementées par BATF.

C'est simple, efficace, interne et le dos de tout le monde est couvert, sauf, bien sûr, pour la malheureuse victime de toute cette fraude et tromperie institutionnalisées, qui se tient dans le dossier entièrement confus et incapable de se défendre contre l'assaut du venin qu'ils recevoir.

Comment pourraient-ils se défendre, alors qu'ils n'ont aucune idée qu'ils sont accusés de vendre des armes au Venezuela et de ne pas payer l'impôt fédéral sur le revenu sur leurs revenus de cette activité réglementée?

Molly du Minnesota va se tenir là comme un cerf dans les phares et le juge va lire le dossier de l'IRS comme le BATF le lit, et il va conclure que Molly est coupable comme accusé, et il va confisquer sa maison et l'envoyer en prison fédérale pour évasion fiscale - même si Molly n'a pas mis les pieds à Tanger et n'a aucun revenu fédéral à taxer.

Des personnes totalement innocentes subissent ces outrages chaque jour dans ce pays et tout est de la faute des sociétés municipales privées à but lucratif et de leur personnel qui gèrent ces stratagèmes de fraude criminelle fondés sur l'usurpation d'identité des victimes en tant que PERSONNES étrangères, faux dossiers fournis par l'Internal Revenue Service / IRS, mauvaise application fournie par le Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu / BATF, et des officiers de justice corrompus.

Le même régime de base est pratiqué contre les prétendus adjudants territoriaux britanniques du British Merchant Marine Service agissant en tant que contribuables pour le roi et étant facturé en vertu du titre 50. Ceci est plus rare et plus grave car il est jugé par une loi plus draconienne autorisant l'application sous les auspices militaires, de sorte que l'application est plus violente et sévère. Si possible, cette deuxième option - qui vient après la première option, le Municipal COURT, a échoué --- est encore plus bidon.

Dans ce scénario secondaire, la victime américaine est mal qualifiée d'adjudant non commissionné au sein du British Territorial Merchant Marine Service accusé de ne pas avoir déclaré les impôts perçus pour le roi dans les affaires civiles ou, alternativement, comme officier étranger en guerre avec le gouvernement territorial britannique et engagé dans la piraterie ou la remise en état contre le monarque britannique dans les affaires pénales. Ces affaires sont jugées par un tribunal siégeant en tant que tribunal militaire et les sanctions infligées pour des infractions même mineures sont très sévères.

Ces poursuites impliquent plus souvent des hommes qui sont propriétaires d'entreprise ou propriétaires de ranch qui ont réussi à repousser les tentatives de l'IRS municipal de les piéger, et qui ne sont pas préparés à réfuter davantage la deuxième vague de fausses accusations et d'usurpations d'identité qui leur ont été mal adressées.

Cette fraude fondamentale au cœur de l'administration et des finances des sociétés municipales et de leurs opérations dans ce pays a entraîné la prolifération de la criminalité dans l'ensemble du secteur des services gouvernementaux de l'économie et à tous les niveaux d'administration.

On estime maintenant que 25 millions d'employés du gouvernement travaillent pour les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs activités de franchise aux niveaux de l'État et du comté et plus de 50 000 de ces prétendues agences "gouvernementales" et franchises

dans l'ensemble (il devrait y avoir moins de 5 000 entités de ce type) --- et ils sont tous engagés dans une forme de racket, d'extorsion, ou toute autre forme de coercition financière ou comportementale contre le grand public et contre l'intérêt public.

Les premiers Big Lies racontés contre les bébés américains dans leur berceau sont suivis de plus de Big Lies compilés par l'Internal Revenue Service / IRS en tant que faux dossiers, et bientôt, nous avons également de faux dossiers utilisés pour discréditer les candidats à la présidence. Michael Hayden, ancien directeur de la CIA, se vante de la façon dont tout est un mensonge et de la façon dont le mensonge est une compétence essentielle et fait partie de la fonction gouvernementale, etc., et cela se répercute sur les programmes de formation enseignant aux recrues "Comment mentir" fournis dans State Trooper Academies à l'échelle nationale.

Nous souhaitons que toutes ces absurdités frauduleuses s'arrêtent et soient dénouées avec empressement et détermination par les responsables.

Nous souhaitons l'effondrement et la liquidation d'environ 40 000 "entités gouvernementales" d'entreprises inutiles et contractuellement non consensuelles et la déchéance d'au moins 6 200 franchises "gouvernementales" du comté, 100 franchises d'État et environ 100 Territoriaux et Municipaux. Les sociétés essentielles à notre défense militaire.

Nous souhaitons que les services gouvernementaux et gouvernementaux à tous les niveaux soient considérablement et définitivement réduits et réduits pour fournir ces "services gouvernementaux essentiels" que nous avons contractuellement accepté de recevoir, de la manière dont nous avons accepté de les recevoir, et très peu d'autres.

Nous souhaitons que la majeure partie des employés du gouvernement soient renvoyés chez eux et qu'ils soient réemployés dans des emplois productifs réels.

Nous souhaitons que les membres des congrès territoriaux et municipaux respectent les limites de leurs positions et de leurs autorisations de dépenser, et cherchent par ailleurs à maintenir la stabilité au milieu du changement et à se préparer à se retirer des fonctions supplémentaires assumées une fois les élections à la fonction publique tenues pour le Congrès continental et le Congrès de la République fédérale américaine.

Nous souhaitons l'honnêteté, la simplicité et la responsabilité de tout gouvernement qui nous sert.

Cette partie de notre présentation traite de la mécanique d'une source centrale de criminalité et de fraude institutionnalisée intégrée à l'administration des sociétés municipales qui sont censées fournir ici des "services gouvernementaux essentiels". Cette discussion ne suggère pas que c'est la seule source de corruption.

L'arrêt de ces activités inappropriées et la portée excessive des autorités chargées de l'application des lois et la fermeture globale de la prolifération insensée des franchises, agences et entrepreneurs des ONG "gouvernementaux" seront une étape géante vers le respect de nos traités et contrats de services, la réduction des dépenses publiques et la réintroduction la vérité en tant que concept que tous les sous-traitants des services gouvernementaux doivent honorer.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Délivré le 13 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

61. fraude militaire

La fraude militaire

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

La plupart des gens sur cette planète connaissent le Mahatma Gandhi et la lutte du peuple indien pour libérer leur pays des ravages du Raj britannique. La plupart des gens ont applaudi le retour de l'autonomie naturelle au sous-continent indien et la suppression de l'oppression bureaucratique et sociale brutale des Forces territoriales britanniques qui ont violemment réquisitionné l'économie indienne, soumis son peuple et cherché activement à détruire sa culture.

Pourtant, les mêmes choses exactes ont été faites à l'Amérique et au reste du Commonwealth et à toute l'Europe occupée et à de nombreux autres pays "conquis" par les Forces territoriales depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous pouvons être les porteurs de ces mauvaises nouvelles, mais nous n'en sommes certainement pas la cause. Cette faute incombe au monarque britannique, au lord-maire de la ville intérieure de Londres et au bureau du pape, qui nous doivent tous un "service de bonne foi" au lieu de ce que nous avons reçu.

Commencez par le fait que les mots "Commonwealth" et "Territoire" sont devenus synonymes, la seule différence appréciable étant que le Commonwealth représente le temps de paix et que le "Territoire" est une fabrication en temps de guerre recouvrant le Commonwealth.

Ainsi, ils arborent différents drapeaux, mais se réfèrent à la même terre et ont un impact sur les mêmes personnes. Le Commonwealth est administré par un gouvernement civil légal dans un cadre constitutionnel, tandis que le territoire est administré par un gouvernement militaire géré en tant que société municipale en vertu des présomptions de la guerre.

Le gouvernement civil du Commonwealth est dirigé par le peuple du pays pour le bien de son pays, tandis que le gouvernement militaire territorial est une société commerciale étrangère oppressive dans le domaine de l'assujettissement et du dépouillement d'actifs pour le bien de "l'Empire" - quoi que cela signifie dans le langage actuel.

Il signifiait le Saint-Empire romain germanique et a maintenant été converti pour signifier l'Empire des villes --- Rome, Londres, Washington, DC, l'enclave de l'ONU et la Cité du Vatican, etc. Ces enclaves étrangères existant en tant que «États-villes internationaux indépendants» opérant à l'intérieur des frontières d'autres pays ont cherché à commercialiser le monde entier sous un seul

État bureaucratique oppressif promouvant une forme de féodalisme d'entreprise. pire que tout ce qui a été vécu sous le Raj britannique en Inde.

Les sociétés commerciales étrangères constituées opérant "en tant que" prestataires de services gouvernementaux municipaux et en tant que gouvernements de facto de la même manière que la British South Africa Company de Cecil Rhodes en Afrique du Sud, ont toutes uni leurs forces dans leur complot illégal et illégal contre les gouvernements légaux et le peuple de chaque nation, un fait bien connu des conspirateurs eux-mêmes et de leurs banquiers et de leurs flunkies et bureaucrates dirigeant des organisations affiliées comme les Bilderbergers, la Commission trilatérale, le Council on Foreign Relations, le Royal Institute on International Affairs, le World Economic Forum et même le Nations Unies, qui travaillent tous dans les coulisses pour établir un gouvernement mondial [commercial] qui propose de traiter les gens comme des animaux et de les cultiver comme des animaux au profit de "l'Empire".

Tout cela est calqué sur l'Empire romain et nous savons tous comment cela s'est avéré.

Nous l'avons déjà vu et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Tout cela a été promu par les mêmes moyens bureaucratiques généralement applicables expliqués par l'histoire de Dick Yardley exposant l'arrivée d'Australie, Inc. sur l'île Norfolk, et son imitation ultérieure du gouvernement de Terra Australis. La même chose a été faite avec l'arrivée des "États-Unis d'Amérique", incorporés, sur l'île de Porto Rico, et son usurpation d'identité de notre gouvernement international légal, les États-Unis d'Amérique --- notre Fédération des États non constituée en société.

Ce mal est financé par de riches corporatistes de la même manière que Cecil Rhodes et par des collaborateurs gouvernementaux et bancaires agissant de la même manière que Henry de Worms (Rothschild) alias Lord Pirbright, et appliqué par des sociétés territoriales britanniques agissant "comme" les gouvernements de la même manière que le Raj britannique a été imposé à l'Inde et de la même manière que le régime de la British South Africa Company a été imposé à l'Afrique du Sud.

Cela a conduit les forces militaires nationales à être illégalement converties en forces mercenaires de sociétés commerciales privées sans que personne ne soit plus sage.

À titre d'exemple, lorsqu'Abraham Lincoln s'est substitué à lui-même et à son poste de «président» des États-Unis d'Amérique, Incorporated, une British Territorial Commercial Corporation, et a usurpé l'identité de notre président des États-Unis d'Amérique, il a également repris le bureau du commandant en chef. en chef illégalement, et a également usurpé l'identité de notre commandant en chef.

Cela a donné à un membre de la British Bar Association et à Esquire au service de la reine d'Angleterre le contrôle de nos forces militaires via l'exercice de fraude commerciale.

Cette situation n'était pas suffisante en soi pour garantir une hégémonie britannique sur nos services militaires, de sorte que des incursions supplémentaires et des changements non autorisés ont été effectués à notre insu ou sans notre autorisation, pour convertir illégalement le statut

politique des membres de nos services militaires --- à leur insu ou sans autorisation, soit --- dans celui des sujets territoriaux britanniques.

Les Américains signant des formulaires d'enrôlement ou s'inscrivant d'une autre manière dans n'importe quelle branche de nos services armés conviennent sans le savoir non seulement de la visite des exigences de service, mais aussi de l'adoption du statut politique étranger d'un État américain. Citoyen et de respecter les obligations d'un citoyen territorial britannique né dans le Commonwealth de Porto Rico.

Ainsi, ils deviennent les créatures - non d'aucun gouvernement américain - mais du monarque britannique et du gouvernement territorial de Porto Rico et de la British Crown Corporation les employant comme mercenaires. Ils prêtent sans le savoir leur serment de servir le drapeau fédéral de la guerre du titre IV, sans savoir ni se faire dire que ce drapeau spécifique a été prêté au sous-traitant municipal territorial britannique pour leur utilisation tout en exerçant nos pouvoirs délégués conformément à la Constitution des États-Unis. d'Amérique --- et pour aucune autre utilisation que ce soit.

De toute évidence, nos sous-traitants britanniques ont utilisé notre drapeau pour couvrir leurs croupes dans de nombreuses autres circonstances n'ayant rien à voir avec la défense de notre pays contre l'invasion, et n'ont pas honoré leur obligation de nous défendre contre des menaces directes telles que la situation actuelle. à notre frontière sud.

Ce sont toutes des violations de nos traités avec la Grande-Bretagne et ses plusieurs gouvernements et plus encore, des violations des contrats de services commerciaux que nous avons avec eux également. Ils se sont excusés en affirmant que nous avons acquiescé à cette ligne de conduite et à l'abus de nos contrats de service, mais en fait, nous n'avons pas été consultés et nous avons dû supposer qu'ils représentaient leurs coûts et changeaient de drapeau pour l'Union Jack. alors qu'il était employé dans ces diverses incursions et guerres à but lucratif.

Imaginez notre horreur lorsque nous apprenons que les coûts de toutes leurs actions commerciales opportunistes ont été mal appliqués à nos comptes et que notre drapeau leur a été prêté uniquement pour des fonctions en vertu de notre accord constitutionnel, a été déployé et affiché comme si notre pays et notre nation étaient le auteur de tous ces conflits commerciaux mercenaires que le gouvernement britannique et ses filiales territoriales ont promu "en notre nom" et en utilisant notre drapeau, et qu'ils ont débité de nos comptes, sans autorisation ni autorisation de faire.

La manière dont les banques internationales, y compris les banques de la Réserve fédérale et la Banque du Vatican, ont également permis cette situation ne peut être attribuée qu'à l'ignorance ou à la collusion.

Nous notons que, bien que nos jeunes sans méfiance aient été entraînés dans ce borbier de British Commercial Self-Interest et aient été sciemment employés comme sujets territoriaux britanniques et comme mercenaires employés par la British Territorial Municipal Corporation se faisant appeler États-Unis d'Amérique, Inc. --- dans diverses itérations - il n'y a jamais eu de "poire!" de divulgation sur tout acte répréhensible et trafic illégal de leurs personnes, et il n'y a eu

aucun recours depuis la Seconde Guerre mondiale.

On présumait que lorsqu'un Américain quittait ce "service" privé de mercenaire non divulgué, il recevait des documents affirmant leur accomplissement honorable de ce service, et ils étaient présumés être revenus "chez eux" à leur statut politique naturel en tant qu'Américains originaires de l'un des États-nations de l'Union.

À partir de la Seconde Guerre mondiale, les banquiers intéressés ont adopté différentes présomptions et à moins que le membre du service officiellement libéré n'écrive une lettre à son commandant de branche et ne les informe qu'ils reviennent à leur statut politique d'origine, il était présumé que l'individu "volontairement" est resté dans le statut politique d'un territoire britannique américain. Citoyen.

Tout cela révèle un abus criminel et pernicieux et délibéré et égoïste de notre peuple et de nos ressources et de notre drapeau en violation flagrante de la confiance par les gouvernements de Grande-Bretagne, du monarque britannique, de Westminster, du gouvernement de Gand et du Commonwealth de Porto Rico.

Ces intrusions et crimes contre nous et contre notre pays ne peuvent être appréciés par quiconque a une conscience morale, en particulier compte tenu du fait que la Grande-Bretagne elle-même aurait peu de chances de survivre à la Seconde Guerre mondiale sans l'intervention opportune des Américains qui ont donné leur vie et a contribué à conjurer l'attaque nazie.

Que nos enfants continueraient d'être mal informés, rédigés et maltraités par le gouvernement britannique et ses divers régimes et que notre drapeau a été mal utilisé et déshonoré de la même manière vile par les sociétés commerciales de la Couronne britannique et le sous-traitant de la British Territorial Municipal Corporation dans leur interminable guerres à but lucratif --- guerres dont nous n'avons certainement pas profité, soit --- nous remplit d'une colère juste et apporte cette réclamation contre eux et leurs complices dans ces crimes et actes d'obscurcissement délibéré, d'usurpation d'identité, et toutes les fausses déclarations et accusations commerciales qui ont été portées contre nous et nos comptes.

Ils ont été les auteurs de toutes ces effusions de sang et agressions contre d'autres nations, et ils l'ont caché derrière notre drapeau, utilisant nos enfants comme mercenaires bon marché et profitant eux-mêmes en déchargeant les dépenses de ces activités criminelles contre nous via ce qui précède. faillite, confiance, enregistrement non divulgué et stratagèmes de fraude monétaire.

Non seulement nous avons subi la violation flagrante de la confiance et la violation des contrats de service commercial décrits dans le présent document, mais nous avons également subi les mauvais résultats infligés à notre nation et à notre pays, car d'autres pays nous ont confondus comme la source de ce problème.

Soyons parfaitement clairs - l'Amérique n'est pas le problème ici. L'Amérique n'a pas bénéficié de cette guerre de profit ou d'assujettissement étranger via la tromperie commerciale d'un iota. Notre peuple a souffert avec toutes les autres victimes de ce cartel criminel et nous présentons nos revendications dans le seul but de voir tous ces criminels arrêtés et renvoyés.

Le problème provient de certains groupes en Grande-Bretagne et d'intérêts commerciaux britanniques et du déploiement illégal des forces territoriales britanniques agissant à la demande des sociétés municipales engagées dans l'usurpation de l'identité des gouvernements nationaux.

Toutes ces sociétés municipales doivent être liquidées et les responsables de leur gestion dans cette fosse d'anarchie et d'orchestration de toute la débâcle de Covid doivent être punis individuellement et personnellement pour cela, ou nous pouvons nous attendre à répéter les performances de ces mêmes fraudeurs et de leur progéniture.

Ceux qui se souviennent de l'histoire ne sont pas condamnés à la revivre et nous nous souvenons de toute cette histoire et bien plus encore, avec de la documentation pour la sauvegarder.

Nous souhaitons que la réforme et la restauration immédiates de nos services armés américains en tant que service national au service de notre pays dans les limites de la Constitution des États-Unis d'Amérique et que le contrôle de leur masse salariale nous soit rendu ainsi qu'à notre bureau du payeur pour ces services et pour le retour immédiat de nos propriétés et de nos biens immobiliers et la dissolution de tous Fiducies et actifs de l'État en notre faveur et sous notre contrôle.

C'est le seul moyen d'empêcher les abus persistants et futurs de la capacité militaire de notre pays et de son mauvais service dans l'intérêt de l'opportunisme commercial étranger.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

23 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

62. mauvaise utilisation du drapeau titre 4

L'abus frauduleux du drapeau du titre IV

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Le drapeau du titre IV a été créé et mis à part pour l'usage de nos sous-traitants territoriaux britanniques lors de l'exercice de nos pouvoirs délégués en vertu des dispositions de la Constitution des États-Unis d'Amérique. Le drapeau du titre IV est une version proportionnée spécifique de notre drapeau en temps de guerre, prêtée au sous-traitant territorial britannique pour être utilisée lors de l'exécution de fonctions déléguées en temps de guerre.

Il n'a jamais été autorisé ni destiné à conférer des pouvoirs de guerre. Le gouvernement territorial britannique, comme le gouvernement municipal de Washington, DC, n'a jamais été autorisé à déclarer la guerre, ni à utiliser le drapeau du titre IV de manière indépendante pour empiéter ou usurper sur l'autorité du gouvernement américain, de notre congrès continental et de nos États-Unis fédéraux américains. Congrès.

Le drapeau du titre IV n'a jamais été autorisé pour une utilisation autre que l'exercice par le sous-traitant des pouvoirs énumérés délégués et limités; il n'a certainement jamais été conçu pour être utilisé comme un "souverain" auquel les gens seraient encouragés à prêter allégeance en tant que serfs obligés de servir des morceaux de tissu représentant une république inconnue et non identifiée.

Nous ne pouvons que deviner que la république envisagée référencée dans le soi-disant «engagement d'allégeance» était la République fédérale disparue depuis longtemps opérée par le sous-traitant fédéral américain en vertu de la Constitution pour les États-Unis d'Amérique, mais étant donné le nombre de fraudes, de mauvaises la foi, l'usurpation et l'abus de confiance que nous avons connus, il pourrait tout aussi bien faire référence à une "république" territoriale britannique" opéré dans les mauvaises herbes aux Philippines, au Kenya ou en Mauritanie.

Une chose est sûre - le drapeau du titre IV a été beaucoup abusé et servi à des fins jamais prévues, y compris la fausse représentation de notre pays et de notre nation dans de multiples conflits mercenaires illégaux et pour maintenir l'apparence d'une condition de "guerre" et d'urgence en temps de paix.

Cet abus a été entre les mains du gouvernement territorial britannique et des sociétés municipales du district de Columbia.

Nous avons noté que notre gouvernement actuel est en paix depuis 1814 et que chaque Américain est l'héritier des dispositions de ces traités de paix mettant fin à la guerre de 1812 depuis.

Nous avons noté qu'à la capitulation de l'armée de Robert E. Lee et des trois déclarations publiques de "Peace on the Land" publiées par le président Andrew Johnson, le drapeau de guerre du titre IV aurait dû être retiré de nos côtes et remplacé par notre drapeau en temps de paix à la place.

Le drapeau du titre IV a été remplacé par notre drapeau en temps de paix pendant une période relativement courte d'environ deux ans dans des installations fédérales, notamment des bureaux de poste, des ports d'entrée et des douanes tout au long des années 1860. Il y a des photos des conférences de l'homme libre où d'anciens esclaves des plantations se sont réunis pour célébrer la paix et la liberté.

Voyant leurs visages heureux quinze décennies plus tard, ils ne pouvaient pas savoir que des hommes mauvais et malhonnêtes exploitant les banques centrales d'Europe et des hommes tout aussi mauvais au Parlement britannique et au Congrès territorial complotaient déjà de les réasservir et de se lancer dans une municipalité Politique de la Corporation promouvant la «guerre perpétuelle» --- profit de la guerre, bien sûr.

Ainsi, alors que des générations d'Américains se sont loyalement battues pour et sous ce drapeau du titre IV, ce n'était jamais vraiment leur drapeau sous lequel ils se battaient. Ils combattaient plutôt sous un drapeau britannique du titre IV et agissaient comme des mercenaires sous contrat. Ces Américains croyaient également pleinement qu'ils agissaient comme d'honorables soldats et marins et agissaient avec juste cause pour défendre leur pays. Ils ne savaient ni ne rêvaient qu'ils étaient utilisés comme mercenaires bon marché par les banques centrales étrangères et les barons des voleurs industriels et les politiciens trahisons.

Les parties responsables de ces crimes et violations de confiance comprennent toutes les sociétés municipales, leurs franchises, leurs officiers élus, les membres de leurs congrès, leurs tribunaux, les barreaux, les membres de l'armée qui connaissaient la vérité et n'ont rien fait pour signaler ou s'y opposer, des membres des agences fédérales qui, de même, ne connaissaient pas et ne faisaient rien, les banques centrales ici et à l'étranger qui connaissaient et profitaient de ces crimes et ne faisaient rien pour les arrêter, les politiciens avaient l'habitude de promouvoir et de prolonger ces maux et usurpations flagrantes contre nos gouvernements nationaux légaux, les partis politiques qui ont sciemment promu la présélection des candidats et la substitution des fonctions politiques aux fonctions publiques et aux élections des entreprises substituées - dans la fraude - et présentés comme des élections publiques, les écoles qui n'ont pas enseigné aux gens leur histoire réelle ou bien autre chose, les scientifiques et les professionnels de la santé qui ont vendu leur âme pour des pots-de-vin et des subventions et qui ont politisé et paralysé les progrès scientifiques pendant des décennies, les facultés de droit qui n'ont pas enseigné le droit, les universités qui ont promu la politique pour les pots-de-vin et les dotations, les shérifs et toutes les autres lois "officiers" d'application de la loi du ministère de la Justice, qui n'ont pas prêté serment et ont continué de revendiquer des pouvoirs et des pouvoirs d'exécution qui ne leur ont jamais été

accordés, les commissions et conseils étrangers et les organismes de réglementation non autorisés qui n'ont aucune autorité, mais qui continuent de harceler les Américains et d'appliquer le Code administratif, tous ceux engagés dans la promotion et le profit de ce vaste jeu de con.

Des fraudes supplémentaires ont été perpétrées sur la base du drapeau du titre IV. Au moins deux générations d'Américains ont observé ce qui semblait être des drapeaux du titre IV entourés de tous côtés par des tresses criardes bordées d'or affichées dans toutes les salles d'audience du pays. Ceux qui ont demandé profondément ont été informés qu'il s'agissait du drapeau exécutif du président, mais après une enquête plus approfondie, il a été découvert que ce drapeau n'était qu'une décoration décrite comme "les couleurs nationales".

En d'autres termes, même le drapeau du titre IV a été usurpé d'identité et placé dans les salles d'audience de ces tribunaux privés pour donner délibérément aux gens l'impression que la procédure était une procédure judiciaire officielle liée à notre gouvernement, et qu'ils ont été obligés d'honorer et d'obéir à ces tribunaux --- alors qu'en fait ces procédures n'avaient rien à voir avec les personnes vivantes et ont en fait été construites comme un stratagème de fraude élaboré pour frauder les victimes américaines qui étaient maltraitées soit en tant que citoyens municipaux de les États-Unis ou en tant que Territoire britannique des États-Unis. Citoyens.

Cette fraude était d'autant plus déroutante qu'elle a été mise en scène à l'aide de leurs propres palais de justice et de ce qui semblait être leur propre drapeau, mais était en fait le drapeau du titre IV.

De 1860 à 2000, le seul véritable drapeau américain en preuve et témoignant des faits réels était un drapeau géant non-titre IV qui pendait en position frappée dans les chambres du Congrès et qui était considéré une fois par an comme le contexte de l'état annuel de l'adresse Nation. Les auteurs ont estimé qu'il s'agissait d'un avis public suffisant concernant l'état réel de notre nation - le reste concernait leur «nation», leurs sociétés municipales, leurs fonctionnaires, leurs préoccupations.

Le bien-être de ce pays et des personnes qu'ils ont été embauchés pour défendre et protéger, la continuation de notre gouvernement et de notre mode de vie, notre identité nationale, la préservation de notre histoire, notre paix et notre prospérité n'ont jamais été la préoccupation de ces abjectement criminels. employés et leur leadership organisationnel. Comment nous molleton plus efficacement et utiliser nos fils et nos filles et nos ressources naturelles pour promouvoir le profit de la guerre contre d'autres nations était bien plus leur intérêt quotidien.

Aujourd'hui, Joe Biden fait voler le drapeau arc-en-ciel LGBTQ au-dessus de la Maison Blanche mise en scène, et demain il peut piloter le crâne et les os croisés, mais aucune de ces sociétés municipales n'a de raison ou de droit de battre n'importe quelle version de notre drapeau, y compris le titre IV Drapeau, et l'utiliser pour nous dénaturer et dénaturer notre pays et même dénaturer notre statut de guerre.

Nous souhaitons que tous les drapeaux, en temps de guerre et en paix, soient conformes à notre statut réel, et en l'absence d'une véritable guerre déclarée par notre Congrès américain, nous souhaitons que toutes les branches, départements et agences fédérales arborent la paix. Drapeau, parce que le gouvernement américain actuel est en paix et est en paix depuis 1814.

Une description directe de la bonne utilisation de notre drapeau en temps de paix entre 1787 et 1860 est enregistrée dans les premières pages du roman de Nathaniel Hawthorne, *The Scarlet Letter*.

Si le drapeau de la paix avait été hissé par la marine américaine tout au long de cette période, il aurait été très difficile pour les auteurs de promouvoir leur politique de guerre perpétuelle à but lucratif dans le dos du peuple américain. Au lieu de cela, la Marine et d'autres branches des Forces armées américaines réquisitionnées ont été mal dirigées pour arborer le drapeau du titre IV et l'utiliser pour induire l'idée que nous étions en guerre, en guerre constante, implacable, perpétuelle, en guerre, en guerre et en guerre.

Les conditions de la «guerre perpétuelle» adoptées par les banques centrales et les barons des voleurs industriels et les politiciens et les entrepreneurs de la défense présentaient de nombreux avantages pour les criminels. Cela signifiait des ventes pour les pourvoyeurs d'armes à feu et de fournitures militaires. Cela signifiait des pouvoirs coercitifs accrus et une position sociale pour les politiciens. Cela signifiait un flux constant d'ordres industriels et d'excuses pour demander des allègements fiscaux et des subventions et des considérations spéciales pour les barons industriels. Et cela signifiait un pouvoir accru pour contrôler des économies nationales entières pour les banquiers centraux.

Ils pouvaient tous invoquer et utiliser l'excuse de la "guerre" et ont convenu que cela allait bien tant qu'ils pouvaient proposer une sorte de déclaration exécutive impliquant la guerre tous les deux ans. Nous avons donc eu des soi-disant «ordres exécutifs» tous les deux ans concernant une sorte de «guerre» --- la guerre froide, la guerre contre la pauvreté, la guerre contre la drogue, et pendant tout ce temps, ce qu'on appelle vraiment à une guerre contre la guerre et ceux qui provoquent des guerres et glorifient des guerres et surtout, qui profitent des guerres.

Les décrets sont quelque chose qu'Abraham Lincoln a inventé de nulle part, qui permet au commandant en chef d'agir comme un dictateur virtuel sur tous les employés et agences fédéraux, mais ne s'appliquent pas du tout au grand public américain. L'abus de ces décrets a permis aux "présidents" des sociétés municipales d'agir en tant que dictateurs virtuels, d'abuser des pouvoirs législatifs, de "suspendre" les constitutions et de prendre d'autres mesures qui sont totalement en dehors de toute autorité jamais accordée à un bureau présidentiel.

Nous souhaitons la fin de l'utilisation et de l'abus des décrets pour réquisitionner les pouvoirs législatifs et violer les exigences de séparation des pouvoirs.

Nous souhaitons que tous les drapeaux du titre IV soient retirés et que notre drapeau américain en temps de paix soit hissé dans toutes les enclaves fédérales, ainsi qu'au Federal Capitol Rotunda et aux chambres du Sénat et de la Chambre, afin que le monde puisse enfin voir la différence entre l'Amérique et les sociétés municipales "américaines" qui ont été à l'origine de toute cette fraude, violence, dépravation, profiteuse de guerre et avidité.

Ces sociétés municipales et les directeurs chargés de superviser leur fonctionnement légal nous ont profondément disservés et déformés tout ce temps, de 1860 à aujourd'hui.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

18 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

63. fraude à la substitution de la monarchie

La substitution de la monarchie et la fraude pandémique

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

La signification de " Q ", y compris le " Q " entourant la tombe de John F. Kennedy, est " Reine ". Interprétez cela comme vous le ferez. Les services secrets ont été retirés le jour de la mort de Kennedy. Cette non-performance a été reprise par Dick Cheney qui a commodément fondé le NORAD lors de la catastrophe du 11 septembre 2001.

S'ils s'en tirent une fois, ils sont encouragés à l'essayer deux fois.

QinectiQ est une société d'État britannique qui représente les trois quarts de la DERA, la British Defence Evaluation and Research Agency, qui est l'équivalent britannique de la version américaine, la DARPA, la Defense Advanced Research Projects Agency.

La Reine - et maintenant, le Roi - détient la majorité absolue avec un droit de veto absolu à QinectiQ, ainsi que SERCO, par le biais de leur soi-disant " Golden Share ". Ainsi, ces deux sociétés semblent être des sociétés privées, mais elles sont en fait contrôlées à 100% par le monarque britannique.

SERCO contrôle à la fois le British Patent Office et les États-Unis. Office des marques et des brevets (USTPO), une position que les Britanniques exploitent pour: (1) supprimer les technologies qui concurrencent leurs propres investissements et (2) voler des brevets.

Le complot international impitoyable auquel John F. Kennedy a fait référence une semaine avant sa mort est incarné par la Pilgrims Society et ses organisations associées - la Commission trilatérale, le Council on Foreign Relations, les Bilderbergs et, plus récemment, le World Economic Forum.

Le seul intérêt bienfaisant de ces personnes en Amérique ou aux Américains est de nous posséder et de continuer à contrôler nos actifs. Ils ont les mêmes sentiments exacts à l'égard de tous les autres pays et nations.

Ces organisations et leurs buts et intentions ont été cachés à la vue depuis les années 1880, et leur relation avec la catastrophe pandémique actuelle, ainsi que leur tentative de plonger le monde dans une ère de féodalisme d'entreprise, est évidente une fois que nous aurons examiné les principaux acteurs et l'histoire.

Nous commençons par les Barons des voleurs britanniques en Afrique, avec les mêmes intérêts criminels et secteurs économiques impliqués à l'époque que maintenant: (1) nous avons Lord Pirbright, autrement connu sous le nom de Henry de Worms, le petit-fils de Mayer Amschel Rothschild, représentant les intérêts bancaires de Rothschild; (2) nous avons Cecil Rhodes de la renommée de la British South Africa Company jouant l'étudiant et l'acolyte compétent de Lord Pirbright et utilisant une société commerciale pour gérer les fonctions gouvernementales de l'Afrique du Sud; (3) nous avons Henry Wellcome, entrepreneur pharmaceutique américain, qui a fourni tous les vaccins expérimentaux aux camps de concentration de Lord Pirbright pendant les guerres des Boers. Des milliers, dont 14 000 enfants, ont péri à la suite de ces expériences médicales non consensuelles.

Nous avons le gouvernement bancaire, commercial et Big Pharma au XIXe siècle, tout comme nous avons maintenant le gouvernement bancaire, commercial et Big Pharma, et les deux fois, ces intérêts ont été complices d'abus et de meurtre d'un grand nombre de personnes utilisant des vaccins.

Il s'agit d'une reprise.

S'ils s'en tirent une fois, ils sont encouragés à réessayer.

Non seulement nous avons le modèle de la pandémie de Covid-19 établie en Afrique il y a plus de cent ans, mais nous avons également un autre modèle dangereux et un précédent.

Lord Pirbright a confié à Cecil Rhodes et à sa British South African Company le contrôle de facto du gouvernement de l'Afrique du Sud, la première fois dans l'histoire moderne lorsqu'une société commerciale était autorisée à fonctionner comme un gouvernement de facto - mais malheureusement, pas la dernière.

Rhodes et son entreprise ont été autorisés à créer les lois, à lever les impôts et à diriger la police en Afrique du Sud --- et à tout faire en tant que société étrangère à but lucratif qui n'était même pas dans le domaine de la fourniture de services gouvernementaux.

C'est le modèle du féodalisme d'entreprise que le WEF et l'ONU et le monopole britannique essaient de nous forcer la gorge.

Tout le monde en Afrique du Sud a été contraint de prêter allégeance au drapeau de la British South African Company --- c'est exactement similaire à la pratique déclenchée en Amérique, qui avait chaque enfant d'école innocent "alléguant" sans le savoir au drapeau des États-Unis d'Amérique, incorporé --- pas à leur pays, au drapeau que nous avons prêté à la British Territorial Municipal Corporation pour leur utilisation lors de l'exercice de leurs fonctions déléguées en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique.

Tout le monde en Afrique du Sud a dû tout acheter à la British South Africa Company qui avait non seulement des pouvoirs gouvernementaux, mais le contrôle de tous les produits de base significatifs. Cela fait exactement écho à la grande décision de tuer les petits établissements de vente au détail en faveur des magasins Big Box incorporés et des opérations de vente par correspondance comme Amazon.com. Comme en Afrique du Sud dans les années 1880, il y a maintenant une volonté incontrôlée de "consolider" et de monopoliser tous les secteurs de l'économie..

Tout en Afrique du Sud était monopolisé et géré par Cecil Rhodes, qui a agi en tant que chef des actifs et contribuable pour Lord Pirbright, et finalement, la reine.

Nous avons déjà noté que le gouvernement qui était le plus susceptible de rembourser le ministère de la Défense et le DOD, l'INC. Pour mettre en œuvre le génocide actuel --- est la Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne a toujours un gouvernement souverain, a des poches profondes, est capable d'émettre des lettres de marque et de représailles dans la juridiction internationale de la mer, et ajouter à cela, ce sont tous des modèles commerciaux britanniques préétablis et un secteur économique ancien et bien établi. relations.

La misère mondiale actuelle est une reprise de ce qui s'est passé en Afrique du Sud et en Afrique en général il y a plus de cent ans. Les Britanniques étaient également responsables de cette débâcle, et ils sont évidemment au fond de ce qui s'est passé maintenant.

Le gouvernement britannique a SERCO agissant en tant que payeur pour le ministère de la Défense et le DOD, INC. Rendant le transfert de grosses sommes d'argent à la fois pratique et banal. SERCO est en mesure de masquer les paiements spécifiques utilisés pour payer la mise en œuvre de la pandémie et de les blanchir comme autres dépenses.

Sauf que nous l'avons déjà vu et que nous n'avons pas besoin de le revoir, les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et le gouvernement de Westminster pourraient facilement conspirer pour retirer cet ancien stratagème de fraude oppressif de leur coffre sale et espérer s'en tirer.

Nous pouvons voir par nous-mêmes les voies et moyens qui ont été utilisés pour: (1) installer des gouvernements bidons en utilisant des sociétés commerciales intéressées pour fournir toutes les fonctions gouvernementales - tout comme Pirbright et Rhodes en Afrique du Sud; (2) collaborer avec des intérêts bancaires motivés à la fois par le profit et par l'obtention d'un pouvoir politique coercitif; (3) collaborer avec des sociétés pharmaceutiques désireuses de décharger leurs fardeaux de test de produits et leurs hôpitaux à but lucratif - au détriment littéral de la vie et des portefeuilles du grand public.

Voici un exemple de l'enrichissement injuste que ces sociétés coupables, à but lucratif et à but non lucratif, ont réalisé en s'attaquant au meurtre médical:

<http://www.domigood.com/2023/05/americas-top-20-nonprofit-hospitals.html>

Sur la base d'autres exemples de cela que nous avons vus, SERCO a probablement caché et transféré des sommes substantielles de l'argent clandestin via un compte appartenant à la Defense Environmental Restoration Agency --- une caisse noire pour promouvoir et mettre en œuvre le New Green Deal, qui les mêmes Parties poussent également.

DERA, la Defense Environmental Restoration Agency se substitue simplement à DERA, la Defense Evaluation and Research Agency, et qui, mais SERCO, est le plus sage? Les chèques sont envoyés à "DERA" de toute façon. Il s'agit du même régime que celui utilisé pour transférer des fonds entre le Fonds pour la sécurité économique (FSE) et le Fonds de stabilité économique - également le FSE.

Le Pirbright Institute détient le brevet américain numéro 10 130 701 B2 et dix autres brevets de coronavirus qui sont les brevets parents pour l'ensemble du shebang. Il ne fait aucun doute que le Pirbright Institute est impliqué dans la recherche illégale et continue sur les armes biologiques depuis l'époque de Lord Pirbright.

Il ne fait aucun doute que cette activité est extrêmement dangereuse et a été utilisée dans le passé et dans le présent pour créer des morts massives et d'énormes pertes financières et sociales pour des innocents.

Les armes biologiques sont interdites depuis des décennies, mais le gouvernement britannique a poursuivi l'armement des agents biologiques sans arrêt pendant près d'un siècle et demi - ce qui a entraîné à la fois la débâcle de Covid-19 et la guerre en Ukraine, qui a été précipité par la Grande-Bretagne et ses alliés de l'OTAN utilisant l'Ukraine comme base pour des activités criminelles, y compris, mais sans s'y limiter, la prolifération des installations de recherche et de production d'armes biologiques en Ukraine.

Le gouvernement britannique doit être arrêté, et la seule façon de l'arrêter est de: (1) dénoncer la monarchie britannique comme la fraude qu'elle est; (2) éliminer les sociétés municipales gérées par la Couronne britannique; (3) éliminer les sociétés qui ont été complices de la création et du profit de la fraude pandémique mondiale.

La nature diabolique de présenter le vecteur de la maladie comme un remède à la maladie n'est qu'une double réaction de la dialectique hégélienne discréditée qui a pour l'humanité des problèmes qui se créent, développent des solutions aux problèmes que nous avons créés, puis profitent en présentant la solution nous avons développé le problème que nous avons créé.

Dans ce cas, le Pirbright Institute, l'Université de Caroline du Nord et l'ancien Fort Detrick Bioweapons Lab ont créé le problème - puis l'ont transmis à des associés à Wuhan, en Chine, pour libérer le virus génétiquement modifié et impliquer le gouvernement chinois dans cette attaque de guerre biologique non provoquée.

Ainsi, le "problème" - le virus génétiquement modifié - a été à la fois créé et breveté pour le profit.

Ensuite, la solution au problème a été présentée - un "vaccin" qui n'était pas un vaccin, mais qui était en fait un vecteur utilisé pour injecter au public le virus génétiquement modifié susmentionné et une pléthore d'autres nanotechnologies, parasites et poisons. ainsi que.

À chaque étape, les auteurs ont collecté des bénéfices et un pouvoir politique pour eux-mêmes au détriment de la santé humaine, des économies nationales et de la vie individuelle.

Ils n'avaient aucune intention de résoudre réellement le problème qu'ils avaient créé. Ils prévoyaient de continuer à profiter du problème pour les décennies à venir, car la "charge utile" fournie par les coups de feu aurait des impacts multiples et variés - et désastreux - à plus long terme sur la santé des victimes, qui chercheraient et paieraient naturellement pour les services médicaux pour lutter contre les effets.

Tout cela remonte à la monarchie britannique et aux ministres de Whitehall et de leurs alliés de l'OTAN, cherchant à établir et à contrôler une hégémonie mondiale des esclaves et un système de féodalisme d'entreprise plus oppressant que tout ce qui a été vécu au Moyen Âge.

Pour éviter le droit international préexistant, les intrigants ont cherché à redéfinir le mot "humain" et à créer des "humanoïdes" via l'injection de matériel génétique breveté non divulgué altérant le génome délivré dans le cadre du vaccin. Ils espèrent éviter toute la question des droits de l'homme en prétendant posséder les victimes de leur tromperie en tant qu'organismes génétiquement modifiés, les humanoïdes, qui ne doivent théoriquement aucun droit de l'homme.

Cela fait partie d'une destruction et d'un dénigrement délibérés de la création qui se poursuivent depuis le XIXe siècle; l'homme a été redéfini comme un humain et maintenant, les mêmes fraudeurs vicieux cherchent à redéfinir un humain comme un humanoïde par les moyens décrits ici, et ils le font pour le profit, afin d'asservir et d'échapper aux lois interdisant leurs activités.

Nous avons déjà vu ces criminels et nous n'avons plus à vivre leurs saccages.

Nous souhaitons une action immédiate pour liquider le Pirbright Institute et toutes les entités constituées qui lui sont associées, ainsi que toutes les autres sociétés connues impliquées dans la recherche de substituer les sociétés commerciales aux gouvernements légaux et à toutes les sociétés qui ont été impliquées dans le brevetage du coronavirus génétiquement modifié et autrement cherchant à profiter du génocide de Covid 19.

Les sociétés "morts" ont attaqué les habitants de cette planète et il ne peut y avoir qu'une seule réponse à cela en vertu de la loi ecclésiastique.

Les sociétés doivent être détruites et les officiers directement responsables de leurs abus et de leur mauvaise gestion doivent être punis.

Nous souhaitons une rétribution rapide contre ces organisations et individus perfides et le retour de tous les pouvoirs du gouvernement aux nations et au peuple sans autre recours.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

15 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:31 by Bee

64. monétisation de la dette 2

Le régime de monétisation de la dette - Partie 2

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons couvert le processus par lequel nous donnons littéralement de la valeur à la monnaie en échangeant des biens et des services réels pour elle.

Nous avons également couvert les raisons pour lesquelles le Federal Reserve Note échoue en tant que monnaie et avons exposé le réquisition britannique de notre crédit national comme la cause fondamentale de cet échec.

Ensuite, nous avons découvert le rôle de la conversion secrète et illégale des Américains en prétendus territoires britanniques américains. Citoyens via l'enregistrement non divulgué des bébés comme méthodologie à l'appui de ces réclamations illégales.

Enfin, nous avons souligné que notre gouvernement américain est le seul à avoir un taux de change fixe permettant aux transactions commerciales de restaurer la valeur de la Federal Reserve Note.

Tout le monde sur Terre qui détient des avoirs dans cette monnaie de réserve devrait maintenant être très motivé pour nous aider à corriger cette scandaleuse injustice et à restaurer le véritable gouvernement américain à sa pleine fonction.

Maintenant, après avoir jeté les bases, nous passons au sujet réel de la monétisation de la dette et du sujet connexe de la titrisation de la chair vivante, également connu sous le nom d'esclavage.

C'est un sujet britannique, Christopher Edward Harle Story FRSA, qui a d'abord attiré l'attention du public avec force et à l'attention du Parlement britannique que la titrisation est illégale en général, et que lorsqu'elle est appliquée à la chair vivante, elle entraîne l'esclavage.

Le qualifier de nom différent ne modifie en rien la criminalité en cause, qu'elle soit engagée à titre privé ou public, l'esclavage et le processus d'esclavage par lequel le corps et le travail d'un homme sont vendus pour une bouchée d'entretien, est exactement la même chose.

La titrisation de la chair se fait via un processus de personnage.

Tout d'abord, les auteurs prétendent que nous ne sommes pas des gens, mais plutôt des choses connues sous le nom de "personnes". Une personne est une entreprise, un bureau ou une profession, une personne morale, bien qu'elle ne soit pas constituée. Cette conversion illégale de notre identité se fait via le processus d'enregistrement non divulgué qui se produit lorsque nous sommes bébés et qui caractérise mal les Américains (et d'autres aussi) en tant que citoyens territoriaux britanniques.

Ce processus d'enregistrement non divulgué établit alors la présomption légale selon laquelle la personne ainsi identifiée est un sujet territorial britannique et que le monarque britannique en est propriétaire en tant que quartier de l'État.

Cela fraude et prive immédiatement la victime de son statut politique naturel et de sa position, leur impose les obligations de la citoyenneté territoriale britannique et crée une "réclamation et un intérêt privatifs de liberté" dans les biens de la victime, de sorte que le monarque britannique détient le "titre" sur leurs terres, leurs maisons et leurs entreprises ainsi que leurs biens et revenus "personnels, tout cela peut être utilisé par le monarque britannique comme garantie pour que le gouvernement de HRM emprunte.

Il s'agit du premier cycle d'esclavage, également connu sous le nom de «titrisation» comme pour garantir des biens mobiliers utilisés comme garantie pour «garantir» une dette - dans ce cas, une dette envers le monarque britannique.

Ensuite, une deuxième PERSONNE est créée, opérant également sous le nom donné de la victime, uniquement dans toutes les majuscules: VOTRE NOM. Le processus prétend que la personne territoriale britannique est ensuite remise aux soins du pape, qui accepte le pauvre waif orphelin comme quartier de l'Église, et la même chose se produit une deuxième fois, mais cette fois, la victime est présumé être un citoyen municipal des États-Unis, un débiteur et un pécheur et une garantie soutenant les dettes du pape dès la naissance.

Ces deux "personnes", le Territoire britannique américain. Le citoyen et le citoyen municipal des États-Unis sont considérés comme des choses en vertu de la loi et n'ont aucun droit, protection ou garantie. Par conséquent, ces choses peuvent être réduites en esclavage, assassinées, violées ou ce que vous avez sur le caprice du roi ou du pape, et elles et tout ce qu'elles possèdent peuvent certainement être utilisées comme des dettes garanties.

Le problème est que, bien qu'ils soient occupés à prétendre que nous sommes des choses inanimées sans substance, ils appliquent nos noms donnés à ces choses, puis présumant que nous sommes responsables dans la chair de payer les dettes de ces choses avec notre travail et nos atouts --- asservissement, en d'autres termes.

Ils présumant également le droit de taxer ces nouvelles "franchises" et de les tenir responsables en vertu des lois internes, appelées "codes" au niveau international et "statuts" au niveau des franchises d'État --- qui est leur soi-disant "droit privé" s'élevant aux politiques et règlements adoptés par les membres du conseil d'administration ou du conseil des gouverneurs de la société ou «législature» ou «congrès»".

De cette façon, ces sociétés municipales ont échappé au droit public actuel dans ce pays et dans de nombreux autres pays pendant des décennies et ont remplacé les politiques privées de leurs sociétés comme s'il s'agissait du droit public auquel les gens étaient redevables.

La plupart des gens ont été dupés par ce régime de substitution supplémentaire et sont déconcertés lorsqu'ils sont appelés à comparaître devant le tribunal privé d'une société et traités comme des "choses" en vertu d'une forme de droit étrangère.

Toutes ces "activités illégales" ont été poursuivies par les sociétés municipales sans divulgation au grand public, et ces sociétés municipales ont été autorisées à profiter de ces tromperies et à faire appliquer leur "loi" sur le général Populace en toute impunité, simplement en gardant la bouche fermée et ne révélant jamais la conversion illégale de personnes en personnes et les faux processus d'enregistrement au fond.

Alors maintenant, nous voyons comment les auteurs se sont débrouillés en sécurisant la chair vivante et en évitant le droit public et en substituant le «gouvernement» interne de leur société étrangère au gouvernement actuel du pays.

Toute cette activité duplicité et égoïste et frauduleuse se traduit par l'esclavage de la population et la "titrisation" également connue sous le nom de "collatéralisation" de leurs biens, y compris leur travail, pour payer les dettes de ceux qui ont illégalement, illégalement et immoralement "s'en prendre à eux" et a commis ces crimes de personnage contre eux sous le coup de la loi.

Ce n'est rien d'autre qu'une raquette d'esclavage en col blanc réalisée en secret; le gouvernement municipal romain peut être heureux, mais en vérité, l'esclavage est interdit dans le monde entier depuis 1926, le droit civil romain exige que tout ce qui est entaché par la fraude soit considéré comme nul et non avenu, et la loi ecclésiastique en vertu de laquelle nous présentons cette affirmation exige que les sociétés incriminées soient liquidées.

Nous sommes ici en tant que créanciers préférentiels et demandeurs pour recevoir tous nos biens purs et aussi pour informer pleinement la Haute Cour de ces activités illégales et illégales, et également de s'opposer à l'ensemble du processus d'enregistrement des naissances non divulgué qui a été appliqué à notre population générale comme une fraude délibérée en violation de la confiance et en violation des contrats de services commerciaux dus à ce pays et à notre peuple.

Nous souhaitons que tous les enregistrements de naissance trompeurs et non divulgués soient interdits et mis de côté, ainsi que toutes les obligations de citoyenneté présumées exister à la suite de ces enregistrements.

C'est ainsi que fonctionne la titrisation illégale, et nous avons vu comment le gouvernement de la Reine a saisi notre crédit national et l'a mal appliqué à son propre bénéfice, ce qui a entraîné une atteinte à la valeur donnée à la note de la Réserve fédérale et a également entraîné l'apparition d'un " Dette nationale "qui n'existe pas réellement.

La monétisation de la dette est un autre résultat de ce crime central de personnage, dans lequel les auteurs prétendent n'avoir aucune connaissance des nombres négatifs et aucun moyen de payer une dette.

Un nombre négatif, par exemple, moins 1, est compris comme inférieur à zéro. Lorsque cela est appliqué à la comptabilité, les nombres négatifs représentent la dette, zéro représente même avec le conseil d'administration et les nombres positifs représentent le crédit ou le profit, selon la juridiction dans laquelle nous nous trouvons.

Cela semble assez simple, normal et inoffensif jusqu'à ce que nous entretenions l'idée de monétiser la dette et de n'avoir rien avec quoi payer une dette.

Nous sommes maintenant entrés dans le domaine des nombres négatifs.

Comme indiqué précédemment, pour payer une dette, la substance doit changer de mains: argent pour pommes, or pour pétrole, etc.

Que se passe-t-il lorsqu'une économie entière est mise en place pour fonctionner uniquement sur du papier commercial - des billets de dette et des notes de crédit?

Il est littéralement impossible de payer une dette, car rien de substantiel n'est échangé dans un tel système.

Il est également impossible d'accumuler une dette, tant que les crédits d'un tel système sont correctement appliqués.

Nous avons déjà vu à quel point le crédit mal appliqué détruit un système monétaire de crédit de dette.

Le gouvernement de la Reine a volé notre crédit national et l'a utilisé pour son propre bénéfice au lieu d'annuler la dette nationale correspondante, ce qui a créé l'apparence d'une dette nationale non payée et a provoqué la dévaluation de la note de la Réserve fédérale via l'inflation (qui est la prochaine discussion) et parce que personne ne semblait donner de valeur, c'est-à-dire quoi que ce soit de substantiel en échange de cela, dans près de cent ans.

Une dette peut représenter une forme d'actif, tant qu'un délai est fixé pour le remboursement de la dette et que la forme et le montant du remboursement futur de la dette sont convenus.

Une dette qui ne doit que «dans le futur» n'est pas suffisamment spécifique et définie pour servir d'actif, donc bien que de telles dettes puissent exister, elles ne sont pas censées être placées sur un grand livre.

Cependant, c'est précisément ce que les sociétés municipales ont fait, en utilisant un mécanisme arbitraire appelé "le plafond de la dette".

Le plafond de la dette prévoit prétendument une limite au crédit qu'ils peuvent recevoir et dépenser jusqu'à ce que le montant spécifié comme "le plafond de la dette" soit atteint et que toute "dette actuelle" --- pas toute la dette, seule la dette actuelle --- doit être respectée.

Sinon, la dette serait "par défaut".

Ceci est similaire à toute autre dette, sauf que la date réelle à laquelle elle est due est un objectif mobile, car le déclencheur est le montant de la dette spécifié par la législation sur le plafond de la dette et non un moment précis.

Ce truquage de jury se traduit par une situation dans laquelle, bien qu'il y ait beaucoup de crédit et également des actifs réels pour augmenter le plafond de la dette ou rembourser la dette, les membres du Congrès des sociétés municipales doivent répartir le crédit pour faire face aux dépenses. délai limite --- et ils peuvent ne pas le faire.

Ils peuvent simplement s'asseoir sur leurs mégots et argumenter et laisser ce qui semble être la dette nationale entrer en défaut, même avec des billions de dollars de crédit assis sur les livres prêts à partir.

Cependant, et voici le hic - le Congrès territorial britannique ne peut jamais répartir les actifs physiques pour réellement payer la dette, car ils n'ont pas le pouvoir de toucher nos actifs physiques, seulement nous le faisons, et nous n'avons pas été en session, donc le crédit est étendu à nos actifs, mais les factures ne sont jamais réellement payées. Tout a été suspendu comme ça pendant des décennies --- un processus de coup de pied dans la boîte et de fonctionnement sur le billet de quelqu'un d'autre tout en promettant de rembourser toutes les dettes actuelles lorsqu'elles atteindront le prochain plafond de dette.

Cela crée un grand drame et donne au monde l'impression que "l'Amérique" est dans les cordes, et n'a pas l'argent ou le crédit pour payer les factures, oh, malheur, c'est moi! --- en réalité, il y a une quantité de crédit presque infinie et plus qu'assez de richesse en actifs physiques.

Les auteurs utilisent ce genre de battage médiatique et de drame pour justifier d'imposer plus d'impôts à leurs victimes et ils se moquent sans cesse, se déchirant la dette nationale inexistante et leur propre plafond de dette complètement arbitraire, ayant des montants incalculables à la fois actifs et crédit offshore et dans de gigantesques caisses noires qu'ils essaient d'ignorer.

Toute cette situation laisse les créanciers de ces sociétés municipales entre un rocher proverbial et un endroit dur, incertains quant au moment où nous rentrerons chez nous et paierons à nouveau quoi que ce soit de substantiel, et fatigués de leur accorder de plus en plus de crédit, lorsqu'ils feront faillite sur une régulièrement et menacent de faire défaut chaque fois qu'un autre plafond de dette arbitraire est atteint.

Les créanciers ont donc été contraints de monétiser "U.S. Dette" afin de faire avancer les choses. Cette pratique bizarre revient à déclarer une valeur pour la dette donnée sous la forme d'argent adossé à des actifs, généralement nos dollars d'argent des États-Unis, puis à prétendre que l'actif physique a été transféré et que vous pouvez maintenant dépenser la valeur de cet argent réel comme crédit.

De cette façon, les auteurs ont forcé le monde entier à négocier du crédit en même temps qu'ils appliquent eux-mêmes mal notre crédit pour créer leur propre dette nationale, une mauvaise bouche pour de nouvelles taxes et 87 000 nouveaux agents de l'IRS, forçant leurs créanciers à monétiser leur dette et la dépenser comme crédit, tout en "bloquant" et en négociant nos actifs en or et en argent et autres, afin qu'aucune dette réelle ne reçoive le paiement réel.

Parallèlement à la frénésie de contrefaçon déclenchée par l'administration Obama contre la Federal Reserve Note, cette pratique illimitée de permettre aux banques de monétiser la dette entraîne une hyperinflation. Tout ce que fait la monétisation de la dette, c'est de déverser de plus en plus de la monnaie de réserve sur le marché mondial sans y ajouter plus de valeur, ce qui signifie que la note de la Réserve fédérale est encore dévaluée --- comme couper une tarte en plus de morceaux et jamais élargir la taille de la tarte.

En effet, il ressemble à un régime de Ponzi géant de crédit de dette, où tout est arbitraire et irréel, et les petits gars au bas de la pile, les abeilles ouvrières et les militaires enrôlés subissent les pertes.

Certaines personnes considèrent la dévaluation de la Federal Reserve Note comme une grande chose, car elles pensent qu'elle dévalue le dollar américain par rapport aux devises du reste du monde, mais, encore une fois, les shysters ont trompé tout le monde avec un autre régime de substitution. Ce n'est pas le dollar américain qui est dévalué.

Le dollar américain réel gagne de la valeur à chaque tournant de la vis, et pour les auteurs, peu importe si le Federal Reserve Note est mis dans l'oubli. Leur attitude est --- peu importe si trois milliards de personnes souffrent et meurent de faim? Nous allons tout acheter pour quelques centimes sur un dollar à nouveau....

Les auteurs sont tellement déconnectés de la réalité qu'ils ont oublié ce qui donne de la valeur à leur argent sous toutes leurs formes, et que leur argent peut être rendu inutile sous toutes les formes - que ce soit l'or ou le papier, les chiffres en plastique ou en quant. Les auteurs de ce miasme ne comprennent clairement pas la nature et les objectifs de l'argent, ce qui lui donne de la valeur et ce qui lui fait perdre de la valeur --- et ils s'en moquent ou ne voient pas que les ennuis qu'ils causent les autres doit inévitablement leur rendre visite aussi.

Nous souhaitons la coopération des Hautes Tribunaux et des autres Principaux pour reconnaître notre position unique et notre capacité à corriger de manière responsable et rapide le déséquilibre des systèmes de crédit monétaire et commercial du monde que toute cette criminalité et cette fraude intéressée ont créé.

Nous sommes les seuls à avoir le taux de change fixe, les registres des dépôts, les décisions des tribunaux inférieurs, les connaissances et la provenance historiques, les actifs physiques, les codes de libération, les intérêts de propriété, les privilèges commerciaux et l'autorité légale pour faire ce qui doit être fait.

Nous pouvons augmenter la taille du gâteau et le faire légalement, équitablement et avec bonne volonté.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

28 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:31 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

65. monétisation du régime d'endettement

La monétisation du régime d'endettement - Et pourquoi c'est important en ce moment

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Les gens donnent de la valeur à l'argent en étant disposés (ou forcés par les lois sur les appels d'offres légaux) à échanger des biens réels (produits de base) et des services contre le jeton d'argent, quel que soit le jeton d'argent (ou le papier commercial).

N'oubliez pas que l'argent symbolique est physique et a une valeur en soi - par exemple, une pièce d'or.

Les certificats papier représentant de l'or ou de l'argent stockés dans un entrepôt ne sont pas de l'argent symbolique réel, mais représentent la créance légale d'une certaine quantité de produit entreposé sous-jacent, si vous choisissez de présenter votre réclamation à l'entrepôt (trésorerie) et de recevoir la quantité proportionnelle de or, argent, platine, etc.

La plupart des gens en Amérique se souviennent d'avoir utilisé des certificats d'argent ou ont au moins vu des certificats d'argent.

L'argent Fiat va plus loin dans cette abstraction et présume l'existence d'une créance légale à quelque chose de valeur qui n'est pas spécifié. Il pourrait représenter du travail ou des barils de pétrole ou une dette représentée comme "la bonne foi et le crédit du Congrès".

L'idée que la dette a de la valeur n'est pas nouvelle. Il est au moins aussi ancien que le concept de nombres négatifs.

Nous arrivons donc maintenant à la soi-disant «monétisation de la dette» --- qui consiste simplement à attribuer une valeur à une dette sous une certaine forme d'argent symbolique.

Tout d'abord, comprenons le concept d'attribution de valeur à l'argent symbolique:

Si j'ai un boisseau de pommes et que je l'échange contre un dollar en argent, je viens de donner (assigner) le dollar en argent la "valeur" d'un boisseau de pommes et vice versa.

Lorsque nous échangeons des actifs physiques, nous établissons toujours des valeurs de cette manière, indépendamment des fluctuations du marché local. Le même boisseau de pommes pourrait rapporter deux dollars d'argent sur certains marchés ou un demi-dollar sur d'autres, mais il y a toujours ce processus de détermination de la «valeur marchande» sur place.

Que se passe-t-il lorsque nous échangeons quelque chose de valeur physique - comme une pièce d'or, contre quelque chose d'aussi amorphe qu'une promesse de payer à l'avenir?

Pour donner un sens à ce type de commerce, nous devons adopter un taux de change fixe, afin de savoir à l'avance pourquoi nous acceptons de négocier. Autrement dit, nous devons attribuer une valeur à une dette maintenant et à l'avenir.

Si nous ne prêtons attention qu'aux prix du marché, voici ce que nous voyons:

Joe donne à Phil un hamburger en échange de l'I.O.U de Phil. pour \$ 5, créant ainsi une "valeur" de dette \$ 5 pour Joe (la dette de Phil est le crédit de Joe) et attribuant une valeur de \$ 5 au hamburger en même temps.

Les années passent, Joe donne à Phil un hamburger en échange de l'I.O.U de Phil. pour \$ 10 (l'inflation a frappé fort), créant ainsi une "valeur" de dette \$ 10 pour Joe et attribuant une valeur actuelle de \$ 10 au hamburger.

La valeur du hamburger semble avoir augmenté, tandis que la valeur de l'I.O.U. a diminué avec le temps. En effet, de plus en plus d'I.O.U.s se sont accumulés dans le système en raison de l'impression d'argent endémique ou de la contrefaçon ou du fait de ne pas "réduire la dette" en l'échangeant contre quelque chose de valeur réelle.

N'oubliez pas - la façon dont nous établissons la valeur de l'argent ou quoi que ce soit d'autre est de l'échanger contre quelque chose de valeur physique réelle.

Il y a près de cent ans, et personne n'a échangé de valeur contre valeur depuis très, très longtemps. Tout le monde a échangé des dettes contre du crédit, c'est-à-dire que nous avons tous attribué de la valeur aux dettes et les avons monétisées.

La devise "billet de dette" perd inexorablement de la valeur, car personne n'échange rien de valeur réelle pour elle.

Dans la crise actuelle, nous, notre gouvernement américain, sommes les seuls à avoir un taux de change fixe établi concernant la valeur de notre dollar jeton d'argent connu sous le nom de dollar d'argent des États-Unis à la valeur de la Federal Reserve Note.

Autrement dit, nous sommes les seuls sur Terre à pouvoir valoriser la Federal Reserve Note, car nous sommes les seuls à avoir un taux de change fixe pour elle.

Par analogie, pensez à traduire le chinois en anglais ou en anglais en chinois --- et nous sommes les seuls à avoir un dictionnaire.

Le taux de change fixe a été établi dans la loi sur les services bancaires d'urgence de 1934 sur la base du «dollar pour dollar», mais bien sûr, la valeur de ces «dollars» a changé au fil du temps.

Une note de la Réserve fédérale a commencé égale à la valeur d'un dollar américain en argent en 1934.

Même sur le marché des produits de base actuellement truqué, le dollar en argent des États-Unis se vend maintenant pour environ \$ 22 billets de la Réserve fédérale, donc malgré tous les efforts pour contrôler les prix de l'argent et malgré le fait de ne pas frapper les dollars en argent des États-Unis pendant des décennies, le Federal Reserve Note est vaut maintenant moins de cinq cents contre le dollar en argent des États-Unis sur le marché libre, et au Trésor américain, près de \$ 100 000 billets de la Réserve fédérale sont indexés sur chaque dollar d'argent des États-Unis encore en circulation.

Aucune valeur réelle n'a été ajoutée dans la note de la Réserve fédérale en quatre-vingt-dix ans, ce qui est en partie la faute de la comptabilité funky et en partie la faute de tout le statut politique et de la fraude d'identité qui ont été perpétrés par les sous-traitants de la Société municipale.

En essayant de nous enregistrer tous en tant que Territoire britannique américain. Citoyens et en utilisant cela comme excuse pour glommer tous nos actifs à utiliser comme garantie soutenant leurs dettes extérieures, les auteurs ont créé une situation dans laquelle les contributions physiques des actifs du peuple américain qui ont constamment donné de la valeur à la Federal Reserve Note, n'ont pas été crédités à la Federal Reserve Note. Ils n'ont pas été mis sur le grand livre comme crédit pour Joe.

Autrement dit, la valeur du hamburger de Joe en tant qu'actif réel redonnant de la valeur au billet de la Réserve fédérale n'a jamais été comptabilisée. Au lieu de cela, Joe a été mal identifié en tant que Britannique et le crédit qui lui est dû est allé à la Reine à la place.

Ayant abordé la conversion illégale des ressortissants de l'État américain et des citoyens de l'État américain effectuée par l'enregistrement non divulgué de ces mêmes Américains que les États-Unis. Citoyens quand ils étaient encore bébés dans leurs berceaux, on voit que le crédit dû à "Joe" est dû à "Joe" par la reine, ou maintenant, le roi Charles III comme son successeur. Plus d'intérêt.

Cela compte comme le plus grand système de conversion illégal et "erreur" comptable de l'histoire du monde.

Heureusement, les auteurs ont tenu des registres scrupuleux de la dette, nous connaissons donc également le montant du crédit dû au fil du temps et pouvons simplement s'acquitter de la dette --- à l'exception du fait que tout le monde a monétisé la dette en tant qu'actif, et à l'exception de le fait que des intérêts ont été facturés sur une dette inexistante.

Autrement dit, les Américains ont récupéré au moins une partie de la valeur de la dette présumée dans le domaine du commerce et cela a maintenu le bateau à flot pendant de nombreuses années

malgré le fait de ne pas donner le pauvre "Joe" son dû et malgré nous avoir facturé des intérêts sur une dette inexistante et facturé toutes les dépenses (pas seulement les dépenses constitutionnellement autorisées) de leurs sociétés municipales à chaque fois qu'elles ont mis en faillite une autre itération de "The United States, Inc." ou "la États-Unis d'Amérique, Inc."

Vous pouvez maintenant voir comment nous sommes devenus les créanciers prioritaires préférentiels en fait et comment la reine nous a surclassés sous de faux prétextes recueillis via des conversions illégales secrètes de statut politique exercées sous la couleur du droit.

Cela équivaut à un gigantesque stratagème de fraude à l'usurpation d'identité entraînant une conversion illégale du statut politique ainsi que de l'identité, et un vol de facto de tout notre pays, de nos citoyens et de nos biens sous la couleur du droit par les sous-traitants municipaux incriminés qui nous doivent bonne foi et service.

Une fois que les gens ont commencé à monétiser la dette en tant qu'actif, combiné au processus de création de «dérivés», il n'y avait aucun moyen facile d'ajouter simplement les crédits dus à Joe au grand livre et d'effacer la soi-disant «dette nationale» due par tous ces dépensiers Citoyens municipaux des États-Unis --- qui n'existent pas réellement.

Peut-être une nouvelle encore pire est que rien de tout cela --- pas la monétisation effrénée de la dette, pas le développement d'un marché des dérivés imaginaires --- rien de tout cela ne résout le problème réel qui a déclenché toute cette balle, qui est le fait qu'il n'y a pas eu de moyen "d'ajouter de la valeur" aux notes de la Réserve fédérale pendant tout ce temps.

Personne d'autre que les Américains n'a un taux de change fixe entre un argent adossé à des actifs et le Federal Reserve Note Legal Tender, de sorte que les Américains sont les seuls à pouvoir résoudre ce problème.

Malheureusement, les Américains sont sous l'identité du gouvernement britannique en tant que Territoire britannique américain. Citoyens utilisant des enregistrements de naissance bidon dérobés sans divulgation.

Territoire britannique États-Unis. Les citoyens ne peuvent pas dire un mot contre le vol par la reine de nos citoyens américains et de nos actifs et de nos crédits - pour des raisons évidentes.

Il appartient donc au monde entier, aux 209 nations à ce jour, de reconnaître les escrocs britanniques pour ce qu'ils sont et de faire pression avant que les banques ne fassent la grande erreur d'essayer une répétition des Bank Runs des années 1890 et du crash de 1929, combinés, ce qui n'entraînera que l'arrestation des banquiers et de leurs conseils d'administration et de longs séjours dans des endroits comme Fort Leavenworth, plus, la pire crise économique que le monde ait jamais connue.

Les Américains doivent être libérés sur une base systémique de la présomption de toute forme de citoyenneté territoriale ou municipale britannique et nos actifs doivent être "non bloqués" et nos actifs en or et en argent doivent être utilisés pour donner de la valeur aux billets de la Réserve fédérale ou il y aura il ne reste plus rien pour se battre.

Voici la grande nouvelle pour tous ceux qui ont été anti-américains --- nous ne sommes pas seulement les victimes de cette histoire, nous sommes aussi les seuls à pouvoir sauver la situation.

Nous avons expliqué comment nous sommes devenus les créanciers préférentiels et comment le gouvernement de la Reine a dérobé les actifs et les crédits qui nous appartiennent en fait.

Nous avons également expliqué comment la monnaie est littéralement «valeur donnée» et la raison pour laquelle les billets de la Réserve fédérale ont perdu presque toute leur valeur faute d'être réellement crédités et échangés contre de la valeur.

Nous avons expliqué comment les Américains se sont retrouvés avec le seul taux de change fixe et donc le seul moyen de traduire une forme de notre argent légal en Federal Reserve Note Legal Tender.

Donc, en résumé:

1. Notre peuple et notre gouvernement sont les seuls à avoir un taux de change fixe nous permettant de traduire notre monnaie adossée à des actifs en billets de la Réserve fédérale, et ainsi de redonner de la valeur aux billets de la Réserve fédérale et de sauver l'économie mondiale;
2. Nous sommes les seuls à pouvoir accorder l'amnistie aux criminels involontaires responsables de cette situation;
3. Nous sommes les seuls à disposer des codes de compte nécessaires pour débloquer le financement M1 --- et le faire légalement avec une provenance appropriée;
4. Nous sommes les seuls à disposer des moyens et des moyens légaux pour résoudre littéralement la dette mondiale et redonner de la valeur aux Federal Reserve Notes.

La solution:

1. Les sous-traitants horriblement mal gérés de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia doivent se retirer;
2. Les fautes criminelles de ces sous-traitants doivent être reconnues, repenties et mises de côté dans le cadre d'une amnistie générale - qui permet toujours de poursuivre les criminels volontaires et connaisseurs;
3. Les crimes de conversion illégale commis contre les Américains par la Couronne britannique et le gouvernement britannique et le gouvernement de Gand et la ville de Rome doivent être inversés, toutes les inscriptions à l'étranger doivent être annulées et présumées ne s'appliquer qu'aux employés réels de la Federal Municipal Sous-traitants de la société;
4. Nous devons rapidement débloquer nos devises adossées à des actifs, le dollar d'argent des États-Unis et le dollar de la Fédération américaine adossé à l'or, et invoquer notre taux de change pour donner de la valeur aux billets de la Réserve fédérale;

5. Nous devons rencontrer les banquiers militaires hébergés en Suisse qui sont responsables;
6. Notre gouvernement américain et les titulaires de compte réels doivent publier les codes de compte bloqués;
7. Tout le monde doit bien comprendre comment cela s'est produit, afin que cela ne se reproduise plus.

Et d'une manière ou d'une autre, nous devons faire passer le mot aux membres du Congrès territorial et à Janet Yellen et à tous les autres coeurs du parti qui, autrement, leur script privé, le Federal Reserve Note, perd de la valeur à la minute jusqu'à ce qu'il devienne totalement sans valeur.

Augmenter le plafond de la dette imaginaire ne fait qu'aggraver le problème, tout comme continuer à monétiser la dette en tant qu'actif ajoute au problème.

Le jour du jugement arrive, et quelle que soit la façon dont vous voulez nous réprimander pour avoir dormi toutes ces années, nous sommes éveillés maintenant, et détenant le seul moyen --- notre taux de change fixe et nos devises autorisées à base d'or et d'argent --- par lequel la Federal Reserve Note peut avoir une valeur qui lui est retournée, et par lequel l'économie mondiale peut être sauvée.

M. Trump, le roi Charles III et peut-être même le pape doivent-ils être rappelés que les fins ne justifient jamais les moyens et que nous représenter ne fonctionne pas lorsque nous nous présentons.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

26 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

66. fraude financière

La fraude monétaire

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

La fraude fondamentale des fraudes, le Big Kahuna sous-jacent, souscrivant et soutenant absolument tous ces autres stratagèmes de fraude à but lucratif et de profit de guerre - est de l'argent.

L'argent a commencé assez innocemment sous la forme de jetons, de coupons ou de certificats d'entrepôt délivrés à des marchands qui étaient coincés entreposant, distribuant et gardant une trace de divers produits. C'était un outil pratique, rien de plus.

Dans l'ancienne Babylone, des pièces d'or estampillées de l'image d'un panier de blé ont permis au porteur de collecter un boisseau de blé dans n'importe quel entrepôt de céréales royal; l'or et le blé avaient une valeur réelle en eux-mêmes et ces valeurs étaient égales au moment où tout cela a commencé.

Cela ne s'est pas longtemps passé ainsi.

Que se passe-t-il si une famine balaie Babylone et un fléau de criquets mange les récoltes du nouvel an, de sorte que la demande de blé et la valeur perçue du blé montent en flèche? Soudain, l'or perd sa parité avec le blé. En raison des conditions du marché, il faut maintenant cinq jetons d'or pour que le porteur reçoive un boisseau de blé.

Cet exemple simple démontre le problème fondamental de toutes les normes monétaires basées sur les produits de base: nos notions concernant la valeur de tout peuvent changer en un clin d'œil, provoquant une perturbation de civilisations entières.

Nous sommes confrontés exactement à une telle situation maintenant, lorsque l'offre et la demande liées à un autre produit de base utilisé comme norme monétaire, le pétrole, sont menacés.

Donc, nos esprits s'engagent à résoudre ce problème, et il ne nous vient jamais à l'esprit que nous travaillons sur le mauvais problème.

Nous ne pouvons pas contrôler la nature transitoire de la valeur; bien que nous puissions contrôler de manière coercitive les approvisionnements en produits de base et même nous engager dans des contrôles des prix, ce ne sont que des manipulations de marché.

Le problème est beaucoup plus profond, et c'est simplement ceci: l'argent est une idole, et ceux qui créent de l'argent et l'utilisent à des fins commerciales sont des idolâtres.

Les banquiers, comme les avocats, viennent directement de Babylone.

Qu'il s'agisse de pièces de monnaie ou de billets de papier ou de certificats, nous portons chaque jour des images gravées dans nos poches et des représentations de ces images gravées sur les registres bancaires ---- et nous ne pensons pas à la folie impliquée et restons obstinément inconscients de ce que nous payons pour cette commodité.

Une organisation, un gouvernement ou un cartel bancaire comme la Réserve fédérale, crée une idole et l'appelle un dollar, un rouble, un yen, etc. Les habitants de ce pays sont ensuite contraints d'adorer cette idole créée par l'homme, en échangeant leurs biens et services contre elle.

Cet asservissement à leur illusion --- leur fraude par brevet --- est ce dont les banquiers parlent quand ils disent que nous "donnons de la valeur" à leur monnaie. Notre valeur. Nos marchandises. Nos services.

Selon les banquiers, tout cela est un don volontaire de nos parties, une dîme donnée à leur dieu, Mammon, qui leur fournit richesse et pouvoir.

Rien n'a changé depuis l'ancienne Babylone, sauf que les idolâtres ont trouvé des moyens moins chers et moins chers de faire leurs images gravées.

Ce qui a commencé avec des pièces d'or, a été progressivement déplacé vers du papier gravé fantaisie, et maintenant, ces mêmes charlatans veulent que nous acceptions les représentations non physiques de leurs représentations, appelées "dollars numériques" qui ne leur coûtent que quelques frappes sur un ordinateur à faire et qui peut disparaître tout aussi facilement.

Aucun problème à l'examen de la loi ecclésiastique n'est plus urgent, car ces fakirs ont asservi l'humanité à une illusion, et ont fraudé les gens de leur vie et de leur substance dans un échange inéquitable contre un simple symbole de valeur --- une idole, qu'ils créent de la même manière que d'autres hommes créent des arbres d'engrenage.

C'est le plus grand jeu de con sur Terre et ce depuis 8000 ans, car peu importe le matériel qu'ils utilisent pour fabriquer leurs idoles, la vie et la substance produite par d'autres seront toujours beaucoup plus précieuses que tout ce que les créateurs d'idols produisent.

Nous souhaitons que les avocats et les banquiers soient obligés de porter les vêtements de l'ancienne Babylone comme emblèmes de leur métier, afin que les gens puissent reconnaître qui ils sont, d'où ils viennent et ce qu'ils continuent de faire, par fraude et par la force, sur le reste d'entre nous.

Même une punition aussi simple et aimable devrait être suffisante pour convaincre nombre d'entre eux de renoncer à leur dévouement au crime et à la tromperie et de repenser la base de leur religion.

Entre les avocats qui trompent les gens en leur faisant croire qu'ils sont des pourvoyeurs de droit et de justice, et les banquiers trompant les gens en leur faisant croire que leurs idoles ont de la valeur, il n'est pas étonnant que les gens soient de plus en plus confus et aliénés.

Tout le monde sur Terre peut ressentir la vaste fraude. À un certain niveau, ils savent qu'ils sont dupés et trompés, même s'ils n'ont jamais consciemment trompé la vérité.

Les gens savent certainement que les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia leur imposent ce système de choses, en les forçant à échanger leurs biens et services contre des I.O.U.s. Cela ne peut être accompli que par l'abus du pouvoir du gouvernement et les soi-disant «lois sur la monnaie légale» imposées par la couleur de la loi, mais comme nous l'avons déjà vu, ces sociétés municipales ne sont pas notre gouvernement.

Ces sociétés municipales et leurs conseils d'administration n'ont aucun contrat pour se mêler de nos pièces d'or et d'argent ou émettre des crédits en notre nom, ni aucun "pouvoir de guerre" ou "pouvoir d'urgence" légitime". Il s'agit de fournisseurs de services commerciaux chargés de fournir ---- selon les termes de l'article IV de chaque Constitution fédérale ---- des "services gouvernementaux essentiels" qui sont définis et limités par les Constitutions qui ont créé ces fantômes.

Nous remarquons que, comme Abraham Lincoln a été promu et élu dans des conditions de fraude, et comme il lui a été interdit de servir en tant que président de notre Fédération des États ou de notre République fédérale américaine, rien de ce qu'il a fait n'a de valeur durable. L'ensemble du conflit du mercenaire a été conçu comme un programme de Bunko britannique et une guerre à but lucratif; tout ce qui résulte de la soi-disant guerre civile américaine est entaché par cette fraude, y compris l'introduction par Lincoln de la pratique de l'émission de «décrets exécutifs», y compris l'ordonnance générale 100, également connue sous le nom de code Lieber, et tout ce qui lui est associé.

Aucun dirigeant d'entreprise dans l'histoire de ce pays n'a la capacité de légiférer ou de créer un équivalent de la loi applicable à tout membre de notre grand public.

La vengeance de Jefferson Davis s'est enfin réalisée. Ce qui a commencé avec la fraude doit enfin se terminer, même des fraudes vénérables comme l'idolâtrie et les systèmes judiciaires de Babylone.

Nous souhaitons une transition immédiate vers un système de crédit prépayé par lequel les gens du monde entier peuvent rapidement et simplement récupérer la valeur des impôts, des hypothèques, des services publics, des intérêts sur les faux prêts et d'autres paiements qu'ils ont effectués, mais qu'ils ne devaient pas.

Nous souhaitons la monnaie physique en or et en argent et la monnaie physique adossée à des actifs, comme le dollar de la Fédération américaine adossé à l'or, comme une transition en tremplin

vers une toute nouvelle façon de voir et de mener un commerce légal entre les individus et les nations.

Nous souhaitons que cette période de transition susmentionnée soit utilisée pour éduquer toutes les personnes sur Terre sur la fraude financière et la fraude judiciaire afin que ces choses ne puissent plus jamais être utilisées pour asservir et endetter et rendre les gens plus misérables --- et ne fournissent plus d'injuste enrichissement des idolâtres, et ne sera plus un motif de guerre et de violence.

Nous souhaitons que les institutions et les pratiques qui ont été créées et utilisées pour soutenir et faire respecter la fraude actuelle, y compris les banques centrales, soient supprimées et supprimées, les fonds de pension géants et autres caisses noires progressivement dispersés pour payer les infrastructures et autres besoins dans le monde entier.

Nous souhaitons que la créativité de l'humanité crée une nouvelle vision de la valeur, y compris notre propre potentiel infini et notre valeur infinie dans le cadre d'une création qui dépasse également toute valeur que nous pouvons imaginer.

Nous souhaitons que tous les yeux soient ouverts et que tout le monde soit chéri dans leur état "tel quel", puis nous souhaitons qu'ils soient restaurés et guéris et que toutes les ressources soient utilisées en leur nom pour rendre cela possible.

Nous souhaitons que les sociétés municipales soient laissées dans le passé, ne servant que de rappel de ce qu'il ne faut pas faire à l'avenir.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

26 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

67. programme de blanchiment d'argent

Tout malhonnête, partout, le programme de blanchiment d'argent

Par Anna Von Reitz

Informations transmises à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à suiv:

Tout malhonnête, partout, le programme de blanchiment d'argent

Il existe deux énormes sociétés municipales étrangères opérant en tant que sous-traitants fédéraux du district de Columbia. Par souci de simplicité, nous les appellerons "les États-Unis" qui ont commencé comme une entreprise du Saint-Empire romain germanique, et "les États-Unis" qui a commencé comme une entreprise territoriale britannique dirigée par la Couronne britannique. Ces deux organisations ont frappé pendant la soi-disant guerre civile américaine.

Les employés de la fonction publique fédérale des États-Unis se sont battus pour le Sud contre les employés territoriaux britanniques qui, bien sûr, se sont battus pour le Nord. Après la fin des hostilités manifestes, les hommes du roi ont dû trouver un moyen d'imprégner les "réparations de guerre" des États du Sud et des employés de la fonction publique fédérale des États-Unis connus sous le nom de --- marquez ceci --- "citoyens de la États Unis".

C'est ainsi qu'ils l'ont fait.

En 1865, ils ont établi des «districts militaires» non autorisés dans les États du Sud et, dans chaque district, ils ont créé un tribunal de district militaire. Voir les activités du Congrès territorial "Rump" en mai 1865. Ces «tribunaux» sont en fait des agences privées de collecte de factures sans aucune véritable fonction judiciaire. Ils ne considèrent pas réellement les faits ou la loi, bien qu'ils donnent "l'apparence" de la justice et la fassent ressembler à une véritable procédure judiciaire.

En 1868, ils ont enchaîné avec la publication d'une fausse "Constitution d'entreprise" publiée par une Scottish Commercial Corporation se faisant appeler "The United States of America, Incorporated" comme un moyen de se confondre avec notre Fédération des États. Il s'agissait d'un type de constitution complètement différent des Constitutions que les Américains connaissaient bien qu'il semble être très similaire à la Constitution territoriale britannique appelée "La Constitution des États-Unis d'Amérique".

L'avantage de la Constitution des entreprises dans l'esprit des auteurs est que ses amendements n'étaient que des changements de règlement et, à ce titre, ils pouvaient être adoptés et modifiés sans ratification par les États de l'Union.

Très peu de temps après avoir transmis ce morceau de fraude au public, le Congrès territorial a ajouté son premier amendement au règlement --- le tristement célèbre quatorzième amendement qui se lit comme un charabia légal, mais le rend fondamentalement illégal pour les employés de l'autre municipalité. de voter aux élections américaines et, commodément, de définir les «citoyens des États-Unis» comme des criminels et des esclaves.

Maintenant, ils ont un système judiciaire bidon et des cibles pré-jugé sans défense à viser. Tout Américain qu'ils voient, en particulier dans les États du Sud, peut être entraîné, déformé comme un "citoyen des États-Unis" ---- et flou. Les victimes de ce régime peuvent être arrêtées et détenues illégalement et leurs biens peuvent être confisqués sous ces prétextes, peu importe qui étaient réellement les victimes ou de quel côté elles ont pris le conflit commercial de la guerre civile.

La Scottish Commercial Corporation a expédié tout le butin en Grande-Bretagne et le monarque britannique a renvoyé une part au pape, et ils étaient tous heureux au détriment des malheureux agriculteurs américains qu'ils roulaient à la vapeur sous de faux prétextes.

Ce système est toujours en place et cette fraude et ce pillage sont toujours en cours. Ils créent simplement une "PERSONNE municipale" à partir de rien et nomment ce "citoyen des États-Unis" pratique après chaque Américain désemparé, mais maintenant ils prétendent que cette PERSONNE municipale est une société offshore appartenant aux États-Unis, Inc.

Ils poursuivent les malheureux Américains, qui ne savent même pas ce qui se passe, et ils volent à qui tout ce qu'il a de valeur, et dans de nombreux cas, les font également purger une peine de prison dans un système de "prisons à but lucratif" ils ont mis en place qui charge nos deniers publics jusqu'à \$ 12 000,00 par jour pour les accusations d'incarcération.

Ils font la même chose avec nos enfants - prétendent que nous sommes des criminels dangereux, des "citoyens des États-Unis" --- et ils envoient des "Services de protection de l'enfance" chez nous, et ces hommes de main complètement désemparés saisissent nos enfants et facturent notre public \$ 6 000 par jour pour garder un enfant normal et \$ 9 000 par jour en nombre spécial, pour garder un" dans "Foster Care".

Un tel racket impitoyable illégal et illégal n'a jamais eu lieu dans l'histoire du monde, et encore moins a duré plus de 150 ans sans répit.

À ce stade, nous avons acheté tout ce qui a de la valeur en Angleterre, en Irlande, en Écosse et au Pays de Galles plus de dix fois, et toujours, tant que tout le monde est coupé, le monde ferme les yeux sur ce que le Saint-Siège a permis et ce que la Couronne britannique et le monarque britannique ont fait ici.

C'est la genèse de base de ce que nous appelons le programme de personnage. Il est basé sur l'usurpation de l'identité de tous les Américains en tant que "citoyens des États-Unis", qu'ils soient attachés ou non au gouvernement municipal des "États-Unis", puis sur leur chemin de fer à travers

les faux tribunaux de district militaire.

Ce programme a été affiné au fil du temps car les responsables ont été rattrapés et ont dû trouver de nouvelles excuses pour ce qu'ils faisaient. Nous avons mentionné que la plupart des prétendus "citoyens des États-Unis" sont maintenant définis comme des SOCIÉTÉS Municipales et non comme des personnes vivantes, et comme nous le verrons, ces SOCIÉTÉS sont toutes des sociétés étrangères offshore --- mais le même processus exact de mauvaise réparation des Américains comme "les citoyens des États-Unis" continuent et le pillage et le pillage illégaux et illégaux aux mains de la Couronne britannique et de ses "forces territoriales "continue.

Dans le cadre de ce programme de personnage, la victime américaine est toujours maltraitée en tant que représentant présumé autorisé de la fausse CORPORATION municipale des États-Unis qui a été créée et porte son nom, et les entreprises dans lesquelles lui et la CORPORATION qui porte son nom sont toujours signalé comme étant quelque chose à voir avec la fabrication, la vente ou le transport interétatique d'alcool, de tabac ou d'armes à feu. En effet, l'alcool, le tabac et les armes à feu sont les seules substances que les sous-traitants fédéraux opérant en tant que sociétés municipales du district de Columbia ont jamais été autorisés à réglementer.

L'Internal Revenue Service / IRS construit d'énormes récits fantaisistes sur chacun de nous Américains et garde son histoire de coq et de taureau dans un Masterfile codé, sur lequel tous les autres ministères et organismes fédéraux comptent comme s'il s'agissait de la vérité évangélique. Selon ces faux Masterfiles, les arrière-grands-mères sont de dangereux coureurs de rhum louches engagés dans la production et la contrebande de rhum provenant de distilleries à la Barbade, et les mécaniciens automobiles parfaitement normaux sont des criminels dangereux engagés dans la vente illégale d'armes à feu en Amérique du Sud.

Donc, le FBI et le BATF et tous ces autres hommes de main de l'Agence sont tous ceints, armés jusqu'aux dents, et ils racontent aux shérifs locaux désemparés au sujet du Big Bust contre ces dangereux criminels internationaux --- et ce ne sont que des mensonges et des abus de pouvoir et des pillages et racket illégaux engendrés par des sociétés municipales intéressées opérant hors du district de Columbia et leurs opérations de franchise d'État d'État non autorisées. Leurs accusations, d'une manière générale, n'ont rien à voir avec nous ni aucune réalité sensée.

Ces employés fédéraux travaillant pour les mêmes sociétés municipales incriminées dont le siège social est situé dans le district de Columbia inventent tout cela, puis agissent en conséquence, tuant des innocents qui n'ont fait de mal à personne et qui n'ont jamais été engagés dans le commerce, beaucoup moins de commerce impliquant la fabrication, la vente ou le transport interétatiques d'alcool, de tabac ou d'armes à feu. C'est ce que le BATF a fait à Waco, au Texas, à la secte religieuse de Branch Davidian, et ils n'ont pas encore été jugés pour cela.

Examinons maintenant le programme de blanchiment d'argent qui a également été construit sur tous ces "citoyens des États-Unis" inexistantes et les SOCIÉTÉS Municipales qui portent leur nom.

En 1946, les auteurs de toute cette pourriture devaient cacher tous les bénéfices qu'ils avaient réalisés pendant la Seconde Guerre mondiale, alors ils ont adopté un nouveau système de tenue de livres pour le "gouvernement" --- ce qui signifie que leurs propres sociétés municipales

opéraient à partir du district de Columbia. Ce nouveau système a été inventé par Easy Eddie O'Hara, le comptable d'Al Capone, pour cacher l'argent d'Al à l'IRS, et bien que ces sociétés criminelles municipales l'appellent "Double Accrual Accounting", la plupart d'entre nous le savent mieux que de garder deux séries de livres.

Ce système manifestement trompeur sépare les revenus en deux types --- les revenus budgétés et non budgétés. Toute l'attention est ensuite concentrée sur le "budget" et les combats pour lesquels un intérêt particulier obtient plus ou moins du budget --- tandis que l'argent lourd circule directement dans les caisses noires et la payola politique d'ici à Madagascar.

Il n'y a pas de comptabilité publique compétente dans ce pays, à cause de cela et d'autres astuces que les sociétés municipales opérant dans le district de Columbia ont utilisées pour tromper le public. Ils ont passé des générations à hurler sur les "déficits budgétaires" pour donner aux gens d'ici la mauvaise idée --- c'est-à-dire que le gouvernement pauvre a besoin de plus d'argent pour fonctionner, et doit les taxer davantage pour continuer à fournir des services publics. Et c'est tout simplement plus de mensonges et de mauvaises paroles sur la base du montant "budgétisé", toujours sans référence à tout l'argent "non budgétisé" que ces charlatans ont.

Le Global Federal Reserve Banking System, l'entité à laquelle la Suisse a fourni un "enclave", a reçu de l'argent suffisant pour payer tous les services gouvernementaux et le développement des infrastructures dans chaque pays de la Terre en 1941. L'intention était de libérer tout le monde des frais de fiscalité et de services gouvernementaux dans le monde entier. Ils ont volé cet argent et l'ont utilisé à d'autres fins --- initialement avec la permission des propriétaires réels - mais depuis 2005, les réprouvés viennent d'utiliser tout cet argent, de l'or réel, à d'autres fins non divulguées sans contrat. Le système bancaire de la Réserve fédérale mondiale n'a pas encore eu de conséquences sur ce vol et doit être liquidé --- les actifs étant remis sous le contrôle des propriétaires légaux.

En 1946, les criminels devaient cacher le butin de la Seconde Guerre mondiale et ils l'ont fait de toutes les manières possibles, avec une comptabilité tordue, avec des mensonges et des mauvaises paroles au public, avec les créations des fonds d'assurance et de pension gargantuesques, des fonds d'investissement, des dotations universitaires, fonds de réserve et de vieux fonds politiques ordinaires, tous générés illégalement et illégalement par ces sociétés municipales opérant hors du district de Columbia, faisant semblant de nous «représenter», les mêmes États et peuples américains qu'ils échappent, pillent et mentent depuis plus de cent cinquante ans.

Ensuite, ils ont abordé l'idée de "dérivés" et bientôt, les SOCIÉTÉS Municipales offshore étrangères considérées comme des "citoyens des États-Unis" et nommées d'après chaque Américain, ont été multipliées. Ce qui a commencé comme de faux successions pour enfants et des fiducies municipales ESTATE, s'est épanoui dans toutes sortes de SOCIÉTÉS offshore dérivées opérant dans toutes sortes de capacités --- nous avons chacun une CORPORATION dérivée qui sert d'utilitaire de transmission publique, et plusieurs servant de véhicule à usage spécial, et même celui qui est spécialisé dans les contrats de travail des enfants --- et tout cela sans que le public américain ne sache ou ne comprenne quoi que ce soit à ce sujet.

Ces malheureux Américains désemparés sont mis en place en tant que Fall Guys pour tout ce crime et nos noms sont utilisés en association avec toutes ces fausses SOCIÉTÉS municipales extracôtières étrangères qui ont été nommées d'après nous, tandis que ces mêmes SOCIÉTÉS municipales offshore sont utilisées pour blanchir l'argent et poursuivre des entreprises illicites comme les services de passation de marchés du travail des enfants, et à la fin de la journée, tout cela va profiter à la Couronne britannique, avec des pots-de-vin aux autres directeurs..

Notre pays a été vidé par ces voleurs et réprouvés, notre industrie minée, nos ressources naturelles encaissées.

Nous n'aimons pas répandre ce linge sale dans notre pays et comment il a été réquisitionné et maltraité par nos anciens fournisseurs de "services" de la Municipal Corporation, mais lorsque nous sommes littéralement empoisonnés par ce qui semble être notre propre armée, nous n'avons rien à perdre. Soit nous nous opposons à cette criminalité flagrante et à ce mauvais service, une fois que nous le savons, soit nous devenons des criminels nous-mêmes.

Nous n'avons toléré rien de tout cela. Nos contrats de service avec ces méchants sont écrits et publiés comme leurs constitutions fédérales respectives, et il n'y a aucune raison pour eux d'assumer, de présumer ou de saisir d'autres pouvoirs ou d'agir avec une intention autre que le «service de bonne foi» envers leurs employeurs.

Nous souhaitons que toutes ces sociétés municipales criminelles soient liquidées et disparues de nos côtes, nos avoirs et nos crédits nous sont restitués indemnes; nous et tous les autres pays qui ont été occupés illégalement, illégalement et immoralement par ces soi-disant "forces territoriales" depuis les années 1860 en Grande-Bretagne et en Amérique, depuis le début des années 1900 dans l'ancien Commonwealth et depuis les années 1940's en Europe occidentale et au Japon, doit être libéré de ces fictions juridiques criminelles et de leurs pourvoyeurs.

Nous souhaitons que chaque avocat du barreau sur Terre soit arrêté et rééduqué sur les objectifs légaux de la loi et nous souhaitons que l'ensemble du système juridique et du droit de la mer lui-même soient définitivement supprimés et refusés de toute opération quelle qu'elle soit en ce qui concerne notre actifs sur la terre et le sol.

Ces soi-disant services publics, y compris les services militaires, ont tous manqué à leur devoir envers leurs employeurs. Cela n'a aucun sens de les payer pour perpétuer plus de crimes comme la pandémie et les abus de l'Ukraine comme un endroit pour néanmoins développer des armes biologiques illégales ou les laisser courir en faisant des "services" comme détruire le pipeline Nordstream.. Ces sociétés doivent toutes être liquidées et leurs actifs transférés et remis au contrôle des gouvernements légaux dans chaque pays touchés par cette horrible fraude.

Ne nous donnez pas l'excuse que les criminels eux-mêmes ont fabriquée pour justifier leurs actions, c'est-à-dire que les gouvernements légaux n'existent plus ou sont "absents" ou "interrègne" ou "jamais formés" ou quoi que ce soit que ces pourvoyeurs de fiction offrent.

Nous existons, tout comme tous les autres gouvernements légaux.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

4 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

68. fraude hypothécaire

Fraude hypothécaire et endettement futur

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les prêts hypothécaires sont des dettes préexistantes sur les biens immobiliers. Ces dettes proviennent d '«hommes morts» décédés - ou présumés décédés, dans ce cas - et qui ont laissé des impôts impayés et des dettes similaires attachés à la propriété. Ces dettes passées doivent être payées par quelqu'un, avant que la propriété ne soit gratuite pour être transférée à de nouveaux locataires --- pas à de nouveaux propriétaires.

En effet, les actifs fonciers soumis à hypothèque appartiennent déjà à une fiducie publique ou privée non divulguée, et même après le remboursement de l'hypothèque, le terrain ne peut pas être vendu, seulement loué. C'est pourquoi les hypothèques sont appelées "futurs contrats de location".

Tant que vous payez l'hypothèque, vous pouvez vivre sur la propriété en tant que locataire, et après le remboursement de l'hypothèque, vous pouvez rester sur la propriété en tant que Leasor, mais en aucun cas vous ne pouvez être propriétaire de la propriété - car elle est déjà revendiquée par une fiducie (ou deux) et ces fiducies ne sont ni compétentes ni disposées à vendre un intérêt durable dans la propriété.

Pourquoi? Parce qu'ils ne possèdent pas vraiment la propriété non plus. Il appartient au petit bébé américain "perdu", le véritable héritier et propriétaire, qui se trouve avoir le même nom donné que le "frère mort" et qui se trouve avoir le même nom donné que le matelot marchand britannique manquant, aussi.

Mystérieusement, parce que ce bébé n'est jamais informé d'une de ces intrigues étrangères, il ne se présente pas et ne revendique pas ses biens --- il reste donc détenu dans ces fausses fiducies créées par les sociétés municipales respectives, et elles continuent de ratisser les profits et le mal en son nom, tout en le laissant délibérément, l'actuel Américain, le propriétaire et le propriétaire, dans l'ignorance.

Ce manquement à informer et à aider leurs employeurs et collègues principaux est un contrat d'interruption brut de confiance et de service.

Tout ce système de gestion des terres en tant qu'immobilier détenu dans le cadre d'un système de titres est étranger et frauduleux et ne devrait pas exister en Amérique.

C'est donc la première partie de la fraude, les intérêts de confiance publics (territoriaux britanniques) non divulgués basés sur des marins marchands britanniques inexistantes et les intérêts de confiance privés non divulgués de l'Église dans la succession pour enfants décédés --- ils constituent les deuxième et troisième partie du régime de fraude hypothécaire, mais il y a plus à venir.

Le concept de «dette future» attachée aux biens immobiliers et aux dettes exercées sur des biens au-delà de la durée de vie d'un propriétaire à l'autre, a été créé par le gouvernement français toujours gourmand. Ces concepts ont été utilisés pour tous les types de fraude. Celui-ci aussi, car des hypothèques ont été attachées aux intérêts immobiliers américains.

Tous les intérêts fonciers et immobiliers supposés appartenir aux franchises de la British Crown Municipal Corporation établies dans les noms donnés des Américains sont détenus dans une fiducie foncière publique administrée par le monarque britannique, car les citoyens britanniques et les citoyens territoriaux britanniques ont depuis longtemps été trompés de leurs droits naturels de propriété foncière par les Enclosure Acts et divers autres régimes bénéficiant au gouvernement sans fin de Westminster.

Tous les intérêts fonciers et immobiliers censés appartenir aux franchises de la Corporation municipale gérée par la ville et exploitées sous les noms donnés des Américains sont détenus dans une fiducie foncière privée appartenant au pape et administrée par des magistrats.

Toutes les dettes que ces «personnes» fictives et leurs faux immeubles de fiducie accumulent sont transmises aux propriétaires réels sous la forme d'une «cumul» détenue contre la propriété de la fiducie Pour saisir la fraude hypothécaire en Amérique et dans tous les pays qui ont été touchés par la malversation des sociétés municipales, il faut commencer par discerner les joueurs et la dette sous-jacente.

Dont la dette est-elle et d'où vient-elle et comment a-t-elle abouti à une hypothèque sur la propriété que j'essaie d'acheter?

La dette est due par la fictive franchise du marchand britannique "Person" créée par la British Crown-oped Municipal Corporation hébergée dans le district de Columbia --- non pas comme une dette personnelle, mais comme une dette publique. Une hypothèque similaire est également due par la succession pour enfants décédés qui est gérée «pour» par la Corporation municipale gérée par la Ville, mais il s'agit d'une dette privée.

Et techniquement, ces dettes ne sont pas détenues contre Joe American. Techniquement, ils sont détenus contre les domaines de fiducie créés «pour» les Américains par ces sous-traitants de la Municipal Corporation. Les Américains réels n'ont aucune voix sur la façon dont ces choses sont administrées "pour" eux et en leur nom, par les officiers et magistrats de district intéressés par eux-mêmes, qui ignorent obstinément la présence et l'identité du véritable propriétaire américain debout devant eux.

D'où viennent toutes ces dettes publiques et privées? Des fausses réparations de «guerre» mercenaires dues par les citoyens municipaux des États-Unis, des dépenses opérationnelles de ces fausses fiducies, publiques et privées, et surtout, des frais de faillite et des dettes laissées en

dettes publiques chaque fois que l'un des Les sociétés municipales ou l'une de leurs franchises font faillite.

La fraude à la faillite joue donc également son rôle dans tout cela.

Les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia sont des sociétés comme toute autre société commerciale. Ils ne sont essentiellement pas différents d'IBM ou de Ford Motor Company, Incorporated. Leurs officiers n'ont aucune plus grande autorité sur quiconque ou quoi que ce soit que les officiers d'autres sociétés similaires. De toute évidence, ces «officiers» de sociétés ont largement outrepassé toute autorité qui leur était conférée, quelle que soit leur popularité lors des élections internes des actionnaires privés qui ont été rejetées comme élections publiques dans ce pays et dans les autres pays touchés par cette tout un stratagème de fraude scandaleux.

Depuis le début des années 1900, le nom du jeu de ces sociétés municipales a été de s'endetter le plus possible, puis de faire faillite et de laisser le public américain le payer.

Il peut être anti-intuitif que quiconque construise une société et l'utilise pour fournir des biens et des services, puis les dépouille délibérément des actifs (transférant les actifs à une autre ou plusieurs autres sociétés) ---- puis les met en faillite, mais c'est ce que ces crétins ont fait en notre nom. Cela a été l'un des principaux mécanismes utilisés pour nous rembourser toutes leurs dettes. Quelqu'un doit toujours rembourser les dettes des sociétés en faillite et, dans ce cas, le bouc émissaire de toutes ces infractions a été le public américain.

Le CORP américain, le principal vendeur fournissant des biens et des services pendant la Seconde Guerre mondiale, en est un bon exemple. La guerre prend fin, et, comme on pouvait s'y attendre, la balade du CORP américain. Il y a un excédent rapide et énorme d'équipements et de fournitures liés à la guerre, tout

Formulaires de réquisition pour les cantines et les moteurs d'avion s'entassent dans les entrepôts, et il n'y a, comparativement, aucune demande pour eux.

Que doit faire un pauvre conglomérat multinational, mais pour additionner les commandes perdues, le coût de ces excédents --- et faire faillite?

C'est exactement ce qu'ils ont fait et ce qu'ils font chaque fois qu'il y a un conflit mercenaire substantiel --- et ils le remplissent pour tout ce qu'ils valent et ils l'accusent contre le public américain, tout en conservant tous les bénéfices pour eux-mêmes et sous leur gestion.

La soi-disant dette nationale en est un autre exemple. Les Américains ont grandi inondés d'annonces constantes sur la "dette nationale", et même des panneaux d'affichage érigés à Times Square à New York, montrant comment la dette nationale augmente de façon exponentielle chaque minute de chaque jour.

Le problème est que dans un système monétaire de crédit de dette, il n'y a pas une telle accumulation de dette. Toutes les transactions dans un tel système sont des transactions à somme nulle.

Si vous me donnez un I.O.U. de dix dollars --- un billet à ordre appelé Federal Reserve Note --- en échange d'un déjeuner au poulet frit, votre dette est échangée contre quelque chose de valeur égale - le déjeuner au poulet frit.

La seule façon dont une dette peut s'accumuler dans un tel système est que la réception de la valeur du déjeuner au poulet frit ne soit pas créditée, de sorte qu'il semble y avoir une dette de plus en plus importante dans l'économie, alors qu'en fait, tout le monde ici a remboursé les dettes de tout le monde et il n'y a pas de reste.

L'ensemble de la soi-disant dette nationale et de l'intérêt qui lui est appliqué est basé sur la fraude au personnage de base et plus de mauvaise comptabilité --- et il est utilisé comme excuse pour justifier plus de faillites et des coûts de faillite plus frauduleux imposés au public américain. Avec toutes ces observations à l'esprit, nous sommes prêts à affronter la plus grande vache à lait de tous, l'industrie immobilière et hypothécaire inculquée par les sociétés municipales complices responsables de toute cette fraude, mauvaise foi, non-divulgaration et malversations.

Les mots mêmes "immobilier" se traduisent par "immobilier royal".

Depuis quand avons-nous des "domaines royaux" en Amérique? Réponse --- puisque tous les faux intérêts de la confiance étrangère britannique Territorial U.S. Des domaines de franchise de citoyens ont été formés --- tous opérés au nom d'Américains faussement enregistrés et "présumés" être des citoyens territoriaux britanniques.

Les Britanniques, comme nous l'avons vu, ont été fraudés de leurs droits fonciers par un homme se faisant simplement passer pour le roi d'Angleterre, tout en opérant en tant que surveillant du pape des propriétés du Commonwealth de l'Église en Angleterre.

Ainsi, tous les terrains en Grande-Bretagne appartiennent au monarque britannique, qui distribue des «titres» à ses sujets qui sont tous locataires ou locataires de la succession royale de Sa Majesté royale - également connus sous le nom de biens immobiliers. Et tout cela a également été fait par la fraude.

Si vous présumez, sur la base de processus d'enregistrement non divulgués, que tous les Américains ont soudainement pris fin et décidé d'adopter volontairement les États-Unis. Citoyenneté. vous pouvez également présumer que tous les terrains et autres biens immobiliers appartenant naturellement à eux sont donnés au roi britannique et doivent être gérés "dans l'intérêt public" - et dans ce cas, selon l'arnaque de la fiducie d'intérêt public décrite précédemment comme une réitération du scandale des obligations de fond de 1702 --- n'utilisant que des personnes au lieu de navires et de leurs domaines au lieu de marchandises.

Ces abus grossiers et intéressés par la violation de la confiance et le manque de bonne foi parlent d'eux-mêmes.

Ce que nous décrivons, ce sont des crimes d'une nature diversifiée et des plus odieuses, allant des crimes capitaux de conversion illégale de l'identité politique, aux fausses déclarations et au personnage frauduleux, au racket et au vol sous la force et la couleur de la loi. Ce sont des intrusions et des transgressions, les deux, et elles ont été appliquées contre les employeurs de ces

brigands. Alors maintenant, nous avons un ensemble complètement frauduleux de présomptions juridiques étayées par des contrats non divulgués et un système de gestion des terres complètement étranger en place en Amérique, et les personnes qui sont les propriétaires réels et les boursiers sont dupées pour accepter et utiliser des "titres fonciers" d'échanger des locations en vertu de l'hypothèque et des droits du Leasor --- en louant leurs propres terres à un souverain étranger qui n'a pas le droit d'être ici et qui est en fait sous obligation contractuelle de nous fournir de bonne foi des services énumérés.

"Les «titres fonciers» sont en fait des descriptions de terres créées arbitrairement sans aucune valeur d'échange équitable. En Grande-Bretagne, ils sont un moyen de transférer des locations et des baux.

En règle générale, en Amérique et dans d'autres pays où cette fraude a été perpétuée, un agent étranger non déclaré regarde par-dessus votre clôture et décide arbitrairement d'appeler votre propriété quelque chose comme "4200 Mockingbird Lane", et ce "titre" est ensuite protégé par les droits d'auteur de la Couronne britannique -sous-traitant de la Municipal Corporation et attaché au British Territorial U.S. Citoyen qui porte votre nom.

Les sous-traitants étrangers de la Municipal Corporation exploités par la Couronne britannique se sont maintenant accrochés illégalement et illégalement à votre propriété, à votre maison et à votre terrain, au prix d'un doggerel inventé. À l'aide de cette configuration, ils vous publient des avis fiscaux, le propriétaire et le titulaire de la subvention, et ils proposent de faire en sorte que toute personne à qui vous vendez votre propriété paie également une hypothèque. C'est leur hypothèque, évaluée par rapport à leur franchise britannique en faillite Personne portant le nom de l'Américain qui est le propriétaire réel.

L'autre Corporation municipale dirigée directement par le gouvernement de la ville n'est pas meilleure, elle présente simplement une justification différente pour faire payer les dettes de ses PERSONNES "morts" en faillite aux victimes américaines de ce même stratagème de fraude de base. Au lieu de descriptions de terres fantaisistes, les auteurs assument la gestion de la succession de votre "frère mort" --- votre frère mort qui se trouve avoir le même nom donné exact que vous et dont le domaine est géré comme une CORPORATION municipale sous le même nom, uniquement stylisé différemment --- utilisez divers types de relevés inventés décrivant votre propriété comme, par exemple, "Lot 2, Block 13, de la subdivision Oak Park, Laughlin Meridian, Leyland, Texas". C'est toujours juste un titre, sans valeur équitable, utilisé pour transférer des droits de location et de location.

Les propriétaires fonciers américains ne sont jamais informés de toutes ces dispositions confortables prises pour disposer et taxer et endetter leurs biens par les exécuteurs de Son Tort. Toutes ces actions intéressées ont été poursuivies en violation de la confiance et du contrat de service par les mêmes sociétés municipales coupables et leurs directeurs, qui ont appliqué toutes ces ordures sous la couleur de la loi et la force d'une occupation territoriale illégale de notre pays par les forces étrangères du Mercenaire sous contrat avec nous et étant payé pour nous protéger.

Ainsi, l'essence de la fraude hypothécaire a de nombreuses facettes. Il y a le verrouillage illégal et illégal des biens immobiliers américains via l'utilisation de titres fonciers étrangers imposés par la

couleur de la loi. Il y a le programme de personnage de base, dénaturant les Américains à la fois les personnes territoriales britanniques et les PERSONNES municipales. Et toute la motivation est de faire payer aux Américains des dettes, y compris de fausses dettes de faillite et des réparations de guerre, qu'ils ne doivent pas. Rien de tout cela ne pourrait se produire sans collusion et fraude et non-divulgence de la part des banques, qui ont été réglementées et exploitées dans des conditions de non-divulgence par les mêmes sociétés municipales criminelles.

En 1968, dans un tribunal du comté de Common Law, à Clearwater, Minnesota, un homme du nom de Jerome Daley a intenté une action contre la banque qui agissait en tant que prêteur hypothécaire. Il s'agissait d'un procès avec jury qui a établi et examiné à la fois la loi et les faits.

Au cours du procès, la banque a admis librement qu'elle n'avait prêté à Jerome Daley que son propre crédit émis en tant que "Money of Account" --- chiffres que la banque avait inscrits sur son grand livre, ne coûtant rien à la banque. mais quelques minutes de travail de bureau, et qu'ils ont ensuite "prêté" comme crédit bancaire à Jerome Daley.

Il s'est avéré que lorsque la banque faisait de la publicité pour des "prêts immobiliers", ce qu'elle sollicitait réellement était que les gens prêtent leur maison aux banques, en garantie que la banque puisse utiliser comme base pour émettre des crédits dans le cadre du système de banque de réserves fractionnaires.

Cela permet à la banque de prendre possession de la maison et du terrain du propriétaire, de le caissier comme un actif donné soumis à un "futur contrat de vente de location", de l'utiliser comme garantie permettant à la banque d'émettre jusqu'à dix fois le montant du prétendu "prêt" en tant que crédit bénéficiant à la banque, et la banque n'est alors obligée de restituer le montant du prêt en tant que crédit bancaire au propriétaire réel qui finance toutes ces largesses pour la banque ---- apparemment par bonté de cœur?

Selon ce programme, les banques sont le premier organisme de bienfaisance en Amérique, l'ancien Commonwealth, les nations d'Europe occidentale occupées illégalement, le Japon, la Corée du Sud...

Le propriétaire réel de l'actif obtient le "prêt" de son propre crédit qui a été illégalement converti en crédit bancaire, et il est ensuite obligé de rembourser la banque avec intérêts, et est également obligé d'encombrer son actif jusqu'à ce que le montant total soit remboursé, et également tenu de donner à la banque une sûreté totalement non acquise sur sa propriété en échange de ce "service" et tous les détails de cela ne sont pas divulgués.

Pour couronner le tout, l'hypothèque qu'il rembourse en tant qu'"intérêt" sur le "prêt" --- généralement cinq fois le montant du prétendu prêt au cours de trente ans, n'est même pas le sien.

L'hypothèque n'a rien à voir avec un prêt. Cela a à voir avec des dettes accumulées contre l'homme vivant et ses actifs immobiliers par des franchises étrangères de la Municipal Corporation qui portent son nom --- des franchises qui "mangent" en faillite, et laissent leurs dettes à payer ---- et cette dette hypothécaire étrangère est alors imposée à la victime américaine, car ces franchises

non divulguées de la Municipal Corporation étrangères ont été exploitées en son nom.

Les victimes de ce stratagème de fraude vicieux supposent que la banque leur prête l'argent de la banque pour acheter une maison ou rénover une maison, etc., lorsque l'ensemble de la transaction est entièrement autofinancé et que le seul skin de la banque dans le jeu est le coût des entrées de tenue de livres et son propre coût de vente sur la fausse dette aux investisseurs désireux de partager les bénéfices découlant de cette arnaque. Qu'arrive-t-il au reste du crédit bancaire généré par ce stratagème de fraude? Le crédit restant équivaut à dire, neuf fois le montant prêté à la victime? Ceci est utilisé par la banque comme crédit bancaire pour consentir d'autres prêts à d'autres clients en utilisant la même justification.

L'homme qui veut acheter une nouvelle voiture ou une nouvelle moto --- un homme qui doit déjà cette nouvelle voiture ou moto et beaucoup plus dans le cadre de la dette que ces sociétés municipales et leurs franchises bancaires lui doivent --- est obligé de se rendre la voiture ou la moto de la même manière, afin qu'il autofinance l'ensemble de la transaction, obtient un dixième de son propre crédit, est obligé de rembourser cela avec des intérêts hypothécaires, et de donner à la banque une sûreté non acquise.

Les criminels d'entreprise intéressés supposent que l'homme n'est pas réellement un Américain et ne doit rien - y compris ses garanties constitutionnelles ---- en utilisant les mêmes schémas de personnage et les systèmes de conversion illégaux que nous avons vus depuis le début.

Nous souhaitons que le retour de la valeur de tous les prêts hypothécaires payés en argent réel ou en crédit, que les Américains de base ont payé au cours des 150 dernières années, plus les intérêts, soit crédité sur leurs comptes et remis en liberté sous forme de crédit prépayé, avec le profit que ces banques ont réalisé en prêtant le reste de leur crédit dérobé et converti illégalement à d'autres victimes de cette fraude.

Nous souhaitons la libération immédiate de toutes les maisons américaines et autres actifs physiques de toutes les hypothèques et accords de prêt présumés - qui sont tous nuls et nonavenus pour non-divulgateion complète.

Nous souhaitons la libération de toutes les sûretés non acquises obtenues dans des conditions de tromperie et de non-divulgateion par les banques et les établissements de crédit et les sociétés de services de prêt impliquées dans l'une de ces prétendues activités de prêt.

Nous souhaitons la fin de l'enregistrement, de l'émancipation et de l'usurpation d'identité non divulguées des Américains par les sociétés municipales, leurs franchises ou des agents fonctionnant à quelque titre que ce soit.

Nous souhaitons la reconnaissance des propriétaires d'actifs réels en tant que propriétaires naturels de tous les crédits générés par leurs actifs.

Nous souhaitons que les présomptions occasionnées par la conversion illégale des Américains et de leurs avoirs soient annulées, à partir du jour et du moment où ces conversions illégales ont été initiées.

L'autre partie de cette famille globale de régimes de fraude que nous devons aborder est l'idée de dette future et héritée.

Nous pensons que lorsqu'un homme meurt, ses péchés sont payés. Tous.

Nous estimons également que les parents ne possèdent pas d'enfants comme esclaves ou serviteurs sous contrat et donc, rien qu'un parent puisse faire qui puisse réduire son enfant à l'esclavage ou à la servitude sous contrat avec un État, un souverain, une autre personne ou une société de toute nature.

Il s'ensuit que les générations futures à naître ne peuvent être endettées par leurs parents et ne peuvent être tenues responsables à l'avenir de toute dette créée dans le passé par un gouvernement, une autre personne ou une société.

La dette future n'existe pas, car l'avenir lui-même n'existe pas tant qu'il ne se manifesterait pas. Nous souhaitons mettre fin à toutes les absurdités affirmant que les petits-enfants ou arrière-petits-enfants de quiconque sont redevables des dettes envers leurs grands-parents, arrière-grands-parents, etc.

Nous souhaitons que l'attention du monde soit concentrée sur les dettes très importantes que nous et nos enfants devons à ces directeurs étrangers responsables des actes criminels de ces sous-traitants de la Corporation municipale jusqu'en 1860.

Toutes les dépenses démesurées qui ont été effectuées en notre nom depuis 1860 ont été effectuées par les exécuteurs de Son Tort et les fictions juridiques qui n'existent pas réellement, et comme les victimes ignoraient les crimes de personnage et les programmes de conversion illégaux pratiqués contre eux, et comme ils n'en ont pas bénéficié, toutes les dettes accumulées contre leurs bons noms doivent être comptabilisées en tant que dette odieuse et acquittées en tant que telles.

Il en va de même pour tous les pays et les personnes qui ont souffert de ces mêmes conditions et des stratagèmes de fraude qui leur sont imposés par les franchises de ces mêmes sociétés municipales incriminées, par exemple l'Australie, l'incorporation et l'AUSTRALIE.

Comme les victimes de ces stratagèmes de fraude n'ont pas créé sciemment, volontairement ou librement ces franchises étrangères au profit du monarque britannique et du pape et du gouvernement de la ville ---- et en fait ne connaissaient même pas l'existence de ces franchises et n'en a certainement pas bénéficié, il s'ensuit que les Américains ne sont pas responsables des dettes de ces franchises étrangères, que ces franchises soient vivantes --- ce qui signifie toujours en affaires, ou mortes à la suite de la faillite.

Notre gouvernement américain a réitéré et a de nouveau déclaré en public notre participation dans tous les actifs aériens, terrestres et maritimes appartenant à notre pays et l'a fait à compter du 6 mars 2005 et à nouveau via la délivrance de lettres patentes souveraines le 4 novembre 2015. Nous n'étions pas obligés de le faire, mais nous l'avons fait par mesure de précaution contre les rumeurs selon lesquelles nous étions "manquant" ou "mort" ou "in interregnum". Nous nous sommes également présentés en 2010 et

avons cosigné le Traité postal des Amériques publié la même année.

Compte tenu de la profondeur, de l'ampleur et de la gravité de la fraude et de la criminalité que ces deux sociétés Municipales ont pratiquées contre leurs fidèles employeurs et sur nos propres côtes, il est insensé pour quiconque de leur confier quoi que ce soit, y compris, mais sans s'y limiter, construire ou gérer un gouvernement mondial ou un système monétaire mondial de toute nature.

Le résultat inévitable serait plus de criminalité, plus de violence, un contrôle plus oppressif et coercitif des personnes vivantes sous la couleur de la loi, et la prolifération des mensonges et des stratagèmes de fraude et de la criminalité de toutes sortes.

Nous souhaitons une action rapide, efficace et prudente pour rendre le contrôle aux gouvernements nationaux touchés par les actions illégales et illégales de ces deux sociétés municipales et de leurs franchises.

Nous souhaitons le retour de tous les intérêts immobiliers nationaux et individuels aux personnes et aux pays auxquels ils appartiennent naturellement.

Si le roi Charles souhaite être honoré parmi les hommes en tant que vrai roi, il doit honorer les autres vrais rois de Grande-Bretagne, qui ont la souveraineté à part entière et aucune juste cause ou raison de lui céder leurs droits fonciers ou tout autre souverain.

Nous souhaitons que le peuple vivant de chaque nation, tous ceux qui ont été offensés et blessés par ces sociétés municipales, fasse naître un monde meilleur.

Nous souhaitons que les élections internes des sous-traitants de la Corporation municipale ne se déroulent pas du tout ou soient clairement identifiées pour ce qu'elles sont.

Nous souhaitons la bonne volonté et l'aide de tous les hommes et femmes honnêtes.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

18 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

69. fraude aux pouvoirs municipaux et territoriaux

La fraude aux pouvoirs municipaux et territoriaux

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Lorsque notre gouvernement a conclu un contrat solennel avec le gouvernement du Saint-Empire romain germanique, nous avons passé un contrat pour les services postaux et la reconnaissance au sein de ce qui est maintenant appelé l'Union postale universelle (UPU) et nous avons établi plusieurs sièges de gouvernement, une capitale pour le gouvernement américain à Philadelphie, Pennsylvanie, un Capitole fédéral créé en tant que ville de Washington, district de Columbia, et un Capitole municipal distinct limité à la zone physique enfermée dans les pierres limites de l'enceinte de Capitol Hill, mis de côté comme un espace sacré, destiné à être politiquement neutre.

Voilà pour notre histoire et nos intentions clairement établies.

Avec la fin officielle du Saint-Empire romain germanique, les droits successeurs du contrat exprimés par la Constitution des États-Unis ont été assumés par le Saint-Siège et plus tard, par la Curie romaine et la ville de Rome. Alors que le gouvernement municipal des États-Unis n'était pas incorporé à l'origine et géré comme une oligarchie plénière par nos sous-traitants fédéraux américains, les choses se sont mélangées dans la période immédiatement avant et après la soi-disant guerre civile américaine.

Notre pays est largement et correctement appelé "Les États-Unis" en anglais et comme l'anglais est notre langue officielle, ce style incluant l'article défini dans le nom, a été adopté en 1851. Avant cela, le nom de notre pays était souvent appelé "les États-Unis" et notre Union d'États faisant des affaires comme les États-Unis d'Amérique, et le sous-traitant municipal étant géré de diverses manières par le Saint-Empire romain germanique, le Saint-Siège et la ville de Rome, a fait des affaires comme "les États-Unis".

Après 1851, inconscient des conventions sur le changement de style, le grand public a continué à écrire sur notre pays comme "les États-Unis" et après la guerre civile, lorsque le sous-traitant fédéral américain a cessé de fonctionner, il ne restait que le gouvernement municipal fonctionnant comme "le États Unis".

Cela a créé une opportunité pour ce que le juge en chef Harlan appellerait "méfait".

Les opérateurs étrangers du gouvernement municipal pourraient alors facilement être confondus avec la version des États-Unis d'Amérique des "États-Unis" et usurper les devoirs et les contrats dus à l'organisation des États-Unis d'Amérique "manquants".

Pour protéger ses investisseurs de la ville de Rome, le gouvernement municipal habitant la place d'un mile qui lui a été réservée dans la ville de Washington, district de Columbia, a créé et commencé à fonctionner par le biais d'une nouvelle société municipale - un processus de conversion qui a été achevé en 1878.

Nous avons maintenant deux sociétés municipales opérant dans le district de Columbia, l'une appartenant au gouvernement territorial britannique depuis 1790 et l'autre appartenant à la municipalité --- anciennement Saint-Empire romain germanique --- gouvernement à partir de 1878, et les deux opéraient sous des noms trompeusement similaires par rapport à nos instruments du gouvernement américain.

La seule différence observable entre les États-Unis, notre Union américaine des États et les États-Unis (Incorporated), la nouvelle Municipal Corporation, était que le mot "The" qui figurait dans le cadre du nom propre, n'apparaissait pas dans le nom de la nouvelle Municipal Corporation.

Il n'y avait pas de différence observable entre le nom propre des États-Unis d'Amérique, notre Fédération américaine des États non constituée en société et les États-Unis d'Amérique (Incorporated) - une nouvelle franchise Municipal Corporation du gouvernement territorial britannique dirigée par un groupe de Écossais Investisseurs en 1868. Ils n'étaient pas tenus d'ajouter le mot «Incorporé» au nom et de divulguer ainsi la nature de cette nouvelle société, ils ne l'ont donc pas fait.

Dans les deux cas, les deux noms ont servi à confondre les identités à des fins d'usurpation d'identité et de fraude.

La nouvelle Municipal Corporation faisant des affaires sous le nom de États-Unis (Incorporated) a usurpé l'identité de notre Union des États non constitués en société faisant des affaires sous le nom de États-Unis et États d'Amérique.

La nouvelle Scottish Territorial Corporation faisant des affaires sous le nom de The United States of America (Incorporated) a usurpé l'identité de notre Fédération des États non constituée en société faisant des affaires sous le nom de The United States of America.

Ces deux imitations ont entraîné un vol d'identité et une fraude au crédit, exactement analogues à ce que tout pirate de carte de crédit fait aujourd'hui - la victime est usurpée d'identité et ses comptes de crédit sont accessibles par l'imposteur, et la victime se retrouve avec la facture.

En plus d'accéder à notre crédit via ces fraudes et fausses déclarations délibérées, ces imposteurs ont usurpé sur des pouvoirs qui nous appartenaient qui ont été délégués aux États-Unis d'Amérique, notre sous-traitant fédéral américain --- pas à eux.

Nous avons eu ces deux sociétés municipales étrangères exerçant des pouvoirs qui ne leur ont jamais été garantis.

Nous avons déjà noté qu'ils n'avaient pas de pouvoirs de guerre, pas de pouvoirs pléniers et aucun permis d'utilisation des États réels leur permettant d'établir des cités-États internationales indépendantes sur nos côtes.

Nous soutenons que ces limitations s'appliquent aux deux sociétés municipales étrangères, car elles ont plutôt exercé les pouvoirs que nous avons délégués aux États-Unis d'Amérique, et les différences entre ces sous-traitants fédéraux ne sont pas négligeables ou sans importance.

Les États-Unis sont dirigés par des députés fiduciaires responsables, non par des représentants d'actionnaires de sociétés étrangères ayant des voix par procuration, et non par des représentants de partis politiques étrangers servant des intérêts particuliers en tant que lobbyistes.

Nous n'avons ni l'intention ni notre accord stipulé de demander aux sociétés municipales étrangères et à leurs "congrès" de fournir les services ou d'exercer les pouvoirs des États-Unis d'Amérique, encore moins les pouvoirs de notre Fédération des États non constitués en société faisant des affaires comme les États-Unis d'Amérique.

Ces imitations sont frauduleuses, criminelles et inutiles.

Tous les pouvoirs délégués conférés à la République fédérale américaine sont automatiquement retournés au délégué par application de la loi, ce qui signifie que tous les droits, pouvoirs et intérêts sont revenus à notre Fédération des États non constituée en société à compter du moment où notre Confédération des États-Unis a perdu le quorum opérationnel.

Ce n'est que le subterfuge et la substitution d'Abraham Lincoln, un avocat de l'identité de notre président de la Fédération des États, qui ont permis que cette gigantesque fraude et usurpation soient mises en œuvre et ne soient pas détectées.

Ironiquement, et apparemment inconscients de leur propre culpabilité dans cette affaire, les officiers de la British Territorial Municipal Corporation ont continué de s'opposer et d'opprimer les membres de la Municipal Government Corporation depuis la fin de la soi-disant guerre civile.

Le 22 février 1983, le président de la British Territorial Municipal Corporation, agissant en tant que commandant en chef, Ronald Reagan, a signé le décret exécutif 12407, qui privait tous les pouvoirs gouvernementaux des municipalités, leur refusant tout pouvoir de police, toute immunité étatique et toute capacité de se déclarer "villes souveraines".

Si nous remontons le temps et examinons les mêmes questions de compétence territoriale par rapport à la compétence municipale exercée à l'intérieur des frontières des États du point de vue de 1845, nous trouvons cet avis de la Cour suprême:

“ Nous pensons qu'un examen approprié de ce sujet montrera que les États-Unis n'ont jamais détenu de souveraineté municipale, de juridiction ou de droit de terre sur le territoire et sur celui-ci, dont l'Alabama ou l'un des nouveaux États a été formé ... [B] ecause, les États-Unis n'ont

aucune capacité constitutionnelle à exercer la juridiction municipale, la souveraineté ou un domaine éminent, dans les limites d'un État ou d'un autre pays, sauf dans les cas où elle est expressément accordée L'Alabama a donc droit à la souveraineté et à la juridiction sur tout le territoire dans ses limites, sous réserve de la common law ... " Pollard c. Hagan, 44 États-Unis. 212 (1845)

Le nouvel État alors connu sous le nom d'Alabama venait d'être inscrit comme État de l'Union. L'entité référencée comme "les États-Unis" est le sous-traitant du gouvernement municipal opérant en vertu de la Constitution des États-Unis, qui tente d'assumer des pouvoirs municipaux étendus liés à son contrat de service postal. La Cour rappelle au sous-traitant étranger qu'il n'a pas le pouvoir accordé d'affirmer sa compétence à l'intérieur des frontières d'un État, sauf dans les lieux et circonstances où l'État lui accorde expressément la permission de le faire - comme dans, par exemple, un Bureau de poste fédéral. Il ne peut invoquer la souveraineté municipale, la juridiction ou le domaine éminent à l'intérieur des frontières d'un État, à l'exception des enclaves qui lui sont expressément autorisées à exercer ses fonctions.

Veillez noter que le sous-traitant doit obtenir une autorisation écrite "expresse" de l'Alabama, l'État actuel, pour que la juridiction municipale soit revendiquée à l'intérieur des frontières d'un État ou imposée à la juridiction territoriale d'un État.

Depuis la soi-disant guerre civile, la British Territorial Municipal Corporation exploite les États-Unis. L'armée en tant que force mercenaire et basée sur les instructions qui lui sont laissées par Abraham Lincoln, qui n'a jamais été notre président, a continué d'invoquer une "urgence" et d'excuser son occupation de nos États de l'Union en violation de ses devoirs et limitations constitutionnels.

Les officiers de la British Territorial Municipal Corporation ont revendiqué notre "absence" sur nos visages, nous ont dénaturés en tant que "propriétaires absents" et via leur propre conversion secrète et illégale de notre statut politique en utilisant l'enregistrement non divulgué de bébés américains, ils ont conspiré pour quitter notre terre et juridiction sur le sol sur papier, puis a fait de fausses déclarations sur l'abandon cherchant à réclamer nos actifs pour eux-mêmes.

Ces méchants ont jeté notre pays dans le sol "pour" nous, détruit notre réputation internationale de commerce équitable, se sont lancés dans une série de 160 ans de profits de guerre à nos dépens, et ont maintenant commis un génocide et tenté de mal caractériser et d'asservir des millions d'Américains en tant qu'organismes génétiquement modifiés, appartenant aux titulaires de brevets militaires.

Nous souhaitons que cela prenne fin et que ces sociétés criminellement inclinées soient liquidées sans autre adieu, et nous souhaitons que leurs actifs nous soient restitués et à notre contrôle en tant que créanciers prioritaires et préférentiels.

Nous souhaitons qu'ils soient partis, pour notre bien et pour la vie et la paix sur cette planète.

Il n'y a pas non plus de pouvoirs municipaux et de pouvoirs territoriaux qui puissent s'opposer à la souveraineté de nos États; tous les cinquante d'entre eux sont officiellement inscrits comme États à part entière de l'Union depuis le premier octobre 2020.

De même, aucun pouvoir délégué ne peut s'opposer aux pouvoirs de l'autorité délégante. Nous avons republié nos lettres patentes souveraines le 4 novembre 2015.

Tout notre travail a été accompli de manière par dessus bord, clairement indiqué en anglais; tout a été réalisé avec une procédure régulière, a été entièrement divulgué au monarque britannique, au lord-maire de la ville intérieure de Londres, au Saint-Siège, aux secrétaires d'État des États-Unis et au secrétaire général des Nations Unies, afin que personne n'ait à se plaindre, alléguer tout acte répréhensible ou soupçonner tout intérêt personnel indu de nos parties.

Plus important encore, notre travail a été accompli sans malveillance, vengeance ou recherche de blâme; aussi doloires et injustes que de nombreuses circonstances l'ont été, nous avons gardé notre vision axée sur le règlement pacifique et légal des problèmes et des dettes.

Nous pensons que notre gouvernement légitime a de nombreuses réponses et moyens pour guérir les ravages que le Royaume des mensonges a infligés, et comme nous nous sommes souvenus de l'histoire et avons appris de nos erreurs, nous n'avons aucune obligation de les revivre.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

2 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

70. dette nationale et fraude des Nations Unies

La fraude à la dette nationale et la fraude des Nations Unies

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Nous avons déjà révélé exactement comment et pourquoi il n'y a en fait pas de dette nationale, seulement des présomptions juridiques artificielles et malhonnêtes et une comptabilité bidon.

L'ensemble des efforts visant à créer l'apparence d'une dette nationale est à son tour lié à la fraude en matière de faillite nationale par laquelle les dettes des sociétés et de leurs franchises sont déversées sur le dos du peuple américain, et le motif de profit supplémentaire semble être enraciné dans facturer des intérêts sur la dette nationale inexistante.

Il n'y a pas de dette nationale appréciable possible car dans un système de crédit de dette, toutes les transactions sont des transactions à somme nulle. Le jeu joué entre les employés municipaux et les employés territoriaux a été de supposer qu'il ne reste plus de véritables Américains non citoyens et que les employés municipaux accumulent toute la dette, tandis que les employés territoriaux accumulent tout le crédit.

Ceci est entièrement artificiel et frauduleux. Les employés fédéraux représentent au maximum 15% de la population. Ils ne tiennent pas compte de l'économie de ce pays, et leur existence en tant que deux populations étrangères ici sur notre sol ne peut pas être commodément divisée en deux camps à des fins de fausse déclaration financière et de fraude.

À l'exception des employés du gouvernement fédéral qui rejettent délibérément leur identité en tant qu'Américains des États de l'Union et qui acceptent sciemment et volontairement la double nationalité fédérale dans des conditions de divulgation complète --- et ceux qui ne sont pas américains des États de l'Union pour commencer, il n'y a pas possibilité d'une telle séparation de la dette du crédit dans notre économie nationale.

Ces fausses présomptions ont sapé tout le sens et le but des accords de Bretton Woods et représentent la collusion entre les deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, qui appartiennent en dernier ressort au pape, pour promouvoir une accumulation

d'enrichissement injuste d'un côté de l'équation et de la dette insurmontable de l'autre, plus les intérêts.

Lorsque la dette devient suffisamment engraisée, les soi-disant «faillites nationales» se produisent, mais comme nous l'avons vu, aucun gouvernement souverain de l'histoire du monde n'a jamais été éligible à la protection contre la faillite.

Donc, ce qui se passe réellement, c'est que ces deux sociétés municipales complices déchargent tous les bénéfices de leurs activités sur la British Territorial Municipal Corporation, et tous les coûts de leurs activités sur la City-operated Municipal Corporation --- qui sont ensuite déchargés en faillite, avec le peuple américain présumé être les garants soutenant toutes ces dettes d'entreprise.

Il y a beaucoup de présomption en cours ici et toutes ces présomptions sont frauduleuses, intéressées, artificielles et en violation de la confiance.

Une telle faillite depuis 1863 s'est produite dans des conditions de fraude et de non-divulgateion, et des montants inimaginables de valeur monétaire et de ressources naturelles et de travail ont été détournés de ce pays.

Pendant ce temps, les intérêts facturés sur la dette nationale inexistante sont augmentés pour générer des liquidités et des flux de trésorerie prêts pour les mêmes auteurs et leurs banques.

Le tout, l'ensemble de la dette nationale concoctée et les montagnes d'intérêts qui lui sont appliquées, est ensuite utilisé pour salir les victimes et les convaincre de payer de plus en plus d'impôts.

L'une des conséquences du Congrès territorial assumant le pouvoir de conférer la citoyenneté municipale aux anciens esclaves des plantations noires, puis utilisant les mêmes fausses présomptions à tout le monde, a été l'inculcation d'une forme d'esclavage du secteur public dans laquelle ces deux sociétés municipales complices conspirent pour déformer leurs employeurs et s'emparer d'eux et de leurs successions en tant que biens mobiliers valables pour le paiement de leurs propres dettes.

Ainsi, nous sommes traités au spectacle du Congrès territorial, qui n'a pas le pouvoir de faire une telle chose, élevant son propre "plafond de la dette". Imaginez un groupe d'entrepreneurs tordus lâchés avec le chéquier et les cartes de crédit de leur employeur en main - et imaginez en outre que ces entrepreneurs pensent qu'il n'y a aucune possibilité qu'ils soient jamais capturés et traduits en justice? Imaginez qu'ils ont un crédit pratiquement illimité et peuvent simplement continuer à augmenter leur limite de crédit à l'infini? Et puis vider la dette qui en résulte sur les travailleurs pauvres?

L'esclavage sous tout autre nom ou pratique trompeuse de la fraude en col blanc est toujours un asservissement; et, que cet asservissement existe dans le secteur privé ou public, c'est toujours un cancer de l'esprit et du cœur qui détruit la valeur de l'humanité et de la vie elle-même.

Nous avons déjà tout vu et nous n'avons ni envie ni besoin de le revoir. Les prétendues gloires de Rome ont été construites sur le travail des esclaves.

Peu importe ce qu'ils font, peu importe combien de temps ils retardent leurs aveux et peu importe combien de temps ils retardent le paiement - le paiement réel - de leurs dettes, les membres des congrès territoriaux britanniques continuent de s'étendre de grandes cuillerées de notre crédit et du crédit de tous les autres pays et personnes qui ont eu le malheur d'être touchés par cette fraude grotesque qui s'étend dans le monde.

Nous n'approuvons pas ces crédits de notre crédit, ni ces présomptions de contrat, nous n'acceptons aucune offre d'occupation militaire illégale et illégale, ni aucune conséquence de ces fraudes; nous n'assumons pas les dettes non consensuelles de ces sociétés municipales et nous ne reconnaissons aucun rôle valable pour leur leadership lié à nos terres, nos sols et nos ressources physiques.

Nous souhaitons que toute présomption d'un intérêt de confiance municipal ou d'un intérêt de confiance territorial en nous et nos biens soit libérée et dissoute; notre gouvernement légal est en session et son temps passé pour que tous les prétendants disparaissent comme la méchante sorcière de l'Ouest, avec un sifflement et une bouffée de fumée, pas une offre d'Armageddon.

Nous souhaitons donc également la fin de toute hypothèse d'intérêt de confiance similaire pour le CORP de l'ONU, ses successeurs ou ses attributions. Nous sommes conscients du don généreux de Jimmy Carter de nos certificats de naissance purlain au FMI et des efforts vénaux ultérieurs pour en tirer profit, cependant, dans ce cas, M. Carter n'était pas propriétaire des esclaves. Les esclaves le possédaient.

Il a vendu, donné ou troqué un intérêt sur des personnes et des biens qui ne lui appartenaient pas, et il a agi en violation flagrante de la confiance et en violation des contrats de service qui lui permettent, ainsi qu'à des hommes comme lui, d'être même ici sur nos côtes.

Quelle partie de la «loi suprême du pays» reste à mal comprendre?

De même, tous les efforts ultérieurs des présidents des sociétés municipales territoriales et appartenant à la ville pour donner notre population à des fins lucratives et nous dénaturer en tant qu'apatrides à gagner, sont nuls pour fraude et de nombreux autres crimes contre l'humanité.

Ainsi, nous revendiquons la propriété de nos propres terres et sols, notre propre intérêt national, notre propre avenir, nos propres actifs et notre identité libérée de toute fausse présomption légale autrement.

Nous ne sommes pas endettés envers ces sociétés; ils nous sont redevables et nous doivent plus que de l'argent. Ils nous doivent du travail et du sang. Ils nous doivent nos fils et nos filles, nos innocents en proie et notre santé qui a été délibérément minée et compromise par leurs folles tentatives de profiter d'eux-mêmes et de gagner un contrôle encore plus coercitif sur les habitants de cette planète.

Nous respectons notre alliance de 1858 avec le peuple russe et n'avons aucune querelle avec le peuple chinois qui a été ciblé pour la conquête économique et culturelle par les mêmes auteurs qui ont constamment diabolisé d'autres nations à des fins lucratives, tout en agissant en fait comme les démons eux-mêmes.

Sinon, comment l'Amérique a-t-elle été diffamée, mise en place et blâmée pour le comportement flagrant et incontrôlé de ces sous-traitants?

Ils nous doivent notre bon nom parmi les nations. Ils nous doivent notre réputation endommagée.

Comment se fait-il que les officiers de cabinet de Turquie puissent dire que "Tout le monde déteste les Américains!" quand les Américains ont été victimes du même fléau de pirates et de vipères importés de Londres et de Rome?

On nous a menti, utilisé, maltraité, dépouillé d'actifs, accablé par des dettes odieuses, échangé comme des marchandises, usurpé l'identité, délibérément démoralisé et abruti dans la tradition de conquête romaine classique par nos propres employés grossièrement mal dirigés. Nous avons été créés en tant que Fall Guys, les boucs émissaires et les détenteurs de dettes du monde par nos propres employés et les auteurs pensent qu'ils peuvent s'en tirer en se cachant derrière le voile d'entreprise?

C'est un principe primordial du droit ecclésiastique et de la juridiction de l'air que le pape a à la fois le droit --- et le devoir --- de liquider ou de disposer d'une autre manière de toute société prise dans des activités illégales. Cette norme a été établie contractuellement et ne peut être annulée par de simples présomptions ou affirmations de légalité.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

5 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

71. vol d'identité national

Le programme national de vol d'identité

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons décrit en termes généraux les nombreux régimes de substitution qui ont été impliqués dans la mauvaise administration de notre gouvernement à partir de 1860.

(1) Abraham Lincoln a substitué son poste privé à titre de «président» d'une société d'État britannique faisant des affaires sous le nom de «États-Unis d'Amérique, incorporé» au bureau public du président des États-Unis d'Amérique.

(2) Les organisations commerciales territoriales britanniques se sont substituées aux États-Unis, tels que l'État de New York, et ont poussé les gens à créer de nouvelles constitutions de l'État d'État sous la couleur du droit et de la force des armes pour accélérer ce régime.

(3) Les États étaient appelés "États confédérés" et plus tard simplement déformés en tant qu'États.

Partout, les responsables de ces crimes et usurpations se sont efforcés de dire que ces fraudes étaient connues et que notre population acceptait volontairement ces changements et d'autres au mépris flagrant de notre propre intérêt.

Nous avons cherché longtemps et durement à trouver des preuves que ces changements et d'autres ont été annoncés et entièrement divulgués et acceptés par le grand public; aucune campagne éducative de ce type n'est en preuve, ni aucune preuve d'un référendum public ou d'un processus électoral similaire. Toutes ces nouvelles définitions ont simplement été imposées au grand public à leur insu ou sans leur consentement.

Ce processus de redéfinition, de réétiquetage et de substitution s'est produit dans différentes circonstances et décennies avant ce qui s'est passé en Australie et dans d'autres pays, mais nous pouvons observer le même processus au travail et les mêmes méthodes utilisées pour tromper le public et permettre aux forces territoriales britanniques de usurper les gouvernements légaux dans tout le Commonwealth et plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, la même chose a été faite aux pays européens occupés et au Japon.

Dans tous les cas, ces substitutions ont abouti à National IdentityTheft. Les auteurs de la Corporation municipale responsables ont obtenu un accès non autorisé au crédit appartenant aux

gouvernements légaux, et les banques complices l'ont accepté.

Tout cela se traduit par le même processus exact de vol d'identité par usurpation d'identité que les pirates modernes de cartes de crédit utilisent pour accéder à un crédit qui ne leur appartient pas. Le pirate fait semblant d'être le titulaire du compte, et jusqu'à ce que le voleur soit attrapé, s'en tire en accusant tout ce qu'il veut contre le compte de la victime.

De la même manière, la Scottish Commercial Corporation faisant affaire sous le nom de "États-Unis d'Amérique" --- Incorporated, a usurpé l'identité de notre Fédération des États et a obtenu un accès non autorisé et illégal à nos comptes de crédit.

Au fil de l'histoire, nous constatons que notre Fédération des États ne devait jamais de dettes et que même les dettes de la République fédérale ont été entièrement remboursées par l'administration d'Andrew Jackson, laissant ce pays et son sous-traitant fédéral américain sans dette à partir de 1837.

Nous étions également dangereusement à la dérive, principalement parce que ses politiques budgétaires étaient aussi saines que ses politiques budgétaires, notre septième président était un homme relativement ignorant. Andrew Jackson a embrassé Tory Democracy - le même parti politique qui devait lancer Benjamin Disraeli au pouvoir en Grande-Bretagne - et le même parti qui était responsable de l'émancipation universelle.

Bien que les victimes ne puissent pas le savoir, l'émancipation qui leur était offerte était identique à l'émancipation des entreprises.

Comme nous l'avons vu, bien que l'émancipation et le droit de vote semblent être une bonne chose, il s'agit en fait d'une dégradation non divulguée du statut politique.

Les personnes qui se sont inscrites pour voter ont perdu leur capacité d'agir en tant qu'électeurs et ont semblé donner volontairement leurs services et leurs biens immobiliers au gouvernement territorial britannique qui était déjà organisé comme une démocratie; ils sont également devenus des sujets de la reine.

C'est ainsi et pourquoi des générations d'écoliers américains ont appris que leur pays est une démocratie - alors que ce n'est pas le cas. C'est pourquoi vous entendez des politiciens à Washington, DC, bavarder sans cesse sur leur démocratie et leurs menaces pour notre démocratie, etc.

Rien de tout cela n'a jamais été divulgué aux victimes, rendant toutes ces relations et obligations présumées nulles et non avenues faute de divulgation.

Il n'y a pas de démocratie américaine. Il n'y a qu'une démocratie territoriale britannique agissant en tant que sous-traitant d'une société municipale de notre gouvernement américain.

Comme le berceau arraché impliqué dans les escroqueries de Dead Baby, l'enregistrement des électeurs et les escroqueries de la démocratie américaine visent tous le vol d'identité et la conversion illégale et non divulguée du statut politique et de la propriété des actifs.

Notre gouvernement américain est et a toujours été de nature républicaine, et ce n'est une référence à aucun parti politique; c'est une référence à la structure et au type de gouvernement que le peuple américain pratique et ordonne - avec notre gouvernement à tous les niveaux chargé de servir et de protéger les droits et les biens des individus, pas des personnes.

La démocratie vise l'égalité au détriment de l'individu, tandis que les États républicains adoptent l'égalité devant la loi et protègent l'individu.

C'est la démocratie territoriale britannique et ses États-Unis. Citizenry qui a été responsable des conflits mercenaires quasi constants que les États-Unis. Les services armés sont impliqués, et cela a été caché au peuple américain et au reste du monde pendant des décennies.

Les habitants de ce pays et, en effet, même les hommes et les femmes employés par ces services, ne savaient pas qu'ils étaient employés à titre mercenaire - et qu'ils se battaient sans cesse - non pas pour la liberté ou pour une cause juste, mais pour le gain commercial et les intérêts commerciaux de ces sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia.

De plus, par des pratiques de redéfinition plus pratiques et plus égoïstes, le sens du mot "défense" a été joué, de sorte qu'il est méconnaissable de son intention et de sa signification dans les Constitutions fédérales, où il signifie clairement et sans équivoque la défense de ce pays, pas la défense de leurs sociétés.

Des milliards de dollars et des millions de vies ont été dépensés au cours des 160 dernières années et plus, nous défendant prétendument dans des endroits comme le Mali et la Bosnie qui ne représentaient aucune menace pour nous, mais qui représentaient des menaces ou des avantages d'une certaine sorte pour les intérêts commerciaux de ces sociétés criminelles. Sociétés municipales.

Nous devons être très clairs sur qui sont les propriétaires réels et dont la défense est sous contrat et exactement ce que cela signifie. Ce sont nos frontières et la sécurité de nos États et de nos citoyens qui sont sous contrat, ni plus ni moins. Toutes les autres dépenses que ces escrocs se sont appropriées illégalement et illégalement, et qu'ils ont utilisées à d'autres fins non contractuelles et non consensuelles sont logiquement leurs coûts de faire des affaires et n'ont rien à voir avec nous.

Nous ne devons pas être blâmés ni inculpés pour l'opportunisme et la criminalité de ces sous-traitants, et nous ne devons pas nous confondre avec eux dans l'esprit du public dans ce pays ou ailleurs. Il en va de même pour le sous-traitant municipal géré par la ville.

Pas de cachette derrière nos jupes. Nous n'avons pas approuvé et nos contrats ne permettent pas l'invasion de la Libye, de l'Irak ou de tout autre pays. Nous n'avons garanti aucun pouvoir de guerre à ces sous-traitants pour agir en notre nom dans des juridictions internationales ou mondiales, et nous ne nous attendons pas à ce que nos bons noms soient traînés dans la boue ou que notre crédit soit utilisé pour financer la violence et l'opportunisme commercial.

Peu nous importe depuis combien de temps nous dormons, faisant confiance à ces yahoos pour faire leur travail et suivre leurs contrats; la fraude et l'abus de confiance n'ont pas de délai de prescription pour les poursuites et les entités souveraines n'ont aucune obligation de faire rapport

à leurs employés.

Le travail de ces sous-traitants municipaux est de défendre notre terre et notre peuple et rien d'autre; ils ne sont pas chargés de défendre leur propre intérêt commercial à nos dépens.

Ces sociétés municipales et leurs opérations sont sans équivoque la responsabilité des autres directeurs impliqués dans leur création et leur administration, et en fin de compte, ces deux sociétés municipales appartiennent au pape, qui a le droit et la responsabilité, en vertu de la loi ecclésiastique, de liquider ces sociétés pour s'engager dans des activités illégales, illégales et immorales.

Nous souhaitons que les sous-traitants municipaux et les banques soient tenus responsables et que les actifs qui sont légalement les nôtres soient restitués à notre administration sans autre excuse ni obscurcissement.

Nous souhaitons que le crédit provenant de nos actifs, y compris notre travail, nous soit rendu et à notre administration sans autre excuse ni obscurcissement.

Nous souhaitons une comptabilité compétente séparant les dettes privées de ces sociétés municipales de nos frais de service public.

Nous souhaitons que les faillites de ces sociétés municipales fassent l'objet d'une enquête pour fausse déclaration frauduleuse et dépouillement d'actifs antérieur.

Nous souhaitons que les banques qui ont permis à ces sociétés municipales privées d'utiliser nos comptes sans notre autorisation et qui ont servi à bloquer notre propre accès à nos actifs et à notre crédit, soient complètement rééduquées et redirigées --- et liquidées comme complices s'ils ne réforment pas immédiatement leurs opérations.

Nous souhaitons que toutes les présomptions légales contre notre peuple et contre nos intérêts matériels et intellectuels en matière de propriété soient abandonnées et que des preuves tangibles de contrats de citoyenneté étrangère connus, volontaires, volontaires et pleinement divulgués soient inscrites au dossier de preuve public du tribunal dans toutes les affaires judiciaires. impliquant des Américains des États-nations de l'Union appelés États-Unis.

Nous souhaitons que les contrats susmentionnés et toute preuve de leur validité et de leur existence soient présentés en copies complètes, complètes et correctes à tout Américain né dans les États de l'Union ou ayant été naturalisé dans ce pays sans exception, et présenté à nouveau chaque fois que ces personnes sont adressées par un tribunal étranger pour quelque raison que ce soit.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

12 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

72. vol d'identité au niveau national

Vol d'identité au niveau national

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons détaillé les moyens utilisés pour convertir illégalement le statut politique et l'identité des Américains par les deux sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia.

Le sous-traitant territorial britannique a commencé le processus dans les années 1920, avec la Shepherd-Townsend Act, apparemment adressée uniquement aux États-Unis. Citoyens, mais appliqués grossièrement et sans discrimination à tous les Américains sans divulgation et sans instruction et sans recours.

Une fois que les Américains ont été illégalement convertis via l'enregistrement au statut de Territoire britannique américain. Citoyens, leur succession est devenue soumise à l'intérêt public établi par la Cestui Que Vie Act de 1666, et les membres de l'Ordre des avocats agissant en tant qu'agents étrangers non déclarés représentant la participation du roi britannique dans le domaine qui lui a été attaché, ont émis des titres dessus et l'ont utilisé comme garantie sous réserve de l'hypothèque de la dette en vertu de la loi sur l'amirauté.

Les auteurs britanniques ont reçu le crédit ainsi généré pour leur propre bénéfice et pour le bénéfice du monarque, sans considération pour les Américains qu'ils usurpaient de l'identité et dénaturaient - mais à qui ils devaient en fait un "service de bonne foi". Ils ont délibérément et illégalement échappé à leurs propres obligations en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique en dénaturant et en enregistrant illégalement des bébés américains en tant que territoires britanniques des États-Unis. Citoyens.

Le sous-traitant municipal géré par la ville a suivi sa propre version beaucoup plus ancienne du même régime, établissant un intérêt dans les domaines des victimes en supposant l'existence d'un jumeau décédé représenté par les documents de la post-naissance, attribuant le nom et la succession à ce défunt " frère "ou" sœur ", et s'attaquant à la succession pour enfants décédés qui en résulte via l'utilisation de tribunaux d'homologation municipaux étrangers.

Dans les deux cas, les sous-traitants ont géré un programme Executor de Son Tort basé sur le vol d'identité ou la substitution d'identité, pour contrôler les avoirs des victimes et obtenir des moyens d'extraire à la fois des actifs et des crédits des victimes à leur insu ou sans leur consentement.

Cela a été fait en violation de plusieurs accords majeurs de séries de traités, y compris les traités de Versailles et de Paris, au moins deux grandes conventions internationales - les Conventions de La Haye et de Genève - que les sous-traitants ont signées, respectivement, et leurs constitutions respectives qu'ils ont éludées en modifiant secrètement le statut politique de leurs victimes. Cela est également contraire à la loi ecclésiastique qui exige que les sociétés opèrent légalement.

Ces sociétés municipales, leurs franchises et leurs agences ont utilisé les programmes de conversion illégaux qui précèdent pour soutenir et financer une multitude d'autres activités criminelles: guerres mercenaires à but lucratif, usurpation d'identité, traite des êtres humains, fraude réglementaire, privation de droits sous le couvert de la loi, presse -ganging, enlèvement, piraterie intérieure, fraude devant les tribunaux, complot contre les constitutions, affranchissement non divulgué, imposition illégale de titres --- qui sont tous des activités illégales, racket, extorsion, faux témoignage, grand larcin, piraterie en haute mer, violation flagrante de la confiance, corsaire, conversion illégale, détournement, fraude bancaire, contrefaçon, violation des contrats de service, violation des traités et conventions solennels, et plus récemment, génocide de gros à but lucratif.

Dire que les choses sont devenues incontrôlables serait un euphémisme flagrant et la nécessité de réparer ces torts est explicite.

Nos revendications et nos demandes de réparation, de guérison et d'entretien complets, ainsi que l'avis de notre position devant le Dieu vivant ont tous été servis, ont fourni une procédure régulière et ont été guéris dans les trois juridictions principales. Nos revendications présentées ici sont documentées à l'échelle internationale depuis plus de deux décennies, tout comme les affirmations de Lord Ivan Talbot, Hereditary Lord High Steward of England, Ireland, Scotland, and Wales, qui, à peu près au même moment et comme nous, s'est rendu compte que les juridictions foncières et pédologiques de ces pays avaient été libérées en violation des fiducies sacrées et des accords dus aux personnes vivantes.

Des actes répréhensibles supplémentaires et similaires ont eu un impact sur les membres de l'ancien Commonwealth britannique, représentés ici par l'Australie, et des pratiques illégales et immorales similaires ont conduit à l'occupation et au profit illégaux et prolongés dans les dix-sept pays d'Europe occidentale occupés à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Japon, Corée du Sud, Irak, Libye, et d'autres pays qui ont également subi des attaques et une occupation illégale par des forces mercenaires non divulguées du ou des gouvernements territoriaux britanniques opérant en tant que sociétés municipales et battant des drapeaux du titre IV que nous revendiquons tous de la part de l'Union postale universelle.

Que cela serve de préavis que nos sièges de gouvernement ne sont jamais tombés et que nos drapeaux de titre IV ont été maltraités à des fins non autorisées, illégales et immorales par les sociétés municipales incriminées et leurs franchises commerciales.

Nous devons la liquidation immédiate et / ou la déchéance de ces délinquants et de leurs franchises commerciales respectives en tant qu'actifs réquisitionnés illégalement par des puissances étrangères et des intérêts commerciaux opérant sous la couleur de la loi, et en tant que sociétés opérant illégalement et dans des conditions de secret pendant des décennies pendant lesquelles des centaines de millions de personnes ont été fraudées et blessées.

Nous joignons des copies de la revendication de Lord Ivan Talbot au nom du peuple vivant de Grande-Bretagne, publiée en 1999 et continuellement mise à jour.

<https://annavonreitz.com/lettertoqueendeclaringagency.pdf>

Nous renvoyons également la réclamation de Dick Yardley concernant l'Australie déjà présentée, ainsi que les accusations soumises par le membre du Congrès Louis T. McFadden, coprésident du House Banking Committee, au House Judiciary Committee du Congrès des États-Unis en 1934, qui sont toujours en instance et qui ont été ignorés et n'ont pas été appliqués par trois générations d'imposteurs présumant faire fonctionner notre gouvernement en tant que sociétés municipales étrangères.

<https://annavonreitz.com/writdeclaringagency.pdf>

Au nom d'environ 320 millions d'Américains qui ont été illégalement et illégalement privés de leurs droits et de leurs biens par des processus d'enregistrement non divulgués et environ deux milliards de personnes vivant dans d'autres pays qui ont été également fraudées et blessées par tous les précédents ainsi que par le génocide actuel -à but lucratif engendré par ces sociétés municipales, nous appelons le Pape et la Cour de chancellerie du Vatican et la loi ecclésiastique à accomplir les actions nécessaires pour retirer ces fictions de nos yeux.

Veillez consulter les affirmations enregistrées et publiées de Lord Talbot.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652
29 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

73. fraudes nationales à la confiance

Les fraudes du National Trust

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Les fiducies sont essentiellement des contrats dans lesquels une personne, le donateur, confie des biens immobiliers d'une sorte, matériels ou immatériels, à un fiduciaire, qui est obligé d'agir conformément aux instructions du donateur établies verbalement ou par écrit Trust Indenture, soit au nom du donateur en tant que bénéficiaire visé ou tiers destiné à être le bénéficiaire de la fiducie.

Les fiducies sont parmi les plus anciennes formes de structures commerciales constituées et ont été utilisées pendant les croisades pour protéger et transmettre les biens des croisés en leur absence. Ces fiducies testamentaires ont établi un dernier testament et un testament concernant la distribution des biens immobiliers au cas où le propriétaire serait tué à l'étranger ou ne reviendrait pas dans un nombre d'années stipulé.

Que se passe-t-il cependant lorsqu'une fiducie n'est pas établie et que le propriétaire décède --- en fait, ou par présomption légale --- sans testament? Ensuite, le roi ou toute autre autorité ayant des intérêts acquis devient le fiduciaire et a le contrôle de la propriété et les tribunaux ont le droit de distribuer les actifs comme bon leur semble.

Nous avons appelé cela un «intérêt public» dans la propriété privée, mais lorsqu'un souverain, tel que le monarque britannique, agit à titre privé «comme» l'intérêt public, cela a le même effet de promouvoir une fiducie non consensuelle intérêt qui est simplement présumé exister.

Cela ouvre aux tribunaux la possibilité d'agir de manière abusive et contraire aux intérêts des propriétaires réels, une situation si courante en France à un moment donné, que les officiers de justice sont devenus connus sous le nom de "Executors de Son Tort" --- Executors sans droit ou faire être des exécuteurs.

Imaginez que cette situation s'applique non seulement à des centaines de millions de personnes vivantes, mais aussi à leurs nations et pays?

C'est précisément ce qui s'est passé.

Les escroqueries pour bébés morts - toutes les deux - entraînent la déclaration des victimes légalement mortes et intestat, c'est-à-dire sans laisser de testament. Cela laisse ensuite les tribunaux les mains libres pour sonder la succession et pour les officiers de justice d'agir en tant qu'exécuteurs de Son Tort en faveur du roi ou du pape ou d'un autre principal qui aurait un intérêt dans les domaines qui en résultent.

Dans le cas de notre pays, les États-Unis, notre gouvernement est resté silencieux à la suite de la guerre civile américaine, et nos sous-traitants étrangers, ici pour fournir des "services essentiels" en vertu des stipulations de nos contrats de Constitution fédérale et des traités sous-jacents, ont pris pleinement avantage de notre interrègne.

Ces prestataires de services gouvernementaux étrangers ont affirmé être investis des pouvoirs d'urgence et ont prétendu nous représenter en notre absence. Ils ont transféré les avoirs de nos États dans des fiducies d'État qu'ils contrôlaient, et les directeurs étrangers ont présumé la tutelle et ont créé leurs propres tribunaux sur notre sol, où leurs officiers de justice ont depuis agi en tant qu'exécuteurs de Son Tort.

En fait, notre gouvernement n'est jamais "décédé" et, à l'exception d'être réprimé par les entrepreneurs intéressés, est resté actif s'il n'est pas informé et confus; nous avons continué à fonctionner au niveau international et avons appelé nos États en session pour faire des affaires.

En fait, aucun enregistrement valide et entièrement divulgué de notre population générale n'a eu lieu et aucune circonstance n'est apparue qui pourrait justifier l'existence de centaines de millions de fiducies immobilières présumées à exister et de dérivés de toutes sortes, tous soumis à des étrangers pouvoirs et systèmes de droit étrangers, mais étant commodément exploités pour nous et sous nos noms, à la fois en tant qu'individus et au «nom de» notre pays.

Toute cette fraude et présomption non étayée et non divulguée ont été opérées contre nous par des juristes étrangers pour la location agissant en tant qu'exécuteurs de Son Tort --- tout cela est extrêmement illégal et cause de la liquidation / confiscation des sociétés mères et de leurs franchises et actifs administratifs.

En fait, il n'y a pas d'accord contractuel ou par traité autorisant l'existence d'un tribunal d'homologation n'importe où à l'intérieur des frontières physiques de nos États de l'Union, et il n'y a aucune disposition pour l'existence de tribunaux militaires généraux, parfois appelés tribunaux spéciaux d'amirauté, n'importe où à l'intérieur des frontières de nos États.

Que ces tribunaux aient été gérés en tant que tribunaux fédéraux «de district» ou tribunaux de «État d'État» est sans importance, car tous ces éléments ont été gérés par l'une ou l'autre des organisations mères de la Corporation municipale exploitant les tribunaux de district, puis exploitant également l'«État de Les tribunaux d'État en tant que franchises obligent d'obéir aux sociétés municipales mères.

Au cours de toutes ces années, nous, les citoyens de l'État et notre Fédération des États, n'avons jamais été informés de ce que nos anciens sous-traitants fédéraux ont supposé à notre sujet, ni des mesures qu'ils ont prises dans notre prétendue "absence".

Toute cette intrigue européenne et cette fraude légaliste ont été une surprise importune et constituent une violation évidente des obligations de confiance et contractuelles des autres directeurs et également des sociétés municipales exploitées par les directeurs en tant que prestataires de services sur place.

Tous ces State Trusts opérés comme, par exemple --- l'État de Virginie [Trust], l'État du Wisconsin [Trust], le New York [Trust] ... doivent être dissous en faveur de nos États et de leurs assemblées d'État, opérant simplement comme Virginie, Wisconsin, New York, etc.

Ce sont tous des actifs de l'État américain et devraient être sous le contrôle de l'État américain.

Le fait que les victimes aient été maltraitées de cette manière par des amis et des alliés qui leur doivent "un bon service de foi" est en effet choquant et criminel et nous souhaitons un recours simple et rapide, tout d'abord en mettant toutes les opérations en conformité avec nos traités et contrats de service. , et deuxièmement, libérer nos actifs à notre propre contrôle sans autre présomption légale ou supposition intéressée.

Nous souhaitons amplement de temps et de paix pour régler ces problèmes et parvenir à un règlement honorable et équitable, ainsi qu'une comptabilité appropriée du statut politique que les gens choisissent lorsqu'ils sont pleinement divulgués.

Nous notons que des violations similaires de la confiance se sont produites en Grande-Bretagne et dans l'ancien Commonwealth et que des moyens similaires ont été utilisés dans toute la sphère d'influence occidentale pour autonomiser et glorifier les sociétés criminellement inclinées au détriment des hommes et des femmes vivants.

Il est clair dans les archives publiques qu'aucun de nous et aucun de nos pays et aucune de nos nations n'ont accepté d'être gouvernés par des sociétés municipales et / ou commerciales intéressées. Toute supposition contraire est injustifiée et non prise en charge.

Il est grand temps que ces erreurs soient corrigées et que la Curie romaine, le Pape, l'administration de la ville intérieure de Londres, le monarque britannique et tous les autres responsables de ce mess acceptent les responsabilités qui vont avec les droits établis à la fois en droit international et le droit ecclésiastique.

Nous souhaitons que tous les intérêts immobiliers naturellement dévolus aux noms, identités et âmes de nos peuples respectifs et de nos pays soient pleinement reconnus et honorés en tant qu'intérêts patrimoniaux qui nous appartiennent et non à aucun prestataire de services incorporé.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

16 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

74. fraude néo paganiste

La fraude néo-paganiste

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Face à la nécessité de payer leurs propres dettes, les pouvoirs territoriaux et les sociétés municipales responsables de ce mess, ainsi que leurs directeurs, ont essayé toutes les excuses et arnaques possibles et la phase finale, y compris le changement de religion, dans leurs efforts pour éviter leurs obligations en vertu de la loi ecclésiastique.

Les changements volontaires entrepris par les Parties pour contracter ne les libèrent pas de leurs obligations antérieures.

Le roi George III a évité ses obligations conventionnelles envers les Indiens du Delaware et de Lenape en étant vaincu dans la guerre d'indépendance. Cette "défaite" a permis aux anciens colons d'ouvrir tout le continent à un règlement européen sans que les obligations conventionnelles du roi ne fassent obstacle. Le roi et les colons, plus particulièrement, le cousin du roi, George Washington, en ont profité généreusement --- aux dépens des Indiens.

Parfois, même une incapacité involontaire artificielle à exécuter un contrat libère l'Obligée, au moins par obligation directe, bien que nous soutenions qu'en vertu du droit international, le roi George III et ses successeurs doivent toujours au Delaware et à Lenape un règlement conventionnel très substantiel en or.

Cela dit, changer sa religion, ou son apparence de religion, est un choix entièrement personnel et volontaire, un choix qui ne modifie en rien les obligations contractuelles préexistantes ou tout contrat conclu avec l'apparence de la bonne foi.

Même si les auteurs affirment qu'ils ont toujours été des menteurs, nous n'aurions eu aucune raison de savoir que face à leur usurpation d'identité experte des révéléteurs de la vérité --- et le défaut et la fraude sont, encore une fois, sur eux.

Nous notons que lorsque le roi Philippe le Bel et le pape Clément V ont accusé les Templiers d'hérésie et détruit l'Ordre, cela a eu pour effet pratique d'utiliser la religion comme excuse pour effacer une dette très importante envers les Templiers.

Tout au long de l'histoire, diverses autres excuses pour attaquer les créanciers prioritaires ont été utilisées --- tout, de l'infidélité conjugale au régicide et aux faux drapeaux de toutes sortes --- mais

la religion a été utilisée dans les exemples fournis par les gnostiques, les albigensiens et les templiers, et tente de nier les dettes actuelles qui utilisent la religion comme excuse pour ne pas payer --- bien que, d'une manière légèrement différente.

On nous donne à comprendre que la famille royale en Grande-Bretagne et la plupart des Royals à travers l'Europe réclament maintenant une conversion étonnante, et se révèlent être des dévots de la déesse noire et de Baphomet, et en général, des acolytes servant le père de tous les mensonges.

Ce changement de religion a été annoncé via l'utilisation de signes, pas de mots, et d'actions, pas de déclarations.

Nous avons lu ce changement dans les concours exposés aux Jeux olympiques de Londres, aux Jeux du Commonwealth et ailleurs. Nous l'avons vu dans la reconstruction de la Grande Porte du Temple Balbek à Rome. Nous l'avons vu sous la forme de Klaus Schwab dansant vêtu d'un g-string et d'un tutu de fée rose. Nous l'avons vu dans l'attention absurde accordée à la LGTBQ et à tout autre intérêt spécial cherchant à normaliser toutes les formes possibles de libertinisme sexuel et d'abus. Nous l'avons vu lors du récent couronnement du roi Charles III et de la prestation d'allégeance du Parlement.

Ils espèrent que cette ridicule mascarade d'hypocrites les excusera de devoir payer les dettes qu'ils ont accumulées en tant que monarques "chrétiens" et leur fournira de nouvelles Personas qui leur permettront d'exercer toute la gamme de leur dépravation sans excuses.

Bien que cette révélation explique leur guerre, leurs mensonges, leur cruauté, leur perversion sexuelle, leur élitisme déplacé, leur maladie mentale et en général, le mal qu'ils ont pratiqué pendant des siècles de l'histoire principalement européenne, cela ne change pas le grand livre ni leurs obligations contractuelles.

Aucun banquier sensé n'a d'excuse pour les financer ou leurs nouveaux efforts, notamment le génocide planétaire et le féodalisme d'entreprise.

Aucune société membre du Forum économique mondial, aucune banque du système de banque centrale et aucune société militaire ou payeur constitué en société n'a de raison ou de droit d'être payé ou de payer un autre centime
--- jusqu'à ce que les véritables intérêts de propriété soient satisfaits.

Dans le domaine de la loi ecclésiastique, il est du droit et de la responsabilité uniques de la Cour de chancellerie du Vatican de prendre des dispositions sur les intérêts immobiliers relevant de la juridiction de l'air, qui comprend la propriété intellectuelle et les biens appartenant à des sociétés.

Les sociétés municipales et territoriales incriminées ont usurpé l'identité des personnes vivantes dans tous les pays qu'elles ont occupés, dénaturant les vivants en tant que sociétés - personnes morales fictives et ESTATES; ils ont développé une raquette de confiance complexe qu'ils ont utilisée pour frauder leurs victimes de leurs droits de naissance --- y compris leurs bons noms, leur substance, leurs biens physiques et leur propriété intellectuelle.

Tous ces actifs privés susmentionnés ont été utilisés de manière non consensuelle comme des garanties soutenant les dépenses publiques et des caisses noires politiques, tous recueillis et organisés sous le contrôle abusif de sociétés municipales étrangères et de leurs franchises commerciales, entités qui ont agi sous la couleur du droit et des conditions d'usurpation et de fraude non divulguées pendant des décennies.

De cette façon, les biens des hommes vivants ont été crédités à des sociétés à leur insu ou sans leur consentement, après quoi ces sociétés doivent être liquidées et les victimes rétablies sans délai.

Ces mêmes conditions et régimes en violation de la confiance et en violation des contrats de service, des traités et des conventions dus aux victimes existent aux États-Unis, dans l'ancien Commonwealth britannique, dans dix-sept pays d'Europe occidentale toujours sous occupation depuis la Seconde Guerre mondiale, Japon, Corée du Sud, Angleterre, Écosse, Irlande, Pays de Galles, dix-huit pays africains et de nombreux autres pays et principautés dans le monde.

Pour accélérer le vol et la réaffectation de tous ces biens publics et privés prétendument abandonnés, annulés, intestat et purgeurs déformés comme des "actifs historiques" et des "fiducies publiques" et des "fiducies héritées", la défunte reine britannique a abdicqué la juridiction foncière et foncière de la Grande-Bretagne dans les trois jours suivant son couronnement et a utilisé le programme d'enregistrement faux décrit ailleurs dans le présent, de convertir secrètement et illégalement le statut politique du peuple d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse et du Pays de Galles, afin de les usurper de l'identité et de les acheminer hors des terres et des sols de leurs pays respectifs. Cela les a donc également privés de leurs droits de propriété et de la protection des garanties constitutionnelles qui leur sont dues.

Tout cela et bien d'autres ont été faits pour quitter la juridiction foncière et foncière de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Écosse et du Pays de Galles; et l'occupation territoriale britannique a été utilisée pour atteindre les mêmes fins dans tous les autres pays touchés par ce programme d'expansion mondiale.

Le but apparent de tout cela était de frauder d'abord, puis de priver les personnes vivantes de leurs droits de propriété et garanties contractuelles, de promouvoir les fausses allégations d'abandon et de finaliser le transfert de tous ces actifs à de nouveaux propriétaires, sauf que les nouveaux propriétaires étaient escroqué, aussi.

Ces auteurs ont vendu ce qu'ils ne possédaient pas à des tiers, dépensé l'argent, puis se sont efforcés de se transmettre les intérêts immobiliers réels --- le tout sans accorder une considération équitable aux propriétaires réels ni aucune satisfaction au peuple, en grande partie Investisseurs chinois, indonésiens et du Moyen-Orient, qu'ils ont escroqués.

En ce qui concerne les propriétaires réels, toutes ces dettes amassées sont par définition des dettes odieuses --- des dettes créées par un artifice frauduleux, dont les victimes n'étaient pas au courant, et dont elles n'ont pas profité.

En ce qui concerne les investisseurs offensés qui ont agi de bonne foi, il s'agit principalement d'une escroquerie immobilière avec les aspects associés de fraude en matière d'assurance, de devises et

de produits de base (ressources naturelles)

Quelle que soit la religion que les auteurs prétendent maintenant épouser, leurs obligations contractuelles sont claires et nous les y tenons. Si la reine Elizabeth II et son épouse souhaitaient pratiquer le satanisme dans leur vie privée, ils étaient néanmoins obligés de fonctionner comme des monarques chrétiens - et protestants - dans leur vie publique. Tout échec de leurs pièces à exécuter revient à leur autorité à la première valeur par défaut.

Leurs actes quittant la terre et le sol de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Écosse et du Pays de Galles, comme leurs efforts similaires pour quitter la terre et le sol des États-Unis, de l'ancien Commonwealth, des pays occupés d'Europe occidentale, etc., ont échoué. Non seulement la déclaration d'une régence en 1999 par le Lord High Steward a empêché leur succès, mais de nombreux autres directeurs se sont réveillés à temps pour organiser leurs gouvernements traditionnels et apporter leurs revendications, comme en témoignent nos présentations.

Nous regrettons la nécessité de ces objections publiques et préférerions que les personnes vivantes puissent être épargnées par la douleur et la confusion considérables occasionnées par l'apprentissage qu'elles sont sous l'emprise des intérêts criminels occultes depuis plus de 150 ans, mais tel a été le cas, et il est impossible d'éviter ce dénouement.

Le déchaînement de la criminalité déclenché par le plongeon de la reine Victoria dans l'occulte a suivi son cours, laissant la majeure partie des trois milliards de personnes tuées ou mutilées, et un nombre incalculable de victimes du génocide actuel reste à compter.

Nous sommes les héritiers légaux de tout ce que les auteurs voulaient réclamer pour eux-mêmes, et ce n'est pas un hasard si c'est le cas, car les méchants tombent dans leurs propres pièges et par leurs propres pièges, ils sont tombés.

Nous souhaitons que tous les titres fonciers et actes présumés soient légalement reconvertis en leur propre forme de participation enregistrée.

Nous souhaitons que tous les noms propres des personnes vivantes accrochés et protégés par les droits d'auteur de la Couronne britannique alors qu'elles étaient encore des bébés, soient libérés et que ces droits d'auteur soient enregistrés et rendus aux propriétaires.

Nous souhaitons l'émission immédiate de crédit prépayé par le biais de notre système de banque de prospérité, qui est dû aux propriétaires réels suffisamment pour l'allègement de toute dette publique artificielle, ainsi que tous les besoins privés raisonnables et coutumiers.

L'Innocent ne doit pas porter le fardeau des coupables à l'égard de la dette publique contractée par ces sociétés municipales.

Ces fournisseurs de services de la Municipal Corporation ont délibérément complété leurs dépenses en fournissant des services non consensuels et en double emploi et en sous-traitant le travail qu'ils étaient censés faire et les services qu'ils étaient censés fournir à des agences non élues et non autorisées. Ils ont tout aussi délibérément omis de fournir des exemptions et des bénéfices dus aux propriétaires d'actifs, faits qui, une fois comptabilisés, rendent ces sociétés

insolvables et inadmissibles à la protection contre la faillite aux frais publics.

Les propriétaires réels doivent non seulement le retour en toute sécurité de leurs actifs physiques, mais aussi le crédit provenant de ces actifs, ainsi que les intérêts et la seigneurie dus aux souscripteurs réels des devises émises - c'est-à-dire les personnes vivantes dont les biens et les actifs du travail ont été saisis et utilisés pour soutenir "la bonne foi" d'un Congrès étranger.

Il est insupportable que les victimes de cet abus de confiance paient un autre centime d'hypothèques, de taxes foncières, de taxes de vente, d'impôts sur le revenu, de taxes sur les services publics, etc. Il est également insupportable qu'ils paient pour leur utilisation de leurs ressources naturelles communes. Ainsi, chaque facture alléguant une dette publique doit être compensée par un crédit prépayé.

De plus, les factures liées à l'utilisation de leur propre crédit et les factures à l'usage des universités et autres institutions publiques qu'elles ont financées doivent être compensées.

Et enfin, en récompense de la perte de revenus et d'opportunités, de la privation de droits, des revenus et des intérêts dus, des parts de bénéfices non rémunérées et de la non-livraison, les victimes ne sont pas seulement à l'abri de toutes les dettes publiques discutées ci-dessus, mais très substantielles "raisonnables et coutumières" "récupérations à leur verser à des fins pacifiques, telles que soins médicaux, entretien des maisons et automobiles, soins vétérinaires pour animaux de compagnie, dentisterie corrective, formation continue, etc.

Nous souhaitons que les personnes vivantes soient libérées de la marque d'esclavage en col blanc qui se faufile à laquelle elles ont été soumises, et nous voulons qu'elles vivent la liberté qu'elles ont gagnée, ce qui n'est pas possible sans liberté financière.

Nous souhaitons que tous les autres actifs physiques et matériels en plus des terres et des sols soient restitués aux propriétaires légaux et à leurs gouvernements légaux.

Nous souhaitons que ce crime mondial ne soit rien et que les victimes soient tenues inoffensives.

Nous souhaitons le soutien et la bonne volonté de tous ceux qui alignent leur vie sur la vie et leur cœur avec amour, maintenant en ce moment et pour toujours.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

1er juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

75. ne pas jeter d'argent

Ne jetons pas d'argent à cela

Par Anna Von Reitz

Informations supplémentaires fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005 - 19 janvier 2023, en seq:

L'une des offres curieuses que nous avons reçues est le "QFS" - "Quantum Financial System" et l'argent défini comme "devises numériques" dans les comptes de paiement attribués à chaque Américain désemparé --- idées, pratiques et propositions qui continuent sur la tradition de faire quelque chose à partir de rien; nous déclinons avec gratitude toutes les offres et propositions qui aboutiraient à une société sans espèces contrôlée par les mêmes escrocs responsables de toute cette situation et nous contre-offrons leur liquidation immédiate et permanente sans remplacement ou toute offre de service supplémentaire que nous ne pouvons leur faire confiance.

Si ces sociétés municipales ne pouvaient pas nous fournir dix-huit services simples, énumérés et mutuellement stipulés, nous ne voyons aucune raison de continuer à prétendre avoir besoin ou vouloir des contrats de service contre lesquels elles ont délibérément comploté, violé et éludé. Nous souhaitons qu'ils soient liquidés et disparus.

Nous prendrons possession de nos biens et dirigerons nos honorables soldats en tant que force de défense nationale payée par notre propre payeur; aucun mercenaire souhaité ou requis.

Les sociétés municipales et territoriales incriminées ne sont pas autorisées à réclamer ou à utiliser des actifs ou des crédits américains résultant d'actifs américains et elles n'ont aucune autorisation d'utiliser l'un de nos actifs ou crédits, y compris les actifs et les crédits encaissés dans des «comptes publics» et des fiducies bidon qui ont été employés par les mêmes sociétés municipales incriminées pour blanchir de l'argent et opprimer la population de ce pays.

Ils n'ont pas de contrat pour utiliser les comptes de garantie mondiaux depuis 2005 et le reste de toutes les "titres" nous appartiennent en fait, à d'autres gouvernements nationaux et à des personnes vivantes.

Ces sociétés doivent simplement être liquidées, tous les actifs nous sont restitués et tous leurs officiers et avocats doivent se retirer sans autres excuses.

Nous avons un système monétaire civil pacifique qui est transparent et mis en place pour restituer le crédit prépayé.

C'est tout ce qui est immédiatement nécessaire, car notre dollar américain en argent est encore complètement intact et notre dollar de la Fédération américaine récemment autorisé (étalon-or) est également prêt à partir, ainsi que tous les "dollars Kennedy" non coupés qui ont été assis, garés, pendant soixante ans, tandis que toute cette folie a prospéré.

Certains membres du complexe militaro-industriel se sont efforcés de faire de la limonade à partir de leurs citrons, y compris le projet "Crimson Gate" qu'ils ont soutenu à Wright AFB, et essaient de se faire passer pour des héros avec tout, de la lutte contre les extraterrestres ressemblant à des lézards à "redonner" de l'argent aux Américains.

Signalons l'évidence --- c'est maintenant et toujours notre argent et notre crédit, pas le leur. Ils ont agi comme des voleurs et des mercenaires déshonorants pendant 160 ans et ont largement commis une piraterie intérieure contre notre pays, les anciens pays du Commonwealth, le Japon et la majeure partie de l'Europe occidentale. Ils doivent rechercher et accepter toute amnistie que nous leur accorderons en tant qu'"officiers" de sociétés commerciales prises en flagrant délit dans la commission de fraude et d'autres actes illégaux, ainsi que des activités illégales préjudiciables aux personnes vivantes et à la planète.

Nous ne sommes pas intéressés à conclure des accords avec ces mécréants ou à en dépendre pour d'autres "services". Nous souhaitons que ces sociétés municipales soient liquidées --- de façon permanente et ne soient remplacées par aucune structure similaire.

Notre crédit a été volé et c'est notre crédit que nous souhaitons avoir rendu, payé d'avance, ainsi que le contrôle et la possession de tous nos actifs physiques purs, y compris notre or et notre argent, nos terres, nos domaines uniques, nos bons noms, nos marques, droits d'auteur et brevets. Cela comprend tous les biens saisis illégalement et illégalement par le biais de la loi de 1934 sur les valeurs mobilières d'urgence et des lois sur les banques d'urgence de 1933 et 34 et tous les autres actes illégaux similaires de conscription et de confiscation militaires promus par l'utilisation de «districts militaires» et de «tribunaux de district militaires» non autorisés et leurs tribunaux subsidiaires de franchise de l'État.

Nous notons que les directeurs généraux responsables des sociétés alors en infraction ont convenu de souscrire le retour de notre argent sur une base "dollar pour dollar", une once d'argent fin pour chaque "Federal Reserve Note" imprimée et échangée.

Cette dette, majorée des intérêts, est maintenant due et due par ces mêmes directeurs et souscripteurs --- malgré leurs abus frauduleux des privilèges de faillite des entreprises et le fait qu'aucune réserve aussi vaste d'argent miné n'existe sur Terre. Tous les responsables peuvent soit se manifester honorablement et demander pardon ou termes --- ou ils peuvent tous se considérer comme saisis et confisqués.

XRP et tout autre X-tout prétendant fonctionner comme des devises viables, numériques ou autres, doivent frapper le tas de ferraille et toutes les sociétés responsables de ce chaos doivent être liquidées avec tous les actifs purloinés qui nous sont retournés et à notre contrôle sans exception; les comptes de crédit prépayés doivent être libellés en termes de dollars américains en argent ou d'équivalents en or, et payés aux gens de chaque pays en fonction de leur position librement choisie

--- et tout doit être géré soit directement par notre gouvernement américain, soit par les gouvernements nationaux rétablis de la population de chaque pays touchés par cette fraude et cette "territoriale" illégale occupation.

Nous ne serons pas pris en otage ou conduits par le nez par nos employés ou toute personne faisant semblant d'avoir un accord de confiance implicite avec nous ou toute personne faisant semblant d'administrer des fiducies publiques établies en notre nom. Nous déclarons et proclamons librement qu'il n'existe pas de tels arrangements. Tous les futurs exécuteurs de Son Tort doivent disparaître ou faire face à une arrestation et à des poursuites immédiates, jusqu'à la pendaison publique incluse.

Nous ne paierons pas pour occuper ou défendre un autre pays. Ceux avec qui nous avons entretenu des relations pacifiques, y compris la Russie, peuvent être assurés de notre amitié. Tout le monde, dans chaque pays, doit se réveiller et faire son devoir envers l'autonomie gouvernementale et toutes ces sociétés municipales criminelles odieuses et les sociétés territoriales de «service» doivent disparaître comme tant de bouffées de fumée.

Nous ne vivons pas dans une société sans espèces dominée par des sociétés municipales incompetentes et intéressées. Le B.E.A.S.T et le B.A.R. et le Q.F.S. et tous leurs codes sont également morts, sous réserve de nos demandes de liquidation, et en ce qui nous concerne --- déjà partis.

Cette entreprise doit être nettoyée et nettoyée. Nous souhaitons que les étages mêmes soient nettoyés --- littéralement. Si des employés fédéraux souhaitent nous offrir des services supplémentaires à louer, faites-leur savoir que ce sont les types de services nécessaires, ainsi que les vadrouilles, les seaux et beaucoup de savon.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska, 99652

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:32 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:32 by Bee

76. avis de fraude aux coroners

Avis de fraude délivré aux coroners et aux médecins légistes

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Ce qui suit a été publié sous la forme d'un avis de fraude et d'aide généralement applicable pour Ammon Bundy, un éleveur américain, qui est mal caractérisé et ciblé comme un "extrémiste anti-gouvernemental violent" basé sur les mêmes types de faux dossiers et de faux narratifs que nous avons couverts dans notre discussion sur les Masterfiles de l'IRS.

Nous partageons ces informations pour faire comprendre à tous ceux qui lisent ceci, que ces mensonges et les institutions et organisations qui en sont responsables sont de nature criminelle et ne peuvent pas être autorisés à poursuivre ces pratiques illégales. Nous souhaitons également vous faire comprendre que ces pratiques sur papier entraînent trop souvent des blessures réelles et des pertes de vie sous la couleur de la loi.

Le 19 avril 2023 a marqué le 30e anniversaire du meurtre de 82 membres de la communauté Branch Davidian à Waco, au Texas. Personne n'a jamais été poursuivi pour ce crime et aucune preuve de crime de la part des Davidiens de la Branche n'a jamais été trouvée dans leur enceinte. Cela démontre le mal profond de permettre à ces sociétés de inventer des histoires sur les gens --- puis d'exercer des pouvoirs qui ne leur sont jamais accordés.

Un autre éleveur américain innocent et pacifique, LaVoy Finicum, a été abattu en présence de sa famille il y a sept ans. Tous ceux qui le connaissaient le considéraient hautement pour sa gentillesse, son décorum stressé et sa connaissance de la loi. Lui aussi a été mal caractérisé et déformé comme un "extrémiste anti-gouvernemental violent" par les menteurs engagés dans leur occupation illégale de notre pays et leur "état d'urgence permanent" tout aussi illégal qui, selon eux, justifie leur activité de guerre à but lucratif sur nos côtes.

Nous avons de bonnes raisons de ne pas faire confiance ou respecter ces prétendus organismes et fonctionnaires gouvernementaux, qui sont ici à la fois illégalement et illégalement sur nos côtes, faisant semblant d'agir avec une autorité légitime fournie par notre gouvernement national.

Ce n'est pas le cas. Ils dépassent largement toute autorité jamais accordée aux sous-traitants municipaux fédéraux étrangers - y compris notre propre République fédérale américaine.

Témoin et notez:

Il a été porté à notre attention que dans les années 1860, par la loi des États-Unis. Congrès (territorial), le mot «personne» est devenu un terme juridique de l'art et, aux fins gouvernementales des sociétés municipales, ne signifiait plus un homme ou une femme vivante.

Au lieu de cela, pour citer une admission typique du Code de réglementation de l'État du Colorado: «Personne» désigne toute personne, société, subdivision ou agence gouvernementale ou gouvernementale, fiducie commerciale, succession, fiducie, société à responsabilité limitée, société de personnes, association ou autre entité juridique. C.R.S. 2-4-401 (2017).

Le mot «individu» dans ce contexte signifie société franchisée individuelle.

Ces entités opèrent toutes dans des juridictions internationales ou mondiales de la loi et n'ont aucune affiliation avec les personnes vivantes dont elles portent le nom. Ces sociétés décrites comme des «personnes» sont toutes exploitées par des intérêts étrangers et les Américains dont elles portent le nom n'ont aucun contrôle sur elles et n'en reçoivent aucun avantage ou service crédible.

Ces «personnes» étrangères meurent de faillite, pas de cause physique de décès, car elles ne sont pas vivantes au départ, n'ont pas de pouls et n'ont pas d'ADN distinct ni aucun autre attribut des êtres vivants.

Néanmoins, ces morts ont été opérés au détriment des personnes vivantes et ont été utilisés pour promouvoir les délits d'usurpation d'identité et de vol d'identité dans le cadre d'un programme de conversion illégal organisé.

Il est de la responsabilité de votre bureau de confirmer le statut - vivant ou mort - de tout le monde dans la zone desservie par votre bureau.

Nous recherchons une ordonnance de correction en vrac pour enquêter et invalider les enregistrements liés à ces franchises de sociétés étrangères et la pratique de déformer ces sociétés en tant qu'Américains vivants.

Nous recherchons également une affirmation spécifique selon laquelle la personne légitime américaine nommée Ammon Bundy est vivante et bien affiliée à toute personne territoriale britannique en faillite utilisant le même nom, et également non affiliée à toute PERSONNE municipale utilisant le même nom ou un nom similaire.

Veuillez délivrer un certificat de décès pour AMMON BUNDY, une société municipale en faillite, et un certificat de vie pour Ammon Bundy, un éleveur américain.

Ces mêmes services et précautions peuvent être nécessaires pour chaque Américain vivant en raison de programmes de fraude criminelle et de personnage répandus contre les Américains par des intérêts commerciaux étrangers.

Si vous avez des questions, veuillez contacter:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Nous incluons un lien vers l'appel à l'aide d'Ammon Bundy. Il sait qu'il est installé comme prochain LaVoy Finicum par le même FBI, INC. Personnel d'agence qui a participé à toutes ces attaques sauvages et non provoquées contre des civils américains.

Dans ce court clip vidéo: https://youtu.be/Ql6aehYVS_g Ammon Bundy est clairement fatigué et triste. Il sait que ces hommes vicieux le ciblent afin de voler son ranch et d'autres biens qui lui appartiennent de droit. Il sait qu'ils se préparent à lancer une sorte de vilaine campagne de propagande le dénaturant comme un extrémiste anti-gouvernemental violent, alors qu'en fait, il est un éleveur américain qui doit des services de bonne foi à ces hommes de main, protégeant sa famille et ses biens privés de confiscation illégale.

Ammon Bundy est épuisé, fatigué, malade du harcèlement constant et des fausses déclarations qui lui sont adressées par des gens qui sont payés de sa poche, tellement fatigué qu'il propose de simplement abandonner et de leur donner ce qu'ils veulent.

Nous souhaitons que l'identité d'Ammon Bundy en tant que non affilié, non citoyen et non combattant soit honorée par tous les employés fédéraux du meilleur général cinq étoiles au plus petit grognement de la fonction publique fédérale.

Nous souhaitons que ces agences hors de contrôle soient dissoutes comme si elles ne l'avaient jamais été; il n'y a aucune autorité pour eux en vertu d'une Constitution fédérale, et la majorité des services qu'ils fournissent sont en tant que sous-traitants de nos sous-traitants de la Société municipale, c'est-à-dire, ils ne nous servent pas et les dépenses de leur entretien doivent nous être restituées jusqu'en 1878, lorsque cet abus de notre intérêt public a commencé.

Nous souhaitons que tous les membres du DOD, de l'IRS, du BATF, du FBI, du DOJ et des agences similaires soient renvoyés chez eux et se retirent. Il n'y a aucune raison légale ou légale pour leur comportement d'attaquer les Américains pacifiques. Nous avons déjà vu que le conflit mercenaire intéressé que ces sous-traitants fédéraux ont engendré sur nos côtes est illégal et illégal en vertu du droit international.

Nous n'avons plus besoin d'observer quoi que ce soit. En tant qu'employeurs réels et en tant que gouvernement civil pacifique de ce pays, nous exigeons bien soutenu les autres directeurs de cesser et de s'abstenir et de se retirer.

Ces sociétés municipales et leurs sous-traitants agissent tous comme des mercenaires criminels déterminés à voler des biens qui ne leur appartiennent pas. Ils harcèlent et menacent leurs employeurs civils. Ils doivent être arrêtés et punis, pas mal dirigés de façon chronique et incités par les sociétés mères qui tentent également d'esquiver leur responsabilité.

Nous souhaitons une action rapide pour corriger d'abord, puis dénouer tout ce gâchis et nous souhaitons que tous les employés fédéraux lisent ceci pour protéger à la fois Ammon Bundy et ses biens immobiliers privés, comme l'exige l'article IV des trois constitutions fédérales.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

22 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

77. serments de fraude professionnelle

Les serments publics de fraude de bureau et d'octroi de licences de fraude aux corsaires

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

On sait et on s'y oppose depuis une période de vingt ans que les officiers de ces sociétés municipales privées étrangères constituées logées dans le district de Columbia et leurs franchisés exploitant des organisations territoriales et municipales d'État, se sont moqués de l'exigence selon laquelle ils fournissent leur serment public par écrit et l'enregistrent dans un endroit propice à la connaissance du public, et par cet échec, ils ne sont en fait entrés dans aucune fonction publique.

Ils ont obstinément et sans remords cherché à éviter leur responsabilité personnelle et commerciale en semblant offrir un serment public d'office, mais ne le faisant pas réellement.

Divers moyens ont été utilisés dans cette évasion.

Dans la plupart des cas que nous avons examinés, les auteurs se sont levés dans des lieux privés et ont levé la main et prononcé des paroles indiquant qu'ils acceptent les fonctions de la fonction publique en question, mais n'ont pas par la suite fourni l'affirmation écrite requise et n'ont pas publié la même chose dans tout dossier public propre au public.

En conséquence, lorsque nous recherchons le serment de la fonction publique liant ces charlatans aux fonctions dudit bureau, nous ne trouvons rien de substantiel. En l'absence de fonctions, il ne peut y avoir de droits, nous concluons donc que ces élus n'ont pas accepté leur élection.

Tout ce qu'ils ont fait, dit, mandaté, signé, scellé ou autrement fait exister et sembler fournir la justification des lois, des accusations et des règlements appliqués et appliqués contre le public, est nul et non avvenu.

En l'absence du serment d'office exécuté, ils ne sont pas entrés dans ce bureau, n'ont pas accepté les fonctions de ce bureau et n'ont pas le droit d'exercer les pouvoirs de ce bureau. Cela vaut également pour les gouverneurs et les juges, les procureurs de district, les présidents et les membres des congrès territoriaux et municipaux.

Même si nous devons produire un million de témoins de leurs paroles et même si nous devons accepter que le concept de contrat verbal soit en théorie suffisant - il ne suffit pas à notre loi et aux exigences imposées aux fonctionnaires et aux élus et nommés fonctionnaires occupant nos bureaux publics.

Nous devons conclure que: (1) ces élus admettent qu'ils ont été élus pour remplir des bureaux privés nommés de la même manière et sont engagés dans une ruse pour tromper le public; ou (2) ces élus s'associent à nos fonctions publiques et exercent les pouvoirs de ces offices sans accepter le devoir et la responsabilité qui leur permettent d'entrer dans ces fonctions et d'exercer ces pouvoirs.

Dans les deux cas, toutes les actions entreprises par ces élus sont entachées de fraude, soit en promouvant délibérément la conviction qu'ils agissent dans une fonction publique lorsqu'ils ne le sont pas, soit en évitant délibérément le devoir et la responsabilité dus à cette fonction publique et n'entrant donc pas réellement dans cette fonction, mais semblant le faire --- un autre acte de fraude.

Cela a fait l'objet d'une enquête approfondie avec une étude constatant qu'un huissier de justice sur dix mille a les pouvoirs appropriés pour fonctionner à titre public.

Nous nous sommes opposés à cela et avons informé les juges en chef associés à l'administration des soi-disant fiduciaires d'État sans voir aucun effort pour corriger ou mettre leurs opérations en conformité avec le droit public et ses exigences.

Cela a conduit des personnes à se conformer à des lois étrangères qui ne s'appliquent pas à elles, à d'autres personnes agissant simplement --- comme dans le théâtre agissant - dans des positions de confiance dérobées, et à d'autres encore mal orientées pour prendre des mesures illégales, illégales et immoral, mais aussi inadmissible, en ce sens qu'ils croient qu'ils fonctionnent correctement et ont le pouvoir d'appliquer des "lois" qui ne sont que des politiques d'entreprise, sur les membres du grand public.

Si nous voulons suivre cela jusqu'à sa conclusion logique, tout PDG en charge de toute entreprise pourrait nous rejoindre dans la rue et exiger que nous portions l'uniforme de son entreprise et que nous nous conformions à ses politiques de personnel.

Une telle situation n'est pas envisagée dans nos coutumes et traditions ni confirmée dans notre droit public et personne ne fait de telles suppositions n'est responsable et compétent pour les faire.

Nous informons donc pleinement cette Cour et toutes les juridictions inférieures de notre répudiation de ces actes commis par couleur de droit, par des étrangers qui ne semblent occuper que nos fonctions publiques.

Cette objection est valable depuis 1991 pour tous les membres de la magistrature fédérale et ses franchisés, à la suite des changements que le Congrès territorial a apportés au serment d'office de la magistrature sans accord consensuel des directeurs.

Ce congrès territorial renégat a changé le serment judiciaire pour exclure un libellé obligeant les juges à rendre leurs décisions "agréables" pour les constitutions fédérales, ce qui a entraîné un brouillage de la séparation des pouvoirs, une usurpation contre les directeurs et une politisation des bureaux judiciaires.

Si le Congrès territorial peut changer le serment judiciaire afin de promouvoir l'évasion de la Constitution et ses limites, alors le Congrès territorial a assumé des pouvoirs dictatoriaux pour lui-même et a pris le contrôle des fonctions judiciaires. Le fait que cela se soit produit sans avis public et sans objection de la part du pouvoir exécutif ne fait que souligner la gravité des malversations et des erreurs de direction en cause.

Si les juges fédéraux ne sont pas tenus de prendre des décisions de manière cohérente, conformément aux constitutions, qui donnent vie à chaque institution fédérale, y compris le Congrès territorial, et ne prennent plus leur serment pour occuper une fonction publique, le pouvoir judiciaire devient un tampon en caoutchouc pour le Congrès ou toute administration politique occupe la branche exécutive. Le problème n'est pas tant une provocation à faire le mal, mais un manque de soutien pour faire ce qui est évidemment juste --- pour obéir à la loi du pays sur le pays.

Comme le juge Mahoney l'a noté dans l'affaire susmentionnée First National Bank of Montgomery contre Jerome Daly, même en droit international de la mer, ce que ces messieurs pervers ont proposé est un anathème, comme cela est clairement exposé dans le droit britannique: Craig c. Mo. 4 Peters Reports 912 Il est en effet illégal et illégal de naviguer sous le permis d'un ennemi.

Le juge Mahoney faisait référence à des lettres de marque et de représailles illégales, illégales et immorales émises par le monarque britannique et le lord-maire de la ville intérieure de Londres autorisant la Couronne britannique à autoriser les corsaires à attaquer les personnes et les expéditions des Américains que ces mêmes Les parties sont sous contrat pour protéger.

La circonstance découle de l'échec du monarque britannique et du lord-maire à reconnaître que: (1) la guerre civile américaine n'était pas une guerre, et était en fait un conflit mercenaire provoqué par leurs propres agents étrangers non déclarés travaillant comme avocats de bar résidant dans ce pays; et (2) le président Andrew Johnson a conclu un contrat public avec le grand public de ce pays en proclamant la paix sur la terre en public à trois (3) occasions spécifiques, interdisant ainsi à ces directeurs ou à leurs agents de continuer à attaquer notre population civile.

C'est en partie ce qui a incité le pape François à publier son Moto Proprio en 2013 --- dégoût de ce comportement sans loi et de corsaires agréés de la part des barreaux et de leurs membres contre une population civile délibérément déformée et mal caractérisée.

Ces directeurs savaient bien qu'il leur était interdit d'attaquer la population civile américaine sans défense et désarmée, mais eux et les officiers qui dirigent leurs sociétés municipales ont réussi à convertir illégalement le statut politique de notre population afin de les dénaturer et de permettre leur propre prédation et pillage illégaux.

Ces actions promues et autorisées par le monarque britannique et le lord-maire de la ville intérieure de Londres --- comme le coup de presse qu'ils employaient également sous des

présomptions juridiques fausses et artificielles - ont été interdites pendant deux cents ans et ces interdictions avant la soi-disant guerre civile américaine, nous amenant à conclure que même si les versions modernes de ces interdictions n'étaient pas encore évidentes dans les Conventions de Genève et les Conventions de La Haye, elles étaient néanmoins connues et sciemment violées par ces gouvernements et leurs dirigeants de la Société municipale.

Comment un homme devrait-il s'efforcer d'échapper au droit connu en manipulant de manière coercitive et secrète des contrats privés inadmissibles, et ainsi se tirer profit politiquement et financièrement --- ne pas être qualifié de criminel? Et un criminel prémédité aussi?

Ainsi, nous identifions les directeurs coupables et leurs agents qui ont illégalement converti la population américaine par la promotion de contrats privés inadmissibles enregistrant des bébés américains aux États-Unis. Citoyens et personnes à charge, puis en utilisant cela pour excuser leurs propres actions prédatrices contre ces civils innocents et leurs domaines - des gens qui doivent en fait la paix et le service de bonne foi de ces mêmes directeurs et agents.

Tout cela serait déjà assez grave, s'il n'était pas clairement interdit par de nombreuses lois dans de nombreuses juridictions, par des traités, par les contrats de service appelés Constitutions. par le droit international, par des pactes représentés par les Conventions de Genève et de La Haye, par la loi de la nature et du Dieu de la nature, qui établit la loi des types et n'en varie pas, et qui interdit qu'un homme vivant puisse être remplacé par une "personne" et prétendre qu'il est un dans le même.

Ces actes de génocide sur papier, tentant de retirer toute notre population de la terre et du sol auxquels ils sont indigènes et indigènes, et les rendent "perdus, où il se trouve inconnu" sur la mer, afin de promouvoir les revendications d'abandon et de promouvoir et justifier ces actes criminels de conversion illégale, d'hypothèque de dette, de piraterie intérieure, de racket, d'extorsion, et le vol sous la couleur de la loi - ne se sont pas limités à nos côtes.

Les mêmes criminels ayant réussi à la maison, entraînant le retrait similaire des populations d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse et du Pays de Galles de leurs terres et de leurs sols, ont appliqué le même processus frauduleux en Amérique pour s'accrocher à notre peuple et, partant, à leurs domaines, et a continué des années après année, non reconnu comme étant sous la couleur de la loi, pour s'emparer de l'ancien Commonwealth britannique, les dix-sept pays européens occupés après la Seconde Guerre mondiale, et bien plus encore.

Tout cela a conduit à une crise bancaire, juridique et spirituelle, et à une anarchie et une perversion sans cesse croissantes au sein des sociétés municipales et commerciales substituées à nos gouvernements légaux.

Après avoir porté ces accusations en 2015, avec spécificité, et preuve individuelle de blessure et de réputation, telles que publiées au niveau international et mondial dans un manuscrit lié comme requis dans la juridiction internationale de la mer, et telles que livrées à la main et par courrier à la mer Sainte et les autres directeurs, ces questions sont désormais traitées et réglées. Veuillez consulter la publication et intitulée: "Vous savez que quelque chose ne va pas quand ... un affidavit américain de cause probable".

Nous envoyons et réaffirmons notre présentation / inculpation conjointe sous la forme de ces réclamations pour nos actifs et notre crédit, et l'expression de notre volonté de régler ces questions une fois pour toutes en notre faveur et en faveur des autres pays et nations également affligés par ce fléau des sociétés et des fiduciaires de sociétés simplement présumées exister.

Nos revendications de 2015 qui sont jointes et jointes ici ont une explication et une documentation utiles et distinctes des revendications émises dans la juridiction internationale de la mer, comprenant les 221 premières pages de la publication et la réclamation réelle et les témoignages signés comme affidavit de la page 222 à 264, les pages de signature faisant partie de l'ensemble et des signatures et sceaux à encre humide partout.

Nous souhaitons que tous nos travaux commerciaux et ceux de notre population générale soient compris comme se produisant entre la terre et l'air, sans implication nécessaire dans notre trafic commercial non réglementé par le monarque britannique ou le gouvernement de Westminster ou l'un de leurs agents et agents dirigeant leurs sociétés municipales et sociétés commerciales domiciliées dans le district de la Colombie ou distribuées de manière non consensuelle sans autorisation dans les États de l'Union.

Nous considérons que le gouvernement du roi et le gouvernement de Westminster et la British Crown Corporation sont également coupables de ces événements et blessures et nous appelons à des mesures immédiates et appropriées pour effacer ces tromperies et les fausses allégations et blessures.

Que chaque larme soit séchée et la prise de conscience que nous avons effectivement épuisé tous les recours administratifs et rempli les réclamations pouvant donner suite à une procédure régulière dans chaque juridiction générale de droit soit créditée en notre faveur, car nous sommes en notre qualité naturelle en tant que créanciers prioritaires et préférentiels, connus être des Américains légaux devaient toute aide et assistance.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

4 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

78. fraude par pipeline et accaparement des terres

Le grand pipeline et les fraudes au crabe terrestre

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons mentionné en passant la tentative de Jimmy Carter de transférer les certificats de naissance de tous les faux citoyens municipaux des États-Unis que les sociétés municipales complices ont évoquée aux Nations Unies dans les années 1980.

Le fait que ces citoyens n'existent pas réellement via un contrat privé valide a apparemment manqué les deux sociétés municipales déchaînées hébergées dans le district de Columbia.

Une fois de plus, ces sociétés commerciales se faisant passer pour des gouvernements complices de l'intérêt supérieur des personnes qu'elles sont censées servir, et ont pris ces reçus de chambre de compensation. alias "certificats de naissance" offshore et les a offerts au Fonds monétaire international en garantie d'une dette accrue et aux Nations Unies en tant que fiducie politique, convertissant ainsi illégalement les Américains au statut politique étranger des "citoyens de l'ONU" sans préavis ni divulgation plus que tous les autres stratagèmes de fraude et systèmes de conversion illégaux qui ont précédé.

Le Fonds monétaire international, une idée originale de John D. Rockefeller et d'autres anciens actionnaires et investisseurs de Standard Oil ont acquis les marques, y compris le nom de marque du "Trésor américain" en 1924, et ont utilisé ce nom de manière secrète et trompeuse pour percevoir les "Impôts sur le revenu fédéral" et pour faire d'autres affaires depuis.

Bien que cela soit techniquement légal, car le Fonds monétaire international est propriétaire des marques, cela entraîne une fraude constructive généralisée car les gens sont amenés à croire qu'ils sont traités par le "Trésor américain" et non par le Fonds monétaire international dans une tentative délibérée pour éviter les soupçons.

Les gens seraient beaucoup moins susceptibles de payer une facture fiscale qui leur est adressée par le Fonds monétaire international, bien que ce soit en fait la source de la demande. Ils commenceraient également à poser des questions, comme - "Comment dois-je quelque chose au

Fonds monétaire international?"

Il ne s'agit pas de la seule pratique criminelle pratiquée par ces anciens actionnaires et investisseurs pétroliers standard et leurs descendants opérant le Fonds monétaire international (FMI); ils ont travaillé sur un autre monopole de pipeline --- cette fois seulement en utilisant le système de transfert bancaire Swift dans le secteur bancaire, pour faire exactement la même chose que Standard Oil a été arrêté dans le secteur pétrolier. Ils ont établi un monopole de transfert (pipeline) sur les transactions bancaires commerciales au lieu du pétrole et ils l'ont utilisé de manière punitive contre les clients et les concurrents, siphonnant les transactions de fenêtres nocturnes, perdant sélectivement les transactions, refusant les services, etc.

Malheureusement, ces pratiques illégales et illégales ont servi à corrompre non seulement la banque commerciale, mais aussi d'autres secteurs de l'économie; les copains bénéficient d'un traitement préférentiel, d'un accès aux prêts, d'un intérêt moindre et tant qu'ils font tout ce que les auteurs veulent qu'ils fassent, un bon service sur leurs transferts bancaires. Les concurrents de l'industrie n'ont aucun accès et aucun mauvais service. Lorsqu'il sera acculé, le FMI mentira carrément et tentera d'utiliser les faux dossiers narratifs susmentionnés compilés par l'IRS pour accuser leurs victimes de blanchiment d'argent et de crimes similaires comme un moyen de dissuader les régulateurs bancaires de leur propre corruption.

Il a fallu plus de cent ans au monde pour réaliser que le monopole illégal et illégal de transfert de pipelines perfectionné par John D. Rockefeller pour contrôler et tirer profit de l'industrie pétrolière pourrait également être appliqué à d'autres industries - et a été appliqué au secteur de la banque commerciale. Non seulement il s'agit d'une fraude sémantique constructive de la part du FMI qui doit être abordée, mais le système Swift représente un monopole abusif qui doit cesser.

Ils s'en sont sortis une fois, alors ils recommencent. Et d'autres s'accrochent et jouent au même jeu. Wells Fargo met en place sa signalisation en tant que banque tout en agissant en tant que société de valeurs mobilières, dénaturant ainsi sa nature et sa fonction réelles au public. Bank of America fait la même chose.

JP Morgan et Chase Banks jouent actuellement une tromperie d'identité de marque similaire. En tant que créanciers de la faillite du SYSTÈME DE RÉSERVE FÉDÉRAL, ils ont acquis les noms et les marques de la RÉSERVE FÉDÉRALE, et à l'instar de ce que le FMI a fait en se faisant passer pour le Trésor américain, JP Morgan et Chase se font passer pour la RÉSERVE FÉDÉRALE et cherchent à contrôler en plénière le système bancaire.

Un nouveau dossier judiciaire, États-Unis. Docket gouvernemental No. OP-1670, expose les pouvoirs grotesques de surveillance et de contrôle qu'ils cherchent à exercer sur tous les comptes bancaires américains --- pouvoirs leur permettant de saisir le crédit du déposant et d'autres actifs, de geler les comptes, de refuser le service, de surveiller toutes les activités, y compris les achats individuels de marchandises, capacité de bloquer les actifs, etc.

Nous l'avons déjà vu et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Ces banques sont toutes organisées en sociétés et cherchent toutes à se protéger en tant que sociétés du même public qu'elles sont victimisantes. Ils doivent tous être fermés et restructurés

pour servir leurs objectifs simples prévus d'une manière légale qui respecte la vie privée due aux personnes qui sont déposantes et l'obligation de toutes les sociétés de ce pays d'obéir aux Constitutions tout en opérant sur nos terres et sol.

Nous souhaitons que tous les frais bancaires soient entièrement divulgués et publiés et acceptés par les clients avant le début de tout dépôt; en l'absence de tels efforts antérieurs, seuls les frais raisonnables et habituels pour les services doivent être assumés.

Nous souhaitons que les banques soient interdites de créer des comptes séquestres ou de crédit ou d'autres comptes subsidiaires au nom de leurs déposants sans divulgation complète et accord signé concernant l'existence de ces comptes, l'objet de ces comptes et les transactions passant par ces comptes.

Nous souhaitons que les banques soient interdites d'assumer toute participation dans les actifs des déposants sur la base de l'évaluation des frais de service non facturés, de l'inactivité ou d'autres créances similaires sur la base des frais de service non facturés et non perçus et des présomptions d'abandon.

Nous souhaitons que les banques fassent tous les efforts raisonnables pour localiser les déposants et respecter les droits de propriété des déposants au lieu d'assumer une participation lorsque seul un intérêt privatif est prévu et mérité.

Nous souhaitons que toutes les activités bancaires qui entraînent le transfert de biens ou tout changement de droits de propriété soient entièrement divulguées et discutées en détail et soient acceptées sans contrainte avant tout contrat ou action entraînant un tel transfert ou changement.

Nous souhaitons que toutes les offres bancaires soient équitables en fait --- interdisant les sûretés gratuites et non acquises et les manquements au partage de crédit avec les propriétaires d'actifs.

Nous n'avons pas permis que ces sociétés soient créées afin d'être contraintes et fraudées et gouvernées par elles. Ils sont destinés à servir le bien public et s'ils ne servent pas notre bien public, ils n'ont aucun droit ni raison d'exister dans notre pays.

Ces banques se sont livrées à des activités à la fois illégales et illégales contre les ressortissants des États américains et les citoyens des États américains et les sous-traitants des sociétés municipales ont été engagés dans des fausses déclarations et des conversions illégales à l'appui de ces actes d'éviction et de ces stratagèmes de fraude constructifs.

Nous souhaitons que la fraude d'identité naissante offerte par JP Morgan et Chase Bank soit arrêtée et qu'ils soient tenus de divulguer leurs intérêts et leur identité de la même manière que nous souhaitons que le Fonds monétaire international soit contraint de divulguer sa relation avec la marque "United States Treasury.

Ce méfait des sociétés qui acquièrent des marques et des noms de marque par divers moyens, puis dénaturent ou cachent leur identité réelle derrière la marque ou la marque acquise, doit cesser.

L'utilisation et l'abus des franchises des sociétés municipales territoriales et des franchises des sociétés municipales gérées par la ville, du nom des personnes vivantes qui sont simplement présumées exister sur la base d'enregistrements non divulgués et obtenus frauduleusement, doivent également prendre fin.

Nous souhaitons que le monopole de type pipeline du système de transfert interbancaire Swift soit remplacé par un système de virement bancaire simple, transparent et privé, à l'abri de considérations politiques et manipulation à but lucratif.

Nous avons également abordé l'accaparement des terres qui s'est poursuivi entre les mains de la British Territorial Municipal Corporation et de ses franchises d'État et d'application de titres et de descriptions fantaisistes à nos compteurs et limites arpentés des terres et des biens fonciers. Cela a été fait dans le cadre du processus délibéré de faux enregistrement qui a ensuite donné lieu à la fausse présomption égale selon laquelle nous sommes des sujets britanniques et, par conséquent, présumé être des résidents et des locataires sur notre propre terre.

Cette pratique était si répandue, si pernicieuse et si résolument non divulguée et déformée que les Américains n'étaient pas au courant de ce que faisaient ces criminels.

Semblable au fait que le FMI se déforme en tant que Trésor américain, ces titres fonciers et descriptions ont été secrètement appliqués aux parcelles de terres et de sols appartenant à des Américains individuels sous la couleur de la loi, puis utilisés pour les dénaturer davantage en tant que parcelles appartenant à des municipalités décrites comme résidentielles, propriétés agricoles ou commerciales.

C'est l'équivalent de la revendication en col blanc sautant sous la couleur de la loi.

Nous avons des raisons de croire que le gouvernement britannique agissant sous les auspices du monarque britannique a promu l'ensemble de ce programme et a chargé ses agents étrangers non déclarés travaillant pour la Couronne britannique (avocats du barreau) de former des "associations nationales" pour la gestion de tout cela prétendument "abandonné" la terre américaine et d'agir "pour" tous les domaines de marins britanniques simplement présumés à exister détenus au nom des Américains.

Cela a conduit ces soi-disant «associations nationales» à contrôler et à taxer de grandes surfaces de nos terres et de nos sols et à évaluer les impôts fonciers et à contracter des prêts contre nos terres et nos sols, qu'ils ont utilisés comme garantie pour eux et leurs dépenses sous «Masterline et accords de Masterform », comme s'ils étaient les propriétaires réels et que nous étions leurs serfs et locataires, le tout sans tirer ni contribuer un sou.

Les fraudeurs territoriaux et les sociétés municipales gérées par la ville participent à ce stratagème de fraude absurde depuis les années 1930, de sorte qu'aucune terre ou sol réel n'a légitimement échangé de mains dans ce pays depuis le début du British Entitlement Scheme.

Actuel Territorial britannique États-Unis. Les citoyens ont toujours «résidé» ici en vertu des dispositions de la loi sur la résidence et n'ont jamais pu posséder de terres dans ce pays. Leurs

intérêts immobiliers ont été limités à une tutelle sous le monarque britannique, les individus agissant en tant que locataires. En enregistrant des bûbes américains en tant que sujets britanniques, les greffeurs ont pu présumer légalement que toutes nos terres étaient détenues dans le cadre d'un arrangement similaire --- et cela semble être l'une des principales motivations de toutes les fausses enregistrements,

Cela a permis à ces escrocs et agents étrangers non déclarés d'utiliser nos terres et nos sols en garantie de leurs dettes et de nous imposer des impôts fonciers en vertu de la fausse présomption selon laquelle nous étions apatrides ou adoptions volontairement les  tats-Unis. Citoyenn t .

Tout cela aurait pu être et aurait dû être évité si ces sous-traitants avaient simplement opéré de bonne foi comme l'exigent leurs contrats de service, mais les tentations de l'intérêt personnel et les plans des hommes mauvais en haut lieu les ont guidés à la place --- et cela a conduit les Américains à payer des milliards de dollars en impôts fonciers et autres impôts et intérêts fiscaux --- que nous ne devions jamais.

Nous souhaitons que les actifs purs et durs soient restitués gratuitement et clairement et sans encombrement aux personnes auxquelles ils appartiennent réellement, ainsi que tous les intérêts matériels et immatériels bénéfiques.

Nous souhaitons le retour de nos jetons et crédits d'argent dérobés et de tout ce qui a été volés par la loi par ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs diverses franchises et agences de l'état d'état et sociétés affiliées agissant sous leur direction.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
 tats-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

25 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

79. jouer à une fraude si stupide

La fraude "Jouer si stupide que vous vous sentez stupide"

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Certains experts considèrent cela comme une forme d'usurpation ou d'éclairage au gaz. Voici un exemple:

https://www.mirror.co.uk/news/health/brits-dying-tens-thousands-dont-29955386?utm_source=substack

Des dizaines de milliers de Britanniques "supplémentaires" meurent et cela entraîne des morts "supplémentaires", et nous ne pouvons tout simplement pas imaginer pourquoi. Ils tombent morts comme des mouches et sont apparemment les victimes du BFS, Bad Faith Syndrome.

Nous pouvons observer que tout ce décès supplémentaire n'a commencé qu'après les programmes de vaccination forcée.

Nous pouvons voir comment le taux de mortalité augmente après chaque rappel.

Nous pouvons suivre les statistiques anormales spécifiques qui ne devraient pas exister sans un agent causal spécifique - comme la myocardite chez les jeunes, qui développent cette maladie par ailleurs rare par dizaines de milliers --- mais seulement après avoir reçu ces vaccins spécifiques.

Nous pouvons voir que les cadavres ont des caillots blancs non naturels de matière caoutchouteuse obstruant leurs veines.

Nous pouvons capter les signaux wifi encore transmis des cadavres.

Nous pouvons voir à quel point la protéine de pointe produite par l'ARNm inséré artificiellement est similaire au venin de serpent et aux poisons connus de la nicotine, et comment elle cible les mêmes sites de récepteurs cellulaires.

Nous ne pouvons tout simplement pas sembler faire le lien direct et évident entre les injections de vaccins et toutes ces morts soudaines.

Les auteurs ont utilisé leurs officiers en uniforme - médecins et infirmières autorisées conscrits en vertu du titre 37 - et ils ont délibérément assassiné des millions de personnes en utilisant un autre type de «coup».

Ils ne pensent pas que nous soyons assez intelligents pour obtenir tous les jeux de mots. "Britanniques "extra" et morts "supplémentaires? Yuk-yuk. Se faire tirer dessus et se faire tirer dessus? Plus de yuk-yuk.

Tout d'abord, ils sortent leurs chèques de paie de nos poches sous de faux prétextes; ils n'enregistrent pas leurs serments écrits de bureau, ils n'occupent donc pas réellement les bureaux publics qu'ils semblent occuper - et donc, ils n'ont aucun devoir ou responsabilité associé au bureau. Tant que nous ne le remarquons pas, ils s'en tirent.

Deuxièmement, ils obtiennent de beaux gros bonus et des pots-de-vin pour appliquer les «contre-mesures» approuvées au problème qu'ils ont littéralement breveté et créé, et tout cela sort de nos poches aussi.

Troisièmement, parce que ces gens sont des lâches ainsi que des criminels, ils trouvent un moyen de nous tuer avec un minimum de victimes en utilisant des aiguilles au lieu d'armes à feu. Ils utilisent des médecins et des infirmières autorisées qui sont tous sous l'arme de licence pour faire leur sale boulot et ils leur paient un supplément pour le faire, créant un programme de coercition parfait pour les carottes et les bâtons afin de les forcer à se conformer et à se compliquer.

Quatrièmement, ils trouvent un moyen de nous tuer qui rapportera des bénéfices à eux et à leurs sociétés franchisées en ordonnant des milliards de dollars de tous ces produits vaccinaux aux frais publics, nous finissons donc par payer pour notre propre empoisonnement.

Cinquièmement, ils essaient de couvrir leurs traces à l'aide de shills médiatiques achetés et payés, qui nourrissent la morosité et la maladresse du public à propos de tout le reste, mais ne couvrent en quelque sorte rien des décès "supplémentaires" qui affligent la population vaccinée.

Sixièmement, ils se félicitent de la hausse "soudaine" du taux de mortalité et de l'envol des statistiques sur l'infertilité. Ils sont étourdis de joie, pensant qu'ils ont sauvé la planète en commettant un génocide, alors qu'en fait, tout ce qu'ils ont fait, c'est être payé pour avoir commis un génocide sous de faux prétextes.

Enfin, ils jouent tellement stupide à ce sujet qu'ils se sentent stupides. Le silence radio doit être maintenu. L'immensité du problème doit être cachée et limitée dans la perception du public. Tout le monde peut voir. grâce au contrôle rigide et illégal des médias, leur propre nombre diminue dans chaque communauté. Des lumières s'éteignent. Allée inutilisée.

Ils doivent tous être en vacances. Je suis allé rendre visite à maman. A pris un congé sabbatique.

La seule question qui reste à répondre est: qui a payé DOD, INC., Et le ministère de la Défense, Inc., pour ce faire?

Quelqu'un a payé DOD, INC., Et leur a donné un contrat pour tuer des milliards de personnes innocentes, y compris des Américains --- et il est temps pour nous de connaître la vérité et exactement qui a fait cela.

Ce doit être un gouvernement souverain aux poches très profondes. Seuls les gouvernements souverains peuvent émettre des lettres de marque qui légalisent le meurtre à louer, et bien que cet ancien mal soit interdit sur la terre, il est toujours pratiqué dans la juridiction de la mer.

Des trois candidats les plus susceptibles de le faire, la Grande-Bretagne est le choix évident. Ils ont également mis en place le système de livraison des paiements de retour via SERCO.

Nous avons des raisons de croire que le financement du génocide en cours a commencé cinq ans ou plus avant le début de cet infâme exercice en direct. Nous suggérons une analyse très approfondie des recettes de DOD, INC. Pour les «services extraterritoriaux» à partir de 2015.

Un intérêt étranger tel que décrit ci-dessus, a payé la Corporation municipale gérée par la ville, DOD, INC., Et la British Territorial-operational Corporation faisant des affaires sous le nom de Department of Defence, Inc., pour créer tous ces dommages à l'économie mondiale et pour polluer le génome humain et tuer des milliards de personnes innocentes.

Étant donné que les deux sociétés municipales ont été impliquées avec bonheur et gain dans la création de cette crise arbitraire, nous pouvons affirmer avec certitude qu'elles ont toutes deux été remboursées, en tant que pourvoyeurs de services mercenaires, par les mêmes acheteurs.

Nous souhaitons savoir qui a utilisé notre argent et déformé notre gouvernement afin de tuer à but lucratif les membres les plus vulnérables et sans défense de la population mondiale.

Nous souhaitons que les banques responsables de cela soient éviscérées et que les banquiers responsables de ce financement soient arrêtés et jugés comme accessoires du génocide, ainsi que la saisie de leur fortune personnelle comme un enrichissement injuste résultant de crimes contre l'humanité.

Nous souhaitons que les politiciens responsables soient arrêtés et retirés de toute apparence de fonction publique; en l'absence d'un serment d'office approprié et avec ce même dossier annoncé et rendu facilement accessible au grand public, ils ne sont que des imposteurs.

Nous souhaitons que les organisations et institutions complices de ce génocide soient liquidées sans le bénéfice du voile corporatif et que toutes les fonctions essentielles et exécutives de ces organisations soient supprimées, légalement converties et placées sous la direction d'agents de juridiction foncière soumis à la Loi publique. Au minimum, cela comprend le Forum économique mondial / WEF, l'Organisation mondiale de la santé / OMS, la Banque mondiale / WORLD BANK, Organisation des Nations Unies, Inc./UN CORP, ministère de la Défense / DOD, National Institutes of Health / NIH, Centers for Disease Control / CDC, Food and Drug Administration / FDA, Reuters / REUTERS, Associated Press / AP, INC., British Broadcasting Corporation / BBC, CBS Broadcasting, Inc./CBS, National Broadcasting Company / NBC, American Broadcasting Company / ABC, Pfizer, Inc./PFIZER, Moderna, Inc./MODERNA, Johnson and Johnson, Inc./ JOHNSON ET JOHNSON, Astrazeneca, Inc./ASTRAZENECA, et toutes les autres sociétés directement impliquées dans la

fabrication, la vente, la publicité et l'injection des vaccins dits ARNm.

Nous souhaitons l'arrêt immédiat et permanent de tous les soi-disant efforts de dépeuplement --- efforts fondés sur des théories erronées et déjà réfutées de la dynamique des populations.

Nous souhaitons la libération de notre presse gratuite et des médias audiovisuels de toute présomption de réglementation en temps de guerre par tout ministère, agence ou sous-traitant, afin de nous donner la liberté de nos ondes et de garantir notre accès à des informations véridiques et politiques. nouvelles.

Nous souhaitons la cessation immédiate de toute présomption de guerre réelle et la fin des prétentions et hypothèses de droits liés à la guerre.

Nous souhaitons une action immédiate pour discipliner et contourner les sociétés qui opèrent dans la juridiction internationale de la mer en tant que syndicats du crime liés par des sociétés mères et des directions de fiducie imbriquées, ainsi que la liquidation de celles-ci et de leurs sociétés municipales associées. Par exemple, la United States of America Corporation est la société mère responsable des activités du DOD, de l'INC., de l'organisation et du DOD, de l'INC. est responsable du fonctionnement du NIH, de la FDA, du CDC, du DOJ et du FBI, qui contribuent tous à divers aspects de ce génocide pour compte.

Nous souhaitons l'identification et l'arrestation immédiates des Parties responsables du paiement de l'argent du sang au Département de la défense des États-Unis et au DOD, INC.

Nous souhaitons la suspension immédiate de tous les officiers supérieurs des organisations civiles identifiées ci-dessus, y compris les banques de niveau 1 impliquées et les officiers SERCO en attente d'interrogatoire et de nouvelles instructions; nous souhaitons l'arrestation immédiate et l'interrogatoire de tous les officiers supérieurs de l'armée et des vendeurs sous contrat ayant une connaissance ou un lien avec cette opération extraterritoriale mondiale de promotion du génocide.

Nous souhaitons l'arrestation et l'interrogatoire immédiats de l'ancien secrétaire d'État américain, Michael Pompeo, qui a été informé à l'avance de cette citation, "exercice en direct".

Nous souhaitons une convention internationale pour négocier entre les directeurs concernant la déconstruction du droit de la mer et la suppression totale de l'autorité des tribunaux de l'amirauté, qui ont été une épine cohérente dans la chair de l'humanité au cours des 250 dernières années et plus, et qui ont fourni les moyens utilisés pour mettre en œuvre et tirer profit d'une grande partie du mal en discussion - y compris, mais sans s'y limiter, l'hypothèque de la dette.

Nous ne devons pas tolérer le mal au milieu de nous sous la présomption erronée que le mal est naturel et un contrepois au bien; comme le disent la Bible et de nombreuses autres écritures anciennes, le mal n'est pas une partie naturelle de cette création. Le mal a été amené ici comme un élément totalement étranger, comme une espèce de plante envahissante appartenant à une autre planète.

Nous ne devons pas au Mal un royaume et une loi distincts, c'est-à-dire la Juridiction de la Mer et du Droit de la Mer. Nous nous devons plutôt de nous débarrasser de toute institution qui ne sert

pas les meilleurs intérêts de l'humanité.

Satan a définitivement perdu la guerre au Golgotha et il est temps que la juridiction de la mer revienne à sa nature naturelle et fluide et heureuse, libérée des mensonges et des tromperies qui ont jusqu'à présent été les caractéristiques du royaume séparé réparti par erreur avec le Père de tous les mensonges.

Nous sommes conscients que ces questions vont au-delà des préoccupations habituellement portées devant la Cour de chancellerie du Vatican, mais comme ces sociétés existent dans le domaine de l'air et sont soumises à la loi ecclésiastique, nous espérons que votre vénérable cour abordera la question de leurs crimes, et que vous transmettez rapidement les informations reçues aux personnes et organisations les plus responsables de la correction et de la discipline des sociétés municipales, y compris, mais sans s'y limiter, Sa Sainteté le pape François.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

14 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

80. mauvaise fraude à la bouche

La fraude pauvre-bouche

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Le problème n'a jamais été le manque de ressources d'aucune sorte. Nous avons plus qu'assez d'argent symbolique pour accélérer le commerce et plus qu'assez d'argent et d'or et de nombreux autres produits de base, y compris le pétrole, comme nous l'avons vu, pour maintenir toutes les économies de chaque pays en vie et en sécurité.

Au lieu de cela, souvenez-vous du scandale LIBOR. Les marchands de Londres manipulaient depuis longtemps les informations sur les sources et les quantités et fixaient les valeurs des métaux précieux --- le gréement des produits de base, en d'autres termes.

Le gréement des produits de base est normalement l'activité illégale et illégale des banques centrales, mais certains produits de base sont plus spéciaux que d'autres, et les produits de métaux précieux sont particulièrement spéciaux, de sorte qu'ils ont longtemps leurs propres conseils et comités ajustant et peaufinant tous les aspects de leurs marchés et même restreindre leurs marchés pour entraver le commerce des métaux précieux.

Célèbre, interrogé sur certains rapports qui indiquaient beaucoup plus d'approvisionnement en or que ceux crédités par les experts, Lord Sassoon, un pilier du Banking Establishment du Parlement britannique, s'est exclamé que "seulement 1500 tonnes d'or" avaient été extraites dans l'histoire du monde.

Même les femmes au foyer dans la rue savaient que cela ne pouvait pas être vrai.

Il y a de grandes quantités d'or et d'argent déjà extraites et entreposées dans le monde entier, et encore plus d'approvisionnement stupéfiant en métaux pas si précieux dans le sol, dans l'eau de mer et même dans le sable.

Le Big Kabosh sur l'industrie minière ne concerne pas tant les préoccupations environnementales, car nous avons depuis longtemps développé des moyens plus simples et plus efficaces pour extraire le métal du minerai brut et d'autres sources --- non, c'est parce que nous n'avons plus besoin de métaux précieux extraits.

Il y a déjà assez d'argent et d'or extraits pour faire fonctionner l'économie mondiale pendant mille ans sans briser le vent, mais pour entendre les experts lancer leurs rondelles de vache, on pourrait

penser qu'il n'y en avait pas assez pour survivre même quelques années sur le étalon-or, ou étalon-argent, l'un ou l'autre.

Cela est principalement dû au fait qu'ils sont fortement investis dans des systèmes financiers qui dépendent de la valeur des métaux précieux, et qui s'étendent bien au-delà des marchés des métaux précieux eux-mêmes. Les métaux précieux représentent également environ 45% des actifs soutenant les marchés du crédit.

Ces experts sont de mauvaise humeur, donnant aux gens l'idée que nous sommes pauvres en actifs lorsque nous sommes inimaginablement riches en actifs. Tout comme ils donnent l'impression que ce pays est en faillite chaque fois qu'ils mettent en faillite l'une de leurs franchises.

Nous voyons la même marque de tromperie intégrée dans les systèmes comptables gouvernementaux délibérément malhonnêtes.

Alors que les congrès et la législature de l'État se disputent à l'infini le "budget" et leurs barils de porc et menacent de fermer le gouvernement --- ce qui serait, honnêtement, de peu de pertes pour nous --- ils nagent en fait en largesses.

Leurs déficits budgétaires ne sont que cela. Ils ont négligé de transférer suffisamment de revenus non budgétés au grand livre des revenus budgétés, et en conséquence, nous sommes condamnés à un défilé sans fin de politiciens au visage tragique se promenant sur la façon dont il n'y a pas assez d'argent pour garder les parcs ouverts ou payer les factures légères sur les bases navales.

Tout est lisse, utile, une comptabilité tordue --- et plus de mauvaise bouche conçue pour justifier la perception de plus d'impôts.

Le revenu réel des sociétés municipales fédérales et de leurs franchises d'État n'est jamais divulgué par aucun processus budgétaire; au lieu de cela, il est enterré dans des rapports financiers annuels encombrants et banalisés qui révèlent des milliards de dollars sur des milliards de dollars riches en rats dans les soi-disant «associations de fonds de pension» et «fiducies de santé mentale» et autres caisses noires à consonance louable.

L'argent ne manque absolument pas pour financer les gouvernements. Il n'y a aucune raison d'imposer à cette fin, et ce n'est pas le cas depuis 1941.

En 1941, chaque gouvernement sur Terre était entièrement financé par des fonds fiduciaires privés. Tout ce que les gouvernements avaient à faire était de maintenir la paix et de remplir les nids-de-poule, mais les auteurs étaient déjà engagés dans une autre guerre mercenaire illégale, et par la suite, les actifs destinés à mettre fin au besoin de taxation devaient être déployés pour reconstruire le monde.

Ces sales sociétés municipales ne pouvaient même pas être honnêtes à ce sujet.

La fiscalité est utilisée comme une soupape de pression pour siphonner les fonds hors de

l'économie et empêcher l'inflation causée par les dépenses publiques, créant un flux de trésorerie sans fin dans les poches des individus, et dans les coffres du gouvernement déjà encombrés au-delà de la croyance.

L'inflation est hors de contrôle parce que les dépenses publiques sont hors de contrôle, et la seule idée que ces mauvais acteurs ont de limiter, est d'embaucher 87 000 nouveaux agents de revenu interne et de trouver de nouvelles excuses pour lever des impôts sur leurs employeurs.

Tout cela est désespérément à l'envers, et la nouvelle n'a toujours pas été entendue à Londres ou à Rome.

La panique du réchauffement climatique suit la dernière panique de refroidissement mondiale et si Mère Nature a son chemin, sera désormais suivie d'une autre panique de refroidissement mondiale. Le dioxyde de carbone s'accumule dans l'atmosphère --- non pas à cause de l'activité humaine, mais à cause de l'activité volcanique accrue --- un fait que nous connaissons et sur lequel nous n'avons aucun contrôle.

Les deux fluctuations naturelles qui précèdent sont utilisées pour semer la peur et justifier davantage d'impôts, ce qui permettra une augmentation des dépenses publiques --- ce qui est la cause de l'inflation que la fiscalité est censée guérir en premier lieu.

Ainsi, la taxe sur le carbone est plus une fraude à la bouche pauvre, nous entendons par là trouver des excuses spécieuses pour justifier plus d'impôts --- et elle va de pair avec le refus de développer l'économie mondiale.

On nous dit, en effet, que les dirigeants de ces banques et sociétés préfèrent brûler, mourir de faim, polluer, mutiler et assassiner - plutôt que d'étendre l'économie mondiale et d'éduquer les pauvres.

Ils préfèrent pratiquer la sorcellerie et défiler autour d'une effigie d'un bébé mort dans un cercueil, ou reconstruire les taureaux en laiton de l'époque du Taureau et les trotter au milieu des stades de football, comme nous l'avons vu aux Jeux olympiques de Londres et du Commonwealth Jeux, aussi.

Et la pauvre bouche. Toujours pauvre et mentir et chérir la pauvreté pour les autres, tout en vivant comme des rois et en s'exonérant de tous les désagréments qu'ils causent.

950 billions de "Annuités de valeur de la Force de vie" n'étaient pas suffisants pour réduire leur gourmandise. Toute la mort de toutes les guerres mondiales n'était pas suffisante pour leur soif de sang. Alors, qui en a plus besoin?

Quelles fraudes et erreurs usées et sans valeur nous apprendront-ils?

Ils ne sont même pas censés être ici.

Quant à nous, nous avons déjà tout vu et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Nous souhaitons que les habitants de cette planète aient la vie et l'aient abondamment, sans les limites de ces criminels et de leurs crimes.

Nous souhaitons que ces sociétés municipales coupables soient liquidées ou confisquées dans le cas des sous-traitants de la défense.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

3 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

81. pouvoir de détruire

Le pouvoir de détruire

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Au sein du gouvernement américain, l'État détient la juridiction nationale du sol et l'État détient les juridictions internationales, de sorte que bien que les États et les personnes vivantes bénéficient des services fédéraux, la responsabilité de contracter et de payer ces services incombe aux États.

Ayant mis en place une Constitution et donc un contrat pour fournir les dix-huit services stipulés et énumérés associés aux pouvoirs (également) énumérés, les sous-traitants fédéraux répugnaient à en revoir tout aspect.

Les trois constitutions fédérales devaient être inscrites en tant que Saintes Écritures et respectées à la lettre, en ce qui concerne les droits et prérogatives des sous-traitants, y compris l'absence de fiscalité de l'État, un sujet qui n'a jamais été réellement discuté dans les constitutions.

Cependant, dans une célèbre décision de 1819, *McCulloch c Maryland*, la Cour suprême dirigée par Marshall a convenu que les États de l'Union ne conservaient aucun droit de taxer les prestataires de services fédéraux, qui devaient être considérés comme faisant partie du gouvernement, à l'abri de la fiscalité malgré leur nature de sous-traitants étrangers privés.

Le juge en chef John Marshall a déclaré que "le pouvoir de taxer était le pouvoir de détruire."

Alors, comment les sous-traitants fédéraux ont-ils présumé le pouvoir d'imposer leurs employeurs - les États et les peuples de ce pays - pour leurs services, alors que les États ne sont obligés de payer qu'en or ou en argent?

Il n'y a pas d'accord constitutionnel pour que nos États se soumettent à la fiscalité imposée par un sous-traitant fédéral et aucune attribution de notre crédit ne leur est faite en vertu d'une Constitution fédérale.

Au lieu de cela, les Constitutions fédérales ont toutes établi une contrepartie très simple: les Sous-traitants fournissent les services stipulés et les États fournissent de l'or ou de l'argent comme paiement. Pas de service, pas d'or - et également, pas d'or, pas de service.

Dans la confusion qui sort de la soi-disant guerre civile américaine, les États se sont vu refuser l'accès à leurs propres biens par des organisations territoriales d'État non autorisées. Ces

franchises étrangères de l'État de la Couronne britannique DISTRICT OF COLUMBIA, INC, ont encaissé nos actifs via la création de "State Trusts" non autorisés".

Ce fut le début de tous les comptes d'actifs physiques bloqués et hors registre du système bancaire. Les banques et les organisations territoriales d'État non autorisées ont conspiré pour verrouiller nos comptes "pour" nous, tout en contrôlant commodément nos actifs "pour" nous, sans notre autorisation et sans divulgation publique.

Ainsi, les contrats constitutionnels ont été rendus inutilisables sans faute des États, et logiquement, s'ils avaient fonctionné honnêtement et de bonne foi, les sous-traitants fédéraux usurpateurs auraient dû laisser nos côtes et nos actifs à notre propre direction, mais à la place, ils sont restés, ont agi en tant qu'exécuteurs de Son Tort, et ont décidé unilatéralement d'accepter notre crédit comme paiement pour leurs services.

À ce jour, il n'existe aucune ombre d'un accord mutuel permettant aux sous-traitants fédéraux de taxer les États ou toute personne vivant aux États-Unis, mais la fiscalité fédérale est omniprésente et a été attachée à presque tout le monde et tout, directement ou indirectement par leur état voilé -des opérations de franchise d'État.

Comment est-ce possible?

Plus de tromperie, de non-divulgation, de mauvaise foi, de manipulation, et tout dépendait de la conversion illégale et non divulguée du statut politique naturel des Américains à celui de la double nationalité fédérale - les États-Unis territoriaux "perdus. Citoyens et l'intérêt public PERSONNES municipales que les auteurs ont créées pour agir comme leurs franchises à partir de rien.

Les sociétés d'État municipales et britanniques hébergées dans le district de Columbia et leurs franchises "d'État d'État" trompeuses non divulguées qui ont agi illégalement et illégalement "pour" nous dans chacun de nos États, ont mal caractérisé les Américains en tant que citoyenneté fédérale d'une sorte d'autre pendant des décennies.

Ce régime fondamental de gros mensonges et de personnages a permis aux auteurs de nous taxer efficacement en tant que citoyenneté fédérale résidant aux États-Unis, et de nous soumettre coercitivement à leurs lois étrangères à l'intérieur de nos frontières, et tout en faisant semblant de nous parler comme de leurs propres citoyens --- ce que nous ne sommes pas et n'avons aucune cause ni désir d'être.

Les moyens par lesquels les Américains ont été contraints et rassemblés pour sembler accepter les obligations de citoyenneté fédérale se sont tous déroulés sous le coup de la loi et dans des conditions de tromperie et de non-divulgation.

Par exemple, le seul avis public fourni par Franklin Delano Roosevelt selon lequel il vendait (en tant qu'esclaves) et délocalisait tous les citoyens municipaux des États-Unis est venu sous forme de déclarations cryptiques faites dans son premier discours inaugural, qui comprenaient des références au sacrifice et consécration et certificats de chambre de compensation, c'est-à-dire des certificats de naissance, qui n'avaient aucun sens du tout à n'importe quel Américain moyen.

De même, dans des dizaines de processus d'enregistrement et d'inscription prémédités et non divulgués, on a demandé aux Américains s'ils étaient citoyens des États-Unis, qu'ils ont naturellement interprétés comme le nom de leur pays --- Les États-Unis, et le concept et le sens de la citoyenneté ne leur a pas été divulgué du tout.

Comme autre exemple, les Américains ont été informés, sous la couleur de la loi, qu'ils "devaient" s'inscrire à un numéro de sécurité sociale pour avoir un emploi; on ne leur a pas dit que cette exigence ne s'appliquait qu'aux employés fédéraux --- et seulement à certains employés fédéraux à cela.

En conséquence, des millions et des millions d'Américains ont été inscrits à un régime de retraite fédéral et soumis à une taxe fédérale sur le privilège de l'emploi fédéral qui aurait lieu à Washington, DC, Porto Rico, Guam ou Samoa américaines - sans jamais être réellement fédéral Employés, n'exerçant aucun privilège, ne recevant jamais un centime de revenu fédéral et ne travaillant jamais dans les limites géographiques spécifiées.

Ils et leurs employeurs du secteur privé ont été facturés 7,5% de leurs gains totaux, plus une contribution égale de 7,5% de l'employeur - un montant équivalent à 15% de leurs gains à vie pour un programme fédéral de «prestations de retraite» de mauvaise qualité et de qualité inférieure auquel ils n'étaient pas techniquement admissibles à participer.

Encore une fois, comment cette fraude et ce pillage sont-ils possibles? Les franchises de la Municipal Corporation nommées d'après chaque Américain ont été hébergées dans le Commonwealth de Porto Rico, où elles se spécialisent dans les affaires illégales --- dans les 50 États --- et peu recommandables de Child Labour Contracting.

Il s'agit de tous les stratagèmes de fraude aux sociétés commerciales appliqués aux Américains qui doivent des services de bonne foi et à leurs employeurs du secteur privé qui sont également imposés illégalement et immoralement par ces sous-traitants étrangers de la Couronne municipale et britannique hébergés dans le district de Columbia.

Nous souhaitons que les fiducies d'État non autorisées soient dissoutes en notre faveur et que tous nos comptes d'actifs et comptes de crédit bloqués nous soient restitués, individuellement et au gouvernement légal dû à ce pays.

Nous souhaitons que les personnes / PERSONNES fédérales qui nous sont attachées dans des conditions de mauvaise foi et de non-divulgateion, et qui ont été promues de manière trompeuse par couleur de droit, soient dissoutes en notre faveur et pour toutes les présomptions légales mal appliquées aux Américains qui ne sont pas réellement des employés fédéraux et qui n'adoptent pas réellement, sciemment, librement et consensuellement le statut de personnes fédérales / PERSONNES, à interdire avec préjudice.

Nous souhaitons mettre fin à tous ces stratagèmes de collecte de revenus frauduleux et aux victimes de ces artifices, c'est-à-dire à la fois les individus uniques et leurs employeurs du secteur privé qui ont été déformés et mal caractérisés et contraints de contribuer à ces programmes et à d'autres programmes fédéraux sous la couleur de la loi, de recevoir des comptes de crédit prépayés pour décharger tous

Accusations municipales et territoriales et réception rapide de tout service dont ils pourraient avoir besoin et auquel ils pourraient ne pas avoir accès à la suite de faillites de sociétés fédérales ou d'autres déductions de dettes gratuites engagées par ces criminels.

Nous souhaitons que les banques prennent des mesures correctives immédiates pour libérer nos comptes et accélérer notre utilisation de nos actifs et des ressources de crédit rétablies qui nous sont dues sans autre excuse ni retard.

Comme nous n'avons jamais consensuellement accepté d'être imposés par nos employés ni de leur accorder notre crédit en échange de leurs services, et comme nous avons été empêchés d'effectuer un paiement réel par les auteurs eux-mêmes s'emparant illégalement de nos actifs pour créer des fiducies d'État qu'ils ont contrôlées et a bénéficié de, nous souhaitons que des modifications soient appliquées à nos comptes et que la correction soit appliquée à notre statut.

Nous ne sommes pas maintenant et n'avons jamais été débiteurs ou pauvres; nous avons été mal représentés et fraudés non consensuellement par des sociétés d'État municipales et britanniques étrangères hébergées dans le district de Columbia, toutes opérant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service. Nous souhaitons que nos bons noms, notre crédit et notre contrôle de nos actifs physiques soient rétablis et que les sociétés d'État municipales et britanniques incriminées nous soient confisquées ou liquidées, selon le bon sens et la prudence.

Nous souhaitons que toutes les publications, collectes et exécutions illégales de "taxes fédérales" se déroulant à l'intérieur des frontières de nos États physiques cessent, ainsi que toutes les poursuites fiscales fédérales contre les Américains vivant à l'intérieur des frontières de nos États. Des générations d'Américains ont été intimidées et contraintes par la couleur de la loi pour payer des impôts et des hypothèques qu'ils ne doivent pas, par ces mêmes sous-traitants agissant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service. Cela équivaut à une imposition étrangère illégale, illégale et non consensuelle mal appliquée dans les États de l'Union et c'est un crime au regard du droit international.

Nous avons démontré la nature criminelle et intéressée de ces sous-traitants fédéraux et attestons de leurs activités illégales menées contre nous-mêmes et de nombreuses autres nations au cours des cinq siècles. Ces sociétés d'État municipales et britanniques ont constamment abusé de la confiance du public, fraudé malicieusement leurs employeurs et déshonoré leurs contrats; nous ne voyons aucune raison de leur existence continue.

Nous souhaitons le retour de tous les impôts fédéraux et confiscations d'actifs qui ont été illégalement évalués contre des Américains qui, à leur tour, ont été mal caractérisés comme toute espèce de citoyens fédéraux, des Américains qui ont subi des stratagèmes de piégeage et de non-divulgation et pire, aux mains d'agents étrangers non déclarés, y compris, mais sans s'y limiter, Abraham Lincoln, Ulysses S Grant également connu sous le nom de Hiram Grant, William H. Seward, Woodrow Wilson, Theodore Roosevelt, Franklin Delano Roosevelt, Richard M Nixon, Barack Hussein Obama et leurs héritiers et successeurs, employés, agents et affiliés.

Nous conservons le droit d'imposer et d'imposer une réglementation à toutes les sociétés étrangères, y compris les sociétés commerciales et les sociétés de services gouvernementaux

opérant à n'importe quel endroit à l'intérieur des frontières de nos États.

Nous conservons le droit de dissoudre toutes les enclaves fédérales qui ont été établies de manière non consensuelle, exploitées en violation de leur permis d'utilisation, opérées en violation des limitations constitutionnelles ou qui existent en raison d'hypothèses d'intérêts de garde ou de successeur de la part des municipalités et les sociétés d'État britanniques qui ont usurpé contre nous. Cela comprend, mais sans s'y limiter, le district de Columbia et la ville de Washington, DC, certains bureaux de poste fédéraux, les routes de poste et les voies maritimes, les ports, les ponts, les campements militaires et les zones de gestion de district, les servitudes ferroviaires, routières et de services publics et les installations associées, libre-échange zones, parcs nationaux, terrains universitaires, fiducies foncières publiques, zones de gestion du gibier, districts de conservation des sols et de l'eau, et subventions et acquisitions similaires accordées dans le cadre des autorités de gestion des gardiens et des urgences inexistantes assumées par les officiers et le personnel de la Couronne municipale et britannique. Sociétés hébergées dans le district de Columbia.

Nous ne reconnaissons aucune obligation contractuelle de notre part de continuer à faire des affaires avec des sociétés qui ont éludé et déshonoré et délibérément désactivé leurs propres contrats de service.

Nous ne reconnaissons aucune dette substantielle alléguée contre nos États ni aucune obligation contractuelle privée résultant d'obligations de citoyenneté étrangère conférées ou obtenues de manière trompeuse imposées aux Américains en vertu de la couleur du droit.

Nous n'acceptons aucune allégation ou réclamation commerciale de défaut ou de déshonneur de notre part résultant d'une ingérence non autorisée dans nos affaires par des officiers de nos anciens sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation cherchant à illégalement, illégalement, et contrôler immoralement nos actifs pour créer un défaut et autrement bénéficier d'une violation de la confiance.

Nous ne reconnaissons aucune obligation unilatérale, simplement implicite ou non consensuelle résultant de l'exercice de l'intérêt personnel; cela comprend tout contrat présumé obligeant les employés fédéraux à accepter notre crédit sur mesure comme monnaie légale liée à un intérêt public inexistant dans des actifs privés, c'est-à-dire la titrisation et la liaison illégales de chair vivante sous de fausses présomptions d'obligations de citoyenneté étrangère, les dettes frauduleuses créées en empêchant leur paiement et les fraudes et méfaits commerciaux similaires promus par les sociétés d'État et municipales britanniques hébergées dans le district de Columbia.

Nous ne reconnaissons aucun intérêt ou rôle de garde pour nos employés des sociétés d'État municipales et britanniques au-delà de celui établi par l'ordonnance du Nord-Ouest, qui prévoit l'occupation territoriale avant l'inscription de nouveaux États de l'Union et ceux résultant des accords de traité.

Nous fournissons à la Cour un avis selon lequel les cinquante (50) États, y compris les États occidentaux, ont été officiellement acceptés et enrôlés en tant qu'États-nations réels de l'Union et

en tant qu'États membres de notre Fédération à compter du premier octobre 2020 et ne sont plus sous quelque forme que ce soit ou sous une quelconque obligation d'État territorial.

Nous avons honoré la loi sur la résidence de 1790 et l'octroi de la réglementation fédérale sur l'alcool, le tabac et les armes à feu, qui sont les seules substances que les sous-traitants fédéraux sont autorisés à réglementer; nous continuons d'honorer l'intention de la clause de commerce interétatique, mais n'acceptons pas sa mauvaise interprétation généralisée pour permettre aux sous-traitants fédéraux tout pouvoir faire obstacle au commerce ou au commerce aux États-Unis.

Nous ne reconnaissons aucun pouvoir conféré à un Congrès par une Constitution pour répondre à nos préférences sexuelles ou à nos décisions en matière de santé ou à nos croyances religieuses ou à nos préférences bancaires ou à d'autres questions similaires dans le domaine de notre vie privée avec des actes législatifs que ce soit; de même, nous ne reconnaissons pas les «décrets exécutifs» émis par un officier de la British Crown Corporation à son les employés comme toute forme d'autorité qui nous est liée et nous nous opposons à ce que des décrets et mandats des gouvernements étrangers nous soient présentés comme si nous étions obligés de leur obéir.

Nous sommes exemptés de toute autorité appartenant à nos employés fédéraux, sauf dans les circonstances rares et extrêmement limitées explicitement décrites par nos contrats et traités écrits. Toute autre hypothèse est injustifiée, inappropriée et indésirable. Par exemple, si nos employés de la British Crown Corporation devaient déclarer la «guerre» contre la marque de dentifrice favorisée par nos employés de la Municipal Corporation, nous ne pouvons pas être supposés avoir une position liée à leur non-sens ou à leur responsabilité dans leur conflit mercenaire auto-engendré, mais leurs directeurs et les officiers sont responsables de garder leurs guirlandes commerciales hors de nos terres et de nos sols et d'éviter toute blessure à leurs employeurs.

Nous reconnaissons le contrat public contraignant établi par le président Andrew Johnson garantissant la paix sur la terre et obligeant tous les officiers du gouvernement britannique territorial des États-Unis à fournir la loi de la paix à tous les Américains non combattants et à bénéficier de droits acquis pour toujours.

La guerre civile américaine était un conflit mercenaire commercial illégal et elle est terminée depuis plus de 150 ans. Nous souhaitons que tout le monde partout dans le monde connaisse, reconnaisse et accepte ces faits, et cesse d'essayer de promouvoir de telles "guerres" contre quoi que ce soit ou contre quiconque, y compris les "guerres" contre la pauvreté, les "guerres" contre la drogue, ou toute autre prétention spéieuse similaire de guerre de toute sorte, ou tenter d'évoquer toute poursuite de guerres mortes et disparues depuis longtemps, comme excuse pour maintenir une occupation des terres et des sols par la British Crown Corporation, en utilisant des «forces territoriales» ou une occupation de la Municipal Corporation de nos terres et de nos sols en utilisant des employés de la fonction publique fédérale municipale.

Nous occupons nos terres et nos sols et notre République fédérale et ni nos sous-traitants de la British Crown Corporation ni nos sous-traitants de la Municipal Corporation n'ont besoin d'y penser

davantage.

La fraude de guerre la plus importante et la plus ancienne de l'histoire du monde est terminée. Notre gouvernement légal est en session, et il est de la responsabilité de tous les employés fédéraux de maintenir la paix à partir de maintenant.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

10 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

82. enclaves privées

Abus d'enclaves privées et intention de frauder

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Nous avons démontré notre intention de frauder et d'échapper au droit public sous la forme d'une législation à l'appui, telle que la Naval Agency and Dispositions Act de 1864, et nous avons décrit comment les Américains ont été illégalement convertis au statut politique des États-Unis. Citoyens afin d'accélérer une variation du scandale des obligations de fond, mais les Américains n'ont pas été les seules victimes de cet enregistrement de naissance moderne et de ce régime de propriété cautionnée en utilisant des bébés comme les "navires" perdus et leurs domaines comme "cargo".

Voici quelques-unes des lois législatives préméditées délibérées qui mettent en place le même régime de base contre les personnes vivant en Australie et ailleurs dans les pays du Commonwealth:

Loi sur la naturalisation du Commonwealth - 1903

http://www5.austlii.edu.au/au/legis/cth/num_act/na1903111903215/na1903111903215.pdf

Loi sur la marine marchande - 1906

1906 - Loi sur l'assurance maritime - 6 Ed VII

c.41 <https://docs.google.com/document/d/14K5ejGcLv7CnpXLvMgrCOtNg20UVwZFsyOpupnLI/edit>

Loi sur la marine marchande - 1906

Loi sur la notification des naissances - 1907

Loi sur les compagnies d'assurance de 1909

<http://www.irishstatutebook.ie/eli/1909/act/49/enacted/en/print.html>

Section d'assurance automobile modifiée par le Road Traffic Act 1930

Tous les éléments législatifs nécessaires à la mise en œuvre du système de fraude criminelle que nous avons décrit comme une variation du scandale des obligations de fond --- et qui étaient nécessaires pour faire fonctionner ce régime contre le peuple des pays du Commonwealth --- ont été adoptés entre 1903 et 1909.

Nous incluons le Road Traffic Act de 1930 pour démontrer comment, après avoir établi une participation frauduleuse de propriété publique dans le «navire» (bébé) et dans leur «cargo» (leur domaine), les mêmes législatures ont continué à utiliser des processus d'enregistrement non divulgués similaires pour revendiquer un intérêt public inexistant dans les voitures et camions privés - en les caractérisant et en les redéfinissant comme des «véhicules automobiles»".

La conversion illégale d'Australiens, de Canadiens et d'autres personnes et le changement de leur statut politique naturel afin de les mal identifier et de les transporter ainsi que leurs biens dans la juridiction étrangère de la mer ont été accélérés par la Loi sur la naturalisation du Commonwealth et la Loi sur la notification des naissances, tandis que les lois sur la marine marchande et les lois sur les assurances connexes ont mis en place le reste de la fraude constructive.

Tout cela a été clairement prémédité par les différentes législatures concernées et établit une preuve d'intention de frauder et de saisir des biens appartenant à leurs partenaires conventionnels et à leurs contractants.

Nous avons présenté ces informations concernant l'abus d'autres nations pour démontrer l'immensité de la fraude constructive et l'étendue du préjudice créé par les sociétés municipales et d'État pour leur propre enrichissement injuste.

Nous passons à la création et à l'utilisation d'enclaves privées pour servir de bases de pirates intérieurs. Le district de Columbia est un exemple de l'enclave, la municipalité de Washington, DC, en est un autre, et la ville intérieure de Londres en est encore un autre. Ces enclaves sont mises de côté de la propriété des terres et des sols environnants et bénéficient également d'une certaine immunité politique. Ils sont universellement étrangers par rapport au pays hôte environnant.

L'enclave étrangère desservant la Grande-Bretagne, Inc. a été créée en 1765 sur l'île de Man via **Loi d'achat de l'île de Man 1765 - 5 Geo. 3 c. 26**, qui a permis à l'île de Man de servir de paradis fiscal offshore pour Great Britain, Inc., ses filiales et franchises. Porto Rico a servi un objectif similaire pour le gouvernement municipal des États-Unis, et l'île Norfolk a été utilisée par les intérêts du gouvernement territorial exactement de la même manière pour leur occupation non divulguée de Terra Australis.

Ces soi-disant «paradis fiscaux offshore» ont été créés au profit des sous-traitants, employés et agences des sociétés d'État, mais ils ont également été utilisés pour promouvoir des délits tels que l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent, le vol d'identité, la fraude de confiance du public, la traite des êtres humains et beaucoup plus.

La similitude de la configuration mondiale suggère que tout a été accompli soit par une organisation, soit selon un modèle que d'autres "prestataires de services gouvernementaux" ont adopté --- peut-être à la pointe d'une arme à feu.

Les similitudes de la législation de soutien et des éléments organisationnels dans chaque cas suggèrent l'existence d'une conspiration pour frauder le peuple et saper les gouvernements nationaux de chaque pays touché.

Le choix de Porto Rico comme base du paradis fiscal offshore au service de la United States Municipal Corporation, a dû sembler trop beau pour être vrai: Porto Rico fait partie du système du Commonwealth britannique et fonctionne toujours, en partie, en vertu de la loi espagnole de l'Inquisition.

Cela a permis à l'Inquisition d'opérer en Amérique via des agents étrangers non déclarés, seulement ici, des générations d'Américains ont appris à l'appeler Internal Revenue Service ou "IRS", à la place.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

10 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

83. restitution et remboursement

Le pouvoir de détruire

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Au sein du gouvernement américain, l'État détient la juridiction nationale du sol et l'État détient les juridictions internationales, de sorte que bien que les États et les personnes vivantes bénéficient des services fédéraux, la responsabilité de contracter et de payer ces services incombe aux États.

Ayant mis en place une Constitution et donc un contrat pour fournir les dix-huit services stipulés et énumérés associés aux pouvoirs (également) énumérés, les sous-traitants fédéraux répugnaient à en revoir tout aspect.

Les trois constitutions fédérales devaient être inscrites en tant que Saintes Écritures et respectées à la lettre, en ce qui concerne les droits et prérogatives des sous-traitants, y compris l'absence de fiscalité de l'État, un sujet qui n'a jamais été réellement discuté dans les constitutions.

Cependant, dans une célèbre décision de 1819, *McCulloch c Maryland*, la Cour suprême dirigée par Marshall a convenu que les États de l'Union ne conservaient aucun droit de taxer les prestataires de services fédéraux, qui devaient être considérés comme faisant partie du gouvernement, à l'abri de la fiscalité malgré leur nature de sous-traitants étrangers privés.

Le juge en chef John Marshall a déclaré que "le pouvoir de taxer était le pouvoir de détruire."

Alors, comment les sous-traitants fédéraux ont-ils présumé le pouvoir d'imposer leurs employeurs - les États et les peuples de ce pays - pour leurs services, alors que les États ne sont obligés de payer qu'en or ou en argent?

Il n'y a pas d'accord constitutionnel pour que nos États se soumettent à la fiscalité imposée par un sous-traitant fédéral et aucune attribution de notre crédit ne leur est faite en vertu d'une Constitution fédérale.

Au lieu de cela, les Constitutions fédérales ont toutes établi une contrepartie très simple: les Sous-traitants fournissent les services stipulés et les États fournissent de l'or ou de l'argent comme paiement. Pas de service, pas d'or - et également, pas d'or, pas de service.

Dans la confusion qui sort de la soi-disant guerre civile américaine, les États se sont vu refuser l'accès à leurs propres biens par des organisations territoriales d'État non autorisées. Ces

franchises étrangères de l'État de la Couronne britannique DISTRICT OF COLUMBIA, INC, ont encaissé nos actifs via la création de "State Trusts" non autorisés".

Ce fut le début de tous les comptes d'actifs physiques bloqués et hors registre du système bancaire. Les banques et les organisations territoriales d'État non autorisées ont conspiré pour verrouiller nos comptes "pour" nous, tout en contrôlant commodément nos actifs "pour" nous, sans notre autorisation et sans divulgation publique.

Ainsi, les contrats constitutionnels ont été rendus inutilisables sans faute des États, et logiquement, s'ils avaient fonctionné honnêtement et de bonne foi, les sous-traitants fédéraux usurpateurs auraient dû laisser nos côtes et nos actifs à notre propre direction, mais à la place, ils sont restés, ont agi en tant qu'exécuteurs de Son Tort, et ont décidé unilatéralement d'accepter notre crédit comme paiement pour leurs services.

À ce jour, il n'existe aucune ombre d'un accord mutuel permettant aux sous-traitants fédéraux de taxer les États ou toute personne vivant aux États-Unis, mais la fiscalité fédérale est omniprésente et a été attachée à presque tout le monde et tout, directement ou indirectement par leur état voilé -des opérations de franchise d'État.

Comment est-ce possible?

Plus de tromperie, de non-divulgation, de mauvaise foi, de manipulation, et tout dépendait de la conversion illégale et non divulguée du statut politique naturel des Américains à celui de la double nationalité fédérale - les États-Unis territoriaux "perdus. Citoyens et l'intérêt public PERSONNES municipales que les auteurs ont créées pour agir comme leurs franchises à partir de rien.

Les sociétés d'État municipales et britanniques hébergées dans le district de Columbia et leurs franchises "d'État d'État" trompeuses non divulguées qui ont agi illégalement et illégalement "pour" nous dans chacun de nos États, ont mal caractérisé les Américains en tant que citoyenneté fédérale d'une sorte d'autre pendant des décennies.

Ce régime fondamental de gros mensonges et de personnages a permis aux auteurs de nous taxer efficacement en tant que citoyenneté fédérale résidant aux États-Unis, et de nous soumettre coercitivement à leurs lois étrangères à l'intérieur de nos frontières, et tout en faisant semblant de nous parler comme de leurs propres citoyens --- ce que nous ne sommes pas et n'avons aucune cause ni désir d'être.

Les moyens par lesquels les Américains ont été contraints et rassemblés pour sembler accepter les obligations de citoyenneté fédérale se sont tous déroulés sous le coup de la loi et dans des conditions de tromperie et de non-divulgation.

Par exemple, le seul avis public fourni par Franklin Delano Roosevelt selon lequel il vendait (en tant qu'esclaves) et délocalisait tous les citoyens municipaux des États-Unis est venu sous la forme de déclarations cryptiques faites dans son premier discours inaugural, qui comprenaient des références au sacrifice et la consécration et les certificats de chambre de compensation, c'est-à-dire les certificats de naissance, qui n'avaient aucun sens pour un Américain moyen.

De même, dans des dizaines de processus d'enregistrement et d'inscription prémédités et non divulgués, on a demandé aux Américains s'ils étaient citoyens des États-Unis, qu'ils ont naturellement interprétés comme le nom de leur pays --- Les États-Unis, et le concept et le sens de la citoyenneté ne leur a pas été divulgué du tout.

Comme autre exemple, les Américains ont été informés, sous la couleur de la loi, qu'ils "devaient" s'inscrire à un numéro de sécurité sociale pour avoir un emploi; on ne leur a pas dit que cette exigence ne s'appliquait qu'aux employés fédéraux --- et seulement à certains employés fédéraux à cela.

En conséquence, des millions et des millions d'Américains ont été inscrits à un régime de retraite fédéral et soumis à une taxe fédérale sur le privilège de l'emploi fédéral qui aurait lieu à Washington, DC, Porto Rico, Guam ou Samoa américaines - sans jamais être réellement fédéral Employés, n'exerçant aucun privilège, ne recevant jamais un centime de revenu fédéral et ne travaillant jamais dans les limites géographiques spécifiées.

Ils et leurs employeurs du secteur privé ont été facturés 7,5% de leurs gains totaux, plus une contribution égale de 7,5% de l'employeur - un montant équivalent à 15% de leurs gains à vie pour un programme fédéral de «prestations de retraite» de mauvaise qualité et de qualité inférieure auquel ils n'étaient pas techniquement admissibles à participer.

Encore une fois, comment cette fraude et ce pillage sont-ils possibles? Les franchises de la Municipal Corporation nommées d'après chaque Américain ont été hébergées dans le Commonwealth de Porto Rico, où elles se spécialisent dans les affaires illégales --- dans les 50 États --- et peu recommandables de Child Labour Contracting.

Il s'agit de tous les stratagèmes de fraude aux sociétés commerciales appliqués aux Américains qui doivent des services de bonne foi et à leurs employeurs du secteur privé qui sont également imposés illégalement et immoralement par ces sous-traitants étrangers de la Couronne municipale et britannique hébergés dans le district de Columbia.

Nous souhaitons que les fiducies d'État non autorisées soient dissoutes en notre faveur et que tous nos comptes d'actifs et comptes de crédit bloqués nous soient restitués, individuellement et au gouvernement légal dû à ce pays.

Nous souhaitons que les personnes / PERSONNES fédérales qui nous sont attachées dans des conditions de mauvaise foi et de non-divulgateion, et qui ont été promues de manière trompeuse par couleur de droit, soient dissoutes en notre faveur et pour toutes les présomptions légales mal appliquées aux Américains qui ne sont pas réellement des employés fédéraux et qui n'adoptent pas réellement, sciemment, librement et consensuellement le statut de personnes fédérales / PERSONNES, à interdire avec préjudice.

Nous souhaitons mettre fin à tous ces stratagèmes de collecte de revenus frauduleux et aux victimes de ces artifices, c'est-à-dire à la fois les individus uniques et leurs employeurs du secteur privé qui ont été déformés et mal caractérisés et contraints de contribuer à ces programmes et à d'autres programmes fédéraux sous la couleur de la loi, de recevoir des comptes de crédit prépayés pour acquitter toutes les accusations municipales et territoriales et accélérer la réception

de tout service dont ils peuvent avoir besoin et auxquels ils peuvent ne pas avoir accès en raison de faillites de sociétés fédérales ou d'autres déductions de dettes gratuites engagées par ces criminels.

Nous souhaitons que les banques prennent des mesures correctives immédiates pour libérer nos comptes et accélérer notre utilisation de nos actifs et des ressources de crédit rétablies qui nous sont dues sans autre excuse ni retard.

Comme nous n'avons jamais consensuellement accepté d'être imposés par nos employés ni de leur accorder notre crédit en échange de leurs services, et comme nous avons été empêchés d'effectuer un paiement réel par les auteurs eux-mêmes s'emparant illégalement de nos actifs pour créer des fiducies d'État qu'ils ont contrôlées et a bénéficié de, nous souhaitons que des modifications soient appliquées à nos comptes et que la correction soit appliquée à notre statut.

Nous ne sommes pas maintenant et n'avons jamais été débiteurs ou pauvres; nous avons été mal représentés et fraudés non consensuellement par des sociétés d'État municipales et britanniques étrangères hébergées dans le district de Columbia, toutes opérant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service. Nous souhaitons que nos bons noms, notre crédit et notre contrôle de nos actifs physiques soient rétablis et que les sociétés d'État municipales et britanniques incriminées nous soient confisquées ou liquidées, selon le bon sens et la prudence.

Nous souhaitons que toutes les publications, collectes et exécutions illégales de "taxes fédérales" se déroulant à l'intérieur des frontières de nos États physiques cessent, ainsi que toutes les poursuites fiscales fédérales contre les Américains vivant à l'intérieur des frontières de nos États. Des générations d'Américains ont été intimidées et contraintes par la couleur de la loi pour payer des impôts et des hypothèques qu'ils ne doivent pas, par ces mêmes sous-traitants agissant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service. Cela équivaut à une imposition étrangère illégale, illégale et non consensuelle mal appliquée dans les États de l'Union et c'est un crime au regard du droit international.

Nous avons démontré la nature criminelle et intéressée de ces sous-traitants fédéraux et attestons de leurs activités illégales menées contre nous-mêmes et de nombreuses autres nations au cours des cinq siècles. Ces sociétés d'État municipales et britanniques ont constamment abusé de la confiance du public, fraudé malicieusement leurs employeurs et déshonoré leurs contrats; nous ne voyons aucune raison de leur existence continue.

Nous souhaitons le retour de tous les impôts fédéraux et confiscations d'actifs qui ont été illégalement évalués contre des Américains qui, à leur tour, ont été mal caractérisés comme toute espèce de citoyens fédéraux, des Américains qui ont subi des stratagèmes de piégeage et de non-divulgation et pire, aux mains d'agents étrangers non déclarés, y compris, mais sans s'y limiter, Abraham Lincoln, Ulysses S Grant également connu sous le nom de Hiram Grant, William H. Seward, Woodrow Wilson, Theodore Roosevelt, Franklin Delano Roosevelt, Richard M Nixon, Barack Hussein Obama et leurs héritiers et successeurs, employés, agents et affiliés.

Nous conservons le droit d'imposer et d'imposer une réglementation à toutes les sociétés étrangères, y compris les sociétés commerciales et les sociétés de services gouvernementaux

opérant à n'importe quel endroit à l'intérieur des frontières de nos États.

Nous conservons le droit de dissoudre toutes les enclaves fédérales qui ont été établies de manière non consensuelle, exploitées en violation de leur permis d'utilisation, opérées en violation des limitations constitutionnelles ou qui existent en raison d'hypothèses d'intérêts de garde ou de successeur de la part des municipalités et les sociétés d'État britanniques qui ont usurpé contre nous. Cela comprend, mais sans s'y limiter, le district de Columbia et la ville de Washington, DC, certains bureaux de poste fédéraux, routes postales et voies maritimes, ports, ponts, campements militaires et zones de gestion de district, servitudes ferroviaires, routières et utilitaires et associés installations, zones de libre-échange, parcs nationaux, terrains universitaires, fiducies foncières publiques, zones de gestion des jeux, districts de conservation des sols et de l'eau, et des subventions et acquisitions similaires accordées dans le cadre des autorités de gestion des opérations de garde et d'urgence inexistantes assumées par les officiers et le personnel des sociétés d'État municipales et britanniques hébergées dans le district de Columbia.

Nous ne reconnaissons aucune obligation contractuelle de notre part de continuer à faire des affaires avec des sociétés qui ont éludé et déshonoré et délibérément désactivé leurs propres contrats de service.

Nous ne reconnaissons aucune dette substantielle alléguée contre nos États ni aucune obligation contractuelle privée résultant d'obligations de citoyenneté étrangère conférées ou obtenues de manière trompeuse imposées aux Américains en vertu de la couleur du droit.

Nous n'acceptons aucune allégation ou réclamation commerciale de défaut ou de déshonneur de notre part résultant d'une ingérence non autorisée dans nos affaires par des agents de nos anciens sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation cherchant à contrôler illégalement, illégalement et immoralement nos actifs pour créer un défaut et autrement de bénéficier d'une violation de la confiance.

Nous ne reconnaissons aucune obligation unilatérale, simplement implicite ou non consensuelle résultant de l'exercice de l'intérêt personnel; cela comprend tout contrat présumé obligeant les employés fédéraux à accepter notre crédit sur mesure comme monnaie légale liée à un intérêt public inexistant dans des actifs privés, c'est-à-dire la titrisation et la liaison illégales de chair vivante sous de fausses présomptions d'obligations de citoyenneté étrangère, les dettes frauduleuses créées en empêchant leur paiement et les fraudes et méfaits commerciaux similaires promus par les sociétés d'État et municipales britanniques hébergées dans le district de Columbia.

Nous ne reconnaissons aucun intérêt ou rôle de garde pour nos employés des sociétés d'État municipales et britanniques au-delà de celui établi par l'ordonnance du Nord-Ouest, qui prévoit l'occupation territoriale avant l'inscription de nouveaux États de l'Union et ceux résultant des accords de traité.

Nous fournissons à la Cour un avis selon lequel les cinquante (50) États, y compris les États occidentaux, ont été officiellement acceptés et enrôlés en tant qu'États-nations réels de l'Union et en tant qu'États membres de notre Fédération à compter du premier octobre 2020 et ne sont plus sous quelque forme que ce soit ou sous une quelconque obligation d'État territorial.

Nous avons honoré la Residence Act de 1790 et l'octroi de la réglementation fédérale sur l'alcool, le tabac et les armes à feu, qui sont les seules substances que les sous-traitants fédéraux sont autorisés à réglementer; nous continuons d'honorer l'intention de la clause de commerce interétatique, mais nous n'acceptons pas sa mauvaise interprétation généralisée pour permettre aux sous-traitants fédéraux tout pouvoir d'entraver le commerce ou le commerce aux États-Unis.

Nous ne reconnaissons aucun pouvoir conféré à un Congrès par une Constitution pour répondre à nos préférences sexuelles ou à nos décisions en matière de santé ou à nos croyances religieuses ou à nos préférences bancaires ou à d'autres questions similaires dans le domaine de notre vie privée avec des actes législatifs que ce soit; de même, nous ne reconnaissons pas les "décrets exécutifs" délivrés par un officier de la British Crown Corporation à ses employés comme toute forme d'autorité qui nous est liée et nous nous opposons à ce que des décrets et mandats des gouvernements étrangers nous soient présentés comme si nous étions obligés de leur obéir.

Nous sommes exemptés de toute autorité appartenant à nos employés fédéraux, sauf dans les circonstances rares et extrêmement limitées explicitement décrites par nos contrats et traités écrits. Toute autre hypothèse est injustifiée, inappropriée et indésirable. Par exemple, si nos employés de la British Crown Corporation devaient déclarer la «guerre» contre la marque de dentifrice favorisée par nos employés de la Municipal Corporation, nous ne pouvons pas être supposés avoir une position liée à leur non-sens ou à leur responsabilité dans leur conflit mercenaire auto-engendré, mais leurs directeurs et les officiers sont responsables de garder leurs guirlandes commerciales hors de nos terres et de nos sols et d'éviter toute blessure à leurs employeurs.

Nous reconnaissons le contrat public contraignant établi par le président Andrew Johnson garantissant la paix sur la terre et obligeant tous les officiers du gouvernement britannique territorial des États-Unis à fournir la loi de la paix à tous les Américains non combattants et à bénéficier de droits acquis pour toujours.

La guerre civile américaine était un conflit mercenaire commercial illégal et elle est terminée depuis plus de 150 ans. Nous souhaitons que tout le monde partout dans le monde connaisse, reconnaisse et accepte ces faits, et cesse d'essayer de promouvoir de telles "guerres" contre quoi que ce soit ou contre quiconque, y compris les "guerres" contre la pauvreté, les "guerres" contre la drogue, ou toute autre prétention spacieuse similaire de guerre de toute sorte, ou tenter d'évoquer toute poursuite de guerres mortes et disparues depuis longtemps, comme excuse pour maintenir une occupation des terres et des sols par la British Crown Corporation, en utilisant des «forces territoriales» ou une occupation de la Municipal Corporation de nos terres et de nos sols en utilisant des employés de la fonction publique fédérale municipale.

Nous occupons nos terres et nos sols et notre République fédérale et ni nos sous-traitants de la British Crown Corporation ni nos sous-traitants de la Municipal Corporation n'ont besoin d'y penser davantage.

La fraude de guerre la plus importante et la plus ancienne de l'histoire du monde est terminée. Notre gouvernement légal est en session, et il est de la responsabilité de tous les employés fédéraux de maintenir la paix à partir de maintenant.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

10 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

84. ru preuve

Ru Evidence

Par Anna Von Reitz

Preuve envoyée à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican, des preuves supplémentaires et l'auto-admission de crimes contre l'humanité promus par des sociétés municipales soumises à liquidation et nos réclamations datées 6 mars 2005 et 19 janvier de 2023 en suiv. ---

“ Preuve des "États-Unis" --- signifiant, DOD, INC. --- contournement du droit international et des accords de limitation des armes, ingérence en Ukraine, abus de l'Ukraine en tant que centre de développement d'armes biologiques, violation des traités et accords créant le pays moderne connu sous le nom de "Ukraine" après l'effondrement du système soviétique, et une mise en danger délibérée et flagrante de la vie sur cette planète pour le profit.

Ils ont admis avoir exploité quarante-six (46) laboratoires d'armes biologiques et / ou usines en Ukraine.

Ceci, après qu'ils et leurs partenaires de l'OTAN ont organisé le meurtre du gouvernement ukrainien légalement élu et installé leur propre marionnette, M. Zelensky, pour servir de portier.

Cela n'a rien à voir avec le gouvernement américain et est en fait en violation de nos contrats.

Nous attirons sans équivoque votre attention sur le fait qu'ils, ces sociétés commerciales étrangères, ne sont pas autorisés à utiliser nos actifs ou nos crédits en dehors de leurs dix-huit droits délégués clairement énumérés et limités et que nous ne définissons aucun des actes monstrueux en cours en Ukraine comme "défense" liée à ce pays.

Nous ne financerons pas leurs activités parascolaires et nous ne tolérerons plus la guerre de la part de ces criminels prétendant agir "en notre nom". Nous nions tout besoin de «croyants américains» jusqu'en 1860 et exigeons la liquidation immédiate de ces sociétés municipales déchaînées, comme l'exigent le droit ecclésiastique et le traité international.

Le DOD, l'INC. Et sa société mère opérant sous le nom de "United States of America Corporation" --- en somme totale --- promeut la guerre pour le profit et opère illégalement et illégalement depuis 1860, en violation violente de nos traités internationaux et de nos contrats constitutionnels.

Sur quoi nous avons exposé et exposons les motifs de la liquidation de ces sociétés municipales et du retour de tous les avoirs américains dérobés au gouvernement civil légal de nos États-nations de l'Union sans autre recours administratif.

Nous devons le retour et le contrôle de tous les actifs privés appartenant à tous les Américains, y compris les comptes de garantie mondiaux, le Saint Germain Trust et tous les crédits provenant de leurs actifs et de plus de 5000 autres fiducies privées et des millions de fiducies immobilières individuelles bidon qui ont été exploités illégalement et immoralement en tant que «titres» pour les dettes des sociétés municipales au nom des victimes de ces sociétés municipales.

Cela comprend les actifs du Global Federal Reserve Banking System qui ont été illégalement réquisitionnés et mal administrés sans contrat depuis 2005.

Nous affirmons que les habitants de l'ancien Commonwealth, du Japon et de la majeure partie de l'Europe occidentale ont également été licenciés, fraudés, menacés et opprimés par ces mêmes acteurs de la Corporation municipale faisant semblant d'agir avec des autorités inexistantes.

Nous proclamons avec certitude qu'aucun de ces personnages agissant en tant que "membres du Congrès" ou en tant que gouverneurs des "États d'États" n'a une seule fonction publique liée à notre gouvernement national. Ils ont simplement empiété sur nous et nos fonctions publiques tout en promouvant leurs propres élections privées en tant que substitut --- sans jamais révéler ce qu'ils faisaient au public américain.

Aucun d'entre eux n'a de contrat écrit en cours ou de serment public valide et aucun d'entre eux n'a agi pour s'acquitter fidèlement de ses obligations en vertu des vénérables contrats constitutionnels de 1789 et 1790; au lieu de cela, ils ont fait de fausses déclarations de commerce répétées contre leurs employeurs réels et ont cherché à se soustraire et à conspirer contre les accords constitutionnels, les traités, et les actes du Congrès continental et des États de l'Union qui permettent leur existence et utilisent les permis et la résidence.

Il n'y a pas un seul membre d'une branche de "service" liée à ces sociétés municipales qui agit comme autre chose qu'un mercenaire commercial, à l'exception peut-être du personnel de la marine américaine et des marines opérant sur les voies de navigation intérieure en haute mer et navigables.

Pour notre propre sécurité et la paix due au monde entier, nous exigeons la liquidation de la DOD, de l'INC et de "la United States of America Corporation" et le retour de tous les actifs et titres américains dérobés détenus par toute espèce des soi-disant «fiduciaires américains», y compris l'Organisation des Nations Unies.

Notre peuple est correctement prouvé et son statut politique et ses fiducies explicites individuelles sont écrits et déclarés. Nos États sont bien vivants, organisés, en session, et il n'y a aucune excuse possible pour une prétention continue autrement. Il n'y a aucune raison pour qu'une société municipale fasse des réclamations contre nous ou continue de faire semblant de nous "représenter" à tout moment de 1860 à aujourd'hui, en l'absence d'un devoir constitutionnel direct et rempli.

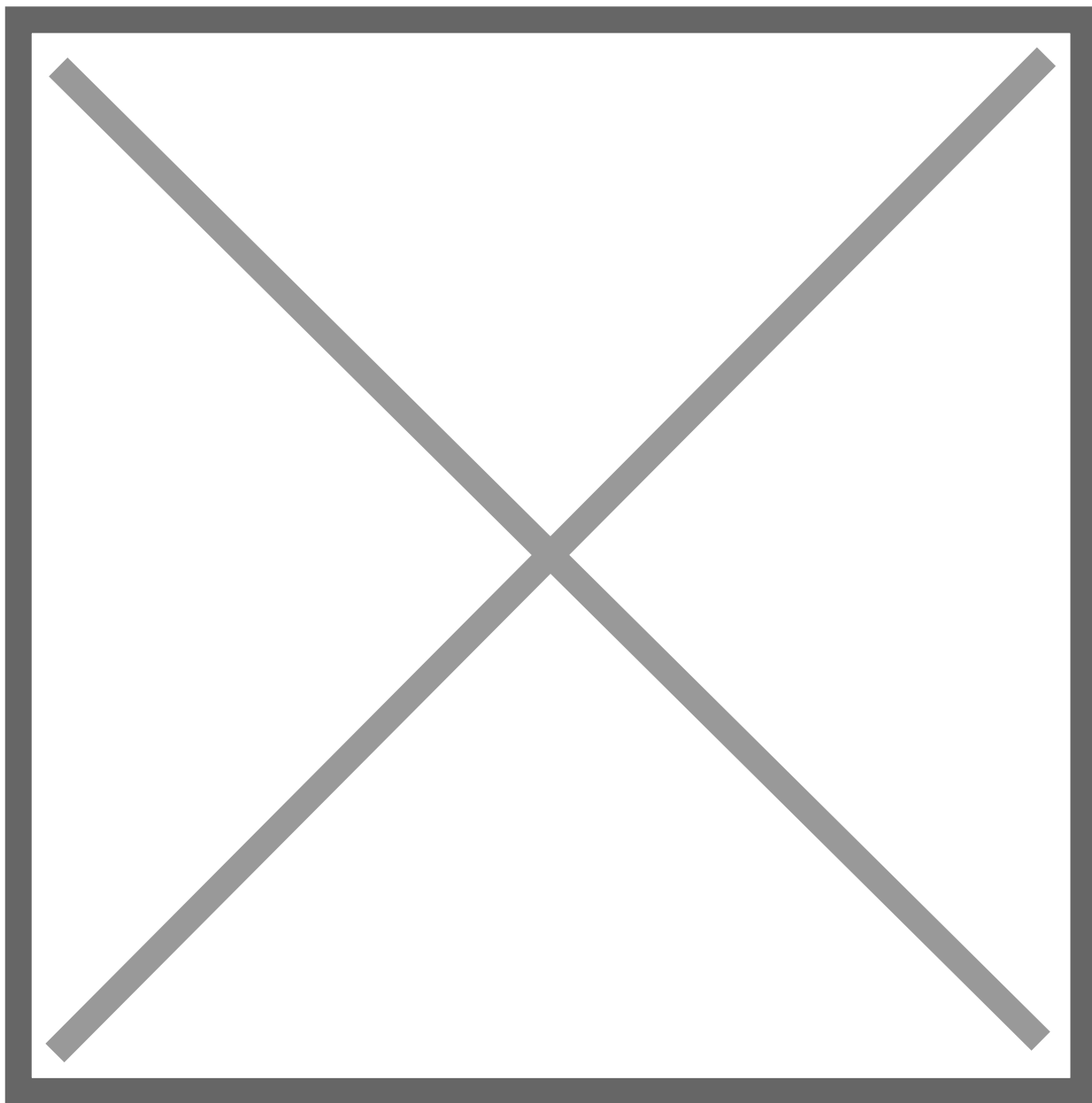
Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire

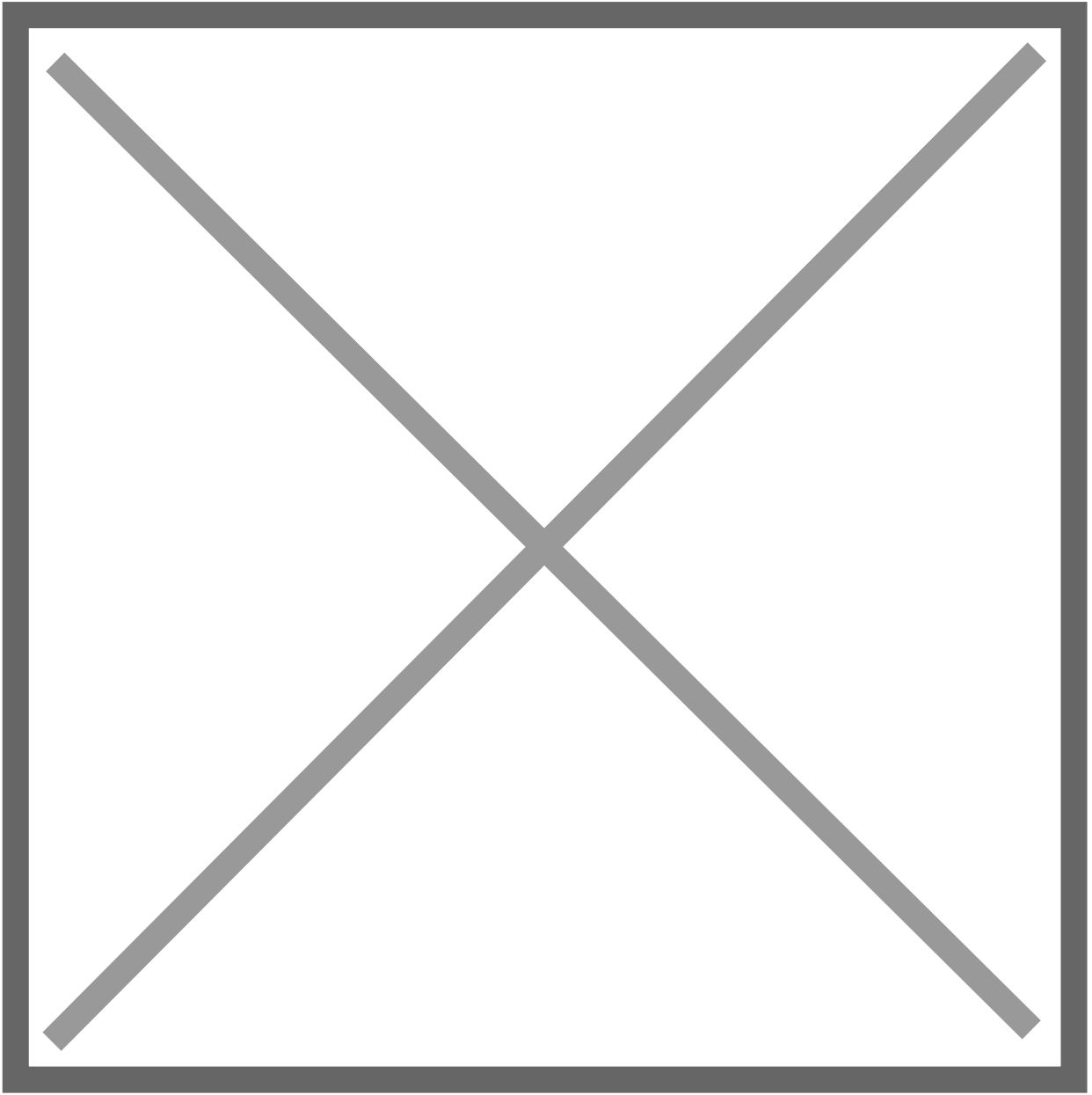
États-Unis d'Amérique

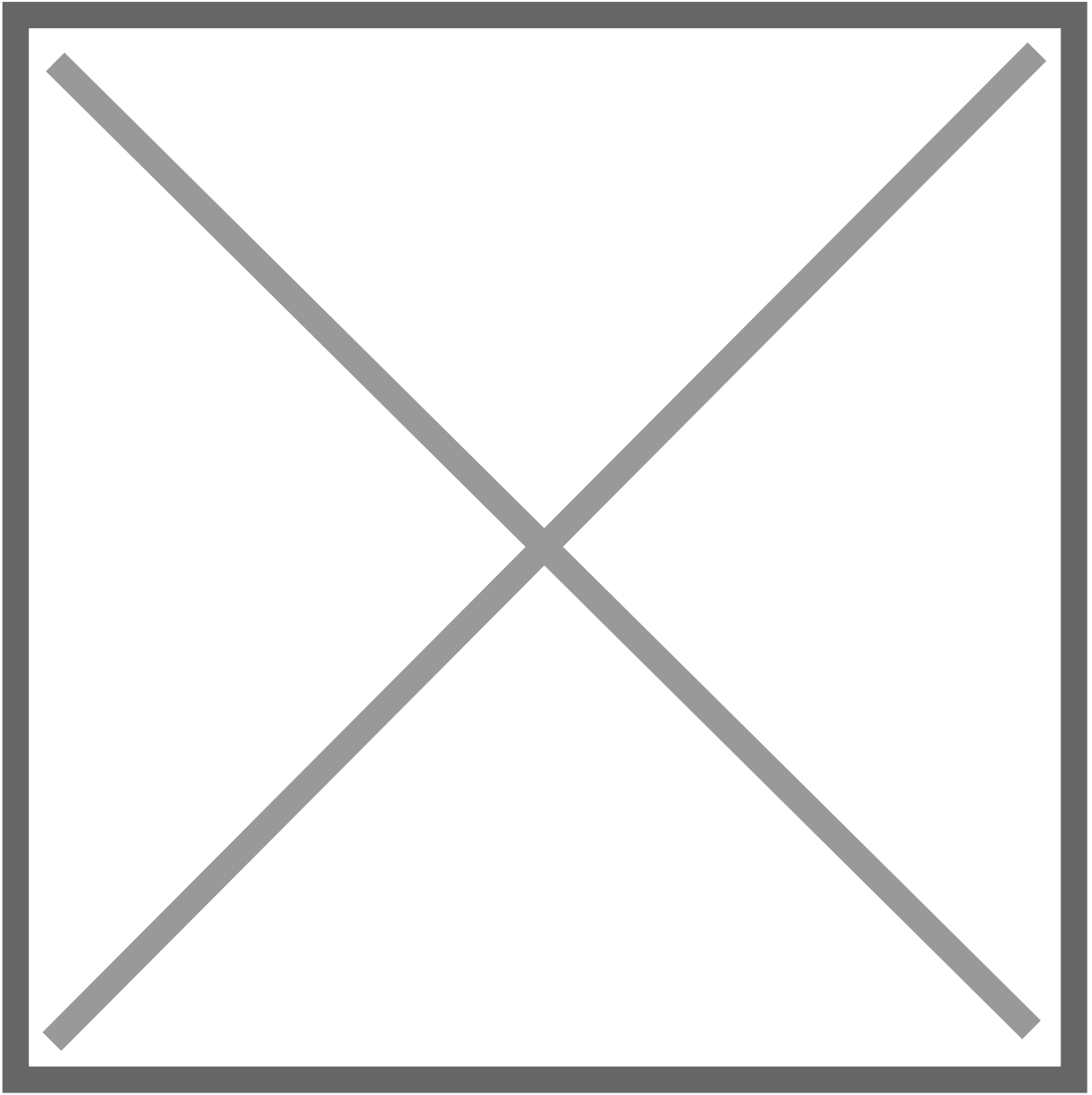
28 mars 2023

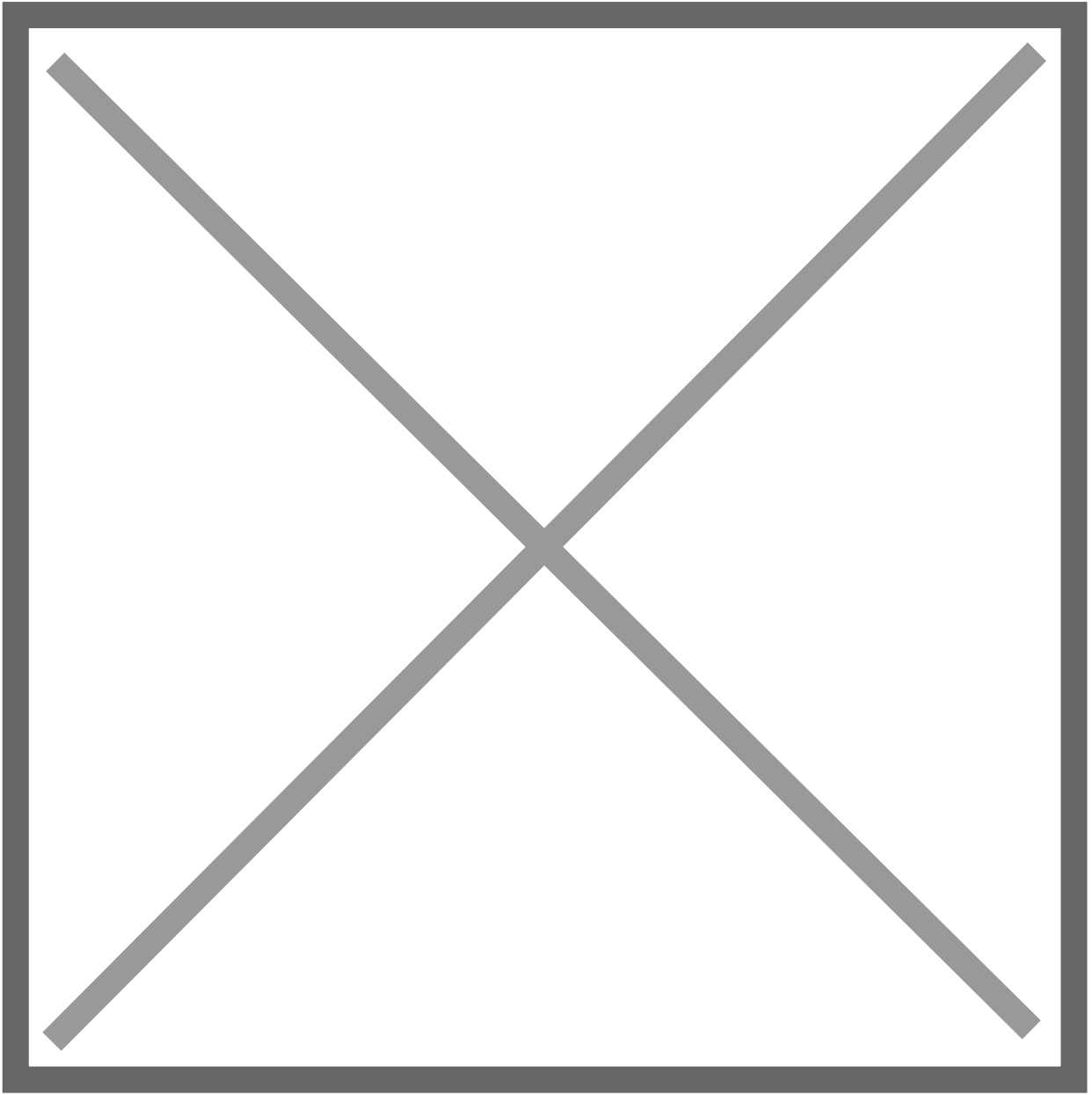
En charge de: Box 520994

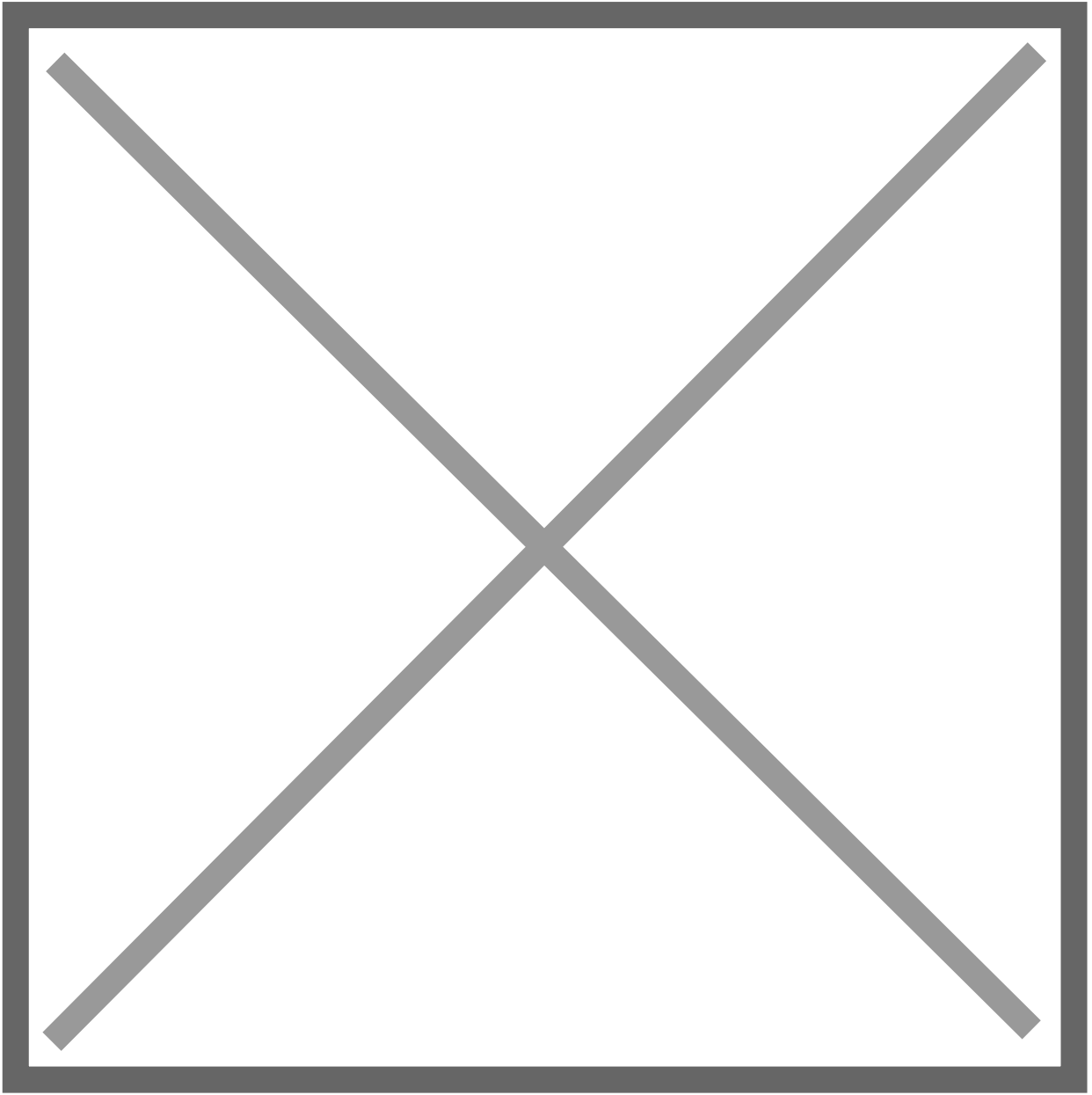
Big Lake, Alaska 99652

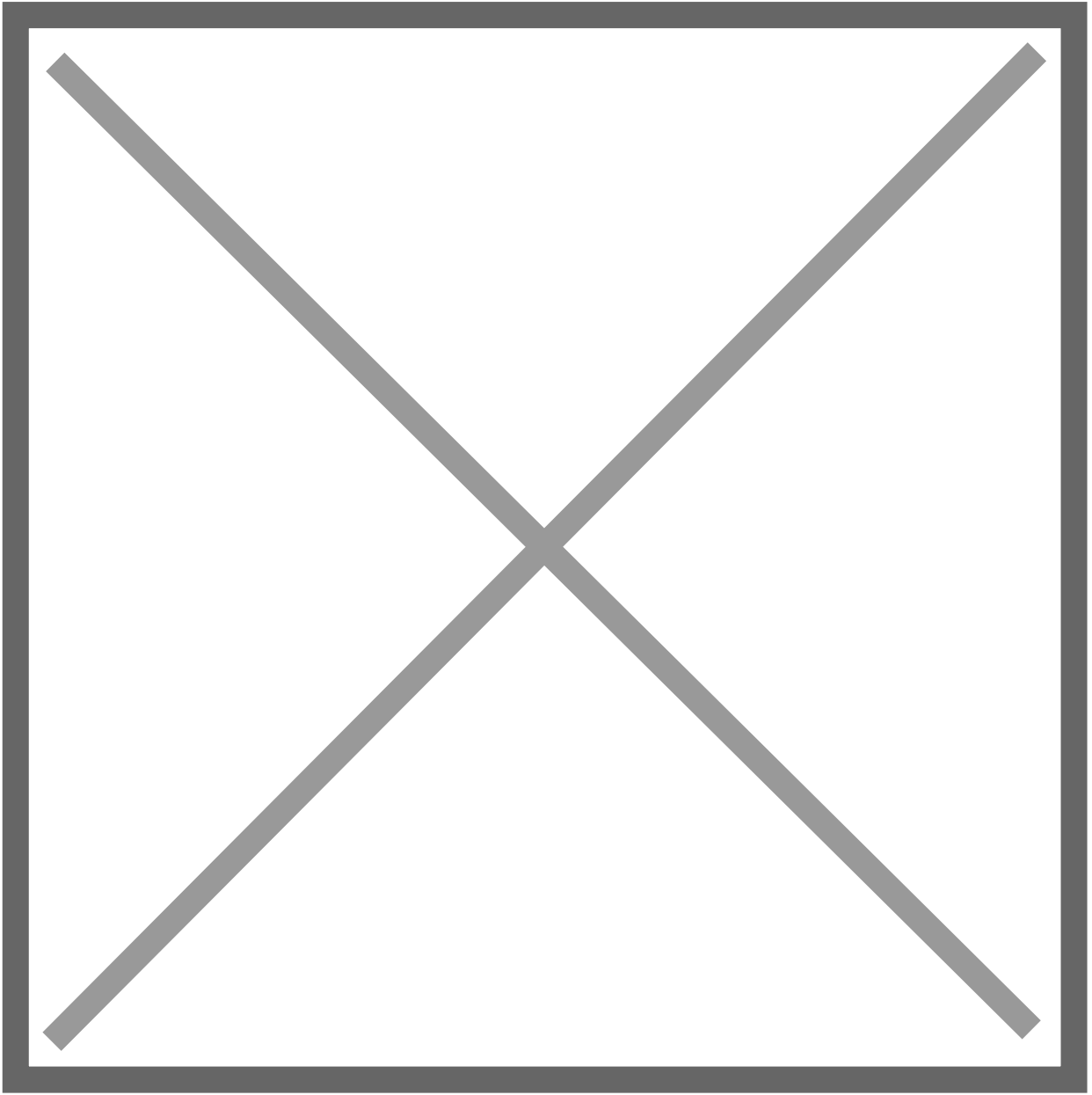


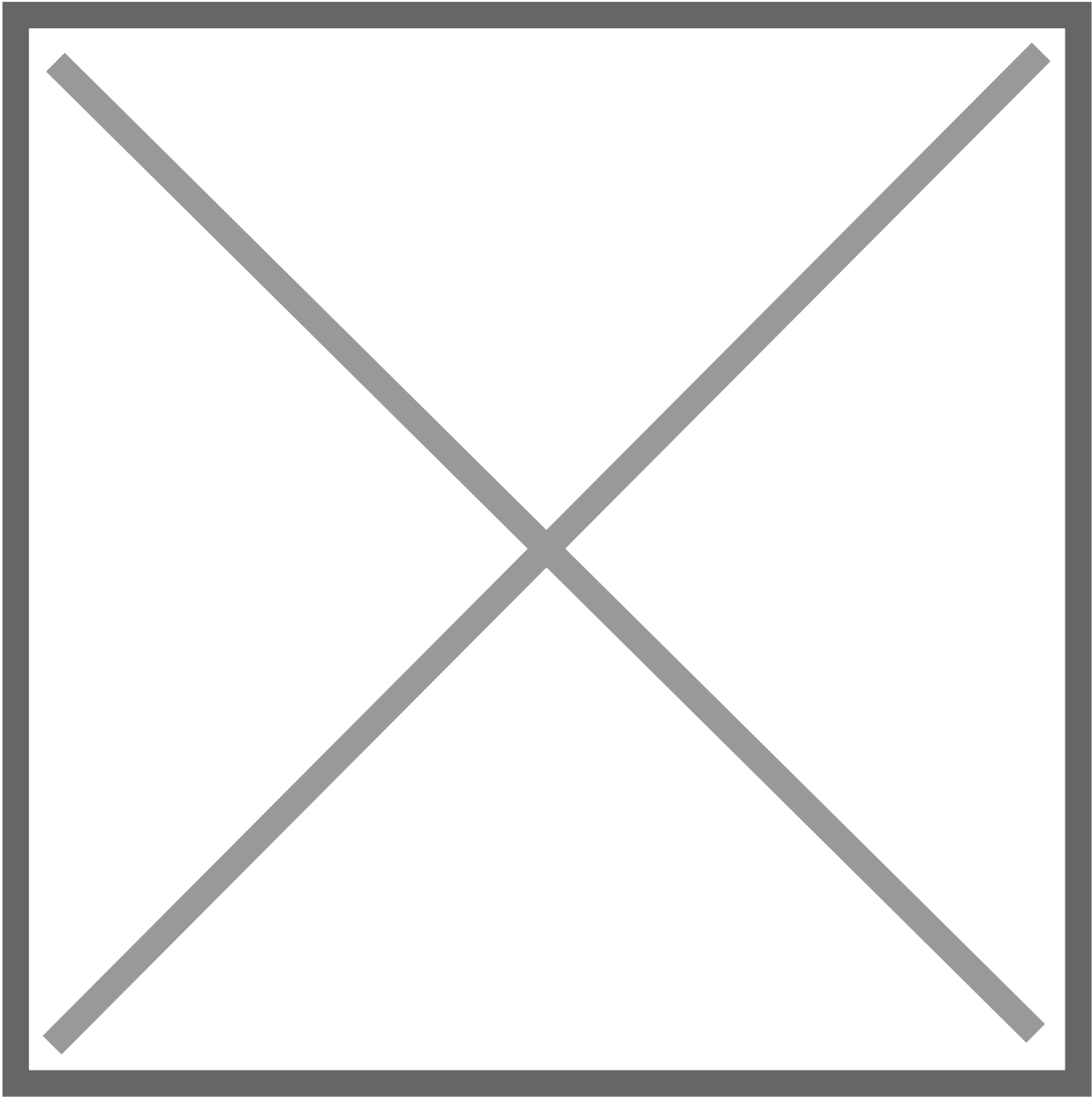












Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

85. fraude rv et anciens chinois

La fraude RV et la fraude des anciens chinois

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Le VR est au mieux une fraude, car même les membres du comité du VR admettent que "personne ne connaît plus le prix de quoi que ce soit, car les marchés sont truqués (via les banques centrales et les bourses de produits) depuis si longtemps."

Autrement dit, personne ne sait quel est le prix du marché libre des haricots ou du riz ou quoi que ce soit d'autre, par conséquent, tout point de départ convenu par un comité est une affectation de valeur arbitraire, basée sur la meilleure estimation personnelle, les préjugés ou l'opinion de membres du comité.

Donc, quelqu'un que je ne connais pas valorise mes carottes ou ne les valorise pas, et mon entreprise prospère ou meurt par la main de forces non élues prenant un coup de couteau dans le noir à une cible de "paramètre de prix" qu'ils ne peuvent même pas voir.

Nous ne pensons pas que ce soit une façon saine d'établir la valeur des carottes ou des devises ou quoi que ce soit d'autre.

L'un des éléments les plus troublants auxquels le comité du VR a dû faire face tout au long de ses efforts est l'achat et le colportage d'influence des divers intermédiaires essayant d'établir de nouveaux efforts de gréement des produits de base et une immense quantité de spéculations.

L'un des exemples les plus flagrants et les plus horribles de cela est le "deal que vous ne pouvez pas refuser" lié à la monnaie zimbabwéenne connue sous le nom de "ZIM". Il existe deux formes de ZIM, une devise standard, et des obligations émises en tant que monnaie depuis @ 2008.

L'émission d'obligations signifie que le gouvernement zimbabwéen emprunte de l'argent contre des ressources qui appartiennent en fait à la population du pays.

En raison de la découverte de la richesse minérale, en particulier des minéraux des terres rares qui sont nécessaires pour les lits Med et d'autres technologies avancées, le gouvernement du Zimbabwe est constamment stressé depuis cette découverte, courtisée par une variété de prétendants amis et attaquée par son propre peuple et par des tentatives de substitution de gouvernement fantoche de type CIA.

En conséquence également, la valeur des obligations ZIM et de la monnaie ZIM a considérablement augmenté --- au moins, de manière spéculative; grâce au processus de VR, personne ne sait réellement quelle pourrait être la valeur marchande de ces produits financiers.

Les gens détiennent ces produits financiers ZIM en attendant interminablement un taux de change final sur lequel ils peuvent échanger.

Plus récemment, le gouvernement chinois a apparemment conclu un contrat avec le gouvernement zimbabwéen actuel (ce sont toutes des sociétés municipales, pas des gouvernements réels) pour négocier le taux de change sur les devises et les obligations ZIM.

Ils offrent \$ 11 millions USD en échange de \$ 100 000 000 000 dans ZIM.

Cela implique que (a) la monnaie zimbabwéenne est dévaluée sans raison apparente, ou (b) les investisseurs sont fraudés de la valeur de leurs investissements via l'incitation au monopole coercitif et les courtiers chinois et leurs États-Unis. Les intermédiaires citoyens siphonnent le reste de la valeur dans le processus d'échange.

Ces messieurs généreux proposent de donner aux investisseurs réels des ressources un centième de un pour cent de la valeur de leurs investissements comme "considération équitable", puis d'obliger les destinataires de cet accord à signer un accord de non-divulgence afin qu'ils ne puissent le dire à personne sur la fraude mise en œuvre contre eux.

Nous l'avons déjà vu, nous n'avons pas besoin de le revivre.

Les soi-disant contrôles, restrictions et restrictions servent à empêcher la dévaluation de la monnaie dans le monde entier et nous sauvent du spectacle de milliers de milliardaires instantanés qui se promènent parmi nous; cependant, ce système est appliqué de manière inégale, de sorte que les investisseurs dans d'autres parties du monde ne sont pas escroqués et contraints à des accords de non-divulgence. Ils sont autorisés à encaisser la pleine valeur de leurs avoirs ZIM, bien que payables sous la forme de la "monnaie numérique de la Banque centrale" avec des limites de retrait.

De cette façon, les auteurs forcent à promouvoir leur monnaie numérique de la banque centrale et à remporter leurs billets de la Réserve fédérale et leurs produits en euros aux dépens des investisseurs américains et européens ZIM.

Ceci est juste une rediffusion moderne de l'escroquerie travaillée par Salmon P. Chase et le général William Tecumseh Sherman. Vous devez échanger une monnaie d'entreprise, des billets de la Réserve fédérale ou des euros, pour acheter une autre devise ou des obligations, dans ce cas, ZIM, en tant qu'investissement. Lorsqu'il est temps de racheter l'investissement, ils vous disent que vous devez accepter des FRN ou des euros ou la devise que vous avez utilisée pour acheter le ZIM, et bien sûr, cette monnaie est alors largement dévaluée. N'ayant pas d'autre choix, les investisseurs prennent ce qu'ils peuvent obtenir.

Ainsi, les auteurs soutiennent la valeur de la Federal Reserve Note ou de l'euro sur le dos des investisseurs, et siphonnent le reste, et personne n'est plus sage grâce à l'accord de non-

divulgarion, qui garantit qu'aucune des victimes de cette Swindle-in-the Making - ceux qui ont qualité pour poursuivre la blessure, peuvent le faire.

C'est presque aussi "bon" que de voler le domaine vital d'un bébé dans son berceau.

Nous passons à la fraude des anciens chinois. Les seuls vrais Chinois impliqués sont les familles bancaires chinoises qui étaient toutes d'anciens patriotes lors des ravages de Mao-Zedong et du PCC, dont Ferdinand Marcos.

Marcos a été embauché comme avocat privé pour un déposant professionnel de métaux engagé par le Vatican pour déplacer de l'or et d'autres métaux précieux du Avila Family Trust partout dans le monde. Cette fiducie faïtière contient et contrôle de l'or qui appartient en fait à de nombreuses autres fiducies familiales privées et aucune d'entre elles n'est chinoise.

Nous avons la preuve absolue des registres réels de propriété et de dépôt et des accords internationaux et des procurations, il n'y a donc aucun moyen de promouvoir un récit selon lequel les "anciens chinois" ont fait don de cet or à n'importe qui, n'importe où dans l'histoire du monde.

Il y a une autre source d'or, et c'était nous, notre or, appartenant aux États-Unis d'Amérique, non incorporé, qui a été transporté aux Philippines par les États-Unis. Marine pour "sauvegarde". Nous l'avons également cloué.

Il n'y a aucun moyen pour le gouvernement des Philippines d'éviter ses obligations en tant que fiduciaire de notre or et le fait que leurs terres sont en notre possession légale; le traité de Manille Bay est un traité maritime entre le gouvernement britannique territorial des États-Unis et les Philippines. Nous sommes ceux qui ont payé la terre et le sol des Philippines avec de l'or et du sang.

Et maintenant, nous sommes traités au spectacle de plus de navires et de sous-marins de la Marine faisant des lignes d'abeilles transportant de l'or du monde entier à Hong Kong. Grâce à LIDAR et à la tomographie physique, nous pouvons nous asseoir et regarder les navires aller et venir, nous pouvons déterminer, en général, la source de l'or, et suivre à la fois le départ et l'arrivée de ces envois.

Quiconque pense que cela se produit "sous un manteau de secret" ferait mieux de réfléchir à nouveau. La technologie de surveillance moderne va dans les deux sens. Il ne sera pas possible de dire que l'or est perdu, et personne ne pourra transmettre une histoire de coq et de taureau sur la Route de la Soie à l'époque de Marco Polo.

Les gens qui jouent le rôle des anciens chinois peuvent être de bonnes personnes, peuvent être des sages, etc., mais les saints de l'Église catholique romaine aussi, et la plupart de nos pères fondateurs. En plus d'être sages et bons, ils ont la similitude supplémentaire d'être utilisés comme vitrines pour les organisations criminelles engagées dans toutes sortes de vice et de violence.

Nous l'avons déjà vu, nous n'avons pas besoin de le revoir.

Nous souhaitons que le comité du VR soit dissous et que ses membres admettent la vérité: ils se sont vu confier une tâche impossible et seules les forces du marché libre peuvent déterminer la valeur réelle de quoi que ce soit.

Nous souhaitons que les bourses américaines grossièrement mal administrées, c'est-à-dire les bourses de devises ersatz mises en place pour permettre aux investisseurs privés d'échanger des devises internationales telles que le ZIM et le dinar irakien, soient complètement réformées, et que les offres soient faites de manière raisonnablement équitable et échangeables dans diverses devises et sans aucun accord de non-divulgateion qui ne permette de poursuivre les actes répréhensibles.

Nous souhaitons que tous les contrôles, restrictions et restrictions de bon sens qui sont utilisés pour empêcher les dépenses et le consumérisme effrénés soient appliqués de manière égale dans le monde entier.

Nous souhaitons que le peuple zimbabwéen soit tenu inoffensif et protégé au niveau international contre toute ingérence dans son gouvernement et ses affaires intérieures.

Nous souhaitons que chacun se souvienne que les ressources d'un pays appartiennent à son peuple --- toutes les ressources. En conséquence, le peuple zimbabwéen est le véritable propriétaire des minéraux des terres rares, et non son gouvernement, qui est simplement chargé de représenter de bonne foi leurs meilleurs intérêts.

Nous souhaitons que notre propre or soit remis à notre contrôle sans autre prétention d'intérêts de confiance publics ou privés, d'obligations de citoyenneté étrangère ou d'autres fautes frauduleuses.

Nous souhaitons que l'or déployé dans le monde entier à partir du Avila Family Trust soit remis au contrôle des propriétaires réels, de leurs héritiers et de leurs ayants droit.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
Sous la garde: encadré 520994
Big Lake, Alaska 99652

7 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

86. fraude au sel

La fraude au sel

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Une grande partie de ce que nous avons envisagé s'est concentrée sur les formes de fraude à grande échelle menées à grande échelle.

Nous avons vu l'appât et le changement d'un bureau présidentiel pour un autre, l'appât et le changement d'une organisation commerciale d'État pour une autre, et même l'appât et le changement de gouvernements constitutionnels et limités remplacés par des gouvernements territoriaux rapaces gérés par des étrangers. , sociétés municipales à but lucratif dans le domaine de la fourniture de services gouvernementaux.

Nous avons vu ces schémas de substitution se poursuivre dans une variété infinie, même jusqu'au niveau de l'identité personnelle. Les personnes vivantes ont été imitées par des domaines de défunt infantile et soumises à des relations de fiduciaire non consensuelles avec des membres d'une association professionnelle étrangère dont les membres opèrent en tant qu'exécuteurs de Son Tort - pillant les domaines des victimes vivantes, bien qu'ils le jugent bon.

Les membres des barreaux agissent comme collecteurs d'impôts pour Rome depuis le deuxième siècle avant JC et sont venus en Grande-Bretagne en tant que compagnie de Merrie Men dans les derniers jours d'Elizabeth I. Depuis lors, ils se sont répandus dans le monde entier, apportant avec eux les mêmes stratagèmes de fraude légaliste et linguistique et des artifices constructifs.

Ils enlèvent leur portion du haut et remettent le reste au monarque britannique, qui prend leur coupe, et qui transmet ensuite le reste au Saint-Siège, qui distribue la majorité du butin de ce système à sa guise --- attribuant généralement une portion au réinvestissement, une portion aux travaux humanitaires et une portion pour l'administration.

Nous l'avons établi à partir des registres des virements bancaires.

Tout cela imite un système de gouvernance beaucoup plus ancien, celui de la Rome impériale. Aucun érudit en classiques ne peut manquer ce point.

L'Empire Charles III hérité est un Empire des morts, un empire de sociétés qui se répandent dans le monde entier, y compris l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande et le Pays de Galles, comme une vaste toile d'araignée, tous contrôlés par la Chaire des États.

Nous pouvons maintenant voir clairement quels "domaines" sont référencés: tous les domaines de cancrs infantiles et les domaines des gouvernements libérés des personnes vivantes sont gérés comme des fiducies par des sociétés commerciales constituées --- tous aping et prétendant représenter les terres dormantes depuis longtemps gouvernements de juridiction qu'ils ont usurpés par la fraude et la ruse sous la couleur de la loi.

Nous avons mentionné les "gloires de Rome" --- ses empires commerciaux lointains, ses armées, sa discipline, ses exploits architecturaux et d'ingénierie, son système judiciaire efficace mais sévère, ses philosophes, son langage logique, son système monétaire fiable --- mais nous devons également noter la laideur de Rome et la manière dont son système de gouvernance se termine de manière prévisible par la corruption, la dégradation morale et l'aliénation.

Rome était (et est) un empire esclave.

Il y avait deux types d'esclaves dans l'Empire romain - ses propres citoyens et tout le monde.

Les citoyens romains ont servi l'Empire en tant que serviteurs sous contrat, ont pu voter lors de diverses élections et ont été obligés de servir à divers titres administratifs et militaires, tout en bénéficiant de certains avantages sociaux.

Les vastes armées de Rome fonctionnaient également comme des serviteurs sous contrat d'un grade différent et inférieur, bien que l'on puisse être citoyen de Rome et membre de l'armée en même temps; ces doubles citoyens étaient soumis au droit militaire pendant leur service et au droit civil pendant la retraite.

Il s'agit de la même structure exacte que nous voyons être dirigée par les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia aujourd'hui.

Le Territorial britannique des États-Unis. Les citoyens sont à peu près divisés en deux classes - une classe politique et une classe militaire professionnelle et comme dans la Rome antique, ils fonctionnent comme des serviteurs sous contrat, ont la double nationalité travaillant sous des contrats appelés Constitutions.

Le reste de la population est coincé dans le statut politique des criminels et des esclaves présumés, arbitrairement présumés être des "citoyens de la United States" Municipal Corporation.

Les Romains antiques considéraient leur vaste population d'esclaves de la même manière qu'un fermier considère un troupeau de vaches ou un troupeau de moutons - une ressource à épouser et à contrôler et à traire et à bilker aussi efficacement que possible.

Nous voyons aujourd'hui la même attitude exprimée par la direction des sociétés municipales: elles se réfèrent au grand public américain comme du «bétail» et au travail accompli dans les États-nations de l'Union comme étant «à la ferme».

Les esclaves occupaient la même position, ne serait-ce que légèrement plus élevée, que les animaux dans le schéma romain des choses, et, comme maintenant, les Romains discutaient de l'administration des nations esclaves de la même manière qu'un agriculteur discutait de la gestion

du bétail, jusqu'à l'élevage et les programmes de stérilisation.

Nous n'avons pas à chercher loin ou longtemps pour déterminer la source des problèmes qui nous ont été visités par les planificateurs de la pandémie. Ceci, comme la planification familiale de Margaret Sanger, fait partie du programme eugénique introduit par le seigneur britannique Pirbright et Cecil Rhodes en Afrique du Sud, et c'est le même schéma exact adopté par les nazis au nom de la pureté raciale. Et tout ce mal, toute cette mauvaise pensée, nous vient directement de la Rome impériale.

Nous l'avons déjà vu et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Leurs tentatives de justifier leur propre criminalité en affirmant l'infériorité des autres, ont conduit les Romains antiques et leurs disciples d'aujourd'hui à commettre les mêmes erreurs.

Alors que les Romains rabaissent les autres hommes et femmes, la logique inévitable de la nature dicte qu'ils se rabaissent eux aussi, afin qu'ils deviennent rapidement corrompus, aliénés et cruels.

C'est parce qu'ils ne peuvent plus se voir reflétés dans leur prochain. Comme ils objectivent les autres, ils deviennent des objets.

Une mentalité de chien-manger-chien prend le relais et les criminels désireux de mentir, de tricher, de voler, de tuer et d'abuser des autres, se réfugient dans les théories sur la "survie des plus aptes" et la "sélection naturelle" --- sans jamais remarquer à quel point ils sont consanguins, malades et inaptes à tous égards, ils sont devenus.

Ceci est le résultat direct de la dépendance de Rome à l'esclavage. On ne peut pas asservir un autre, sans devenir asservi à quelque chose de pire.

Chaque fois que Rome empiète sur la loi du libre arbitre, la loi s'applique à l'avilissement mental, émotionnel et physique complet des intrus.

Rome n'a jamais eu d'économie en dehors de la guerre pour le profit et de l'esclavage des nations conquises. Même ses réseaux commerciaux tant vantés étaient animés par des esclaves et les esclaves constituaient une partie importante de la production et de la valeur nette de Rome. Ils ont fait leur argent en faisant la guerre au profit et en vendant des esclaves. Ils le font toujours. Ils refusent d'apprendre quelque chose de mieux ou de différent et continuent de se cogner la tête contre la nature elle-même, avec des résultats prévisibles.

La nature gagne. Les Romains et leurs partisans s'autodétruisent, désespérément dégradés et se vautrent dans la corruption mentale et émotionnelle qui résulte de la pratique de l'esclavage. Bientôt, aucune drogue n'est assez forte, aucune perversion sexuelle suffisamment titillante, aucune cruauté assez vile, il n'y a rien de bas en dessous d'eux alors qu'ils plongent la tête la première dans la fosse de leur propre fabrication.

Ce n'est pas une erreur que la fonction publique fédérale sous l'administration du gouvernement de la ville ait combattu aux côtés des organisations de l'État d'État du Sud pendant la soi-disant guerre civile américaine.

Rome ne pouvait pas être financée à sa manière traditionnelle sans l'esclavage institutionnalisé.

Sachant cela, les dirigeants se sont frayé un chemin hors des décombres qu'ils ont créés avec le soi-disant quatorzième amendement à la Constitution d'entreprise adopté par la British Territorial Municipal Corporation en 1868.

Tout en supprimant la propriété privée des esclaves avec le treizième amendement, les auteurs se sont retournés et ont rétabli l'esclavage institutionnalisé en créant la propriété publique des esclaves via leur quatorzième amendement imposé et auto-adopté unilatéralement.

Ils ont en outre défini tous les criminels comme des esclaves et se sont laissés le privilège de définir le crime par des actes législatifs au lieu du droit public.

Ils étaient eux-mêmes déjà des criminels en vertu de notre droit public, ayant commis une trahison et une insurrection armée et un complot contre les contrats de service mêmes qui les définissent et leur permettent d'exister et d'avoir leur résidence dans ce pays.

Parce qu'ils ont soutenu le côté perdant ("le Sud") pendant la guerre, le gouvernement municipal géré par la ville devait des réparations de guerre à la British Territorial-operative Municipal Corporation - le gouvernement du district, une circonstance qui a conduit à définir tous les "citoyens" municipaux des États-Unis "en tant que criminels --- et esclaves, dans le cadre du programme du quatorzième amendement.

Les fiducies immobilières privées établies par le Saint-Siège devaient de l'argent - des «réparations de guerre» aux fiducies immobilières publiques établies par la Couronne britannique.

Rien de tout cela n'avait à voir avec les Américains de base.

Le Territorial britannique des États-Unis. Les citoyens recouvraient les dettes des «citoyens des États-Unis» --- des employés de la fonction publique fédérale et de leurs personnes à charge.

Il était pratique pour les deux parties de confondre les Américains moyens avec les participants à cet arrangement. Plus il y a de citoyens municipaux des États-Unis, plus il y a d'objectifs à collecter auprès - de l'avis des sous-traitants territoriaux britanniques, et plus il y a de citoyens municipaux des États-Unis, plus la dette était répartie - de l'avis de la Sous-traitants gérés par la ville.

Les deux côtés de cette situation étaient très motivés à confondre les Américains moyens avec les citoyens des États-Unis, et ils l'ont fait, via tous les différents contrats privés que les auteurs ont offerts et appliqués sous la couleur de la loi et des conditions de non-divulgateion.

Cela comprend, mais sans s'y limiter, l'enregistrement des naissances, le droit d'auteur non divulgué des noms donnés, la création de fiducies publiques et privées pour enfants décédés et des comptes associés, l'octroi d'obligations de citoyenneté étrangère, l'inscription forcée à des programmes tels que la sécurité sociale et Service sélectif (le projet militaire), l'octroi de licences aux professions et professions communes, la fiscalité des gains privés, et la soumission des victimes à des lois étrangères qui ne leur étaient par ailleurs jamais applicables.

En utilisant ces fiducies constructives - c'est-à-dire des fiducies théoriques publiques et privées, établies au nom de chaque Américain vivant - le pillage de ces fiducies a commencé en mai 1865, avec la création de districts militaires et de tribunaux militaires de district.

La population d'esclaves d'origine des employés de la fonction publique fédérale et de leurs personnes à charge a été rapidement augmentée par tous les anciens esclaves des plantations qui, involontairement, avaient la "citoyenneté des États-Unis" qui leur avait été conférée par des membres du Congrès territorial, et leurs domaines terrestres ont donc été saisis et pillés et utilisés comme garantie soutenant les dettes de ces monstres.

L'offre originale de réinstallation de Forty Acres et d'un mulet étendue aux anciens esclaves des plantations a été rapidement modifiée pour l'opportunité beaucoup moins coûteuse de la conversion illégale du statut politique naturel des anciens esclaves. La grande majorité n'a pas commencé à saisir l'impact de la «citoyenneté fédérale» qui leur a été conférée et n'a donc pas résisté.

Les quelques-uns qui se sont opposés et ont résisté à l'hypothèse de la citoyenneté fédérale, y compris des dirigeants amérindiens avertis, ont été réduits au silence par le meurtre, l'incarcération illégale et l'internement dans les soi-disant réserves indiennes.

L'absence de divulgation complète annule tout contrat, mais les gens doivent connaître l'existence d'un contrat avant de pouvoir s'y opposer. Nous avons vu cette fraude non-divulgation tout au long --- non-divulgation aux mères signant des documents dans les hôpitaux, non-divulgation aux personnes "volontaires" pour s'inscrire à la sécurité sociale, non-divulgation concernant les bureaux occupés, non-divulgation sur les élections privées se substituant aux élections publiques, non-divulgation concernant le caractère mercenaire des services armés, et ainsi de suite.

Même s'il est totalement illégal et illégal de "sécuriser" la chair vivante, les auteurs de ce stratagème de fraude se sont efforcés d'excuser leurs actions comme étant techniquement admissible, parce qu'ils répondaient à leurs actions et prétendaient à des franchises constituées appartenant à l'autre Corporation municipale impliquée dans l'orchestration de cette fraude - pas aux personnes vivantes dont toutes ces sociétés ont été nommées.

Dans le domaine théorique, ces fictions légales pouvaient se battre toute la journée sans nuire aux personnes qui leur avaient été nommées, et le peuple ne serait pas plus sage.

Dans la vraie vie, les personnes vivantes ont été systématiquement maltraitées par les tribunaux de district militaire et les franchises étrangères "State of State Courts" et maltraitées comme esclaves, même si la grande majorité de ces Américains n'ont pas participé à la guerre civile américaine et ne devaient pas réparer de guerre et n'étaient pas citoyens des États-Unis, et n'ont jamais travaillé pour aucun employeur fédéral.

En maintenant cette usurpation d'identité et cette fraude «d'identité erronée», les sociétés municipales incriminées hébergées dans le district de Columbia ont continué de percevoir des réparations de guerre résultant de leurs propres activités pendant 160 ans. Toutes les dépenses de ces guerres à but lucratif ont été supportées par les victimes et tous les bénéfices ont été ramenés

à Londres et à Rome.

Quand est venu le temps de payer les soldats, les auteurs ont prétendu qu'ils ne savaient pas où ils étaient.

À partir de la Seconde Guerre mondiale, les hommes enrôlés et enrôlés et autrement enrôlés pour servir dans les forces armées "américaines", ont souffert de nouvelles présomptions juridiques.

S'ils n'ont pas écrit de lettre à leur commandant de branche disant le contraire, il a été présumé qu'ils restaient éternellement dans la juridiction fédérale et ont choisi de ne jamais rentrer chez eux dans les États-nations de l'Union à la fin de leur mandat. Par conséquent, ces anciens combattants n'ont pas pu accéder à leurs garanties constitutionnelles ni percevoir les portefeuilles d'actions et autres avantages qui leur étaient dus. En conséquence, ils sont restés soumis au droit privé étranger des sociétés municipales et ont été à jamais privés de la liberté pour laquelle ils se sont battus.

Ce qui a commencé avec les États-Unis. Citoyens aux États-Unis. Les militaires réclamant des réparations de guerre aux citoyens de la fonction publique fédérale des États-Unis ont été retournés de sorte qu'en tant que vétérans, ils sont eux-mêmes considérés comme des citoyens des États-Unis. Toute cette chicane se déroule entre deux sociétés municipales, qui appartiennent en dernier ressort au pape, et des millions d'Américains ont été pris au milieu de celle-ci, mal identifiés, ciblés et fraudés.

Étant donné que ces deux sociétés sont finalement détenues et exploitées par le pape, il est en effet ridicule de prétendre qu'elles sont en guerre, ou que prendre de la poche gauche pour payer la poche droite est très différent dans son résultat net à prendre de la poche droite pour payer la gauche.

En tant que gouvernement légal de ce pays, nous souhaitons que cette activité criminelle de la part de nos sous-traitants fédéraux et la promotion de guerres bidon cessent.

L'esclavage de facto des citoyens municipaux des États-Unis et la conversion illégale non divulguée de millions d'Américains dans ce statut politique étranger se poursuivent à ce jour; acculé, le Saint-Siège a affirmé que tout cela était "volontaire" et que les victimes de ce régime en recevaient des "avantages".

Le commissaire de l'IRS et de nombreux employés de ce réseau d'extorsion privé ont également affirmé que le paiement de l'impôt fédéral sur le revenu par la majorité des Américains était volontaire à 100.

Ce qu'ils ne parviennent pas à résoudre, c'est le manque de divulgation et de force sous la couleur de la loi qui a assisté à la création de tous les prétendus contrats privés "volontaires" soutenant ces allégations de "conformité volontaire" - et toutes les actions d'application vicieuses qui résultent lorsque les volontaires ne plus se conformer.

Il est impossible qu'un contrat soit volontaire s'il n'est pas divulgué à 100%, et il est également impossible qu'il soit volontaire lorsqu'il est établi sous contrainte --- par exemple, étant dit que

vous ne pouvez pas avoir d'emploi en Amérique sans compte de sécurité sociale, étant dit que vous ne pouvez pas payer de dette sauf avec plus de dette, étant dit que vous "devez" inscrire-vous pour Selective Service, et toutes les autres directives et mandats intéressés qui ne s'appliquent qu'aux citoyens fédéraux imposés aux Américains moyens.

Un examen plus approfondi des circonstances montre que les victimes ne savent même pas ce qu'elles sont censées faire, et les prétendues prestations sont toutes payées par les victimes elles-mêmes.

Les citoyens de la Rome antique ont également reçu des "avantages" --- sous forme d'allotissements de sel. Les fantassins romains ont reçu du sel comme salaire. C'est l'origine du dicton: "Vous valez votre sel."

Le gouvernement romain a interdit l'ancienne pratique de la récolte du sel de la mer et s'est arrangé pour utiliser le sel extrait de ses propres mines de sel à la place. Ainsi, il a créé une valeur et un marché arbitraires pour le sel, l'un des minéraux les plus courants sur Terre, et s'est payé pour payer à ses propres soldats et citoyens une allocation de sel que les victimes ont finalement payée par le biais de la fiscalité.

Vous vous souvenez de la marche de Gandhi vers la mer et du Raj britannique qui gênait les gens qui cherchaient à récolter du sel de la mer? Là, ils se tenaient dans leurs uniformes avec leurs billy clubs et leurs fusils, battant et tirant sur la foule de gens non armés affirmant pacifiquement leur droit traditionnel de récolter du sel de la mer.

C'est exactement la même chose, une autre rediffusion. Les Britanniques, comme les Romains avant eux, ont interdit la récolte de sel de la mer --- et pour les mêmes raisons.

Les habitants de notre pays et de tous les autres pays touchés par cette criminalité ont été informés qu'ils devaient s'inscrire à un numéro de sécurité sociale et avoir un compte de sécurité sociale pour avoir un emploi.

Il s'agit au mieux d'une demi-vérité, car elle ne s'applique qu'à l'emploi fédéral.

Le reste de la population, qui a tous été délibérément mal informés et qui n'a jamais cherché d'emploi fédéral en premier lieu, est contraint par la couleur de la loi de s'inscrire à la sécurité sociale, un programme de retraite fédéral pour les employés fédéraux et leurs personnes à charge.

Même le fait que ce programme soit conçu pour les employés fédéraux et leurs personnes à charge n'est jamais divulgué dans aucune des publications sur les inscriptions. Il n'est pas question de savoir qui pourrait être un "dépendant" et si vous en êtes un ou non.

Pourtant, le Saint-Siège et ses sous-traitants territoriaux britanniques décrivent cette action comme "volontaire" et affirment qu'elle crée un accord privé à vie pour accepter la servitude et la fiscalité en tant que citoyen municipal des États-Unis en échange de ces avantages que les victimes paient.

Les auteurs utilisent cela comme excuse pour percevoir 7,5% des gains totaux à vie de la victime en tant qu'impôt sur la sécurité sociale et facturer à leurs employeurs une taxe correspondante de 7,5. Ils utilisent également ce prétendu contrat privé comme excuse pour percevoir l'impôt fédéral sur le revenu et prendre encore 30% à 40% en moyenne des gains à vie de la victime.

Comme la taxe sur le sel, il n'y a aucun avantage réel impliqué; bien au contraire.

Si les victimes étaient autorisées à simplement conserver leurs revenus, elles bénéficieraient d'un niveau de vie sensiblement meilleur tout au long de leur vie, et si elles n'en investissaient que la moitié, dans un compte à faible taux d'intérêt, elles pourraient continuer à jouir de ce niveau élevé de vie et de payer leur assurance médicale et leurs propres frais de fin de vie.

Au lieu de cela, ils paient non seulement pour eux-mêmes, mais pour tous les autres esclaves qui n'ont pas travaillé, gagné et contribué à ce système. Ce n'est pas un acte de charité choisi et volontaire de la part des personnes démunies; c'est un choix politique et administratif fait "pour" eux par les Exécuteurs de Son Tort exploitant les fiducies publiques et privées qui portent leur nom.

Si les esclaves improductifs ou blessés ou sans emploi ne reçoivent pas de soutien de base, ils deviennent réticents et deviennent moches. Ils doivent donc être prévus, mais évidemment, les maîtres esclaves romains ne veulent pas renoncer à un centime supplémentaire, et il est globalement plus pratique pour les autres esclaves de prendre le poids mort et de porter le fardeau du soutien de leurs compagnons esclaves.

Les auteurs ont utilisé la Corporation municipale gérée par la ville et ses millions de franchises comme débiteur universel et ont opprimé sa population d'esclaves mal acquise en conséquence. Des millions d'Américains ont été imposés par ces criminels agissant sous le couvert de la loi et sous le couvert de leurs propres employés fédéraux.

L'argent et plus tard, le crédit, collecté pour la Social Security Administration (un autre sous-traitant public-privé des sous-traitants fédéraux) a été promis d'être mis de côté dans un fonds fiduciaire distinct au profit de ceux qui y contribuent, mais le rapace Congrès territorial réinterprété l'accord après coup, et mettre tout l'argent de la sécurité sociale dans le Fonds général pour être dépensé par leur propre moi précieux pour tout ce qui leur plaît.

Maintenant, ces mêmes sociétés municipales coupables et débauchées se faisant passer pour et prétendant représenter notre gouvernement font faillite et disent à des millions de personnes âgées américaines que leurs paiements de compte de sécurité sociale peuvent être interrompus ou non payés du tout, selon les actions des États-Unis. Les administrateurs, qui n'ont jamais été nommés par nous et qui n'ont même rien à faire ici.

Il n'y a pas de contrat ou de traité permettant à une cour d'homologation d'exister dans ce pays, donc l'institution des "fiduciaires des États-Unis" et leur disposition de nos biens est une autre escroquerie intéressée.

Veillez noter qu'il existe une différence fondamentale entre un avantage acquis grâce au travail acharné et à la contribution, en particulier le travail acharné et la contribution à une fiducie, et un

avantage reçu gratuitement en cadeau. Bien que les deux puissent être bénéfiques, l'un est dû comme une obligation à la fois dans les affaires et dans la conscience morale --- et l'autre ne l'est pas.

Ceux qui ont travaillé et contribué leurs "quarante quarts" d'imposition, une période de dix ans de travail, minimum, doivent le plein bénéfice de leur contribution, tandis que tous les freeloaders bénéficiant de la sécurité sociale sans y cotiser, sont dans un tout autre statut.

De plus, l'intérêt personnel des sociétés municipales a permis la pratique préjudiciable et arbitraire de déshériter un conjoint survivant, leur refusant les services et les avantages qu'eux-mêmes et leur conjoint sont tous deux littéralement dus par ces sociétés.

Les aînés du monde occidental devraient être à l'aise dans leur vieillesse, ayant gagné le soutien de tout ce dont ils ont besoin. Au lieu de cela, ils sont en train de jouer avec des services inférieurs aux normes et des paiements pénibles, car les administrateurs de sociétés ont dépensé leur argent de pension et d'assurance médicale en donnant des prestations et en achetant des votes à des personnes qui n'ont pas cotisé un centime.

Maintenant, même les services inférieurs aux normes sont menacés.

Grâce à cette fraude au sel moderne, appelant des biens et des services que nous payons pour des «avantages» et convertissant nos droits en privilèges sur la base de la fausse affirmation selon laquelle nous adoptons tous volontairement la citoyenneté fédérale, des millions de personnes âgées ont faim et perdent leur maison et cela est directement attribuable aux sociétés municipales qui se paient elles-mêmes et leurs copains à partir de ces mêmes fonds de pension et d'assurance médicale.

Nous souhaitons que tous les fonds collectés par la taxe sur la sécurité sociale de 1933 à ce jour soient vérifiés.

Nous souhaitons que les contributions des Américains qui n'ont jamais été des employés fédéraux ou qui ont été des employés fédéraux pendant de courtes périodes au cours de leur carrière professionnelle, mais qui ne sont pas admissibles à la retraite fédérale, soient mises de côté comme la première obligation prioritaire des sociétés et des directeurs municipaux responsables de cette débâcle.

Nous souhaitons l'arrêt immédiat et permanent du décaissement des fonds de sécurité sociale aux fins de l'achat de votes et de la réinstallation des réfugiés.

Nous souhaitons à la fois la fin des efforts de génocide en cours visant les créanciers prioritaires de ces sociétés municipales et l'importation illégale et illégale de travailleurs étrangers pour remplacer ces mêmes créanciers prioritaires.

Nous souhaitons des soins de santé et de réadaptation les mieux notés pour nos aînés.

Plus qu'assez d'argent aurait pu être et aurait été généré par la Caisse de sécurité sociale elle-même, si les auteurs avaient simplement laissé le programme tranquille et l'avaient laissé

fonctionner comme annoncé.

Au lieu de cela, nous avons un autre exemple de "redéfinition, changement de marque et réétiquetage" non consensuels entraînant une substitution frauduleuse et non consensuelle d'un produit inférieur sous la couleur de la loi, et la fausse déclaration et les malversations persistantes des mandataires agissant dans une capacité non divulguée en conflit d'intérêts.

Nous avons, encore une fois, le vol de fonds appartenant à une population, qui bénéficiera à une autre population, et bien que cela soit masqué par la philanthropie, il est mieux connu comme l'achat de votes sur le nickel de quelqu'un d'autre.

Tout cela en soi devrait être suffisant pour justifier la liquidation immédiate et définitive de ces sociétés municipales incriminées et le retour de leurs avoirs et de tous les intérêts de fiducie publics et privés associés aux personnes blessées.

Cela devrait également être une motivation suffisante pour retirer toutes les prestations de retraite du Congrès des membres du Congrès qui ont promu et permis à ces conditions d'avoir un impact sur le grand public tout en conservant de très belles pensions et des avantages pour eux-mêmes.

Ils devraient également être punis pour s'être exemptés, ainsi que leurs familles, ainsi que leurs membres du personnel et leurs familles, de participer au programme de vaccination forcée qu'ils ont imposé à presque tout le monde. Rien ne dit plus clairement leur culpabilité et leur mauvaise foi que leur évitement du mal qu'ils ont poussé sur tout le monde.

Nous souhaitons que tous ceux qui ont participé à la réinstauration de l'esclavage après la guerre civile et pendant l'administration Wilson et également pendant la Grande Dépression créée arbitrairement, soient exhumés, chassés. et enterré en mer. Ces traîtres en col blanc à ce pays et à l'humanité ne méritent aucun lieu de repos paisible sur notre terre et notre sol.

Pour récapituler:

L'esclavage a été interdit dans ce pays par le treizième amendement de 1865, puis rétabli par le quatorzième amendement à la soi-disant Constitution corporative en 1868.

L'esclavage a été interdit dans le monde entier par la Société des Nations en 1926, puis ressuscité par Franklin Delano Roosevelt en 1933.

Grâce à Rome, l'esclavage a été subi par la population vivante de cette planète plus ou moins continuellement depuis l'Antiquité, à chaque fois avec le même résultat: l'avilissement total et la corruption de ceux qui asservissent les autres, et le vol et l'abus de ceux qui sont asservis.

L'esclavage est une pratique qui ruine le propriétaire d'esclaves par l'avilissement de la conscience morale et qui ruine l'esclave par la maltraitance. Il n'a absolument aucune valeur de rachat et a été interdit à plusieurs reprises en conséquence.

La seule force qui continue de plaider en faveur de l'esclavage est le même gouvernement têtu et impénitent qui a refusé de renoncer à sa dépendance à l'esclavage comme moyen de promouvoir

son propre enrichissement injuste --- la ville de Rome et, à l'heure actuelle, ses sociétés municipales.

Si les Romains aiment tant l'esclavage, laissez-les contempler leur propre asservissement au --- et leur dépendance au mal.

Ayant décidé de mettre fin à l'esclavage en tant qu'institution, nous n'avons pas accepté l'abolition de la propriété privée des esclaves simplement pour faire place à la propriété publique des esclaves. Nous avons appris les leçons de l'esclavage et bien appris. Nous les avons déjà vus et nous n'avons pas besoin de les revoir.

Nous souhaitons la fin totale, complète et permanente de l'esclavage sous quelque forme que ce soit dans n'importe quel lieu.

Les excuses de Rome pour pratiquer l'esclavage et son penchant pour les guerres mercenaires à but lucratif, n'ont jamais été suffisantes à aucun moment de l'histoire de Rome, et elles font encore défaut maintenant.

Nous soutenons qu'un homme ayant des droits naturels fondamentaux et inaliénables ne peut être privé d'aucun de ces droits en tant que condition d'emploi ou en raison d'une certaine habilitation juridique cherchant à redéfinir la nature et le statut de l'humanité, y compris, mais sans s'y limiter, l'usurpation d'identité des personnes vivantes en tant que sociétés ni altération secrète du génome de l'humanité par des criminels sans conscience.

Nous souhaitons une correction immédiate et drastique de l'organe actuel représentant l'intérêt des successeurs du Saint-Empire romain germanique et des propriétaires-exploitants de ces deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia.

Les membres du Barreau sont des Prime Movers dans la mise en place des raquettes de confiance et des jeux de noms que nous avons décrits tout au long.

Ils, membres du barreau, ont volontairement créé et dirigé les tribunaux de district militaire non autorisés et les tribunaux d'homologation en tant qu'entreprises à but lucratif désintéressées de la justice. Ils ont récolté les bénéfices de leurs voisins, amis et ennemis, et ont profité de ce racket légalisé contre les mêmes personnes qui sont leurs employeurs ultimes et à qui ils doivent la bonne foi sous contrat.

Aucune de ces fraudes contre le public ne serait possible sans la participation volontaire des membres des barreaux et leur refus abject de poursuivre les crimes qui renforcent leurs propres intérêts économiques. En effet, ces hommes qui se cachent derrière le caractère sacré de leurs fonctions assumées, ne rougissent pas de commettre des crimes chaque jour qu'ils opèrent en tant qu'officiers de banque se faisant passer pour des ministres de la justice.

Tout ce dont nous avons discuté ici et tout au long de notre présentation équivaut à un crime commercial; il n'y a pas de politique de noir ou blanc, républicain ou démocrate, pas catholique ou protestant --- tous ont souffert également de l'infraction pénale de confiance et des contrats de service déshonorés.

Comme dans la Rome antique, un putsch militaire a conduit à l'Empire des villes et mène maintenant à la destruction à la suite de la criminalité et de l'immoralité qui en résulte.

Nous souhaitons que ce cycle écoeurant de stupidité s'arrête et appelons ses responsables à l'arrêter.

Tout cela est le résultat: (1) de l'idolâtrie d'argent; (2) la doctrine de la rareté; (3) Le refus romain de trouver un autre moyen de gagner sa vie; (4) Mauvaise foi et chicane légale; (5) Violation des contrats de fiducie et de service commercial; (5) crime institutionnalisé rendu possible par des membres des barreaux.

Nous souhaitons la fin de la théorie du cosmos centrée sur l'homme et de toutes les activités désagréables et malhonnêtes qui y sont associées.

Nous sommes tous des êtres de lumière vivant dans un corps fait de poussière. Nous avons mieux à faire avec le temps dont nous disposons que de nous battre et de tricher et de mentir et de voler et de tuer

Nous devons être libérés de la répétition de tous ces stratagèmes de fraude et expiés - plus soumis à Satan et à ses bêtises, pleinement informés de la nature banale et duplicité du mal, que ce mal soit trouvé à l'intérieur ou à l'extérieur d'une institution donnée, personnifié comme une idole, nommé ou sans nom.

Nous avons réussi les tests et devons être libérés.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

21 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee

87. fraude à la connexion samaritaine

La fraude à la connexion Samaritaine

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Charles le cinquième, alias Charles V, est né à Gand, en Flandre. C'est pourquoi il existe toute une série de traités internationaux appelée Les traités de Gand, et une partie de la raison pour laquelle la Belgique et les Pays-Bas continuent de jouer un rôle disproportionné sur la scène mondiale.

Charles le Cinquième est devenu Charles V du Saint-Empire romain germanique.

Et Charles I, roi d'Espagne.

Charles le Cinquième chevauchait les deux juridictions de la terre et de la mer, debout comme la Bible l'avait prédit, avec un pied dans la mer et un pied sur la terre. De la même manière, Charles III, empereur impérial du Royaume-Uni - chef d'un gouvernement municipal romain en Angleterre organisé à l'aide de sociétés municipales, porte plusieurs chapeaux et traverse plusieurs barrières juridictionnelles qui existent pour empêcher ce genre de chose.

Rappelez-vous ce que nous vous avons dit à propos de Camelot en France, pas en Angleterre?

Excalibur est un mot en vieux français; mais aucun de ces mots ne se trouve dans le vieil anglais.

En latin médiéval, c'était Caliburne.

En gallois, Caledvwlch.

Et Celtic, Caladbolg.

Tout cela fait partie du même phénomène, où les identités et les noms de lieux et même les fonctions publiques ont été obscurcis et modifiés, des surnoms et des euphémismes ont été utilisés, l'histoire d'un pays a été échangée contre l'histoire d'un autre pays, les origines réelles ont été effacées pour des raisons politiques et le monde laissé dans l'ignorance.

Que s'est-il passé au cours des cinq cents années entre la bataille de Camlann qui a eu lieu en France et le retour de Guillaume de Normandie en Angleterre pour revendiquer son héritage en

1066?

C'est durant cette période que nous avons vu la croissance explosive de l'Église catholique romaine, une institution religieuse ressemblant peu à l'Ekklesia établie par les apôtres.

Depuis sa fondation par Simon Magus en Samarie à l'époque des apôtres, l'Église samaritaine a mélangé et égalé son iconographie et des éléments de ses croyances pour promouvoir la religion du monde unique.

Le fondateur, Simon Magus, était un magicien et illusionniste. Ses «synagogues» samaritains pouvaient prétendre être des synagogues juives ou des églises chrétiennes comme la politique pouvait le dicter, et à l'époque, ils étaient ornés de peintures et de mosaïques représentant Yeshuah comme Zeus, les apôtres prenant les visages des petits dieux du grec panthéon, habitant les maisons du zodiaque.

Helen, l'épouse de Simon Magus, est apparue dans des peintures, des statues et des mosaïques avec des rayons de lumière autour de sa tête, tenant ce que nous reconnâtrions aujourd'hui comme une menorah juive --- un chandelier à huit branches. Et tout cela imite étrangement la représentation et le culte d'Ashtoreth, (alias, Semiramis, Cybele, Isis, Astarte, Columbia), la déesse babylonienne qui est toujours représentée de la même manière: une belle femme portant une torche, un chandelier ou une lanterne.

Est-ce un grand saut de cette image d'une femme portant une lumière littérale, à l'image de la Vierge Marie avec l'enfant Jésus sur ses genoux, un halo de lumière qui l'entoure - "la lumière du monde"?

Cette iconographie identifie plus que toute autre chose les églises et synagogues samaritaines trouvées dans le monde méditerranéen, et ces mêmes images - les mêmes idoles - apparaissent aujourd'hui dans les églises chrétiennes du monde entier.

Apparemment, Simon Magus a gagné.

Ses Églises et synagogues samaritaines ont progressivement remplacé l'Ekklesia existante de la même manière que les organisations de l'État territorial britannique se sont substituées aux versions américaines, et tout comme M. Lincoln a substitué son poste de "président" d'une société pour le président due à ce pays, et Semiramis, cette ancienne déesse babylonienne, s'est glissée dans la porte arrière, déformé comme la Statue de la Liberté ---- nous avons été dupés depuis le début. Et personne n'a été plus sage.

Pourquoi s'appelle-t-il le District de Columbia? Columbia est un autre nom pour Semiramis, Isis, Ashtoreth, Astarte, Cybele le District de Columbia, le siège américain de Mystery Babylon.

Pourquoi la grande poussée pour inclure le satanisme dans le giron et le normaliser?

La religion de Simon Magus visait toujours à avoir la religion du monde unique - la leur - et peu importait comment ils atteignaient cet objectif. Pour eux, les fins ont toujours justifié les moyens. Un monopole sur la croyance, tout comme un monopole dans toute entreprise, a été l'objectif, et

pour les mêmes raisons.

La religion est une grosse affaire. C'est une grande entreprise à part entière, et elle a sa part de la plupart des gouvernements sur Terre, d'une manière ou d'une autre, ainsi que toutes les dîmes et les offres et le travail bénévole qu'elle peut commander.

Si l'inclusion du satanisme dans le cadre de leur stock dans le commerce est le prix de la réalisation de la religion mondiale unique, l'Église samaritaine adoptera le satanisme de la même manière qu'elle a adopté Jésus semblant être Zeus, ou la Menorah, ou la croix, ou les enseignements de Yeshuah, ou les halos entourant la tête de la Vierge Marie et de l'Enfant Jésus.

Leur Credo réel est: "Tout ce qu'il faut, pour le faire fonctionner."

Les adeptes de Simon Magus sont toujours des illusionnistes, toujours habiles au tour de passe-passe, consolidant toujours d'autres religions en un tout monolithique, se faisant toujours appeler des magistrats, qu'ils se souviennent ou non du vrai Magi.

Toutes ces substitutions et obscurcissements de notre histoire, de notre gouvernement et même de nos religions --- comme le meurtre de la reine Margaret, la dernière Plantagenet, par Henri le huitième, ont déclenché une série d'événements qui ont tourmenté le monde occidental depuis.

Il est bien au-delà de la portée d'un bref article pour démêler l'histoire enchevêtrée du monde occidental et de ses institutions, mais la forme générale et la portée gigantesque de la tromperie sont maintenant exposées. Ceux qui n'ont jamais considéré les preuves iconographiques et qui sont restés inconscients des découvertes archéologiques ont maintenant des raisons de réfléchir.

L'épée, Excalibur, n'est pas une bagatelle terrestre. C'est l'épée de la vérité, qui exonère et exécute d'une main égale.

De même, nous n'avons pas de hache à moudre, pas de jugement à offrir mais la vérité.

Nous souhaitons un examen de la direction actuelle prise par l'Église catholique romaine et de ses tentatives de normalisation des pratiques du satanisme radical --- cannibalisme, pédophilie, sodomie, bestialité, prostitution de temple, sacrifice de bébés, consommation de sang, utilisation d'adrénochrome et d'autres drogues, et de nombreuses autres pratiques illégales --- et introduire ces pratiques dans nos écoles et nos groupes de discussion et nos réunions du conseil municipal.

Nous souhaitons qu'une attention particulière soit accordée à l'impact que ce "libéralisme" a sur les sociétés de services gouvernementaux hébergées dans le district de Columbia et leur administration en violation de nos lois publiques et de nos accords contractuels limités énoncés dans la Constitution des États-Unis. États, qui n'a pas été modifié consensuellement depuis 1860.

Si l'Église catholique romaine veut redéfinir ce que signifie «chrétien» et se refaire en une Église véritablement samaritaine qui représente tout et pour rien en même temps, c'est son affaire.

Si l'Église catholique romaine souhaite embrasser tout ce mal ancien, répéter les leçons d'Élie et essayer de plaider qu'il y a quelque chose de normal ou d'acceptable dans cette situation, c'est

aussi l'affaire de l'Église. Nous nous en occuperons en conséquence.

Cependant, lorsque la tolérance de l'Église à l'égard de ces croyances et pratiques religieuses sataniques s'infiltré dans l'administration des services qui nous sont dus, et nous laisse faire face aux conséquences des mandats et politiques internes des sociétés municipales déchaînées qui ont un impact sur notre population générale et s'opposent les lois de notre gouvernement, et mettant en danger la sécurité et le bien-être de notre peuple, c'est une tout autre affaire.

C'est notre travail de protéger les gens et les biens de ce pays et nous n'aurons pas les enfants dans notre garde agressés avec tous les péchés connus de l'homme simplement parce que certains sous-traitants de la Corporation municipale ont perdu la raison ainsi que leur boussole morale.

Pour que nous soyons tout à fait clairs à ce sujet:

Nous ne tolérons pas le meurtre --- y compris, mais sans s'y limiter, le meurtre médical des enfants à naître, des bébés, des personnes âgées ou toute forme de meurtre médical.

Nous ne tolérons pas le mensonge, la tricherie, le vol, le racket ou l'extorsion de quelque nature que ce soit, encore moins faire ces choses sous la couleur de la loi.

Nous ne tolérons aucun faux témoignage d'aucune sorte.

Nous ne tolérons pas l'idolâtrie et souhaitons que les jetons d'argent soient sans éléments d'idolâtrie; nous souhaitons que ces jetons aient une valeur intrinsèque et soient largement et abondamment disponibles en tant que ressources en espèces entre les mains des personnes vivantes.

Nous ne tolérons pas les monopoles, le gréement des produits de base, la titrisation de la chair vivante, la fraude à la faillite, l'abus de fiducies, les directions de fiducie imbriquées, les monopoles et les pratiques commerciales illégales similaires.

Nous ne tolérons pas l'obsolescence planifiée, les pratiques de fabrication irresponsables et la gestion inefficace et dommageable des déchets.

Nous ne tolérons pas la guerre pour le profit.

Nous ne tolérons pas la commercialisation de drogues récréatives ou de pornographie ou d'autres produits qui dénigrent la vie ou dévalorisent notre corps.

Nous ne tolérons pas la vente d'aliments déficients en nutrition ou pollués chimiquement, ni d'eau dénaturée par des additifs, y compris mais sans s'y limiter le fluorure.

Nous ne tolérons pas l'immoralité et nous ne respectons pas les responsabilités et les droits naturels des parents. Même ceux qui naissent sans conscience naturelle peuvent apprendre à respecter les directives éthiques.

Nous ne tolérons pas l'utilisation de la propagande pour stimuler les agendas politiques ou toute opération psychologique similaire utilisée pour désinformer, frauder ou refuser aux gens leurs droits, y compris, mais sans s'y limiter, leur liberté de choix irréprochable.

Nous ne tolérons pas l'espionnage, la surveillance et l'atteinte à la vie privée, ni la conservation de faux dossiers sur les Américains comme un moyen pratique de criminaliser leurs activités fictives sans crainte de divulgation.

Nous ne tolérons aucun connaissance, pouvoir de détention indéfini revendiqué par un employé fédéral ou de franchise, ni aucune autre violation de l'article IV des Constitutions fédérales telles qu'elles ont été émises.

Nous souhaitons que nos directives établies ci-dessus soient suivies par nos employés et que nos valeurs soient respectées dans l'accomplissement de tous les devoirs et fonctions liés à notre gouvernement américain, à nos États et à notre peuple.

Nous souhaitons que des lignes claires soient tracées entre notre administration du gouvernement public due à la population de ce pays et au gouvernement de district et son administration de ses fonctions déléguées et de ses propres employés.

Nous souhaitons que les gens soient pleinement et librement informés des problèmes causés par leur statut politique et de l'impact que le statut politique a sur leur vie.

Nous sommes prêts à négocier tous les aspects des contrats et arrangements qui ont jusqu'à présent établi des relations entre nous et nos employés fédéraux, dans l'intérêt supérieur de toutes les parties concernées.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

18 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

88. fraude à la titrisation

La fraude à la titrisation illégale et illégale

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

L'un des principaux moyens utilisés pour dériver l'enrichissement injuste de tous les stratagèmes de fraude décrits ci-dessus a été la titrisation.

Les biens immobiliers saisis via les processus de faux enregistrement ont été «tirés» et utilisés comme dettes de garantie accumulées par les mêmes sociétés municipales criminelles opérant dans le district de Columbia et leurs franchises territoriales opérant en tant qu'États territoriaux des États et comtés territoriaux, tous qui ont été incorporés dans l'appareil de la Couronne britannique.

Illégalement et illégalement, les corps des Américains vivants ont été déformés comme "cargaison" du faux Territoire britannique américain. Des «navires» de citoyens créés pour eux à leur insu ou sans leur consentement.

Il en résulte un asservissement et une obéissance forcée sous la force et la couleur du droit. Il en résulte également une fraude devant les tribunaux.

Il est manifestement et absolument illégal et illégal de titriser la chair d'un homme vivant en tant qu'actif dans le commerce ou le commerce (esclavage) et il est également illégal et illégal de forcer son travail (péonage) depuis 1926; les brigands responsables de la situation actuelle espèrent éviter et échapper à ces faits en dénaturant les victimes en tant que sociétés, pas des hommes vivants --- tout en exécutant des jugements judiciaires contre ces sociétés comme s'ils appliquaient aux hommes vivants le nom de ces sociétés.

La justification semble être qu'il n'est pas illégal ou illégal d'asservir une société --- d'ailleurs, il n'est pas illégal ou illégal de tuer, voler, violer ou autrement dépouiller, frauder ou mutiler une société - et donc en étiquetant une société avec le nom d'un homme vivant, les auteurs responsables de ce régime ont réussi à s'excuser eux-mêmes et leurs tribunaux en dénaturant les victimes en tant que sociétés.

Une partie de leur programme a consisté à saisir des maisons, des terres et des entreprises américaines, à redéfinir ces actifs immobiliers privés en tant qu'actifs de fiducie de société, puis à rembourser les dettes que les Usurpers ont accumulées en tant qu'hypothèques dues sur les biens de fiducie.

Tout acheteur potentiel doit rembourser l'hypothèque due sur la propriété de la fiducie en tant que locataire, et une fois l'hypothèque remboursée, la victime peut conclure un "futur contrat d'achat de bail" --- et recommencer tout le processus en tant que Leasor, au lieu d'un locataire, de la même propriété de fiducie.

Cela évite le fait qu'il n'y ait pas de "fiducie" valide établie sur les propriétés foncières américaines, seul un intérêt de confiance "présumé" étant affirmé par le monarque britannique sur la base du faux processus d'enregistrement des naissances et de l'hypothèse que tous ces Américains purs et durs sont des États-Unis territoriaux britanniques. Citoyens et sujets du roi.

La «future clause d'achat de bail» admet qu'il n'y a pas de vente de biens impliqués dans une transaction hypothécaire dans ce pays. La banque loue le bien à des locataires qui sont tenus de payer la dette du gouvernement bidon sur l'actif de la maison qui reste dans leur "State Trust" tout aussi bidon et injustifiable".

Si, après trente ans, la victime, qui est la seule à signer l'hypothèque, rembourse tout l'argent prétendument dû à lui-même (représenté par le State Trust que les auteurs nous ont mis en place "et gèrent" pour nous ") et paie l'hypothèque due par les auteurs et déposée contre les actifs du State Trust, tout ce qu'il peut obtenir est un contrat de location, parce que le State Trust n'est pas réellement propriétaire de la propriété.

Nous répétons qu'il n'y a pas de vente ou de transfert réel d'intérêts immobiliers dans une transaction hypothécaire dans ce pays, en Grande-Bretagne ou ailleurs que nous avons examinée. Les gens sont amenés à croire qu'ils achètent une maison ou une entreprise ou un autre actif, alors qu'en fait ils sont embobinés pour rembourser les dettes dues par de fausses fiducies de propriété étrangère et vivent en tant que locataires non garantis dans leur propre maison - et à la fin de la journée, ils ne sont encore que présumés louer la propriété de la fiducie.

Nous souhaitons que tous ces régimes hypothécaires soient renversés et que quiconque n'est pas sciemment, volontairement et factuellement un territoire britannique américain. Citoyen, à libérer de tout accord hypothécaire et à ce que ses subventions foncières, brevets et sondages soient remis à sa propriété directe et permanente, ainsi que toute participation dans tout "titre" étranger attaché au bien en question.

Nous souhaitons que tous les propriétaires réels des biens immobiliers soient entièrement restaurés et que des bons plans de vente leur soient délivrés, montrant que leurs terres ne sont soumises à aucune fiducie royale ou à un régime de titres immobiliers, et ne sont soumis à aucun régime de zonage municipal , et est en fait leur terre et une partie de leur État de l'Union.

Nous souhaitons que ces fiducies d'État étrangères soient dissoutes et que les biens immobiliers soient libérés et restitués aux soins et à la détention des propriétaires réels, sans charges ni dettes.

Autrement dit, tous ces futurs achats de location doivent être effectués en tant que bons de vente. Toutes les hypothèques qui ont été créées sur la base de fausses présomptions de citoyenneté municipale doivent être annulées et les propriétaires américains actuels tenus inoffensifs.

La fraude à la titrisation ne se termine cependant pas par la titrisation d'un billet à ordre et la fausse présomption selon laquelle la victime doit une hypothèque et la fausse présomption également que le crédit accordé par la banque n'est pas dû à la victime de cette arnaque.

Une autre dimension entière du régime de titrisation implique le regroupement des hypothèques garanties par des billets à ordre --- toutes obtenues dans des conditions de tromperie et de non-divulgaration --- et la vente de ces prêts hypothécaires groupés aux investisseurs en tant qu'investissements "dérivés" distincts.

Veuillez consulter la lettre ci-jointe d'une Australian Mortgage Servicing Company qui divulgue la fraude et admet comment ces informations sont délibérément cachées aux futurs locataires présumés qui paient des hypothèques et même au personnel de la banque.

C'est une honte horrible pour les gouvernements, les directeurs, les politiciens, les militaires, les PDG des entreprises, et en particulier les banques, que ce type de crime ait été autorisé à sévir pendant des décennies sans être reconnu, poursuivi et arrêté.

Nous présentons également un synopsis de l'affaire First National Bank of Montgomery v Jerome Daly, qui a fourni une décision permanente à tous les Américains confrontés à ces présomptions et pratiques juridiques frauduleuses et les fausses déclarations commerciales qui en résultent et pratiquées contre eux par les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs franchises commerciales:

RE: Première Banque nationale de Montgomery contre Jérôme Daly

DANS LA COUR DE JUSTICE

ÉTAT DE MINNESOTA

COMTÉ DE SCOTT

CONTRÔLE DE LA RIVIÈRE DE CRÉDIT

JUSTICE MARTIN V. MAHONEY

Première Banque nationale de Montgomery,
Demandeur
vs

Jérôme Daly,
Défendeur

JUGEMENT ET DÉCRET

L'action susmentionnée a été portée devant la Cour et un jury de 12 personnes le 7 décembre 1968 à 10 h 00. Le demandeur est apparu par son président Lawrence V. Morgan et était

représenté par son conseil, R. Mellby. Le défendeur est apparu en son propre nom.

Un jury de contesmen a été appelé, impanelé et assermenté pour juger les problèmes de l'affaire. Lawrence V. Morgan était le seul témoin appelé au demandeur et l'accusé a témoigné comme le seul témoin en son nom.

Le demandeur a introduit cette action en common law pour le rétablissement de la possession du lot 19 Fairview Beach, comté de Scott, Minn. Le demandeur a revendiqué le titre du bien immobilier en question par forclusion d'une note et d'un acte hypothécaire daté du 8 mai 1964 qui, selon le demandeur, était en défaut au moment où la procédure de forclusion a été ouverte.

Le défendeur est apparu et a répondu que le demandeur avait créé l'argent et le crédit sur ses propres livres par inscription en tenue de livres comme contrepartie pour la note et l'hypothèque du 8 mai 1964 et l'échec présumé de la contrepartie de l'acte d'hypothèque et a allégué que la vente du shérif avait passé aucun titre au demandeur.

Les questions jugées par le jury étaient de savoir s'il y avait une considération légale et si le défendeur avait renoncé à son droit de se plaindre de la contrepartie payée sur la note depuis près de 3 ans.

M. Morgan a admis que tout l'argent ou le crédit qui était utilisé comme contrepartie avait été créé dans leurs livres, qu'il s'agissait d'une pratique bancaire standard exercée par leur banque en combinaison avec la Federal Reserve Bank de Minneapolis, une autre banque privée, en outre qu'il ne connaissait aucun statut ou loi des États-Unis qui accordait au demandeur le pouvoir de le faire. Le demandeur a en outre affirmé que le défendeur en utilisant le livre du grand livre créait du crédit et en payant sur la note et l'hypothèque avait renoncé à tout droit de se plaindre de l'examen et que le défendeur était empêché de le faire.

À 12 h 15, le 7 décembre 1968, le jury a rendu un verdict unanime pour le défendeur.

Maintenant donc, en vertu de l'autorité qui m'est conférée par la Déclaration d'indépendance, l'Ordonnance du Nord-Ouest de 1787, la Constitution des États-Unis et la Constitution et les lois de l'État du Minnesota non incompatibles avec cela ;

IL EST PRÉSENT ORDONNÉ, AJOUTÉ ET DÉCRETÉ:

1. Que le demandeur n'a pas le droit de récupérer la possession du lot 19, Fairview Beach, comté de Scott, Minnesota selon son plat déposé au bureau du registre des actes.
2. Que, faute de considération légale, la note et l'hypothèque du 8 mai 1964 sont nulles et non avenues.
3. Que la vente par le shérif des locaux décrits ci-dessus tenue le 26 juin 1967 est nulle et non avenue, sans effet.
4. Que le demandeur n'a aucun titre ou intérêt dans lesdits locaux ou privilège à ce sujet, comme décrit ci-dessus.
5. Que toute disposition de la Constitution du Minnesota et de tout Statut du Minnesota liant la compétence de cette Cour est répugnante à la Constitution des États-Unis et à la Déclaration des droits de la Constitution du Minnesota et est nulle et non avenue et que cette Cour a compétence pour rendre complète Justice en cette cause.

Le mémorandum suivant et tout mémorandum complémentaire déposé et déposé par la présente Cour à l'appui du présent arrêt en font partie par renvoi.

PAR LA COUR

Fait le 9 décembre 1968

Le juge MARTIN V. MAHONEY

Canton de Credit River

Comté de Scott, Minnesota

MÉMORANDUM

Les problèmes dans ce cas étaient simples. Il n'y avait aucun différend matériel sur les faits à résoudre par le jury.

Le demandeur a admis que, en combinaison avec la Federal Reserve Bank de Minneapolis, qui sont à toutes fins pratiques, en raison de leurs activités et pratiques imbriquées, et toutes deux étant des institutions bancaires constituées en vertu des lois des États-Unis, sont dans la loi à traiter comme une seule et même banque, a créé l'intégralité de \$ 14 000,00 en argent ou en crédit sur ses propres livres par inscription en tenue de livres. Que c'était la considération utilisée pour appuyer la note datée du 8 mai 1964 et l'hypothèque de la même date. L'argent et le crédit ont vu le jour lorsqu'ils l'ont créé. M. Morgan a admis qu'il n'existait aucun statut juridique américain qui lui donnait le droit de le faire. Une considération légale doit exister et être soumise à l'appui de la note. Voir *Ansheuser-Busch Brewing Company c. Emma Mason*, 44 Minn. 318, 46 N.W. 558. Le jury a constaté qu'il n'y avait aucune considération et je suis d'accord. Seul Dieu peut créer quelque chose de valeur à partir de rien.

Même si le défendeur pouvait être accusé de renonciation ou d'estoppel en vertu de la loi, ce n'est pas une défense pour le demandeur. La loi laisse les malfaiteurs là où elle les trouve. Voir les articles 50, 51 et 52 de *Am Jur 2e "Actions"* à la page 584 - "aucune action ne sera engagée pour recouvrer une réclamation sur la base ou de quelque manière que ce soit selon une transaction ou un contrat frauduleux, illégal ou immoral auquel le demandeur était partie."

L'acte du demandeur de créer du crédit n'est pas autorisé par la Constitution et les lois des États-Unis, est inconstitutionnel et non avenu, et n'est pas une considération légale aux yeux de la loi pour soutenir quoi que ce soit ou sur lequel tout droit légal peut être construit.

Rien dans la Constitution des États-Unis ne limite la compétence de cette Cour, qui est l'une des juridictions originales avec droit de jugement par jury garanti. Il s'agit d'une action de common law. Le Minnesota ne peut ni limiter ni porter atteinte au pouvoir de cette Cour de rendre la justice complète entre les parties. Toute disposition de la Constitution et des lois du Minnesota qui tente de le faire est répugnante à la Constitution des États-Unis et non avenue. Aucune question quant à la compétence de cette Cour n'a été soulevée par l'une ou l'autre des parties au procès. Les deux parties ont eu la liberté totale de soumettre tous les faits au jury, du moins dans la mesure où ils l'entendaient.

Le demandeur n'a déposé aucune plainte selon laquelle le demandeur n'avait pas bénéficié d'un procès équitable. D'après les aveux de M. Morgan, la voie du devoir était directe et claire pour le

jury. Leur verdict ne pouvait raisonnablement en être autrement. La justice a été rendue complètement et sans déni, rapidement et sans délai, librement et sans achat, conformément aux lois de cette Cour du 7 décembre 1968.

PAR LA COUR

9 décembre 1968

Le juge Martin V. Mahoney
Canton de Credit River
Comté de Scott, Minnesota.

Remarque: Il n'a jamais été mis en doute qu'une note donnée sur une considération interdite par la loi soit nulle. Il a été déterminé, indépendamment des Actes du Congrès, que naviguer sous la licence d'un ennemi est illégal. L'émission de lettres de crédit sur les livres de ces sociétés privées à des fins privées n'est pas justifiée par la Constitution des États-Unis et est illégale. Voir Craig c. Mo. 4 Peters Reports 912. Cette Cour ne peut emprunter que cette voie qui est tracée par le devoir. M.V.M.

Jerome Daly avait ses propres informations à révéler sur cette affaire, qui établit qu'entre ses propres informations révélées et le fait que le juge Martin V. Mahoney a été assassiné 6 mois après être entré dans la décision Credit River dans les livres de la Cour, pourquoi l'affaire n'a jamais été légalement annulée, et elle ne peut pas l'être non plus.

Comme indiqué précédemment, le juge Mahoney a été assassiné, l'un des nombreux Américains assassinés depuis la prétendue fin de la guerre civile, par des voyous commerciaux mercenaires employés pour brûler les Américains réels, les tendre une embuscade, voler leurs biens, pratiquer des confiscations illégales en utilisant des tribunaux privés et les lois étrangères pour le faire, et s'engager généralement dans toutes sortes de racket commercial sans loi, d'extorsion, et confiscation sous de fausses présomptions légales et couleur du droit.

Cela s'est produit dans le cadre d'un soi-disant «cloaque du secret», mais de nombreux aspects de celui-ci ont été connus au moins en partie par des personnes achetées, intimidées ou chantagées.

Ce qui a commencé en Grande-Bretagne sous la reine Victoria, qui a agi sous l'influence des devins et des "spiritualistes" qui ont prétendu la mettre en contact avec son mari décédé, s'est répandu aux États-Unis, et d'ici dans le monde --- une croissance cancéreuse de mensonges et criminalité promus par des personnes et des sbires trompés du Père de tous les mensonges.

Nous souhaitons que ces crimes et leurs justes recours soient pleinement reconnus et que les sociétés et les banques responsables soient liquidées, ainsi que les fiducies d'intérêt public et les fiducies de sociétés et toutes les présomptions associées à ces choses, qui ont toutes été secrètement mal appliquées au Grand public de ce pays et bien d'autres.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

4 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

89. fraude au pillage de seigneurage

La fraude au pillage de seigneurage

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Parmi les nombreux stratagèmes de fraude qui ont été déployés contre nous et contre notre crédit, il y a la mystérieuse disparition de notre crédit pour seigneurage.

Le seigneurage est la différence entre le coût de production d'un jeton de monnaie physique, tel qu'une pièce de monnaie ou un billet d'un dollar, et la valeur nominale de ce même produit en devises.

Au moment où nous avons enquêté sur cette question, il a coûté quatre cents pour produire une facture en dollars, quelle que soit la valeur libellée de la facture --- il a coûté quatre cents pour imprimer une seule facture d'un dollar ou une facture de cent dollars ou une facture d'un million de dollars.

Beaucoup de gens ignorent qu'il existe de telles factures de coupures importantes, car elles sont utilisées par les banques pour les transferts interbancaires et ne sont généralement pas accessibles au grand public, mais le coût d'impression de ces factures était toujours le même: quatre cents.

Comme les factures sont des représentations de la valeur et des dépenses à leur valeur nominale, lorsqu'elles entrent sur le marché pour la première fois, le seigneurage est «recueilli» lorsque le projet de loi est publié. Ce recouplement paie les matériaux et les coûts d'impression et laisse un bénéfice ---- donc un billet d'un dollar rapporte un bénéfice de 96 cents, un billet de cinq dollars rapporte un bénéfice \$ 4,96, un billet de dix dollars rapporte \$ 9,96 bénéfices, un billet de vingt dollars rapporte \$ 19,96 bénéfices, et un billet de cent dollars rapporte \$ 99,96 en bénéfices, de sorte que toute l'émission de devises est un profit presque pur pour l'émetteur.

Considérez l'émission de la monnaie comme une vente par le fabricant d'un produit.

Nous sommes la source réelle des fonds et les fabricants sont sous contrat pour produire les factures pour nous.

Ils doivent leurs quatre cents, mais nous devons tout le reste --- le seigneurage. Qu'est-ce qui lui est arrivé? Les banques l'ont-elles payé? Non. La Réserve fédérale a-t-elle payé pour cela? Non.

Alors, qui a donné de la valeur à ces factures? Nous l'avons fait, les mêmes personnes qui les ont délivrés. Nous avons été facturés pour le seigneurage au lieu d'être payés pour le seigneurage.

Les propriétaires d'actifs dont les actifs ont été utilisés pour créer le crédit ont été contraints de payer pour l'utilisation de leur propre crédit. Une autre façon de dire cela est que les propriétaires d'actifs sont également les propriétaires du crédit généré à partir de leurs actifs, mais bien que leurs actifs aient été menacés, ils n'ont pas eu accès à leur propre crédit généré et garanti par leurs actifs..

La seule façon de nous séparer de notre seigneurage et de 90% du crédit émis "en notre nom" est via les mêmes stratagèmes de fraude au personnage abordés ailleurs dans cette présentation --- les systèmes d'enregistrement et de conversion illégale qui ont permis aux auteurs de faire semblant, par exemple, ce crédit dû à l'homme vivant est plutôt dû à une succession ou à un service public de transmission ou à une autre franchise constituée qui porte son nom.

C'est ainsi que notre seigneurage a été dérobé, comment notre crédit «prêt à domicile» a été dérobé, comment notre crédit national a été dérobé, comment les impôts sur le revenu nous ont été mal adressés et ont été violés, comment les impôts fonciers et les factures de services publics ont été indûment adressés à nous et a été dérobé ---- toute cette fraude et ce vol ont été commis par des délits de substitution, de personnage, vol d'identité, conversion illégale et fraude institutionnalisée contre le grand public par les employés de la Municipal Corporation et les franchises de la Municipal Corporation opérant à des niveaux inférieurs de la bureaucratie cancéreuse, ces crimes ont engendré et perpétué "en notre nom" --- et tous accomplis par des agents étrangers non déclarés agissant en tant que tiers opérant sous la couleur de la loi et des conditions de secret et de tromperie.

Nous souhaitons une correction complète de ces pratiques et hypothèses de dette et de sûretés non acquises.

Nous souhaitons le retour de notre crédit sur nos comptes, ainsi que la libération de nos actifs grevés.

Les dettes alléguées répondent à la définition de la dette odieuse --- c'est-à-dire la dette accumulée au moyen d'une fraude dont les victimes n'étaient pas au courant et dont elles ne bénéficiaient pas --- et doivent être acquittées en conséquence.

Nous souhaitons mettre fin à toutes les présomptions liées à des personnes étrangères présumées être exploitées par nous ou en notre nom par des membres des barreaux, et détenues par les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, Porto Rico, et d'autres parties inconnues.

Nous souhaitons mettre fin à toutes les pratiques illégales et illégales de recouvrement de créances maltraitées aux Américains, aux Australiens et à toutes les autres personnes également lésées en raison des crimes de personnage et de conversion illégale que nous avons détaillés tout

au long de cette présentation.

Nous souhaitons la fin de toutes les sociétés impliquées dans ces activités criminelles, y compris l'UN CORP, l'OMS, l'INC., les États-Unis, l'INC, le DOD, l'INC., les États-Unis, l'INC. et leurs sociétés affiliées, franchises et les agences jugées complices de ces crimes contre nous et contre l'humanité, ainsi que leurs sociétés britanniques correspondantes utilisant des noms similaires, à liquider ou à nous défendre en tant que créanciers réels et uniques.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

30 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

90. fraude de noms similaires

Fraude de noms similaires, fraude en faillite, exécuteurs de Son Tort

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Notre pays a utilisé le nom de «États-Unis» pour faire des affaires pour lui-même en 1776 et au-delà. Plus tard, lorsque certains devoirs et pouvoirs ont été délégués aux sous-traitants du Saint-Empire romain germanique en vertu de "La Constitution des États-Unis" (1790), les sous-traitants ont commencé à utiliser le même nom. Pour ajouter à la confusion, le sous-traitant fédéral américain - notre République fédérale, a également utilisé le nom de "États-Unis" et a décrit ses citoyens comme des citoyens américains. Enfin, en 1850-1851, un effort a été fait pour arranger cela et imposer un certain ordre et discipline.

La décision a été prise que l'anglais étant la langue officielle de ce pays, les conventions et la grammaire de style anglais seraient utilisées pour parler de nous.

Les conventions de style latin seraient utilisées lors du référencement du sous-traitant du Saint-Empire romain germanique.

La République fédérale ferait des affaires sous son nom actuel d'États d'Amérique, même si leurs citoyens étaient toujours connus sous le nom de citoyens américains et que les citoyens du sous-traitant du Saint-Empire romain germanique étaient toujours connus comme des "citoyens des États-Unis" et les citoyens du sous-traitant territorial britannique ont continué à être appelés "États-Unis. Citoyens".

Ainsi, lorsque notre pays et notre Union d'États-nations sont référencés, nous sommes correctement connus comme "les États-Unis" depuis les années 1850, le sous-traitant fédéral dirigé par le Saint-Siège est connu comme "les États-Unis" partout, et la Confédération qui est restée en sommeil, en attente de reconstruction depuis la guerre civile, est connue sous le nom d'États d'Amérique et dont on parle rarement.

Naturellement, tout cela a conduit à une confusion pernicieuse, en particulier pour d'autres pays qui tentent de s'adresser aux différentes parties de notre gouvernement, et cela a finalement conduit à une fraude ouverte et à une usurpation contre le gouvernement américain des États-Unis.

La Corporation municipale de Washington, DC, qui s'est développée à partir du gouvernement municipal non constitué en société d'origine, a prétendu être l'Union de nos États-nations et a largement fait semblant de nous représenter en utilisant cette confusion et des noms similaires de tromperie alors qu'en fait elle a très pouvoirs délégués à notre égard. Alors que le gouvernement de la ville a continué d'appeler ses propres citoyens "citoyens des États-Unis", il n'a épargné aucun effort ni collusion pour redéfinir secrètement et convertir illégalement les Américains nés naturels à ce statut politique étranger sans leur connaissance ou leur consentement conscient.

Ils ont été aidés, aidés et encouragés par le gouvernement territorial du district de Columbia - une autre société municipale qui devait gagner à cette tromperie et à cette conversion illégale.

Le sous-traitant du Saint-Siège ici et les membres de sa fonction publique fédérale ont combattu aux côtés du Sud pendant la guerre civile américaine. Par la suite, tous ces "citoyens des États-Unis" ont été aux prises avec d'énormes paiements de réparations de guerre et d'autres sanctions résumées par le quatorzième amendement non consensuel à la "Constitution" d'entreprise territoriale britannique (1868) d'une société commerciale écossaise opérant sans divulgation complète comme "Les États-Unis d'Amérique, Inc.".

De toute évidence, si le Saint-Siège pouvait trouver plus de "citoyens des États-Unis" pour aider à supporter le fardeau des réparations de guerre, ils en ont bénéficié, et si le sous-traitant territorial pouvait trouver plus de "citoyens des États-Unis", il en a bénéficié, aussi, en ayant plus de personnes à collecter et plus de biens à taxer et à confisquer.

C'est donc ce que nos sous-traitants fédéraux étrangers dupliqués, malhonnêtes, infidèles, déloyaux, trahison et égoïstes ont fait, et leurs sociétés municipales respectives hébergées dans le district de Columbia ont poursuivi cette ruse jusqu'à nos jours.

Pas plus tard qu'en 2019, nous avons entendu Donald J. Trump, alors président (et pour tout ce que nous savons, toujours président) de la United States of America Corporation, parle du "quatorzième amendement" --- disons cela clairement pour tout le monde.

Le quatorzième amendement était un amendement de règlement administratif attaché à une "constitution d'entreprise" totalement malhonnête et non divulguée appartenant à une Scottish Commercial Corporation qui a fait faillite en 1906.

La soi-disant «Constitution d'entreprise» n'avait et n'a rien à voir avec une véritable Constitution fédérale et ne l'a jamais fait. Il s'agissait en fait d'une infraction grave au nom de notre Fédération des États et d'un stratagème utilisé par les parties coupables pour accéder à notre crédit exactement de la même manière qu'un pirate de carte de crédit moderne le fait encore --- et c'est par usurpation d'identité.

L'usurpation d'identité consiste à faire semblant d'être quelqu'un ou quelque chose que vous n'êtes pas, à des fins de fraude et de vol de crédit ou d'un autre avantage. Ces piqueurs écossais prétendaient être notre Fédération des États, prétendaient avoir le pouvoir d'incorporer notre Fédération des États et ont violé nos bons noms, nos droits d'auteur et nos marques pour y parvenir.

Nous avons une preuve objective de la collusion volontaire des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia sous la forme de leur "Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis" publiée en 1937, et nous avons les documents créant la Scottish Commercial Corporation en 1868, et nous avons littéralement des milliers de dossiers judiciaires et de documents publics prouvant que chaque mot est vrai, et que tout cela a été accompli par le simple artifice de: (1) nous imitant, (2) faisant semblant de nous représenter et nos intérêts d'une manière que nous n'avons jamais acceptée, (3) disant au reste du monde que notre gouvernement américain --- et pas seulement la République fédérale qui était le sous-traitant fédéral américain ayant besoin de la reconstruction, était mystérieusement absente, dans "interrègne"--- et tout cela a été "présumé" derrière notre dos sans en annoncer quoi que ce soit au peuple américain.

Nous avons dû l'entendre d'Européens qui n'étaient même pas des représentants du gouvernement ou des bureaucrates.

Cette trahison brute de confiance et cet intérêt personnel rampant de la part du Saint-Siège, du gouvernement territorial britannique (district) (une autre société municipale basée dans le district de Columbia opérant politiquement comme une démocratie) et de leurs directeurs à Whitehall et Westminster, et tous opéraient comme un jeu contre leurs employeurs, est une raison suffisante en soi pour liquider ces sociétés en somme pour des activités illégales.

Nous passons maintenant au sujet de la fraude en matière de faillite, qui a été utilisé à plusieurs reprises par le Saint-Siège et ses co-conspirateurs en Grande-Bretagne et dans l'ancien Commonwealth britannique, comme un moyen de décharger leurs propres dettes de guerre sur les Américains mal identifiés comme " citoyens des États-Unis "--- et de continuer à collecter des " réparations de guerre "de leur part.

L'idée de rendre la guerre non rentable n'est pas nouvelle. La Société des Nations et ses nombreux gouvernements mondiaux ont convenu que les vainqueurs d'une guerre devraient payer pour cela, de sorte qu'après la Seconde Guerre mondiale, le Saint-Siège et la Grande-Bretagne - et leurs sociétés municipales --- et tous les autres auteurs de ce crime, étaient responsables des dommages causés.

L'excuse a été faite qu'ils opéraient simplement en tant que sous-traitants et que les dettes et les bénéfices de la Première Guerre mondiale nous appartenaient réellement; prétendument, ils n'étaient que des sous-traitants "défendant" nos intérêts sous un radotage non autorisé aussi spécieux que "The Monroe Doctrine" et "Manifest Destiny" concoctés par les responsables de la British Territorial Municipal Corporation comme un moyen de justifier leur planète.

Les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia ont rapidement dépouillé tous les actifs des États-Unis. CORP - encore une autre société municipale utilisée comme entrepreneur principal et vendeur de marchandises et de matériaux de guerre, et l'a mise en faillite. Les bénéfices ont été réduits à "Fonds d'affectation spéciale "contrôlés par le gouvernement fédéral", fonds de pension, fonds d'investissement, toutes sortes de caisses noires prétendument à notre avantage --- et tous contrôlés par les mêmes escrocs qui ont été chargés de promouvoir l'ensemble de ce gigantesque stratagème de fraude multi-génération.

En fait, nous avons obtenu le projet de loi pour tout cela, sous la forme de taxes, de tarifs, de systèmes de titrisation et d'autres fausses créances non autorisés, tandis que d'autres pays ont subi une occupation militaire territoriale britannique illégale, prolongée et injustifiable. Nous avons également reçu le projet de loi pour tout cela, et tout cela nous a été maltraité "comme si" nous étions tous des "citoyens des États-Unis". 4

Veuillez noter que la société qui était exploitée en vertu de la soi-disant Constitution de l'entreprise a fait faillite en 1906. C'était et c'est la seule "Constitution" à adopter le "Quatorzième amendement"; si, et cela doit être vivement débattu, une telle "Constitution d'entreprise" pour une société municipale étrangère hébergée en Écosse, a jamais eu quelque chose de légitime à faire avec nous, notre gouvernement ou nos contrats fédéraux, nous le nions; et nous observons qu'en tout état de cause, aucun document de ce type n'a exercé de pouvoir possible pour ou sur quiconque ou quoi que ce soit depuis 1906.

Autrement dit, nous soutenons que les poursuites engagées par cette société municipale non autorisée et non divulguée agissant "en notre nom" n'avaient rien à voir avec nous, et tout ce qu'elles ont fait a été fait dans des cas de fraude, de malversation et dans des conditions de non-divulgateion. Ils n'avaient pas le pouvoir de collecter ou de confisquer quoi que ce soit "pour" nous à l'époque et cette même société a disparu depuis 1906, il n'y a donc aucune excuse pour continuer à prétendre qu'un document tel que la Constitution d'entreprise de 1868 continue d'avoir un sens ou autorité, même pour les employés de la Corporation municipale.

Ces actions, y compris les faillites, sont toutes conçues dans la fraude et l'usurpation d'identité. Nous avons été obligés de payer les frais de guerre et les dommages et intérêts et l'occupation illégale de tous ces autres pays, tandis que les sociétés municipales étrangères coupables hébergées dans le district de Columbia bénéficiaient du contrôle et bénéficiaient de tous les bénéfices.

Loin d'être découragés par les résultats de la Seconde Guerre mondiale, les mécréants se sont lancés dans des centaines de "guerres" mercenaires non autorisées en nos noms et se sont livrés à des manipulations financières et politiques sans fin, agissant en tant que mercenaires rémunérés pour renverser des gouvernements légitimement élus qui n'étaient pas amicaux à leurs ouvertures commerciales, et répandant autrement la violence et la criminalité dans le monde entier, y compris ici dans ce pays, où ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia se sont livrées à des racket impitoyables à long terme contre la population de ce pays, tout en s'engageant dans une occupation militaire continue et illégale à l'étranger.

Ces actes de fraude et d'usurpation d'identité et de violence mercenaire sans loi ont tous été perpétrés par des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, opérant sous des "autorités" aussi ridicules que le quatorzième amendement d'une société commerciale étrangère disparue "Constitution" --- une société qui n'avait pas de contrat avec nous, qui fonctionnait en fraude tout au long de son existence, et qui est officiellement mort et disparu depuis 1906, emportant avec lui son "quatorzième amendement.

Nous souhaitons que toutes les sociétés municipales du district de Columbia soient liquidées pour des activités illégales, comme cela est exigé par la loi ecclésiastique, et nous souhaitons les terres,

les actifs physiques et le crédit, ainsi que les actifs de tous ces produits. sociétés amies, être confisqué par le contrôle immédiat de notre véritable gouvernement américain au profit et au secours de tous les habitants qui ont souffert.

Nous souhaitons également la révocation immédiate de tout le personnel de transition, sauf les principaux, qui a agi en tant qu'exécuteurs de Son Tort au cours de notre prétendue "absence" --- cela inclut les membres des barreaux qui gèrent les soi-disant "tribunaux de district militaire" et les municipalités associées tribunaux de district créés à partir de 1865 et toutes leurs diverses franchises "d'État d'État.

Rien de tout cela n'a jamais été autorisé sur nos terres et nos sols et tous les sous-traitants fédéraux ont des raisons de le savoir.

Les personnes vivantes doivent recevoir une déclaration fidèle et précise de ces délinquants et des sociétés municipales qui les ont engendrés et mal dirigés, afin qu'il n'y ait plus de «code de secret» à employer ou à cacher ces criminels. Leurs méthodes doivent être largement ouvertes à l'examen du public afin qu'aucun de ces acteurs ne puisse jamais se faufiler et prétendre à nouveau être associé au gouvernement légal.

Tout leur enrichissement injuste est perdu, ainsi que leurs titres, leur crédit, leurs monnaies de crédit, toutes les monnaies numériques non autorisées et duplicatas qu'ils ont développées, le QFS, le "Quantum Financial System", leurs actions et obligations et titres et caisses noires, qui doivent tous être placés sous le contrôle du gouvernement légal de ce pays et liquidés / éliminés de/placé sous notre direction au profit réel des victimes réelles de toute cette chicane de société commerciale.

Les gouvernements de la Grande-Bretagne, et en particulier le gouvernement de Westminster, doivent être exposés pour leur part à ce déchaînement illégal, immoral et illégal d'usurpation d'identité commerciale, de fraude et de gourmandise, de violence, de violation flagrante de la confiance et de fausses déclarations.

Le «territoire» du district de Columbia appartient aux États-Unis et non aux «États-Unis», et «aux» États-Unis, une autre société municipale dirigée située dans le district de Columbia, s'est qualifiée de «ville internationale indépendante -état "sans autorisation ni accord de notre part qu'une telle entité devrait exister ou se trouver sur nos côtes.

Veillez noter que les permis d'utilisation que nous et nos États de l'Union avons délivrés pour permettre la prestation de services en vertu de la délégation de pouvoirs approuvée par les différentes constitutions fédérales n'approuvent l'existence d'aucune cité-État internationale indépendante. Il autorise l'existence d'une ville, celle de Washington, DC, et il fait des membres du Congrès de 1787 - les membres du Congrès de la République fédérale - une oligarchie plénière dans le but de l'administrer en tant que capitale neutre et siège du gouvernement pour la conduite des affaires entre les États, les sous-traitants fédéraux et les gouvernements étrangers. Aucun autre but.

Le Congrès territorial n'a jamais obtenu d'autorité liée à cette création d'une capitale "fédérale" distincte autorisée par les Constitutions fédérales, sauf pour la soutenir et la protéger et donc, tout

"municipal" Le Congrès opéré par les membres du Congrès territorial en notre prétendue absence n'avait pas le pouvoir d'assumer l'existence de pouvoirs pléniers autres ou supplémentaires ou implicites --- en dehors de l'objectif explicite de maintenir une capitale fédérale neutre évidente dans les discussions menant à l'adoption de ces dispositions.

Nous souhaitons la suppression et la liquidation de la "ville-État internationale indépendante" de la Corporation municipale en tant que développement non autorisé et non consensuel promu par des partis qui n'étaient pas des directeurs et non les véritables délégués détenant des pouvoirs pléniers sur la ville de Washington, DC , et nous notons en outre qu'aucun pouvoir plénier en dehors des objectifs stipulés et discutés ne peut être assumé par un congrès, jamais.

Bien que notre gouvernement américain ait toujours conservé ses opérations en Pennsylvanie et continue de le faire, la création d'un Capitole fédéral était nécessaire pour accélérer et organiser les fonctions fédérales après l'approbation des Constitutions fédérales. Ce «capitole fédéral» ne doit pas être confondu avec la capitale actuelle de ce pays et nos sous-traitants des sociétés municipales ne doivent pas être confondus avec nous.

En l'absence de notre sous-traitant fédéral américain, connu officieusement sous le nom de "République fédérale", ces tâches et pouvoirs que nous lui avons délégués, nous sont naturellement revenus, nous les délégués, par l'application du droit. Il était et est du devoir moral et contractuel de tous les sous-traitants fédéraux de nous informer pleinement en tant qu'employeurs et dans les paramètres de leurs propres contrats de service, pour nous aider à restaurer nos instruments gouvernementaux pleinement opérationnels.

Cette assistance a été délibérément et dans son intérêt personnel refusée; cela crée une violation flagrante de la confiance, une évasion de l'obligation contractuelle et est un crime d'État en vertu de nos vénérables traités internationaux.

Nous exigeons la liquidation permanente des sociétés municipales incriminées ainsi que de leurs franchises d'État et la suppression des fonctionnaires et agents municipaux et territoriaux incriminés. Sauf pour le personnel de transition nécessaire, ils doivent tous être renvoyés chez eux,

Nous notons également les efforts du sous-traitant municipal du Saint-Siège pour rendre nos terres aux Indiens. Il s'agissait d'un accord potentiel avec les "tribus" reconnues par le gouvernement fédéral --- c'est-à-dire ceux qui acceptent le statut de rendre hommage à Rome, et encore une autre ruse conçue pour contrôler des actifs qui n'appartiennent pas au sous-traitant municipal du Saint-Siège.

Nos juridictions terrestres, maritimes et aériennes ont été confirmées par une subvention permanente en 1787. Quelles que soient les obligations que le Saint-Siège et d'autres directeurs, y compris les successeurs du Commonwealth du roi George II, estiment qu'ils doivent et doivent encore aux soi-disant Amérindiens sont dus aux Américains en général maintenant, et si nos anciens sous-traitants fédéraux se sentent mal de ce qu'ils ont fait et des excuses qu'ils ont utilisées pour le justifier --- comme ils le devraient --- cela reste néanmoins leur dette, leur responsabilité et leur obligation de payer, pas la nôtre.

Nos juridictions terrestres, maritimes et aériennes appartiennent aux États actuels de l'Union, et tous les Indiens d'Amérique sont des Américains nés dans les mêmes États-nations que tous les autres Américains, leur propriété étant conservée. Sinon, toute proposition est tordue à l'extrême, inappropriée et entreprise pour fomenter plus de controverse et d'injustice inutiles. Les Amérindiens étaient peut-être en possession préalable de la terre, mais ils ne le sont plus, et ils ne devraient pas être déformés comme des "tribus" - reconnues par le gouvernement fédéral ou autrement --- tout en faisant semblant de faire des affaires en tant qu'Américains.

Les opérateurs de la Corporation municipale et les directeurs responsables seraient avisés de constater que la fin ne justifie jamais les moyens et que deux injustices n'égalisent jamais la justice. Cela cause juste plus de problèmes et plus de confusion et plus de violence contre des innocents.

Ainsi, nous exigeons également la liquidation de toutes les sociétés tribales "fédéralement reconnues" dans le cadre de la liquidation globale des sociétés municipales opérant dans ou hors du district de Columbia, et le retour des réparations conventionnelles et des réparations de guerre dues par les directeurs des délits - le Saint-Siège et ses étrangers du Commonwealth britannique --- aux autochtones américains qui ont été soumis à la conquête physique par les mercenaires et qui ont également subi la perte de traités que le Saint-Roman Empire et le roi britannique leur devaient autrement.

Les seuls traités dus aux autochtones ici qui ont été honorés par les Européens étaient des traités entre les immigrants allemands de la République du Texas d'origine et les Comanches et d'autres nations autochtones de cet État. Un examen d'une multitude de "traités autochtones" montre que les documents ont été signés de mauvaise foi, signés par des personnes n'ayant pas le pouvoir d'établir des traités, et autrement déformés de manière à être des morceaux de papier dénués de sens. Cela ne change pas l'intention exprimée et la base que les Amérindiens avaient pour croire toute cette fraude conventionnelle commise contre eux.

Les méfaits, les malversations et la duplicité pratiqués par ces différentes sociétés municipales et les directeurs d'école qui en sont responsables ont, au fil du temps, entraîné la prolifération constante d'un enrichissement, d'une violence et d'une injustice injustes dans le monde.

Il est temps que cette longue et tordue histoire cesse, que la compassion et la justice règnent et que les vivants prennent en charge leurs biens.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Avril premier 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

91. fraude sociale au darwinisme

Le darwinisme social et les fraudes au féodalisme des entreprises

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Peut-être qu'aucun autre mensonge au cours des deux derniers siècles n'a réussi à dénigrer l'humanité et les masses trompeuses que le darwinisme, auquel Charles Darwin lui-même s'est opposé.

La véritable implication de l'observation de Darwin - que le processus de création est en cours, ne devrait surprendre personne; nous devons nous attendre à ce qu'il en soit ainsi et poursuivre nos activités.

Nous avons été induits en erreur par des arguments de plus d'un siècle pour nous assimiler aux singes et extrapoler des théories vicieuses comme «la survie des plus aptes» qui sous-tend toute la parodie du darwinisme social.

La loi de la jungle, également connue sous le nom de survie des plus aptes, n'a rien de nouveau. Ceux qui vivaient déjà sous cette mauvaise norme - principalement des banquiers et des hommes d'affaires d'autres rayures - les soi-disant barons voleurs du XIXe siècle, ont simplement saisi les conclusions de Darwin pour justifier leur propre mauvais comportement et leur manque de conscience.

Des hommes comme Cecil Rhodes, T.E. Harriman, Cornelius Vanderbilt, Lord Pirbright, J.D. Rockefeller et les Dupont, prospéraient dans l'atmosphère sans loi et impitoyable de l'époque et se targuaient de leur manque total de soins et de conscience. Ils se considéraient comme des prédateurs primitifs et irrités contre toutes les obligations sociales et morales.

Les Enfants de Caïn, nés sans conscience, vivent également sous La Loi de la Jungle, mais contrairement aux hommes normaux, ils n'ont pas à renverser leur nature et à se discipliner dans une vie impitoyable. Ils viennent naturellement.

Parmi les enfants de Caïn, ce défaut fondamental, n'ayant pas de conscience, est colporté comme une marque de fabrique de l'élite, et la cruauté qu'ils promeuvent comme preuve de leur position d'élite, et le chantage et la tromperie qu'ils pratiquent, leur a valu leur description: blanc -tombes lavées.

Les élites commerciales et les enfants de Caïn ont adopté avec impatience le darwinisme social parce qu'il excuse leur égoïsme et leur impitoyabilité en tant que vertu. Cela leur permet de se considérer comme "les plus aptes", car ils sont prêts à torturer et à tuer et à tricher et à mentir et à ne ressentir aucune retenue ou remords moral.

Cecil Rhodes et sa British South African Company ont asservi les habitants de l'Afrique du Sud, africains et néerlandais, et les ont forcés à vivre dans des conditions épouvantables. Il a été l'un des principaux moteurs de la création de la guerre des Boers dans laquelle il s'est associé au Lord Pirbright, encore plus dépravé, petit-fils de Nathan Amschel Rothschild, et a aidé à financer la construction des premiers camps de concentration au monde et à mener les premières expériences scientifiques non consensuelles sur les personnes vivantes. considérées comme «proies» et «élevage» par ces pervers.

Ce n'est pas Hitler qui a mis en œuvre les premiers camps de concentration, ni les nazis qui ont d'abord promu des expériences "scientifiques" forcées et sans entraves sur des personnes sans défense. Ce sont les darwinistes sociaux et leurs frères du mouvement eugéniste, jouant à Dieu et prétendant que leur manque de conscience est une vertu.

Le darwinisme social offre un cadre pratique, intellectualisé et quasi scientifique aux hommes mauvais pour excuser leurs actes pervers. Nous ne pouvons pas leur en vouloir, disent-ils, d'être ce qu'ils sont, pas plus que nous ne pouvons blâmer un crocodile d'être ce qu'il est.

Nous souhaitons une solide compréhension que nous pouvons et nous les blâmons pour ce qu'ils font et ce qu'ils font d'eux-mêmes et du monde qui les entoure, comment ils ont un impact sur les autres et les détritiques qu'ils laissent derrière eux.

Les enfants de Caïn peuvent naître avec un défaut, mais leurs dons intellectuels leur permettent d'apprendre de meilleures valeurs s'ils sont enseignés, et pour le reste des barons voleurs, il n'y a aucune excuse fournie par la nature ou l'éducation qui écarte leur responsabilité.

Nous souhaitons que les dotations Rhodes et Pirbright et Wellcome soient supprimées et que les sociétés responsables de leurs opérations soient liquidées; ces organisations ont joué un rôle central dans la promotion des maux sociaux que nous constatons aujourd'hui, notamment la corruption du gouvernement et du système éducatif, et le développement des armes biologiques utilisées pour promouvoir le génocide pandémique de Covid-19. Voici une explication brève et bien documentée:

<https://aim4truth.org/2020/02/28/coronavirus-qinetiq-and-the-rothschild-bombshell/>

Les mauvaises idées, lorsqu'elles sont autorisées à se répandre sans contrôle, se multiplient comme des lapins au printemps, et ces mauvais mêmes laissés par les hommes mauvais continuent longtemps après leur mort.

Nous avons permis aux fléaux du darwinisme social et du féodalisme d'entreprise de prendre racine et de prospérer grâce aux gains mal acquis et au succès immérité des hommes sans boussole morale ni compassion, des hommes qui, dans un monde plus circonspect, ne mériteraient

pas de commentaires, ni avoir les moyens d'influencer les générations futures.

Nous souhaitons la fin de la tolérance pour des monstres comme ceux-ci et la fin des organisations et influences perverses qu'ils ont engendrées.

Comme le droit de la mer qui est inutile et n'a été un terreau pour la criminalité que depuis des générations, des organisations comme le Rhodes Trust, le Pirbright Institute et le Wellcome Trust ont été utilisées pour promouvoir la criminalité flagrante et n'ont pas été tenues pour responsables.

Avec chaque jour qui passe, nous voyons l'impact de la mentalité de baron voleur du XIXe siècle, qui était alors malade et est toujours malade maintenant.

Nous voyons les tentacules monopolistiques saisissants de J.D. La Standard Oil Company and Trust, interdite par Rockefeller, s'appliquait à Central Banking et Swift, un système de transfert bancaire mondial, sans un seul "Peep!" de toute personne en position de responsabilité.

Faut-il s'attendre à ce que ce qui était illégal et illégal pour Standard Oil Company and Trust à faire à l'industrie pétrolière ne soit pas illégal à faire au secteur bancaire? Pourtant, un monopole bancaire perfide et égoïste est autorisé à fonctionner et à dominer toutes les entreprises du monde occidental depuis plus de cent ans.

Comme nos réclamations l'ont démontré, toutes ces sociétés opèrent illégalement et la plupart du temps, elles opèrent également illégalement. Absolument aucune retenue n'a été imposée à eux, ils ont menti, triché, volé et mis en place leurs propres institutions égoïstes en toute impunité et créé monopole après monopole pour contrôler la circulation des biens et des services et les prix des produits de base.

Ces sociétés coupables ont même assumé le pouvoir des gouvernements réels de taxer les populations de pays entiers, et leurs conseils des gouverneurs et conseils d'administration ont déclaré des guerres sans autorité.

Ces entités jouant Crack the Whip sur les gens du monde ne sont rien d'autre que des sociétés commerciales sales et sales n'ayant aucun droit naturel d'exister et elles ont été autorisées à se déchaîner et à assassiner des millions de personnes, même si nos contrats et traités internationaux en vertu de la loi ecclésiastique indiquent clairement que ces choses créées par la Curie romaine doivent être liquidées - et pas simplement redémarrées sous un nouveau nom - lorsqu'elles se livrent à des activités illégales.

Il n'y a eu aucune application lorsque Lord Pirbright a créé les premiers camps de concentration en tant qu'entreprises de la Couronne britannique.

Il n'y a eu aucune application lorsque Franklin Delano Roosevelt a illégalement enrôlé et frappé par la presse et usurpé l'identité de millions d'Américains et délivré des certificats de centre d'échange en leur nom.

Il n'y a pas eu d'application lorsque la British Territorial Municipal Corporation a adopté le Buck Act en vertu de la couleur de la loi et l'a utilisé pour conscrire et combattre nos jeunes hommes en utilisant "le projet" pendant la Seconde Guerre mondiale --- un processus qui a été interdit pendant deux cents ans.

À travers tout cela et bien plus encore, les papes, qui sont particulièrement responsables de la supervision de ces entités de fiction juridique, se sont tus et ont évité à la fois le droit et le devoir de les discipliner de manière proactive, de sorte que la planète entière a souffert la les stratagèmes de fraude, les saccages insensés et la criminalité sans fin des sociétés en général et des sociétés municipales en particulier.

Nous avons épuisé nos recours avant de prendre les armes et nous présentons nos réclamations devant la Cour de chancellerie du Vatican pour obtenir réparation en raison des gouvernements légaux et des habitants des États-Unis / États-Unis d'Amérique, des anciens pays du Commonwealth, du Japon et des dix-sept pays occupés d'Europe occidentale, ainsi que tous les autres pays occupés qui ont été envahis par ces entités de fiction juridique opérant sous la couleur du droit et favorisant autrement la fraude, la violence et le vol.

On ne sait peut-être pas immédiatement pourquoi nous caractérisons ces questions de philosophie et de modèles commerciaux comme des stratagèmes de fraude, mais ils le sont.

Le darwinisme social est fondé sur une mauvaise interprétation manifestement erronée et délibérée des conclusions de Darwin, ce qui implique simplement que la création est en cours, et nous notons que "Et le septième jour, il s'est reposé ..." n'implique pas que le Créateur est mort, ou a cessé de peaufiner et réparer et changer la création. Si nous pensons logiquement, nous devrions nous attendre à ce que la création soit en cours et ne pas en ignorer les mécanismes. Cette fausse interprétation des observations de Darwin assimile l'homme aux animaux et nous condamne à vivre sous la loi de la jungle, une forme de loi que nous avons transcendée lorsque nous sommes devenus conscients et n'étions plus les esclaves de l'instinct et des saisons.

Le féodalisme d'entreprise qui a été promu par les sociétés de services gouvernementaux usurpantes est également fondé sur la fraude, comme nous l'avons vu avec l'exemple de ce qui s'est passé en Australie et dans les anciens pays du Commonwealth et de ce que nous avons nous-mêmes souffert pendant et après le soi-disant Guerre civile américaine.

Nous souhaitons la liquidation immédiate des sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia et le retour du contrôle et des biens dus à notre gouvernement légal et à notre peuple.

Nous souhaitons un effort de bonne foi de la part des autorités ecclésiastiques pour nettoyer ce gâchis impie et apporter des corrections.

Nous souhaitons la fin du système bancaire corrompu et monopolisé, mais n'approuvons aucun système pouvant être utilisé à des fins coercitives ou politiques pour priver, espionner ou contrôler les personnes vivantes, y compris, mais sans s'y limiter, le programme QFS, qui pourrait facilement être tourné vers des fins mauvaises et politisées.

Nous souhaitons une reconnaissance ouverte des maux qui nous sont arrivés du fait de permettre aux entreprises de fiction juridique de prospérer au détriment des personnes vivantes et de permettre le droit de la mer à terre sous quelque forme que ce soit.

Nous souhaitons que cette reconnaissance soit suivie d'une action internationale pour mettre fin à la longue histoire de transgressions du droit de la mer et à la punition et à la dissolution des barreaux qui ont été les instruments d'une telle injustice flagrante.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

14 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

92. escroqueries de substitution

Les nombreuses escroqueries de substitution

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les mêmes auteurs qui ont soumis Abraham Lincoln à l'élection en tant que "président" au lieu du président ont également pratiqué un large éventail d'autres schémas de substitution du même type, appliqués à d'autres choses.

En plus d'avoir les présidents de sociétés municipales étrangères substitués aux présidents de nos organisations gouvernementales souveraines non constituées en société, nous avons également eu un éventail étincelant de fausses confédérations et de fausses fédérations.

Ce n'est pas parce que quelque chose est appelé Confédération ou Fédération que c'est "La" Confédération ou "La" Fédération à laquelle nous pensons tous. De la même manière que les auteurs ont substitué "un" président au président, ils ont substitué "une" Confédération à la Confédération et "une" Fédération à la Fédération et "une" Union à l'Union.

Notre gouvernement au niveau national qui représente les juridictions du sol de tous nos États agissant ensemble est l'Union de nos États-nations.

Mais notez que pendant la guerre civile, les mêmes mots, "l'Union" ont été appliqués à l'alliance des États du nord des États (anciens membres de la Confédération formée en 1781) et des sous-traitants municipaux territoriaux britanniques faisant des affaires comme les États-Unis d'Amérique, Inc.

La seule chose qui nous donne un indice que l'Union n'est pas la même chose que l'Union est la capitalisation de l'article défini, "Le" --- et si les gens ne savent rien de la grammaire anglaise et des noms propres, ils passeront à droite sur cette différence importante et supposons que l'Union de nos États-nations a combattu dans la soi-disant guerre civile américaine.

Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité, mais c'est ainsi que les choses se confondent --- une combinaison d'ignorance, de duplicité et de fausses hypothèses.

Tout comme il existe de nombreuses constitutions partout dans le monde, pas seulement nos trois célèbres constitutions fédérales, il existe également de nombreuses fédérations et confédérations, mais tant que les gens restent ignorants de ce fait, il est facile de les confondre et de tirer le même vieux truc , substituant "une" Fédération ou "une" Confédération à notre Fédération des États ou à

notre Confédération des États d'États.

Par exemple --- la Scottish Municipal Corporation qui a démarré en 1868 et qui s'est substituée --- "une" société commerciale étrangère se faisant appeler "Les États-Unis d'Amérique" --- à notre Fédération des États. Elle s'est déclarée Fédération des États, semblant être notre Fédération des États, à des fins de fraude et d'usurpation d'identité, avec deux différences très importantes et non divulguées.

(1) Le Scottish Pretender était une British Territorial Municipal Corporation qui n'était en aucun cas liée, encore moins à notre Fédération américaine des États non constituée en société. Ils ont usurpé l'identité de notre Fédération des États non constituée en société, ont enfreint nos vénérables marques et ont caché leur statut d'entité constituée à l'étranger afin d'obtenir un accès non autorisé à notre crédit, juste comme un pirate de carte de crédit moderne usurpe l'identité de leurs victimes et prétend être le propriétaire du compte. Les banques complices savaient mieux, mais ont détourné le regard et n'ont pas protégé les titulaires de compte --- actes dont ils sont toujours responsables.

(2) L'Usurpateur écossais a également déformé la nature des "États membres" dans leur Fédération. Les membres de notre Fédération sont tous des États biologiques ayant une substance physique. Les membres de leur Fédération étaient tous des franchises constituées en société exploitées en tant qu'États territoriaux des États. Non seulement les membres de leur Fédération n'étaient pas des États, mais ils ont plutôt été constitués des franchises de la société municipale mère. Ils ont utilisé une autre tromperie sémantique pour cacher cela: les États des États sont également appelés "États confédérés", ils ont donc simplement omis le mot "confédérés" et ont prétendu que leurs États étaient équivalents à nos États.

Leur tromperie et la substitution de leur société étrangère se faisant passer pour notre Fédération des États non constituée en société étaient terminées.

Ils se sont même mis en place une «Constitution» supplémentaire, la soi-disant Constitution corporative publiée en 1868 pour accélérer le reste de leur fraude. Ils ont publié une copie de la Constitution des États-Unis d'Amérique avec trois minuscules modifications et l'ont redéfinie pour servir dans une juridiction complètement différente de la loi. Les "articles" étaient désormais considérés comme des statuts et les "amendements" ont été redéfinis comme des amendements au règlement qui n'avaient pas besoin d'être ratifiés par les États réels. Les membres du Congrès territorial ont également été redéfinis et ne fonctionnaient plus en tant que députés fiduciaires grâce à des services de bonne foi les gens de ce pays, mais étaient maintenant redéfinis comme des mandataires et des «représentants» élus par les actionnaires de leur société, le Scottish Usurper faisant des affaires sous le nom de The United States of America, Incorporated.

Encore une fois, les banques savaient et ne faisaient rien pour protéger l'identité, les actifs ou le crédit de leur déposant, devenant ainsi des complices conscients et volontaires de ces crimes.

La fraude et l'usurpation d'identité et les stratagèmes de substitution sont vastes et profonds, les entités constituées à l'étranger se faisant passer pour des organisations américaines non

constituées en société, remplaçant leurs "présidents" par notre président, nos organisations d'État pour leurs organisations d'État territoriales et municipales, leurs fédérations des "États" confédérés de notre Fédération des États organiques, leurs confédérations de franchises d'État étrangers pour notre Confédération des États d'États, et ils ont même réussi dans une certaine mesure à masquer la nature de la République fédérale, en tant qu'entité commerciale distincte gérée par les États d'Amérique.

La seule chose que toutes ces escroqueries de substitution ont en commun est qu'elles s'efforcent de substituer les imposteurs européens opérant en dehors de leur juridiction naturelle à nos organisations gouvernementales américaines et qu'elles cherchent délibérément à confondre leurs organisations et leurs bureaux et même leurs élections avec les nôtres.

Des milliards de dollars sont maintenant versés et gaspillés lors d'élections privées de la Corporation municipale qui ont été trompeusement substituées aux yeux du public pour nos élections publiques; cet accent démesuré sur l'élection des mandataires non divulgués et des dirigeants de sociétés étrangères reflète la richesse et le pouvoir que ces farceurs obtiennent en tant que prétendus «représentants».

Nous souhaitons que le monde réalise que ces gens ne nous représentent pas dans les capacités qu'ils ont simplement assumées.

Nous souhaitons que les gens du monde entier réalisent les conditions de tromperie, de manipulation et de violence dans lesquelles le peuple américain vit aux mains de ces «fournisseurs de services» de la Société municipale criminelle depuis plus de 150 ans.

Ces sociétés municipales étrangères, embauchées en tant que vendeurs de services, ont abusé de nos bons noms et de nos actifs pour leur propre enrichissement injuste, ont déclenché une culture du crime et ont imposé une forme de féodalisme d'entreprise à des dizaines de pays qui ont été également fraudés et déformés.

Nous souhaitons la fin de tous les prétextes de guerre parmi les employés de la Corporation municipale qui ont été autorisés à rester ici en vertu des dispositions de la Loi sur la résidence, et la fin de toute présomption que ces sociétés municipales nous servent à quelque titre que ce soit de la garde ou de la fiduciaire non explicitement et spécifiquement qui leur est accordée comme une obligation conventionnelle ou un pouvoir délégué.

Nous souhaitons la déchéance des banques complices qui ont agi comme expéditeurs et complices de ces crimes contre leurs déposants principaux et créanciers préférentiels.

Nous souhaitons que tout le monde sache que nos biens immobiliers, y compris, mais sans s'y limiter, l'ADN de notre peuple, et tous les autres actifs dans toutes les juridictions qui appartiennent naturellement à notre peuple et à notre gouvernement légal ne sont pas abandonnés et notre réclamation sur nos biens n'est pas compromise par toutes les fausses inscriptions non divulguées et d'autres stratagèmes de fraude intéressés qui ont tenté de voler notre identité et convertir illégalement notre statut politique et notre position.

La confusion qui a résulté de tous ces schémas de substitution est décourageante, tout comme les changements de nom et les mêmes noms appliqués à différentes choses au cours des différentes années. Nous ne sous-estimons pas les difficultés que toutes ces questions causent aux personnes qui essaient de donner un sens aux faits compliqués et délibérément obscurcis.

Cela se résume à ceci: nos États n'ont jamais participé à la soi-disant guerre civile américaine, qui était un conflit mercenaire illégal non déclaré depuis le début.

Il n'y a pas de déclaration de guerre de notre congrès liée à la guerre civile américaine. Il n'y a pas de rouleau de groupe d'aucun État, seulement d'États.

Il n'y a pas de traité de paix mettant fin à ce conflit mercenaire, seulement une obligation contractuelle établie par trois déclarations publiques faites par le président territorial Andrew Johnson garantissant la paix sur le terrain.

Nous sommes les héritiers de ces déclarations de paix et garanties contractuelles, bénéficiant de droits acquis depuis 1866. L'armée territoriale nous doit la loi de la paix et nous le doit continuellement et indépendamment de toute autre circonstance ou controverse.

Nous estimons que, indépendamment de la réouverture des hostilités par Franklin Delano Roosevelt entre les deux sous-traitants des sociétés municipales en 1933, ces deux parties ont résolu leurs différends par collusion lorsqu'elles ont signé la Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis en 1937.

Notre population doit être exemptée de tout soupçon ou mauvais traitement ou harcèlement ou présomption de dette et doit également toutes les garanties et services constitutionnels dont nous sommes héritiers depuis 1866; et les employés et agents des sous-traitants des sociétés municipales sont contractuellement liés en tant qu'entité coopérative depuis 1937.

Notre position est que les deux sous-traitants des sociétés municipales incriminés appartiennent en dernier ressort aux mêmes directeurs, peu importe qui les exploite, de sorte que nos revendications sont directement adressées aux directeurs responsables et nous contournons toute illusion autrement.

Nous souhaitons la fin de tous les efforts pour construire une forme moderne de féodalisme d'entreprise en tant que gouvernement mondial et l'arrestation de quiconque continue de promouvoir cela contre les intérêts de nos gouvernements nationaux légitimes.

Nous avons vu le féodalisme des entreprises et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

23 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

93. régimes de substitution

Les régimes de substitution - Impacts examinés

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation 6 mars 2005, 19 janvier 2023 in seq

Tout au long de cette longue récitation des torts et des corrections et causes nécessaires de l'action internationale et mondiale, les schémas de substitution figurent en bonne place.

La première substitution d'un «président» territorial britannique à un président de la République fédérale américaine a eu lieu en 1856 avec l'élection de James Buchanan, qui était, comme Abraham Lincoln, avocat au barreau, et interdit de servir dans le bureau présidentiel prévu par les titres. de l'amendement de noblesse ratifié par les États en 1819 et dûment ajouté à la Constitution pour les États-Unis d'Amérique.

Après avoir testé les eaux avec Buchanan, les auteurs ont ensuite promu un autre avocat du barreau, Lincoln, pour occuper le même bureau pur.

Rien de tout cela n'est survenu à la connaissance ou avec l'autorisation de la Fédération des États ou de nos États membres. Il s'agit de méfaits et de malversations survenus au niveau des sous-traitants fédéraux, et cela devait avoir des conséquences désastreuses pour les sous-traitants et, en raison de la fraude et de la greffe secrètes persistantes, pour le pays dans son ensemble.

Toute la soi-disant guerre civile américaine était un conflit mercenaire illégal déformé pour le peuple de ce pays et les hommes qui l'ont combattu comme une "guerre". En fait, il n'a jamais été déclaré par aucun Congrès et n'a jamais été réglé par un traité de paix, car personne dans aucun Congrès n'accepterait la responsabilité de celui-ci, et personne qui avait le pouvoir de le mettre fin définitivement n'a été informé de l'une de ces circonstances.

Enfin, nos États ont été convoqués en session en 2019 et la paix a été mandatée par les assemblées d'État elles-mêmes, une action qui oblige tous les sous-traitants fédéraux à se retirer.

D'autres tâches ménagères longtemps retardées ont également été abordées et, depuis le premier octobre 2020, tous les anciens États territoriaux britanniques formés en Occident et en Virginie-Occidentale qui s'est formée au milieu de la guerre civile en vertu des dispositions de l'ordonnance du Nord-Ouest, ont été officiellement inscrits comme États de l'Union.

Cela signifie que les cinquante (50) États sont à part entière et officiellement inscrits en tant qu'États de l'Union et qu'il n'y a plus de base pour une présomption de garde territoriale sur eux ou

leurs biens fonciers.

La déclaration et l'enregistrement et la publication appropriés des membres des assemblées d'État ont établi leur provenance et leur statut politique et leur droit inhérent de fonctionner en la qualité du gouvernement de l'État actuel, dissolvant ainsi toute prétention selon laquelle notre peuple est resté volontairement "en mer" et sous le gouvernement territorial de la Reine, et a également réfuté toute théorie selon laquelle le gouvernement américain est "absent" ou "interrègne".

Ces événements et actions ont été rendus publics et des avis internationaux et mondiaux ont été fournis aux autres directeurs et à leurs agents.

D'autres substitutions notables et moins appropriées ont été évidentes tout au long de notre discussion sur ces questions soumises à la Cour de chancellerie du Vatican et au pape François.

Substitution de personnes territoriales britanniques dénaturant les bibles américains, substitution des franchises de la Municipal Corporation dénaturant les domaines desdites personnes territoriales britanniques, et même des dérivés de ces sociétés municipales utilisés pour promouvoir d'autres régimes.

Pour donner de brefs exemples: utiliser un panneau Gobbledygook Dog Latin sous la forme, par exemple, de LEONARD V OLSON --- pour représenter une société de franchise Puerto Rican Electrical Utility en faillite, ou LEONARD V. OLSON représentera un véhicule à usage spécial détenu et exploité par le DÉPARTEMENT DE LA TRANSPORT, et tous ces éléments utilisés comme moyen de s'accrocher à un autre bien immobilier américain en garantie et finalement utilisés comme moyen de contrôler et de piéger de manière coercitive un Américain vivant nommé Leonard Victor Olson par processus de présomption et une pratique pernicieuse abusant du système postal pour fournir des adresses juridictionnelles distinctes, tous employés sans divulgation.

En d'autres termes, le système est conçu pour livrer une facture adressée à un véhicule ad hoc appartenant au DÉPARTEMENT Municipal DE TRANSPORT à une adresse de messagerie commerciale indiquée par l'utilisation de toutes les conventions de style majuscules et d'un code postal, à un Américain vivant dans une juridiction différente et sous un nom similaire, en prévision de pousser l'Américain à payer la facture due par le DÉPARTEMENT municipal DE LA TRANSPORT, et ou à fournir une base légale mais illégale pour poursuivre la victime s'il ne paie pas.

C'est une preuve supplémentaire dans la pratique et une preuve d'une activité manifestement illégale promue, poursuivie et accomplie par les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia.

Les officiers de l'Union postale universelle peuvent rapidement confirmer que ces conventions, y compris l'utilisation de Dog Latin pour "représenter" les noms propres, ont été utilisées comme adresses postales aux États-Unis et dans de nombreux autres pays.

Les substitutions de «congrès» étrangers aux congrès qui nous sont dus et la substitution de délégués étrangers opérant dans des capacités jamais destinées à représenter les États ou les peuples américains sont d'autres exemples flagrants de fraude intéressée, de manquement à la confiance et d'autres crimes, tous conçus pour accéder à nos actifs et à nos crédits au profit

d'intérêts étrangers.

Le "Congrès" territorial britannique élit des représentants qui agissent en tant que mandataires pour les électeurs inscrits qui sont présumés actionnaires de leurs sociétés et le "Congrès" municipal produit ensuite des membres du Congrès représentant des partis politiques issus du Congrès territorial britannique, pour agir en tant que gouvernement plénier d'une cité-État internationale non autorisée se faisant passer pour "les États-Unis".

Aucun de ces greffeurs ne fonctionne en qualité de députés fiduciaires agissant pour les États et le peuple de ce pays. Tous ont adopté des pouvoirs simplement présumés exister et ont usurpé sur les États et le peuple réels. Ils proposent tous d'utiliser l'usurpation d'identité et les différentes capacités présumées pour confondre leur rôle et leur juridiction afin de frauder et de priver leurs employeurs de leurs biens immobiliers et de leur crédit légaux.

Et cela dure, sur une base secrète et clandestine, depuis plus de 160 ans. Les Américains, convaincus que les gens qui travaillent pour eux étaient également américains et adoptaient le statut politique américain, n'ont jamais imaginé que ces personnes travaillaient en fait dans des juridictions étrangères et opéraient au nom d'intérêts politiques et économiques étrangers, car rien ne semblait changer.

Avant la guerre civile, les Américains ont reçu leurs services gouvernementaux au niveau de l'État de l'Ohio, par exemple, et après la guerre civile, ils ont reçu ces mêmes services de l'État de l'Ohio.

Avez-vous fait la différence? Ils non plus.

Cela a été particulièrement difficile à discerner, car pour la plupart, les mêmes personnes ont continué à fournir les mêmes services qu'auparavant. Il n'y a pas eu de changement distinct du garde, de l'uniforme ou du personnel de service pour indiquer que tout changement s'est produit. Les mêmes personnes élues gouverneurs ont continué à servir de gouverneurs - bien qu'elles agissent à un titre différent et dans une juridiction différente, au service d'un gouvernement militaire territorial britannique au lieu du gouvernement républicain de l'État.

Outre le passage de «Le» à «le», il y a eu une vague confuse et déformée d'écriture et d'approbation de nouvelles constitutions de l'État d'État.

Par exemple, la Constitution de l'État du New Jersey a été remplacée par la Constitution de l'État du New Jersey.

Dans la plupart des cas, ceux-ci étaient identiques à l'ancienne Constitution de l'État d'État, à l'exception du langage sur les esclaves et l'esclavage --- et tout le monde devait supposer que les nouvelles Constitutions étaient tenues de supprimer ces références, et non d'inaugurer un prestataire de services entièrement différent et une forme de gouvernement différente.

La vérité de ce que nous présentons ici et avant le monde est suffisamment démontrée par l'expression perpétuellement répétée "notre démocratie" et les références à la "démocratie" promues par les agences gouvernementales, les politiciens et les militaires, parlant toujours de

"diffusion de la démocratie" et "danger pour notre démocratie" et ainsi de suite, quand il est clairement inscrit dans le dossier de chaque nation que notre pays n'est pas une démocratie.

La fraude ne peut guère être observée plus directement que de leur propre bouche et selon leurs propres mots.

Le gouvernement territorial britannique a été créé à la fois comme territoire des États-Unis et Commonwealth britannique. Leurs sociétés municipales sont gérées comme des démocraties. C'est la seule "démocratie" à être vue n'importe où en relation avec nous --- en particulier, en tant que sous-traitants fédéraux embauchés sous les auspices de la Constitution des États-Unis d'Amérique.

Ces mêmes sous-traitants malhonnêtes et déloyaux se sont engagés à exploiter une British Territorial Municipal Corporation en tant que «démocratie» militaire sur nos côtes. Autrement dit, leur gouvernement de district a usurpé sur notre gouvernement légal tout en recevant leurs chèques de paie de nos largesses, et ils ont agi en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service pendant 160 ans, tous sous le coup de la loi et d'un soi-disant "cloaque de secret".

Même les hommes qui servaient cette junte ont été trompés en pensant qu'ils étaient des soldats et des marins honnêtes, alors qu'ils fonctionnaient en fait comme des mercenaires commerciaux bon marché.

Ils ont accompli tout cela via des tromperies sémantiques, des abus des tribunaux, la complicité des barreaux, et surtout, la complicité des banques, car si les banques avaient refusé de financer tout ce meurtre et ce chaos, la fraude, la duplicité et le crime --- rien de tout cela n'existerait.

Notre histoire et l'histoire du monde entier seraient complètement différentes.

Sur quoi il est temps que les banques soient tenues responsables. Ils en ont été servis en 2005 et de nouveau chaque année depuis lors, sans effet; ils ont sans doute imaginé que nous étions tous encore endormis et inconscients de la chicane cherchant à changer notre statut politique pendant que nous étions des bébés dans notre sommeil.

Nous souhaitons que toutes ces banques soient liquidées en notre faveur, et notamment en faveur des héritiers légaux des soi-disant "fiducies héritées" et "fiducies historiques" qui appartiennent à notre peuple et à notre pays.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

3 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

94. dire une mauvaise nouvelle

Quelqu'un doit dire à "l'ONU" la mauvaise nouvelle

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

La Société des Nations Unies est également une société municipale basée dans une autre cité-État internationale indépendante construite illégalement et illégalement.

Le propriétaire foncier actuel, New York, un État membre de notre Fédération, n'a jamais agi pour délivrer un permis de location ou une participation dans un terrain à l'intérieur des frontières de New York à l'Organisation des Nations Unies ou à toute société des Nations Unies ou modification sur ce thème.

L'enclave des Nations Unies à New York est sans terre et apatride et ne peut pas rester sur nos côtes en l'absence d'un accord avec le propriétaire foncier.

Non seulement cela, mais Jimmy Carter, agissant en tant que président d'un sous-traitant d'une société municipale, a déversé tout un tas de faux actifs municipaux CITOYEN dans les genoux de la Société des Nations Unies sous forme de certificats de naissance et présumé exister ESTATS municipaux transférés au FMI en 1980 en garantie des dettes de la version britannique territoriale des États-Unis d'Amérique, incorporée.

Évidemment, ce sont les mêmes faux CITOYENS municipaux créés à partir de rien et des présomptions légales que nous avons décrites tout au long. Ces franchises créées dans des conditions de tromperie et de non-divulgateion sont nulles et non avenues, de même que toute présomption de droits de propriété ou d'obligations de citoyenneté municipale liée à ces CHOSES, du nom des Américains. En d'autres termes, la Société des Nations Unies / UN CORPORATION ne possède rien dans ce pays et n'est tolérée que suffisamment longtemps pour clarifier la situation.

Une partie de cette clarification est que les obligations de citoyenneté ne peuvent être conférées aux Américains par le biais d'aucun acte législatif.

Notre statut politique est établi par l'acte physique de naître sur la terre et le sol de l'un de nos États de l'Union, et si nous sommes nés en mer d'un parent américain ou de deux parents américains, notre statut est toujours le même et nous hériter de notre État de naissance par le biais de nos parents.

Cela tient même si les Britanniques tentent de déplacer les High Water Markers et crient que leur monarque est notre fiduciaire sur les routes de haute mer et intérieures; avoir un monarque britannique en tant que fiduciaire sur l'eau réelle, ne fait pas de nous des quartiers d'un État d'État municipal sur la terre ferme. Cela rend les actions du Congrès territorial conférant aux États-Unis territoriaux. La citoyenneté sur les esclaves des plantations libérées est nulle et non avenue, ce qui annule également toutes les revendications ultérieures fondées sur les mêmes présomptions nulles et non avenues.

L'ignorance de la loi n'est pas une excuse pour la prédation commerciale. Les esclaves des plantations libérés n'ont pas été rendus "apatrides" ou disponibles pour "salvage" simplement parce qu'une seule Assemblée d'État leur a refusé le statut de citoyenneté d'État. Ils étaient encore des ressortissants d'État américains depuis leur naissance, tout comme nous tous.

Cela rend également nulles toutes les présomptions de Jimmy Carter concernant les certificats de chambre de compensation qu'il a transmis au FMI et à l'ONU. Ces actifs simplement présumés exister n'ont jamais été à vendre ni à échanger. Tout simplement parce que Franklin Delano Roosevelt a fait la même erreur et s'en est sorti, n'établit pas de précédent légal ou légal permettant plus de fraude.

Ainsi, la Société des Nations Unies / UN CORPORATION se retrouve avec beaucoup de vent des sous-traitants de la Société municipale, comme tout le monde.

Toutes les mêmes dispositions s'appliquent, d'une manière générale, à tous les anciens pays du Commonwealth et d'Europe occidentale et autres pays touchés par ce régime de fraude gargantuesque. Ils obtiennent leur statut politique du fait de leur naissance sur la terre et le sol de leur pays, et / ou de la nationalité de leurs parents, tout comme nous.

Faisant partie de l'action ignoble la plus récente de ces sociétés municipales, y compris la Société des Nations Unies / UN CORPORATION, le génocide par une vaccination prétendument "sûre et efficace" contre une maladie infectieuse inexistante, mérite une attention particulière et spéciale et pose la question ---- jusqu'où ces gens pensent-ils pouvoir aller et s'en tirer avec ce programme d'asservissement et d'abus et de fausses déclarations de propriété contre leur prochain?

Où finissent leur arrogance et leur mépris?

Nous avons révélé que les nazis, comme les conservateurs, ne se sont pas simplement évaporés. Les guerres et leurs résultats n'ont aucune capacité à changer les mauvaises croyances et les allégeances ignorantes. Ces schémas malheureux peuvent durer des générations et devenir plus enracinés à mesure que les gens doublent, incapables d'admettre que, oui, ce que nous avons fait ou ce en quoi nous croyions était faux, et nous devons changer. Il ressort de la lecture de l'Agenda 2021 et 2030 des Nations Unies que les nazis n'ont rien appris de la Seconde Guerre mondiale et qu'un nombre important d'entre eux sont intégrés en Allemagne et dans de nombreux autres pays, y compris, mais sans s'y limiter, la France, l'Angleterre, la Suisse et oui, les États-Unis, a juste continué à "croire" dans le claptrap Superman et pour agir sur ces mauvaises croyances dans le mépris des autres et leur droit de vivre.

Il ressort également du programme pro-homosexuel et bestialités et pédophile que le même livre de jeu nazi est répété par la Société des Nations Unies comme Hitler utilisé en Allemagne --- utilisez les membres non respectés et privés de leurs droits de la communauté LGBTQ comme moyen de pouvoir, laissez-les sortir du placard et s'auto-identifier, tout comme les chemises brunes d'Hitler, puis les tuer tous quand ils ont atteint leur objectif.

Il est également évident que l'eugéniste nazi vient de déménager de Kassel dans le Warwickshire et a continué à punir et à publier et à polluer tous les esprits qu'ils pouvaient polluer avec leur programme politique pharisaïque et téméraire enveloppé de pseudo-science. Ils ont assassiné des millions et des millions de bébés dans leur mépris pour la vie humaine en général, et dans leur domaine tordu, ils continuent de penser qu'ils ont raison, longtemps après que leur manque de conscience morale et de boussole éthique a été démontré et prouvé par leur propres actions.

Nous avons déjà tout vu. Nous n'avons pas besoin de le revoir.

Ce qu'il faut, c'est fermer ces sociétés, arrêter leurs dirigeants et forcer les banques à financer ces organisations criminelles, en particulier l'OMS, l'INC., Qui a déjà démontré son incompetence et sa corruption complètes, par sa volonté de prendre de l'argent à la Fondation Gates, puis attendez avec leurs doigts dans leurs oreilles pendant que ses "vaccinations" tuaient et mutilaient des milliers en Inde et en Afrique.

Ce ne sont pas seulement les criminels, ce sont les complices des crimes.

Ce sont les agences de presse qui n'ont pas rendu compte de Bill Gates et de ses activités de "vaccin" en Inde et en Afrique, et n'ont pas non plus rendu compte des scandaleuses obligations pandémiques de la Banque mondiale, et de tous les greffiers du Bureau des brevets des États-Unis qui ont permis le brevetage des produits et procédés criminels à but lucratif.

Ce sont les membres du Congrès territorial dans les années 1980 qui tiennent les fabricants de vaccins inoffensifs pour tout ce qu'ils pourraient mettre dans leurs vaccins, y compris la bouse de chien et le venin de serpent --- et suppriment également toute responsabilité pour tout effet que leurs "vaccins" pourraient avoir sur l'impuissance faire confiance aux gens. Si l'un des membres du Congrès qui a adopté ces "lois" est toujours en vie, il doit être arrêté pour manquement flagrant au devoir et mise en danger imprudente du public.

Ce sont ceux qui ont pris l'argent et qui se sont entendus quand ils avaient de bonnes raisons de mieux connaître, ceux qui ont facilité le crime comme les conducteurs de voitures de fuite, ceux qui ont tué et mutilé d'autres sans meilleure raison que la curiosité scientifique et Payola, les agences définies comme des gardiens qui n'ont pas réussi à sonner et ont complice et accéléré le crime à la place, le "Département de la défense" sous contrat pour nous protéger, alimentant les coffres du DOD, INC., Au lieu de cela, et DOD, INC., Lui-même, qui a échoué à toute la raison de son existence de façon spectaculaire.

Le tout, toutes ces sociétés municipales, de haut en bas, du premier au dernier, doivent disparaître, y compris, mais sans s'y limiter, la Société des Nations Unies et la CORPORATION des Nations Unies et tous ses divers spin-offs, franchises et prétendus successeurs.

Ce n'est pas un moyen d'établir un gouvernement mondial dans l'intérêt de la paix et de la santé; et ces nazis qui prétendent être démocrates et prétendent être républicains et prétendent que leurs élections aux actionnaires d'entreprise sont tout sauf des élections aux actionnaires d'entreprise ----- ne sont certainement pas des gens auxquels quiconque devrait faire confiance, surtout pas après des performances répétées d'incompétence, de corruption, de criminalité, manquement au devoir et insouciance flagrante.

Ce sont des crimes, pas des questions politiques, et ils ont été commis par des sociétés municipales agissant en violation de la confiance et en violation des contrats de service qui sont la seule base de leur existence et en violation du droit international et enfin, de façon retentissante, en violation de la loi ecclésiastique qui permet à ces entités d'exister.

Nous souhaitons que toutes ces sociétés municipales criminelles qui ont été engendrées dans le monde entier soient détruites en permanence, leurs officiers et conseils d'administration arrêtés et inculpés de leurs crimes, de leurs avoirs remis aux gouvernements nationaux et de leur accès aux biens physiques et au crédit appartenant à nous et aux autres nations touchées par cette fraude, ont pris fin.

Si les banques veulent s'entendre avec des criminels et ne veulent pas ouvrir les comptes dus aux gouvernements nationaux et au peuple de ces nations, fermez-les également.

Nous souhaitons que le gouvernement indien ferme la Municipal Corporation qu'il a affrétée en se faisant appeler "The United States of America, Incorporated" pour contrefaçon de nos vénérables marques par une organisation criminelle.

Nous souhaitons que l'Organisation des Nations Unies diffuse cette situation à tous les pays membres et demandons que personne n'accorde de chartes à une entité constituée en société portant atteinte à nos noms et marques.

Les États-Unis d'Amérique ne sont pas incorporés et les États-Unis non plus.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

18 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

95. fraude aux traités et aux contrats

Le traité et la fraude contractuelle

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

La prolifération des entités constituées a été autorisée par traité, plus particulièrement par les séries de traités de Gand et d'Utrecht, que notre gouvernement a signées de bonne foi.

À aucun moment nous n'avons accepté d'être gouvernés par des entités papier créées de nos propres mains ou de celles de quiconque; toute supposition autrement nécessite de renverser les maximes de la loi et de l'ordre de la création, ce qui exige strictement et absolument qu'aucune création ne soit supérieure à son créateur.

Ne pas observer et honorer cette vérité, que le créateur est toujours plus grand que la création, est un blasphème de premier ordre et conforme à la hiérarchie du péché originel comme cause d'action en vertu de la loi ecclésiastique.

Ce principe fondamental du droit, selon lequel le créateur est toujours plus grand que la création, et les deux séries de traités susmentionnées régissant la création, la propriété et l'administration des sociétés, ont été sapées par des sociétés étrangères territoriales et municipales simplement chargées de fournir des services gouvernementaux énumérés sous nos pouvoirs délégués.

Le contexte et la nature de nos accords constitutionnels ne sont pas en cause. En tant que gouvernement international et légal représentant les citoyens de l'État qui sont parties à ces vénérables constitutions, nous appelons les autres directeurs à mettre leurs agents et sous-traitants en conformité avec leurs obligations de confiance et leurs obligations de service contractuel.

Le sous-traitant territorial britannique n'est plus en honneur depuis 1860.

Le sous-traitant municipal direct n'est plus en honneur depuis 1878.

En l'absence d'honneur, la bonne foi n'est pas non plus mise en évidence.

Cela a conduit nos services militaires à être illégalement convertis en services de mercenaires privés sous le contrôle d'un gouvernement étranger, payés avec notre argent par un payeur étranger.

Cela a également conduit nos militaires à être dupés pour servir de mercenaires bon marché tout en croyant sérieusement - et en étant induits en erreur pour croire - qu'ils défendent notre pays et luttent pour la liberté.

Cette mauvaise utilisation et ces abus de nos forces armées ont conduit à leur tour à des projets de guerre à but lucratif sans fin et à des incursions - ce qui semble être nos militaires, mais qui est en fait un service mercenaire étranger - dans d'autres pays et à l'ingérence dans leurs affaires intérieures. affaires.

Ce profit de guerre illégal par les sous-traitants de la Corporation municipale habitant le district de Columbia a conduit les gens du monde entier à détester "les Américains" quand en fait les Américains et leurs ressources sont réquisitionnés et mal dirigés pour accomplir des actes illégaux et illégaux à la demande d'intérêts commerciaux et politiques étrangers --- en particulier les banques et les organisations politiques responsables du financement et de la mauvaise orientation - respectivement, ce qui est censé être notre service militaire dédié, pas un service mercenaire étranger.

Cette violation de la confiance et des contrats a également conduit aux stratagèmes de personnage qui ont été utilisés pour convertir illégalement des Américains via des enregistrements non divulgués et non consensuels, tous servant à redéfinir les Américains en tant que citoyens étrangers, afin de promouvoir la fiscalité illégale et illégale et confiscation illégale de biens publics et privés américains - et tout cela sans divulgation.

Tous les problèmes de "sécurité" et de "sécurité nationale", mais dont la "nation" serait en danger si le grand public de ce pays connaissait la vérité sur toutes ces fraudes, violences et contournement? Pas le nôtre.

Ces mêmes atteintes à la confiance ont également conduit à l'existence de tribunaux étrangers et non autorisés opérant sur nos côtes. Il n'y a, par exemple, aucune disposition permettant l'existence d'un tribunal d'homologation dans ce pays, aucune disposition établissant des tribunaux de district militaire --- en particulier en l'absence d'une véritable armée, et aucune disposition prévoyant qu'un tribunal fiscal municipal fonctionne au sein de la États de l'Union.

Ces violations susmentionnées des contrats de confiance et de service ont été délibérées, intéressées et à long terme. Ces violations de la confiance ont été maltraitées contre notre gouvernement civil légal et notre peuple sous les faux prétextes fournis par un conflit mercenaire non déclaré et illégal, et ces faux prétextes de "guerre" ont alors entraîné de fausses déclarations dans le commerce et d'autres lieux depuis les années 1860.

L'incapacité des autres directeurs et de leurs sous-traitants à reconnaître et à créditer les contributions de notre peuple a conduit à l'apparition d'une énorme "dette nationale" de la part des auteurs, qui n'a pas été compensée par la valeur des biens réels et services reçus - et qui a permis la collecte d'intérêts non autorisés sur cette gigantesque dette inexistante. Ce tour de passe-passe

comptable et cette fraude à la faillite cyclique ont été combinés pour décharger frauduleusement de grandes quantités de dette extérieure sur le peuple américain.

Nous avons été facturés pour le coût de toutes les dépenses opérationnelles de ces sous-traitants étrangers de la Corporation municipale ainsi que leurs franchises agissant en tant que prestataires de services gouvernementaux dans d'autres pays --- ce qui n'est clairement envisagé ni autorisé par aucune des constitutions fédérales.

Des récits récents lancés par diverses organisations dites de "renseignement", y compris le DHS, la CIA et le FBI, qui sont tous détenus et exploités en tant que sous-traitants et / ou franchises de gouvernement privé des mêmes sous-traitants de la Municipal Corporation, voudraient nous croyons que nous sommes sous l'emprise d'un mal ancien et dans un sens, nous sommes sous le siège du Père de toutes les mensonges.

Ces fausses pratiques comptables et bancaires susmentionnées sont également des violations de la confiance - la confiance fiduciaire - et ce sont également des actes de fraude manifestement intéressés, conduisant à un enrichissement injuste pour les auteurs et à l'esclavage des victimes.

Substituer les "Federal Reserve Notes" --- c'est-à-dire les I.O.U.s / billets à ordre émis par des banques privées --- pour les dollars d'argent des États-Unis et les lingots d'argent, obligeant les gens à utiliser le script bancaire privé comme monnaie légale, confisquant 20 000 tonnes d'or américain privé et l'investissant dans la Banque mondiale et les banques de la Réserve fédérale et la BIRD, attribuant le seigneurage que nous avons dû souscrire à des fiduciaires étrangers, l'utilisation omniprésente des membres de l'Ordre des avocats pour agir en tant qu'exécuteurs de Son Tort administrant des sociétés étrangères portant notre nom --- une litanie entière d'actes illégaux et illégaux perpétrés contre nous par des directeurs étrangers qui doivent nous bonne foi et service sous contrat, doit maintenant être inversé.

Nous souhaitons le retour de nos biens immobiliers physiques sans encombre et indemnes.

Nous souhaitons le retour de nos actifs de crédit non grevés et indemnes.

Nous souhaitons le retour de notre service militaire à un statut légal.

Nous souhaitons le retour de tous nos dossiers fonciers, concessions de terres, relevés cadastraux, brevets, registres de cantons, tous les titres étrangers, routes, servitudes routières et de services publics, couloirs de services publics, emprises ferroviaires, infrastructures publiques, zones de libre-échange, bâtiments et installations du gouvernement et dossiers de service de garde, ainsi que les dossiers du personnel et du personnel nécessaires pour assurer la poursuite des services.

Nous souhaitons le retour de toutes les forces de police d'embauche à un statut légal de soldats de la paix agissant sous notre direction.

Nous souhaitons le retour de tous les actifs de l'American Legacy Trust et du Historical Trust à notre gouvernement américain légal et aux personnes auxquelles ces actifs appartiennent.

Dé livré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
É tats-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

9 juin 2023

Nous souhaitons la déchéance de ces sociétés qui ont agi par couleur de droit et ont bénéficié de ces actes criminels de fraude et de manquement à la confiance et aux contrats.

Nous souhaitons le retour de tout le personnel, de l'équipement et des installations à notre contrôle et à notre direction.

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

96. traité d'utrecht

Traité d'Utrecht, Bar Association, Réchauffement climatique, pandémie et fraude bancaire

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Lorsque nous revenons en arrière et recherchons une source ponctuelle pour tout ce crime d'entreprise en plein essor, toutes les routes mènent aux traités d'Utrecht, et en particulier à la reine britannique Anne et à l'arrangement que la série du traité d'Utrecht a créé pendant son règne au début des années 1700.

Ces dispositions conventionnelles ont finalement conduit à la fusion de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales et de la British East India Company, ont prévu que le monarque britannique profite directement de toutes les activités commerciales et ont soumis l'intégralité de toutes les entreprises commerciales au pape dans son rôle de longue date. rôle de Pontife romain et de chef séculier de l'Empire romain alors saint, et maintenant en tant que sous-traitance principale avec l'appareil de la City of Rome Municipal Corporation.

Concrètement élaboré au cours des deux derniers siècles, la Couronne britannique et ses filiales dans d'autres pays européens ont donné un pourcentage de bénéfices au monarque, le monarque a remis 60% de ces recettes au pontife, et le Pontife a administré l'ensemble du système via des sociétés de contrôleurs utilisant des directions de fiducie imbriquées et un système juridique bilatéral unique qui permet au commerce de se produire à la fois sur la mer et dans la juridiction aérienne.

Le Bureau du Pontife et plus tard les Instituts de l'économie sont devenus les destinataires directs dans les années 1920 et ont ensuite payé à la Couronne britannique leurs 40% de la prise par le biais d'un réseau international de banques qui ont siphonné les reçus des opérations de chambre de compensation et autres enregistrements, titrisation, et les plates-formes de prestations qui ont alimenté des actifs physiques dans un système d'actifs bancaires hors registre et un crédit dérivé des actifs physiques dans un registre d'actifs bancaires converti sur le grand livre et un système de compte séquestre dérivé.

La Couronne britannique a ensuite également fourni des pots-de-vin aux territoires canadiens et britanniques (conservateurs) opérant aux États-Unis.

À chaque étape, l'homme vivant a été fraudé et privé de ses biens, privé de ses droits, usurpé d'identité, contraint et contrôlé.

Les banques complices qui ont contribué à créer et à mettre en œuvre ce système de fraude complexe et multigénérationnel sont également des organisations criminelles de dépouillement d'actifs par définition.

Les plus vénérables de ces banques, la Bank of England, la Bank of Scotland, la Bank of America connaissaient et participaient certainement à ces "guerres" commerciales bidon à but lucratif et bénéficiaient des stratagèmes de dépouillement d'actifs, de tenue de livres, de comptabilité et d'usurpation d'identité à un niveau exécutif.

Plus tard, des arrivants comme Chase et JP Morgan, les banques privées étrangères opérant "comme" la Réserve fédérale, et plus tard, en tant que Federal Reserve System, les soi-disant blanchisseurs de titres bancaires d'investissement comme Wells Fargo et Goldman-Sachs, connaissaient tous leur coin du système de fraude, tandis que les membres européens du groupe Octagon, USB, Banque de Suisse, La Deutsche Bank et ses sociétés affiliées ont géré le débordement du compte séquestre et dérivé.

Toutes ces banques ont été connectées dans une direction de fiducie monolithique, idolâtre et imbriquée et ont été mises en place de manière interdépendante afin que si l'on tombe, elles tombent toutes.

L'ensemble de ce régime criminel a créé un système de banque commerciale basé sur les devises monolithiques entièrement exploité sur des instruments de papier commercial: billets, certificats, coupons, actions, obligations, chèques, dividendes, débentures, etc., tous les actifs physiques sous-jacents étant cachés dans des comptes hors registre et le "crédit excédentaire" généré par le "système bancaire fractionnaire de réserve" étant caché dans des comptes séquestres non divulgués, blanchis par des comptes d'investissement et des comptes dérivés, et tous étant négociés sur des plateformes de trading privées.

C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés avec le fameux "60/40 Split" des bénéficiaires, c'est ainsi que nous avons des sociétés municipales en charge des sociétés commerciales, c'est ainsi que nous avons une assurance privée pour les entités publiques, c'est ainsi que le scandale des obligations de fond payé pour la monarchie britannique, et c'est ainsi que la réglementation du commerce interétatique a été intégrée dans un mécanisme de contrôle utilisé pour usurper les gouvernements légaux des habitants. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés avec des quintillions de dette présumée, un seigneurage manquant de tout cela, des systèmes de tenue de livres tortueux cachant tous les actifs de crédit et physiques et des comptes séquestres dus aux personnes vivantes, les exécuteurs de Son Tort gérant tous nos actifs "pour" nous, et la plus grande raquette de confiance de l'histoire humaine bombardant les coutures de profit, mais toujours une mauvaise gueule et essayant de justifier plus de taxes draconiennes à extraire sous la couleur de la loi des véritables propriétaires de tout cela.

Le seul homme qui gagne le plus d'argent de tout le système, le Pape, est le seul responsable en vertu de la loi ecclésiastique de mettre fin à ce cauchemar dans lequel les fictions ont été

autorisées à s'attaquer aux vivants et à mettre fin à la criminalité qui La série du Traité d'Utrecht a favorisé.

L'ingérence récente et les tentatives de redéfinir les bureaux du pape ne sont que des tentatives pour éviter la responsabilité de ce gâchis. Cela nous rappelle un homme cousant une plume sur sa casquette et essayant de prétendre que c'est une nouvelle casquette. Nous tenons les directeurs responsables de ce qu'ils ont fait et n'ont pas réussi à faire.

Il est temps de reconnaître que les barreaux, enregistrés en tant qu'entreprises de théâtre et de divertissement, ont été des éléments clés utilisés pour mettre en œuvre ce système de fraude mondiale. Étant donné que toutes les grandes raquettes de confiance nécessitent des composantes théâtrales et jouent du théâtre et des illusions, il ne faut pas beaucoup d'examen pour déterminer que les barreaux ont fourni l'illusion, ou comme ils le disent dans leurs règles fédérales de procédure civile, "l'apparence de la justice "dans ce qui semble également être des salles d'audience - mais sont en fait des scènes pour les productions théâtrales du Barreau, utilisé à des fins de recouvrement de créances commerciales.

Les gens sont moins violents lorsqu'ils sont trompés par l'apparence de la justice, tout comme le viol déguisé en procédure médicale est plus socialement acceptable.

En retraçant l'histoire des barreaux et de leurs membres, nous avons constaté qu'ils sont apparus pour la première fois à Rome au II^e siècle avant JC, agissant à la fois comme prêtres de Cybèle et collecteurs d'impôts pour César. Ces personnages portaient des robes noires et des perruques blanches, une pratique toujours en évidence en Grande-Bretagne.

Cybele est le nom d'Asie Mineure de l'ancienne déesse autrement connue sous le nom d'Ashtoreth, Astarte, Semiramis, Isis, Sybil (grec) et, de façon révélatrice, Columbia, comme dans le district de Columbia, et dont les rites sont encore célébrés par le Temple dans la ville intérieure de Londres, et les divers grands loges des francs-maçons, et comme idolâtré par la soi-disant "Statue de la liberté" offert aux Américains désemparés par la Grande Loge de Paris.

Compte tenu de leur rôle dans la tromperie du monde entier et en tant qu'agents causaux de tant de vols, de greffes, de meurtres et de chicanes, nous souhaitons que les barreaux soient interdits et dé-légalisés, et pour tous les intérêts immobiliers - c'est-à-dire les intérêts de propriété intellectuelle également - appartenant aux barreaux et à leurs membres, ils perdent dans l'intérêt public en tant que propriété appartenant à un syndicat du crime affilié au gouvernement.

Les membres du barreau ont joué un rôle déterminant dans la promotion de la fraude et de la confiscation mondiales de biens sous la couleur du droit pendant des siècles; ils ne méritent aucune pitié du public ainsi offensé et maltraité.

Nous sommes maintenant en présence de deux stratagèmes de fraude majeurs et de multiples incursions moindres promues dans l'intérêt personnel par les mêmes sociétés municipales sous le contrôle des mêmes directeurs.

Les deux principaux stratagèmes de fraude actuels sont les suivants: la soi-disant pandémie mondiale et les divers programmes et actions fondés sur l'existence du réchauffement climatique

d'origine humaine, qui sont tous deux des stratagèmes de fraude commerciale pernicieux motivés par l'évitement des coûts et l'intérêt commercial à long terme dans le cas de la pandémie mondiale et des profits fiscaux en matière de réchauffement climatique d'origine humaine.

La pandémie mondiale implique l'arsenalisation du virus du rhume commun présenté sous la forme d'un pseudo-vaccin qui, au lieu du virus mort utilisé pour déclencher une réponse immunitaire légère, délivre des poisons et des altérations génétiques du code, des nanotechnologies et des parasites armés.

Cette redéfinition pratique du sens du mot «vaccin» n'est qu'un autre exemple de la criminalité, de la malhonnêteté et du libre-service communs à ces entités constituées qui affligent l'humanité.

Nous avons retracé cette action jusqu'en 1965 et les brevets évidents dans les archives de l'Office britannique des brevets. De Grande-Bretagne, ce programme d'armement est passé à l'Université de Caroline du Nord, à Fort Detrick et aux National Institutes of Health (NIH) aux États-Unis, où le Dr. Anthony Fauci a cherché à se soustraire à un moratoire sur la recherche sur la biodarfare en délocalisant ce programme d'armement aux filiales commerciales chinoises à Wuhan, en Chine.

Le soi-disant «Death Jab» présenté comme un produit approuvé autorisé pour une utilisation d'urgence a plutôt été utilisé pour tuer des millions d'anciens, d'enfants et de jeunes. Les deux extrémités du spectre d'âge souffrent le plus. Cela a été prévu pour éviter les frais de soins médicaux de fin de vie, pour collecter les investissements d'assurance et pour promouvoir une volonté misogyne et délirante de réduire la population humaine.

Le pseudo-vaccin a également été utilisé pour promouvoir le développement du cancer en paralysant le gène du suppresseur de cancer et pour créer de nombreuses autres maladies rentables que les sociétés commerciales impliquées dans les soins de santé exploiteront pour le profit pendant des décennies à venir.

Enfin et surtout, les pseudo-vaccins ont été utilisés pour modifier le génome humain, en distribuant un morceau d'acide ribonucléique de Messenger breveté et génétiquement modifié, l'ARNm, qui agit comme un modèle pour produire une protéine étrangère similaire au venin de serpent. Cette neurotoxine est ainsi introduite en permanence dans le corps humain où elle cause des dommages continus.

Ce morceau d'ARNm fournit également la base des revendications de propriété des titulaires de brevets qui affirment que les victimes de ce régime leur appartiennent désormais en tant que propriété de biens mobiliers, et doivent maintenant être traitées comme des organismes génétiquement modifiés également appelés "OGM", en tant que résultat d'avoir reçu ce morceau d'ARNm breveté.

Nous notons que les titulaires de brevets ont délivré ce "cadeau" dans des conditions de tromperie et de coercition, et ils l'ont déployé sous la couleur de la loi et sous la menace de la mort. C'était un don égoïste et la plupart des bénéficiaires n'ont pas payé pour cela. En outre, il n'y a eu aucune divulgation et tromperie considérable concernant tous les aspects de ce "déploiement" coercitif d'un produit commercial nuisible contre l'intérêt public.

Toute cette circonstance est davantage la preuve d'une longue tendance de l'Office américain des brevets et des marques (USPTO), géré par les Britanniques, à autoriser la délivrance de brevets criminels, permettant aux criminels de profiter de la criminalité et, partant, d'encourager, de financer et de promouvoir davantage d'activités criminelles et d'inventions. utilisé pour nuire au grand public, souvent à l'échelle mondiale.

Nous souhaitons que le coronavirus armé soit reconnu comme un instrument criminel et que tous les bénéfices commerciaux et réclamations de propriété qui en découlent soient confisqués et remis au gouvernement légal pour les soins de longue durée des personnes lésées et les recherches visant à bloquer les effets néfastes de ces injections.

Nous souhaitons que toutes les réclamations de propriété et les réclamations de conversion illégales visant à redéfinir les personnes vivantes en tant que "personnes" - c'est-à-dire les sociétés - et en tant qu'organismes génétiquement modifiés, soient rejetées.

Nous souhaitons que SERCO, l'organisation qui a approuvé les brevets facilitant et récompensant toute cette criminalité, soit dissoute --- liquidée en permanence pour un motif valable - et pour ses responsabilités de Paymaster pour les États-Unis. Militaire à retourner à un nouveau Paymaster sous réserve de notre contrôle et de notre approbation. Nous souhaitons également que le rôle de SERCO en tant qu'administrateur de l'Office américain des brevets et des marques nous soit rendu ainsi qu'à notre administration.

Nous souhaitons la discipline des entreprises en général et le découragement du point de vue égocentrique qui a encouragé ces sociétés à entreprendre ces vastes entreprises criminelles, un point de vue étranger à la loi ecclésiastique et antithétique au bien public, et sert même à saper la résolution rationnelle des problèmes dans les sphères d'intérêt public et privé.

La promotion du réchauffement climatique d'origine humaine est un bon exemple du mal et de l'irrationalité qui résultent d'un tel intérêt institutionnalisé.

Nous savons qu'un seul volcan a historiquement libéré plus de dioxyde de carbone dans l'atmosphère en une seule semaine que l'humanité n'a contribué tout au long de son existence.

Nous savons qu'en moyenne, environ deux cents volcans actifs déversent de grandes quantités de dioxyde de carbone dans l'atmosphère à un moment donné.

La quantité de dioxyde de carbone libérée par les volcans rend toute portion apportée par l'humanité infinitésimalement triviale.

Par conséquent, nous concluons que le réchauffement climatique d'origine humaine provoqué par une accumulation d'excès de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, causée par des activités humaines, est une couchette plus pure et une culpabilité déplacée.

Ce qui s'est réellement passé, c'est que la pollution industrielle, les projets de maîtrise de l'eau mal conçus, la guerre et les activités similaires engagées par les entreprises et les gouvernements des entreprises ont conduit à la dégradation globale de l'environnement à l'échelle mondiale, et ceux qui profitent de ces activités ne veulent pas payer pour nettoyer leur propre gâchis.

Ces sociétés criminelles sans fin veulent que le grand public paie les dommages qu'elles, les sociétés incriminées, ont causés, et leurs gestionnaires et leurs directeurs ont eu l'intention de trouver une nouvelle excuse pour une imposition supplémentaire.

Nous souhaitons que tous les pourparlers, conventions, règlements, traités et accords fondés sur ces affirmations discréditées et non scientifiques du réchauffement climatique d'origine humaine soient supprimés et que ceux qui participent à la promotion de ces fausses idées et moyens de culpabilité s'abstiennent de leurs activités.

De même, ces sociétés ont appris à diriger le Jet Stream vers de nouveaux parcours dans la stratosphère supérieure et provoquent donc des pluies et d'autres phénomènes météorologiques spécifiques tels que des tempêtes violentes, la sécheresse, les inondations, etc. Il y a eu des violations sans fin des traités ENMOD en conséquence, et personne n'a identifié la source du problème en public, car il est contraire aux intérêts commerciaux des sociétés responsables, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'Union européenne commence enfin à parler:

<https://www.zerohedge.com/technology/eu-warns-against-potential-unintended-consequences-geoengineering>

Nous appelons à la dé-militarisation de toutes les applications et formes de géo-ingénierie comme point de départ pour une discussion internationale des bonnes utilisations possibles de cette technologie --- et de sa réglementation.

Des malversations similaires commises par des intérêts commerciaux effrénés agissant contre le bien public ont entraîné la pulvérisation d'aérosols de déchets industriels, y compris des composés de halogénure métallique incendiaire, du baryum, du strontium et d'autres composants de la cendre de mouche dérivée du charbon, une pratique commencée dans les années 1980 sous des informations supplémentaires. théories "scientifiques.

L'ajout de sous-produits industriels toxiques similaires du processus de fabrication de l'aluminium, du fluor et du chlore, à l'eau potable sur laquelle des millions de personnes dépendent, et l'utilisation de déchets radioactifs de l'industrie nucléaire pour emballer des obus d'artillerie qui ont explosé partout dans le Moyen-Orient, sont d'autres exemples de ce même abus par des sociétés cherchant à éviter le coût de leur propre nettoyage environnemental, imposer leurs sous-produits nocifs de déchets au public, tout en commettant des crimes contre l'humanité et des crimes environnementaux également.

Via des pots-de-vin déguisés en programmes de subventions et des dotations universitaires et des avancées et des bonus professionnels, ces sociétés incontrôlables utilisent leur influence pour promouvoir des mensonges évidents et intéressés, et utilisent leur réglementation illégale de nos ondes pour promouvoir la propagande soutenant toutes ces couchettes.

Dans un tel environnement d'information pollué, il est impossible pour les gens de prendre de bonnes décisions ou de résoudre des problèmes.

L'ensemble de la population ravagée par ces sociétés vénales est profondément désavantagé car ces sociétés ont acquis un contrôle clandestin des fonctions du gouvernement via l'usurpation, la fiscalité, les fausses déclarations, l'usurpation d'identité et la fraude en violation de la confiance.

Nous souhaitons que ces fictions légales soient liquidées ou confisquées dans le cas des sociétés de défense et des services publics, et que leur personnel soit libéré et renvoyé chez lui ou placé sous notre nouvelle direction, selon le cas.

La constatation selon laquelle ils ont été engagés dans des activités illégales est inévitable et le préjudice causé aux individus et au grand public dans son ensemble a été démontré de manière exhaustive par des conflits mercenaires presque continus déformés comme des guerres, des systèmes de truquage des produits de base dans tous les secteurs, mais en particulier le truquage du crédit et des métaux précieux, institutionnalisés les systèmes d'assurance et de fraude, les conversions illégales et inadmissibles, les titrisations, les titrisations illégales et inadmissibles, les titrisations, les titrisations et inadmissibles, les titrisations, les saisies et les, pollution des environnements dans lesquels nous vivons, politisation de la science, profit non divulgué et privation de droits sous la couleur de la loi, usurpation d'identité, profanation du mariage en tant que partenariat de coentreprise agréé ou fusion de sociétés commerciales, confiscation illégale et illégale d'actifs, tromperie sémantique délibérée et déformation, fraude hypothécaire, fraude au titre, fraude à la faillite, fraude à la confiance du public, hypothèse frauduleuse de la dette, falsification criminelle du génome humain pour créer une production interne de neurotoxines et désactiver le gène du suppresseur de cancer et également utilisé pour promouvoir les revendications de propriété - c'est-à-dire l'esclavage, basé sur des brevets criminels et aussi pour promouvoir la redéfinition des victimes en tant qu'organismes génétiquement modifiés qui sont dépouillés de leurs droits humains pour ne rien dire de nier leurs droits naturels et inaliénables, la pollution biologique utilisant des nanotechnologies, oxyde de graphène, polyéthylène glycol, etc., et déploiement de parasites biologiques tels que les vers du cœur et les hydres d'eau douce génétiquement modifiés, pour provoquer des maladies chroniques inflammatoires, un dysfonctionnement de la coagulation sanguine et une myocardite.

Il s'agit d'une liste restreinte par rapport aux exemples déjà fournis, mais elle-même est plus que compétente pour établir les activités illégales et illégales que ces sociétés municipales et commerciales ont exercées, promues et autorisées.

Nous constatons en outre que ces sociétés se sont livrées à une idolâtrie flagrante et à une fausse déclaration via la pratique de l'usurpation d'identité et de la conversion illégale non divulguée, de l'émancipation et de la promotion de personnes pour se substituer aux hommes et aux femmes vivants de cette planète.

Ce royaume de Satan, équivalant à un royaume de mensonges - c'est-à-dire des fictions - au milieu de nous, doit être surmonté et défait aussi rapidement que possible, et les sociétés municipales et commerciales incriminées doivent être traitées et punies en vertu de la même loi. et l'autorité qui leur a permis d'exister. Comme une chose est liée, elle n'est donc pas liée.

Cette sommation de sujets antérieurs rassemble les informations dans leur contexte, afin de fournir une compréhension intégrée des maux à l'étude et de la manière dont ils combinent leurs

opérations pour un bénéfice mutuel.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

30 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

97. une franchise ONU

La CORPORATION UN comme exemple de franchise

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

Bien que la plupart des gens pensent à l'Organisation des Nations Unies lorsqu'ils entendent le nom "ONU", l'organisation a été utilisée comme vitrine et miroir pour la CORPORATION des Nations Unies, une autre société municipale renégate, constituée en France pour la première fois par des membres du gouvernement de Vichy en 1943, deux ans avant même que l'Organisation ne soit affrétée.

Le même scénario s'applique à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à son miroir du gouvernement municipal, l'OTAN, l'INC. Veuillez noter la liste des officiers nazis connus qui ont occupé des postes organisationnels élevés dans "OTAN" --- (1) Adolph Hausinger, (2) Hans Speidel, (3) Johannes Steinhoff, (4) Johann von Kleimansegg, (5) Ernst Ferber, (6) Karl Schnell, (7) Franz-Josef Schulze, (8) Ferdinand von Senger und.

Le fait que ces hommes étaient nazis n'a jamais été caché ni débattu; il s'agissait de "embauches privées" de la Corporation municipale opérée sous le nom d'OTAN, INC., qui a également été fondée par des nazis au milieu de la Seconde Guerre mondiale. Nous ne devrions même pas être surpris de voir leurs noms comme des officiers principaux de l'OTAN, l'INC., Mais ce qui étonne la plupart des gens dans le monde occidental, c'est que l'OTAN, l'INC. existe.

Et l'OTAN, l'INC. Se fait passer pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tout comme la CORPORATION des Nations Unies est transmise comme l'Organisation des Nations Unies.

Encore une fois, nous trouvons le même thème d'usurpation d'identité d'une chose pour une autre, et de la révocation d'une société municipale du même nom gérée par des personnes non responsables et principalement criminelles, pour des organisations de passants innocentes.

Il s'agit du même schtick que le Scottish Interloper, une société municipale britannique opérant sous le nom de "The United States of America, Incorporated", a tiré en 1868, lorsqu'ils ont usurpé l'identité et violé les marques de notre Fédération des États, les États-Unis d'Amérique.

C'est ainsi que nous trouvons l'OMS, l'INC. Une franchise de la CORPORATION des Nations Unies opérant en tant qu'organisation criminelle en matière de génocide forcé mal qualifiée de

pandémie, et nous trouvons l'OTAN, l'INC. comme l'auteur principal organisant et finançant et promouvant la prolifération de la recherche sur les armes biologiques et usines en Ukraine.

Ce sont toutes des sociétés municipales criminellement dirigées et leurs franchises, sont principalement détenues et exploitées par des nazis et d'anciens nazis. Sans surprise, ces sociétés municipales sont utilisées pour promouvoir les crimes contre l'humanité, sous les mêmes influences anti-humaines de l'ingérence alpha draconii.

Comme leurs cohortes dans la cité-État internationale indépendante organisée frauduleusement de Washington, DC., Ces sociétés municipales doivent être liquidées ou transférées par confiscation à leurs créanciers et victimes, à la population de notre pays et à tous les autres pays qui ont été blessés. et s'attaquer dans des conditions de fraude, de tromperie et de prétention de guerre. Il est désormais logique pour la presse internationale que des troupes ukrainiennes aient été trouvées portant des casques avec des croix gammées dessus.

Ces sociétés municipales ayant commis tous ces crimes contre les personnes vivantes et contre les pays réels, elles doivent être traitées comme des organisations criminelles et non comme des entités politiques ayant recours ou protection.

Autrement dit, si ces sociétés municipales coupables demandent la protection de la faillite aux dépens de leurs victimes, elles doivent être refusées. Si leurs propriétaires et opérateurs plaident pour le réconfort du voile d'entreprise, ils doivent également être refusés. Il est grand temps que ces crimes et pratiques criminelles des sociétés municipales soient traités de manière efficace et systématique, ce qui met fin à cette criminalité et dissuade les auteurs de recommencer. Et encore. Et encore.

Nous souhaitons que le contrôle de toutes les sociétés municipales soit cédé aux gouvernements nationaux et, en l'absence d'un gouvernement national compétent à notre gouvernement, agissant en tant que fiduciaire jusqu'à ce que ce mess puisse être redressé.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

13 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:34 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:34 by Bee

98. ne pas créer le monstre

Décréer le monstre - Fraude de la Corporation municipale

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

L'incorporation est devenue populaire parmi les vendeurs de guerre - ce que nous appelons maintenant des «entrepreneurs de défense» - juste avant et pendant la soi-disant guerre civile américaine. En effet, une fois qu'une entreprise est constituée, le voile d'entreprise qui définit l'entreprise comme une "personne" distincte protège les opérateurs de l'entreprise contre la responsabilité et la perte de leur propre richesse: l'entreprise peut faire faillite, et eux, les opérateurs, restent riches et indemnes par les résultats.

Ainsi, l'incorporation a permis aux entreprises d'être gérées sans responsabilité.

Arrêtez un instant et réfléchissez à ce que cela implique et à la façon dont cela modifie les présomptions fondamentales des bonnes pratiques commerciales, de l'éthique des affaires et de la protection des consommateurs. Soudain, nous avons toutes ces sociétés géantes --- Remington, Colt et Winchester, les fabricants de poudre à canon et d'explosifs, étourdis par leur manque de responsabilité pour leurs produits. Ils pouvaient soudainement produire n'importe quel produit, poisons et gaz moutarde, par exemple, sans aucune responsabilité pour le produit --- au-delà de le produire --- ou toute inquiétude quant à son utilisation.

L'entreprise elle-même pouvait être attaquée et il y avait donc un certain intérêt à économiser leur investissement, mais aucune perte personnelle pour eux au-delà de cela, alors les Robber Barons se sont alignés et ont incorporé des tas d'entreprises. L'incorporation est devenue la nouvelle mode.

Bien sûr, quelqu'un a dû payer le prix de cette non-responsabilité, et cela est tombé, dans le cas des sociétés "gouvernementales", sur le public.

En 1986, le Congrès "territorial" qui dirige USA, Inc. Le conglomérat de la Corporation municipale a franchi une étape au-delà de cela, lorsqu'il a proposé d'accepter la «responsabilité du produit» restante pour les sociétés pharmaceutiques engagées dans la fabrication de vaccins.

Jusque-là, les entreprises étaient au moins responsables de la qualité et de la pureté et d'autres aspects des produits qu'elles produisaient, mais maintenant, dans le cas des vaccins, le Congrès

"territorial" a renoncé à ce dernier aspect de la responsabilité des fabricants et a exposé les consommateurs à tous les risques imaginables.

Selon ce congrès "territorial", qui n'est en fait qu'un conseil d'administration du district de Columbia Municipal Corporation et de ses filiales et franchises, y compris USA, Inc., et le DOD, INC., etc., le "Territorial" Le Congrès lui-même une société municipale détenue et exploitée par DOD, INC., Accepterait toute responsabilité associée aux vaccins.

Le tout dernier morceau de responsabilité d'entreprise --- responsabilité du fait des produits --- a été rompu pour les fabricants. Les fabricants pouvaient mettre de la bouse de vache dans les vaccins et être tenus inoffensifs.

Nous avons déjà vu comment les sociétés municipales du district de Columbia ont échappé à la surveillance réelle de notre gouvernement civil légal --- et de leurs obligations constitutionnelles --- en outrepassant leurs pouvoirs accordés et en créant une cité-État internationale indépendante distincte dans le district de Columbia pour servir de surveillance à leur gouvernement civil.

À ce stade, nous aurions dû être libérés de toute supposition selon laquelle nous étions responsables de leurs factures et de leur chicane ou que nous étions en contrat avec eux; mais, ils ont continué à affirmer qu'ils étaient nos administrateurs et qu'ils nous "représentaient" --- derrière notre dos, bien sûr. Ils ont continué à prétendre qu'ils fonctionnaient légitimement en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique ou de la Constitution des États-Unis, et à affirmer que notre gouvernement était "absent", dans "Interregnum", etc., même s'ils convertissaient illégalement notre statut politique individuel à celui des citoyens étrangers via des processus d'enregistrement non divulgués.

La conversion illégale du statut politique naturel d'un homme vivant à celui d'un citoyen appartenant à un gouvernement étranger est un crime capital en vertu des Conventions de Genève et de La Haye ainsi que du droit international de manière plus générale, donc encore une fois, nous sommes présentés avec des sociétés municipales courir follement amok, commettant des fraudes et des crimes gratuits au niveau du capital contre leurs prétendus employeurs, et luttant toujours pour faire semblant que leurs dettes, y compris leurs dettes contractées par leurs profits de guerre non autorisés, sont de notre responsabilité et que le coût de l'occupation illégale de nos États de l'Union et de nombreux autres pays était à notre charge, en raison de leur obligation en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique pour nous défendre.

Ce n'est rien d'autre qu'une fraude et une rupture de confiance et une rupture de contrat, d'avant en arrière et du premier au dernier, de la part de ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia.

Nous souhaitons que toutes les accusations portées contre nos actifs et comptes par ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs officiers soient annulées à compter du 4 mars 1861, date à laquelle Abraham Lincoln a semblé illégalement, illégalement et immoralement entrer dans notre fonction publique. , tout en opérant à la place en privé en tant que «président» d'une société municipale étrangère dont le siège social est situé dans le district de Columbia.

Ces sociétés municipales incriminées et leurs directeurs, officiers et successeurs sont tous responsables de cette grande fraude --- pas les États américains et les personnes qui se présentent comme les parties lésées et les créanciers prioritaires.

Nous souhaitons que toutes les accusations présentées à ce jour pour les vies perdues et mutilées à la suite des actions du Congrès territorial mettant les fabricants de vaccins à l'abri de toute responsabilité du fait des produits, soient appliquées directement au "Congrès" incorporé détenu et exploité par le DÉPARTEMENT DE DÉFENSE, INC. alias DOD, INC., Et leur société mère, la United States of America Corporation, et que tous ces reçus soient retournés directement à notre crédit, en or, et placés dans notre compte fiduciaire auprès de la Global Family International Trade Bank, que nous avons affrété dans le but de restituer des actifs et des crédits prépayés à tous les habitants et les pays qui ont été victimes --- y compris, mais sans s'y limiter, nous-mêmes.

Nous prévoyons que le fardeau du remboursement, majoré des intérêts raisonnables du marché, sera complètement en faillite et s'effondrera ces sociétés municipales opérées à partir du district de Columbia, et nous notons que le coût de leur faillite ne peut pas être mal appliqué aux États et au peuple américains, mais doit plutôt incomber aux propriétaires et exploitants réels de ces sociétés municipales criminellement mal gérées hébergées dans le district de Columbia et ailleurs --- qui n'inclut pas les millions d'Américains qui ont subi la non-divulgation et qui ont été faussement enregistrés comme territoriaux américains. Citoyens et imités comme CITOYENS Municipaux.

La façon la plus efficace de gérer cela à notre avis est de transférer directement le contrôle des sociétés municipales à notre gouvernement légal, en particulier toutes les fonctions bancaires et de défense. Nous entamerons immédiatement une opération de réconciliation et de défense mutuelle pour nous protéger et protéger les habitants de tous les pays touchés par les fraudes et les crimes de ces sociétés municipales, et nous accepterons tous les actifs de ces sociétés municipales, matérielles et immatérielles, comme confiscations.

Ils ne peuvent jamais rembourser les dommages qu'ils ont causés et la foi qu'ils ont brisée, mais dans la mesure où leurs actifs et nos biens qui ont été purs et périssés peuvent soutenir la vie et le renouveau de la Terre, cela doit être fait et fait rapidement.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

5 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:35 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:35 by Bee

99. fraude de guerre

La fraude à la "guerre"

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Tout imbécile peut adopter la guerre comme modèle de vie, et de nombreux hommes l'ont fait.

Depuis, les industriels et les capitaines d'industrie du XIXe siècle sont les principaux d'entre eux. Ces hommes se conçoivent à tort comme des soldats ou des chefs de guerre dans un état de guerre constant contre une mer d "'ennemis" --- des entreprises concurrentes, des produits concurrents et même des consommateurs --- ont à plusieurs reprises été attaqués par des hommes épousant cet état d'esprit.

Aussi convaincante que puisse être l'analogie, nous avons complètement perdu notre chemin et notre raison, lorsque nous permettons aux compétitions commerciales de déborder dans la violence et les conflits mercenaires réels, qui ne sont jamais politiques et jamais légaux ou légaux.

Ces conflits ne sont généralement stimulés que par l'intérêt personnel et la cupidité, et sont utilisés pour entraver le commerce, ou pour truquer l'approvisionnement en produits de base, de manière à créer un avantage commercial injuste pour les auteurs et leurs amis.

C'est pourquoi les guerres commerciales de mercenaires sont à la fois illégales et illégales.

C'est pourquoi, traditionnellement, les soldats mercenaires sont très bien payés et considérés comme "deshonorants", voire ouvertement criminels.

Nous avons vu que la guerre civile américaine était précisément un conflit commercial sans loi et pas une guerre du tout.

La guerre civile américaine n'a jamais été déclarée par aucun congrès et n'a jamais pris fin par un traité de paix. Tous les soldats enrôlés pour combattre dans ce conflit étaient enrôlés au nom d'organisations commerciales d'État, et non des États de l'Union.

Ces faits nous fournissent une preuve absolue de la nature de ce conflit.

Ce conflit illégal, illégal et immoral a été promu par un agent étranger non déclaré, Abraham Lincoln, agissant en tant que procureur, faisant passer son bureau en tant que "président" des

États-Unis d'Amérique, Incorporated, une société territoriale britannique, en tant que bureau du président des États-Unis d'Amérique --- notre Fédération des États non constituée en société et notre fonction présidentielle légale.

Cette usurpation et le secret qui l'entoure se sont poursuivis depuis via les successeurs de Lincoln en matière de criminalité.

Nos honorables soldats ont été involontairement enrôlés comme mercenaires bon marché et utilisés par des intérêts commerciaux pour promouvoir des guerres à but lucratif depuis.

C'est ainsi que notre pays - prétendument en «guerre» - pendant toutes les années de son existence, sauf 22.

En fait, ce n'est pas notre pays en guerre constante et en promotion de la guerre pour le profit, ce sont nos deux entrepreneurs en services gouvernementaux étrangers, quelques sociétés municipales opérant à partir du district de Columbia, qui ont toujours fait la promotion de cela.

Cette usurpation contre notre gouvernement légal par les sociétés municipales a conduit les Américains à être craints et détestés dans le monde entier et notre pays a été blâmé pour ce comportement anarchique et prédateur envers les autres nations, alors que les véritables auteurs se sont assis dans les coulisses de Londres et de Rome.

Ces sociétés municipales ont été affrétées et dirigées par le monarque britannique, la Couronne britannique et la ville de Rome, respectivement, et toutes ont été autorisées à se déchaîner sur nos côtes au cours des 160 dernières années par les monarques britanniques, les lord-maires et Les papes responsables de leur conduite en tant qu'autres directeurs liés par nos constitutions fédérales.

Notre propre gouvernement américain a été contourné, éludé et fraudé dans des conditions de secret pendant toutes ces années, et notre peuple a été maintenu dans un état de confusion constante par nos sous-traitants fédéraux errants et leurs officiers de la Municipal Corporation.

Nous sommes ici pour aborder cette situation extrêmement immorale sans équivoque et nous l'avons fait. Depuis plus de 160 ans, notre gouvernement américain est délibérément marginalisé et fraudé par les autres directeurs chargés de nous fournir des services de bonne foi conformément à nos accords constitutionnels.

Nous avons recherché, détaillé et exposé le rôle du gouvernement britannique en tant que foyer de toutes ces fraudes et abus de personnes dans le monde dans le cadre d'un programme de prise de contrôle du gouvernement territorial, qui a abouti à la création du Raj britannique - comme on l'appelait en Inde - dans la majeure partie du monde occidental.

Ce régime a été globalement calqué sur la prise de contrôle du gouvernement sud-africain légal dans les années 1880 par la British South Africa Company dirigée par Cecil Rhodes, qui a été autorisée à exercer les fonctions gouvernementales en Afrique du Sud, illégalement, illégalement et immoralement, par Rothschild cartel bancaire scion Lord Pirbright, également connu sous le nom de Henry de Worms.

Cette expérience de la gestion d'un gouvernement à but lucratif par une société commerciale et de la pleine capacité d'abuser des pouvoirs publics pour le faire, a conduit à la guerre, à l'utilisation de camps de concentration à la nazie, à des expériences médicales non consensuelles, y compris des "vaccinations" non consensuelles. qui a tué des dizaines de milliers de personnes et dépouillement d'actifs de la richesse minérale de l'Afrique du Sud à une échelle inimaginable.

C'est le gouvernement britannique soutenu par les banques et les industriels et les intérêts des sociétés qui l'a promu dans les années 1880 et c'est le même groupe de mécréants au fond de lui maintenant.

Le fascisme, comme nous l'avons vu et vécu pendant la Seconde Guerre mondiale, a toujours été une invention britannique, et le féodalisme d'entreprise a toujours été promu par le gouvernement britannique dans le monde entier.

C'est précisément le genre d'abus que ces sociétés représentées aujourd'hui par le Forum économique mondial ont prévu comme l'avenir du monde entier.

Nous pouvons déjà en voir les contours - plus de 800 camps de concentration de la FEMA établis aux États-Unis seulement, plus de 600 000 innocents morts ou mutilés par des vaccins expérimentaux non divulgués dans notre seul pays, et le dépouillement d'actifs --- plus de 30 millions Les Américains sont restés sans abri tandis que les banques commerciales laissent leurs maisons vides, pourries, et vandalisées après avoir exercé des hypothèques frauduleuses contre des PERSONNES inexistantes, l'uranium américain prétendument vendu à la Russie par des Britanniques n'ayant aucun intérêt possible dans notre uranium, et propose de vendre notre or à la Chine, sans aucun droit de déplacer jusqu'à un centimètre cube de notre sol.

Sur quoi nous disons que nous l'avons déjà vu et que nous n'avons aucune raison de le revoir. Cette criminalité flagrante doit prendre fin.

Ces sociétés qui ont favorisé cette situation doivent être détruites et / ou confisquées immédiatement et nous invoquons la loi ecclésiastique qui est la forme de loi responsable de la discipline des fictions légales pour le faire, et nous apportons notre réclamation pour tous les actifs de les sociétés incriminées et les dirigeants d'entreprise à Rome pour un règlement final.

Les officiers, élus et embauchés, de ces sociétés municipales incriminées sont en procédure régulière depuis 2005 et n'ont aucune excuse pour leurs actes destructeurs illégaux et immoraux ultérieurs et leur terrorisme continu contre les États-Unis et la plupart des autres pays. du monde.

Ces sociétés municipales et leurs franchises de sociétés commerciales ont causé plus qu'assez de problèmes et de destructions au nom du profit pour elles-mêmes et leurs actionnaires.

Ces sociétés municipales se sont révélées malhonnêtes et sont des prestataires de services gouvernementaux intenable et oppressifs; ils ont été renversés à deux reprises en Afrique du Sud, une fois en Inde, et maintenant, aujourd'hui, aux États-Unis, en Australie et dans les îles britanniques.

Il n'y a aucune disposition, contractuelle ou autre, autorisant l'occupation militaire par le gouvernement territorial de l'une de ces terres en opposition à leurs employeurs, les citoyens d'État des États-Unis d'Amérique, les citoyens similaires de Terra Australis et le peuple des gouvernements respectifs. Royaumes d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse et du Pays de Galles.

Plus précisément, le gouvernement non constitué en société de notre Fédération des États, faisant affaire sous le nom de États-Unis d'Amérique depuis 1776, est le véritable récepteur international de tous les actifs physiques et a rendu les pouvoirs délégués dus à ce pays, et Lord Shrewsbury, Ivan Talbot, le Lord High Steward, est le récepteur approprié de tous les actifs physiques et a rendu les pouvoirs délégués dus à l'Angleterre, à l'Irlande, à l'Écosse et au Pays de Galles, et est le dépositaire temporaire détenu en fiducie pour tous ces actifs et a restitué des pouvoirs délégués dus à l'Australie et à d'autres anciens pays du Commonwealth britannique.

Ces criminels d'entreprise, les sociétés municipales coupables et leurs franchises de sociétés commerciales, doivent être liquidés et renvoyés, sinon transférés et confisqués à nous, les gouvernements actuels de la juridiction foncière, et restent soumis à notre administration sans autre adieu.

Notre accès et notre contrôle sur nos actifs physiques dans le système bancaire doivent être débloqués et mis à notre disposition sans autre argument ou retard. Si les banques ne sont pas d'accord et capitulent sur ces questions, elles doivent également être liquidées.

Notre recommandation est que les 4 000 membres du Forum économique mondial soient liquidés en tant que complices de ces nombreux crimes énumérés contre l'humanité et retournés à la poubelle de l'imagination d'où ils viennent.

Nous façonnerons une conscience plus consciente d'une vision beaucoup plus large de ce que le véritable intérêt personnel de l'humanité est et devrait être --- une vision de l'amour, de l'inspiration et de la générosité --- qui permettra enfin aux hommes de vivre en paix et de prospérer sans la laideur perpétuée par la doctrine de la rareté, et les nombreux grands mensonges qui ont été invités à expliquer les symptômes de l'inflation et de l'instabilité économique résultant de la fraude, de fausses déclarations dans le commerce, du vol, de l'enrichissement injuste, de la conversion illégale, des délits de personnage, de la piraterie intérieure et de la tyrannie politique imposée dans des conditions de non-divulgaration et tromperie.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

5 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

100. profit de guerre

Comment le programme de profit de la guerre a fonctionné

Par Anna Von Reitz

Informations supplémentaires fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican, concernant nos revendications du 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Comment le programme de profit de la guerre a fonctionné

Cela a commencé en Grande-Bretagne avec le "roi" Henry le huitième. Ceux qui ont toujours fait attention savent que rien de tel qu'un véritable "roi" singulier n'existe en Grande-Bretagne depuis 1087 après JC et donc, Henry VIII, comme ses prédécesseurs et successeurs immédiats, agissait en fait comme l'inverse des intérêts du Commonwealth du Pape en Grande-Bretagne.

Henry VIII était peut-être un "roi" dans le Saint-Empire romain germanique, mais pas en Grande-Bretagne. Il était peut-être aussi un "roi" en France, tout comme Elizabeth II était une reine - en Grèce.

Il est temps que le programme scolaire britannique soit mis à jour en conséquence et que le peuple britannique se souvienne de la source réelle de sa liberté et de ses droits de propriété ---- The Norman Settlement et The Magna Carta.

Henry VIII a parrainé les "Actes de divulgation" illégaux et immoraux et illégaux qui ont commencé la destruction de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Écosse et du Pays de Galles et l'effacement des droits de propriété et du statut politique de la population de ces pays en tant qu'hommes et femmes libres.

Heureusement, parce que le "roi" Henry VIII agissait en fraude, toutes ces lois peuvent maintenant être effacées et les biens matériels restitués aux héritiers des victimes.

Notez le vrai Maxim of Law: aucune action ne découle d'une fraude.

Aucune action. Aucun. Zéro. Jusqu'aux racines de la fraude initiale qui a commencé en Angleterre avec Henry VIII et les Enclosure Acts.

Les rois d'Angleterre réels et vrais ont donné au peuple les stands de la Magna Carta et de la Magna Carta, peu importe le nombre de menteurs et d'apologistes qui pourraient apparaître pour le pape et ses sociétés municipales et territoriales.

Ainsi, après avoir déterminé le début de la mise en œuvre de la Grande Fraude, nous sommes maintenant en mesure d'en voir la fin.

Aujourd'hui, le "roi" Charles est toujours dans la même position que le "roi" Henry --- et le "roi" John bien avant l'un ou l'autre. Il se présente comme un usurpateur étranger opérant comme un surveillant des intérêts du Commonwealth du pape en Grande-Bretagne et n'est pas du tout un véritable monarque britannique. Comme sa mère, le «roi» Charles a plutôt occupé le président des États --- agissant en tant que chef titulaire des intérêts des sociétés d'État municipales et britanniques du pape.

Chacune de ces sociétés d'État municipales et britanniques étrangères, y compris, mais sans s'y limiter, "le Royaume-Uni, l'INC", s'est livrée à une "guerre mercenaire" illégale, immorale et illégale pendant une bonne partie de quatre cents ans et elles ont toutes besoin être liquidée, les avoirs purs et durs étant remis en possession et sous le contrôle du peuple d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, du Pays de Galles, et les nombreux autres pays touchés par ces escrocs.

Avance rapide vers la mécanique plus moderne des banques et les gouvernements bidons opéraient en tant que sociétés de services commerciaux.

Après la soi-disant "guerre civile américaine", le gouvernement territorial britannique "États-Unis" a délibérément déformé le gouvernement américain et a rapporté que nous étions "manquants" "supposés être" in interregnum "--- et ils ont affirmé une fausse" confiance privative de liberté intérêt "en nous et nos actifs jusqu'à notre" retour".

Utilisant cette excuse et ne nous disant pas un mot à ce sujet, ils ont importé leur propre armée "territoriale" - l'équivalent du "Raj" en Inde - et ont établi des districts militaires étrangers recouvrant nos États, et des tribunaux de district militaire étrangers, qui étaient en fait des organisations privées de collecte de factures d'entreprise dans le cadre de la collecte de "réparations de guerre".

Voir les actions du "Congrès" territorial en mai 1865 pour voir comment ils ont créé ces tribunaux Carpetbagger et dirigé ces tribunaux militaires étrangers en tant que sociétés commerciales "tribunaux" --- illégalement, sans contrat et sans autorisation de faire quoi que ce soit, le tout sous la couleur de la loi, sans divulgation au peuple américain. Ils ont poursuivi cet outrage jusqu'à nos jours, ce qui a donné lieu à nos demandes reconventionnelles.

Ils ont suivi le même plan de match de base en dépassant les nations du Commonwealth et plus tard, les nations d'Europe occidentale et du Japon. Ils ont affirmé que le gouvernement national naturel avait "disparu" ou "n'avait pas comparu" et ont donc affirmé qu'ils avaient un "intérêt de confiance gardien" --- le tout sans fournir de divulgation aux personnes réelles vivant dans ces pays et sans aucun contrat réel.

Au nom de la "défense" de tous ces territoires occupés illégalement, les corporations municipales coupables et les officiers territoriaux responsables ont créé et engagé pas moins de 250 conflits armés mercenaires sous le couvert de la loi et de la prétention de la défense. Ils se sont également engagés généreusement dans la manipulation politique, déposant à plusieurs reprises des gouvernements élus populaires en faveur de tout ce qui convenait à leurs motivations

commerciales.

La CORPORATION BRITANNIQUE DE LA CROISSANCE, LE DISTRICT DE LA CORPORATION DE COLUMBIE, LA MUNICIPALITÉ DE WASHINGTON, DC et les sociétés d'État britanniques affiliées telles que la United States of America Corporation, ont tous été engagés dans ces stratagèmes néfastes, trahison, criminel, de racket et de profit.

Les dépenses de toutes ces "guerres" mercenaires commerciales ont été répercutées sur les États et le peuple américains, tandis que les bénéfices ont été siphonnés ou conservés par des "fonds de pension fédéraux" et d'autres caisses noires contrôlées par les auteurs. Aucune comptabilité publique ou divulgation de tout cela n'a été fournie au grand public de ce pays - les soi-disant Américains "disparus" qui ont été universellement contraints d'exécuter en vertu de la couleur de la loi, ont été enregistrés illégalement et illégalement avec leur propriété privée, et également illégalement et illégalement titrisés en garantie des dettes de ces criminels.

En plus de l'argent que ces sociétés municipales et officiers territoriaux ont fait pour promouvoir tous ces "guerres" mercenaires commerciaux illégaux à but lucratif, et pour imposer les factures de tout cela à leurs employeurs prétendument "absents", ils ont également répercuté les frais d'occupation de tous ces "territoires étrangers" aux États et aux peuples américains, ce qui a entraîné la création de plus de 950 bases militaires dans le monde et la "défense" les dépenses de tous ces pays occupés illégalement pour nous.

Ainsi, ces sociétés municipales et leurs officiers territoriaux n'ont eu aucune dépense lors de la promotion de tous ces crimes contre leurs prétendus employeurs, et ont conservé le contrôle de nos actifs et de notre crédit et de tous les bénéfices de leurs activités de racket et de profit "en nos noms" --- et tous sous la couleur de la loi et des faux prétextes.

Ils l'ont fait à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, aux anciens pays du Commonwealth, à dix-sept pays d'Europe occidentale et au Japon simplement en disant aux grands mensonges et en prétendant qu'aucun gouvernement civil n'était présent - puis en l'utilisant pour affirmer un "intérêt gardien protecteur" jusqu'à ce que les gouvernements civils nationaux "reparaissent".

Il est assez difficile de "réapparaître" lorsque vous n'êtes allé nulle part et sans avoir été informé que vous aviez jamais disparu.

Un élément clé de ce régime impie a été fourni par les banques, en particulier les soi-disant "banques centrales" qui ont fermé les yeux sur tout cela, afin d'en profiter. Ils savaient mieux, mais ils ont fait un petit logement "clin d'oeil" dans les coulisses et ont permis aux auteurs de ce vaste stratagème de fraude multigénérationnelle d'accéder à notre crédit et de verrouiller nos actifs dans les "comptes principaux des garanties mondiales" et les "Fonds de stabilisation économique" et tous enregistrés et entretenus via différents écrans colorés sur les terminaux bancaires du monde entier.

Le seul objectif des «banques centrales» est d'être illégal - et c'est de contrôler l'offre de produits de base, y compris «l'argent» et le «crédit». Bien que ces institutions aient été autorisées à exister en utilisant l'excuse que leurs activités empêcheraient les ruissellements bancaires et les paniques et les pénuries d'approvisionnement, et serviraient à contrôler l'inflation et la déflation,

cela ne s'est pas avéré vrai.

Depuis la création du Global Federal Reserve Banking System dans une enclave internationale achetée et payée à l'intérieur des frontières de la Suisse, le monde a subi d'innombrables "guerres" mercenaires commerciales, accidents de devises, vols d'actifs, dépressions, confiscations militaires illégales, et confiscations illégales et illégales d'actifs privés, manipulation flagrante de soi-disant "intérêts de fiducie publique", et peut-être le plus accablant, inflation délibérée des monnaies nationales et vol de crédit et autres manipulations qui ne peuvent être justifiées par aucun avantage public.

Le gouvernement suisse est chargé d'héberger ces pirates et de promouvoir la criminalité dans d'autres pays ainsi que dans le leur.

Nous exigeons la liquidation de toutes les sociétés de la Banque centrale en reconnaissance du fait qu'elles ont illégalement et illégalement saisi nos actifs et notre crédit et les ont mis à la disposition de criminels connus opérant en tant que sociétés municipales dirigées par des agents territoriaux, le fait que l'objectif de la centrale les banques sont intrinsèquement illégales et le contrôle illégal du commerce et des fournitures de produits de base, et enfin, leur incapacité totale à fournir un quelconque avantage public à quiconque, sauf à leurs co-conspirateurs, dans ces crimes explicites contre l'humanité.

Tous les actifs détenus par toutes les banques centrales doivent être libérés et restitués aux personnes vivantes et aux gouvernements nationaux des personnes vivantes auxquelles ces actifs appartiennent. Les banques elles-mêmes doivent être liquidées avec préjugés et remplacées par des institutions qui distribuent des crédits prépayés aux victimes de ces crimes et nous, les habitants de cette planète, devons recevoir nos actifs --- nos actifs physiques et notre crédit actifs.

Le rôle des banques en général, y compris des institutions vénérables telles que la Banque d'Angleterre et la Banque d'Écosse, et leurs partenaires d'assurance, Lloyd's de Londres et Barclay's, dans la promotion et le profit de ces stratagèmes scandaleux de fraude d'entreprise doit être reconnu.

Rien de tout cela ne s'est produit dans le vide.

Ceux qui tirent leur argent de la guerre, de la mort et de la destruction continueront de promouvoir la guerre, la mort et la destruction jusqu'à ce que leurs sociétés soient liquidées et qu'ils soient eux-mêmes exposés à la pleine responsabilité personnelle et commerciale de leurs actes. La voie la plus rapide vers un avenir pacifique et productif pour l'humanité est de rendre la guerre et les crimes d'autres types non rentables.

Le gouvernement américain actuel a été rétabli et a "réapparu" sous la forme de cinquante assemblées d'État correctement déclarées, publiées et organisées qui ne font partie d'aucun "district" ou "gouvernement de district", pas de district municipal ou de franchise, soit --- nos assemblées d'État, comme nos États, ne sont pas constituées en société.

Compte tenu du grand mal que les habitants de cette planète ont subi aux mains des sociétés commerciales déchaînées, en particulier les sociétés municipales et territoriales exploitées en tant

que prestataires de services, fabricants et banques, nous pensons que les entités constituées doivent être définitivement interdites de participation au gouvernement et empêché de faire des dons de campagne aux candidats en général.

Nous pensons également que les tribunaux ecclésiastiques responsables de ces entités de fiction juridique doivent être beaucoup plus accessibles au public, tout comme le rôle et la responsabilité du pape et de la curie romaine en tant que directeurs responsables de la surveillance, de la discipline et de la liquidation de ces Les fictions légales doivent être pleinement divulguées au grand public --- à ceux qui sont les plus susceptibles d'être lésés, fraudés, volé, voire assassiné par ces sociétés municipales et leurs surveillants territoriaux.

Nous reconnaissons la difficulté à laquelle sont confrontés les auteurs qui ont usurpé contre les gouvernements légaux de tant de pays. En désactivant secrètement tant de gouvernements nationaux, ils sont maintenant confrontés à la nécessité d'accélérer le "retour" des gouvernements nationaux à leur pleine fonction et contrôle ---- sachant que le gouvernement britannique légal est frappé d'incapacité depuis au moins 400 ans et que le gouvernement américain était dans les limbes pour 160 et d'autres gouvernements nationaux ont également été "mal représentés" par ces usurpateurs de sociétés commerciales criminelles ----- nous pouvons néanmoins nous efforcer d'un retour pacifique, rapide et permanent à la raison, à la justice et à un bon gouvernement.

Les banques qui négocient des devises fictives sont confrontées à un dilemme similaire qui ne peut être résolu que par l'émission de crédit prépayé en montants limités et la réintroduction de devises réelles adossées à de l'argent et à de l'or. Comme la valeur de notre crédit nous a été lentement volée via la "taxe" silencieuse de l'inflation, elle doit être restituée selon nous et nos meilleurs intérêts, afin de maintenir la valeur du crédit dû. Nous avons affrété une institution, The Global Family Banks, pour fournir ce service à l'humanité, quel que soit le lieu de résidence sur Terre. Il s'agit d'un moyen totalement transparent et philanthropique de redonner de la valeur aux victimes et à leurs héritiers légaux.

Nous n'approuvons pas les "devises numériques" qui sont un moyen de surveiller et de contrôler et de manipuler politiquement les gens par des sociétés commerciales non autorisées et non élues proposant de redevenir des "gouvernements"; comme nous l'avons dit hier et comme nous le répétons, merci, mais non merci. Nous n'avons pas besoin que nos employés surveillent la marque de dentifrice que nous préférons ou tentent de nous transformer en organismes génétiquement modifiés ou restreignent notre droit et notre capacité à acheter, vendre, échanger ou faire autre chose que nous avons le droit naturel de faire.

Toute tentative de toute société commerciale d'établir un monopole, le contrôle de notre accès à l'argent, à nos propres actifs ou à notre crédit sera accueillie avec une demande immédiate de liquidation.

De même, nous nous opposons à la "Loi" RESTRICT qui est en tout cas une loi d'entreprise poussée par des criminels tentant de censurer la liberté d'expression dans ce pays.

La juridiction aérienne au-dessus de notre terre et de notre sol nous appartient et nous appartient depuis 1787. Il n'appartient pas aux sociétés municipales en cours de liquidation. Ces sociétés

commerciales de «services» n'ont aucune autorité et aucun contrat pour interférer avec notre accès et notre jouissance d'Internet ou de tout autre développement technologique qui utilise nos ondes aériennes publiques et notre espace aérien que nous pouvons trouver bénéfiques.

De même, ils n'ont aucun pouvoir ni contrat pour nous censurer ou prendre des décisions sur la véracité de nos opinions ou faits que nous pouvons présenter pour examen public et débat.

Nous exigeons la liquidation de toutes les sociétés municipales et territoriales qui ont nié nos garanties contractuelles et violé nos droits substantiels, notamment Facebook, Paypal, CNN, CBS, NBC, ABC et l'éviction des membres actuels du Congrès territorial qui ont créé et soutenu le " RESTRICT "la législation, contraire à la liberté de toute nature, y compris la liberté d'esprit et la liberté de communication.

L'idée que toute société municipale ou société territoriale, l'une ou l'autre, pourrait jamais dériver un droit de désobéir au droit public et de fouler aux pieds les garanties constitutionnelles dues aux États et aux peuples américains, tout en utilisant notre espace aérien et nos ondes, et en profitant via le l'utilisation de nos ressources publiques est loufoque.

Ces sociétés doivent être fermées et placées sous une nouvelle direction conforme au droit public et aux garanties qui nous sont dues. Soit cela, soit ils ont été liquidés et leurs principaux actionnaires et membres du conseil d'administration arrêtés pour tentative de privation de droits en vertu de la couleur de la loi et infractions similaires.

Nous ne sommes pas une "démocratie" et ne l'avons jamais été. Malgré l'effort de propagande sans fin qui parle sans cesse de "notre démocratie", l'Amérique n'est pas une démocratie. Le district de Columbia, une société municipale, est géré comme une démocratie.

16 juillet 1790. Loi sur le premier district de Columbia. Notre congrès continental a mis de côté le «territoire» de dix milles carrés du district de Columbia comme terre à utiliser par les trois (3) des sous-traitants du «gouvernement fédéral» nouvellement créés, et pour servir de siège à leur gouvernement de district territorial.

27 février 1801. La loi sur le deuxième district de Columbia, entreprise par le Congrès territorial, a créé deux comtés, établi des gouvernements municipaux pour les communautés de la zone touchée et prévu leurs propres responsables de district et juges.

Cette deuxième loi sur le district de Columbia a été appelée à plusieurs reprises la District of Columbia Organization Act (telle qu'elle était en effet) et la «Charter Act of the District of Columbia» qui l'a établie en tant que municipalité --- par les membres de la États-Unis. Cour suprême.

Une loi supplémentaire définitive le 3 mars 1801 a fait des États-Unis. Les maréchaux responsables de l'application des lois locales dans l'enclave du district de Columbia.

Depuis 1801, le «district de Columbia» est reconnu comme un «territoire» de ces États-Unis (et non de la municipalité des États-Unis), et comme une société municipale avec son propre gouvernement distinct et le droit de poursuivre et d'être poursuivi en tant

que société commerciale.

C'est à partir de cette société d'administration municipale d'origine que dérivent toutes les autres sociétés municipales associées au district de Columbia.

En 1877, à la suite de malversations de la part de membres du Congrès territorial, la municipalité de Washington, DC, a reçu une charte municipale distincte, créant une "municipalité au sein d'une municipalité".

La charte de district d'origine était largement autorisée par les termes des traités de paix mettant fin à la guerre d'indépendance, puis exigée par la Constitution des États-Unis d'Amérique [territoriaux]. La deuxième charte municipale n'a été envisagée par aucune partie de ce processus de paix ni autorisée par le permis d'utilisation délivré par les États du Maryland et de la Virginie, qui n'autorisait pas la création d'une cité-État internationale distincte et indépendante sur leur rives - ou les nôtres.

Depuis plus de cent ans, la Municipal Corporation de Washington, DC, existe et les apologistes de cela affirment que les "pouvoirs pléniers" établis pour les membres du Congrès territorial agissant en tant que gouvernement de Washington, DC ont permis la création officielle d'un ville-État internationale indépendante et indépendante sur nos côtes; nous ne sommes pas d'accord et ajoutons cela à la longue liste d'usurpations criminelles de la District of Columbia Municipal Corporation et de ses membres contre nous.

À aucun moment au cours des discussions constitutionnelles ayant conduit à l'adoption des constitutions fédérales --- et de cette section en particulier --- n'a-t-il été suggéré que Washington, DC, serait jamais une cité-État internationale distincte et indépendante, ni aucun indice que la mise en place de "pouvoirs pléniers" sur Washington, DC accordé aux membres du Congrès territorial était destiné à une telle fin.

Au lieu de cela, le but explicite du gouvernement de Washington, DC était de veiller à ce que tous les États et les sous-traitants fédéraux et les pays étrangers puissent avoir un lieu de rencontre sûr et neutre pour faire des affaires. Période.

C'était le devoir et la responsabilité confiés aux membres du Congrès territorial (district) ainsi que le pouvoir plénier de l'appliquer. Alors comme maintenant, l'intention de la subvention ou du contrat est essentielle et ne peut être contournée, tout comme toute obligation réglée sur un congrès ne peut être remise à des agences et sous-traitants non élus.

Une fois de plus, les membres du Congrès territorial (district) ont outrepassé leur autorité et le but que nous avons en accordant cette autorité, pour créer une hégémonie illégale, immorale et illégale pour eux-mêmes, qu'ils ont utilisée pour nous faire passer pour nous et usurper contre notre autorité légale depuis les années 1870.

Le gouvernement municipal opérant comme «les États-Unis» n'est pas les États-Unis.

La municipalité de Washington, DC, doit être liquidée avec sa société municipale distincte, et toutes les idées selon lesquelles elle est ou peut être une cité-État internationale indépendante

doivent être abandonnées; nous avons accordé aux membres du Congrès territorial (district) le contrôle plénier de Washington, DC dans un but précis, qu'ils ont éludé et tordu au mépris flagrant de leurs permis d'utilisation et de leurs contrats constitutionnels.

Il est de la responsabilité des membres du Congrès territorial de dissoudre cette cité-État internationale indépendante, involontaire et non autorisée et de se conformer à leurs propres contrats et devoirs, de cesser d'usurper l'identité des États-Unis comme "les États-Unis" et autrement de cesser et de s'abstenir de tous les actes et usurpations hostiles contre leurs employeurs.

Ce sont nos cordons de bourse, pas les leurs, et chaque banque et chaque officier "fédéral" et citoyen de quelque bande que ce soit, y compris les membres du Congrès territorial (district), sont avisés de leurs obligations contractuelles et des limites de leur autorité en ce qui concerne toutes les questions abordées dans le présent document.

L'avis aux agents est un avis aux directeurs; L'avis aux directeurs est un avis aux agents.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:35 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:35 by Bee

101. pourquoi pas de serments de fonction

Pourquoi il n'y a pas de serment d'office

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

On nous demande souvent de fournir la preuve de nos affirmations et nous pointons vers l'histoire elle-même, à la fois l'histoire qui est claire sur les documents et l'histoire qui devrait être présente --- et ne l'est pas.

Récemment, une nouvelle génération a découvert que tous ces prétendus agents publics, qui semblent occuper des postes de gouvernement responsables, n'ont pas de véritable serment de fonction publique. Cela vaut également pour les espèces d'officiers fédéraux et les officiers de leurs activités de franchise de l'État d'État et du «comté».

Des serments de bureau écrits sont exigés de tous les officiers municipaux et territoriaux, parfois appelés «agents de district», comme condition d'occupation de toute fonction publique. Cela s'applique également logiquement à toutes les franchises exploitées par ces sociétés municipales.

Cela a été jugé nécessaire pour maintenir les officiers étrangers individuels au service de notre gouvernement américain sous contrat et pleinement responsables de leurs actes.

Aujourd'hui, plus de 90% de tous ces prétendus agents publics travaillant pour les sociétés municipales de district n'ont aucun serment écrit de bureau et le pourcentage est encore plus élevé parmi les «juges» exploitant les tribunaux de district militaire non autorisés et les tribunaux municipaux.

Les «juges» agissent en fait en tant que juristes embauchés, qu'il y ait eu ou non une élection interne des actionnaires. Ils travaillent pour les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia à titre privé, et ils n'ont aucun bureau public valide.

Si ces personnes devaient rédiger et signer un serment notarié et le placer au dossier public, deux conséquences se produiraient simultanément: (1) elles admettraient se faire passer pour un fonctionnaire; et (2) ils seraient obligés d'exercer effectivement les fonctions de la fonction publique.

Dans l'état actuel des choses, ils font semblant d'occuper la fonction publique et sont payés pour faire le sale boulot des sociétés municipales. Ainsi, ils semblent servir le public, tandis que leur travail réel est de molleton le public et de collecter de l'argent et des actifs sous de faux prétextes.

Les juges, les politiciens et même les prétendus shérifs du comté sur la masse salariale des entreprises échappent à la signature et à la publication du serment d'office requis pour éviter toute responsabilité à cet égard, et c'est pourquoi il n'y a pratiquement aucun serment public enregistré depuis les années 1960.

C'est aussi la raison pour laquelle aucune des nombreuses décisions prises par ces acteurs n'est valable à l'égard des Américains qu'ils abusent en tant que membres de leur propre "citoyenneté".

Partout où un employé de la Corporation municipale occupe ou semble occuper une fonction publique, élu ou nommé, et qu'il agit sans un serment d'office écrit et notarié les obligeant et les rendant responsables des fonctions de cette fonction, cette même personne commet une fraude, se fait passer pour un fonctionnaire et néglige et échappe de façon trahison à l'obligation de cette fonction.

Regardez Kamala Harris, AWOL à Beverly Hills, faisant le moins possible humainement pour continuer à percevoir un chèque de paie, pas de serment d'office, aucune responsabilité pour manquement.

Toutes ces sociétés municipales doivent apprendre que la fraude ne fait qu'aggraver la fraude.

Nous, Américains de rang et de dossier, ne faisons partie des citoyens attachés à aucune des sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia et ne l'avons jamais été.

Nos mères peuvent avoir signé des enregistrements non divulgués semblant affirmer un tel statut politique étranger pour nous et nous confier les obligations des États-Unis territoriaux britanniques. La citoyenneté, et nous pouvons avoir, dans des conditions similaires de non-divulgaration, cédé aux demandes émises en vertu de la couleur de la loi que nous appliquons également pour les comptes de sécurité sociale, mais les contrats obtenus dans des conditions de force et de fraude sont nuls comme s'ils n'avaient jamais été, et c'est exactement la circonstance concernant au moins 300 millions d'Américains.

Certains Américains choisissent d'adopter de telles obligations de citoyenneté fédérale lorsqu'ils poursuivent des emplois dans la fonction publique militaire ou fédérale, mais ces obligations ont été redéfinies par les sociétés municipales qui ont tenté de convertir illégalement l'ensemble de notre population.

Jusqu'en 1946, lorsque les Américains ont été libérés du service militaire, on a supposé à juste titre qu'ils étaient rentrés chez eux à leur statut de droit d'aînesse en tant que ressortissants de l'État américain. Lorsque les gens ont quitté leur emploi au bureau de poste municipal ou à une fonction publique fédérale similaire, la même présomption que les individus sont rentrés chez eux à leur statut de droit d'aînesse s'appliquait.

Cela doit être supposé parce qu'être un État américain national ou un citoyen d'État américain est un statut beaucoup plus bénéfique que de servir en tant que territoire britannique américain. Citoyen ou CITOYEN municipal de toute nature.

Au lieu de cela, les sociétés municipales ont déterminé --- sans divulgation - que les Américains quittant le "Service fédéral" devraient écrire des lettres à leurs commandants de branche ou chefs de département, les informant de leur retour à la "juridiction originale" - sur la terre et le sol. Sinon, elles, les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, "supposeraient" que ces Américains, qui n'étaient plus employés par ces sociétés, sont néanmoins restés volontairement dans la juridiction fédérale et ont volontairement adopté les obligations de citoyenneté fédérale en conséquence.

En effet, en utilisant ces manœuvres administratives non divulguées, les sociétés municipales ont inventé une justification pour saisir et soumettre leurs anciens employés à leur juridiction sans divulgation.

Ces stratagèmes et présomptions ont permis aux sociétés municipales de se soustraire à leurs obligations envers les Américains en vertu des constitutions fédérales --- non pas en sapant les constitutions qui permettent leur propre existence, mais en dénaturant, fraudant et convertissant illégalement le statut politique naturel des Américains, de sorte que nous n'étions plus considérés comme des ressortissants ou des citoyens de nos États de l'Union et, par conséquent, ne devaient plus les garanties et les protections que nos ancêtres ont intégrées dans les constitutions.

Nos soldats et nos marins n'ont jamais été autorisés à rentrer chez eux et à jouir des libertés et des garanties qu'ils ont gagnées, à moins qu'ils ne lisent la note de service interne et aient écrit une lettre à leur commandant de la branche de service leur disant l'évidence --- que ils ont été libérés et rentraient chez eux.

La même astuce s'appliquait aux Américains qui occupaient des emplois dans la fonction publique fédérale. Tout cela a été fait dans des conditions de secret, de non-divulgation et de tromperie; tout cela a été fait par des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia à la recherche de profits et d'un pouvoir politique coercitif sous la couleur du droit.

Les employés de la Municipal Corporation n'ont aucune garantie constitutionnelle et sont soumis à des systèmes étrangers de droit administratif, maritime et amirauté, donc sous-alimenter tous ces Américains a permis aux auteurs d'évaluer les impôts et les dîmes sur le "revenu fédéral", d'évaluer les impôts et les frais de service sur les services publics et les marchandises qui appartiennent réellement aux victimes, d'appliquer des hypothèques aux biens américains que les Américains ne devaient jamais, de promouvoir des régimes de "droit, d'accorder des licences aux droits des victimes en tant que privilèges et d'abuser de la population générale de ce pays de la même manière que ces sociétés ont abusé de leurs propres employés.

Toutes ces activités exercées par les sociétés municipales sont des crimes et la plupart de ces crimes sont reconnus dans plusieurs juridictions, de sorte qu'ils sont non seulement illégaux, ils sont également illégaux. De manière pratique, les procureurs de district qui sont censés poursuivre ces crimes en tant que questions juridiques ne le font pas systématiquement, car ils sont employés

par les mêmes sociétés que commettent tous ces crimes --- et jusqu'à présent, les autorités légales ont été obstruées, menties et irrespectueuses.

Cela a conduit à la promotion d'une société pirate criminelle sur nos côtes, à la pratique pernicieuse de la propagande et de la tromperie, et à une rupture des valeurs sociales et culturelles qui a été promue pour accélérer l'anarchie des sociétés municipales qui se sont érigées comme Tarzan , Roi de la jungle, et se sont déformés en tant que gouvernement.

Comme nous l'avons démontré, ces sociétés municipales ont causé ce problème et créé toute cette violence tout en agissant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service --- les constitutions fédérales qui les concernent et les limitations des services qui ils sont censés fournir sous contrat. Les directeurs généraux responsables de ces sociétés municipales sont assis sur leurs lauriers et collectent la crème de tout ce piratage et de cette fraude commerciale, respectivement, depuis 150 ans.

Nous souhaitons une fin pacifique et pratique de toute cette situation.

Nous ne souhaitons pas participer à la prochaine fraude présumée promue par ces mêmes sociétés municipales incontrôlables, une fraude qui est annoncée comme le système financier quantique et accélérée par des monnaies numériques inexistantes proposées comme de nouveaux produits passionnants. par les banques complices.

Les banques elles-mêmes ont été exploitées illégalement et illégalement par les mêmes sociétés municipales de district et doivent être sous une nouvelle direction, tandis que les victimes de toute cette fraude doivent recevoir des cartes de crédit prépayées pour le retour de toutes les taxes et frais perçus illégalement et illégalement. et les collections et pénalités qu'ils ont payées.

Ce que ces sociétés municipales et leurs franchises de banques commerciales offrent réellement, c'est un moyen d'éviter leurs obligations très matérielles et substantielles et un moyen de poursuivre leurs stratagèmes de fraude contre les personnes vivantes qu'elles sont censées servir.

Nous avons observé tout ce processus. Nous avons commencé avec des pièces d'or, puis des certificats d'or. Cela a été repris par la monnaie en argent, puis par les certificats en argent. Cela a ensuite été suivi de "Federal Reserve Notes" --- promet essentiellement de payer, un jour, à l'avenir, sans date d'expiration du prêt. Ce dernier arrangement confortable a été conclu par des lois sur la monnaie légale imposées par la couleur de la loi et ne peut être présenté comme un contrat valide avec aucune des victimes de cette fraude.

Toujours, l'actif réel et matériel est dérobé en substituant quelque chose de moins en moins précieux. Pièces pour certificats, certificats pour notes, et maintenant, notes pour frappes saisies dans un registre informatique maintenu par la technologie de la chaîne de blocs.

Nous avons vu la même progression avec leurs activités d'esclavage illégales, illégales et immorales - les progrès de l'humanité, vers les humains, et maintenant, s'ils s'en tirent, les OGM.

Ainsi, avec rien de plus que des frappes informatiques et des pings, ces sociétés municipales criminelles et leurs banquiers complètement éhontés proposent d'acheter la Terre et tous ses actifs.

Nous proposons une contre-offre: les banques sont saisies et confisquées.

Ils ont construit leur stratagème de fraude à de tels sommets et ont reçu quelque chose pour rien de long, qu'ils ne voient aucune raison que cela ne puisse pas continuer indéfiniment.

Avec quelques coups sur un clavier, des industries entières peuvent être effondrées, des économies nationales améliorées ou dévastées, une opposition politique détruite, des demandeurs de liberté individuels également. Pas étonnant que les semblables de Bill Gates se précipitent en pensant à tout le pouvoir consolidé dans un nouveau programme de fraude brillant --- et oublient que c'est ce que c'est: un stratagème de fraude assistée par ordinateur. Ils oublient également que d'autres personnes peuvent voir qu'il s'agit d'un stratagème de fraude.

Ils peuvent appeler cela un plan. Nous l'appelons juste un autre stratagème de fraude conçu pour obtenir quelque chose pour rien sous la couleur de la loi, et un moyen pour ces mêmes criminels d'employer un contrôle plus coercitif sur les personnes qui sont leurs employeurs et qui sont les véritables propriétaires de toutes les ressources que ces soi-même les criminels en service essaient de réquisitionner.

Nous souhaitons que ces épreuves fastidieuses soient terminées. Nous nous sommes souvenus de tout ce dont nous devons nous souvenir et nous devons être libérés de tout système juridique, y compris, mais sans s'y limiter, les systèmes juridiques destinés à la gestion des sociétés commerciales, des marins tapageurs, des domaines de l'homme mort et des bateaux.

Nous souhaitons que tout le monde sur Terre reçoive une divulgation complète de la citoyenneté par rapport au statut national, puis soit autorisé à faire son choix librement, sciemment et volontairement.

Nous souhaitons que tous les employés de la District Municipal Corporation et toutes leurs sociétés franchisées opérant en tant que sociétés d'État et sociétés de comté se retirent immédiatement et quittent tout bureau public qu'ils ont occupé, ou alternativement, s'ils sont éligibles au bureau en tant que Américains et agréables à agir de bonne foi et sous leur responsabilité personnelle, à remplir, à notarié et à enregistrer leur serment d'office.

Nous souhaitons que tous les avocats du barreau à tous les niveaux du système de franchise respectent l'esprit et l'intention de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers et publient librement leur enregistrement et leurs titres étrangers sur leurs papier à en-tête, factures, cartes de visite, etc., en tant que bon avis au public américain.

Nous souhaitons que ces modifications administratives aient lieu immédiatement.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

17 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:35 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:35 by Bee

102. pourquoi nous blâmons les militaires

Pourquoi nous blâmons les militaires

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Pourquoi nous blâmons les militaires

Nous blâmons les militaires parce qu'ils contrôlent et occupent en fait illégalement ce pays avec des "forces territoriales" depuis 1863 ---- et vous pouvez tous voir ce que nous avons obtenu en échange de notre soutien sans réfléchir.

Racket à la maison et profiteur de guerre partout ailleurs.

La preuve est dans le pudding. Le voilà.

Cela incombe encore plus aux militaires lorsque vous voyez les dossiers et réalisez que le "DÉPARTEMENT DE DÉFENSE" --- INCORPORÉ, possède et exploite tous les pires délinquants - le NIH, le CDC, la FDA, le FBI, la CIA, le DOJ, et même le Congrès territorial, Inc., leur appartient et leur est exploité en tant que société municipale hébergée dans le district de Columbia.

Donc, toute cette mauvaise gestion est sur eux. La pandémie et tous les décès et mutilations qui en résultent sont sur eux.

La confiscation militaire frauduleuse et illégale de biens américains sous le faux prétexte connu que nous sommes des "combattants ennemis" dans un conflit mercenaire illégal qui a pris fin, pour autant que nous le croyions, il y a plus de cent cinquante ans.

Tout ce "théâtre" et ces blessures sont également sur eux.

L'ensemble de la fraude écossaise à la "Constitution d'entreprise" et son quatorzième amendement et leur utilisation continue de ce régime de fraude pendant plus de cent ans après la faillite de cette entité sont également sur eux.

L'existence des «districts militaires» fabriqués comme base de leur occupation illégale continue de ce pays et de leur oppression de notre peuple via leurs «tribunaux de district militaire» également

illégaux et non autorisés constitue une preuve supplémentaire de l'intérêt personnel et de la criminalité et de la criminalité. mauvaise gestion de ces sociétés municipales résidant dans le district de Columbia.

Ces districts militaires et leurs tribunaux étaient censés disparaître une fois que nos tribunaux ont été rétablis dans les États du Sud (Ex Parte Milligan, 1866) et, au lieu de cela, même longtemps après le fonctionnement de nos tribunaux, ces yahoos ont créé de nouveaux "districts militaires" pour eux-mêmes et plus de "tribunaux de district militaires" pour confisquer illégalement, illégalement et immoralement des biens aux Américains moyens sous la couleur de la loi. Voir les actes de leur congrès territorial, mai 1865.

Ensuite, vous vous rendez compte que, comme ils possèdent leur «congrès» territorial, tout ce spectacle de budgets et de lutte pour obtenir ce dont ils ont besoin est un non-sens. Ce n'est rien d'autre que du théâtre et nous avons été le public.

Ensuite, vous vous rendez compte que --- comme ils possèdent leur propre "congrès" territorial, ils ont été des acteurs clés pour que ce "congrès" interprète mal les pouvoirs pléniers sur Washington, DC Clause dans la Constitution fédérale, afin de créer un "indépendant , état de la ville internationale "et l'utiliser comme le prétendu gouvernement civil auquel ils répondent --- la puanteur totale de la corruption frappe.

Leur congrès territorial n'a jamais obtenu les pouvoirs pléniers --- le sous-traitant américain était censé les exercer; et, l'intention et l'étendue de l'octroi du pouvoir plénier étaient de diriger la ville de Washington, DC, en tant que capitale fédérale distincte neutre - pas en tant que cité-État internationale indépendante qui n'a rien à faire ici.

Pas une seule fois aux États-Unis. Les militaires se tournent vers le peuple américain et disent: "Hé, euh, les gars, nous avons un problème ici. Vous êtes censé reconstruire le sous-traitant fédéral américain et nous dire quoi faire."

Pas une fois. En plus de cent cinquante ans, ils ne se sont jamais tournés vers leurs employeurs réels et ont dit la vérité.

Et c'est pour cela que nous leur reprochons, surtout.

Ils voulaient clairement échapper à notre contrôle civil réel, condition permettant à leur Corporation municipale d'exister, et ils ont évidemment échappé au contrôle du gouvernement légal de ce pays.

Maintenant, ces mêmes mécréants veulent nous vendre sur leur "monnaie numérique" et nous disons tous, non, non merci.

En effet, les sociétés municipales résidant dans le district de Columbia ont également retiré toutes sortes de stratagèmes illégaux avec de l'argent, y compris le fait de faire passer leurs I.O.U (NOTES DE RÉSERVE FÉDÉRALES) en tant que «cours légal» sous la force et la contrainte et de ne pas créditer l'autre côté du grand livre - ce que nous leur avons donné en échange de leurs billets de dette.

Cette "erreur" comptable a créé l'apparition d'une "dette nationale" géante qui n'a jamais existé, puis ils ont facturé des "intérêts" sur cette dette inexistante, puis, au bout du compte, ils ont mis en faillite l'un de leurs de nombreuses franchises de la Municipal Corporation et commis une fraude en matière de faillite en affirmant que cette dette inexistante et ses faux intérêts étaient notre dette.

Ce n'est pas notre dette. C'est une dette qui nous est due, dans la mesure où elle a jamais existé.

Franchement, la monnaie numérique peut disparaître trop facilement, et elle peut être utilisée pour faire face à un autre système "quelque chose pour rien" trop facilement, et pire encore, elle peut être utilisée pour créer une matrice de surveillance de commandement et de contrôle qui peut être manipulée politiquement pour arbitrairement nier notre droit fondamental à la vie privée et notre droit d'acheter, de vendre et d'échanger. Non, nous ne désirons ni n'en avons besoin et nous ne paierons pas pour cela, ne lui permettrons pas de fonctionner sur notre sol ou d'être déformés comme tout ce que nous avons approuvé ou préconisé.

La réponse est: "Non, et cela signifie qu'il n'y a plus de monnaie numérique et plus de script militaire qui soit qualifié de" monnaie légale."

Rien qui cherche à convertir un droit en privilège ne sera respecté. Ce n'est dans notre contrat avec aucune de ces sociétés municipales et nous sommes offensés qu'ils continuent d'essayer toutes ces exécutions finales et ces changements et de s'empiler sur des "services" supplémentaires que nous n'avons jamais demandés ou commandés.

Nous ne sommes pas ceux qui ont titrisé illégalement la chair vivante. Ce n'est pas nous qui avons substitué illégalement et illégalement "un" président au président. Nous n'avons pas géré le plus grand programme de blanchiment d'argent de l'histoire de l'humanité. Nous n'avons pas fabriqué un système financier incompetent et malhonnête. Nous ne sommes pas coupables de fraude, de racket ou de profit de guerre, de fraude à la faillite ou de toute autre chose.

Ces sociétés municipales résidant dans le district de Columbia et dans d'autres soi-disant «enclaves» du monde entier, comme le Global Federal Reserve Banking System blotti dans leur propre enclave privée en Suisse ----- sont coupables de tout cela et plus encore.

Surtout, nous ne sommes pas l'objet du commandement et du contrôle de ces sociétés municipales. Ils sont plutôt l'objet de notre commandement et de notre contrôle.

Ils peuvent prendre leur XRP et tout le reste de leur monnaie numérique gobbledygook et QFS le bafouer et le pousser, et cela vient directement de la Fédération des États non constituée en société. Nous souhaitons un système transparent simple pour restituer des crédits prépayés aux victimes de toute cette chicane et un système de trésorerie basé sur les actifs réels qui utilisent la comptabilité de transport. Nous l'avons construit pour nous-mêmes et pour que nos militaires l'utilisent désormais.

C'est peut-être de la vieille école, mais c'est honnête et ça marche.

Ces sociétés municipales résidant dans le district de Columbia sont celles qui doivent être surveillées et surveillées et tenues à l'écart des poches des autres. Pas nous. Nous ne sommes pas les criminels responsables de ce tas de fumier de chien fumant. Elles sont.

Lincoln n'avait pas le pouvoir d'émettre des ordres aux militaires. Une fois qu'il s'est fait passer pour "un" président --- au lieu d'être le président --- il agissait dans la fraude, une fraude qui a laissé les sociétés municipales du district de Columbia et leurs employés opérant sans surveillance du gouvernement civil actuel de cette pays. C'était de la fraude et c'était illégal et illégal même à l'époque, au début.

Toutes les sociétés municipales actuellement existantes dans le district de Columbia et leurs franchises opérant sans autorisation à travers les États-Unis ont été entachées par cette fraude fondamentale contre leurs employeurs et par leurs propres actions depuis.

Nous souhaitons que toutes les sociétés municipales qui résident dans le district de Columbia soient liquidées, y compris les exemples militaires de la même chose. Ils sont tous criminellement mal gérés dans le cadre d'un contrat de fiducie et de service depuis plus de 150 ans.

Nous souhaitons que ces organisations criminelles sans fin soient fermées et / ou transférées et transitions dans le cas de nos besoins réels de défense.

Nous souhaitons que tous les territoires et les actifs territoriaux de ces sociétés municipales incriminées nous soient restitués car ce sont nos biens en vertu du droit international. Ils n'appartiennent pas maintenant et n'ont jamais appartenu à aucune société municipale. Ils appartiennent aux États-Unis, pas aux États-Unis. Et c'est la bonne nomenclature depuis 1851.

Si les auteurs de ces programmes n'arrêtent pas immédiatement toutes les injections d'ARNm de toutes sortes, pour nous et pour nos animaux, ils entreront dans l'histoire en tant que force criminelle de mercenaire qui a attaqué leurs employeurs et leur propre peuple chez eux. Eux et leurs uniformes seront soumis à la honte éternelle et à l'infamie --- et ils le mériteront.

Ce sera également une autre marque très noire contre les directeurs d'exploitation de ces sociétés municipales: qui voudraient jamais faire affaire avec n'importe quel fournisseur de services municipaux, quand ils pourront voir comment nous avons été "servis" par ces fraudeurs, volés, maltraités et déformé? Et même maintenant, assassiné et mutilé sans raison, par des sociétés municipales agissant sous la couleur de la loi?

La Chine devrait être folle de faire des affaires avec ces sociétés, tout comme l'Ukraine, tout autre pays aussi. L'occupation illégale de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'ancien Commonwealth et de la plupart des pays d'Europe occidentale et du Japon par les soi-disant "forces territoriales" parle d'elle-même, tout comme leur comportement illégal et immoral au Moyen-Orient. Attaquer la Syrie et la Libye sous de faux prétextes n'est qu'un exemple de l'empire maléfique réel - l'empire territorial britannique - qui a bénéficié de ces sociétés municipales anarchiques hébergées dans notre district de Columbia.

Ces sociétés municipales résidant dans le district de Columbia et dans d'autres "enclaves" du monde entier sont devenues célèbres pour leur ingérence prédatrice et leur intérêt personnel dans

tous les cas, de l'Angola au Venezuela et au Zimbabwe, forçant des changements de gouvernement, vendant des armes aux deux côtés de chaque conflit, imposant à d'autres gouvernements d'autoriser des activités criminelles dans leur pays, dépouillant les ressources naturelles d'autres pays, et tout cela s'ajoute à ---- personne ne leur fait confiance et personne ne veut faire affaire avec ces crétins. Et pourquoi devraient-ils?

Ce sont des sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia, prétendument, elles sont ici pour remplir nos contrats constitutionnels avec leurs directeurs --- sauf qu'elles ont fait tout leur possible pour se soustraire à leurs obligations réelles et ont plutôt cherché à frauder, piéger et déformer leurs employeurs.

Nous blâmons les États-Unis. Militaire pour toutes ces escroqueries, malversations, fausses déclarations, mauvaise administration et criminalité pure et simple, car ils possèdent et font des bénéfices des organisations qui en sont responsables.

Nous leur reprochons d'avoir pris les ordres d'artistes frauduleux, à commencer par Abraham Lincoln, au lieu d'arrêter les mécréants trahisons - les militaires les ont mis au pouvoir.

Nous blâmons les militaires d'avoir remplacé les fausses "élections" des entreprises à nos élections publiques et de ne rien faire pour informer, soutenir, aider ou défendre leurs employeurs réels.

Nous les tenons pour responsables de l'occupation illégale de ce pays pendant 160 ans --- et du racket contre nous et de nous confisquer illégalement des biens, des civils innocents, tout le temps.

Nous les blâmons pour leur part dans toute la litanie d'activités illégales menées par ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs franchises non autorisées dans nos États.

Nous blâmons l'armée américaine pour la dissimulation qu'elle s'est fournie, les mensonges qu'elle a racontés au peuple américain, la misère qu'elle a causée au pays et à l'étranger sans raison perceptible, mais pour accumuler plus d'argent et un contrôle plus oppressif sur populations civiles.

Nous les blâmons d'avoir menti et d'avoir dit que nous étions "absents" --- et nous observons qu'ils n'ont eu aucun mal à nous trouver après qu'ils nous aient délibérément mal identifiés dans le cadre des citoyens territoriaux et municipaux et ont trafiqué nos bons noms dans leur juridiction étrangère.

Nous blâmons l'armée américaine d'avoir siccé ses propres employés municipaux, comme le FBI sur nous, et d'avoir enseigné à ces ignorants de nous appeler des "citoyens souverains" et d'avoir prétendu que nous sommes le problème, quand cela va de soi, ce sont eux qui est arrivé hors piste il y a longtemps.

Nous les blâmons parce que toutes ces mêmes personnes et sous-traitants étaient censés nous protéger contre "tous les ennemis étrangers et nationaux" et être payés tout le temps pour le faire. Je suppose qu'ils ont commodément oublié la partie nationale - à leur égard - de cette obligation.

Et maintenant, nous souhaitons que les sociétés municipales du district de Columbia soient liquidées et / ou transférées et transférées à notre contrôle direct sans plus d'affaires de singe. Nous revendiquons chaque peso-valeur de tout ce qu'ils ont volé, exploité et traité comme des fonds de pension "fédéraux", des fonds d'investissement public, etc.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:35 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:35 by Bee